

**Institut d'Etudes Politiques de Paris  
ECOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO  
Programme doctoral Europe  
CERI**

**Doctorat de science politique**

# **Usages du passé et démocratisation**

*Le rapport des partis politiques roumains à la période communiste*

**Présentée et soutenue publiquement par**

**Alexandru Gussi**

le 29 mai 2007

*Sous la direction de M. Dominique COLAS*

**Jury :**

M. Daniel Barbu, professeur de science politique à l'université de Bucarest

M. Dominique Colas, professeur des universités à l'IEP de Paris

M. Bogumil Koss, professeur titulaire à l'université Laval de Québec

Mme. Rose-Marie Lagrave, directrice d'études à l'EHESS

Mme. Marie-Claire Lavabre, directrice de recherche CNRS au CEVIPOF



## Usages du passé et démocratisation

*Le rapport des partis politiques roumains à la période communiste*



*À mes parents*



## Remerciements

Je dois d'abord remercier à mon épouse, Ilinca, pour son aide et sa patience. Ensuite il faut préciser que cette recherche n'aurait pas été possible sans l'existence de l'Ecole Doctorale en Sciences Sociales de Bucarest, membre de l'Agence Universitaire de la Francophonie, et sans la générosité envers tous ses étudiants de Mme. Marie-Rose Lagrave.

Ma reconnaissance s'adressent à M. Dominique Colas, pour sa compréhension et sa confiance, ainsi à tous ceux qui, comme M. Daniel Barbu, Mlle. Alexandra Ionescu, m'ont constamment encouragé. En plus, il faut dire que le fait d'enseigner à la Faculté de Sciences Politiques de l'Université de Bucarest m'aide à voir le sens de ma recherche au-delà de ce texte.

Enfin, avec le regret de ne pas inscrire ici tous ceux qui m'ont aidé, je dois dire que ma gratitude va vers mon père, Gheorghe Gussi, ainsi que vers Cristian Popescu, Lavinia Stan, M. Vladimir Tismăneanu, M. Laurențiu Zoicaș et l'Open Society Institute de New York.





## Table des matières

Liste des abréviations	15
<b>Introduction</b>	17
I. Les Roumains et la période communiste	18
II. Quelques observations préliminaires	20
A. Le postcommunisme roumain	23
B. La question du rapport au passé	26
III. A la recherche d'une perspective d'analyse	27
A. Le cadre théorique de la recherche	29
B. Mémoire et identité partisane	33
C. Usages du passé et démocratisation	36
IV. Hypothèses et questions de recherche. Valorisation des sources	37
A. Limites de l'instrumentalisation du passé	40
B. Le choix et la valorisation des sources	42
<b>PREMIÈRE PARTIE</b>	
<b>Chapitre I : <u>Le moment révolutionnaire et les prémisses du débat sur le passé récent</u></b>	49
I. Le premier communiqué du CFSN	50
II. Le procès du couple Ceaușescu	57
III. Le sort de l'ancien parti unique	60
IV. Les premières divergences	66
Conclusions	72
<b>Chapitre II : <u>Le Front du Salut National : la politique de l'oubli</u></b>	75
I. Le rapport à l'Etat totalitaire comme rapport à son héritage institutionnel	77
A. Les deux dimensions de la légitimité du FSN	79
B. Le FSN et l'Etat	85
C. Le FSN et le personnel politico-administratif	87
II. Les principales caractéristiques du rapport du FSN au passé communiste	92

A. La défense des réalisations du régime antérieur	93
B. La culpabilisation et la politique de l'oubli	96
III. Comment répond le FSN aux accusations de <i>néocommunisme</i> ?	108
A. Ion Iliescu fixe le cadre de la réponse	109
B. La critique du passé communiste du Front	113
C. Usages du passé contre l'opposition	123
1). De l'histoire d'avant l'instauration du régime communiste	124
2). L' <i>anti-ceaușism</i> et l'anti-anticommunisme	129
IV. Un rapport au passé caractérisé par le nationalisme et l'historisme	133
A. Un discours nationaliste	134
B. Sous le signe de l'inévitable	143
V. Le clivage de l'intérieur du FSN et la scission du Front	148
Conclusions	158

### **Chapitre III : Le discours du Parti de la Démocratie Sociale de Roumanie sur le régime communiste**

	161
I. Prémisses du rapport au passé récent	166
A. Une seule origine assumée : le moment révolutionnaire de Décembre 1989	167
B. Un discours implicite sur le passé communiste	171
II. Le PDSR et le régime communiste	176
A. Le rapport au passé comme substitut doctrinaire	178
B. Iliescu et le régime communiste : Un rapport personnel avec des conséquences politiques	182
1). Un rapport très personnel au régime communiste	183
2). L'évaluation politique du passé communiste	188
C. La question des biens nationalisés	192
III. Réconciliation et conservatisme	203
A. L'invocation de la nécessité de la réconciliation nationale	203
B. La question du rapport entre victimes et coupables	207
C. Justice et mémoire	210
IV. Un discours sur la spécificité roumaine. La question de la démocratie originale	216
A. La spécificité nationale	216
B. La démocratie originale	225
1). La mise en doute du modèle occidental	226
2). La « démocratie sociale » comme expression du rapport au passé communiste	234

V. Alliances politiques et choix symboliques. La Maison du Peuple	236
A. Une tentation nostalgique	239
B. Les sens politiques de la réécriture du passé	242
VI. Le PDSR est-il un parti successeur ?	248
A. Le rapport à l'ancienne élite	249
B. L'Etat comme lieu de refuge du Parti. De la continuité juridique à l'héritage politique	253
C. Pouvoir politique et société	257
D. De la difficulté de se juger soi-même	260
Conclusions	262

## DEUXIÈME PARTIE

<b>Chapitre IV : <u>La naissance de l'opposition</u></b>	267
I. La renaissance des « partis historiques »	268
A. <i>Premiers mouvements d'opposition.</i>	270
B. Vers l'action commune des « partis historiques ».	275
II. Le Parti National Paysan. La mémoire comme arme politique.	281
A. Le Parti National Paysan avant 1989	283
B. Après 1989, un parti nouveau qui s'inscrit dans une tradition ancienne.	286
1). Le PNPCD, « parti historique »	287
2). Définition de l'adversaire	295
C. Le rapport du PNPCD au passé communiste	297
1). Le rapport aux anciens membres du PCR	300
2). Anticommunisme et traditions nationales	309
Conclusions	313

<b>Chapitre V : <u>Pour la continuation de la Révolution : vers l'unification de l'opposition civique et des « partis historiques »</u></b>	315
I. L'opposition civique : le mouvement de la Place de l'Université	316
A. Le déroulement des manifestations	318
B. Un anticommunisme antipolitique. La Proclamation de Timișoara	321
C. Réactions et politisation du mouvement	328
D. Significations et usages politiques après 1990	332
E. Prémisses de l'unification de l'opposition au FSN	335
II. Après les élections du 20 mai : une opposition antisystème	337
A. Les anciens détenus politiques	342
B. Des traditions incompatibles	345
C. Le Front Démocratique Antitotalitaire	348
Conclusions	350

<b>Chapitre VI : <u>La CDR : de l'anticommunisme au populisme</u></b>	353
I. La CDR, la dimension institutionnelle de l'anticommunisme	356
A. Le message électoral de 1992 : le rapport au passé au centre de la campagne	359
B. Rapport au passé et efficacité politique	368
II. Le clivage sur la question du passé : une nécessité pour la CDR	370
A. La rhétorique du procès du communisme	374
B. Le message moral-religieux	379
C. La rupture historique	383
III. L'anticommunisme populiste	388
A. La CDR redéfinit son discours	389
B. Le sujet de la réconciliation nationale	393
1). Corneliu Coposu, histoire d'une mythification	394
2). La réconciliation nationale comme thème de campagne de la CDR	400
IV. 1996 : victoire au nom de quoi ? Le populisme	406
V. L'anticommunisme vers l'intérieur	413
Conclusions	417
<b>Chapitre VII : <u>L'anticommunisme politique et l'anticommunisme civique</u></b>	419
I. La dimension civique de la Convention Démocratique	420
A. Les intellectuels et le communisme	420
B. Caractéristiques de l'anticommunisme civique	424
C. Les rapports entre les organisations civiques et les partis	430
1). L'Alliance Civique	435
2). Tensions entre les composantes civique et politique de la CDR	441
Quelques conclusions préliminaires	444
II. L'anticommunisme au pouvoir	445
A. Après 1996 : l'échec de la réconciliation et le déficit de légitimité	446
1). Une Convention virtuelle	446
2). Le passé, un sujet majeur de division de la coalition	449
B. Un chef d'Etat anticommuniste : Emil Constantinescu	454
III. Le bilan politique de l'anticommunisme	467
A. L'anticommunisme dans le contexte roumain : difficultés	468
1). L'anticommunisme postcommuniste	471

2). Double sens de la mémoire de la répression	473
B. Le sort de la décommunisation	474
C. Ouverture des archives ?	482
D. La question des restitutions	487
E. La question de la monarchie	493
IV. Disparition de la CDR. Fin de l'anticommunisme politique ?	502
A. La CDR2000	505
B. L'anticommunisme politique : une forme d'identité partisane dépassée	510
Conclusions	513
<b>TROISIÈME PARTIE</b>	
<b>Chapitre VIII : <u>L'évolution du clivage sur le passé récent et la démocratisation</u></b>	517
I. Le clivage	519
II. Similitudes entre les deux types de rapport au passé récent	523
III. Epuisement du clivage sur le passé?	529
A. Le Parti Social Démocrate	532
B. L'Alliance PNL-PD	536
IV. Un conflit révélateur	541
A. Constitution et rapport au passé	542
B. Mémoire et Démocratie	545
Conclusions	547
<b><u>Conclusion</u></b>	549
1. PSD : une succession tacite	551
2. Chemins de la démocratie originale	554
3. Evolutions et usages des anticommunismes	558
4. La métamorphose du clivage sur le passé	561
5. Le rapport au passé communiste : sujet de division durable	562
<b><u>Post-scriptum</u></b>	569
<b>Les sources</b>	579
<b>Bibliographie</b>	585
<b>Annexe 1. Tableau chronologique</b>	593
<b>Annexe 2. Proclamation de Tmișoara</b>	597
<b>Index</b>	607



### Liste des abréviations

AC	Alliance Civique
ApR	Alliance pour la Roumanie
CDR	Convention Démocratique de Roumanie
CPUN	Conseil Provisoire de l'Union Nationale
FSN	Front du Salut National
FDAR	Front Démocratique Antitotalitaire de Roumanie
FDSN	Front Démocratique du Salut National
CFSN	Conseil du Front du Salut National
CNEAS	Conseil national de l'Etude des Archives de la Securitate
GDS	Groupe pour le Dialogue Social
PAC	Parti de l'Alliance Civique
PCR	Parti Communiste Roumain
PD	Parti Démocrate
PDAR	Parti Démocratique Agraire de Roumanie
PDSR	Parti de la Démocratie Sociale de Roumanie
PGR	Parti de la Grande Roumanie
PNL	Parti National Libéral
PNPcd	Parti National Paysan chrétien et démocrate (avant septembre 1991)
PNPCD	Parti National Paysan Chrétien-Démocrate (après septembre 1991)
PUNR	Parti de l'Unité nationale des Roumains
PSD	Parti Social-Démocrate
PSDR	Parti Social-Démocrate de Roumanie
PST	Parti Socialiste du Travail
SRR	Service Roumain des Renseignements
UDMR	Union démocrate des Magyares de Roumanie





## Introduction

Après un changement politique radical, il y a inévitablement une forme de « réévaluation des souvenirs »<sup>1</sup>, processus par lequel le passé est repensé à la lumière des valeurs promues par le nouveau régime politique. Si, avant 1989, le communisme était vécu comme une réalité irréversible<sup>2</sup>, comme un horizon indépassable, sa chute oblige à une nouvelle interprétation de son sens, démarche qui n'est pas indépendante des intérêts politiques contingents. Les partis politiques ont un rôle privilégié dans l'encadrement des conflits qui apparaissent autour des différentes interprétations de la période communiste, ainsi analyser leurs attitudes envers cette période est une nécessité si l'on veut comprendre la mesure dans laquelle le nouveau régime se définit par rapport à celui qui lui a précédé.

Un détail particulièrement significatif du rapport des Roumains avec les symboles du régime déchu ressort d'une absence. En décembre 1989 les manifestants de Bucarest ne sont pas allés démanteler la statue de Lénine<sup>3</sup>, car sa fonction dans la propagande du régime apparaissait comme marginale, mais aussi parce qu'aucun groupe anticomuniste n'était structuré. Il n'existe donc pas, immédiatement après la fuite de Nicolae Ceaușescu, ce type de mobilisation qui part des intellectuels et dissidents<sup>4</sup>, qu'on trouve dans les autres pays ex-communistes, y compris en URSS. Ces groupes n'apparaîtront qu'après les événements

---

<sup>1</sup> CONNERTON, Paul. *How Societies remember*. Cambridge : Cambridge University Press, 1989, p. 6.

<sup>2</sup> Pour Stelian TĂNASE c'est essentiellement « le mythe de l'irréversibilité du communisme » qui explique la faiblesse du mouvement dissident en Roumanie in TĂNASE, Stelian. *Revoluția ca eșec. Elite & Societate* [La Révolution comme échec. Elites & Société], Iași : Polirom, 1996, p. 134.

<sup>3</sup> La statue de Lénine de Bucarest, placée en face de l'actuelle Maison de la Presse Libre, ne fut démontée que le 3 mars 1990.

<sup>4</sup> Dans le cas du communisme roumain, vu l'existence d'une dictature personnelle, par dissident on comprend celui qui, de l'intérieur ou de l'extérieur du Parti Communiste Roumain, a publiquement mis en cause le régime dirigé par Nicolae Ceaușescu.

révolutionnaires, comme réaction non pas au communisme, mais au nouveau pouvoir en place, ce qui montre la mesure dans laquelle le discours sur le passé communiste apparaît en Roumanie comme contingent et politiquement déterminé<sup>5</sup>.

## I. Les Roumains et la période communiste

Selon un sondage d'opinion de 2001, 30% de ceux qui sont interrogés considèrent que l'une des plus importantes différences entre les partis politiques roumains est celle entre ceux qui défendent les acquis de l'ancien régime et ceux qui mettent l'accent sur le côté négatif du passé communiste<sup>6</sup>. En même temps, les modèles explicatifs du vote en la faveur des principales formations politiques des dix premières années de la transition, le parti de Ion Iliescu et la Convention Démocratique, confirment la corrélation entre, d'une part, ce vote et, d'autre part, l'attitude à l'égard de la période communiste et l'attachement aux idéaux communistes<sup>7</sup>.

Ces observations nous permettront ultérieurement d'étayer notre principale hypothèse de recherche. Mais il faut préalablement prendre en compte l'évolution de l'attitude des Roumains à l'égard du passé récent. En mars 1990, trois mois après la chute du régime dirigé par Nicolae Ceaușescu, 54% des personnes interrogées considéraient que l'abolition du communisme en Roumanie restait une priorité<sup>8</sup>. En

---

<sup>5</sup> Daniel-Louis SEILER souligne le caractère révolutionnaire du moment de 1989 et de toute la transition postcommuniste, vue comme « retour au capitalisme », donc créatrice de types de clivages politiques sans précédent théorique. Voir SEILER, Daniel-Louis. *Peut-on appliquer les clivages de Rokkan à l'Europe centrale ? Paris politiques et démocratie en Europe centrale et orientale*. Jean-Michel DE WAELE (éd). Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, 2002, p. 115-144, p. 131.

<sup>6</sup> Ce pourcentage met la controverse sur le passé en troisième position, mais presque à l'égalité avec la question de l'opposition entre tradition nationale et volonté d'intégration européenne, et avec la question de l'opposition entre partis attachés à leur doctrine et partis définis surtout par les personnalités qui les dirigent, alternatives de réponse recevant chacune 33% des réponses (chaque répondant pouvait faire deux choix au maximum) in ROSE, Richard. *A Bottom Up Evaluation of Enlargement Countries. New Europe Barometer 1*. Glasgow : Center for the Study of Public Policy, 2002, p. 38.

<sup>7</sup> MUNGIU-PIPPIDI, Alina. *Politica după comunism* [La politique après le communisme]. Bucarest : Humanitas, 2002, p. 122-127.

<sup>8</sup> Sondage réalisé par la SOFRES in CÂMPEANU P., COMBES A., BERINDEI M. *Romania înainte și după 20 mai* (La Roumanie avant et après 20 mai). Bucarest : Humanitas, 1991, p. 82.

même temps, si en 1991 on demandait aux Roumains s'ils voulaient revenir au régime communiste, seulement 3% d'entre eux répondaient affirmativement<sup>9</sup>, mais les chiffres augmentent constamment, arrivant en 1994 à 24%<sup>10</sup> et en 2000, pendant la campagne électorale, à 33%<sup>11</sup>, pour décroître ensuite<sup>12</sup>. Cette évolution montre un rapport significatif entre l'attitude à l'égard du passé récent des Roumains et celle du parti qui était au pouvoir. C'est notamment le cas lors de la deuxième alternance de 2000, quand le rejet des anticomunistes de la CDR va de pair avec la croissance de l'attitude positive à l'égard du régime communiste.

Mais qu'est-ce que le régime communiste ? En 1990, pour définir le régime d'avant 1989, 90% des Roumains interrogés ont choisi « la dictature de Nicolae Ceaușescu », tandis que pour seulement 44% d'entre eux il fallait parler de « dictature communiste »<sup>13</sup>. Un sondage de 2000 révèle que pour 64% des répondants le communisme a été une bonne idée mal appliquée, seulement 27% ne sont pas d'accord avec cette affirmation et 9% s'abstiennent<sup>14</sup>.

Certes, ces chiffres nous disent quelque chose sur l'attitude générale des Roumains à l'égard de la période communiste, notamment le fait qu'ils rejettent en majorité le régime communiste, mais il n'en est pas de même pour le système de valeurs promu par celui-ci<sup>15</sup> ; surtout ces chiffres soulèvent un bon nombre de questions. Et, selon nous, pour pouvoir les interpréter il faut préalablement analyser le type de discours sur l'évaluation de ce passé que les partis politiques ont proposé aux électeurs.

Par exemple, ce n'est qu'ainsi qu'on pourra comprendre pourquoi en 1994 le New Democracies Barometer révélait que la Roumanie était le seul pays où le

---

<sup>9</sup> Sondage IRSOP: ROMPRES, 9 avril 1991, p. 9-13.

<sup>10</sup> Sondage IRSOP, 7-14 décembre 1994 : ROMPRES. 22 décembre 1994, p.12-13.

<sup>11</sup> Sondage BCS, *Cotidianul*, 11 novembre 2000.

<sup>12</sup> En 2001 le New Europe Barometer 1 montre qu'avec 18% de réponses affirmatives et 82% négatives les Roumains se trouvent, de ce point de vue, dans la moyenne des pays postcommunistes, ROSE, Richard. *Op. cit.*, p. 38.

<sup>13</sup> La troisième variante de réponse (« une dictature ») n'est choisie que par 1% des répondants. Sondage réalisé par la SOFRES in CÂMPEANU P., COMBES A., BERINDEI M. *Op. cit.*, p. 84.

<sup>14</sup> Sondage CURS, mars 2000 : 22, 28 mars-3 avril 2000, p. 5.

<sup>15</sup> A ce propos POPESCU, Cristian. Les héritiers de Ceaușescu. La démocratisation roumaine en perspective comparée. *A la recherche de la démocratie. Mélanges offerts à Guy Hermet*. éd. par Javier SANTISO. Paris : Karthala, p. 347-368.

régime postcommuniste était plus approuvé par les anciens membres du parti communiste que par ceux qui n'avaient pas appartenu à l'ancien parti unique<sup>16</sup>.

## II. Quelques observations préliminaires

D'abord il faut rappeler la nature totalitaire<sup>17</sup> du régime politique roumain d'avant 1989 et le caractère stalinien du Parti Communiste qui le dirige<sup>18</sup>, ainsi pour Vladimir Tismăneanu « le régime de Ceașescu était une synthèse de stalinisme révisé et de populisme xénophobe »<sup>19</sup>. D'autre part, la majorité de ceux qui ont essayé de définir le postcommunisme roumain révèlent la nature « gorbatchévienne »<sup>20</sup> du groupe qui avait pris le pouvoir en 1989. Ce qui apparaît d'autant plus intéressant pour tout chercheur c'est que, en dépit de la disparition du Parti Communiste Roumain, on peut affirmer, avec des arguments, comme le fait Pavel Câmpeanu, que : « l'organisation qui a engendré Ceașescu et sa dictature

<sup>16</sup> ROSE, Richard. *Ex-Communists in Post-Communist Societies New Democracies Barometer 4*, Glasgow: Center for the Study of Public Policy, p. 13.

<sup>17</sup> En ce qui concerne le concept de totalitarisme, nous l'avons utilisé avec beaucoup de précautions et parcimonie ; dans notre esprit sa définition renvoie, même dans le cas du régime communiste roumain, à celle donnée par Raymond Aron, qui met l'accent sur cinq caractéristiques du régime totalitaire : « Un régime qui accorde à un parti le monopole de l'activité politique ; une idéologie qui devient la vérité officielle de l'Etat ; le double monopole des moyens de force et des moyens de persuasion ; la plupart des activités économiques et professionnelles sont soumises à l'Etat ; une politisation et une transfiguration idéologique de toutes les fautes possibles des individus et, en conclusion, une terreur à la fois policière et idéologique » in ARON, Raymond. *Démocratie et totalitarisme*. Paris : Gallimard, rééd p. 287-288.

<sup>18</sup> A ce propos TISMĂNEANU, Vladimir. *Stalinism for All Seasons : A Political History of Romanian Communism. Stalinism*. Berkley & Los Angeles : University of California Press, 2003. Juan Lintz et Alfred Stepan, tout en observant l'absence de déstalinisation dans le cas du régime communiste roumain, le qualifie de totalitarisme à traits sultanistes, mettant ainsi, à l'aide du concept de Max Weber, l'accent sur les traits de domination de type patrimonial qui caractérisait le régime d'avant 1989. LINTZ, Juan, STEPAN, Alfred. « The Effects of Totalitarianism-cum-sultanism on Democratic Transition : Romania ». LINTZ, Juan, STEPAN, Alfred. *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America and Post-Communist Europe*. Baltimore et Londres: Johns Hopkins University Press, 1996, p. 349-356.

<sup>19</sup> TISMĂNEANU, Vladimir. *Fantoma lui Gheorghiu-Dej* [Le fantôme de Gheorghiu-Dej], Bucarest : Univers, 1995, p. 19.

<sup>20</sup> Pour Catherine DURANDIN « Décembre 1989 devait ouvrir la voie de la perestroïka en Roumanie », DURANDIN, Catherine. *Histoire des Roumains*. Paris : Fayard, 1995, p. 7. Voir également LEVESQUE, Jacques. *1989 La fin d'un empire. L'URSS et la libération des pays de l'Est*. Paris : Presses de la FNSP, 1995, p. 255 ; BAFOIL François. *Le postcommunisme en Europe*. Paris : La Découverte, 1999, p. 7.

[...] par des voies déroutantes, continue de survivre à son abolition formelle »<sup>21</sup>. Est-ce vraiment le cas ? Quoi qu'il en soit, c'est dans la même direction que vont les appréciations de nombreux analystes<sup>22</sup>, et cette caractérisation doit être mise en relation avec des observations comme celle de Catherine Durandin qui, au début de la transition, parle de « l'interdiction de tout élan constructeur d'une mémoire réparatrice »<sup>23</sup>, ou de Lucian Boia, pour lequel « le discours officiel continue, parfois même en les amplifiant, les éléments fondamentaux du discours prérévolutionnaire »<sup>24</sup>. Nous avons voulu vérifier ces analyses en essayant de rendre compte du contenu et des enjeux des débats sur le passé récent. En ce sens il nous a semblé judicieux d'étudier l'attitude des partis politiques, en tant qu'institutions qui concourent à la définition du discours officiel sur le passé.

Dominique Colas observe que les pays postcommunistes « sont investis dans des tentatives d'écriture de narrations nationales qui ressemblent aux entreprises du même type conduites dans les pays de l'Europe occidentale au XIX<sup>e</sup> siècle »<sup>25</sup> ; c'est dans ce cadre qu'il faut interpréter les modalités d'inclusion de l'expérience communiste dans l'histoire de ces communautés politiques, inclusion qui débouche généralement sur une « mémoire lacunaire »<sup>26</sup>, qui est le résultat des confrontations entre des forces politiques qui instrumentalisent le discours sur le passé communiste. Plus que sur le résultat de ces confrontations, toujours temporaire et difficile à saisir, nous nous sommes concentrés sur les variantes partisans de discours qui invoquent le passé communiste, sur les usages politiques de ce passé, qui définissent les plus importantes formations politiques des dix premières années du postcommunisme roumain : le parti de Ion Iliescu et les formations civiques et politiques groupées dans la Convention Démocratique.

---

<sup>21</sup> CÂMPEANU, Pavel. *Ceaușescu, anii numărării inverse* [Ceaușescu : Les années du compte à rebours]. Iași : Polirom, 2002, p. 6.

<sup>22</sup> Comme LEVESQUE, Jaques. *Op. cit.*, p. 255.

<sup>23</sup> DURANDIN Catherine. Le phénomène de l'antipolitique dans la Roumanie d'aujourd'hui. *Défense nationale*, n° 7, juillet 1991, p. 129-144, p. 131.

<sup>24</sup> BOIA, Lucian. *Istorie și mit în conștiința românească* (Histoire et mythe dans la conscience roumaine). Bucarest : Humanitas, 1997, p. 278.

<sup>25</sup> COLAS, Dominique. Société civile, Etat, nation. Dominique COLAS (sous la dir. de). *L'Europe post-communiste*, Paris : PUF, 2002, p. 13-110, p. 107.

<sup>26</sup> *Ibidem*.

Notre méthode a été de repérer les textes des discours les plus significatifs pour l'attitude d'un parti politique à l'égard du passé communiste, pour ensuite montrer et analyser le type d'arguments utilisés dans les polémiques sur des sujets comme les restitutions, la lustration ou la punition des responsables des crimes du régime communiste. Et pour arriver à rendre compréhensibles les significations de ces discours, nous avons chaque fois essayé de décrire le contexte politique dans lequel ces discours sont produits, ainsi que leurs implications et leurs rapports à d'autres sujets politiquement importants à l'époque.

On peut légitimement se demander pourquoi étudier le discours des partis, organisations si faiblement institutionnalisées et avec une représentativité discutable dans le contexte donné. La réponse à cette question tient compte du fait que ces partis se sont eux-mêmes emparés du sujet du rapport au passé récent, l'utilisant pour définir leur démarche politique, en tant que substitut doctrinaire. Nous allons donc d'abord voir si, dans le cas roumain, « les partis représentent, au sein du spectacle politique, les témoins de conflits révolus : de ce fait, ils canalisent la volonté populaire, à laquelle ils offrent une alternative, fondée plus sur le passé que sur des projets de société »<sup>27</sup>.

En tout cas, la nature du régime roumain d'avant 1989 donne une particularité certaine au début du processus de démocratisation, notamment par l'absence initiale d'un clivage entre « les postcommunistes et ceux issus de l'opposition démocratique »<sup>28</sup> pour la simple raison qu'avant 1989 on ne pouvait pas parler d'une opposition démocratique et qu'aucun des principaux partis apparus ensuite ne revendique ouvertement l'héritage du Parti Communiste. Il ne va donc pas de soi que le débat politique roumain peut être essentiellement vu comme étant similaire à celui du début du postcommunisme en Europe centrale<sup>29</sup>, caractérisée par Daniel-Louis Seiler comme « un clivage historique qui oppose l'une à l'autre deux élites issues de l'ancien régime. Un clivage historique car il ne se comprend qu'en référence aux actes, conduites et rancœurs passés »<sup>30</sup>. Pourtant, il est assez

---

<sup>27</sup> SEILER, Daniel-Louis. *Partis et familles politiques*. Paris : PUF, 1980, p. 112.

<sup>28</sup> SEILER, Daniel-Louis. *Les Partis Politiques en Occident. Sociologie historique du phénomène partisan*. Paris : Elipses, 2003, p. 166.

<sup>29</sup> Hongrie, Pologne et République tchèque.

<sup>30</sup> *Ibidem*.

communément admis que, immédiatement après décembre 1989, la vie politique roumaine est caractérisée par l'existence d'un clivage dominant entre les héritiers de l'ancien régime et les anticomunistes<sup>31</sup>, ce clivage dominant pouvant être défini comme une division profonde au niveau de l'élite politique et de la société, par rapport à laquelle s'identifie chaque camp politique et qui l'emporte sur d'autres critères pour établir des alliances ou pour engager des conflits politiques.

## **II.A. Le postcommunisme roumain**

Il faut partir de l'observation qu'en Roumanie il n'y a jamais eu une période de transparence, comme politique officielle, qui rende public ce qui était jadis caché dans l'espace privé, le passage de la communication souterraine des crimes du communisme à leur dénonciation comme résultat de la volonté des pouvoirs publics. Ainsi, tout mouvement de récupération mémorielle des crimes du communisme apparaîtra comme étant uniquement une forme de légitimation des formations politiques anticomunistes. En l'absence d'un discours clair de la part de l'Etat sur les raisons pour lesquelles la communauté politique doit condamner son passé totalitaire, l'attitude à l'égard de ce passé se réduit à une compétition politisée entre des discours divergents sur ce passé. Ainsi à l'héritage totalitaire de la fragmentation sociale répond une fragmentation au niveau de la mémoire, qui est exprimée, mais aussi accentuée, par les partis politiques. Par conséquent, en Roumanie, tout discours sur les crimes du régime communiste est un discours construit pendant la transition, marquée par les débats politiques de cette période, compréhensible uniquement en rapport avec les intérêts politiques contingents.

Si on veut caractériser le postcommunisme roumain, on peut partir d'une observation de Geoffrey Pridham, pour lequel, même si la Roumanie n'est pas un cas d'autoritarisme postcommuniste, comme le cas biélorusse par exemple, il reste caractérisé par la lenteur de la démocratisation, notamment pendant les sept

---

<sup>31</sup> En ce sens voir CROWTER, William. Romania. BERGLUND Sten, HELLEN, Toas, Aarebort, Framnk (éds.). *The Handbook of Political Change in Eastern Europe*, Cheltenham UK & Northampton USA: Edward Elger, 1998, p. 295-331.

premières années de la transition, quand l'élite politique est animée par « la nostalgie du collectivisme et du national-populisme »<sup>32</sup>. Cette observation va de pair avec le fait que le cas roumain est généralement vu comme un exemple du maintien des anciens communistes au pouvoir<sup>33</sup> ; cette continuité de l'élite est d'autant plus saisissante quand on pense au caractère violent pris par la chute du régime communiste, situation dans laquelle, en principe, les anciens communistes sont mis en une position de vulnérabilité, car ils ne peuvent pas prétendre avoir initié des réformes ou des négociations. Cette vulnérabilité rend d'autant plus significatif politiquement le discours sur le passé récent, notamment les usages du passé à l'encontre de ceux qui avaient pris le pouvoir en décembre 1989 et la réponse de ceux-ci.

Finalement, le débat politique central de toutes les sociétés en transition se résume à celui entre les réformistes et les conservateurs. Après 1989, en Europe centrale et orientale, ce débat prend la forme de la confrontation entre les anticomunistes et les ex-communistes, laquelle définit une première étape de la transition, étape qui, même si elle marque lourdement l'évolution ultérieure du régime politique, est une étape de passage vers une différenciation politique plus affinée et surtout vers une forme de consensus minimal sur des valeurs démocratiques et constitutionnelles qui impliquent nécessairement des solutions (disputées en leur forme, mais non en leur contenu) concernant la réparation des abus du régime antérieur.

En Roumanie, les questions liées au régime communiste, comme les restitutions et les compensations, l'ouverture des archives de l'ancienne police politique et la loi de la lustration restent, même en 2006, des sujets centraux du débat politique. Nous essaierons d'en donner une explication à partir des facteurs qui définissent un certain spécifique du contexte roumain : l'absence de toute réforme avant 1989, le fait qu'aucune formation politique importante ne revendique la succession de l'ancien parti unique, l'absence d'un mouvement dissident et d'un

---

<sup>32</sup> PRIDHAM, Geoffrey. Uneasy Democratizations – Pariah Regimes, Political Conditionality and Reborn Transitions in central and Eastern Europe. *Democratization*, Vol. 8, No. 4, Hiver 2001, p. 65-94, p. 75.

<sup>33</sup> Pour Dominique Colas « le régime Ceaucescu a été renversé par un coup d'Etat dirigé par les communistes qui n'ont quitté le pouvoir qu'en 1996 pour y revenir en 2000 avec le président Iliescu », COLAS, Dominique. Société civile, Etat, nation...*cit.* , p. 21.



courent critique à l'intérieur du parti unique, l'apparition et le rôle si important des « partis historiques », enfin une première alternance tardive, fin 1996, qui aboutit, entre autres, après les élections de 2000, au renforcement d'un parti extrémiste.

En plus, une autre différence entre le cas roumain et celui des pays d'Europe centrale qui conditionne l'attitude envers le passé récent, est la violence de la chute du régime dirigé par Nicolae Ceaușescu, suivie par les événements de 1990, quand le pouvoir étatique utilise les mineurs pour attaquer physiquement ses opposants. En ce sens, il est hautement significatif que dans une étude comparative des pays ex-communiste concernant le rapport entre les anciens communistes et la nouvelle élite politique, publié en 2004, la Roumanie apparaît comme étant le seul pays de la région qui est à la fois qualifié de démocratique et ayant une élite politique dominée par des forces conservatrices par rapport à l'ancien régime, se distinguant nettement de tous les autres pays ex-communistes qui avaient rejoint l'Union Européenne, et même de la Bulgarie, placée dans une case intermédiaire<sup>34</sup>.

D'autre part, on peut se demander si la Roumanie après la première période de la transition peut être considérée, comme le fait Stephen Holmes dans un article de 1994, comme un cas similaire aux autres pays de la région, caractérisé au début par une « impulsion anticommuniste »<sup>35</sup>, qui est suivie d'un recul général de l'attitude en faveur de la décommunisation. Autrement dit, y a-t-il eu en Roumanie, immédiatement après 1989, une volonté de changement, qui s'est épuisée ultérieurement ? Nous allons essayer de répondre à cette question en analysant justement l'évolution des politiques qui vont dans le sens de la décommunisation.

---

<sup>34</sup> L'auteur caractérise les pays postcommunistes selon deux critères: le degré de démocratisation et le poids des réformateurs à l'intérieur de l'élite politique. McFOUL, Michael, *The Forth Wave of Democracy and Dictatorship: Noncooperative Transitions in the Postcommunist World*. McFOUL, Michael et STONER-WEISS, Kathryn. *After the Collapse of Communism. Comparative Lessons of Transition*, Cambridge : Cambridge University Press, 2004, p. 58-95, p. 73.

<sup>35</sup> HOLMES, Stephen, *The End of Decommuniation*, *East European Constitutional Review*, Vol. 3, no. 3-4, Été-Automne 1994, p. 33-36, p. 33.

## **II.B. La question du rapport au passé communiste**

Si les principales modalités de reconsidérer un passé traumatisant pendant le processus de démocratisation sont liées à des actions comme l'ouverture des archives de l'ancienne police politique, les procès contre les responsables des crimes, la publicité des atteintes aux droits de l'homme caractéristiques de l'ancien régime et enfin les réparations matérielles et morales, en Roumanie, ces processus ont tous démarré, mais aucun n'est allé très loin. Ce qui signifie que les tentatives de reconsidérer le passé ont dû faire face à une forte opposition et, sans difficulté, on peut identifier le parti de Ion Iliescu, le FSN, devenu plus tard le PDSR, comme étant le principal acteur politique qui s'est opposé aux mesures de réparation et à des formes symboliques ou juridiques de rupture avec le régime communiste. Le parti qui a dominé la transition roumaine n'a jamais tiré un trait sur le passé, ni n'a montré la volonté d'une approche plus critique de sa propre tradition politique<sup>36</sup>.

En même temps, évoquer les abus du régime communiste est une démarche encouragée et instrumentalisée, surtout par les « partis historiques », dont les intérêts influencent le processus de sélection, inhérent à toute remémoration, processus dont les significations politiques nous intéressent en priorité.

Si, en général, la chute du communisme à l'est a étonné par la quasi-absence d'événements sanglants, mise au compte des anciens détenteurs du pouvoir, ce qui pouvait justifier leur retour au pouvoir par des élections libres, en Roumanie, ce sont les événements de décembre 1989 qui mirent sur d'autres bases le débat sur le passé communiste. En ce sens, nous essaierons de démontrer que c'est justement la peur d'une décommunisation radicale qui explique conjointement la présence de la violence politique immédiatement après 1989 et l'installation durable de la question du rapport au passé récent comme principal clivage politique.

En même temps, par rapport aux pays de l'Europe centrale, le débat sur la période communiste est en Roumanie bien plus inégal, étant largement dominé par ceux qui s'opposent à toute forme de décommunisation. Les anticomunistes sont constamment minoritaires, même entre 1996 et 2000 quand les « partis historiques »

---

<sup>36</sup> Le clivage politique construit autour passé se nourrit non seulement des rapports divergents au passé communiste, mais aussi du souvenir des événements violents du début des années 1990.

participent au gouvernement, un radicalisme anticomuniste similaire, par exemple, au radicalisme polonais étant pratiquement absent au niveau parlementaire<sup>37</sup>.

Finalement, le rapport au passé récent est en Roumanie marqué par l'absence d'une dissidence organisée avant 1989 et par l'absence d'un parti successeur qui assume, même si d'une façon critique, la tradition du parti communiste ; ces absences ont pour conséquence la dramatisation du clivage entre adversaires et partisans de la décommunisation, le discours modéré étant politiquement intenable justement parce qu'il était automatiquement vu comme favorable aux tenants du statu quo, aux anti-anticomunistes proches de Ion Iliescu.

### III. A la recherche d'une perspective d'analyse

C'est à la suite de notre mémoire de DEA sur les manifestations de 1990 de la « Place de l'Université » de Bucarest<sup>38</sup> que l'influence de l'attitude à l'égard du passé récent des principaux partis dans la constitution et l'évolution du régime politique roumain d'après 1989 nous est apparue comme un sujet de recherche qu'il fallait privilégier. Il nous a donc paru important d'analyser le clivage révélé par les événements de 1990, ce qui supposer de voir quelle image veulent donner du passé communiste les principaux partis et dans quel but, sachant que « dans tout pays en transition, le rapport public au passé est intimement lié à l'image que les politiques veulent donner d'eux-mêmes et de leur régime »<sup>39</sup>.

---

<sup>37</sup> Von BEEK Ursula, ZIOLKOWSKI, Marek. Remembering, forgetting and the politics of memory. Van Beek, Ursula (éds.). *Democracy under construction : Patterns from four continents*. Bloomfield Hills & Opladen : Barbara Budrich Publishers, 2005, p. 377-407, p. 383-385.

<sup>38</sup> Nous avons étudié la transformation de cet endroit, dans le sillage du souvenir des manifestations d'opposition au FSN et en relation avec les discours critiques à l'égard du président roumain de l'époque, Ion Iliescu, en un véritable lieu de mémoire des partis et associations civiques anticomunistes. GUSSI, Alexandru. *Lieu de mémoire d'une démocratie naissante - La Place de l'Université de Bucarest*. Mémoire de DEA dirigé par M. Dominique Colas : IEP Paris, 2000.

<sup>39</sup> MAYER, Françoise. *Les Tchèques et leur communisme. Mémoire et identités politiques*. Paris : Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2004, p. 13.

Au début de notre recherche nous nous sommes inspiré de l'approche utilisée par Henry Rousso dans son célèbre livre sur « le syndrome de Vichy »<sup>40</sup>. Le regard de l'historien sur une période si différente de la période postcommuniste, ajouté à des analyses comparatives, notamment à celle de Geoffrey Pridham<sup>41</sup>, nous ont permis de mieux distinguer ce qui est généralisable à tous les cas de démocratisation et ce qui était spécifique du contexte roumain<sup>42</sup>.

Même si la question du rapport au passé communiste des partis roumains n'a pas, à notre connaissance, été le sujet principal d'une recherche antérieure, celle-ci a constamment fait partie des analyses du postcommunisme roumain. De ces analyses celles qui nous ont le plus marqué sont celles de Vladimir Tismăneanu<sup>43</sup> et de Daniel Barbu<sup>44</sup>, les deux partant de l'observation que le régime politique d'après 1989 ne peut être analysé que par la compréhension préalable de la période communiste. Pour Vladimir Tismăneanu l'ancienne police politique, la Securitate, a un rôle déterminant dans la composition de l'élite politique postcommuniste<sup>45</sup>, d'autre part, Daniel Barbu observe que ceux qui dénoncent ce phénomène ne sont que des « anticomunistes postcommunistes, caractérisés par la technique de l'exclusion du passé, plus précisément de leur propre passé, de l'analyse du communisme »<sup>46</sup>. En même temps, « les modalités par lesquelles l'expérience, sociale et individuelle, des cinquante ans de communisme est reflétée, travaillée et valorisée au niveau de la mémoire collective constitue, selon toute vraisemblance, le problème éthique central de la société roumaine des années '90 »<sup>47</sup>, d'autant plus

<sup>40</sup> ROUSSO, Henry. *Le syndrome de Vichy 1944-1987...*, Paris : Seuil, 1987.

<sup>41</sup> PRIDHAM, Geoffrey, *The dynamics of Democratization. A Comparative Approach*, Londres et New York : Continuum, 2000.

<sup>42</sup> En ce sens, notamment pour la prise en compte de divers types de transitions post-autoritaires et post-totalitaires, voir AGUILAR Paloma, DE BRITO Alexandra Barahona, GONZALEZ-ENRIQUEZ Carmen. *The Politics of Memory. Transitional Justice in Democratizing Societies*. Oxford : Oxford University Press, 2002.

<sup>43</sup> Notamment les pistes de recherche concernant le rapport entre les dirigeants postcommunistes et l'ancien parti unique, les spécificités de la transition roumaine et le poids du nationalisme dans la culture politique dominante. Ces questions se retrouvent notamment dans ses livres de dialogues avec Mircea Mihăeș : TISMĂNEANU, Vladimir. *Balul mascat* [Le bal masqué]. Iași : Polirom, 1996 ; TISMĂNEANU, Vladimir. *Încet, spre Europa* [Lentement, vers l'Europe], Iași et Bucarest : Polirom, 2000.

<sup>44</sup> BARBU, Daniel. *Republica absentă* [La République absente]. Bucarest : Nemira, 1999, p. 15-104.

<sup>45</sup> TISMĂNEANU, Vladimir. *Încet, spre...* cit., p. 12-21.

<sup>46</sup> BARBU, Daniel. *Republica absentă...* cit., p. 97.

<sup>47</sup> *Ibidem*, p. 40.

que, selon le même auteur, en Roumanie, dès 1990, « la guerre idéologique c'est menée exclusivement autour de la question du passé et a eu besoin de soldats qui sachent utiliser l'arme de la mémoire »<sup>48</sup>. En effet, l'attitude des hommes politiques roumains à l'égard du régime déchu doit être analysée à la fois en tant que discours de différenciation des uns à l'égard des autres et en tant que forme de justification par rapport au passé de chacun d'entre eux.

### III.A. Le cadre théorique de la recherche

Par rapport à d'autres travaux sur des sujets similaires, comme celui de Kathleen E. Smith, *Mythmaking in the New Russia. Politics and Memory during the Yeltsin Era*<sup>49</sup>, qui se concentre sur le discours officiel de l'Etat et son impact sur l'opinion publique, à partir de l'analyse de chaque événement majeur des années quatre-vingt-dix, nous avons préféré analyser les discours partisans qui s'affrontent dans l'espace public, considérant le discours officiel comme un résultat de ces affrontements politiques. C'est avec l'ouvrage de Françoise Mayer, sur *Les Tchèques et leur communisme*<sup>50</sup> que notre travail a plus en commun, notamment par l'analyse effectuée au niveau de chacun des principaux partis politiques et sur le rapport entre la mémoire du communisme et l'identité partisane. Françoise Mayer part de l'observation que, pour ce type d'étude, « aucun cadre sociologique ou politologique ne s'offrait véritablement, ce qui conduit forcément à combiner des notions empruntées à différents domaines théoriques »<sup>51</sup>. De son travail on peut aussi déduire le fait que la problématique du rapport au passé récent, sans être spécifique d'un certain pays ou du postcommunisme, a des significations particulièrement dépendantes de chaque contexte national, ce qui suppose aussi un cadre théorique adapté au cas en question.

---

<sup>48</sup> BARBU, Daniel. *Republica absentă...* cit. , p. 136.

<sup>49</sup> SMITH, Kathleen E. *Mythmaking in the New Russia. Politics and Memory during the Yeltsin Era*, Ithaca et Londres : Cornell University Press, 2002.

<sup>50</sup> MAYER, Françoise. *Les tchèques et leur communisme. Mémoire et identités politiques*. Paris : Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2004.

<sup>51</sup> MAYER, Françoise. *Les tchèques...* cit. , p. 19.

Par rapport aux ouvrages cités antérieurement, notre ambition a été moindre car, même si au début nous avons voulu dresser une forme de carte des mémoires partisans, au fur et à mesure de notre recherche, cette ambition est apparue comme peu réaliste<sup>52</sup>. D'ailleurs il est impossible de comprendre le rapport au passé de la société en partant uniquement de la politique des partis ou du discours officiel, car les facteurs qui concourent à sa fixation sont bien plus nombreux.

En conséquence, nous avons en général évité d'utiliser des concepts qui impliquent celui de mémoire collective ; quand on introduit le terme de mémoire partisane ou institutionnelle, on l'utilise dans un sens restreint, de discours sur le passé du parti ou de l'institution en question<sup>53</sup>. Finalement, comme le note Marie-Claire Lavabre « l'histoire de la mémoire est l'histoire des usages politiques du passé »<sup>54</sup>. Notre démarche initiale a donc été d'essayer de trouver, dans l'expression publique des formations politiques étudiées, tout ce qui peut être vu comme référence au passé, notamment par l'intermédiaire des traditions ou expériences invoquées, la nostalgie, la révision de l'histoire, le mythe ou encore l'occultation.<sup>55</sup>

Les travaux précédemment cités, notamment ceux de Marie-Claire Lavabre et d'Henry Rousso, nous ont renvoyé à la question de la place du rapport au passé dans l'identité des formations politiques comme partie intégrante des différentes cultures politiques. Le concept de culture politique n'est donc pas utilisé ici dans un sens qui se superpose à celui qui caractérise la plupart des travaux de science politique, surtout ceux de politique comparée<sup>56</sup>, critiqués notamment par Bertrand

---

<sup>52</sup> Une raison est liée au concept de mémoire partisane, donc d'une forme de mémoire collective, dont l'usage supposerait des précisions théoriques qui n'auraient pas nécessairement apporté plus de clarté dans notre démarche. Une autre raison est d'ordre pratique : elle concernait la nécessité de nombreux entretiens, et les tentatives en ce sens paraissent suggérer qu'une telle démarche ne sera utile qu'en tant qu'étape ultérieure à celle représentée par cette recherche.

<sup>53</sup> Notre approche privilégie une étude des usages politiques du passé inspirée par le travail d'Henry Rousso sur le rapport au régime de Vichy, Voir ROUSSO, Henry. *Le syndrome...* cit. . Pour le rapport entre mémoire et identité Voir HALBWACCS, Maurice. *La mémoire collective*, Paris : Albin Michel, 1997 ( 1ère édition :1950). Et CANDEAU, Joël. *Mémoire et identité*, Paris : PUF, Paris, 1998, p. 11-47.

<sup>54</sup> LAVABRE, Marie-Claire. *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*. Paris : Presses de la FNSP, 1994, p. 16.

<sup>55</sup> Voir ROUSSO, Henry. La Seconde Guerre Mondiale dans la mémoire des droites françaises. *Histoire des droites en France. Tome 2. Cultures*, éd. par Jean-François SIRINELLI. Paris : Gallimard, 1992, p. 550-660.

<sup>56</sup> En ce sens voir les travaux classiques de ALMOND, Gabriel A, VERBA, Sidney. *The Civic Culture. Political Attitudes and Democracy in Five Nations*. Princeton: Princeton University Press, 1963 et PYE Lucian W, ALMOND Gabriel A (éds.). *Political Culture and Political Development*.

Badie<sup>57</sup>, mais dans un sens utilisé par les historiens du politique ou du passé récent<sup>58</sup>. A partir de cette perspective, la culture politique est une somme de valeurs, d'idées, d'attitudes spécifiques d'un parti, ou plus largement d'une famille politique ; c'est au nom d'eux, y compris d'un rapport spécifique au passé, que le pouvoir est pris et exercé<sup>59</sup>. Ainsi pour Jean-François Sirinelli et Eric Vigne, « les valeurs et les croyances d'une société sont en copropriété entre la politique et la culture, et celles qui soudent plus particulièrement une famille politique et lui confèrent son identité constituent la culture politique propre à celle-ci »<sup>60</sup>.

De ce point de vue le concept de culture politique est utile pour comprendre « pour quelles raisons des groupes d'hommes ont, quasi spontanément, en face d'événements présents ou passés, la même grille de lecture »<sup>61</sup>, étant défini par Serge Bernstein comme « l'ensemble des représentations porteuses de normes et de valeurs, qui constituent l'identité des grandes familles politiques »<sup>62</sup>.

C'est justement la rupture symbolique et de l'ordre du discours politique, en sa forme, son contenu et sa fonction, de 1989 qui explique la nécessité d'utiliser, dans l'étude de la vie politique postcommuniste, un concept comme celui de culture politique<sup>63</sup>, qui nous intéresse ici pour signaler à la fois le changement et les

Princeton : Princeton University Press, 1969. En même temps l'intérêt pour les traditions dans lesquelles s'inscrivent les formations politiques postcommunistes convoque la question de la culture politique de l'ancien régime. A propos de la construction d'outils conceptuels pour saisir la spécificité de la culture politique des régimes communistes TUKER, Robert C. Culture, Political Culture and Communist Society. in *Political Science Quarterly*, Vol. 88, n° 2, juin 1973, p. 173-190.

<sup>57</sup> Critique qui met l'accent sur la question du rapport entre la culture politique et la culture globale d'une société et sur le rôle des valeurs dans le processus de décision politique. Voir BADIE, Bertrand. *Culture et politique*. Paris : Economica, 1986.

<sup>58</sup> En faisant une synthèse de la réflexion des historiens sur ce sujet, Serge Bernstein observe que « L'acte politique s'explique le plus souvent par référence à un système de représentations partagé par un groupe assez large au sein de la société. C'est ce système de représentations que les historiens nomment la culture politique », BERNSTEIN, Serge. Introduction. Nature et fonction des cultures politiques, Serge BERNSTEIN (éd.), *Les cultures politiques en France*, Paris : Seuil, 1999, p. 7-31, p. 9.

<sup>59</sup> En ce sens voir LAZAR, Marc. Forte et fragile, immuable et changeante...La culture politique communiste, Serge BERNSTEIN (éd.), *Les cultures...cit.*, p. 227-257, p. 227-234.

<sup>60</sup> SIRINELLI, Jean-François, VIGNE, Eric. Des cultures politiques. Introduction. *Histoire des droites en France. Tome 2. Cultures*. SIRINELLI, Jean-François (sous la dir. de), Paris : Gallimard, 1992, p. I-XI, p. III.

<sup>61</sup> BERNSTEIN, Serge. Introduction...*cit.*, p. 8.

<sup>62</sup> *Ibidem*, p. 9.

<sup>63</sup> Pour la justification de l'usage du concept de culture politique notamment dans le cas du postcommunisme voir PYE, Lucian W. Culture and Destiny. POLLACK, Detlef et al (éds.). *Political Culture in Post-Communist Europe : Attitudes in new democracies*, Ashgate : Burlington, 2003, p. 3-15.

inévitables inerties au niveau politique, ainsi que la place de l'attitude à l'égard du passé récent en tant qu'argument en faveur de l'incitation ou de la limitation de ce changement<sup>64</sup>.

Si le plus visible principe d'identification politique est celui de l'utilisation des références historiques<sup>65</sup>, c'est l'introduction du terme *culture politique* qui nous aide à saisir les types de discours des principaux partis postcommunistes roumains qui, comme on va le voir, ou bien essaient de s'inscrire dans une certaine tradition politique, comme le font ceux qu'on appelle couramment les « partis historiques »<sup>66</sup>, ou bien évitent tout appel direct à une certaine tradition, comme c'est le cas du Front du Salut National. D'autre part, ces partis ne sont pas porteurs d'une vision globale du monde et de son évolution, leurs discours sur le passé apparaissant comme un substitut des doctrines politiques, mais ce discours n'en est pas moins significatif car, comme l'observe Serge Bernstein, « dans l'ordre de la culture politique, c'est la légende qui est réalité puisque c'est elle qui est mobilisatrice et détermine l'action politique à la lumière des représentations qu'elle propose »<sup>67</sup>.

Enfin, utiliser une démarche qui fait appel au concept de culture politique, c'est aussi rendre compte du fait que les partis politiques roumains, dont les certificats de naissance institutionnels datent du début de 1990, s'inscrivent dans une histoire politique bien plus longue, qui renvoie à la fois à la période totalitaire et à celle d'avant l'instauration du communisme. Elle renvoie donc aussi à des tendances antérieures à la chute du communisme, par exemple à la nature de l'idéologie de l'ancien parti unique, définie par sa dimension nationaliste<sup>68</sup>, ce qui permet de regarder le nationalisme postcommuniste à la lumière de ce trait de l'idéologie du régime de Nicolae Ceaușescu.

---

<sup>64</sup> Pour une définition du concept de culture politique voir PATRICK, Glenda. *Political Culture*. SARTORI, Giovanni (éd.). *Social Science Concepts. A Systematic Analysis*. Londres : Sage Publications, 1984, p. 265-310.

<sup>65</sup> BERNSTEIN, Serge. Introduction...*cit.*, p. 13.

<sup>66</sup> Le PNPCD, le PNL et le PDSR. Nous allons utiliser les guillemets pour marquer le fait qu'il s'agit essentiellement de partis postcommunistes, qui revendiquent une certaine tradition politique.

<sup>67</sup> BERNSTEIN Serge. Introduction...*cit.*, p. 14.

<sup>68</sup> Pour Katherine Verdery le nationalisme était « l'idéologie de base du régime », VERDERY, Katherine. *Compromis si rezistentă* [Compromis et résistance] (tr. de l'anglais). Bucarest : Humanitas, 1994 (1991), p. 153.



D'autre part, 1989 est un moment de redéfinition des termes dans lesquels sont pensés les rapports entre régime politique et société, l'apparition des partis politiques n'étant qu'un des résultats d'un changement de type révolutionnaire. C'est à ce moment que commencent à se forger de nouvelles identités politiques, et c'est au cours de ce processus que se fixe ce qui, à travers le temps, donne unité et cohérence à une organisation politique. Et comme le contexte de ces définitions des identités politiques est essentiellement marqué par l'existence du clivage sur la question de l'attitude à l'égard de l'héritage totalitaire, nous allons analyser ce processus à partir d'une perspective qui privilégie la place et le contenu du rapport au passé récent dans le discours partisan.

### **III.B. Mémoire et identité partisane**

L'incessante volonté des régimes totalitaires de fabriquer et de manipuler les imaginaires sociaux explique le sentiment d'urgence autour des symboles qui caractérise la société postcommuniste. Si le communisme a eu la volonté explicite d'effacer la mémoire des sociétés qu'il dominait, on comprend « pourquoi la mémoire s'est trouvée pourvue d'un tel prestige aux yeux de tous les ennemis du totalitarisme, pourquoi tout acte de réminiscence, fût-il le plus humble, a pu être assimilé à la résistance antitotalitaire »<sup>69</sup>. Dans notre travail nous avons voulu rendre compte de la mesure dans laquelle après 1990 les partis politiques utilisent la demande ou la crainte de la remémoration du passé récent.

En tant que catégorie organisatrice des représentations sociales, cet « ensemble de souvenirs commun à un groupe »<sup>70</sup> qu'est la mémoire collective devient un objet d'étude privilégié, pour les périodes de grands changements, comme celle d'après la chute du communisme. C'est dans cette perspective que l'analyse du discours politique peut nous montrer le mécanisme de la création de

---

<sup>69</sup> TODOROV, Tzvetan. *Les abus de la Mémoire*, Paris : Arléa, 1995, p. 12.

<sup>70</sup> HALBWACHS, Maurice. *La topographie légendaire des Evangiles en terre sainte*, Paris : PUF, 1941, p. 118.

nouvelles identités politiques, spécifique d'une période de renaissance du pluralisme.

Notre recherche n'utilise qu'implicitement le concept de mémoire politique, définie comme la partie du discours politique qui fait référence au passé; il nous semble plus adéquat de parler de discours sur le passé récent construit et utilisé par chaque formation politique, étudiée séparément<sup>71</sup>. Cette démarche est caractéristique de nombreuses études sur le rapport entre le discours sur le passé et l'identité, particulièrement l'identité politique de communautés, partis, ou autres organisations<sup>72</sup>.

Nous allons donc partir de la prémisse de l'importance que prend le discours sur le passé communiste dans la définition des rapports entre les principales forces politiques<sup>73</sup>. En ce sens, concernant la question du rapport entre discours politique et attitude à l'égard du passé récent, Pierre Nora a montré l'opportunité de cette direction de recherche « dans les pays qui ont connu récemment une profonde rupture de leur modèle: l'Espagne et les pays de l'est »<sup>74</sup>.

Faire appel au concept de mémoire permet surtout de souligner l'inévitable choix dont procède toute attitude à l'égard du passé ; c'est montrer l'importance de la compréhension de la dimension politique de toute décision qui suppose la volonté de remémoration ou celle d'oublier les crimes du régime communiste. Ainsi, nous allons essayer d'expliquer « pourquoi les acteurs historiques construisent leurs mémoires dans une forme particulière, dans un moment particulier »<sup>75</sup>. En conséquence, à partir d'une perspective qui privilégie le rapport entre identité et attitude à l'égard du passé communiste, nous allons analyser la construction identitaire des principales formations politiques roumaines de la période étudiée, le PDSR et la CDR.

---

<sup>71</sup> ALON Confino. Collective Memory and Cultural History : Problems of Method. *The American Historical Review*, Vol. 102, No. 5, Décembre 1997, p. 1386- 1403, p. 1393.

<sup>72</sup> En ce sens voir CANDEAU Joël. *Mémoire et identité*. Paris : PUF, 1998, p. 11-47. et NORA, Pierre NORA (éd.). *Les lieux de mémoire 1-2. La République. La Nation. Les France*, Paris, Gallimard, 1997, p. 16, p. 188-189.

<sup>73</sup> Von BEEK Ursula, ZIOLKOWSKI, Marek. Remembering, forgetting... *cit.* , p. 383-385.

<sup>74</sup> NORA Pierre, den BOER Pin, FRIJHOFF W. (éd.). *Lieux de mémoire et identités nationales*. Amsterdam : Amsterdam University Press, 1993, p. 9

<sup>75</sup> MIDDELTON David, EDWARDS Derek (éds.). *Collective Remembering*. London: Sage, 1990, p. 3.

L'identité partisane est la résultante d'une production de discours de l'intérieur de la structure politique, notamment par le choix des dirigeants et de la doctrine, et des réactions externes, qui montrent non seulement le positionnement par rapport aux autres partis politiques, mais aussi la crédibilité des messages du parti en question. Par exemple, comme la manipulation du passé est un mode privilégié de produire une image de l'adversaire, nous essaierons de montrer que, parfois, ce qui est considéré comme étant une atteinte aux intérêts du FSN, l'accusation de *néocommunisme*, n'est pas en contradiction avec la logique de sa construction identitaire et a pu ainsi être utilisé à son profit.

Après les élections de novembre et décembre 2004, l'actualité de la question du rapport au passé communiste est montrée par le surgissement de la question de l'ouverture des dossiers de l'ancienne police politique et les débats sur une loi de la lustration. Le fait que ces sujets reviennent au centre de la vie politique roumaine peut être interprété comme étant lié à la conscience d'un retard par rapport aux autres pays postcommunistes ; l'approche de l'intégration en l'Union Européenne pouvait être vue comme une nouvelle occasion de régler les comptes avec le passé récent.

D'autre part, l'importance, seize ans après décembre 1989, du clivage sur le rapport au passé communiste doit être vue comme le signe d'une difficulté de la communauté politique d'arriver, par ses représentants, à assumer ce passé, donc de « vivre avec l'incertitude qu'il vous lègue, avec le fait que les dilemmes qui n'ont pas pu être tranchés à l'époque doivent rester tels quels dans la mémoire de la postérité »<sup>76</sup>. La confrontation que nous allons étudier, entre les anticomunistes et leurs adversaires, peut être vue comme une forme de conflit entre la tentative, ou l'invocation, de la volonté, illusoire, de résoudre ces dilemmes, et une vision qui veut ignorer leur existence, donc la nécessité d'un travail de deuil.

---

<sup>76</sup> ROUSSO, Henry. *La Hantise du passé. Entretiens avec Philippe Petit*, Paris : Textuel, 1998, p. 111.

### III.C. Usages du passé et démocratisation

L'une des questions qui s'imposent quand on étudie les usages politiques du passé récent pendant la transition est celle sur le rapport entre ces usages et le processus de démocratisation. En ce sens on invoque le plus souvent la priorité de la stabilité politique, stabilité longtemps assurée en Roumanie, mais ayant comme prix, entre autres, l'existence d'un véritable Etat de droit. En conséquence, notre recherche part aussi de l'idée que, au bout de 16 ans de postcommunisme, on doit chercher la cause du déficit démocratique des institutions roumaines en analysant ce qui caractérise le principaux partis de la transition dans leur relation avec les structures de l'Etat communiste.

La création en 2006, par le chef de l'Etat, d'une commission qui élabore un rapport en vue de la condamnation officielle du régime communiste<sup>77</sup>, montre que, pendant toute la période visée par notre recherche, l'Etat roumain a évité de vraiment reconnaître ses responsabilités historiques, ce qui renvoie au mode de conception de l'Etat lui-même et à la fragilité du caractère démocratique de ses structures. L'absence d'un discours explicite sur le passé récent peut être vue comme un signe de l'inconsistance du processus de démocratisation lui-même<sup>78</sup>, d'autre part la légitimité électorale de l'élite politique montre une volonté sociale d'oubli, et nous allons montrer comment cette volonté a pu être encouragée.

Nous voulons donc voir quel est, dans le contexte de la Roumanie postcommuniste, le rapport entre la démocratisation et la volonté de condamner la période totalitaire, en observant qui veut et qui s'oppose à l'ouverture des archives, au déroulement des procès, aux restitutions, etc., pourquoi la volonté de condamner le passé communiste est vue comme un danger non seulement par la majorité de l'élite politique, mais aussi par l'électorat.

En fait, l'image de soi de toute communauté politique est largement déterminée par la perception qu'elle a de son histoire, notamment de la partie de

---

<sup>77</sup> Commission pour l'analyse de la Dictature communiste de Roumanie, nommée par le chef de l'Etat en mai 2006. Elle est dirigée par Vladimir Tismăneanu et formée surtout de spécialistes de l'histoire du communisme. La commission doit, fin 2006, présenter un rapport en vue de la condamnation du régime communiste par le président roumain.

<sup>78</sup> Von BEEK Ursula, ZIOLKOWSKI, Marek. Remembering, forgetting ...*cit.*, p. 377-407.

cette histoire qui n'a pas épuisé ses conséquences directes. D'autre part, le pluralisme politique suppose l'existence des conditions nécessaires pour l'expression de vues dichotomiques du passé. Finalement ce n'est que grâce à l'expression publique de visions concurrentes sur l'histoire que nous arrivons à un encadrement du discours officiel sur le passé, vu comme légitime par une société qui, par le processus de la prise de conscience et de l'acceptation des contradictions qui subsistent en son sein, devient une communauté politique démocratique. Et c'est justement la possibilité de ce processus dans le cas roumain que nous avons testée, notamment en analysant la possibilité des valeurs constitutionnelles à offrir une base commune d'évaluation du régime communiste.

#### **IV. Hypothèses et questions de recherche. Valorisation des sources**

Notre recherche est partie du constat de l'importance du rapport au passé récent dans le processus de définition ou redéfinition identitaire que chaque parti politique entreprend au début du postcommunisme. En ce sens, notre principale hypothèse de recherche a été celle que non seulement le rapport à l'égard de l'héritage totalitaire a constitué une matrice de l'organisation du système partisan roumain après 1989, mais aussi que la réalité politique d'après 2001 restait en large partie déterminée par le cadre fixé au début du processus de démocratisation.

L'identité de chaque parti peut être comprise par rapport au type de mémoire institutionnelle qu'il représente, mais aussi par rapport aux expériences personnelles, notamment celles de ses leaders<sup>79</sup>. Notre intérêt est donc allé vers le choix des dirigeants et vers le type de discours de différenciation par rapport aux autres acteurs politiques<sup>80</sup>. Au cours de notre recherche nous avons voulu étudier

---

<sup>79</sup> Voir PRIDHAM, Geoffrey, *The dynamics of Democratization. A Comparative Approach*, Londres et New York : Continuum, 2000, p. 39.

<sup>80</sup> WALLER, Michael. Party Inheritances and Party Identities. *Stabilising Fragile Democracies. Comparing New Party System in Southern and Eastern Europe*, PRIDHAM, Geoffrey, LEWIS, Paul G. (éds.), p. 23-40, p. 23.

les formations politiques « en leur dualité fondamentale »<sup>81</sup>, c'est-à-dire leurs deux visages, « l'un extérieur, public, tourné vers les médias, les électeurs, le reste du monde ; l'autre [...] intérieur, réservé aux initiés, militants élus et dirigeants [...] deux publics dont la ligne de partage passe entre les sympathisants et les militants de chaque parti »<sup>82</sup>.

En ce qui concerne l'identification des principaux sujets qu'il faut prendre en compte pendant notre recherche une approche très utile à été celle de Jon Elster, dans un article sur les méthodes pour l'étude des politiques à l'égard du passé communiste pendant le processus de démocratisation. J. Elster identifie six variables dépendantes de la justice de transition : La décision d'engager, ou non, un tel processus ; identifier les responsables ; décider que faire avec les responsables ; identifier les victimes du régime ; décider les formes de réparation ; agir effectivement pour mettre en œuvre les décisions politiques en question<sup>83</sup>. Le même auteur considère comme variables indépendantes : les acteurs politiques, les contraintes qui pèsent sur leurs décisions, leurs intérêts et motivations, leurs croyances, les moyens par lesquels des préférences individuels divergentes s'agrègent dans une décision collective<sup>84</sup>.

D'autre part, parler de partis politiques au début de la période postcommuniste suppose un choix et plusieurs risques. Le choix s'explique par l'hypothèse, que nous allons vérifier au cours de cette étude, que les principales organisations politiques qui concourent dès 1990 pour gagner le vote des citoyens roumains se positionnent les unes par rapport aux autres selon un clivage constitué en fonction du rapport à l'héritage communiste<sup>85</sup>. Les risques viennent des difficultés à saisir la nature de ces organisations, qui sont hétérogènes, évoluent

---

<sup>81</sup> CHARLOT, Jean. Partis politiques. Pour une nouvelle synthèse théorique. *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*. MENY, Yves (éd.). 2<sup>e</sup> édition, Paris : FNSP, 1991, p. 285-295, p. 295.

<sup>82</sup> *Ibidem*, p. 294.

<sup>83</sup> ELSTER, Jon. Coming to terms with the Past. A framework for the study of justice in the transition to democracy. *Archives Européennes de sociologie*, tome XXXIX, no. 1, 1998, p. 7-48, p. 17.

<sup>84</sup> *Ibidem*, p. 27.

<sup>85</sup> Le sens du terme clivage est ici pris à la suite de sa réévaluation par Daniel-Louis Seiler, en vue de son application à l'Europe postcommuniste, de clivage historique entre des élites. Voir SEILER, Daniel-Louis. *Les Partis Politiques en Occident. Sociologie historique du phénomène partisan*. Paris : Elipses, 2003, p. 166.

rapidement et dont l'institutionnalisation est rendue difficile notamment par l'absence d'identité doctrinaire et par la personnalisation de la vie politique. En plus, ces partis sont marqués par l'instabilité électorale. Ces observations, préalables au début de notre recherche, ont été complétées par nos premières conclusions partielles, qui nous ont incités à nous intéresser surtout aux partis qui ont eu le plus de poids dans l'organisation et les termes du débat sur le passé communiste. Il s'agit, d'une part, du parti qui soutenait Ion Iliescu, au début le FSN, ensuite le PDSR, et, d'autre part, au PNPCD et surtout à la coalition des organisations anticomunistes, la Convention Démocratique ; d'ailleurs ces formations politiques sont, pendant les dix premières années de la transition, les points fixes et diamétralement opposés du combat politique.

Finalement notre intérêt s'est concentré sur les discours à l'égard du passé communiste des deux principales formations politiques, que nous avons considérées comme représentatives des deux cultures politiques qui ont le plus marqué la période postcommuniste. Nous n'allons pas ignorer les différences de discours au sein même du FSN, ou de la Convention Démocratique qui rassemble les partis et organisations civiques qui se déclarent anticomunistes ; en même temps, comme l'observe Serge Bernstein, « en dépit des nuances qui séparent les hommes qui se reconnaissent dans la même culture politique et des différences dans l'expression de celle-ci, c'est bien elle qui fonde l'identité du groupe »<sup>86</sup>. Les chapitres sont en conséquence organisés en privilégiant l'analyse des deux principaux protagonistes du débat sur le passé.

---

<sup>86</sup> BERNSTEIN, Serge. Introduction...*cit.* , p. 29-30.

#### IV.A. Limites de l'instrumentalisation du passé

Il faut aussi préciser qu'on ne peut pas analyser la vie politique roumaine comme étant uniquement le lieu des simples usages politiques du passé, car elle est aussi l'espace de la compétition entre diverses identités attachées à certaines images du passé communiste. De ce point de vue, l'attitude de l'Etat lui-même n'est qu'une résultante de cette compétition, tranchée politiquement, mais une résultante dynamique, qui change en fonction des alternances au pouvoir. Il semble donc plus judicieux de partir de l'attitude des principaux partis politiques – plus constante et ayant une logique propre qui la rend plus susceptible d'être analysée et comprise.

Si la mémoire collective « n'est pas une mémoire, mais un discours évoluant dans l'espace public, ce discours reflète l'image qu'une société ou un groupe à l'intérieur de la société voudraient donner d'eux-mêmes »<sup>87</sup>, nous montrerons comment est projetée, utilisée et interprétée, au niveau politique, la confrontation entre ces images concurrentes. Ces images sont importantes à la fois parce qu'elles sont un facteur de divergence et de convergence, au niveau de la vie politique, mais aussi par qu'elles reflètent le positionnement par rapport à la relation entre le processus de démocratisation et la décommunisation, les deux étant, à des degrés différents, des facteurs d'identification pour les formations politiques naissantes.

Mais pour étudier ces discours contradictoires sur le passé il faut préalablement faire une distinction entre ce qui est une simple instrumentalisation du passé et ce qui est aussi une forme d'usage du discours publique et éventuellement du pouvoir politique pour imposer une certaine image du passé. A cette distinction, que nous allons clarifier dans les chapitres suivants, s'ajoute celle entre héritage du passé et attitude à l'égard de ce passé, comme l'observe Marie-Claire Lavabre : « Il n'est sans doute pas toujours aisé, dans le détail même des actes de mémoire qui s'offrent à l'analyse, de faire la part entre ce qui revient au poids du passé et ce qui relève de l'instrumentalisation du passé [...] Il convient de

---

<sup>87</sup> TODOROV, Tvetan. *Mémoire du mal, tentation du bien. Enquête sur le siècle*, Paris : Robert Laffont, 2000, p. 144.



garder à l'esprit cette distinction entre trace et les reconstructions opérées par les acteurs »<sup>88</sup>.

Et il faut également faire la distinction entre le reflexe de la société de revenir sur le passé totalitaire et ses usages politiques. En ce sens on est arrivé, par exemple, à distinguer entre un anticomunisme politique et un anticomunisme civique, le dernier ayant lui-même des connotations politiques, mais fonctionnant selon une logique différente. Si le premier type d'anticomunisme est caractérisé par la primauté d'un intérêt politique immédiat, le second s'intéresse surtout à la reconnaissance des victimes et essaie de promouvoir les anciens exclus, notamment les anciens détenus politiques, au niveau des institutions représentatives.

Nous allons voir dans quelle mesure, surtout au début de 1990, la vie politique roumaine est le théâtre de l'affrontement de discours politiques qui sont des formes d'instrumentalisation politique du discours sur le passé ; d'autre part, « les images du passé ne sont pas infiniment malléables »<sup>89</sup>, autrement dit le souvenir ou la rhétorique qui contient des références au passé ne peuvent pas être vus uniquement comme des ressources politiques, car, plus que l'intention de l'émetteur, compte sa crédibilité dans le contexte donné. N'importe qui ne peut pas revendiquer, avec un succès durable, n'importe quelle tradition<sup>90</sup>. Notre intérêt va donc aller aussi vers les raisons pour lesquelles un certain type de discours sur le passé apparaît comme crédible et est considéré par le parti qui l'a émis comme une composante de son identité politique. Selon nous, c'est en essayant de tracer une frontière entre instrumentalisation et identification qu'on peut comprendre la place que le rapport au passé communiste prend dans la structuration du système partisan d'après 1989.

---

<sup>88</sup> LAVABRE, Marie-Claire. *Histoire, mémoire et politique : le cas du parti communiste français*. Tome II. Thèse, science politique, Paris, Institut d'Etudes Politiques de Paris : 1992, p. 282.

<sup>89</sup> Kathleen E Smith observe que « Les images du passé ne sont pas indéfiniment malléables », SMITH, Kathleen E. *Mythmaking in the New Russia. Politics and Memory during the Yeltsin Era*, Ithaca et Londres : Cornell University Press, 2002, p. 184.

<sup>90</sup> Même si cette mémoire est sujette à la manipulation c'est justement par l'intermédiaire du discours politique qu'on essaie d'intervenir sur les sens des remémorations. Donc l'usage politique de l'histoire est précédé d'un significatif usage de l'autorité politique pour réécrire l'histoire.

#### IV. B. Le choix et la valorisation des sources

Analyser l'image que les divers messages politiques utilisent, mais aussi donner de la période communiste suppose des précisions sur le contexte dans lequel sont émis ces messages ; ce qui implique également de « prendre en compte le contenu d'un discours dont les mots, souvent codés, disent plus que ce qu'ils signifient couramment, où le non-dit recouvre de riches arrière-plans »<sup>91</sup>.

C'est à la lumière de toutes ces observations que nous avons choisi et utilisé nos sources. Il s'est agi premièrement de documents publiés par les formations politiques étudiées, notamment doctrines, programmes, messages solennels, ainsi que tracts et publicité électorale, auxquelles il faut ajouter les sténogrammes des débats parlementaires publiés par *Monitorul Oficial al României*. Pour tous ces documents nous avons, dans une première étape, pris en compte la période entre 1990 et 2000, qui est traitée dans les sept premiers chapitres<sup>92</sup>. Nous avons aussi étudié les principales publications de cette même période, notamment les quotidiens *Adevărul*, *România liberă*, la revue 22, ainsi que les publications des partis : *Azi*, *Dimineața*<sup>93</sup>, *Dreptatea* et *Liberalul*. Nous avons ensuite, pour l'intervalle 2001-2006, qui recouvre la période pendant laquelle a été effectuée cette recherche, essayé de vérifier les conclusions de la première étape de la recherche. Pour cette deuxième période nous avons surtout pris en compte les messages électoraux, émis par les mêmes médias, auxquels s'est ajouté l'Internet<sup>94</sup>. D'autres types de sources ont été les livres publiés par les principaux dirigeants politiques, notamment ceux à caractère mémoriel ; nous les avons détaillés dans la biographie thématique.

L'un des principaux buts de cette recherche a été de voir comment et pourquoi on invoque, dans les discours politiques, la période 1947-1989. De ce point de vue, on peut établir une hiérarchie des questions qui ont guidé la valorisation des sources, la première étant liée à la place que cette référence prend

<sup>91</sup> BERNSTEIN, Serge. Introduction...*cit.*, p. 17.

<sup>92</sup> Dans le cas du chapitre sur le PDSR nous avons pris en compte également des références d'après 2001.

<sup>93</sup> *Dimineața* n'était pas officiellement une publication de parti, pourtant tout au long de son existence, de 1990 en 2005, elle exprime les points de vue de ceux qui soutiennent Ion Iliescu.

<sup>94</sup> Nous n'avons plus pris en considération, pour cette période, les sténogrammes des débats parlementaires publiés dans le *Monitorul Oficial al României*.

dans la définition de la tradition dans laquelle veut s'inscrire le parti politique ou le mouvement en question. Ensuite on a suivi l'évolution du discours à l'égard du passé récent, les événements révélateurs de cette attitude et la façon dont le rapport au passé influence les relations avec d'autres partis. Nous allons aussi nous pencher sur certains détails biographiques des principaux dirigeants politiques, qu'il faut mettre en relation avec leur propre discours sur la période communiste et avec leur influence dans la définition du rapport de leurs partis avec le passé totalitaire.

Il faut aussi suivre comment s'est forgé et évolué le clivage autour du passé, ce qui suppose de répondre à des questions comme : dans quelle mesure peut-on voir dans ces rapports au passé le reflet de visions de l'avenir ? Est-ce que ce clivage résume ou cache d'autres clivages, parfois plus anciens ? Enfin, est-ce qu'il tend à disparaître ?

Finalement nous allons analyser au nom de quoi les partis roumains prennent des décisions. Le rapport au passé est-il seulement invoqué, ou est-il aussi un critère dans la prise effective de ces décisions ? Répondre à ces questions spécifiques va nous aider à voir au nom de quoi le pouvoir politique est conquis et exercé et va éventuellement nous permettre de donner des réponses, même si partielles, à des questions plus générales, qui tiennent à l'évolution du processus de démocratisation.

Le premier chapitre est consacré à l'analyse du contexte créé immédiatement après la fuite de Nicolae Ceaușescu du 22 décembre 1989, moment généralement considéré comme marquant la chute du régime communiste. Nous nous sommes concentré sur l'attitude des nouveaux dirigeants envers les institutions de l'ancien régime et plus généralement sur les prémisses du débat politique sur l'évaluation du passé communiste en Roumanie.

Le processus de refondation de la communauté politique d'après 1989 a supposé inévitablement une forme de référence au passé récent, dont l'importance nous indique le degré même de démocratisation du nouveau régime, qui pouvait ainsi être testé, par une opération de comparaison avec le régime antérieur, comparaison de laquelle l'élite politique postcommuniste extrait l'essentiel de sa crédibilité. D'autre part, cette élite politique, formée de personnes qui avaient fait leurs carrières pendant le régime totalitaire, doit produire des discours sur ce passé

qui préserve un équilibre entre sa condamnation, preuve d'un ralliement à la démocratie, et la limitation de cette condamnation, afin que cette attitude ne légitime par ceux qui contestent les nouveaux dirigeants à partir de positions anticomunistes. Dans les trois premiers chapitres nous allons analyser comment Ion Iliescu et son parti ont réussi à répondre à ces impératifs contradictoires et quelle a été la conséquence de l'appartenance d'Iliescu à la direction du parti unique sur l'attitude de l'Etat, qu'il a dirigé pendant presque onze ans, envers la période communiste.

Ce n'est qu'en essayant de comprendre le rapport du FSN, puis du PDSR, partis qui ont eu un rôle déterminant en ce qui concerne le rythme des changements, à l'égard du passé totalitaire, qu'on a pu apprendre dans quelle mesure le parti de Ion Iliescu peut être vu comme un parti-successeur de l'ancien parti communiste. Ce qui va ouvrir à la fois la question de l'identité même du nouveau régime politique et du type d'usage politique du passé qui a caractérisé l'opposition anticomuniste de la période 1990-1996.

Les chapitres suivants sont donc consacrés aux modalités d'agrégation des adversaires de Ion Iliescu, qui passent par l'unification des organisations civiques avec les « partis historiques » à l'intérieur de la CDR. Nous avons aussi défini les diverses formes prises par ce qu'on appelle génériquement l'anticommunisme en Roumanie, en nous intéressant notamment à son rôle de facteur d'unification de l'opposition et ensuite d'inspirateur des politiques gouvernementales.

Tout au long des huit chapitres nous avons essayé de montrer si ou comment les divers rapports au passé communiste ont affecté le processus de démocratisation, notamment la constitution et la consolidation du système partisan. Par exemple, on a pu montrer la coïncidence entre l'attitude de refus de condamner le passé communiste et celle d'encouragement des partis extrémistes, comme celui de la Grande Roumanie, ce qui nous a aidé à souligner l'influence sur le système partisan de la relation entre le discours nationaliste et l'évaluation positive du régime communiste.

Dans le dernier chapitre nous avons essayé d'évaluer les observations faites dans les chapitres précédents, portant presque exclusivement sur la période 1990-2000, à la lumière des évolutions ultérieures. L'analyse de la période 2001-2004

nous a notamment permis de clarifier certaines tendances et de reformuler nos conclusions intermédiaires. Entre autres, l'évolution du rapport de forces à l'intérieur du camp des adversaires de l'actuel PSD est allée dans le sens de la marginalisation du principal parti traditionnel, le PNPCD, pour faire place à une alliance entre le PNL et le PD, deux partis moins pris en compte au cours de notre recherche. Pourtant, le fait que la nouvelle alliance reprend largement l'héritage politique de la CDR et se positionne de façon similaire sur la scène politique, y compris en ce qui concerne l'usage politique du passé, nous a aidé à ne pas regretter nos choix.

Enfin il faut préciser que cette recherche, comme toute autre, a supposé un important effort d'objectivation, de déconstruction de nombreuses idées reçues, un effort pour repenser nos propres expériences et options personnelles. Et, si la réussite de cet effort est intimement liée aux motivations qui nous ont mené à ce sujet de recherche et à ce texte, nous pouvons assurer au lecteur qu'il s'est agi avant tout d'un essai de compréhension d'une certaine réalité, et que cette démarche continuera au-delà de ce texte.



## **PREMIÈRE PARTIE**





## Chapitre I

### Le moment révolutionnaire et les prémisses du débat sur le passé récent

Nous n'allons pas nous arrêter sur toutes les particularités de ce qu'on a appelé au début « la Révolution roumaine »<sup>1</sup>, mais qui a été ensuite qualifié de « révolution confisquée »<sup>2</sup>, « mise en scène d'une révolution typique »<sup>3</sup>, « coup d'Etat typique »<sup>4</sup> et de « révolte populaire confisquée par les nomenklaturistes »<sup>5</sup>. Nous nous sommes intéressés aux jours qui suivirent la fuite du secrétaire général du Parti Communiste Roumain (PCR), essayant de surprendre l'attitude initiale à l'égard du régime déchu des nouveaux dirigeants.

La première vision rétrospective du passé communiste apparaît dans les communiqués du Conseil du Front du Salut National (CFSN), formé le 22 décembre 1989. L'acte initial du groupe dirigé par Ion Iliescu<sup>6</sup> fut « Le communiqué adressé par le CFSN au pays »<sup>7</sup>, premier message officiel du nouveau pouvoir, par lequel nouveaux dirigeants annonçaient leurs intentions.

---

<sup>1</sup> Par les premiers dirigeants postcommunistes mais aussi par les médias.

<sup>2</sup> DURANDIN, Catherine. *Histoire des Roumains*. Paris : Fayard, 1995, p. 12.

<sup>3</sup> GABANY, Annely Ute. *Revoluția neterminată* (La révolution inachevée), (tr.). Bucarest : Fundatia Culturală Română, 1999, p. 19.

<sup>4</sup> Dans le *Dictionnaire Constitutionnel* d'Olivier Duhamel et Yves Meny, Paul Leroy considère l'épisode de décembre 1989 comme étant un exemple pour un coup d'État classique in LEROY, Paul. « Le coup d'Etat ». DUHAMEL, Olivier, MENY, Yves (éds.). *Dictionnaire constitutionnel*. Paris : PUF, 1992, p. 240-245, p. 243. En ce sens voir aussi PORTOCALĂ, Radu. *Autopsie du coup d'Etat roumain*. Paris : Calman-Lévy, 1990.

<sup>5</sup> GALLAHER, Tom. *Democrație și naționalism* (Démocratie et nationalisme), (tr.). Bucarest : All, 1999, p. 3.

<sup>6</sup> Né en 1930, Ion Iliescu a été membre du Comité Central du PCR entre 1969 et 1984, membre du Conseil Politique Exécutif du CC du PCR 1969-1979, ministre de la jeunesse et premier-secrétaire de l'Union des Jeunesses Communistes entre 1969-1971, secrétaire avec la propagande du CC du PCR en 1971. Décembre 1989 le retrouve comme dirigeant de la maison d'édition Tehnica de Bucarest.

<sup>7</sup> *Monitorul Oficial al României* [Le Moniteur Officiel de la Roumanie], 22 décembre 1989, An I, n° 1, p. 1.

## I. Le premier communiqué du CFSN

Le texte du premier communiqué du CFSN, fondateur pour le nouveau régime, apparaît dans *Monitorul Oficial* daté du même jour<sup>8</sup>. Les termes qui y décrivent le rapport à l'ancien régime seront constitutifs de l'attitude manifestée à l'égard du passé communiste par le parti constitué autour de ce groupe qui prit le pouvoir en décembre. Il est donc nécessaire de s'arrêter sur ce texte pour pouvoir ensuite tracer les évolutions ultérieures du discours des nouveaux dirigeants sur le passé récent.

Dans ce communiqué, le régime antérieur est à plusieurs reprises désigné comme étant celui du « clan Ceaușescu » ; le texte parle une fois de la « famille despotique », et une fois de la « tyrannie totalitaire »<sup>9</sup>. Le sort du Parti Communiste Roumain n'est pas évoqué, le parti et son idéologie ne sont même pas nommés, et encore moins explicitement condamnés. En même temps, on stipule l'abandon du « rôle dirigeant d'un seul parti » et « l'élimination des dogmes idéologiques », ce qui, implicitement, équivaut à la proclamation par ce texte de la fin du régime communiste<sup>10</sup>.

L'avenir est esquissé sous la forme de plusieurs « propositions » comme « l'instauration de la démocratie », « l'organisation d'élections libres », « la séparation des pouvoirs » et le « respect des droits et libertés des minorités »<sup>11</sup>. Le terme de « proposition » est significatif pour l'intention du nouvel organisme de ne pas avoir l'air de vouloir imposer autoritairement certaines solutions ; même la liste des membres du Conseil est présentée comme étant provisoire, ouverte, mais aucune précision n'est donnée sur les qualités requises pour y accéder.

Dans le texte du communiqué, l'avenir politique n'apparaît pas en contraste avec les quarante-cinq années de régime communiste, mais avec tout ce

---

<sup>8</sup> *Ibidem.*

<sup>9</sup> *Ibidem.*

<sup>10</sup> *Ibidem.*

<sup>11</sup> *Ibidem.*

qui est considéré comme « structure de pouvoir du clan Ceașescu » : le gouvernement et le Conseil d'Etat. Le parti est invisible pour les auteurs du texte qui annoncent que « l'entier pouvoir dans l'Etat est repris par le Front du Salut National »<sup>12</sup>. Le FSN prend donc le pouvoir à l'aide d'un discours qui ignore l'existence même de l'ancien parti unique, ce qui peut être vu comme une tactique dictée par l'urgence, qui évite toute forme de condamnation ou de réhabilitation du Parti Communiste Roumain, permettant ainsi de rendre le FSN acceptable pour tous. Cette absence constitue une inflexion par rapport au premier discours de Ion Iliescu à la Télévision, au cours duquel il avait essayé de présenter le parti comme une victime de Nicolae Ceașescu et s'était réclamé de la tradition du communisme roumain<sup>13</sup>.

Une vision rétrospective, qui prenne en considération l'évolution ultérieure du Front du Salut National et part de la présence au sein de ce groupe de personnalités importantes du régime communiste comme Alexandru Bîrlădeanu<sup>14</sup>, Silviu Brucan<sup>15</sup> et Corneliu Mănescu<sup>16</sup>, fait de l'urgence dans laquelle est rédigé le texte l'élément révélateur d'une expression spontanée de l'attitude à l'égard de l'ancien parti unique. Ce qui ne veut pas dire que le texte du 22 décembre n'a pas comme principal but de permettre le ralliement à la nouvelle équipe du plus grand nombre de Roumains, notamment de ceux qui risquent de s'opposer à un changement radical. Mais les moyens par lesquels le texte, ensuite les discours des dirigeants du FSN, arriveront à cette fin apparaissent comme conditionnés par un autre impératif, celui de réduire la définition du régime en train de s'écrouler au règne d'un seul homme, aidé uniquement par sa famille et par quelques fidèles.

---

<sup>12</sup> *Ibidem*.

<sup>13</sup> ȘTEFĂNESCU, Domnița. *Cinci ani din istoria României* [Cinq années de l'histoire de la Roumanie]. Bucarest: Mașina de scris, 1994, p. 24.

<sup>14</sup> Alexandru Bîrlădeanu (1911-1997) avait été membre, dès 1947, des premiers gouvernements communistes, ministre du commerce extérieur (1948-1954), entre 1955-1969 il est vice-président du Conseil des ministres et membre du Comité Central du PCR, ensuite il est marginalisé. Après 1989 il va devenir le premier président du Sénat postcommuniste (juin 1990-septembre 1992) et directeur de l'officiel du FSN, *Azi* (1990).

<sup>15</sup> Silviu Brucan est né en 1916, entre 1944 et 1956 il est un des dirigeants du quotidien du parti, *Scînteia*. Ambassadeur aux Etats-Unis entre 1956-1959, représentant à l'ONU entre 1959 et 1961. Dans les années quatre-vingts il est vu comme un opposant à la direction du PCR.

<sup>16</sup> Corneliu Mănescu (1916-2000) entre 1948 et 1955 est l'adjoint du ministre de la Défense, il est ministre des Affaires Extérieures entre 1961-1972, membre du Comité Central du PCR (1965-1980), ambassadeur en France (1977-1982).

En prenant le pouvoir au nom de ceux qui se sont révoltés, le CFSN, en tant que nouvelle structure du pouvoir étatique, devait non seulement rassurer les hommes de l'ancien régime, mais aussi leur permettre de se faire accepter comme nouveaux dirigeants, et les blanchir de toute responsabilité dans les abus que dénonçaient les révoltés. Indépendamment d'une lecture spontanée du passé récent à partir de la situation nouvellement créée, Ion Iliescu et son groupe devaient offrir, ou au moins esquisser, une lecture du passé communiste compatible avec leur prétention de représenter les révoltés qui emplissaient les rues de Bucarest, de Timișoara et d'autres villes du pays.

Le FSN n'évoque aucun transfert d'attributions de la part du PCR, mais seulement des structures de pouvoir du *clan Ceaușescu*, ce qui laisse entendre que le seul et véritable détenteur du pouvoir n'avait pas été le parti communiste, mais ce clan. Le PCR est ainsi à la fois inutilisable comme structure politique et occulté comme symbole ; du coup, le parti est épargné et la contestation de ses structures dirigeantes est endiguée. Le parti communiste disparaît comme acteur politique, mais cela rend également possible la reprise du pouvoir par un groupe de l'intérieur de la nomenklatura<sup>17</sup>.

L'évocation du risque d'une éventuelle guerre civile, renforcée par l'existence des terroristes, ne fera que consolider une attitude qu'annonce le premier communiqué du CFSN : il faut accepter la nouvelle structure politique non seulement parce qu'elle répond aux demandes des révoltés, mais aussi parce qu'elle représente une forme de continuité par rapport à l'ancien régime, ce qui garantit l'acceptation de son autorité par les structures de l'Etat.

En fait la lecture implicite du passé proposée par le CFSN rend invisible le parti, justement parce que l'essence même du processus de la prise du pouvoir par ce groupe se déroule à l'intérieur même de l'élite du PCR. Au siège du Comité Central du parti unique, où se retrouve au début le groupe de Ion Iliescu, se déroule en décembre 1989 une histoire qui fait partie de celle du Parti

---

<sup>17</sup> Tout au long de notre texte nous utilisons le terme « nomenklatura » dans le sens de son usage dans le langage commun, d'élite du régime communiste, entre autre pour préserver en tant que tel le sens d'un des plus invoqués termes du débat sur le passé récent en Roumanie. Parler de « nomenklatura », c'est aussi éviter de parler, en un sens général, des membres du PCR, sans faire la distinction entre les activistes du parti qui ont eu des postes de direction au niveau national notamment et les simples membres.

Communiste Roumain et ne peut être comprise qu'en relation avec la tradition de ce parti<sup>18</sup>.

L'interprétation de l'absence dans le texte de toute référence au parti unique est donc le signe d'une volonté non seulement de rassembler, mais aussi de rendre en un certain sens utilisable l'héritage du PCR délesté de Nicolae Ceaușescu et de ses proches ; on peut donc dire que, si le FSN ne condamne pas le parti communiste, c'est parce qu'il envisage de le remplacer en tant que structure à la fois étatique et partisane. Cette intention ne devient évidente que dans les semaines qui suivent la prise du pouvoir ; la tentative de remplacement est attestée aussi par le type de relation que le Front veut avoir avec l'Etat et la société, notamment par l'organisation de cellules du CFSN au niveau des entreprises. Le recours en 1990 aux ouvriers bucarestois et aux mineurs comme forces de répression contre l'opposition naissante non seulement va confirmer cette démarche mais aussi sera le signe d'un type d'action et de légitimation qui découle directement de la logique marxiste-léniniste de la lutte des classes.

En fait, la disparition du parti communiste n'est pas, comme on aurait pu le croire à l'époque, le signe des intentions révolutionnaires de la nouvelle équipe dirigeante, mais une modalité par laquelle le démantèlement d'une structure politique se substitue au changement de l'élite politique<sup>19</sup>; c'est une révolution institutionnelle qui permet cette forme de continuité. Le PCR n'est pas écarté du pouvoir au nom d'une condamnation de ses abus ; au contraire, les discours des dirigeants du CFSN préviennent une telle lecture des réalités en décrivant le régime antérieur comme une dictature familiale pendant laquelle le parti communiste, au nom duquel le pouvoir était nominalement exercé, avait de fait disparu. Ce raisonnement aboutit à deux implications majeures :

D'abord, le premier communiqué est celui par lequel, en constatant la perte, bien antérieure à 1989, du monopole du pouvoir du parti communiste, on proclame la dissolution officielle de ce parti. Comme cette dissolution n'est ni

---

<sup>18</sup> Pavel Câmpeanu parle même d'une véritable tradition du PCR de l'élimination de ses anciens dirigeants. Cette particularité doit être mise en relation avec les longues décennies d'activité clandestine du PCR, d'avant 1944. Voir CÂMPEANU, Pavel. *Ceaușescu, anii numărătorii inverse* [Ceaușescu, les années du compte à rebours]. Iași : Polirom, 2002, p. 6.

<sup>19</sup> CAREY, Henry F. From Big Lie to Small Lies: State Mass Media Dominance in Post-Communist Romania. *East European Politics and Societies*, Vol. 10, n° 1, Hiver 1996. p. 16-45, p. 21.

une interdiction par la loi du PCR, ni le simple constat d'une disparition – car, à l'époque, du point de vue formel, les structures du parti existaient encore –, le communiqué du FSN apparaît comme l'acte par lequel un groupe décide, de l'intérieur, la dissolution du parti. Le 22 décembre 1989, le CFSN prend donc non seulement le pouvoir étatique, mais aussi le pouvoir à l'intérieur du PCR ; cependant, ce dernier pouvoir n'est utilisé que pour décider la dissolution implicite du parti communiste et, en même temps, pour jeter les bases d'une autre structure partisane, le FSN.

La deuxième implication est liée à la constitution de la liste des membres du CFSN et aux significations qu'on peut tirer de la composition du nouveau pouvoir. Il convient tout d'abord de préciser les conditions dans lesquelles se forme le CFSN du point de vue public : tout commence avec la première intervention télévisée de Ion Iliescu, qui débute son discours en accusant Nicolae Ceaușescu d'avoir « souillé les nobles idéaux du communisme »<sup>20</sup> et fait appel aux « gens responsables »<sup>21</sup> de se réunir au siège du Comité Central du PCR.

Le texte du premier communiqué est rédigé par d'anciens dignitaires du régime qui étaient entrés en conflit avec Nicolae Ceaușescu – Ion Iliescu, Alexandru Bîrlădeanu, Silviu Brucan, Nicolae Militaru<sup>22</sup>. D'autre part le vice-président du CFSN, Dumitru Mazilu<sup>23</sup>, insiste sur le fait qu'il s'agit de la « Révolution de la jeunesse »<sup>24</sup>, ce qui pouvait cacher l'appartenance des dirigeants du FSN et d'une partie importante du nouveau gouvernement à l'ancienne élite politique. D'ailleurs pour Vladimir Tismăneanu Ion Iliescu n'a jamais été un dissident et il est resté toujours attaché à ce qu'il appelle « les nobles idéaux du socialisme »<sup>25</sup>. De même, la présence parmi les signataires du premier communiqué des noms de certains dissidents<sup>26</sup> anticomunistes, comme

<sup>20</sup> ȘTEFĂNESCU, Domnița. *Op. cit.*, p. 24.

<sup>21</sup> *Ibidem*.

<sup>22</sup> Général rentré en conflit avec N. Ceaușescu. Membre suppléant du Comité Central du PCR entre 1974-1984, adjoint du ministre des Constructions industrielles entre 1978 et 1984.

<sup>23</sup> Ancien rapporteur à l'ONU sur la question des droits de l'homme en Roumanie, critique du régime d'avant 1989.

<sup>24</sup> BRUCAN, Silviu, *România liberă*, 28 décembre 1989.

<sup>25</sup> TISMĂNEANU, Vladimir. The Leninist Debris or Waiting for Peron. *East European Politics and Societies*, Vol. 10, n° 3, Automne 1996, p. 504-535, p. 528.

<sup>26</sup> Tout au long de ce texte nous utiliserions le terme de « dissident » pour la personne d'opposant à N. Ceaușescu qui a fait publique cette opposition, ce qui supposait

Doina Cornea, à qui on n'avait pas demandé leur avis<sup>27</sup>, était une modalité par laquelle le groupe voulait se présenter en rupture avec l'ancien régime, et qui montrait surtout la diversité et l'ouverture qui le caractériseraient. D'ailleurs, le seul endroit où, dans le premier communiqué, on ne désigne pas l'ancien régime comme étant simplement celui de Nicolae Ceaușescu, c'est le paragraphe qui annonce la composition du Conseil du FSN :

Les organisations et les groupes qui se sont dressés avec courage pour la défense de la liberté et de la dignité dans les années de la tyrannie totalitaire.<sup>28</sup>

Cette phrase, comme la liste même des membres, permet la confusion entre les opposants à la famille Ceaușescu et ceux au système communiste. Ce n'est qu'après avoir fait ces observations qu'on pourra comprendre comment et pourquoi le FSN se présente comme l'émanation des révolutionnaires et fonde sur cette prétention la légitimité du nouveau pouvoir. En fait, le 22 décembre, les anciens membres de la nomenklatura se refont une identité politique en invoquant cette image de l'émanation.

Les trente-neuf personnes de ce qui est présenté comme une liste provisoire peuvent être divisées, selon la place qu'elles occupent sur cette liste, en quatre catégories : les opposants au régime, les chefs de l'Armée, les membres de la nomenklatura en conflit avec la ligne de Nicolae Ceaușescu, et certains participants aux manifestations de rue, minoritaires. Les six premiers noms de la liste sont ceux d'opposants connus au régime<sup>29</sup> (Doina Cornea<sup>30</sup>, Ana Blandiana<sup>31</sup>, Mircea Dinescu, Laszlo Tökes, Dumitru Mazilu, Dan Deșliu), les

---

automatiquement avoir été la cible de la répression. Nous allons préciser si cette opposition était seulement au secrétaire général du PCR, ou au régime dans son ensemble.

<sup>27</sup> Ultérieurement ils vont accepter de rentrer dans le CFSN en participant ainsi au consensus initial qui considère Ion Iliescu comme étant l'homme du moment.

<sup>28</sup> *Monitorul Oficial*, 22 décembre 1989, An I, n° 1.

<sup>29</sup> Qu'on va retrouver plus tard parmi les adversaires du FSN.

<sup>30</sup> Doina Cornea (née en 1928) démissionne du CFSN le 23 janvier 1990. Connue pour son activité d'opposition publique au régime d'avant 1990, pour laquelle est enquêtée et arrêtée, après 1989 elle est membre du GDS et proche du PNPCD.

<sup>31</sup> Ana Blandiana (née en 1942) écrivain, elle va devenir présidente de l'Alliance Civique (janvier 1991-décembre 1993), puis par rotation, en fait elle dirige l'AC jusqu'en 2001.

deux noms suivants sont ceux des généraux Victor Stănculescu<sup>32</sup> et Ștefan Gușe<sup>33</sup>, les numéros un et deux de la hiérarchie militaire avant la chute du régime. Ensuite se mêlent des participants aux démonstrations et d'anciens communistes comme Alexandru Bîrlădeanu, Silviu Brucan, Corneliu Mănescu et Ion Iliescu ; suivent ceux qu'on appellera les « révolutionnaires », des noms qui ne disent rien à l'époque, mais qui recevront des responsabilités politiques importantes par la suite: Petre Roman<sup>34</sup>, Gelu Voican-Voiculescu, Bogdan Teodoriu, Adrian Sârbu, Cazimir Ionescu, Constantin Ivanovici.

Ion Iliescu est vu par les dirigeants autoproclamés et se voit lui-même comme le véritable leader du groupe ; c'est d'ailleurs lui qui, comme on l'a vu, avait initié sa constitution, en faisant appel aux « vrais démocrates »<sup>35</sup> de le rejoindre pour former le Front<sup>36</sup>.

---

<sup>32</sup> Victor-Atanasie Stănculescu (né en 1928), général de l'Armée, entre 1986 et 1989 il était premier adjoint du ministre de la Défense, ministre de la Défense (22-24 décembre 1989 et 16 février 1990-30 avril 1991), ministre de l'Economie (24 décembre 1989-16 février 1990), ministre de l'Industrie (30 avril-16 octobre 1991), a assisté au procès de Nicolae Ceausescu, le 15 juillet 1999 est condamné à 15 ans de prison pour sa participation à la répression de Timisoara de décembre 1989.

<sup>33</sup> Ștefan Gușe (né en 1940), membre du Comité Central du PCR (1987-22 décembre 1989), est à l'époque adjoint du ministre de la Défense. Son cas, comme celui de Victor Atanasie Stănculescu, montre dans quelle mesure en décembre 1989 ne se produit aucun changement au niveau de la hiérarchie militaire de commande.

<sup>34</sup> Petre Roman, né en 1946, est en 1989 cadre universitaire à l'Institut Polytechnique de Bucarest. Même si en décembre 1989 il apparaît comme étant avant tout un des participants aux manifestations de 21 et 22, par la suite on a mis en avance la relation entre son père, Walter Roman, et Ion Iliescu. Il devient Premier ministre (26 décembre 1989-16 octobre 1991), dirige le FSN (PD) (1991-2001), président du Sénat (1996-1999), ministre des Affaires Etrangères (décembre 1999-décembre 2000), troisième place aux élections présidentielles de 1996 (avec 20.54% des voix).

<sup>35</sup> *Ibidem*.

<sup>36</sup> Avant 1989 « les démocrates » étaient uniquement les communistes, les membres du PCR.



## II. Le procès du couple Ceașescu

Dans le communiqué du 25 décembre, qui annonce le futur procès, le CFSN paraît en avoir déjà décidé le dénouement :

La culpabilité du dictateur et de ses anciens laquais face à l'histoire et aux lois sera établie par les tribunaux, qui décideront avec sévérité les sanctions pour l'action de la destruction du pays.<sup>37</sup>

Le lendemain, un autre communiqué confirmait l'exécution de Nicolae Ceașescu et d'Elena Ceașescu, et reprend le verdict du tribunal extraordinaire :

1. Génocide - plus de 60 000 victimes. 2. Mise en péril de l'autorité de l'Etat par l'organisation d'actions armées contre le peuple et contre l'autorité de l'Etat. 3. Destruction de biens publics, par la démolition et l'endommagement de bâtiments, des explosions dans les villes, etc. 4. Sabotage de l'économie nationale. 5. Tentative de s'enfuir du pays en vue d'utiliser des fonds de plus d'un milliard de dollars déposés dans des banques étrangères.

Pour ces crimes contre le peuple roumain et contre la Roumanie, les accusés sont condamnés à la peine de mort et la confiscation de leur fortune.<sup>38</sup>

Des cinq chefs d'accusation, le troisième et le dernier désignent la période postérieure au 22 décembre, le premier celle d'entre le déclenchement des révoltes et le 22 décembre, et deux seulement désignent la période d'avant 1989, mais sont uniquement d'ordre économique. Le deuxième point est le plus révélateur du rapport entre le CFSN et l'Etat, puisqu'il concerne la période ultérieure à la fuite du 22 décembre, « les actions armées » sont celle des « terroristes », le « pouvoir d'Etat » étant celui détenu par le Conseil du FSN. D'ailleurs, le 26 décembre le CFSN annonçait :

---

<sup>37</sup> Communiqué du CFSN, *Monitorul Oficial*, 25 décembre 1989, An I, n° 2.

<sup>38</sup> Communiqué du CFSN, *Monitorul Oficial al României*, 26 décembre 1989, An I, n° 3.

La création de tribunaux militaires extraordinaires qui jugeront toutes les actions terroristes. Le jugement suivra une procédure d'urgence et l'exécution des sentences se fera immédiatement.<sup>39</sup>

Finalement, aucune personne ne sera jugée et les emprisonnés, présumés terroristes, seront tous libérés. Nulle institution n'assumera la responsabilité de cette libération, et les autorités de l'Etat ne rendront jamais publiques les conclusions des enquêtes sur ce sujet. L'existence des terroristes a mis fin aux manifestations de rue et a légitimé l'exécution rapide du couple Ceaușescu.

Il faut observer les traits typiquement staliniens de ce procès, où les juges, et même l'avocat de la défense, joue le rôle de procureurs, l'effort pour déterminer le dictateur à faire son autocritique, et surtout un verdict connu par avance et résultant de la décision des dirigeants politiques<sup>40</sup>. Le couple, dont le sort est décidé au nom de l'urgence et de la victoire du mouvement révolutionnaire, est jugé selon les lois et même les pratiques du régime communiste.

Pour le président du CFSN, le procès était un « acte de justice populaire »<sup>41</sup> ; en même temps, Ion Iliescu ne doute pas de sa légalité :

On a respecté la Constitution et la législation qui étaient en vigueur au temps de Nicolae Ceaușescu. La peine de mort y était prévue.<sup>42</sup>

Argument qui, par ailleurs, est un signal fort en la faveur de la continuité juridique entre les deux régimes. En fait, la contradiction est saisissante entre le désir de préserver la forme d'un procès, et son déroulement incompatible avec l'esprit de justice. Cela nous donne une clé pour comprendre, au-delà du moment exceptionnel, la logique de l'apparence et de la dissimulation dans laquelle

<sup>39</sup> *Monitorul Oficial al României*, 27 décembre 1989, An I, n° 5, p. 1.

<sup>40</sup> Comme le reconnaissent d'ailleurs tous les principaux décideurs du moment, Ion Iliescu, Petre Roman, Silviu Brucan.

<sup>41</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluție și reformă* [Révolution et réforme]. Bucarest : Enciclopedică, 1994, p. 81.

<sup>42</sup> Pour la version la plus complète voir ILIESCU, Ion. *Revoluția trăită* [La Révolution vécue], Bucarest : Editura redacției publicațiilor pentru sănătate, 1995, p. 5-90, p. 53.

choisit de s'inscrire le nouveau pouvoir, lequel justifie l'exécution par le « risque de la contre-révolution »<sup>43</sup>.

Le moment du procès révèle de façon paradoxale une certaine similitude entre l'attitude à l'égard des événements des principaux acteurs, Nicolae Ceaușescu et son successeur à la tête de l'Etat, Ion Iliescu. L'ancien président roumain vivait dans la peur d'un coup d'Etat, et sa suspicion se trouvait confirmée, de son point de vue, par le déroulement des événements. D'autre part, il s'était préparé à cette éventualité et avait prévu des moyens pour s'en sortir. Pendant le procès, il paraît nourrir encore l'espoir que des troupes fidèles viendront le libérer. En même temps, Ion Iliescu craint ces troupes, en tout cas justifie le caractère expéditif du procès par leur existence.

L'existence des terroristes, des fidèles à Nicolae Ceaușescu, non seulement justifie l'exécution expéditive de celui-ci, mais a aussi comme conséquence la construction par les nouveaux dirigeants d'une figure de l'adversaire, dont la disparition après l'exécution rend possible la présentation du CFSN comme vainqueur d'un ennemi des changements révolutionnaires.

Au fond, sans être un vrai procès, l'organisation de la disparition du couple Ceaușescu n'apparaît pas comme un simple assassinat politique ; il n'y a pas de façon manifeste un commanditaire et un exécutant<sup>44</sup>. Le Front prend définitivement le pouvoir par ce geste, qui symbolise la maîtrise incontestable de la situation, mais l'exécution rappelle la traditionnelle violence des rapports entre les dirigeants du PCR, notamment au moment du changement du leader<sup>45</sup>. Le CFSN, en vertu du contexte, apparaît à l'époque non pas comme responsable d'un acte contraire à l'esprit de justice, mais comme l'organisme qui a rendu possible l'anéantissement de toute éventualité d'un retour en arrière. La violence du moment et l'évidence du changement vont, au moins à court terme, rendre politiquement inefficace toutes les critiques, adressées au FSN, concernant les continuités par rapport à l'ancien régime ou le sort du parti communiste.

---

<sup>43</sup> BRUCAN, Silviu. *Generația irosită. Memorii* [La génération égarée. Mémoires]. Bucarest : Universul & Calistrat Hogaș, 1992, p. 16.

<sup>44</sup> La responsabilité est partagée entre les membres du CFSN qui prennent la décision initiale, ensuite les formalités du procès diluent encore plus les responsabilités ultérieures des membres du complet, enfin les participants au platoon d'exécution ne vont pas attendre un ordre pour tirer.

<sup>45</sup> Comme l'assassinat du secrétaire général du parti communiste Stefan Foriș du 4 avril 1944. Voir CÂMPEANU, Pavel. *Ceaușescu, anii ...cit.*, p. 134.

### III. Le sort de l'ancien parti unique

Soulignons d'abord que la question du rapport au passé communiste en Roumanie est conditionnée par deux disparitions : celle de l'ancien dictateur et celle de l'ancien parti unique. Mais la mise en scène de chaque disparition est très différente, l'une est médiatique et radicale, l'autre est silencieuse et problématique, comme si la clarté éclatante de l'une obscurcissait les ressorts et l'histoire de l'autre.

Le premier communiqué officiel du CFSN est, comme on l'a vu, une tentative de concilier deux impératifs contradictoires : celui de se faire accepter par ceux qui étaient sortis dans les rues, et celui de fidéliser les membres des structures de l'Etat. Le texte ne parle qu'indirectement de l'idéologie du parti unique, quand il dénonce le fait que l'ancien régime avait favorisé « les dogmes idéologiques » au détriment de « la défense des vrais valeurs de l'humanité »<sup>46</sup>. Cette condamnation, au nom des *valeurs de l'humanité* rappelle que, dans un discours tenu quelques heures avant la rédaction du texte, Ion Iliescu avait invoqué « les valeurs humanistes du communisme »<sup>47</sup>. En plus, le communiqué ne condamne aucunement le parti ou la doctrine communiste. Etant donné que ce texte fondateur ne le nomme pas, l'ancien parti unique n'appartient pas aux institutions de la Roumanie postcommunistes, mais comme il n'est pas condamné, le PCR sera souvent invoqué dans les discours politiques de l'opposition comme s'il existerait sous la forme du FSN.

D'ailleurs, dans les messages du CFSN, l'ancien régime est assimilé presque exclusivement avec la personne de l'ancien chef du PCR et de l'Etat, et Ion Iliescu n'hésitera pas à réaffirmer, au début de janvier 1990, son attachement « aux valeurs communistes qui sont empreintes d'humanisme européen »<sup>48</sup>, ce qui était très décalé par rapport aux discours des nouveaux dirigeants de l'Europe centrale. En même temps, pour Ion Iliescu « le Front et le Parti Communiste Roumain n'ont rien en commun »<sup>49</sup>, assertion qui devrait laisser sans objet les

<sup>46</sup> *Monitorul Oficial al României*, 22 décembre 1989, An I, n° 1.

<sup>47</sup> ȘTEFĂNESCU, Domnița. *Op. cit.*, p. 24.

<sup>48</sup> Entretien au *Figaro magazine*, 6 janvier 1990.

<sup>49</sup> *Ibidem*.

critiques qui assimilaient le PCR et le FSN. Nous allons montrer plus loin dans quelle mesure le FSN pouvait être vu comme un parti successeur ; pour l’instant, nous nous contenterons d’observer que l’attitude du Front de nier tout rapport avec le PCR relève d’une volonté de rendre inutile toute tentative à trouver un responsable institutionnel du régime totalitaire.

Mais, pour mettre en perspective cette démarche, il faut rappeler l’atmosphère de décembre 1989 et l’attitude générale envers l’ancien parti unique. Immédiatement après la fuite de Nicolae Ceaușescu, devient manifeste une tension entre les demandes des manifestants massés devant le Comité Central du PCR et les annonces faites à la Radiotélévision. Quand la radio annonce la fuite de Nicolae Ceaușescu, le présentateur Viorel Popescu scande « Vive la liberté dans la Roumanie Socialiste ! »<sup>50</sup>, tandis que les manifestants s’étaient radicalisés, notamment en arrachant du drapeau les armoiries de la Roumanie Socialiste.

Dans l’après-midi du même jour, on commence à faire appel à la population pour venir défendre les sièges de la radio et la TVR ; en même temps, on présente – en partie négativement – ce qui se passe dans la Place du Palais (juste en face du siège du Comité Central), car là « on dit des mensonges »<sup>51</sup>, et on va même demander aux manifestants de quitter les lieux :

Citoyens de la Place du Palais, vous êtes instamment priés de quitter la Place, pour que l’Armée fasse son devoir et liquide les dernières bandes de terroristes.<sup>52</sup>

Comme si les manifestants étaient censés regarder la télé qui aurait dû transmettre leur propre manifestation ! En fait ce type de demande mettait les manifestants dans une mauvaise situation face au reste de la population. D’autre part, on demande aux ouvriers d’aller défendre leurs usines ; à la TVR, Teodor

---

<sup>50</sup> Radio România (éd.) *E un început în tot sfârșitul* [Il y a un début en toute fin]. Collection sélective de programmes radiodiffusés pendant la période 17 –23 décembre 1989. Bucarest : Editions Casa Radio, 1998, p. 81.

<sup>51</sup> Doina Andrieș (Radio România) in *Ibidem*, p. 81.

<sup>52</sup> Viorel Popescu (Radio România entre 17 et 19 heures) in *Ibidem*, p. 85.

Brateş<sup>53</sup> fait ainsi appel à « l'esprit patriotique, l'esprit révolutionnaire, l'esprit ouvrier »<sup>54</sup> des Bucarestois. Ainsi la population est partagée en deux : il y a, d'une part, ceux qui regardent la télé ou écoutent la radio, les Bucarestois étant priés de venir défendre certaines institutions des attaques des terroristes ; d'autre part, il y a ceux qui étaient déjà dans les rues, et qui sont dissuadés de continuer leurs manifestations.

Par cette opération, ne serait-ce qu'au point de vue symbolique, la télévision roumaine confisque la révolution au moment où elle cesse de transmettre les images des manifestants qui avaient chassé Nicolae Ceaușescu, et essaie de disloquer ceux qui restent dans la rue ; la télévision se transforme ainsi dans l'unique espace de déroulement des événements révolutionnaires<sup>55</sup>. Cette illusion de la révolution télévisée aide la majorité de la population à se sentir présente à une révolte à laquelle elle n'a pas participé<sup>56</sup>. Cette complicité entre la Télévision Roumaine et ses téléspectateurs explique la très grande et durable crédibilité et influence politique dont cette institution a joui après 1989, en dépit de sa dépendance par rapport au pouvoir en place<sup>57</sup>.

D'autre part, l'un des moments les plus significatifs quant au rapport entre les manifestants et les nouveaux dirigeants se passe dans la place en face du Comité Central du PCR, au moment où, voulant prendre la parole pour la première fois, Ion Iliescu est reçu avec hostilité et des slogans anticomunistes<sup>58</sup>. Ion Iliescu s'adresse à la foule et réplique : « On a pratiquement liquidé les anciennes structures du parti, le gouvernement et ainsi de suite »<sup>59</sup>, ce qui marque, de fait, l'annonce symbolique de la chute du régime communiste.

Dans ses mémoires, Ion Iliescu parle à plusieurs reprises de la disparition spontanée de l'ancien parti unique ; il dit aussi avoir annoncé « la liquidation des structures de l'Etat totalitaire et de son principal instrument politique, le Parti

<sup>53</sup> Qui dirige les transmissions de la télévision pendant les événements révolutionnaires.

<sup>54</sup> *Ibidem*, p. 91 et 124.

<sup>55</sup> D'ailleurs dans ce qu'on a appelé « la première révolution en direct » on doit distinguer deux étapes, une spontanée, qui comprend surtout la retransmission de la manifestation, et une étape qui se passe dans le studio 4 de la TVR.

<sup>56</sup> Ce qui était également le cas des nouveaux dirigeants.

<sup>57</sup> Voir CAREY, F. Henry. *Op. cit.*, p. 16-45.

<sup>58</sup> *Radio România. Op. cit.*, p. 276.

<sup>59</sup> *Ibidem*, p. 276.

Communiste »<sup>60</sup>, comme s'il ne s'agissait que d'un simple constat. En fait, cette annonce était plus qu'un constat et avait plus qu'une valeur symbolique, car celui qui venait de prendre le pouvoir, par une succession à l'intérieur même du PCR<sup>61</sup>, annonce – sous la pression de la foule – la fin du monopole politique du parti communiste, donc l'abandon du système politique que ce parti avait engendré.

Au deuxième anniversaire de la chute du régime communiste, Ion Iliescu va déclarer devant le Parlement que :

Le Parti Communiste a disparu de la vie politique du pays. Et cela non à la suite d'une action violente, mais par l'entrée dans une nouvelle étape historique.<sup>62</sup>

Les nouveaux dirigeants veulent se poser en personnes ayant contribué au changement de régime, tout en se gardant d'assumer explicitement le geste de la dissolution du parti communiste, qu'ils considèrent comme un fait accompli au moment de leur apparition sur la scène publique. Cette double signification qu'on peut donner aux premiers rapports du CFSN à l'ancien parti unique, correspond au double discours visant d'une part ceux qui regrettent cette disparition, présentée comme une fatalité, et, d'autre part, ceux à qui l'on veut faire croire qu'il s'est agi d'une démarche volontaire.

Une autre dimension importante du rapport au PCR résulte de la réaction de l'ancien organe du PCR, *Scînteia*. Si, comme on l'a vu, dans sa première intervention télévisée, le président du CFSN accuse Nicolae Ceaușescu d'avoir « souillé les idéaux du socialisme »<sup>63</sup>, *Scînteia*, qui se transforme en *Scînteia poporului* (*Scînteia* du peuple), reprend cette idée dans son premier éditorial du 23 décembre :

<sup>60</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluție...cit.*, p. 56.

<sup>61</sup> Ion Iliescu étaient depuis plusieurs années vu comme le plus probable successeur à la direction du PCR.

<sup>62</sup> ILIESCU, Ion. « Discours face au Parlement, décembre 1991 ». *Momente de istorie* [Moments d'histoire], tome III, Bucarest : Enciclopedică, 1996, p. 113-127, p. 115.

<sup>63</sup> ȘTEFĂNESCU, Domnița, *Op. cit.*, p. 24.

Personne n'a crié « à bas le socialisme », mais seulement « à bas le dictateur », donc la voie du peuple roumain est celle du socialisme purifié de tout ce qui, ces dernières années, a souillé les beaux principes socialistes.<sup>64</sup>

L'éditorialiste reprend donc les mêmes les termes de la déclaration de Ion Iliescu, celui-ci est ainsi reconnu comme le nouveau producteur de la ligne du discours officiel, que cette publication veut toujours refléter. D'autre part, la rapidité avec laquelle le quotidien d'un parti qui n'existe plus s'érige en porte-parole de ceux qui ont mis en œuvre sa disparition ne peut s'expliquer que par rapport au fait que, pour une partie de la hiérarchie du parti, Ion Iliescu était depuis longtemps pressenti comme un possible successeur de l'ancien secrétaire général.

Sans être rédigé dans les mêmes conditions d'urgence que le premier communiqué du CFSN, celui du 25 décembre est plus significatif par le vocabulaire utilisé. Il annonce que « Les organes des nouvelles structures de la démocratie doivent commencer d'urgence leur activité »<sup>65</sup>, et Ion Iliescu, après la lecture du communiqué, ajoute que :

Il est absolument nécessaire de réaliser une *unité dans l'action* de toutes les forces intéressées au redressement du pays.<sup>66</sup>

Ces formules rappellent que le régime communiste se voulait une forme de régime démocratique et que le moment révolutionnaire peut être vu comme l'occasion à un retour aux principes léninistes<sup>67</sup>. Il est d'ailleurs significatif que *Monitorul Oficial* reprenait à l'époque toutes les interventions télévisées du nouveau président, ce qui prolonge l'habitude de l'obligation de la conformation aux « indications »<sup>68</sup> de Nicolae Ceaușescu.

<sup>64</sup> *Scînteia Poporului*, 23 décembre 1989, p. 1.

<sup>65</sup> Communiqué du CFSN, *Monitorul Oficial al României*, 25 décembre 1989, An I, n° 2.

<sup>66</sup> *Ibidem*.

<sup>67</sup> Dominique Colas souligne le caractère typiquement léniniste de ce genre d'expression, COLAS, Dominique. *Sociologie politique*. Paris : PUF, 1994, p. 241-244.

<sup>68</sup> En roumain « indicații », terme utilisé avant 1989 pour désigner la nécessité de la conformation aux vœux exprimées par le chef du parti et de l'Etat.



Un autre texte important est celui du décret de constitution du FSN du 27 décembre, qui, au dixième et dernier article stipule que « Sont et restent dissoutes toutes les structures de pouvoir de l'ancien régime dictatorial »<sup>69</sup>. Il est significatif que le CFSN trouve nécessaire de confirmer cette annonce qui figurait déjà dans le premier communiqué du CFSN du 22 décembre. En tout cas elle représentait une forme de réaffirmation de la dissolution du PCR. Faisant partie de l'acte légal qui fonde le FSN, cette confirmation prend une valeur constitutionnelle et exprime l'apparition de la nouvelle organisation, qui détient le pouvoir en l'Etat, sur les ruines du PCR. En plus, l'ancien parti unique n'est toujours qu'implicitement nommé, ce qui confirme que le FSN construit son rapport à son prédécesseur non pas en le condamnant, mais tacitement, se contentant d'en constater l'absence.

Une première conclusion est que la question du rapport du Conseil du FSN au PCR est occultée par l'apparition des *terroristes*. Les nouveaux dirigeants revendiquent comme unique préoccupation le ralliement des chefs de l'Armée, de la milice et de la Securitate ; le silence initial sur les responsabilités est ainsi justifié par les priorités du moment. Même les principaux acteurs de ces événements considèrent que seule une personnalité comme Ion Iliescu et un groupe de la nomenklatura auraient pu assurer le passage des forces de répression du côté des insurgés. L'ancien Premier ministre Petre Roman confirme cette idée, mais, justement comme une conséquence de celle-ci, infirme la thèse initiale de l'émanation du FSN des rangs des révolutionnaires<sup>70</sup> :

On a souvent dit, et on l'a écrit, que la révolution roumaine a été « confisquée ». Je pense en effet que l'expression est juste pour une grande part : dès la nuit du 22 au 23 décembre [...] le pouvoir a été accaparé, ou en tout cas fortement noyauté, par d'anciens communistes qui n'avaient pour volonté que de redonner au régime déchu, dans une opération presque purement « cosmétique », le semblant de légitimité que Ceaușescu lui avait fait perdre.<sup>71</sup>

<sup>69</sup> Le décret –loi sur la constitution, l'organisation et le fonctionnement du CFSN et de conseils territoriaux du FSN, *Monitorul Oficial al României*, 27 décembre, An I, n° 4, p. 2-3, p. 2.

<sup>70</sup> Après être entré en conflit avec Ion Iliescu.

<sup>71</sup> ROMAN, Petre. *Le devoir de liberté*. Paris : Payot, 1992, p. 118-119.

En fait, la question de la continuité est bien moins nette et plus controversée. Un traumatisme comme le moment révolutionnaire peut remettre en cause les piliers même d'une culture politique<sup>72</sup>. En ce sens, celle des communistes roumains est totalement redéfinie par la chute du régime, et le rapport du FSN au régime déchu doit être vu comme une composante de cette transformation, d'où la difficulté du Front de se réclamer d'une quelconque tradition politique.

#### IV. Les premières divergences

Les premiers signes de l'existence de rapports différents au régime communiste apparaissent déjà dans les prises de parole télévisées ou radiodiffusées du 22 décembre. Une majorité parle des 25 années de dictature, notamment dans les interventions télévisées, comme c'est le cas de Theodor Brateş qui, devenu en ce moment la figure centrale de ces émissions en direct, essaye de tempérer les manifestants en leur disant qu'« on a souffert pendant 25 ans, patientez encore un jour »<sup>73</sup>. D'autres incriminent les 45 années de régime à parti unique. Comme la propagande de l'ancien régime insistait sur les « réalisations des 25 années de l'Epoque Ceauşescu »<sup>74</sup>, il faut relativiser la signification de ce phénomène qui peut s'expliquer au début par la volonté de renverser les termes de cette propagande. Mais cette explication n'est plus valable quand on avance dans le temps et qu'on s'arrête sur l'attitude à ce sujet des dirigeants du Conseil du FSN.

L'inventaire des appellations du régime déchu dans les communiqués du CFSN et de ses dirigeants fait apparaître la présence, presque en exclusivité, de formules comme « la dictature *ceauşiste* » et « le régime *ceauşiste* »<sup>75</sup>, le régime

<sup>72</sup> BERNSTEIN, Serge. Introduction. Nature et fonction des... *cit.*, p. 29.

<sup>73</sup> Radio România (éd.). *Op. cit.*, p. 89 et 93.

<sup>74</sup> Formule consacrée de la propagande d'avant 1989.

<sup>75</sup> Voir *Monitorul Oficial al României*, février-juin 1990.

d'avant 1989 étant donc caractérisé avec l'aide d'un mot qui provient du nom de Nicolae Ceaușescu<sup>76</sup>. Il est significatif que dans les communiqués et les documents officiels du Conseil Provisoire de Unité Nationale<sup>77</sup>, où le clivage politique est prononcé, cette règle est strictement respectée, ce qui montre que l'enjeu était devenu polémique et que le FSN montrait ainsi sa domination sur le parlement provisoire.

Pourtant, au tout début, cette constante n'apparaît pas comme polémique, car aucune opposition anticomuniste n'était venue perturber le consensus autour du nouveau pouvoir<sup>78</sup>. Dès décembre, celui qui était vu comme l'idéologue du groupe dirigeant, Silviu Brucan, souligne que la Révolution est orientée contre « les 20 années de mépris *ceaușiste* »<sup>79</sup> pour ensuite critiquer « ceux qui cherchent dans les dossiers et dans les archives »<sup>80</sup>. En même temps Ion Iliescu, dans ses plus importants discours, notamment lors de ses interventions télévisées, se garde de condamner le communisme ou le régime communiste<sup>81</sup>.

Même s'il s'agit d'une période assez courte, du 22 décembre au 28 janvier, le début du postcommunisme roumain comprend trois étapes dans l'expression du rapport au passé : il y a d'abord le moment de la révolte, marqué par le radicalisme envers les symboles du pouvoir communiste, ensuite le ressaisissement d'une partie de l'ancienne élite politique et une modération du discours, enfin l'apparition d'une critique anticomuniste qui met en doute la volonté de changement du Front.

Le premier enjeu politique de cette période porte sur des formes différentes de légitimation négative à l'égard du passé récent, ce qui va de pair

---

<sup>76</sup> Pour une description du *ceaușism* en tant que doctrine, caractérisé comme forme de communisme national, voir TISMĂNEANU, Vladimir. *Fantoma lui...* cit. , p. 75-104.

<sup>77</sup> Successeur du CFSN jusqu'aux élections du 20 mai ; est dominé par le FSN et dirigé par Ion Iliescu.

<sup>78</sup> Même *România liberă* parle, au début, des « crimes du totalitarisme *ceaușiste* », *România liberă*, 30 décembre 1989. D'ailleurs immédiatement après la chute du régime la majorité des intervenants à la radio ou à la télévision parle uniquement des « 25 années de dictature ».

<sup>79</sup> *România liberă*, 27 janvier 1990.

<sup>80</sup> *România liberă*, 27 janvier 1990 D'autre part Silviu Brucan va, plus tard, dénoncer l'influence des services secrets dans la politique roumaine, Voir BRUCAN, Silviu. *Op. cit.* , p. 233-234.

<sup>81</sup> Voir « Le discours du nouvel an du président du CFSN », *Monitorul Oficial al României*, An II, n° 1, 3 janvier 1990, p. 1-3.

avec des interprétations concurrentes de la période totalitaire. Quand le nouveau ministre des affaires étrangères, Sergiu Celac, dénonce, au début de janvier 1990, « la désastreuse politique de cadres des derniers 20 ans »<sup>82</sup>, le regard sur le passé vient de l'intérieur de l'ancien système, et par conséquent vise des réformes limitées. Ce qui ne tardera pas à susciter de vives réactions, comme celle du journal *România liberă* qui dénonce, dès le début du mois de janvier, la tendance à condamner uniquement les 25 dernières années de l'ancien régime<sup>83</sup>.

On retrouve donc ce point de divergence initial au niveau de la presse écrite, où l'on voit se confronter les journaux qui soutiennent sans réserves le FSN et ceux qui veulent gagner une indépendance à l'égard du gouvernement. Les premiers, comme *Adevărul*, *Dimineața* et *Azi*, au début de 1990, contiennent des articles portant surtout sur les excès de la dernière période du communisme. Par exemple, l'ancien organe du PCR, *Adevărul*, publie plusieurs articles sur Nicolae Ceaușescu qui est nommé « criminel inné »<sup>84</sup> ; *Dimineața* multiplie aussi les « informations inédites » sur la famille Ceaușescu, parfois avec des photos particulièrement macabres du couple après l'exécution<sup>85</sup>. Par contre, *România liberă* ou l'hebdomadaire 22 se concentrent sur les prisons politiques des années 1950.

Le premier numéro de l'organe du FSN, *Azi*, met en doute la vision anticomuniste en critiquant l'affirmation du philosophe Gabriel Liiceanu qui parle « des quarante, et non pas vingt dernières années »<sup>86</sup> de dictature. Pour l'auteur de l'article, « cette thèse ne pourra pas résister à une analyse socio-historique, au moins pour la période 1965-1971 »<sup>87</sup>. *Azi* considère que cette période de relative libéralisation ne doit pas faire partie d'une définition globale de la période communiste, car il y aurait eu une forme de suspension de la dictature, ou du moins de son caractère totalitaire. Ainsi, l'auteur peut viser plusieurs cibles. La première est de dénoncer la vision simpliste du passé récent qu'ont les adversaires du FSN, en attaquant le discours d'un philosophe, donc de

<sup>82</sup> *Adevărul*, 4 janvier 1990.

<sup>83</sup> PRELIPCEANU, Nicolae. « 25 sau 45 ? » (25 ou 45 ?), *România liberă*, 5 janvier 1990, p. 1.

<sup>84</sup> *Adevărul*, 16 janvier 1990.

<sup>85</sup> *Dimineața*, 3 avril 1990.

<sup>86</sup> ȘOMEȘAN, Vladimir. « Paternalismul domnului Liiceanu » (Le paternalisme de M. Liiceanu), *Azi*, n° 1, 11 avril 1990, p. 3.

<sup>87</sup> *Ibidem*.

quelqu'un qui est censé avoir la vision la plus sophistiquée de ce passé. Ce point est très important parce qu'il caractérise l'ensemble de la réaction du FSN au discours sur le passé communiste : l'importance de la nuance, tout en soulignant les discontinuités du régime, le souci de mettre en avant l'existence de périodes meilleurs que d'autres, qui peuvent être connotées positivement. La deuxième tient au fait que la période 1965-1971, donc les six premières années de pouvoir de Nicolae Ceaușescu, est à la fois celle qui a vu croître les espérances liées à un certain réformisme et celle du progrès fulgurant de Ion Iliescu au sein du PCR<sup>88</sup>.

Cet accent sur la période des 20 dernières années apparaît donc comme directement lié à la chronologie de la carrière politique de Ion Iliescu. D'ailleurs, dans une biographie officielle publiée avant les élections du 20 mai 1990, on apprend que :

Quand Ceaușescu a commencé à mettre en application ses projets diaboliques...Ion Iliescu a dit NON. Durant presque 20 ans, Ion Iliescu a subi les pressions directes et indirectes, les menaces frontales ou dissimulées.<sup>89</sup>

Le conflit personnel avec l'ancien dictateur donne au dirigeant du FSN une image de dissident, tout en le distinguant nettement des autres dissidents, car il s'agit d'un conflit au sommet du parti.

Cette ambivalence de la condamnation de la dictature et en même temps de la relativisation de cette condamnation par une périodisation de l'ancien régime sera l'une des constantes du discours du Front sur le passé communiste. La condamnation uniquement de la période des 20 dernières années est la contrepartie logique de la modalité par laquelle le FSN avait expédié la question des responsabilités, par le procès du couple Ceaușescu ; elle permet en même temps à Ion Iliescu d'invoquer son expérience politique antérieure au moment décembre 1989.

---

<sup>88</sup> 1971 est le moment de l'arrêt d'une certaine forme de libéralisation et du début de la re-stalinisation du régime, mais aussi celui qui est considéré par Ion Iliescu comme celui de sa marginalisation, même s'il reste membre de Comité Central du PCR encore dix ans.

<sup>89</sup> Biographie de Ion Iliescu, *Dimineața*, 18 mai 1990.

Mais à part les raisons liées à son dirigeant, le rapport du CFSN au passé communiste répond à plusieurs autres impératifs du moment. Il fallait d'abord justifier les continuités institutionnelles et humaines : parler des 25 ans relativisait la mise en cause des anciennes institutions et concentrait toute la culpabilité sur celui qui fut le Conducator. D'ailleurs cette tactique n'a rien de spécifique ; on la retrouve, entre autres, chez les ex-communistes bulgares, qui soutiennent la thèse de la responsabilité personnelle de Todor Jivkov, car elle permet au parti ex-communiste de condamner les abus du régime, sans renier l'intégralité de son héritage<sup>90</sup>. La même démarche permet au Front d'éviter à la fois la question des autres responsables et de se donner la liberté de choisir dans l'héritage de l'ancien parti unique ce qui lui semble opportun.

La concentration sur cette thèse de la responsabilité personnelle de Nicolae Ceaușescu est facilitée par la nature même du communisme roumain, caractérisée par la concentration du pouvoir au sommet de la hiérarchie du parti. En plus, l'expérience du quotidien qu'avaient eue les Roumains pendant les quinze dernières années du régime explique la tendance à condamner spontanément cette dernière période<sup>91</sup>, par rapport à laquelle les années soixante apparaissaient, par contraste, comme un âge d'or. Il ne faut en déduire ni l'existence d'une nostalgie collective, ni une tentative des nouveaux dirigeants du pays de s'appuyer sur cet éventuel sentiment. L'explication apparaît à la fois comme conjoncturelle et plus fondamentale car, comme nous essaierons de le montrer plus bas, elle en dit long sur la nature et les objectifs de la formation politique dirigée par Ion Iliescu.

La perspective de la campagne électorale et l'intention de créer un large consensus<sup>92</sup> désignent comme uniques adversaires du Front les « partis historiques »<sup>93</sup> et certains intellectuels, notamment les dissidents, qui partagent

---

<sup>90</sup> TOUYKOVA, Marta. La genèse d'un parti successeur en Bulgarie. *Raisons politiques*, n° 3, août-octobre 2001, p. 127-138, p. 130.

<sup>91</sup> Une explication est que la pénurie alimentaire, qui était le principal trait de la vie quotidienne de la quasi-majorité des Roumains depuis le début des années 1980, avait contribué à idéaliser, de ce point de vue, la période des années '50-'60. En somme même si probablement il y a un certain désir de rapporter toutes les maux du régime au couple Ceaușescu, assez vite au début de 1990 on va parler de « 45 années de dictature » et non plus seulement des 25 années.

<sup>92</sup> Voir les interventions des nouveaux dirigeants dans collection sélective de programmes radiodiffusés pendant la période 17 –23 décembre 1989, Radio România (éd.), *op. cit.* .

<sup>93</sup> Le PNPcd, le PNL et le PSDR, apparus au début du mois de janvier 1990.

une critique anticomuniste du nouveau régime. Face à une condamnation sans nuances du passé communiste, le FSN présente une vision plus équilibrée, qui devrait être une garantie pour tous ceux qui se sentent menacés par le radicalisme de l'opposition dénonçant les 45 années de communisme.

D'ailleurs, les débats pendant la première campagne électorale tourneront autour de la question de cette éventuelle menace que représenteraient les anticomunistes pour les anciens membres du PCR. La tendance de parler plutôt des 25 ans de dictature n'était donc pas le signe d'une certaine nostalgie, mais une façon de recueillir le soutien le plus large de ceux qui avaient souhaité la chute de Nicolae Ceaușescu.

Ce qui ne veut pas dire que la facilité avec laquelle les dirigeants du Front jouent avec le rapport au régime antérieur n'était pas symptomatique de l'image qu'ils ont de ce régime et qu'ils veulent imposer au nom d'impératifs politiques. Le temps va montrer que l'enjeu 25-45 avait aussi une autre signification, fondamentale pour l'identité même du nouveau régime. Bien plus qu'une simple polémique électorale, cette question portait sur un choix politique fort, qui touchait à la refondation de la communauté politique. Cette question portant sur l'histoire dans laquelle la nouvelle Roumanie devait s'inscrire, était de savoir quelles étaient les traditions utilisables en vue de la démocratisation.

La réponse, comme nous allons le montrer, sera implicitement formulée par la Constitution de 1991, mais, en dépit du clivage qui s'installe dans la vie politique, cette réponse constitutionnelle ne sera pas le résultat d'un compromis ; elle va refléter la domination qu'exerçait le FSN sur l'Assemblée Constituante.

Même si la distinction 25-45 est assez vite remplacée par d'autres éléments symboliques pour le rapport polémique au régime communiste, elle apparaît comme significative pour le caractère implicite du discours de l'équipe de Ion Iliescu sur le passé communiste<sup>94</sup>.

---

<sup>94</sup> Plus tard le jeu des périodes va s'inverser : ainsi le Service Roumain de Renseignements va commencer à livrer au CNEAS des informations sur le début de la période communiste, dont les crimes commençaient d'ailleurs à être connus par la majorité des Roumains. C'était pour mieux cacher les abus de la police politique des 25 dernières années, mais aussi pour essayer de souligner que ce n'est que la période pendant laquelle l'Armée Rouge occupe la Roumanie que ce genre d'abus caractérise l'activité de la Securitate.

## Conclusions

Le CFSN s'autoproclame le représentant des révoltés, mais il est impossible de comparer ses objectifs avec ceux des manifestants du 22 décembre, car ces derniers n'avaient ni dirigeants ni une articulation du discours qui dépassât des slogans comme « Mort au tyran », « Nous voulons des élections libres », « Pas de communistes »<sup>95</sup>. On peut seulement déduire l'état d'esprit du moment d'épisodes significatifs comme celui de la tentative de l'avant-dernier Premier ministre de Nicolae Ceaușescu, Ilie Verdeț, de présenter le 22 décembre à la foule de la Place du Palais un gouvernement provisoire. Il sera violemment repoussé par des slogans anticomunistes<sup>96</sup>.

Après cet épisode, il semblait évident que les manifestants demandaient plus que le simple départ de Nicolae Ceaușescu, et le premier communiqué du CFSN donne la mesure de cette attente. Ion Iliescu est sifflé quand il s'adresse aux manifestants avec l'appellatif *tovarăși* (camarades). Il ne répétera plus ce qui apparaissait désormais comme une faute, et son adaptation sur ce point symbolique est caractéristique pour l'effort du CFSN de s'adapter à l'esprit des révoltés.

Les premiers messages des nouveaux dirigeants doivent être vus comme un effort à la fois de canaliser cet esprit en la faveur du FSN et de le convertir à ce qui apparaît comme l'impératif du groupe de Ion Iliescu : son acceptation par les structures militarisées de l'Etat. Mais cette lecture du discours révolutionnaire du FSN, à la lumière de l'impératif de l'équilibre entre les attentes des uns et les craintes des autres, ne doit pas occulter le fait que le principal élément de légitimation du nouveau pouvoir résulte d'une relation avec les manifestants qui avaient chassé l'ancien chef du parti et de l'Etat.

De ce point de vue, la conversion est donc double : Ion Iliescu accepte certaines demandes de la foule, en prenant soin de donner aux objectifs déclarés

---

<sup>95</sup> Voir ȘTEFĂNESCU, Domnița. *Op. cit.*, p.13-28 ; NICOLAU, Irina. *Vom muri și vom fi liberi* [Nous allons mourir et devenir libres], Bucarest : Meridiane, 1990.

<sup>96</sup> ȘTEFĂNESCU, Domnița. *Op. cit.*, p. 23.



du FSN une forme très proche des demandes populaires, notamment en ce qui concerne l'organisation des élections libres. Mais le prix demandé en échange est que la population cesse les manifestations, retourne au travail et surtout accepte le Front comme seul recours face au risque d'anarchie.

Ce chantage au risque du désordre, voire même à celui d'une guerre civile, montre que le consensus initial a comme principal fondement une peur dans laquelle se trouvent mélangées jusqu'à la confusion la crainte d'un retour à l'ancien régime et celle d'une radicalisation des changements. De cette confusion partent tous les discours du Front sur la Révolution, considérée comme un moment de rupture, mais aussi invoquée pour justifier certaines continuités.



## Chapitre II.

### **Le Front du Salut National : la politique de l'oubli**

Le Front est la formation politique qui, par le pouvoir détenu après la fuite de Nicolae Ceaușescu, a eu une influence déterminante dans le rapport des structures étatiques et de la société à son passé récent. Le rapport au passé du parti de Ion Iliescu non seulement conditionnera la position officielle de l'Etat, mais rendra compréhensible le discours de l'opposition qui se définit avant tout par contraste au FSN et à celui qui est vu comme son leader, même quand celui-ci devient président de la Roumanie après les élections du 20 mai 1990.

Le FSN, au moment de sa naissance institutionnelle, n'est pas un parti successeur classique<sup>1</sup> ; son rapport institutionnel au passé récent doit être vu moins comme une simple forme d'acceptation tacite de l'héritage de l'ancien parti unique, que comme le résultat de son attitude à l'égard des structures de l'Etat *ceaușiste*.

Le rapport au passé communiste du FSN doit être déduit de plusieurs éléments, premièrement de sa rhétorique à l'égard de l'ancien régime, ensuite des décisions concrètes qui visent l'héritage du PCR et le degré de dépendance par rapport à la culture politique de l'ancien parti unique. L'identité de chaque parti peut être comprise en partant des biographies des dirigeants<sup>2</sup>. Nous avons donc privilégié le discours sur le passé communiste de Ion Iliescu, en prenant en considération son rôle à l'époque.

---

<sup>1</sup> Pour une analyse comparative avec un cas classique de parti successeur, le Parti Socialiste Hongrois, voir POP-ELECHES, Grigore. Separated at Birth or Separated by Birth? The Communist Successor Parties in Romania and Hungary. *East European Politics and Societies*, Vol. 13, n° 1, 1999, p. 117-147.

<sup>2</sup> Voir PRIDHAM, Geoffrey. *The dynamics of Democratization...* cit. , p. 39.

Dès les premiers jours qui suivent la fuite de Nicolae Ceaușescu, le FSN présente l'ensemble des changements comme le résultat de ses propres décisions et se veut la voix des révoltés, ce qui rendait superflue la question du rapport symbolique au système communiste, car les principales institutions de celui-ci venaient d'être démantelées.

En fait, comme on l'a montré auparavant, le groupe de Ion Iliescu avait réussi à se faire reconnaître à la fois par l'appareil de l'Etat et par les manifestants, à l'aide d'une démarche qui combinait un effort d'adaptation aux changements provoqués par la révolte avec la tentative de les encadrer et de limiter leurs évolutions ultérieures.

Les dirigeants du FSN veulent paraître en rupture avec l'ancien parti unique et son idéologie. Pour les ex-communistes du CFSN, la concentration sur la légitimation donnée par la Révolution est donc une façon de substituer à leur carrière politique antérieure, dans l'ancien parti unique, leur action pendant la période révolutionnaire ; ainsi un passé en remplace et en cache un autre.

En même temps, le discours du FSN sur le rapport au passé communiste deviendra très vite une réplique au discours de l'opposition anticommunisme. Et le thème principal de la première campagne électorale du FSN gravitera autour de la question du danger d'une décommunisation radicale.

D'une part, les leaders du nouveau pouvoir sont acceptés par l'Armée et la bureaucratie grâce à leur carrière antérieure, mais, d'autre part, leur discours public, pour être crédible en tant que discours de directeurs des changements, devait annuler tout éventuel soupçon sur leur rapport avec la nomenklatura et l'idéologie communistes. Ainsi s'explique l'absence d'un message clair par rapport au PCR, ce qui inaugure une longue période d'ambiguïté qui apparaît comme étant utile politiquement, mais qui, à l'époque, laisse sans réponse les questions qui tiennent aux intentions des nouveaux dirigeants. Finalement, le Front ne s'est jamais réclamé d'aucune tradition politique, ce qui est significatif pour son rapport problématique au passé récent, mais aussi pour ses difficultés à formuler un projet politique explicite.

L'homogénéité du FSN, notamment au cours des débats de l'Assemblée Constituante, nous a encouragé à mettre l'accent sur le rapport unitaire du FSN au

passé, en dépit de certaines divergences, que nous avons préféré traiter d'un un sous-chapitre distinct.

## **I. Le rapport à l'Etat totalitaire comme rapport à son héritage institutionnel**

Les ex-communistes roumains définissent les conditions du changement sous la pression de la foule, mais sans avoir un vrai partenaire qui leur fasse contrepoids, car cette foule manque de leaders, si bien que la force motrice des changements disparaît avec la fin des manifestations de décembre<sup>3</sup>. De ce point de vue, la situation est très différente de celle des pays d'Europe centrale, une des conséquences étant l'absence d'un discours cohérent de condamnation de l'ancien parti unique de la part des premiers dirigeants postcommunistes.

S'ajoutent les conditions de l'élimination physique de l'ancien dirigeant du PCR et la justification de cet acte par l'existence d'un ennemi violent des révolutionnaires. Ainsi est proclamée par Ion Iliescu l'existence d'un consensus sur le rapport au passé : les seuls coupables sont les Ceașescu et les « fanatiques » ou « terroristes »<sup>4</sup> qui l'ont soutenu jusqu'à son exécution.

Au cours du mois qui précède la décision du 23 janvier, de participer aux premières élections libres<sup>5</sup>, le FSN se confond avec les structures de l'Etat, dont il prend la direction au niveau central et local, au nom de la Révolution, qu'il prétend incarner. Il s'agit donc d'une légitimation négative par rapport au régime antérieur, dont les structures économiques et politiques sont condamnées ; mais cette condamnation est limitée, si l'on regarde le champ des responsabilités dénoncées, restreint à la famille Ceașescu et à ses proches, ce qui esquisse déjà les termes d'une vision plus nuancée du passé communiste.

---

<sup>3</sup> Fin des manifestations due à l'apparition de ceux qui sont nommés terroristes.

<sup>4</sup> Voir le discours télévisé de Ion Iliescu du 25 décembre, *România liberă*, 27 décembre 1989.

<sup>5</sup> Le FSN en tant que parti est apparu le 23 janvier 1990 à la suite de la décision prise par la CFSN, qui détenait le pouvoir en l'Etat, de constituer une formation politique qui participerait aux élections. La décision avait été prise avec 128 voix pour, 8 contre, et 5 abstentions. A ce propos ILIESCU, Ion. *Momente...cit.*, p. 84-94.

Pour bien définir le point de départ de l'évolution du rapport du Front au passé récent, il faut clarifier sa fonction dans le discours de légitimation du nouveau pouvoir. Notre première observation portera sur le rapport entre le groupe de Ion Iliescu et les manifestations qui ont lieu les 21 et 22 décembre à Bucarest et dans d'autres villes du pays. Bien que le groupe soit formé de manifestants et d'anciens dissidents, il est aujourd'hui établi que le CFSN n'est pas « l'émanation » des révoltés<sup>6</sup> ; en revanche, il est reconnu par eux.

Nous avons déjà interprété l'absence dans les premiers communiqués du CFSN d'un rapport explicite au Parti Communiste Roumain comme le signe d'un positionnement implicite à l'intérieur de ce parti ; en tout cas, Ion Iliescu se présente, par contraste avec d'autres possibles leaders du nouvel organisme, comme un professionnel du pouvoir.

Si longtemps confondu avec l'Etat et avec l'idée même d'autorité, le Parti ne pouvait pas être un acteur du changement, mais ne pouvait pas disparaître non plus. En fait, son invisibilité apparente est l'effet de la reprise en main des événements par des membres ou d'anciens membres de son élite. Mais cette reprise n'était pas concevable, vu le contexte révolutionnaire, dans une logique de continuité institutionnelle. Le premier communiqué apparaît à la majorité comme assez radical pour être considéré comme le premier programme des révoltés. Ses premières propositions sont comparables aux compromis et conclusions des tables rondes déroulées à la fin d'autres régimes communistes. Même si le processus est différent, le résultat est semblable : si les tables rondes évitent une situation révolutionnaire, l'apparition du FSN avec son programme évite la poursuite d'un tel mouvement. Les deux processus aboutissent donc à la proclamation de l'abolition du régime communiste par ceux qui avaient longtemps été ses partisans. Mais, comme nous le montrerons, les similitudes entre les deux situations s'arrêtent là.

---

<sup>6</sup> Officiellement le groupe se forme à partir de la première déclaration télévisée de Ion Iliescu du 22 décembre, après la fuite de l'ancien secrétaire général, et en majorité il n'est pas composé de participants aux manifestations, en revanche son noyau dur était constitué par des anciens membres de la direction du parti communiste tombés en disgrâce.

## I.A. Les deux dimensions de la légitimité du FSN

Le premier Communiqué du CFSN, tout en rassurant l'ensemble de la bureaucratie étatique, dépasse les limites d'un simple réformisme, étant en rupture avec la tradition de la dictature du prolétariat. Nous avons essayé de montrer que cette rupture, si nette par des objectifs comme la séparation des pouvoirs ou les élections libres, ne manquait pas d'une certaine ambiguïté et sera ultérieurement dénoncée par l'opposition comme étant une simple tactique pour gagner la confiance des révoltés. Cette dernière interprétation doit elle aussi être nuancée ; c'est ce que nous ferons en essayant de résumer l'évolution de la dimension du discours du FSN qui met l'accent sur la rupture du régime antérieur.

Cette démarche nous apparaît indispensable pour la définition du cadre dans lequel on peut interpréter la dimension discursive complémentaire à ce que nous nommerons pour l'instant l'anticommunisme du FSN, celle qui fait appel, au contraire, à l'héritage positif du même régime. C'est d'ailleurs à l'intérieur de ce cadre que se développera le conflit qui débouchera sur la scission du Front en 1992. Pourtant l'unité initiale du FSN repose sur une interprétation commune du moment révolutionnaire et du passé communiste. La tentative de certains acteurs des événements respectifs de minimiser ces points communs<sup>7</sup> est le résultat des simples visions rétrospectives, qui projettent sur cette période initiale des conflits apparus ultérieurement.

Il convient d'observer que le premier communiqué, qui annonce que « tous les ministères et organes centraux dans leurs structure actuelle continueront leur activité normale »<sup>8</sup>, contient les prémisses de deux caractéristiques du rapport du FSN au régime antérieur : premièrement, cette définition de la *normalité* montre déjà une vision qui veut justifier les continuités institutionnelles et considère le moment révolutionnaire comme une étape qui est dépassée au moment même de la reprise du pouvoir par le CFSN.

Deuxièmement, le communiqué partage les institutions de l'ancien régime en institutions dissoutes et institutions qui doivent fonctionner normalement, donc

<sup>7</sup> ROMAN, Petre. *Le Devoir de...* cit. , p. 118-119.

<sup>8</sup> Communiqué au pays du FSN, *Monitorul Oficial al României*, An I, n° 1, 22 décembre 1989.

comme avant. En conséquence l'ancien régime a un côté positif, qui ne doit pas être perturbé par les événements révolutionnaires, et un autre, connoté négativement, vers lequel doit être canalisé le désir de changement. Le nouveau pouvoir assoit sa légitimité à la fois sur la condamnation du second et sur la protection du premier.

Dans les nombreux discours que Ion Iliescu prononce en sa qualité de chef de l'Etat roumain au début de 1990, discours qui sont le plus souvent télévisés, le rapport critique au régime déchu se fait presque exclusivement par l'invocation de l'héritage économique : sont dénoncés les fautes commises par l'ancien secrétaire général du PCR dans ce domaine et les mensonges des statistiques économiques officielles<sup>9</sup>. En même temps, dans l'une des rares précisions sur le sort des grands dignitaires du parti communiste, le FSN annonce ce que l'on reproche à une partie d'entre eux :

Parmi les membres de l'ancien Conseil Politique Exécutif du PCR ont été arrêtés et sont maintenant emprisonnés seulement ceux qui sont directement impliqués dans les mesures de répression et liés aux abus de pouvoir en ce qui concerne les finances de l'Etat, commises par les anciens dictateurs roumains.<sup>10</sup>

Cette concentration sur les délits économiques limite le domaine des responsabilités des anciens dirigeants en le réduisant en fait à certaines formes de corruption qui ne mettaient en cause ni l'exercice du pouvoir du PCR, ni d'autres responsabilités concernant les crimes du régime, à l'exception de ceux du couple Ceaușescu.

D'autre part le FSN n'ignore pas la nécessité de la continuation des changements. Ion Iliescu, considère 22 décembre 1989 comme « La fin d'un monde, le début d'un monde nouveau »<sup>11</sup>, même si le pouvoir en place devait prouver sa propre rupture avec l'ancien système, ce qui donne à cette déclaration une dimension opportuniste, celle-ci était elle-même créatrice de sens pour le FSN et pour ses partisans. En invoquant dans ces termes le rapport au régime antérieur,

<sup>9</sup> Voir par exemple « Le discours du nouvel an du président du CFSN », *Monitorul Oficial al României*, An II, n° 1, 3 janvier 1990, p. 1-3.

<sup>10</sup> Communiqué du FSN du 1<sup>er</sup> janvier 1990, *România liberă*, 2 janvier 1990.

<sup>11</sup> *Dimineața*, 3 avril 1990.



les nouveaux dirigeants confirment certaines attentes en ce qui concerne les changements et même en créent davantage.

Cela nous montre dans quelle mesure, même quand il se limite à une forme de justification, le discours de rupture à l'égard du passé peut engendrer une dynamique qui dépasse la simple instrumentalisation. En même temps, le cas inverse est tout aussi vrai : quand le même Ion Iliescu évite de condamner explicitement le passé, il encourage le retour des hommes de l'ancien régime<sup>12</sup>. Ce phénomène d'amplification des conséquences du discours envers le passé communiste montre à la fois le risque d'une interprétation excessive des buts de certains usages politiques du passé et le risque de minimiser les conséquences de ces usages, en les limitant à leur signification consciente et à leurs effets voulus.

Un moment important qui aboutira à une clarification de l'attitude du FSN est la manifestation du 12 janvier 1990, pendant laquelle la commémoration des victimes de décembre se transforme dans la première manifestation de rue qui met en cause certaines décisions de Ion Iliescu et du FSN. Les principales revendications étaient le rétablissement de la peine de mort pour les responsables des répressions et la mise hors la loi du parti communiste. Sous la pression de la rue, Iliescu signe des décrets en ce sens, qu'il annule aussitôt la rue calmée. C'est le moment de la fin de la carrière politique de Dumitru Mazilu, le numéro deux du FSN, qui apparaît à l'époque comme un partisan des mesures radicales demandées par les protestataires<sup>13</sup>. Une semaine après le 12 janvier, Petre Roman et Dumitru Mazilu feront leur autocritique pour avoir accepté, sous la pression de la foule, les décrets pour l'organisation d'un référendum pour la réintroduction de la peine de mort et d'un autre sur l'interdiction du parti communiste. Le premier est annulé à

---

<sup>12</sup> Cet encouragement implicite d'attitudes nostalgiques envers le passé communiste va aboutir à l'entrée dans le Parlement des extrémistes du Parti de la Grande Roumanie et des nostalgiques du Parti Socialiste du Travail, qui, après 1992, vont s'allier avec celui de Ion Iliescu pour soutenir et participer au gouvernement dirigé par Nicolae Văcăroiu (1992-1996).

<sup>13</sup> Dans le livre de 1999 il déclare avoir été drogué, et « Le slogans « des morts pour des morts » et « mort aux membres de la Securitate » contrevenaient à mes convictions », et en plus l'ancien dissident se prononce contre « la culpabilisation de l'Armée et de la Securitate », MAZILU, Dumitru. *Proclamația revoluției române. 10 ani de la speranțele din din 1989* [La proclamation de la révolution roumaine. Dix ans des espérances de 1989]. Bucarest : Lumina Lex, 1999. p. 5 et p. 289.

l'unanimité par le CFSN, le deuxième est transformé dans un décret de nationalisation des biens du PCR<sup>14</sup>.

Cet épisode désigne la question du rapport au passé comme étant hautement problématique pour les dirigeants du FSN et du pays, avant même la formation d'une opposition politique visible, dont la première action publique importante est la manifestation du 28 janvier, provoquée par la décision prise par le CFSN, institution de l'Etat, de la participation du Front aux futures élections. L'opposition, formée essentiellement des « partis historiques »<sup>15</sup>, choisit comme angle d'attaque du pouvoir en place la dénonciation des hésitations et des inerties par rapports aux institutions du régime communiste.

D'ailleurs les institutions de l'ancien parti unique ne sont pas dissoutes mais transformées, à l'image de la Securitate, mais aussi de l'école supérieure du parti communiste, l'Académie d'études sociopolitiques Ștefan Gheorghiu, laquelle, par une décision du gouvernement, se transforme en deux facultés de l'Université de Bucarest (Faculté de Sociologie et de Psychologie et Faculté de Journalisme) et un Institut de Théorie sociale et politologie ; à la tête de la nouvelle institution sera nommé Radu Florian – un choix qui était loin de montrer une rupture avec l'idéologie du PCR<sup>16</sup>.

Cette inertie est frappante quand il s'agit de la principale institution répressive, la Securitate, dont le sort n'était pas clair deux mois après le changement. Dans une première étape, elle est intégrée au Ministère de la Défense ; pour le ministre de la Défense, Victor Stănculescu:

Le Ministère de la Défense nationale a établi qu'une partie importante des effectifs de l'ancienne Sécurité de l'Etat est compromise par rapport au peuple et à la révolution.<sup>17</sup>

Mais, d'autre part il souligne que :

---

<sup>14</sup> Communiqué du CFSN, *Monitorul Oficial al României*, 19 janvier 1990, p. 1-2.

<sup>15</sup> Le PNPCD, PNL et PSDR.

<sup>16</sup> La décision du gouvernement 55 du 19 janvier 1990. D'ailleurs Radu Florian va être un défenseur de la politique du FSN.

<sup>17</sup> Victor Stănculescu, *România liberă*, 21 février 1990.

Certains cadres de la Securitate, dès les premiers moments du combat pour la liberté et la démocratie, se sont ralliés à celui-ci en luttant contre les terroristes.<sup>18</sup>

Cela permet au FSN de ne pas dissoudre l'institution répressive, mais de la transformer, un mois après, dans le Service roumain de renseignements (SRR), qui n'est plus subordonné au gouvernement, mais au chef de l'Etat. Cette continuité institutionnelle, impensable en décembre 1989, sera ultérieurement justifiée par les journaux du FSN, comme *Azi* et *Dimineața*, qui essaieront de réhabiliter l'ancienne police politique<sup>19</sup>. Ces tentatives vont se faire le plus souvent à l'aide d'arguments de type nationaliste, comme dans un article d'*Azi* qui commence par dénoncer :

La série des actions entreprises par des forces étrangères à notre pays, des forces qui, pour pouvoir agir comme elles le souhaitent, ont essayé de détruire le système de défense de l'organisme du pays. Et une pièce de ce système est le Ministère de l'Intérieur. La Securitate, en dépit de certaines périodes d'égarement, générées par des dispositions aberrantes, données par le dictateur en personne, était créditée de certains succès. La Securitate devait disparaître dès les premiers jours pour rendre possible l'application des autres étapes de plans diaboliques. Sur le fond de l'atmosphère de culpabilisation générale, quand chaque Roumain était rendu coupable de la série de difficultés qu'avait rencontrées le pays, comme si Yalta avait été le résultat du vote de la nation, les cadres de la Securitate ont été une catégorie qui a fait l'objet d'un plus de culpabilisation.<sup>20</sup>

Dans un autre article on critique ceux qui assimilent la Securitate aux tortionnaires, pour arriver à la conclusion qu'il faut utiliser les anciens membres de la Securitate car ils ont bien su choisir leur camp en 1989 :

---

<sup>18</sup> *Ibidem*.

<sup>19</sup> TRAIAN POP, Grigore, « Securiști sau disidenți ? » (Sécouristes ou dissidents ?), *Dimineața*, 9-10 mai 1992, p. 1, 5.

<sup>20</sup> Article non signé, « Moarte securiștilor ! » (Mort aux gens de la Securitate), *Azi*, 30 août 1990, p. 3.

Ils ont saisi correctement la volonté du peuple et la marche de l'histoire.<sup>21</sup>

Une thématique similaire se retrouve dans d'autres articles publiés entre 1990 et 1992 par l'organe du FSN<sup>22</sup>, et ce qui est caractéristique de cette attitude quasi-officielle du Front, c'est la présence concomitante de la double légitimation, l'une justifiant l'autre : en ce cas, le moment révolutionnaire justifie la réhabilitation des membres de l'ancienne police politique. C'est dans la même logique qu'on répond aux critiques de ceux qui mettent en doute le bien-fondé de cette continuité apparemment sélective, comme après les élections du 20 mai 1990, quand les ministères de l'Intérieur et de la Défense se sentent obligés de préciser, dans un communiqué commun, que :

Le ministre de l'intérieur a renoncé aux cadres compromis et s'est posé en partisan de la Révolution ; la population toute entière, dès le premier jour de la Révolution, a vu Mihai<sup>23</sup> demander aux unités militaires et à celle du Ministère de l'Intérieur, de se retirer dans les casernes et de ne pas agresser la population.<sup>24</sup>

En fait, les structures de l'Etat voient constamment leur légitimité mise en cause par l'existence en leurs rangs de participants aux répressions. Le FSN utilise cette situation, l'entretient même en limitant les changements, pour s'assurer la fidélité de ces structures qui ne peuvent regarder qu'avec crainte les propositions de décommunisation avancées par les « partis historiques ». Les deux dimensions du discours du FSN sur le passé sont donc liées à la fois aux rapports à l'Etat et à la volonté d'écarter le danger représenté par l'opposition, cette première dimension étant caractérisée par le conservatisme. D'autre part il y a un discours orienté vers la population, un discours plus réformiste, mais qui n'est pas en contradiction avec le

<sup>21</sup> ȚARNEA, Marta. « Cui îi e frică de legea siguranței naționale ? » (Qui a peur de la Loi pour la sûreté nationale ?), *Azi*, 4 juin 1991.

<sup>22</sup> Voir par exemple *Azi*, 13 octobre 1991, p. 1 et *Azi*, 31 oct. 1991, p. 3.

<sup>23</sup> Mihai Chițac (né en 1928), après le 22 décembre devient ministre de l'Intérieur (28 décembre 1989-14 juin 1990), membre de la Grande Assemblée Nationale (1975-85), condamné en 1999 pour sa participation aux répressions de Timișoara de décembre 1989.

<sup>24</sup> Le 5 juin 1990, ȘTEFĂNESCU, Domnița. *Op. cit.*, p. 77-78.

premier car il met l'accent sur une condamnation modérée du passé, sur la démarche constructive du Front, opposé à celle dénoncée comme destructrice, des anticomunistes.

### **I.B. Le FSN et l'Etat**

Les questions que soulève la participation aux élections des détenteurs du pouvoir provisoire ressortent du type même d'explication fournie pour justifier la transformation du Front en formation politique :

Le FSN n'est pas et ne se constituera pas en parti. Le Front se présentera aux élections d'avril en tant qu'organisation politique large, réunissant toutes les personnalités et les groupes qui se sont levés avec courage pour la défense de la liberté et de la dignité pendant les années de la tyrannie totalitaire.<sup>25</sup>

Cette première annonce de la participation du FSN aux élections montre l'importance du rapport au passé : les leaders du FSN annoncent d'abord les limites du changement de statut politique, pour se présenter ensuite comme les représentants non seulement de la Révolution, comme on le fait le plus souvent, mais aussi de tous les dissidents. L'invocation de la *tyrannie totalitaire* et non de la *dictature ceaușiste*, comme on le fait d'habitude, apparaît inévitable dans ce contexte, car le FSN devait répondre aux questions liées à sa qualité d'organisation à la fois étatique et politique, à sa présence à tous les niveaux de l'Etat, y compris au niveau des entreprises, selon le modèle de l'ancien parti unique.

En ce sens, il est significatif que la décision de la participation du FSN aux élections soit prise par le CFSN, qui est la plus haute institution politique de l'Etat. Cette situation sera, dans les mois suivants, formellement résolue, mais elle marquera durablement le rapport entre le Front et les institutions de l'Etat. En plus ce n'est que sous la pression de la rue et des autres formations politiques, que le

---

<sup>25</sup> Communiqué du CFSN in ILIESCU, Ion. *Momente de istorie* [Moments d'histoire] décembre 1989-juin 1990, tome I. Bucarest : Enciclopedică, 1995, p. 85.

FSN commencera à faire une distinction entre la structure partisane et celle de l'Etat. Après les manifestations organisées par les « partis historiques » le 28 janvier on aboutira à la création du premier parlement provisoire, le Conseil Provisoire de l'Unité Nationale, qui n'était cependant qu'un CFSN élargi.

Le rapport du FSN à l'héritage institutionnel de l'Etat communiste doit donc être vu comme un résultat de l'absence d'une distinction claire entre le parti, créé formellement le 6 février 1990, et les structures étatiques locales et centrales, constituées par le Front d'avant sa transformation en formation politique. D'ailleurs Ion Iliescu était à la fois président du FSN et chef de l'Etat. Ainsi le Front n'est pas simplement un parti ex-communiste, mais le produit des structures de l'Etat telles qu'elles se retrouvaient après les changements de décembre. Nous reviendrons plus bas sur cette question ; pour l'instant, il convient de souligner que cette proximité du FSN avec des institutions façonnées selon la logique du parti unique non seulement conditionnera le discours à l'égard du passé récent, mais mettra aussi en cause l'autonomisation du parti, dont la scission de 1992 sera provoquée par la tentative d'une partie de ses dirigeants de réformer ces institutions.

La plus importante production législative du FSN, le texte constitutionnel, sera le résultat de ce rapport aux institutions d'un Etat vues comme distinctes de l'ancien parti unique. L'article 151(1) de la Constitution de 1991 stipule que :

Les institutions de la République, existantes au moment de l'entrée en vigueur de la présente constitution, restent en place jusqu'à la formation des nouvelles institutions.<sup>26</sup>

Ainsi la « République » définissait à la fois le régime communiste et la période ultérieure, ce qui implique une négation de la nature totalitaire du pouvoir communiste, d'autant plus que l'article 149 avait précisé que « la Constitution du 21 août 1965 est et demeure intégralement abrogée »<sup>27</sup> ce qui est une forme par laquelle les deux textes sont également reconnues comme « des constitutions » de l'Etat roumain, même si la nature et le rôle des deux textes en principe interdisait

<sup>26</sup> *Constitution de la Roumanie de 1991*, traduction en français éditée par « Monitorul Oficial », 1995, p. 74.

<sup>27</sup> *Ibidem*, p. 73.

toute équivalence<sup>28</sup>. Tout en étant implicite, le choix pour une certaine continuité non seulement juridique, mais aussi politique, est ici manifeste.

Si le communiqué du 22 décembre prévoit la continuité des institutions de l'Etat, la Constitution, elle, valide cette continuité. Comme l'observe Daniel Barbu, le texte constitutionnel « est conçu pour assurer la continuité de l'Etat et des élites qui ont appris à gouverner, non pas pour faciliter l'apparition d'une fonction politique dans la société roumaine, mais pour empêcher que le politique engendre une élite d'un type différent »<sup>29</sup>.

### **I.C. Le FSN et le personnel politico-administratif**

Le FSN avait réussi la prise du pouvoir étatique grâce à la fois à une « légitimation négative », spécifique des moments de rupture<sup>30</sup>, et à un discours mettant l'accent sur les limites de cette rupture. La stabilisation rapide du nouveau pouvoir et la reconnaissance de son autorité sont le résultat de son attitude envers la bureaucratie étatique, qui sera constamment rassurée. Comme nous l'avons déjà montré, le premier communiqué du FSN prévoit que :

Tous les ministères et les organes centraux dans leur structure actuelle continueront leur activité normale en se subordonnant au FSN, pour assurer le déroulement normal de la vie économique et sociale.<sup>31</sup>

Nous avons déjà remarqué que le premier communiqué du FSN annonce que la direction de l'Etat cesse de fonctionner, mais elle n'est pas formellement dissoute ; finalement, personne n'est expressément destitué. Quelques jours plus tard, on règle de façon similaire la situation de la bureaucratie régionale :

---

<sup>28</sup> Les articles 149 et 151 de la Constitution de 1991 ne sont plus repris par le texte publié après la révision de 2003, car font partie du titre « Disposition finales et transitoires », donc répondent à un contexte juridique spécifique.

<sup>29</sup> BARBU, Daniel. *Republica absentă...* cit. , p. 126-127.

<sup>30</sup> PRIDHAM, Geoffrey, *The Dynamics...* cit. , p. 47.

<sup>31</sup> Communiqué au pays du FSN, *Monitorul Oficial al României*, An I, n° 1, 22 décembre 1989.

L'appareil propre des comités et bureaux exécutifs des anciens conseils populaires, les organes locaux spécialisés de l'administration de l'Etat, tout comme les directions des institutions socioculturelles locales, continueront leur activité dans leur structure actuelle.<sup>32</sup>

Une préoccupation constante des dirigeants du FSN est donc de souligner leur confiance dans les serviteurs de l'Etat, notamment dans l'Armée, qui est blanchie des accusations de répression. La réaffirmation de la volonté de ne pas changer le personnel des ministères et des organes locaux explique la réussite du FSN de se faire accepter par l'ensemble de l'appareil d'Etat, car, comme l'observe Juan Linz, « La légitimité du régime tient dans la mesure où il est identifié avec la nation et l'Etat, car certains corps (l'administration, l'Armée) tendent à être fidèles à un Etat et non à un régime »<sup>33</sup>. Mais l'inertie du rapport entre pouvoir politique et administration par rapport à la période de la fusion du parti communiste avec l'Etat et l'inertie de la haute administration ont pour prix l'occultation de la politisation de ce corps avant 1989.

Dans le cas roumain, la question de la légitimité des nouveaux dirigeants n'est pas mise en doute à l'intérieur des structures étatiques, mais par une partie de la société, en raison de la nature apparemment révolutionnaire de cette légitimité. Comme la composition du CFSN et le passé de son dirigeant ne pouvaient être que rassurants pour la bureaucratie communiste, les membres de l'équipe constituée autour de Ion Iliescu devaient se concentrer sur l'effort de se faire accepter comme des agents du changement de régime. En ce sens, la dimension anticomuniste du discours du FSN était logiquement prioritaire pour accréditer sa légitimation comme force révolutionnaire, tandis que les gestes qui consolidaient le sentiment de continuité des institutions de l'Etat étaient contraires aux buts politiques que le FSN s'était publiquement fixés. La première dimension tient surtout de l'ordre du discours public, tandis que l'autre est visible au niveau des décisions politiques.

---

<sup>32</sup> Le décret-loi sur la constitution, l'organisation et le fonctionnement du CFSN et de conseils territoriaux du FSN, *Monitorul Oficial al României*, 27 décembre, An I, n° 4 p. 2-3, p. 3.

<sup>33</sup> LINTZ, Jan. *The Breakdown of Democratic Regimes*. Baltimore et Londres : Johns Hopkins University Press, 1978, p. 129.



Les premiers décrets du FSN vont au-delà du souci du fonctionnement de l'appareil étatique, quand il annonce que ceux qui ont perdu leurs postes pendant les événements révolutionnaires seront rengagés : « Les personnes de l'appareil des organes centraux et locaux de l'Etat qui ont cessé leur activité ou qui ont été réorganisés » seront prises en charge par « les conseils territoriaux du FSN qui assureront leur engagement conformément à leur formation »<sup>34</sup>.

Il faut mettre en relation l'attention accordée aux anciens bureaucrates avec le discours de Ion Iliescu, quand le FSN se prépare à élire ses représentants au niveau de toutes les entreprises et institutions. Le président met en garde ceux qui participent au scrutin en leur donnant des consignes de vote qui vont dans le sens de la continuité :

Il faut éviter l'entrée d'éléments fortuits, arrivistes, carriéristes, des démagogues qui, dans des moments de confusion et de précipitation, essaient de s'insinuer dans des postes officiels, il faut des hommes profonds, avec discernement et pouvoir de travail, avec des compétences et des qualités d'organiseurs. Nous avons besoin de coureurs de fond.<sup>35</sup>

Ces indications données aux votants montrent la préférence pour l'expérience et la crainte de se voir imposer de bas en haut, à l'intérieur du FSN, des novices politiques, donc sans liens avec l'ancien parti unique. En plus, cette esquisse de portrait du dirigeant idéal est significative pour l'image de soi qu'à Ion Iliescu et pour les mérites qu'il privilégie, avant tout la fidélité et une certaine forme de compétence politique. Avant les élections du 20 mai, Ion Iliescu s'exprimera sur ces continuités :

Après la Révolution, pour préserver la stabilité du pays on a eu aussi besoin de maintenir, dans l'administration centrale et locale comme en économie, des cadres qui connaissaient les choses. D'ailleurs, ils ne

---

<sup>34</sup> *Monitorul Oficial al României*, An II, n° 1, 3 janvier 1990, p. 4.

<sup>35</sup> Le discours de Ion Iliescu à la radio et à la télévision, *Monitorul Oficial al României*, 8 janvier 1990, p. 1-3, p. 2.

peuvent pas être blâmés pour le simple fait d'avoir fait partie des anciennes structures.<sup>36</sup>

La culpabilité et la compétence sont donc les termes qui dominent le débat politique sur le passé communiste ; si les anticommunistes partisans de la Proclamation de Timișoara<sup>37</sup> tentent de présumer la culpabilité des anciens membres de la nomenklatura centrale ou locale, sans se soucier de la compétence, le FSN apparaît comme le défenseur de la présomption d'innocence et surtout de la priorité de la compétence, vue par ailleurs comme caractéristique des anciens membres de la hiérarchie étatique. Fait symptomatique, pendant le procès des membres de la direction du PCR, proches de Ceaușescu, on leur reproche aussi leur incompétence, comme si culpabilité et compétence étaient incompatibles.

Par le biais de l'argument de la compétence, que Ion Iliescu utilise mais aussi et surtout qu'il veut symboliser, le FSN proclame non seulement la possibilité, mais la nécessité inévitable de la conversion de l'expérience politique des structures du régime antérieur au niveau de la vie politique postcommuniste. Ceci permet une relégitimation de l'ensemble de l'élite, qui peut ainsi préserver son contrôle sur l'Etat. Cette légitimation a posteriori des critères de sélection de l'ancien régime montre que, même si le discours proprement nostalgique était très marginal, la reproduction de l'élite politique engendre la reproduction d'une certaine vision de l'histoire et des critères de réussite sociale.

Dans un bilan fait deux années après les élections de 1990, quand le conflit à l'intérieur FSN était consommé, Ion Iliescu dénonce :

Le sérieux handicap venu du fait qu'on a cédé aux pressions et aux actions anarchiques, démagogiques qui ont mené à l'éloignement de gens qualifiés, préparés et ayant l'expérience dans l'activité économique et de direction.

---

<sup>36</sup> Ion Iliescu, entretien au *Tineretul Liber* du 9 et 10 mai, ILIESCU, Ion. *Momente de istorie...* tome I, cit. , p. 270-284, p. 278.

<sup>37</sup> Voir le texte de mars 1990 de la Proclamation dans l'Annexe.

La campagne soutenue de culpabilisation de la société et de ses membres est profondément nuisible et a un caractère destructeur.<sup>38</sup>

Selon le chef de l'Etat, les échecs seraient donc dus non pas à l'héritage communiste, mais à l'influence de la vision anticomuniste sur l'attitude du gouvernement. C'est à partir de ce constat que, en 1992, les opposants à Petre Roman de l'intérieur du FSN viendront se constituer dans le Front Démocratique du Salut National (FDSN), pour soutenir la nouvelle candidature à la présidence de Ion Iliescu.

Dans la même logique s'inscrivait le geste de mettre à la tête du quotidien du FSN, lancé pendant la campagne électorale de 1990, un directeur honoraire en la personne d'un ancien haut membre de la nomenklatura, Alexandru Bîrlădeanu. A un moment où le Front était accusé de n'être qu'un PCR déguisé, ce choix apparut comme un signe important que, pour le Front, l'appartenance à la nomenklatura n'était pas automatiquement vue comme une tare, d'autant plus qu'Alexandru Bîrlădeanu n'était pas un des proches de l'ancien secrétaire général du PCR. D'ailleurs, Bîrlădeanu deviendra ultérieurement président du Sénat et, quand *România liberă* et un grand nombre d'intellectuels contesteront son titre d'académicien, affirmant que son entrée à l'Académie Roumaine avait été due à ses hautes fonctions dans le PCR, *Azi* prendra sa défense au nom du fait que :

Il a fait preuve, pendant le communisme, d'un héroïsme dont ceux qui l'accusent aujourd'hui n'ont pas été capables.<sup>39</sup>

Le choix d'Alexandru Bîrlădeanu à la tête de l'organe du Front doit être mis en rapport avec le contenu de *Azi*, notamment de son premier numéro, qui est exemplaire pour le double discours à l'égard du passé. Ainsi le premier éditorial de *Azi* annonce « La rupture définitive, totale et irrévocable avec le communisme et

<sup>38</sup> Discours prononcé deux ans après les élections, le 20 mai 1992, ILIESCU, Ion. *Momente...*, tome III, cit. , p. 162-170, p. 168.

<sup>39</sup> *Azi*, 17 janvier 1991.

avec l'idéologie communiste »<sup>40</sup>. Le régime antérieur est condamné, mais ses hommes sont re-légitimés au nom d'une supposée activité de dissidence.

Comme les plus connus dissidents avaient quitté le Front, le FSN considère que la seule dissidence efficace avait été celle de l'intérieur du système ; il existe donc un certain rapport au régime antérieur, d'opposition limitée, qui est ainsi utilisé comme modalité de légitimation pendant le postcommunisme des dirigeants du Front.

En ce sens, en dépit de certaines mesures de réparation matérielle prises en 1990, les anciens détenus politiques sont loin d'être réhabilités<sup>41</sup>. La condamnation publique des anciens détenus politiques est exemplaire pour le refus de redéfinir les rapports entre société et Etat, d'inclure dans la communauté les anciens exclus. La réhabilitation juridique, très lente, ne concernera pas toute cette catégorie, mais sera faite cas par cas, ce qui montre que l'Etat ne reconnaissait pas ses fautes, mais seulement les fautes de ses agents. D'ailleurs nous allons voir que la notion d'ennemi du peuple est utilisée également après 1989, à l'encontre l'opposition civique et politique, notamment des anciens détenus politiques.

## **II. Les principales caractéristiques du rapport du FSN au passé communiste**

Comme on l'a vu avec le numéro inaugural du quotidien du FSN, et plus généralement avec les prises de position du leader de ce parti, la condamnation du passé et l'attachement aux réalisations sont indissociables dans le discours du Front à l'égard de la période d'avant 1989. Cette ambivalence que peuvent avoir les formules par lesquelles le FSN se réfère au passé communiste est exemplifiée par un de ses slogans :

Une société de l'équité et non de l'égalitarisme communiste.<sup>42</sup>

---

<sup>40</sup> *Azi*, n° 1, 11 avril 1990, p. 1.

<sup>41</sup> Ils vont même devenir une des cibles du pouvoir en place et de la presse qui les accuse d'appartenir à l'extrême droite.

<sup>42</sup> *Azi*, 25 avril 1990.

Le FSN se démarque de l'ancien régime en mettant à profit une formule abondamment utilisée par le PCR, dont l'un des buts proclamés était l'équité socialiste. L'utilisation, à l'époque, d'un terme porteur d'une pareille connotation peut être considérée comme tenant à une inertie du vocabulaire ou à une tendance à juger le régime communiste à l'aide de ses propres concepts. Ce qu'il faut certainement retenir, c'est que l'usage politique que fait le FSN du passé communiste s'inscrit dans les limites d'une évaluation de ce passé qui ne peut pas être décrit en des termes binaires, à connotation positive ou négative. Ce rapport au passé est dialectique, supposant un présent qui est un dépassement des contradictions du passé, et ces contradictions se retrouvent reflétées par l'évaluation qui est faite du régime communiste.

## II.A. La défense des *réalisations* du régime antérieur

Dans ses discours officiels, Ion Iliescu exprime son rapport au passé communiste avant tout de façon implicite, par la critique de l'hostilité à l'égard de l'héritage du régime antérieur: « Nous avons le devoir de construire, non pas de détruire »<sup>43</sup>, puisque « On ne peut pas ne pas tenir compte de l'activité constructive et des efforts du peuple des 45 dernières années »<sup>44</sup>.

Ce raisonnement correspond à une volonté d'exprimer de façon plus articulée certains des slogans des partisans du Front dont le plus célèbre était « Nous ne vendrons pas notre pays »<sup>45</sup>. Ion Iliescu défend l'organisation de l'agriculture d'avant 1989, car elle est « presque aussi ancienne que l'agriculture »<sup>46</sup>, et critique « la démagogie de la démolition »<sup>47</sup> des coopératives. Cette rhétorique rappelle que le mythe de la propriété collective<sup>48</sup> peut encore être utilisé comme arme politique

---

<sup>43</sup> Titre de l'intervention de Ion Iliescu, *Azi*, 18 décembre 1990.

<sup>44</sup> *Ibidem*.

<sup>45</sup> Slogan des partisans du FSN datant de la première moitié de 1990, exprimant l'opposition aux privatisations.

<sup>46</sup> ILIESCU, Ion. « Conferința de presă din 15 noiembrie 1991 » [Conférence de presse du 15 novembre 1991]. *Momente ...*, tome III, *cit.*, p. 37-52, p. 45

<sup>47</sup> *Ibidem*.

<sup>48</sup> Qui, dans le sens de Roland Barthes, est un « mythe fort », BARTHES, Roland. *Mythologies*. Paris : Seuil, 1957, p. 231.

contre les demandes de réformes ; il sera largement spéculé par le FSN pendant la campagne électorale de 1990.

Le président roumain, dans un discours devant le parlement, défendra aussi les réalisations culturelles de l'ancien régime :

Les attitudes nihilistes par rapport à la création culturelle de la période d'après la deuxième guerre mondiale me semblent nuisibles et sans fondement dans la réalité des faits. C'est une évidence que, en dépit de la censure... on a produit des ouvrages de valeur, qu'un mouvement artistique viable a existé, qu'on ne recommence donc pas à bâtir à partir de zéro dans la nouvelle course pour le redressement.<sup>49</sup>

Par rapport à ce qui est présentée comme une rhétorique de la destruction, le FSN veut apparaître comme respectueux de ce qui a été fait pendant le régime communiste ; cette position permet à Ion Iliescu de considérer les changements de 1990 le début d'une *nouvelle course pour le redressement*, donc peut se poser en continuateur des évolutions positives d'avant 1990. Cette interprétation rend compréhensibles d'autres prises de position du chef de l'Etat de l'époque :

Ce qui a été réalisé par le travail, par des efforts tout au long des années, doit être protégé et consolidé. Nous devons défendre ce qui doit être défendu, ce que nous avons ; nous ne devons pas détruire.<sup>50</sup>

Ce point de vue définit sans doute le mieux l'attitude à l'égard du passé communiste du FSN et de l'Etat roumain dirigé par Ion Iliescu. L'attachement n'est pas celui à un régime politique, mais à une mémoire positive du passé de chacun. Comme le discours anticomuniste introduit une discontinuité insupportable dans le passé de chacun – car, si tout dans le passé récent a été malsain ou inutile, on met en doute le sens même de la vie de chaque roumain –, le FSN utilise son rapport à la période communiste pour revaloriser ce passé et souligner son côté positif. Le

<sup>49</sup> ILIESCU, Ion. « Discurs în fața Parlamentului, decembrie 1991 » [Discours face au Parlement, décembre 1991]. *Momente...* tome III, *cit.*, p. 113-127, p. 124.

<sup>50</sup> ILIESCU, Ion. « Conferința de presă... *cit.* », p. 37-52, p. 47.

discours sur les réalisations du FSN est donc destiné à répondre à une angoisse collective provoquée par ses adversaires.

Le besoin d'une variante positive du passé récent est un sentiment commun aux populations qui ont vécu une période autoritaire ou totalitaire et ne veulent pas que toute leur vie soit purement et simplement niée<sup>51</sup>. En même temps, toutes les formes de nostalgie ne sont pas nécessairement antidémocratiques ; le FSN veut convertir en termes démocratiques une partie de l'héritage du passé communiste, hommes, institutions, attitudes, qu'il considère comme utilisables et positifs.

Mais, en choisissant de donner voix à cette angoisse, le Front choisit d'apparaître dans une situation semblable à celle des partis ex-communistes. Même si de façon explicite le FSN refuse cette posture, l'identité du parti se trouve marquée par la défense des réalisations du passé, posture qui prend ainsi la valeur d'une revendication de l'héritage du PCR, même si cette revendication est implicite et vise uniquement à ce qui reste connoté positivement dans cet héritage.

Cet attachement aux réalisations de l'ancien régime a des conséquences pratiques: « nous ne vendrons pas notre pays »<sup>52</sup>, signifie qu'il ne faut pas critiquer ou privatiser l'industrie lourde ; la défense de la propriété d'Etat sur les terrains agricoles implique le refus de la restitution des terres à leurs anciens propriétaires. En un mot, le changement politique de 1989 ne doit pas mettre en cause certains acquis sociaux et un état de fait, même s'il résulte des politiques du régime antérieur. Ion Iliescu promet que, par la conservation de certaines réalités socio-économiques vues comme des réalisations positives, on arrivera à la fois à un régime démocratique et à la prospérité économique.

---

<sup>51</sup> Kathleen E Smith, observe que les communistes russes ont su utiliser les réalisations du passé, notamment la mémoire positive de la victoire lors de la Deuxième Guerre Mondiale, pour se ranger en défenseurs d'un héritage positif du régime soviétique. SMITH, Kathleen E. *Mythmaking in the New Russia. Politics and Memory during the Yeltsin Era*. Ithaca et Londres : Cornell University Press, 2002, p. 75-83.

<sup>52</sup> Slogan des manifestants qui soutiennent le FSN en 1990.

## **II.B. La culpabilisation et la politique de l'oubli.**

La meilleure façon d'imposer l'oubli, c'est de faire comme si c'était dans l'intérêt de tous<sup>53</sup>. La mémoire des crimes du communisme devait donc apparaître comme essentiellement dangereuse pour la majorité de la population. Désormais, la déculpabilisation du PCR et de la Securitate a pour corollaire la culpabilisation générale, et cette généralité rend impossible tout jugement.

Pour le Front, le caractère radical du changement de 1989 rend inutile l'invocation de la mémoire d'une période avec laquelle la nouvelle équipe au pouvoir prétend n'avoir aucun rapport. De ce point de vue, décembre 1989 est le véritable début d'une nouvelle ère, car c'est « La fin d'un monde »<sup>54</sup>. Une conséquence de cette attitude est, comme on le voit dans une intervention de Virgil Măgureanu<sup>55</sup>, directeur du Service Roumain de Renseignements et homme de confiance de Ion Iliescu, la proposition d'interdire l'accès aux archives de la Securitate:

Une telle mesure serait en accord avec les principes de la Révolution, qui ont offert à tous les citoyens roumains des chances égales, non-discriminatoires, pour apporter leur contribution à la reconstruction nationale.<sup>56</sup>

Même si Virgil Măgureanu précise qu'elle ne devrait pas frapper les dossiers « dont découlent des droits et des mesures de réparation »<sup>57</sup>, cette décision, qui invoque comme principal argument les « principes de la Révolution »<sup>58</sup>, montre que le moment 1989 est chronologiquement vu comme un point zéro, en amont duquel il est illégitime de chercher. Pour éviter l'usage politique des informations sur les

---

<sup>53</sup> D'ailleurs cette égalisation artificielle des fautes prolonge l'inégalité face à la loi d'avant 1989.

<sup>54</sup> Ion ILIESCU, *Dimineața*, 3 avril 1990

<sup>55</sup> Virgil Măgureanu (né en 1941), officier de la Securitate (1972-1973), enseigne à l'Académie du PCR (1973-1989), un des représentants du CFSN au procès N. Ceaușescu, dirige le SRR de 1990 à 1997.

<sup>56</sup> Virgil MĂGUREANU, Présentation du rapport du SRR au parlement, *Azi*, 24 novembre 1990.

<sup>57</sup> *Ibidem*.

<sup>58</sup> *Ibidem*.



abus du régime déchu, le FSN, par l'intermédiaire des institutions de l'Etat, essaie de les protéger. Dans la même logique s'inscrit la création de l'Institut pour l'Etude du Totalitarisme qui, dirigé par un proche du président roumain, témoigne d'une intention de monopoliser le discours historique sur le communisme<sup>59</sup>.

Mais comment la nécessité de l'oubli est-elle argumentée ? Avant tout, par la négation de tout risque d'un retour à la dictature, risque au nom duquel l'opposition demandait des politiques de décommunisation. Le communisme a été liquidé une fois pour toutes, et la démocratie a été installée en 1990, puisque, en décembre 1990, pour Ion Iliescu :

Tous les dix points du Communiqué du CFSN ont été accomplis.  
Le système communiste totalitaire a été liquidé.<sup>60</sup>

Désormais le pays était devenu démocratique, ainsi le président roumain se réclame du moment révolutionnaire, mais, considérant que son programme a été réalisé, il s'en libère.

En fait, assez vite après décembre 1989, Ion Iliescu n'est pas l'homme de la Révolution, mais celui qui a accompli toutes ses promesses. Il veut apparaître non pas comme l'homme du changement, mais comme celui de la stabilité et du consensus. Il se pose donc en défenseur de ce qui avait été déjà réalisé au nom du mouvement révolutionnaire, et à partir de cette position accuse les adversaires du FSN de mettre en péril ses acquis, car leurs revendications sont vues comme le signe d'une volonté de déstabilisation.

Par ce biais une véritable politique de l'oubli peut être argumentée, politique exemplifiée par le déroulement du procès des proches de Nicolae Ceaușescu, qui ne s'arrête pas sur les réalités concrètes du régime antérieur et n'aboutit à aucune condamnation des répressions d'avant 1989, même si les accusés avaient pu être questionnés sur des moments antérieurs, comme celui de la répression des

---

<sup>59</sup> Il est significatif que le dirigeant de cette institution, Radu Ciuceanu, va finir par s'inscrire en 2000 dans le nostalgique Parti de la Grande Roumanie, tout en restant à la tête de cet institut subordonné à l'Académie Roumaine.

<sup>60</sup> Ion ILIESCU, *Azi*, 18 décembre 1990.

manifestations ouvrières de Brasov en 1987. Finalement, la rapidité du procès<sup>61</sup> et surtout l'énormité de la condamnation pour génocide des anciens membres de la direction du PCR, Tudor Postelnicu, Manea Mănescu, Emil Bobu et Ion Dincă, n'apporteront aucune réponse à ceux qui demandaient la vérité sur le passé communiste. Par contre, la peine de prison à perpétuité infligée en première instance aux lieutenants de Nicolae Ceaușescu était destinée plutôt à légitimer le pouvoir en place qu'à rendre justice<sup>62</sup>.

En plus, cette peine lourde, vue à l'époque comme un geste politique radical, nous rappelle la dualité complémentaire du rapport du FSN au passé. Comme Pavel Câmpeanu l'a observé, les leaders du CC du PCR, jugés en 1990 dans des procès-spectacle, le sont uniquement pour leurs actes de décembre 1989, et « Cette condamnation limitée des leaders signifiait l'absolution sans restriction du régime : il ne pouvait plus être condamné, il ne pouvait pas être jugé non plus »<sup>63</sup>. Autrement dit, le procès du couple Ceaușescu, puis celui de ses proches, ont pour fonction de clore la question du passé communiste, notamment le problème des responsabilités de l'ancienne élite. Finalement, la politique de l'oubli aboutit à achever la définition de l'ancien régime comme étant celui de Nicolae Ceaușescu et par cette opération désidéologise rétrospectivement le régime communiste.

D'autre part, comme on a pu l'observer également pour la déstalinisation de Khrouchtchev, l'accent mis sur la dénonciation du culte de la personnalité à la fonction d'orienter la question de la responsabilité des autres anciens leaders vers les masses, qui sont des complices dans la réalisation de ce culte<sup>64</sup>. C'est, comme on va le montrer, un des arguments du FSN pour solidariser la population autour du nouveau pouvoir et contre les anticomunistes<sup>65</sup>. A cela s'ajoute l'idée que les anciens membres du parti ont souffert de la dictature personnelle autant que le peuple, ce qui permet aux nomenklaturistes de se fondre dans la masse des anciens

<sup>61</sup> ȘTEFĂNESCU, Domnița. *Op. cit.*, p. 51.

<sup>62</sup> En 1996 les condamnés sont tous libres.

<sup>63</sup> CÂMPEANU, Pavel. La Roumanie. Amnésie et expiation. *Etudes*, septembre 1995, tome 383, n° 3, p. 149-159, p. 150.

<sup>64</sup> SMITH, Kathleen E. *Popular Memory and the End of the USSR*. Ithaca et Londres : Cornell University Press, 1996, p. 31.

<sup>65</sup> D'ailleurs la déstalinisation a comme caractéristique une périodisation qui permet la légitimation par la période léniniste et sauve ainsi le système. Ces similitudes avec le cas de la déstalinisation sont significatives, sans devoir aboutir à une équivalence du cas roumain avec celui post-stalinien.

membres du PCR et de prétendre que, eux aussi, font partie des victimes du système. D'ailleurs, en 1990, parmi ceux qu'on réhabilitera en priorité on trouve un bon nombre d'anciens membres de la nomenklatura<sup>66</sup>.

En dépit des demandes de juger les abus du passé, notamment ceux des années 1980, mais aussi et surtout la répression des mouvements de rue de décembre 1989, l'appareil judiciaire, par volonté politique, reste presque immobile. Les enquêtes et procès ouverts après 1996 mettront en lumière cette attitude, même si elles se concentrent sur des cas susceptibles d'être utilisés politiquement. Une conséquence de cette paralysie de la justice sera le renforcement de la demande de décommunisation, car, si les cas individuels apparaissent comme impossibles à juger, on essaie d'imposer une punition collective ; d'autre part, reste présent un sentiment de culpabilité collective, constamment nourri par le FSN, puis par le PDSR.

Le moment critique du rapport du FSN au passé communiste est celui du passage d'une condamnation abstraite des abus du régime aux mesures concrètes liées à la réparation des injustices et à la punition des responsables. La période 1990-1992 ne manque pas de décisions concrètes (compensations pour les anciens prisonniers politiques, restitution partielle des terrains agricoles, certains procès intentés à ceux qui avaient été impliqués dans les répressions de décembre 1989). Pourtant, toutes ces mesures sont partielles, accomplies sous la pression d'une partie de la société, et leur portée symbolique est noyée dans une somme d'autres mesures et réalités en contradiction avec l'idée de rupture avec le passé. Le Front donne l'impression de vouloir rendre superflus certains thèmes de l'opposition ; finalement, par la portée limitée de ses gestes, il obtient un effet inverse à celui escompté : au lieu de clore le thème du retour sur les abus du régime antérieur, il le ravive constamment.

En fin de compte, c'est une rhétorique conservatrice<sup>67</sup> qui caractérise la démarche du FSN, car l'invocation du moment révolutionnaire et de ses résultats arrive à justifier la nécessité de donner la priorité à la stabilité politique, ce qui

---

<sup>66</sup> Dont les signataires de la « Lettre des six », parmi lesquels Alexandru Bîrlădeanu, Siliviu Brucan, C. Mănescu, C. Pîrvulescu, et, en plus, Ion Iliescu.

<sup>67</sup> Dans le sens de la conservation de certaines réalités socio-économiques et politiques spécifiques à la période communiste.

aboutira, comme on va le montrer plus bas, à la contestation du droit de l'opposition de se manifester. Cette stabilité apparaît au FSN comme étant une des conditions nécessaires à la réconciliation nationale, impossible sans un rapport au passé totalitaire qui mette l'accent sur la nécessité de l'oubli. Ainsi, le cercle vertueux de ce qui se constitue en une politique de l'oubli est fermé, la Révolution étant vue comme ressource d'une politique qui veut faire table rase non pas du passé, mais d'une certaine mémoire de ce passé.

Pierre Ansart observe la capacité du pouvoir politique d'arriver à une « éducation silencieuse »<sup>68</sup> par la gestion attentive de son potentiel symbolique. Pour le cas roumain, Lucian Boia parle d'une « méthodologie de l'oubli »<sup>69</sup> de la part du pouvoir postcommuniste roumain et observe une stratégie complémentaire de l'oubli, qui se concentre sur l'idée que « quelque chose s'est passé... les individus ont travaillé, créé »<sup>70</sup>, donc la politique de l'oubli est compatible avec le discours sur les réalisations du régime antérieur, opérant ainsi une sélection qui aboutit à une vision positive du passé récent.

La principale modalité que le Front utilise pour neutraliser le discours anticomuniste était le discours sur la culpabilisation de certaines catégories. En 1990, un des leaders du FSN, Claudiu Iordache, prend la défense du directeur de la revue *România Mare*, qui avait été exclu de l'Union des écrivains, avec cet argument que :

Environ trois quarts des écrivains ont collaboré, directement ou indirectement, avec Ceașescu [...] donc tous ont été, sous la menace, les serviteurs de Ceașescu.<sup>71</sup>

Dans la même logique le directeur du Service Roumain de Renseignements présentait l'ouverture des dossiers de la Securitate comme un danger pour tous les Roumains<sup>72</sup>.

---

<sup>68</sup> ANSART, Pierre. *La gestion des passions politiques*. Lausanne : L'Age de l'Homme, 1983, p. 80-82.

<sup>69</sup> BOIA, Lucian. *Istorie și mit în conștiința românească* [Histoire et mythe dans la conscience roumaine]. Bucarest : Humanitas, 1997, p.183 et p.186.

<sup>70</sup> *Ibidem*.

<sup>71</sup> *Azi*, 2 octobre 1990.

La politique de l'oubli est rendue possible par une forme de culpabilisation collective qui ne peut être compréhensible qu'en relation avec le rapport du Front à l'opposition. Le FSN prétend que c'est l'opposition qui pense dans les termes d'une culpabilité collective et surtout d'une culpabilité qui vise la majorité de la population, car veut punir tous les anciens collaborateurs de l'Etat communiste. Quand on connaît la proximité entre l'Etat totalitaire et ses citoyens, qui ont besoin de cet Etat pour les nécessités les plus élémentaires, on comprend que le sentiment de culpabilisation et, du coup, de peur d'une répression de la part des partis dirigés par les anciens détenus politiques puisse apparaître comme crédible.

En ce sens, juste avant les élections de 1990, le quotidien du FSN publie un article sur « La tentation et l'illusion de la revanche »<sup>73</sup> :

Sous le masque de l'anticommunisme, ils en veulent aux masses, aux producteurs directs des biens matériels. Les moyens d'action qui semblent avoir été mis au point lors d'une séance du 8 avril d'un des partis historiques sont illégaux : de l'argent, de l'alcool, des narcotiques, des matraques passés d'une voiture à l'autre.<sup>74</sup>

La même rhétorique est présente après les élections, quand la publication du FSN suggère la nécessité de mettre hors la loi ces partis dans un « Avertissement »<sup>75</sup> :

Il faut ouvrir l'abcès du complot, de la haine, de la revanche. Ce type d'opération est nécessaire, peu importe s'il va être douloureux pour certaines personnes, groupes ou partis. On ne peut pas bâtir une nouvelle Roumanie sur des moitiés de vérité.<sup>76</sup>

Ces articles montrent aussi que la construction de l'image d'une opposition extrémiste va de pair avec la tentative de transformer les partis qui se déclarent

---

<sup>72</sup> Virgil MĂGUREANU, Présentation du rapport du Service Roumain de Renseignements au Parlement, *Azi*, 24 novembre 1990.

<sup>73</sup> *Azi*, 18 mai 1990.

<sup>74</sup> *Ibidem*.

<sup>75</sup> *Azi*, 4 juillet 1990.

<sup>76</sup> *Ibidem*.

anticommunistes en instruments des anciennes classes privilégiées de la période pré-communiste, les boyards et les bourgeois. Dans cette logique, l'opposition est animée par des sentiments de revanche, de frustration et même de haine : on parle de la « haine animale »<sup>77</sup> des manifestants de la Place de l'Université, qui ont voulu « une guerre civile »<sup>78</sup>. La signification de cette rhétorique devient plus évidente après les événements du 13-15 juin 1990, quand le pouvoir nouvellement élu s'est attaqué, par l'intermédiaire des mineurs, aux partis d'opposition et à la presse indépendante<sup>79</sup>.

Si les véritables ressorts des manifestations contre le FSN sont contraires à l'intérêt national, il est facile de renverser leur propos et de considérer que ce que dénoncent les manifestants est digne d'être défendu : « A bas Iliescu » et « A bas la Securitate » sont des slogans soutenus par les « légionnaires »<sup>80</sup>. Cette dénonciation équivalente des deux slogans permet à l'auteur d'aller plus loin dans sa défense des anciennes institutions visées par le texte de la Proclamation de Timișoara<sup>81</sup> :

On veut éliminer de la scène politique le FSN, et écarter Ion Iliescu de la candidature présidentielle. On veut culpabiliser, donc intimider, des catégories sociales entières, les anciens membres du parti et les anciens officiers de la Securitate, indifféremment de ce qu'ils auront fait auparavant, même s'ils ont été des dissidents.<sup>82</sup>

On observe que l'équivalence entre les attaques contre le président Ion Iliescu et celles contre l'ancienne police politique ouvre la voie à une équivalence entre les simples membres du PCR (même si la Proclamation de Timișoara parle uniquement des apparatchiks rémunérés de l'ancien parti unique), et les officiers de

---

<sup>77</sup> DUICĂ, Constantin, « Au vrut război civil » [Ils ont voulu une guerre civile], *Dimineața*, 12 juin 1990, p. 3

<sup>78</sup> *Ibidem*.

<sup>79</sup> Pour une description détaillée de ces moments voir BERINDEI Mihnea, COLOMBES Adriana Colombes, PLANCHE Anne. *Roumanie: le livre blanc. La réalité d'un mouvement néocommuniste*, Paris : La Découverte, 1990.

<sup>80</sup> MUREȘAN, Valentin, « Proclamația de la Timișoara, o interpretare » [La Proclamation de Timișoara, une interprétation], *Azi*, 14 avril, 1990, p. 3.

<sup>81</sup> Voir le texte de la Proclamation dans l'Annexe.

<sup>82</sup> *Azi*, 14 avril, 1990.

la Securitate. Le but de l'article est donc de défendre ces derniers en utilisant les arguments qui sont en la faveur des membres ordinaires :

Mais pourquoi est-ce qu'on fait cela ? C'est simple : dans les rangs du parti sont d'habitude entrés les meilleurs spécialistes du pays, des ouvriers aux académiciens.<sup>83</sup>

Et l'auteur conclut que :

Le calcul caché est clair : l'intense propagande du Parti national-paysan chrétien et démocrate & C<sup>ie</sup> contre la Securitate vise à laisser le pays sans système de défense contre l'invasion étrangère, l'espionnage, les légionnaires et les intérêts de divers groupes.<sup>84</sup>

Cette confusion ressort aussi de la réaction devant le texte lancé à Timișoara d'un des dirigeants du FSN, le futur Premier ministre Adrian Năstase<sup>85</sup>, qui s'insurge contre la volonté de « punir de larges catégories d'individus, sans tenir compte de leur responsabilité personnelle »<sup>86</sup> et entretient la confusion entre apparatchiks de l'ancien régime et simple membres du parti communiste qui seraient les « ennemis » de l'opposition<sup>87</sup>.

Quand l'un des dirigeants du Front, Ioan Aurel Stoica<sup>88</sup>, souligne que « l'important, c'est ce que l'on a fait, et non ce que l'on a été »<sup>89</sup> – et cette phrase était caractéristique pour les membres de ce mouvement politique<sup>90</sup> –, il ne s'oppose pas uniquement à la décommunisation voulue par l'opposition, mais aussi à toute forme d'évaluation des hommes politiques qui tiendrait compte de leurs

---

<sup>83</sup> *Ibidem.*

<sup>84</sup> *Ibidem.*

<sup>85</sup> Premier ministre et président du Parti Social Démocrate (PSD) pendant la période 2001-2004.

<sup>86</sup> NĂSTASE, Adrian, « Nevoia de adversar ? » [Le besoin d'ennemi?], *Azi*, 19 avril 1990, p. 1.

<sup>87</sup> *Ibidem.*

<sup>88</sup> Ioan Aurel Stoica (né en 1943), secrétaire du Comité Central de l'Union des Jeunesses Communistes (février 1971-novembre 1975), vice-Premier ministre (mars-juin 1990), ministre de la Qualité de la vie et la protection sociale (juin 1990-février 1991), ministre pour la Relation avec le Parlement (octobre 1991-novembre 1992), président exécutif du FSN (mars 1991-mars 1992).

<sup>89</sup> STOICA, Ion Aurel, Intervention à Convention Nationale du FSN, *Azi*, 19 mars 1991.

<sup>90</sup> Déjà en janvier 1990 Ion Iliescu déclare que « Nous condamnons le parti comme structure et méthode de gouvernement, en ce qui concerne les hommes chacun doit être jugé selon ses faits et son comportement » Discours du président du CFSN à la Radiodiffusion Roumaine Libre, *Monitorul Oficial al României*, 27 janvier 1990, p. 1-3, p. 2.

fonctions avant 1989. Mais si la seule façon de savoir ce qu'un politicien a fait avant 1989 suppose de connaître ses fonctions antérieures, les deux termes de la phrase, *ce que l'on a fait*, respectivement *ce que l'on a été*, apparaissent comme indissociables, sauf si le passé communiste ne devait plus peser sur la transition, mais alors même *ce que l'on a fait* ne devrait plus être invoqué comme un argument politique. Pourtant, le modèle de rapport au passé que propose le FSN n'est pas, de ce point de vue, similaire par exemple au pacte espagnol ou polonais, car non seulement il n'y a ni négociation ni pacte, mais, comme nous allons le montrer plus bas, le Front n'hésite pas à s'attaquer au passé communiste de ses adversaires.

Pendant les travaux de l'Assemblée Constituante, les tentatives pour inscrire dans le texte de la Constitution une formule de condamnation du régime antérieur sont repoussées par la majorité : « Il ne faut pas perdre de temps avec le passé »<sup>91</sup>, « Il n'est pas de la dignité de la Constituante de s'arrêter sur l'année 1948 »<sup>92</sup> et surtout :

Allez, ne faites pas référence au passé récent, quand le clan  
Ceașescu a fait ce qu'il a fait et que nous savons tous ce qu'il a fait.<sup>93</sup>

Ces interventions sont exemplaires pour une attitude à l'égard de la question du passé communiste qui consiste à nier la nécessité d'un discours sur ce passé qui dépasserait la simple évocation abstraite. Cette tentative de « déjouer la mémoire »<sup>94</sup> ou d'utiliser « l'allusion occultante »<sup>95</sup> renvoie à l'attitude envers le passé récent spécifique de la période de la déstalinisation, quand une forme de libéralisation se fit avec le prix de l'oubli l'interdit antérieur ; on fait comme si rien ne s'était passé ou on souligne le très faible intérêt que peut avoir pour notre futur

<sup>91</sup> Valeriu PESCARU (FSN) in IONCICA, Dumitru (éds.). *Geneza Constitutiei României 1991. Lucrarile Adunarii Constituante* [La genèse de la Constitution Roumaine 1991. Les travaux de l'Assemblée Constituante]. Bucarest : Monitorul Oficial, 1998, p.74.

<sup>92</sup> Gheorghe DUMITRAȘCU (FSN) in IONCICA, Dumitru (éd.). *op. cit.*, p. 360.

<sup>93</sup> Ioan MURARU, en tant que représentant de la Commission d'élaboration de la Constitution, in *Ibidem*, p. 197.

<sup>94</sup> Il s'agit du procédé par lequel on veut faire allusion à un sujet justement pour le clore : « Il s'agit de faits sur lesquels il n'y a pas lieu à s'attarder : ils sont bien connus, la cause a été entendue », MALAMOUD, Charles, « Mais maintenant je veux dire autre chose. Note sur le post-stalinisme », *Le Genre Humain*, octobre 1988, p. 45-54, p. 46.



ce passé. Cette similitude rappelle à la fois l'influence des continuités au niveau de l'élite politique et l'absence d'une véritable déstalinisation du Parti Communiste Roumain.

Comme nous l'avons déjà montré, ce type de rapport au passé comprend une condamnation des abus du régime antérieur, mais souligne aussi son côté positif. La question est cependant de savoir si, quand on parle d'*abus* ou d'*excès* – expressions qui caractérisent la rhétorique du FSN –, on ne s'installe pas dans cette logique de la déstalinisation. Ce qui ne veut pas dire que le changement de régime est mis en cause, mais que l'attitude envers le passé se situe dans le cadre d'une forme de continuité de la culture politique du PCR.

Quand une partie des intellectuels indépendants se réunissent dans l'Alliance Civique, l'organe du FSN considère qu'il s'agit d'une « menace contre la démocratie de la part de l'extrême droite »<sup>96</sup> et annonce que, selon le programme de l'Alliance Civique, les victimes seront :

Les communistes, mais aussi beaucoup d'autres catégories de gens qui ont soutenu les communistes [...] 90% des membres de la société.<sup>97</sup>

Et même on annonce que l'opposition veut un régime « compatible avec ce que notre pays a eu entre septembre 1940 et janvier 1941 »<sup>98</sup>, donc avec la période pendant laquelle l'extrême droite participe au gouvernement. Cet article montre comment le FSN construit, de longs mois après les élections du 20 mai, le danger imminent pour la société que représenterait l'opposition anticomuniste, en exagérant la portée des propositions sur la décommunisation. C'est par réaction à une culpabilisation qui n'existe pas sous les formes décrites par le FSN qu'on construit le discours de culpabilisation générale qu'on prétend dénoncer. Autrement dit, le FSN pratique une culpabilisation indirecte, en prêtant à ses adversaires un type de discours qui lui sert à plusieurs égards. Le Front cherche non seulement à

---

<sup>96</sup> Pour Mircea POENARU « Notre régime politique est accusé de ne pas être démocratique par l'extrême droite », *Azi*, 19 décembre 1990, p. 1.

<sup>97</sup> *Ibidem*.

<sup>98</sup> *Ibidem*.

fédérer autour de lui ceux que devraient se sentir menacés, mais démontre aussi l'illégitimité de toute demande visant à des réparations ou à la décommunisation.

De manière plus générale, dans la rhétorique du FSN la réaction à l'usage politique que font du passé communiste les « partis historiques » n'est pas une simple critique des thèses anticomunistes. Par la critique d'un type de discours qui en fait n'existe pas, le FSN ne défend pas directement le passé communiste, mais disqualifie le droit de ces opposants de s'exprimer contre ce passé, parce qu'ils étaient eux-mêmes d'anciens communistes, ou parce qu'ils seraient menés par une sorte d'hystérie de classe contre la société entière, accusée d'avoir fait corps commun avec le régime communiste.

Elargie aux membres du Parti communiste, et même à la société toute entière, l'idée même de culpabilité est compromise, et les intentions des partis qui soutenaient la Proclamation de Timișoara sont regardées avec suspicion.

D'autre part, l'héroïsation du comportement du peuple avant 1989 fait que le FSN apporte une bonne conscience collective et amorce ainsi un début de mythologie du comportement collectif pendant le régime communiste. Ion Iliescu esquissera en 1991 devant le Parlement les principaux traits de cette mythologie de la résistance populaire :

La vérité est que la révolte contre le régime totalitaire et la volonté de changement étaient unanimes, qu'elles se manifestaient sous diverses formes, non seulement par l'expression publique de certains dissidents ou par certaines tentatives de coaguler des structures pour écarter le dictateur, mais, *d'abord, par une résistance organique, silencieuse* et profonde, présente dans toutes les couches sociales, comme une permanence de notre vie de tous les jours. Sans cette action lente, qui a duré des années, l'écroulement du régime totalitaire n'aurait pas été possible.<sup>99</sup>

L'anticommunisme de la société roumaine pendant la dictature était donc silencieux, à l'image du rapport du FSN à ce même passé. L'authentique

---

<sup>99</sup> ILIESCU, Ion. « Discurs în fața Parlamentului. Decembrie 1991 » (Discours face au Parlement, décembre 1991). *Momente ...* tome III, cit. , p. 113-127, p. 117.

anticommunisme n'est donc pas celui des « partis historiques », mais celui du FSN en tant que représentant de cette majorité qui a résisté en silence avant 1989 ; un silence, semble-t-il, efficace, puisque le régime s'est écroulé. Ce raisonnement est donc une projection dans le passé de l'impératif d'une politique de l'oubli, oubli d'un passé qui offre ainsi des arguments en faveur du silence d'aujourd'hui et contre les partisans d'une mémoire anticomuniste et politisée.

La culpabilisation indirecte n'est donc pas incompatible avec l'héroïsation explicite du comportement des Roumains avant 1989 : les deux se nourrissent mutuellement. Le FSN dénonce l'appel à la tradition pré-communiste, à la revanche sur les anciens communistes, et veut s'identifier avec l'héroïsme collectif d'avant 1989. La culpabilisation des Roumains, de même que leur héroïsme, apparaissent comme des créations discursives qui devraient légitimer l'impératif de l'oubli.

L'idée du point zéro est le résultat d'une logique qui part de la volonté d'éviter tout débat sur le passé communiste, notamment sur le passé personnel des hommes politiques. La politique de l'oubli tente d'enlever le capital politique potentiel des dissidents et des victimes de la répression, mais les conséquences vont au-delà, car c'est l'ensemble des demandes de réparation des injustices du passé qui est présenté comme un danger pour ceux qui soutiennent le FSN.

Comme l'observe Lucian Boia, pour les dirigeants du Front « Le communisme n'a pas existé ! Il faut en tout cas agir comme s'il n'avait pas existé »<sup>100</sup>, et toutes les tentatives de produire des discours historiques sur le passé communiste sont vues comme des démarches politiques et condamnées par le président Ion Iliescu :

Un des plus dangereux phénomènes postrévolutionnaires consiste à politiser excessivement les institutions culturelles et scientifiques, l'enseignement et les milieux de l'éducation, en reprenant des attitudes exclusivistes et intolérantes de l'arsenal d'une époque ancienne.<sup>101</sup>

---

<sup>100</sup> BOIA, Lucian. *Istorie și mit ...cit.* , p. 183 et p. 186.

<sup>101</sup> ILIESCU, Ion. « Discours face au Parlement, décembre 1991 ». *Op. cit.* , p. 124.

Si la politisation du passé par les anticomunistes, que dénonce le FSN, est une réalité, son invocation est surtout un alibi à la faveur de l'oubli, qui n'est donc pas une simple tactique pour le pouvoir en place mais, comme le PDSR le montrera en accentuant cette dimension, a une valeur identitaire pour le courant politique gravitant autour de la personnalité de Ion Iliescu.

### **III. Comment répond le FSN aux accusations de *néocommunisme* ?**

Nous avons déjà vu que, pendant les premiers mois postrévolutionnaires, quand le FSN paraît n'avoir pas d'adversaire, c'est par opposition à son rapport au passé communiste que se cristallisent les premiers mouvements civiques et politiques indépendants du pouvoir étatique. Ce que l'on reprochait au nouveau pouvoir, c'était, d'une part, ses ambiguïtés dans son rapport à l'ancien régime et sa complaisance vis-à-vis de l'ancienne élite politique et, d'autre part, ce qui était vu comme une tentative pour faire du FSN un nouveau parti-Etat.

Dès la fin de janvier 1990, le rapport au passé n'est pas concevable en dehors de cette double critique, à laquelle il y a une double réponse : premièrement, le FSN met l'accent sur son rôle en 1989, qu'il présente comme l'argument irréprouvable de sa volonté de changement. Deuxièmement, le Front veut montrer que cette nécessité du changement ne peut pas justifier la volonté de nier systématiquement les réalisations de l'ancien régime, ce qui rendrait légitimes les premières décisions du CFSN en ce qui concerne la continuité de nombreuses institutions de l'Etat.

La principale demande de l'opposition civique était, avant tout, *la vérité* sur les violences et le déroulement des événements de décembre, mais aussi sur l'ensemble du régime communiste. Pour l'opposition, l'attitude ambiguë par rapport à ce passé, aux anciens dignitaires et à l'ancienne police politique, contredisait la version d'un FSN révolutionnaire.

D'autre part, la position du FSN rendait la réponse inévitablement redondante, car le sens même du parti découlait de la version officielle : le FSN était l'émanation des révolutionnaires. Cette réponse rendait inutile tout

questionnement sur le rapport avec le PCR, parce qu'elle supposait qu'il n'existait aucun rapport structurel ou idéologique entre le PCR et le FSN.

Au fond, l'opposition reproche surtout ce qu'elle perçoit comme une incohérence du Front entre sa légitimation révolutionnaire et son attitude compréhensive vis-à-vis des hommes et des institutions du régime communiste. Le FSN se défend en expliquant que cette attitude compréhensive est précisément le résultat de la position de ces institutions et hommes envers la Révolution. En effet, il n'y a pas d'incohérence, mais un rapport de justification réciproque, donc de complémentarité, entre les deux rapports au régime antérieur qui se retrouvent simultanément dans le discours du FSN.

### **III.A. Ion Iliescu fixe le cadre de la réponse**

Le ton du rapport à l'opposition naissante est donné en janvier 1990 par Ion Iliescu dans un message qui défendait la décision du FSN de participer aux élections. Il convient de remarquer la place importante qu'occupent dans ce texte les précisions du rapport du Front aux anciens membres du PCR –réponse directe aux objections qu'avait soulevées à l'époque la présence d'anciens hauts dignitaires communistes dans les structures du nouveau pouvoir. Ce discours est important parce que c'est le premier discours officiel, depuis le 22 décembre, qui fasse directement référence à l'ancien parti unique:

On nous fait des reproches quant à la présence, dans le Conseil du Front, d'anciens membres du parti communiste. On sait que le parti communiste comptait presque quatre millions de membres. Parmi eux et parmi les anciens activistes, même ceux qui avaient des responsabilités importantes, se trouvaient des gens qui non seulement ne se sont pas identifiés avec la dictature de Ceaușescu et avec ses méthodes, mais qui ont eu une certaine attitude et se sont efforcés de sauver ce qui pouvait l'être, faisant l'objet de mesures de répression et de marginalisation.

Entre ceux qui sont tombés dans les luttes pour le renversement de la dictature se trouvaient aussi des communistes. Et des membres de

l'Union des Jeunesses Communistes. En conséquence, nous condamnons le parti comme structure et ses méthodes de gouvernement ; en ce qui concerne les hommes, chacun doit être jugé selon ses actes et son comportement.<sup>102</sup>

Observons d'abord le glissement qui va des anciens membres du PCR, dont la présence dans les structures du nouveau pouvoir n'était contestée par personne, aux activistes de l'ancien parti unique. L'accomplissement de cette confusion est l'évocation de l'Union des Jeunesses Communistes, dont on devenait automatiquement membre à l'âge de 14 ans. Ce raisonnement, qui deviendra la doctrine officielle du FSN, justifie la présence dans le premier gouvernement postcommuniste d'anciens ministres de Nicolae Ceaușescu tout en invoquant les victimes des répressions de décembre, notamment les jeunes.

Cette méthode renverse donc le discours de l'opposition par l'intermédiaire d'une confusion que rend compréhensible la nature même de la transformation de décembre 1989 en la vision des dirigeants postcommunistes. C'est une révolution sans adversaires, au nom de laquelle les acteurs de l'ancien régime qui font partie du FSN ne peuvent pas être culpabilisés ; au contraire, ils retrouvent une nouvelle légitimité.

Une autre confusion est celle entre les membres d'organisations comme le PCR et surtout l'Union des Jeunesses Communistes, dont Ion Iliescu avait d'ailleurs été le dirigeant<sup>103</sup>, et ceux qui sont appelés « des communistes » ; le leader du FSN élargit ainsi le cercle des « communistes », visés par les critiques de l'opposition. En plus, la condamnation limitée du parti unique « comme structure et comme méthode de gouvernement » laisse en ombre la question de la condamnation de l'idéologie de l'ancien parti unique.

Le chef de l'Etat et du FSN, qui vise à éviter une certaine dérive de la contestation, a un message qui est, avant tout, un plaidoyer non pas en faveur d'autres anciens hauts dignitaires du parti unique, mais d'Iliescu lui-même:

---

<sup>102</sup> Discours du président du CFSN à la Radiodiffusion Roumaine Libre, *Monitorul Oficial al României*, 27 janvier 1990, p. 1-3, p. 2.

<sup>103</sup> Entre 1968 et 1971.

En ce qui me concerne, je n'ai rien à me reprocher. J'ai été une personne publique et je suis connu par de nombreuses personnes à travers le pays. Je suis fils de cheminot, d'un ancien militant syndical et du parti communiste en illégalité, qui a connu le régime de répression politique des années 30 et la cruauté de la *Siguranță* [la Sûreté], l'appareil de répression de ces années-là. Mon père a été prisonnier à Jilava, dans les camps de Călărași et de Târgu-Jiu, créés d'ailleurs en 1940, du temps de la dictature du roi Carol II.

Moi-même, à l'âge de 12 ans, en 1942, j'ai été arrêté par la *Siguranță* et interrogé sur l'activité illégale de ma mère. Comme élève et étudiant, j'ai été actif dans le mouvement de la jeunesse [...] et président de l'Association des Etudiants Communistes entre 1956 et 1959, premier-secrétaire de l'Union des Jeunesses Communistes entre 1968 et 1971. En 1971, étant entré en conflit avec Nicolae Ceaușescu [...] j'ai été marginalisé et surveillé en permanence par la Securitate.<sup>104</sup>

Ce discours est le premier discours de Ion Iliescu en tant que chef d'un parti politique, ce qui rend encore plus intéressante cette courte autobiographie politique qui devait dorénavant rendre inefficace toute contestation du président du FSN sur la question de son passé.

Il vise d'abord à justifier son activité dans le mouvement communiste par la souffrance de ses parents dans la lutte contre les régimes d'avant 1944, répressifs par rapport au parti communiste. Un passé, celui de ses parents, justifie donc un autre passé, celui du dirigeant du Front. D'ailleurs cette justification implique une lecture critique du régime d'avant l'instauration du communisme, largement propagée par l'historiographie d'avant 1989, et qui sera, comme nous allons le montrer plus bas, au centre de l'image que la presse proche du FSN forgera des « partis historiques » qui se réclament d'une tradition remontant à cette période.

Ensuite Ion Iliescu inscrit son rapport avec Nicolae Ceaușescu non pas dans les termes dissident vs leader, mais en termes de rivalité personnelle. Il se présente, au fond, comme un activiste modèle, en contraste avec l'anti-modèle incarné par l'ancien secrétaire général du PCR. D'une part, « l'attitude ouverte », d'autre part, « le dogmatisme » ; en fait, le rapport est celui entre compétence et incompétence,

---

<sup>104</sup> *Ibidem*, p. 2, 3.

terrain sur lequel Ion Iliescu veut se différencier à la fois de l'ancien dictateur et de ses contestataires, intellectuels et membres des « partis historiques ». Cette compétence est précisément le monopole de ceux qui sont contestés par les anticomunistes car :

Les anciens activistes, même ceux qui avaient des responsabilités importantes, [étaient] des gens qui non seulement ne se sont pas identifiés avec la dictature de Ceașescu et avec ses méthodes, mais qui ont eu une certaine attitude et se sont efforcés de sauver ce qui pouvait l'être, faisant l'objet de mesures de répression et de marginalisation.<sup>105</sup>

On reconnaît dans cette description le cas de Ion Iliescu lui-même qui, par l'intermédiaire de ce procédé, permet aux anciens activistes de se forger a posteriori un passé de dissident. Ce qui est d'autant plus valorisant que le président du CFSN considère aussi que seuls les anciens activistes étaient dans une position qui les rendaient capables « de sauver ce qui pouvait l'être »<sup>106</sup>. D'ailleurs, l'organe du Front fait même une distinction entre les dissidents reconnus et une résistance moins connue mais plus efficace, dont l'exemple de courage est Ion Iliescu :

Pendant le communisme, il y a eu une forte résistance, moins de la part de la bourgeoisie que de la part de forces sociales à caractère populaire [...] comme les paysans, les intellectuels et les ouvriers.<sup>107</sup>

Enfin, les oublis de cette autobiographie sont significatifs, d'autant plus qu'ils deviendront récurrents dans les présentations que Ion Iliescu fera ultérieurement de son passé politique. Ils concernent notamment sa présence à Moscou et à Prague dans le mouvement prosoviétique international, au début des années soixante, sa plus importante position politique de secrétaire du Comité Central du PCR chargé des questions idéologiques, mais aussi sa présence au Comité Central jusqu'en 1981, quand il est exclu. La marginalisation était donc

---

<sup>105</sup> *Ibidem*, p. 3.

<sup>106</sup> *Ibidem*, p. 2.

<sup>107</sup> BADEA, Marin, « Dizidență și rezistență » [Dissidence et résistance], *Azi*, 16 août 1990, p. 1, 3.



véritable, mais Ion Iliescu veut minimiser sa position dans l'ancien parti unique jusqu'au début des années quatre-vingt. L'opposition de Ion Iliescu à la dictature sera constamment exagérée par les médias qui le soutiennent, pour relativiser les révélations de ses détracteurs sur cette question<sup>108</sup>. Ce texte annonce la double réponse que le FSN prépare aux anticomunistes : il s'agit, tout d'abord, de ridiculiser les accusations de *néocommunisme* ; ensuite, de mettre en cause le passé communiste de ses opposants.

### III.B. La critique du passé communiste du Front

En répondant à une question sur les motifs pour lesquels il a choisi de rejoindre le FSN, Adrian Năstase, qui après les élections du 20 mai va devenir ministre des Affaires Etrangères, répond que :

A la différence d'autres partis, le Front est une structure qui n'existait pas avant 1989.<sup>109</sup>

Ce qui impliquait le rejet de l'idée qu'il existerait une continuité entre le FSN et l'ancien parti unique. En même temps l'un des premiers décrets de janvier 1990 prévoit, dans le cadre d'une d'amnistie plus large :

L'amnistie des infractions politiques prévues dans le Code Pénal et les lois spéciales qui ont eu lieu après le 30 décembre 1947.<sup>110</sup>

Ce qui peut être un argument pour Adrian Năstase pour lequel c'est le Front qui « a réalisé la rupture avec le système communiste et son idéologie »<sup>111</sup>, donc l'anticommunisme de ses adversaires n'a aucun sens.

En fait, pour le Front il y a deux anticommunismes, celui du FSN, découlant de l'invocation du moment révolutionnaire, et celui de l'opposition, par

<sup>108</sup> Ion Iliescu n'avait jamais pris une position publique critique à l'égard du régime d'avant 1989.

<sup>109</sup> Adrian NĂSTASE, *Azi*, 11 mai 1990, p. 3.

<sup>110</sup> Décret-loi n° 3, *Monitorul Oficial al României*, 4 janvier 1990.

<sup>111</sup> Adrian NĂSTASE, *Azi*, 19 avril 1990.

essence démolisseur, ce qui rappelle la distinction faite dans le contexte soviétique entre une déstalinisation constructive et une déstalinisation destructive<sup>112</sup>.

D'abord, le Front revendique la paternité de tous les changements intervenus après le 22 décembre 1989 : « Le FSN est celui qui a déclenché la destruction des structures de l'ancien régime »<sup>113</sup>, ce qui peut légitimer l'idée de passage à une nouvelle étape du processus révolutionnaire :

En restant toujours vigilants contre tous ceux qui tenteraient d'enrayer le processus de la renaissance du pays, nous devons nous concentrer sur les objectifs constructifs de la révolution.<sup>114</sup>

Cette « nouvelle étape du processus révolutionnaire » est « constructive », car elle s'oppose à une vision plus radicale qui voudrait poursuivre les changements institutionnels, donc « démolir »<sup>115</sup>.

Dans le premier numéro de la publication officielle du FSN, le quotidien *Azi*, l'éditorial met en avant :

La rupture définitive d'avec l'idéologie communiste et le rapprochement, aussi vite que possible, de l'économie de marché.<sup>116</sup>

Pendant la campagne électorale, le FSN déclare même vouloir mener :

Une politique anticommuniste, d'inspiration social-démocrate, adaptée aux conditions spécifiques de la Roumanie.<sup>117</sup>

Ce type de slogan ne peut pas être lu en faisant abstraction du déroulement à l'époque de la manifestation de la Place de l'Université de Bucarest, qui dénonce le *néocommunisme* du Front, l'apparition de cette dimension anticommuniste du

<sup>112</sup> SMITH, Kathleen E. *Remembering Stalinist...* cit. , p. 31-41.

<sup>113</sup> Ion ILIESCU, Discours à la Conférence nationale du FSN, *Dimineața*, 8 avril 1990.

<sup>114</sup> Discours de Ion ILIESCU à la radio et à la télévision, *Monitorul Oficial al României*, 8 janvier 1990, p. 1-3, p. 1.

<sup>115</sup> Plus bas nous allons montrer la fonction de la rhétorique de la « construction vs destruction » dans le discours du FSN.

<sup>116</sup> Editorial, *Azi*, n° 1, 11 avril 1990, p. 1.

<sup>117</sup> Slogan reproduit sur la première page de *Azi*, 25 avril 1990.

rapport au passé du FSN étant une des conséquences de ce type de contestation. Cette dimension cohabitait avec celle qui, comme nous l'avons vu précédemment, souligne les accomplissements du régime communiste. Mais ces deux dimensions ne peuvent pas être interprétées uniquement comme une simple réponse à l'opposition. La visée électorale explique, certes, ce type de message, mais ne lui enlève pas sa signification la plus importante. Le Front n'était pas si uni qu'il voulait apparaître à l'époque, son anticomunisme n'était pas seulement tactique, mais reflétait aussi l'attitude d'une partie de ses membres ce qui, plus tard, contribuera à sa scission<sup>118</sup>.

En fait, la fonction du discours anticomuniste du FSN était secondaire ; on la retrouve rarement et le plus souvent dans l'organe du parti (ce qui semble confirmer l'observation précédente), tandis qu'elle n'existe pratiquement pas dans les interventions de Ion Iliescu ou dans le principal journal qui soutient le Front, *Adevărul*.

Quand Ion Iliescu souligne que « le retour au communisme n'est plus possible »<sup>119</sup>, c'est pour répondre à une inquiétude qui dépasse la cadre de ceux qui soutiennent l'opposition. D'ailleurs les manifestations anticomunistes sont le plus souvent, comme celle de la Place de l'Université et celle de plusieurs villes de province, indépendantes des « partis historiques »<sup>120</sup>.

D'autre part, le FSN ne pouvait que s'opposer à l'introduction de restrictions politiques visant une politique de lustration, comme ce fut le cas du point 8 de la Proclamation de Timișoara, soutenu par l'opposition, car il aurait pu empêcher Ion Iliescu de participer aux élections. En même temps la loi électorale votée par le CPUN prévoit que :

Ne peuvent pas être élues les personnes qui ont commis des abus dans l'exercice de fonctions politiques, juridiques et administratives, qui ont violé les droits fondamentaux de l'homme et qui

---

<sup>118</sup> Parler « d'anticomunisme » dans ce cas c'est mettre en évidence le contraste entre ce type de discours et celui dominant du FSN jusqu'en 1992.

<sup>119</sup> *Dimineața*, 3 mai 1990, p. 1.

<sup>120</sup> A ce propos GUSSI, Alexandru. Construction et usages politiques d'un lieu de mémoire. La Place de l'Université de Bucarest. *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, Vol. II, n° 4, décembre 2002, p. 1057-1091, p. 1060-1072.

ont organisé ou ont été les instruments de la répression dans le cadre de la Securitate, de l'ancienne police et de la milice.<sup>121</sup>

Pourtant, personne ne sera invalidé selon ce critère, d'ailleurs aucun mécanisme de vérification et de sanction n'était prévu. En somme, cet article montre une volonté de se délimiter des abus de l'ancien régime, ce qui suppose l'absence sur les listes électorales des participants notoires à la répression, mais aussi les limites de la volonté d'aller plus loin dans la recherche des principaux responsables.

L'organe du FSN met l'accent sur « Les conflits de I. Iliescu avec le totalitarisme *ceaușiste* »<sup>122</sup>. Dans une biographie publiée juste avant les élections de 1990, on montre la nature du conflit d'Iliescu avec N. Ceaușescu :

Ion Iliescu a été accusé [...] ostracisé, dénigré, marginalisé. A aucun moment il ne faut oublier que Ion Iliescu s'est opposé à la dictature communiste quand celle-ci était à son apogée. La Securitate le surveillait de près, elle l'a soumis à un régime de contrôle strict en cherchant à l'isoler. Le conflit de Ion Iliescu avec N. Ceaușescu n'a pas représenté une séquence, comme tant d'autres, de la lutte pour le pouvoir, caractéristique des régimes totalitaires, mais le début d'une rupture avec une modalité de pensée et avec les pratiques qui sont associés avec ce qui a fait tant de mal à l'humanité – le communisme.<sup>123</sup>

Il sera difficile de trouver une autre biographie de Ion Iliescu dans laquelle on présente dans ces termes le passé dissident de Ion Iliescu. Notons en plus qu'elle est publiée par le quotidien *Dimineața*, qui n'est pas officiellement une publication du FSN, mais qui a toujours été considéré comme la voix officieuse des proches de Ion Iliescu. Si la même *Dimineața* peut titrer, le 20 mai 1990, que Ion Iliescu était un « Havel de la Roumanie »<sup>124</sup>, c'est aussi parce qu'à la fin de la campagne

<sup>121</sup> Décret-loi n° 92 du 14 mars 1990 pour l'élection du parlement et du Président de la Roumanie, *Monitorul Oficial al României*, 18 mars 1990, p. 1-11.

<sup>122</sup> MORARU, V.N., « Conflitele lui Ion Iliescu cu totalitarismul ceaușist » [Les conflits de I. Iliescu avec le totalitarisme *ceaușiste*], *Dimineața*, 12 mai 1990.

<sup>123</sup> Biographie de Ion Iliescu, *Dimineața*, 18 mai 1990.

<sup>124</sup> *Dimineața*, 20 mai 1990.

électorale de 1990 la priorité était de rejeter les accusations de l'opposition sur son passé communiste.

La légitimation révolutionnaire permet au FSN de jouir d'une large liberté de manœuvre, étant donné que, en invoquant son rôle dans la mise en œuvre des changements et dans la stabilisation de la situation en décembre, le Front est d'autant plus crédible dans sa principale promesse électorale : « La tranquillité »<sup>125</sup>. En plus, cette idée du rétablissement de l'ordre fait d'autant moins peur qu'elle vient de la part des artisans de la libération. Ce raisonnement nous rappelle que, dès le 22 décembre, la prétention d'être l'émanation des révolutionnaires avait permis à d'anciens membres de la nomenklatura regroupés autour de Ion Iliescu à la fois de parler au nom de la Révolution et d'en formuler, voire limiter, les buts. Pendant la campagne électorale de 1990, ce processus se reproduit et, au nom d'un consensus autour des objectifs de 1989, le FSN est plébiscité par les Roumains.

La victoire du 20 mai ne peut donc pas être interprétée comme une option pour une certaine attitude à l'égard du passé totalitaire, même si l'écrasante majorité obtenue par le FSN aux élections implique le rejet par les votants de ce qui était vu comme un anticommunisme radical, celui des « partis historiques ». Le FSN ne se présente pas comme un parti du passé, sa victoire ne peut pas être vue comme le signe d'un attachement au passé communiste, mais comme une option en faveur d'un rythme plus modéré des changements.

D'autre part, les pourcentages de Ion Iliescu – 85% dès le premier tour des élections présidentielles – est largement supérieur à celui du FSN, qui était déjà très important, avec 66% des voix, ce qui montre que le passé communiste du leader n'a pas compté négativement dans le choix des électeurs. Au contraire, on a choisi l'expérience. Ainsi, la concentration de l'opposition sur le passé communiste n'a probablement fait qu'augmenter la popularité de Ion Iliescu. En tout cas, le résultat des élections est un vote de blâme pour l'anticommunisme des manifestants de la Place de l'Université et des « partis historiques ».

Les violences du 13-15 juin montreront que le FSN ne veut pas faire de concessions à l'opposition et à la presse indépendante, ce qui confirme l'existence

---

<sup>125</sup> Principal slogan du FSN pendant la campagne électorale.

d'une tentation autoritaire. Pourtant la composition du nouveau gouvernement, dirigé par Petre Roman, qui ne comprend plus qu'un seul ancien membre de l'élite politique d'avant 1989<sup>126</sup>, montre une indéniable volonté de rupture avec la composition du premier gouvernement postcommuniste.

Après les événements de juin, l'écart entre le FSN et les partis anticomunistes apparaît comme plus important que jamais ; en même temps, le Front n'entend pas ignorer la dimension anticomuniste de son discours et l'abandonner à ses adversaires. En ce sens c'est une interprétation nationaliste du passé récent qui commence à s'esquisser. Dans l'organe du FSN on trouve une lecture de type nationaliste du rôle de Ion Iliescu, faite d'ailleurs par Dan Zamfirescu, qui est l'un des représentants du nationalisme<sup>127</sup> promu par le PCR et soutenu intellectuellement par les « protochronistes »<sup>128</sup>.

La Roumanie a été le premier pays qui a aboli le communisme d'une façon radicale et irréversible, par une révolution populaire [...] le nom de Ion Iliescu est lié à tout ce qu'on a fait dans la direction de cette abolition.<sup>129</sup>

Cette primauté chronologique de la Roumanie par rapport aux autres pays est la caractéristique principale des protochronistes ; elle est désormais adaptée au contexte postcommuniste, remplissant la même fonction politique : la promotion des mérites du chef de l'Etat roumain.

D'autre part l'anticommunisme du FSN déclenche une concurrence au niveau des symboles avec les anticomunistes, comme au moment de la constitution de l'Alliance Civique, qui avait choisi pour se lancer la date de 15 novembre, celle de la commémoration des manifestations de Brasov de 1987 ; de son côté, le Conseil Directeur du FSN ne perd pas l'occasion de préciser que :

<sup>126</sup> Victor Stănculescu, l'éminence grise de décembre 1989, reste au ministère de la Défense.

<sup>127</sup> Nous allons comprendre par « nationalisme » un discours utilisé par le FSN, puis par le PDSR et ses alliés dans un sens similaire avec celui du communisme national, voir TISMĂNEANU, Vladimir. *Fantoma...* cit. , p. 75-104.

<sup>128</sup> Les protochronistes essaient de concilier le nationalisme avec la doctrine du parti unique. Pour une analyse de la place du nationalisme dans la définition du régime d'avant 1989 voir VERDERY, Katherine. *Compromis și rezistență* [Compromis et résistance] (tr. de l'anglais) Bucarest : Humanitas, 1994.

<sup>129</sup> ZAMFIRESCU, Dan, « Simbolul Iliescu » [Le symbole Iliescu], *Azi*, 12 septembre 1990, p. 1.

Le FSN accorde une importance particulière au moment de 1987 et organisera à ses sièges des manifestations commémoratives.<sup>130</sup>

Pourtant l'action préconisée par le Front montre que pour celui-ci la question du passé reste marginale, sinon il n'aurait pas décidé d'opposer aux centaines de milliers de participants à la démonstration de l'Alliance Civique de simples réunions à ses sièges.

En même temps, Ion Iliescu peut affirmer, à la fin de 1990, avec une netteté qui ne caractérise pas ses discours plus anciens, que :

Le système communiste totalitaire a été liquidé. C'est nous qui avons initié ce processus, ce qui démontre dans quelle mesure manque de sens et de sérieux les tentatives de répandre le doute et la défiance à notre égard.<sup>131</sup>

Ce type de discours, qui vise à laisser sans objet les critiques de type anticomuniste, fait partie de l'attitude constante du Front à l'égard de ces critiques qui est celle de démentir, sans nuances et en dépit des faits, toute complaisance dans son jugement du régime déchu. Cette situation deviendra récurrente pour le FSN qui reste en pleine dénégation quant à son attitude à l'égard de l'héritage communiste, car son discours ignore toute liaison avec l'ancien parti unique, toute invocation de la relation avec la tradition de l'ancien parti unique restant taboue pour les dirigeants du FSN.

En conséquence, ce rapport du FSN au passé récent rend impossible l'apparition, à l'intérieur de ce parti, d'un discours de réinterprétation critique de la tradition du PCR ; le FSN se borne à transmettre un message qui contient une condamnation rhétorique du communisme, mais une condamnation qui a pour but d'occulter tout débat sur ce passé. Cette position contribue à renforcer la crédibilité des accusations de l'opposition, qui dénonce cet écart entre la condamnation

---

<sup>130</sup> Communiqué du Conseil Directeur du FSN, *Azi*, 15 novembre 1990.

<sup>131</sup> Ion ILIESCU, *Azi*, 18 décembre 1990.

discursive du passé communiste et la promotion d'anciens dignitaires aux plus importantes fonctions dans l'Etat<sup>132</sup>.

En ce sens, Vasile Secăreș<sup>133</sup>, à l'époque un des conseillers du président Ion Iliescu, dénie aux intellectuels le droit de critiquer le pouvoir postcommuniste, leur reprochant de ne pas avoir eu le courage d'être anticomunistes avant 1990 ; il accuse :

La frustration d'une grande partie de l'intellectualité qui vit le moment de la Révolution en pensant qu'avant 1989 elle n'a pas eu le courage de lever sa voix contre le régime.<sup>134</sup>

En plus, la participation des intellectuels critiques à l'égard du FSN à la vie publique postcommuniste est contestée. Invoquant le critère de la représentativité et de la compétence, Vasile Secăreș dénonce :

Le lancement, dans un sens irresponsable, dans le jeu politique, sans aucune forme d'adhérence à la structure, à la réalité du terrain, des évolutions économiques, sociales, politiques.<sup>135</sup>

Une pareille logique devrait légitimer les continuités au niveau de l'élite politique au prix de la projection d'une vision autoritariste sur le postcommunisme. Cette vision n'était en fait qu'une forme plus élaborée de l'attitude envers l'opposition exprimée pendant les violences du 13-15 juin 1990 et résumée par l'idée de démocratie originelle.

---

<sup>132</sup> Comme le président de la République et des deux chambres du Parlement, Alexandru Bîrlădeanu et Dan Mărțian.

<sup>133</sup> Vasile Secăreș (né en 1948) était un des principaux conseillers du chef de l'Etat, ayant rang de ministre (juillet 1990-avril 1991), il était aussi vice-président du Bureau Exécutif du FSN (mars 1991-mars 1992), il devient ensuite conseiller du Premier ministre (1992). Avant 1989 il avait enseigné à l'Académie Ștefan Gheorghiu du Parti Communiste Roumain. Depuis 1990 il devient recteur de l'Ecole Nationale d'Etudes Politiques et Administratives de Bucarest, héritière de l'Académie du PCR.

<sup>134</sup> Entretien avec Vasile SECĂREȘ, chef du département d'analyse politique du Président de la Roumanie *Azi*, 6 février 1991.

<sup>135</sup> *Ibidem*.



En plus, pour Vasile Secăreș, les membres ou proches du FSN ont préparé le changement, donc ils ont à la fois la légitimité morale et la capacité requise pour diriger le pays :

Cette préparation intellectuelle de la Révolution a existé. Deux ou trois ans avant la Révolution, nous avons pris le contrôle de l'Association de Droit International et Relations Internationales. Moi, Eugen Dijmarescu<sup>136</sup>, Ioan Mircea Pașcu<sup>137</sup>, Dan [Ioan] Popescu<sup>138</sup>, Dorel Șandor<sup>139</sup>, Victor Babiuc<sup>140</sup>, Adrian Năstase<sup>141, 142</sup>.

D'ailleurs, Bogdan Baltazar, porte-parole du gouvernement dirigé par Petre Roman, opposera explicitement « la génération des technocrates » aux anciens détenus politiques nommés des « clowns du passé »<sup>143</sup>, et se demandera si « le capital de souffrance accumulé justifie leur extrémisme »<sup>144</sup>. Les technocrates veulent donc mettre en cause le bien-fondé de la tentative des « partis historiques » de convertir la souffrance en capital politique. Cette souffrance n'est donc pas niée,

---

<sup>136</sup> Eugen Dijmărescu (né en 1948) était en 1989 directeur de l'Institut d'Economie Mondiale. Il devient ministre d'Etat, puis ministre de l'Economie et des Finances (juin 1990-octobre 1991), élu député FSN en 1990 et sénateur du même parti en 1992. Ambassadeur au Japon (1994-2000) il va devenir secrétaire d'Etat au ministère des Affaires Etrangères (janvier-décembre 2000), puis conseiller du Premier ministre Adrian Năstase et ministre du Commerce (2002-2004).

<sup>137</sup> Ioan-Mircea Pașcu (né en 1949), était à l'époque conseiller du chef de l'Etat (1990-1992). Avant 1989 il a travaillé à l'Institut d'Etudes historiques et Social-Politiques (1971-1986) et à l'Académie Ștefan Gheorghiu du Parti Communiste. Il devient ensuite secrétaire d'Etat au ministère de la Défense (1992-1996), sénateur PDSR (PSD) (de 1996 à aujourd'hui), porte-parole du PDSR (1997-2000) et enfin ministre de la Défense (décembre 2000- décembre 2004).

<sup>138</sup> Dan-Ioan Popescu (né en 1948) va devenir ministre du Commerce (janvier-décembre 1996), député du PDSR (PSD) de 1996 à aujourd'hui, ministre de l'Industrie (décembre 2000-juin 2003), ministre l'Economie et du Commerce (juin 2003-décembre 2004), vice-président du PDSR, puis du PSD depuis 1995.

<sup>139</sup> Dorel Șandor était à l'époque secrétaire d'Etat du département Structures Socio-Politiques du gouvernement (janvier 1990-décembre 1992). Avant 1989 il avait enseigné à une Ecole de la Securitate.

<sup>140</sup> Victor Babiuc (né en 1938) était, dès 1990, député du Front du Salut National, puis du Parti Démocrate (1992-2000), ministre de la Justice dans le gouvernement dirigé par Petre Roman (juin 1990-octobre 1991), ministre de l'Intérieur dans le gouvernement dirigé par Theodor Stolojan (octobre 1991-novembre 1992) et ministre de la Défense dans plusieurs gouvernements dans la période décembre 1996-décembre 1999.

<sup>141</sup> Adrian Năstase (né en 1950), en 1973 est engagé par le ministère des Affaires Etrangères, ministre des Affaires Etrangères (1990-1992), député FSN (1990-1992), président executif du FDSN (PDSR) (1992-2001), président de la Chambre des députés (1992-1996).

<sup>142</sup> Entretien avec Vasile SECĂREȘ, *Azi*, 6 février 1991.

<sup>143</sup> Bogdan BALTAZAR, *Azi*, 14 mai 1992.

<sup>144</sup> *Ibidem*.

mais neutralisée politiquement par la construction d'un rapport au passé qui prône une distinction nette entre les droits moraux, découlant des abus subis, et la démarche politique, qui suppose des gestes concrets.

Nous devons aussi observer que les dissidents, en général les intellectuels, représentent une rupture moins radicale et moins intrinsèquement polémique avec le passé communiste que les anciens détenus politique des années cinquante. Au fond, les intellectuels font partie de la société socialiste, formés et même reconnus qu'ils sont par elle, tandis que les anciens détenus politiques représentent une altérité absolue par rapport à cette société.

Le discours sur le passé des coalitions civico-politiques de l'Europe centrale rencontre la demande d'un électorat qui, par son vote, agrandit a posteriori l'importance des petits groupes qui s'opposaient avant 1989 au système communiste. En Roumanie, le FSN profite de l'absence d'une dissidence organisée et se présente comme étant le partisan et le représentant à la fois d'un passé utilisable et d'un désir de changement mis en relation avec cette supposée résistance silencieuse.

D'autre part, le souvenir du passé communiste tel qu'il est modélisé par Ion Iliescu et ses proches, comme le montre aussi l'intervention de Vasile Secăreș, nous met en face d'une élite qui joue un jeu double : servir l'Etat mais pas nécessairement le PCR, croire aux idéaux humanistes, d'égalité, sans croire au dogme marxiste-léniniste ou à sa variante revisitée par Nicolae Ceaușescu. Le plus souvent les membres de cette élite ne sont pas des dissidents, mais peuvent s'attribuer des gestes de dissidence et, au fond, ces gestes pouvaient être plus efficaces que les textes envoyés à la Radio Free Europe. De cette façon, ils peuvent condamner la face totalitaire du régime parce qu'ils ne l'ont jamais servie. Mais cette condamnation n'est pas prononcée au nom des impératifs du présent, des valeurs démocratiques, mais du bon sens, des convictions qui les animent à l'époque. Ce qui leur permet de rejeter l'idée de conversion, même d'adaptation, pour se concentrer sur la continuité des trajets personnels. Ce n'est qu'ainsi qu'on peut invoquer la compétence donnée par l'expérience comme avantage comparatif aux élections d'après 1989. Cette condamnation de la dimension totalitaire de l'ancien régime se fait donc à la fois en invoquant et pour préserver une autre

dimension, qui n'est pas liée à la nature du régime, mais à la permanence de l'Etat national.

Nous pouvons donc affirmer que le Front du Salut National se définit implicitement comme héritier non pas du PCR, mais d'un parti idéal, qui existerait depuis longtemps, un parti potentiel qui s'est manifesté en 1989 et représente l'idéal national ; cet idéal ne doit pas être reformulé après 1989, car il a rendu possible le renversement de décembre.

Il ne faut donc pas ignorer la dimension anticomuniste du discours du FSN, qui démontre une volonté de se démarquer de l'ancien parti unique. En même temps, certaines décisions du nouveau pouvoir aboutissent à la décrédibiliser et à confirmer l'existence d'un clivage politique sur la question du passé. Cette frontière sera tellement durable qu'il faudra attendre plus de six ans pour qu'une alliance se forme entre la partie du FSN qui utilise un discours anticomuniste et l'ancienne opposition.

### **III.C. Usages du passé contre l'opposition**

Le rapport au passé de l'opposition anticomuniste sera utilisé par le pouvoir en place pour essayer de transformer les adversaires du Front en adversaires de la démocratie, finalement de l'intérêt national. D'ailleurs les rapports du FSN au passé communiste et à l'opposition sont liés car l'absence dans le discours du Front d'une critique de l'ancienne élite l'incite à trouver ailleurs les adversaires de la démocratisation.

En ce sens, nous pouvons observer une certaine similitude avec le cas de la transition espagnole, quand le nouveau régime utilise une légitimation négative par rapport au régime de Franco, mais ne se construit pas en opposition aux anciens franquistes qui jouent le jeu de la transition démocratique<sup>145</sup>. Il s'agit donc d'une

---

<sup>145</sup> ROS, Salvador Carduso. Politics and the Invention of memory. For a Sociology of Transition to Democracy in Spain. *Disremembering the Dictatorship: The Politics of Memory in the Spanish transition to democracy*. Juan Ramon RESINA (éd.). Amsterdam : Rodopi, 2000, p. 17-28, p. 25.

« mémoire sans adversaires »<sup>146</sup> ; il fallait donc trouver d'autres adversaires que les acteurs de l'ancien régime, ainsi désignera-t-on comme adversaires de la démocratisation les radicaux, ceux qui veulent « rompre avec le passé »<sup>147</sup>. Tout en tenant compte des limites de la comparaison, on va observer que c'est la même tactique que le FSN utilisera, mais avec un succès moins durable, car ses prémisses n'étaient pas les mêmes, l'amnistie n'étant pas le résultat d'un compromis entre les partis politiques, comme dans le cas espagnol, mais la conséquence d'un rapport de forces qui basculera en 1996.

La réaction de la population aux violences du 13 juin 1990 et à leur poursuite par l'arrivée des mineurs à Bucarest est exemplaire pour le résultat de la campagne surdimensionnée des médias proches du FSN contre l'opposition, devenue un véritable bouc émissaire. Comme l'observait Philippe Braud, « une atmosphère de mépris, de haine, entretenue de longue date, conduit à considérer les victimes virtuelles comme n'étant plus protégées pleinement par leur qualité d'être humain »<sup>148</sup>. De ce point de vue, le FSN, du moins pendant les six premiers mois de 1990, a une dimension similaire à celle du parti léniniste, défini par Dominique Colas comme « un dispositif producteur d'hystérie »<sup>149</sup>.

### **1). De l'histoire d'avant l'instauration du régime communiste**

Les principaux partis d'opposition, les « partis historiques », centrent leur discours sur l'idée que la période communiste n'avait été qu'une parenthèse dans l'histoire roumaine. Le FSN va essayer de s'opposer à cette vision : le communisme est désormais dépassé, mais cette période fait partie de l'histoire de la Roumanie, au même titre que le régime d'avant l'instauration du communisme, dont se réclament ses opposants.

---

<sup>146</sup> *Ibidem*.

<sup>147</sup> *Ibidem*.

<sup>148</sup> BRAUD, Philippe. *L'émotion en politique. Problèmes d'analyse*. Paris : Presses de la FNSP, 1996, p. 179.

<sup>149</sup> COLAS, Dominique. *Le léninisme*, Paris : PUF, 1998 (1982), p. 31.

Le régime communiste est couramment mis, dans l'organe du parti, sur le même plan que les régimes antérieurs. Dans la Vallée du Jiu, d'où les mineurs sont plusieurs fois venus à Bucarest :

En 1929, tant de (partis) historiques ont semé la mort [...] ; en 1977, la dictature a supprimé toute forme de résistance.<sup>150</sup>

Et, toujours pour *Azi* :

Une restitutio in integrum n'est plus possible, comme il n'est plus possible qu'en Roumanie perdurent les structures communistes.<sup>151</sup>

Ce parallélisme vise directement à nuire à l'image de la tradition à travers laquelle les « partis historiques » veulent légitimer leur caractère démocratique. Mais une conséquence de cette opération est de relativiser la condamnation du passé totalitaire en la réduisant à la condamnation d'une répression politique récurrente dans l'histoire roumaine.

Les publications du FSN reprennent d'anciennes accusations contre le Parti National Paysan, longuement utilisées par l'historiographie et en général par la propagande communiste, pour peindre dans des couleurs sombres les partis des *bourgeois et des boyards*, selon un terme classique, réutilisé abondamment après 1990. Par exemple, le jour de l'ancienne fête nationale, l'historien Bogdan Murgescu signe dans *Azi* un article dans lequel il observe que le PNP critique la période communiste, mais semble avoir oublié ses propres crimes et répressions contre les ouvriers commis pendant l'entre-deux-guerres à Lupeni et Grivița.<sup>152</sup> Dans la même logique, un autre historien proche de Ion Iliescu, Ioan Scurtu, nie le caractère démocratique du régime de l'entre-deux-guerres, ce qui devrait entraîner

---

<sup>150</sup> Editorial signé par la rédaction, *Azi*, 22 avril 1990, p. 1.

<sup>151</sup> *Azi*, 19 avril, p. 3.

<sup>152</sup> MURGESCU, Bogdan, « Campania electorală și aservirea istoriei » [La campagne électorale et l'asservissement de l'histoire], *Azi*, 10 mai 1990, p. 2.

automatiquement la mise en cause de la bonne volonté démocratique des « partis historiques »<sup>153</sup>.

C'est la même démarche qui explique pourquoi la première loi électorale, de 1990, interdit la participation aux élections de « ceux qui ont organisé ou ont été les instruments de la répression dans le cadre de la Securitate, de l'ancienne police et de la milice »<sup>154</sup>. La référence à « l'ancienne police » vise justement les forces de l'ordre d'avant l'instauration du communisme, qui sont ainsi mises sur le même plan que la Securitate. Cette prévision doit être mise en relation avec les discours de Ion Iliescu sur le régime de « répression politique des années 1930 et la cruauté de la *Siguranță* »<sup>155</sup> dont sa famille a été victime, ce qui, comme nous l'avons vu, pour Iliescu justifierait son ancien attachement au communisme ; cet argument dessinerait un clivage politique entre les communistes, vus comme des démocrates, et le partis bourgeois, et ce clivage se prolongerait après 1989. La même logique guide une des observations du chef de l'Etat roumain faite en novembre 1991, à l'occasion de la commémoration de la manifestation de 1987 des ouvriers de Brasov :

Le paysan roumain des années trente ne mangeait même pas  
chaque jour du pain.<sup>156</sup>

Par contraste, le communisme peut donc être vu comme porteur du progrès de la qualité de la vie. L'article de la loi électorale cité antérieurement et ce type de déclaration renforcent les accusations contre les anciens détenus politiques, considérés comme n'étant pas aussi innocents qu'ils se présentaient. Dans cette logique de la suspicion s'inscrivent aussi les attaques du quotidien *Dimineața* contre

---

<sup>153</sup> L'historien Ioan SCURTU, qui va ultérieurement devenir conseiller du président Ion Iliescu, signe avant les élections du 20 mai une série d'articles sur ce thème, notamment celui de *Dimineața*, 6 avril 1990.

<sup>154</sup> Décret-loi n° 92 du 14 mars 1990 pour l'élection du parlement et du Président de la Roumanie, *Monitorul Oficial al României*, 18 mars 1990, p. 1-11.

<sup>155</sup> Discours du président du CFSN à la Radiodiffusion Roumaine Libre, *Monitorul Oficial al României*, 27 janvier 1990, p. 1-3, p. 2.

<sup>156</sup> ILIESCU, Ion. Conférence de presse du 15 novembre 1991 in *Momente...*, tome III, *cit.*, p. 37-52, p. 47.

le président de l'Association des anciens détenus politiques, Constantin Ticu Dumitrescu<sup>157</sup> :

Il crie en la faveur de la destruction de la Securitate, mais quel est son intérêt ? Pour qu'il devienne impossible d'apprendre ce qu'il a fait auparavant ?<sup>158</sup>

Ainsi on suggère à la fois un éventuel passé d'extrême droite et d'informateur de l'ancienne police politique<sup>159</sup>. L'entre-deux-guerres est une période assimilée au règne l'extrême droite, ce qui permet au Front de qualifier de « légionnaires »<sup>160</sup> tous les partis traditionnels. En plus, ceux qui avaient lutté dans les montagnes contre le communisme appartenaient forcément à l'extrême droite : *Azi* parle de « bandes de légionnaires »<sup>161</sup>. La même explication est trouvée par l'organe du FSN pour les événements du 13 juin : « On a vu agir la main légionnaire comme dans l'entre-deux-guerres »<sup>162</sup>, et l'auteur de l'article demande la mise hors la loi de « l'extrême droite »<sup>163</sup>. Pour *Azi* l'extrême droite est « composée du Parti National Paysan, les publications 22 et *România liberă* »<sup>164</sup> ; ceux qui ont signé la Proclamation de Timișoara sont eux aussi des « légionnaires »<sup>165</sup>.

Pour la manifestation continue de la Place de l'Université on utilise le qualificatif de « néofasciste »<sup>166</sup>, les participants étant les partisans de la « contre-révolution »<sup>167</sup>. En plus, la campagne contre l'ancien roi, qui est bien plus précoce que l'appel des « partis historiques » à la figure du roi Michel, renforce l'idée du

<sup>157</sup> Constantin Ticu Dumitrescu (né en 1928), détenu politique (1945-1964), président de l'Association des anciens détenus politiques, membre et député du PNPCD (1990-1996), élu sénateur PNPCD en 1996.

<sup>158</sup> *Dimineața*, 3 mai 1990.

<sup>159</sup> Ces accusations se sont ultérieurement prouvées fausses.

<sup>160</sup> Membres de la Garde de Fer, ou Légion de l'Archange Michel, mouvement fasciste d'entre les deux Guerres.

<sup>161</sup> *Azi*, 1 juillet 1990, p. 3.

<sup>162</sup> CIOLCAN, Geo, « Oprită exterma draptă ! » [Arrêtez l'extrême droite !], *Azi*, 16 juin 1990, p. 1.

<sup>163</sup> *Ibidem*.

<sup>164</sup> *Azi*, 18 mai 1990.

<sup>165</sup> *Azi*, 14 avril, 1990.

<sup>166</sup> BRANEA, Traian, « De la apolitism la neofascism » (De l'apolitisme au néofascisme), *Azi*, 16 juin 1990, p. 1.

<sup>167</sup> *Azi*, 15 juin 1990.

risque d'un retour an arrière, d'une « restauration »<sup>168</sup>. Ces discours préparent les répressions du 13-15 juin et l'interdiction pour une certaine période de l'apparition des principales publications proches de l'opposition ; cet usage du passé récent étant donc partie intégrante de la tentative d'établissement d'une *démocratie originale*<sup>169</sup>.

Par ce type de rhétorique, le FSN se place dans le cadre de l'héritage de la culture politique du régime déchu en 1989, en utilisant les connotations négatives liées à une période en opposition avec laquelle se définissait l'ancien parti unique. L'usage des thèmes et des termes de l'instrumentalisation du passé propres à la propagande d'avant 1989 – cela apparaîtra encore plus clairement quand nous parlerons de l'usage du nationalisme –, même s'il vise uniquement à l'efficacité politique, sans nécessairement être révélateur d'une vision nostalgique du régime communiste, renforce l'interprétation de l'histoire spécifique de ce régime. Ainsi pour le FSN l'histoire devrait être interprétée dans les cadres fixés par l'historiographie conditionnée par l'idéologie du PCR, ce qui est confirmé par l'attitude à l'égard des manuels d'histoire qui, pendant les premières années de la transition, suivent les schémas fixés pendant l'ancien régime<sup>170</sup>.

Cette lecture de l'histoire sera perçue par une partie de la société comme le signe d'une volonté de continuité idéologique de la part du FSN, ce qui renforcera le clivage par rapport au passé. Ainsi la logique de la critique anticomuniste se trouve confirmée par ce qui devrait être une réplique de la part du pouvoir en place.

En même temps, ce type d'image du passé pré-communiste permettra au FSN de motiver son attitude envers les demandes de restitution des propriétés confisquées, quand il parlera du risque du retour des boyards. D'autre part, la fin de non recevoir opposée à ces revendications est aussi présentée dans l'esprit du point zéro ; pour le Front ces demandes sont non seulement dépourvues de fondement en droit, mais contraires à l'esprit de justice, car il prétend que toute réparation des abus du régime communiste ne peut qu'entraîner d'autres abus.

Le FSN utilise donc deux rapports distincts au passé récent : d'une part, celui qui part du point zéro que représenterait 1989, ce qui rend illégitime toute

---

<sup>168</sup> Azi, 19 avril 1990.

<sup>169</sup> Selon l'expression de Ion Iliescu.

<sup>170</sup> BOIA, Lucian. *Istorie și mit...* cit. , p. 137 et p. 280.



justification des choix politiques par l'invocation des réalités antérieures à 1989. D'autre part, la critique du passé pré-communiste, visant à contredire l'idée avancée par les anticomunistes, qui considèrent les 45 années de dictature comme une simple parenthèse dans l'histoire roumaine.

## 2). L'anti-*ceaușisme* et l'anti-anticommunisme

Le discours du FSN comprend un message d'empathie avec ceux qui se sentent menacés par la décommunisation, sans pour autant proposer une véritable réévaluation positive de la période communiste. Ce message aboutit à la condamnation des anticomunistes, position qu'on peut définir comme anti-anticommuniste. Cet anti-anticommunisme est une autre caractéristique de ce qu'on a appelé la politique de l'oubli.

L'anti-anticommunisme considère que les critiques de la période communiste sont caractérisées par un concentré de défauts. Ainsi le candidat du Parti National Paysan aux élections présidentielles de 1990, Ion Rațiu<sup>171</sup>, est vu par *Azi* comme :

Un homme d'affaires anglais, parti de Roumanie il y a cinquante ans, et dont les engagements par rapport aux cercles financiers étrangers et les relations avec la Securitate n'ont pas encore été rendus publics.<sup>172</sup>

Le challenger de Ion Iliescu présenterait donc une combinaison de défauts : non seulement il est anglais, donc susceptible de représenter des intérêts étrangers, mais il a eu des liens avec l'ancienne police politique. En plus, l'organe du Front menace de rendre publiques ces informations, suggestion qui peut paraître une menace, mais à condition de croire à l'exactitude des accusations. Maître des dossiers de la Securitate, le FSN n'hésite donc pas à utiliser cette situation pour mettre en cause le passé de ses adversaires et rendre crédibles des informations dont il possède le monopole de la vérification. D'ailleurs, l'autre rival de Ion Iliescu,

<sup>171</sup> Ion Rațiu (1917-2000), exilé entre 1940-1990, fondateur d'Amnesty International, député et vice-président du PNPCD (1990-2000), fondateur du quotidien *Cotidianul* (1991).

<sup>172</sup> Editorial, *Azi*, 4 mai 1990, p. 1.

Radu Câmpeanu<sup>173</sup>, président du Parti National Libéral, est directement accusé par *Dimineața* d'avoir été « informateur de la Securitate »<sup>174</sup>, le Front voulant ainsi dénoncer le supposé passé collaborationniste de ses adversaires anticomunistes.

D'autre part, la cible la plus importante n'est pas l'opposition politique, ses dirigeants, mais son message et surtout ses principaux producteurs, les intellectuels et la presse qui critique le gouvernement. Les principaux visés sont donc des personnes comme le philosophe Gabriel Liiceanu, auteur du fameux « Apel către lichele »<sup>175</sup> (Appel aux fripouilles), qui est accusé d'avoir été « protégé contre toute critique par le régime Ceaușescu lui-même »<sup>176</sup>, comme l'écrivain Octavian Paler, ancien membre du Comité Central du PCR, dont on publie les textes procommunistes d'avant 1989<sup>177</sup>, ou comme le rédacteur en chef de la revue 22, Stelian Tănase, plusieurs fois accusé d'avoir été « activiste de Union des Jeunesses Communistes »<sup>178</sup>.

Le type d'accusation contre Gabriel Liiceanu, sans être argumenté, est significatif de l'attitude de tous les journaux proches du FSN envers les adversaires déclarés de celui-ci : il s'agit de retourner les reproches de type anticomuniste contre ceux qui les profèrent. Ce procédé quasi-automatique touchera aussi bien ceux qui avaient effectivement eu des responsabilités pendant le régime antérieur, comme Octavian Paler, que ceux dont le passé ne se prêtait à aucun reproche de ce type et qui se retrouvent ainsi amalgamés avec les premiers dans une catégorie générique, dont la création médiatique vise à prouver l'hypocrisie des porteurs du message anticomuniste.

Est exemplaire en ce sens une « liste noire » publiée par le quotidien du FSN, qui montre que l'opposition a elle aussi ses communistes : sur la liste se trouvent Octavian Paler, Dumitru Mazilu, Dan Petrescu, et Stelian Tănase qu'on accuse

---

<sup>173</sup> Radu Câmpeanu (né en 1922), dirigeant des jeunesses universitaires libérales (1945-47), détenu politique, (1947-56), exilé en France après 1973, revient en 1990 pour diriger le PNL entre 1990 et 1993.

<sup>174</sup> *Dimineața*, 9 mai 1990.

<sup>175</sup> Texte anticomuniste écrit le 30 décembre 1989, Voir LIICEANU Gabriel, *Appel către lichele* [L'appel aux fripouilles]. Bucarest : Humanitas, 1996, p. 5-6.

<sup>176</sup> *Azi*, 11 avril 1990.

<sup>177</sup> *Dimineața*, 12 mai 1990.

<sup>178</sup> *Azi* du 29 avril et du 4 mai 1990.

d'avoir eu des liens avec la Securitate<sup>179</sup>. Cet amalgame sert à mettre en cause à la fois la crédibilité de ses adversaires et les fondements du discours anticomuniste, en accréditant la thèse « tous coupables »<sup>180</sup>, qui est explicitement orienté contre l'argument politico-moral de la punition des responsables des abus du régime communistes, propagé par les intellectuels.

*Azi* publie aussi une liste-réquisitoire, celle des dirigeants de la Société Timișoara, l'association civique qui avait rédigé la Proclamation de Timișoara, pour montrer que les auteurs des propositions de décommunisation ont eu des liens avec la nomenklatura :

1. Popovici Vasile, président, a bénéficié des faveurs de la nomenklatura [...]
2. Mihuț Doru est gendre de quelqu'un qui faisait partie de la nomenklatura du département de la sécurité de l'Etat [...]
3. George Șerban a reçu une bourse à l'étranger.<sup>181</sup>

La confusion est donc non seulement entre ceux qui ont un passé vulnérable selon une logique anticomuniste et ceux qui n'en ont pas, mais aussi entre ces derniers et des personnes avec lesquelles ils ont eu certains liens et qui avaient des fonctions avant 1989. D'autre part, le fait de s'en prendre à l'attribution d'une bourse à l'étranger s'explique aussi par l'appel à des sentiments xénophobes, ce qui est habituel dans la presse proche du FSN.

Petre Mihai Băcanu, qui dirige le principal quotidien de l'opposition, *România liberă*, et qui, avant 1989, avait essayé de sortir un journal clandestin, ce pour quoi décembre 1989 le trouve en prison, est attaqué par l'organe du FSN à propos justement de ce passé : « Son casier judiciaire et son activité dans la prison attendent à être clarifiés »<sup>182</sup>. Tout comme dans le cas de Ion Rațiu, l'éditorial de *Azi* suggère que son honnêteté peut être mise en doute par des révélations ultérieures, parler de l'activité dans la prison laissant entendre qu'il aurait accepté de collaborer avec la Securitate. Par ailleurs, *Azi* essaye d'occulter l'activité de celui

<sup>179</sup> Editorial, *Azi*, 4 mai 1990, p. 1.

<sup>180</sup> Voir le sous-chapitre précédant sur la question des responsabilités en la vision du FSN.

<sup>181</sup> *Azi*, 12 mai 1990, p.3.

<sup>182</sup> Editorial, *Azi*, 4 mai 1990, p. 1.

qui avait essayé de lancer une publication de type samizdat, car parler simplement de prison, sans préciser qu'elle était politique, est une manière d'utiliser les critères de culpabilité de la dictature.

D'autre part, le mouvement de la Place de l'Université est placé sous le signe du *ceaușism* : « Les laquais du *ceaușism* cachent leur passé sous le masque des cris anticomunistes »<sup>183</sup> ; pour *Azi* « Le néo-*ceaușism* est dans la Place de l'Université »<sup>184</sup>, et :

Les procédés utilisés par rapport à cette proclamation me rappellent les méthodes utilisées par les propagandistes de l'ancienne dictature, les méthodes *ceaușistes*.<sup>185</sup>

Plus généralement l'opposition est accusée d'être « néostalinienne »<sup>186</sup> et les « partis historiques » sont eux aussi accusés du même *ceaușism* ; on parle même du parti « paysan-libéral *ceaușist* »<sup>187</sup>.

Le *ceaușism* est une création discursive du FSN qui a pour fonction d'exprimer le rapport de ce parti au passé communiste sans utiliser le mot communiste, privilégié par l'opposition. Ce phénomène relève directement d'une forme d'analyse du passé qui se concentre, comme on l'a vu précédemment, sur la culpabilité de Nicolae Ceaușescu. Les anticomunistes sont donc accusés d'être des *ceaușistes* – le stigmatisme absolu dont essaient de les marquer les anti-anticomunistes.

Le clivage politique qui s'installe en 1990 oppose deux visions du passé, les deux cherchant une légitimation négative par rapport au régime antérieur ; mais les termes de la condamnation de ce passé diffèrent radicalement, ce qui a comme résultat la construction d'images du passé ayant comme concept central le *ceaușism*, respectivement le communisme. On peut donc qualifier ces visions d'anti-*ceaușiste*, respectivement d'anti-communiste.

---

<sup>183</sup> *Dimineața*, 4 avril 1990, p. 1.

<sup>184</sup> *Azi*, 9 mai 1990, p. 3.

<sup>185</sup> *Azi*, 22 avril 1990, p. 1.

<sup>186</sup> *Dimineața*, 12 avril 1990, p. 5.

<sup>187</sup> BELTEANU, Traian, « Liberal-țărănismul ceaușist » [Le libéralisme- paysan *ceaușiste*], *Azi*, 27 avril 1990, p. 3.

D'ailleurs, si la réaction du FSN à l'égard des premiers signes d'opposition a contribué décisivement à leur radicalisation, c'est le discours à l'égard du passé du Front, caractérisé par son anti-anticommunisme, qui aide à expliquer le fait que l'unité de l'opposition se forgera, par réaction, autour de ce même discours anticommuniste tellement attaqué par le FSN.

#### **IV. Un rapport au passé caractérisé par le nationalisme et l'historisme**

La démarche qui vise à transformer la Révolution dans un élément de fierté historique pour les Roumains, ajoutée à la vision anti-*ceaușiste*, mais non pas anticommuniste, du passé ouvrait la voie à une vision positive du passé national. Utilisant fréquemment les thèmes du discours nationaliste, le FSN intégrera l'expérience communiste dans cette vision positive de l'histoire roumaine. Ce phénomène, facilité par le fait que le discours publique roumain est dominé par l'idée d'unité (unité qui minimise l'importance de la rupture de 1989), rend accessoires, voir dangereuses, les divergences d'opinion et doit mener à l'idéal du consensus politique<sup>188</sup>.

Il faut rappeler que, pendant le régime communiste, selon Katherine Verdery, « le nationalisme avait été un élément majeur pour la légitimité du parti »<sup>189</sup>. Mais le nationalisme, au niveau du discours officiel, n'est pas le résultat d'un retour à certaines traditions nationales, mais une conséquence de la concentration du PCR sur le culte de la personnalité, ainsi pour Pavel Câmpeanu : « Centré autour de l'indépendance nationale le culte de Ceaușescu devient, en subsidiaire, le culte de la nation »<sup>190</sup>.

En conséquence, l'héritage qu'assume le FSN en utilisant abondamment le discours nationaliste est à la fois une valorisation du thème principal de la propagande des vingt dernières années du régime communiste et implicitement une revalorisation du passé récent. D'autre part, cette dimension du discours du FSN est

<sup>188</sup> Voir BOIA, *Istorie ...cit.*, p. 280-283.

<sup>189</sup> VERDERY, Katherine. *Op. cit.*, p. 22.

<sup>190</sup> CÂMPEANU Pavel. *Ceaușescu, anii...* cit., p. 9.

aussi la réponse à une demande de la société car « le succès du FSN tient à sa résonance avec l'horizon d'attente du citoyen »<sup>191</sup>. Le Front, ne voulant pas bousculer les sentiments nationalistes de la population, les spéculant même, ne fait pas un *ceauşism* sans Ceaşescu, mais encourage l'inertie au niveau de la de la culture politique de la majorité des Roumains.

#### IV.A. Un discours nationaliste

En novembre 1990, dans un communiqué, la direction du FSN tient à préciser que :

La révolution de décembre 1989 a ouvert la voie à l'expression des valeurs nationales authentiques de notre histoire contemporaine, dans laquelle la lutte populaire contre la dictature et le totalitarisme communiste a été une constante des dernières décennies.<sup>192</sup>

Les Roumains, héros d'une révolution internationalement connue, sont donc flattés par le nouveau pouvoir qui met l'accent sur une « lutte populaire »<sup>193</sup> qui n'a pas existé, sauf si l'on accepte la thèse du Front, précédemment exposée, sur la résistance silencieuse.

Dans cet esprit, un des dirigeants du FSN de l'époque, Ion Aurel Stoica, déclare que « culpabiliser les Roumains parce qu'ils ont enduré la dictature me désole, le peuple roumain est héroïque »<sup>194</sup>, tandis que, pour Ion Iliescu :

En réalité la révolte contre le régime totalitaire et la volonté de changement étaient unanimes, mais ils se manifestaient sous différentes formes.<sup>195</sup>

---

<sup>191</sup> STANGACELU, Stefan, *Violenta, mit si revoluţie* [Violence, mythe et révolution]. Bucarest : All, 1998, p. 117.

<sup>192</sup> Communiqué du Conseil Directeur du FSN, *Azi*, 15 novembre 1990.

<sup>193</sup> *Ibidem*.

<sup>194</sup> SOICA, Ion, Intervention à Convention Nationale du FSN, *Azi*, 19 mars 1991.

<sup>195</sup> ILIESCU, Ion. « Discurs în faţa parlamentului. Decembrie 1991 » [Discours face au Parlement, décembre 1991]. *Momente...*, tome III, *cit.*, p. 37-52, p. 117.

Et le FSN semble défendre l'honneur même de la société quand il tient à préciser que :

En dépit de la dure répression de l'ancien régime, le peuple roumain faisait la preuve de son esprit combatif.<sup>196</sup>

L'orgueil national est soutenu par deux discours qui se complètent : celui sur la Révolution, y compris sur la résistance silencieuse, et celui sur les réalisations. Cette complémentarité est semblable à celle entre le discours sur la culpabilité de tous et celui contre l'idée même de culpabilité. On ne peut pas nier l'ensemble de ce que les gens ont fait pendant cette période, la fierté est l'autre face de la peur de mettre en cause les responsabilités de chacun.

Quand *Azi* publie un article intitulé :

Les thèses de la révolution à România liberă : Vive Ceaușescu !  
A bas Ceaușescu ! A bas le communisme ! A bas la Roumanie !<sup>197</sup>

On doit comprendre que le slogan le plus fréquent des manifestations qui contestent le FSN, *A bas le communisme!*, et l'anticommunisme en général, n'est qu'une composante de l'anti-roumanisme (*antiromânism*). La vision nationaliste apparaît dans cette démarche comme incompatible avec un regard critique sur le passé récent.

Le FSN aide ainsi les Roumains à être fiers de leur passé, mais d'un passé imaginaire, fait de réalisations et de résistances aussi douteuses qu'incompatibles. Désormais la mise en cause du passé communiste devrait être perçue comme une mise en cause de la nation, comme allant à l'encontre du sentiment de fierté nationale provoqué à la fois par l'évocation des réalisations de l'ancien régime et par la chute de Ceaușescu.

---

<sup>196</sup> Communiqué du Conseil Directeur du FSN, *Azi*, 15 novembre 1990.

<sup>197</sup> *Azi*, 7 décembre 1991.

L'organe du FSN publie également certains articles qui tentent de réhabiliter le régime antérieur, comme celui paru avant les élections du 20 mai et signé par Dan Zamfirescu :

J'ai soutenu la plus grande œuvre historique réalisée par les communistes roumains : le redressement du pays après l'effondrement provoqué par la vente de la nation roumaine par messieurs Churchill et Roosevelt. Je n'ai rien à rétracter de ce que j'ai écrit sur cette histoire.<sup>198</sup>

Incompatible avec la dimension anticomuniste et même anti-*ceaușiste* du discours du FSN, ce type d'article montre la volonté du FSN d'accueillir des visions divergentes sur le passé, mais que réconcilient des arguments de type nationaliste.

Le discours du FSN apporte une transformation de la mythologie nationaliste ; d'ailleurs, il ne pouvait pas en être autrement, car on a vu que la place centrale était auparavant détenue par l'ancien dirigeant du PCR. Nicolae Ceaușescu sera remplacé par d'autres symboles, dont celui du moment révolutionnaire, lu par un prisme qui met en valeur le rôle de Ion Iliescu.

Une autre composante symbolique, qui signale aussi un des plus dramatiques changements par rapport au régime antérieur, est le rapport à l'Eglise Orthodoxe et son utilisation politique par le nouveau pouvoir. En effet, en termes d'image, la participation des prêtres orthodoxes à tous les événements publics officiels met en scène une des plus frappantes conversions tacites des anciens communistes. Significative est la participation fréquente et très médiatisée de Ion Iliescu (qui s'était publiquement déclaré agnostique) aux rituels religieux, pendant lesquels il fait même le signe de la croix.

Le Front utilise l'Eglise Orthodoxe avant tout pour montrer son altérité par rapport au parti communiste. C'est parce qu'il a pris la mesure d'un des plus grands échecs de la propagande d'avant 1989, car, en dépit des campagnes d'athéisme successives, l'esprit religieux ressurgit au centre de la vie publique après la chute du régime. Le nouveau pouvoir ne risque donc rien à se montrer près des membres de la hiérarchie orthodoxe ; en plus, il peut utiliser le réflexe d'obéissance au pouvoir étatique de l'Eglise Orthodoxe. En même temps, le rapport à cette Eglise est celui à

---

<sup>198</sup> ZAMFIRESCU, Dan, « Sfârșitul lambadei » [La fin de la lambada], *Azi*, 10 mai 1990, p. 1.



une institution de la nation, l'Eglise Orthodoxe étant considérée comme l'unique « église nationale »<sup>199</sup>.

Le passé communiste, ou plutôt ce qui était négatif pendant cette période, est lu à travers les thèmes du discours nationaliste. Ainsi « le parti communiste a été dirigé par des allogènes : hongrois, juifs, bulgares, russes »<sup>200</sup> ; pour le ministre de la justice de l'époque, Victor Babiuc :

Nous avons un Ministère public organisée selon le modèle soviétique, d'importation, communiste, qui a ignoré les traditions roumaines.<sup>201</sup>

Roumanité et communisme son donc par essence incompatibles ; d'autre part, comme nous l'avons vu, anticommunisme rime avec anti-roumanité. En ce sens le Front se montre très concerné par un hypothétique danger hongrois qui pèserait sur la Transylvanie. Dès son premier numéro, le journal du FSN contient la formule « La Transylvanie, terre roumaine »<sup>202</sup>. Dans ce contexte, le président Iliescu fait une confusion entre les manifestations de l'opposition anticommuniste, dont faisait partie l'organisation des Magyars, l'UDMR, et les manifestations qui tiennent à un conflit ethnique. Ainsi il dénonce, lors de la 50<sup>e</sup> commémoration du « diktat de Vienne »<sup>203</sup> l'existence « d'intérêts étrangers qui n'ont rien en commun avec les idéaux de la Révolution de décembre »<sup>204</sup>. A la même occasion, le président du Sénat, Alexandru Bîrlădeanu, fait un amalgame similaire<sup>205</sup>, ce qui montre que le pouvoir veut transmettre l'idée que les mouvements anticommunistes mettent en danger la stabilité du pays, étant contraires à la définition minimale de l'intérêt national.

---

<sup>199</sup> Une autre fonction est de s'opposer au PNPCD, qui est le premier à parler d'une démocratie chrétienne, mais qui a le handicap d'avoir à sa tête un uniaste et non pas un orthodoxe.

<sup>200</sup> ZAMFIRESCU, Dan, « Sfârșitul lambadei » [La fin de la lambada], *Azi*, 10 mai 1990, p. 1.

<sup>201</sup> IONCICA, Dumitru (éd.). *Geneza Constituției...cit.*, p. 586.

<sup>202</sup> COJA, Ion, *Azi*, 11 avril 1990, p. 2.

<sup>203</sup> Par lequel la Roumanie était forcée de céder la majorité de la Transylvanie à la Hongrie.

<sup>204</sup> Déclaration de Ion Iliescu à 50 ans du Diktat de Vienne, *Azi*, 31 août 1990, p.1,3

<sup>205</sup> Voir aussi la confusion faite par Alexandru BÎLĂDEANU entre les violences ethniques de Târgu Mureș de mars 1990 et les manifestations de l'opposition, *Azi*, 30 août 1990.

La dénonciation des adversaires comme ennemis de la nation est extrêmement fréquente dans les publications du FSN et dans celles qui lui sont proches ; l'idée que l'ancienne dissidente Doina Cornea ou le président du PNPCD Corneliu Coposu veulent « vendre le pays »<sup>206</sup> est largement répandue ; *Azi* recommande même à l'opposition de quitter le pays et de « former un gouvernement en exil »<sup>207</sup>.

Les actions de l'opposition sont vues comme partie intégrante d'un complot international contre la Roumanie. Ion Iliescu réaffirmera cette accusation dans son livre écrit sur cette période<sup>208</sup>. En septembre 1990, Dan Zamfirescu donne dans *Azi* une description de cette vision :

Sans aucun doute en ce moment on met en marche l'entier dispositif du complot international contre la nation roumaine, préparé depuis des années par l'Occident.<sup>209</sup>

Ce complot vise en 1990 Ion Iliescu :

Parce que Ion Iliescu représente, pour tous ceux qui n'ont pas perdu leur esprit, ou ne l'ont pas vendu, la volonté même de la Roumanie d'échapper aux diktats de Yalta et de Malte.<sup>210</sup>

Dans la même logique, le commandant en chef de l'Armée de Transylvanie, le général Paul Cheler, lance un « Appel au peuple » :

Soyez conscients que l'étranger n'agira jamais pour sortir la Roumanie des difficultés sans avoir certains intérêts [...] comme la criminelle action de découpage de la Grande Roumanie [...] Nous autres, soldats de l'Armée roumaine de Transylvanie, nous comprenons le rôle

<sup>206</sup> Dan ZAMFIRESCU demande de façon rhétorique « Qu'ils nous laissent nous débrouiller sans eux (Rațiu, Câmpănu, les étrangers), *Azi*, 10 mai 1990. Dans les journaux proches du pouvoir en place Coposu Coposu et Doina Cornea sont accusés par des « lettres de la part des lecteurs » publiés en première page qu'ils ont « vendu le pays », *Adevărul*, 30 janvier 1990 et 18 février 1990.

<sup>207</sup> « Une solution : un gouvernement en exil », *Azi*, 8 juillet 1990, p. 1.

<sup>208</sup> Voir ILIESCU, Ion. *Revoluție...* cit., p. 123-124.

<sup>209</sup> ZAMFIRESCU, Dan, « Simbolul Iliescu » [Le symbole Iliescu], *Azi*, 12 septembre 1990, p. 1.

<sup>210</sup> *Ibidem*.

principal des troupes qui est celui de défendre la terre ancestrale et sainte de l'intérieur de nos frontières habituelles.<sup>211</sup>

Cette rhétorique nationaliste est couramment utilisée à l'époque, pouvant être employée non seulement contre l'opposition, mais à chaque fois que le gouvernement est mis en difficulté, comme lors des premières grèves importantes, quand le FSN considère que ces mouvements sociaux vont à l'encontre de l'intérêt national :

Maintenant les grèves sont à l'avantage des cercles internes et externes qui voudraient notre chute et le chaos économique et politique. Maintenant les grèves servent uniquement les concurrents économiques de notre pays. Il faut savoir dire non. Savoir défendre la démocratie, la dignité et les intérêts de notre Patrie.<sup>212</sup>

Pendant les travaux de l'Assemblée Constituante, les attaques contre l'opposition formée par les « partis historiques » et celui de la minorité hongroise, par l'utilisation de discours nationalistes, se font de plus en plus nombreuses<sup>213</sup>. Ainsi, pour le représentant du FSN, Gheorghe Dumitrașcu<sup>214</sup>, « Qui regarde vers Budapest, tourne le dos à Bucarest »<sup>215</sup>. Le même sénateur du FSN nie la participation de la Roumanie à l'Holocauste<sup>216</sup>, ce qui ne le particularise pas parmi les parlementaires du FSN, car un des leaders du FSN, Ionel Roman<sup>217</sup>, était à

---

<sup>211</sup> Général Paul CHELER, « Appel poporului Armatei Transilvania » [Appel au peuple de l'Armée de Transylvanie], *Azi*, 29 août 1990, p. 3.

<sup>212</sup> Communiqué *Azi*, *Azi*, 19 décembre 1990, p. 1.

<sup>213</sup> En observant la faible présence aux urnes de Roumains lors du referendum sur la constitution du 8 décembre 1991, Cristian Preda souligne que c'est « Comme si les citoyens voulaient dire: la Constitution est moins importante que les élections, ou, autrement dit, l'acte politique essentiel de nos élus est moins important que ce que nous faisons en les désignant comme représentants. Cette vanité des électeurs constitue le complément le plus naturel du nationalisme de la majorité des élus », PREDA, Cristian. La nation dans la Constitution. *Studia Politica, Romanian Political Science Review*. Vol. I, n° 3, 2001, p. 733-762, p. 761, voir aussi FOCSANEANU, Eleodor, *Istoria constituțională a României 1859-1991* (L'histoire constitutionnelle de la Roumanie, 1859-1991). Bucarest : Humanitas, 1998.

<sup>214</sup> Gheorghe Dumitrașcu, sénateur FSN (1990-1992) et du FDSN (PDSR) (1990-2000).

<sup>215</sup> IONCICA, Dumitru. *Op. cit.*, p. 70.

<sup>216</sup> *Ibidem*.

<sup>217</sup> Ionel Roman (né en 1942), député du FSN et vice-président de la Chambre des Députés (1990-1992), député et membre du Bureau Exécutif du FDSN (PDSR) (1992-1994).

l'époque vice-président de la Ligue Maréchal Antonescu<sup>218</sup>. D'ailleurs les interventions de Gheorghe Dumitrașcu étaient très applaudies par la majorité des parlementaires, et il deviendra un vrai porte-parole du parti de Ion Iliescu en 1992.

Après le vote du texte de la nouvelle Constitution, le président du groupe parlementaire du FSN à la Chambre des Députés, Marian Enache<sup>219</sup>, déclare que:

Merveilleux et fraternel a été le vote « pour » la Constitution de la Roumanie, exprimé par les représentants des minorités nationales qui, à l'exception de l'UDMR, ont prouvé, dans un moment déterminant, leurs bons sentiments roumains et leur souhait de vivre ensemble en harmonie et dans le respect de la démocratie.<sup>220</sup>

Intervention significative à la fois pour l'attaque contre les Magyars et pour la pression, avec l'argument de l'unité nationale, en faveur de l'unanimisme. Les voix contre l'adoption du texte constitutionnel étant donc qualifiées d'antinationales.

A travers ces exemples on observe aussi la présence constante du binôme argument nationaliste - invocation du respect de la démocratie. En fait la définition de la démocratie qui résulte de ces discours est elle-même marquée par le nationalisme. D'ailleurs, dans ce même esprit, le président Ion Iliescu met en doute la viabilité de la démocratie occidentale et accuse même le quotidien du FSN, *Azi*, de parler trop du mode de vie occidental :

Nous nous sommes habitués à cette mentalité qu'il faut se plier devant certaines forces! Nous nous sommes inclinés devant les forces du Sud-est, ensuite devant celles de l'Est, maintenant doit-on s'incliner devant d'autres forces ?<sup>221</sup>

---

<sup>218</sup> Association proche du Parti de la Grande Roumanie.

<sup>219</sup> Marian Enache, député FSN (1990-1992), vice-président de la Chambre des députés (1990-1992), élu député PDSR en 1996.

<sup>220</sup> ENACHE, Marian. *Puterea libertății* [Le pouvoir de la liberté], Focșani : Vrantop, 1997, p. 68.

<sup>221</sup> Débat avec le Collège Directeur du FSN du 12 mars 1991, Ion ILIESCU, *Momente...* tome III, cit. , p. 145-151, p. 150.

A ce type de mise en doute de la volonté de suivre le modèle occidental s'ajoute le caractère plébiscitaire des élections 20 mai 1990 et les violences de juin, ce qui renforce l'hypothèse de la confusion que les dirigeants du FSN tendent à faire entre l'intérêt national et l'intérêt du Front, finalement entre l'Etat et leur parti. Ce n'est qu'ainsi qu'on peut expliquer les demandes de mise hors la loi des « partis historiques », formulées dans les publications du FSN après la venue des mineurs du 14 juin ; *Azi* propose même la création de « gardes nationales » selon le modèle de l'organisation des mineurs, pour contrer tant le danger de manifestations comme celle de la Place de l'Université, que celui que représenteraient les Hongrois<sup>222</sup>.

Le danger anticomuniste et le danger hongrois apparaissent donc comme les deux faces de la même médaille, mais les dirigeants du FSN ne reprennent que de façon allusive cette rhétorique du double danger, en laissant les visions les plus radicales s'exprimer dans les publications du Front. *Azi* évoque constamment le *danger hongrois*, comme par exemple en octobre 1991 quand il publie sur la une des cartes de la Grande Hongrie, qui incluent la Transylvanie, et annonce sur un ton alarmiste que la menace vient de l'Ouest<sup>223</sup>.

D'ailleurs l'intérêt pour la question hongroise est récurrent dans les discours du président roumain, par exemple dans son intervention lors de la Fête de l'Armée du 25 octobre 1991 ; Ion Iliescu construit son discours autour de l'occupation par les troupes hongroises de la Transylvanie pendant la Deuxième Guerre<sup>224</sup>. On peut conclure que parler de cet hypothétique danger hongrois c'est en fait vouloir transformer le FSN dans le seul garant de la stabilité politique au sens large, des institutions aux frontières.

Pendant la même période, comme les manifestations en la faveur de l'ancien roi Michel et des « partis historiques » se multiplient, on accuse l'opposition de vouloir faire venir le roi qui, n'étant pas roumain, vendra la Transylvanie à la Hongrie<sup>225</sup>. *Azi* annonce l'existence d'un supposé :

---

<sup>222</sup> GAVRILIU, GH., officier à la réserve, *Azi*, 13 septembre 1990.

<sup>223</sup> Comme c'est le cas des articles de Florin DIACONU et D.D. RUJAN, *Azi*, 15 octobre 1991.

<sup>224</sup> Message à l'occasion de la journée de l'armée, 25 octobre 1991, ILIESCU, Ion. *Momente...* tome III, *cit.*, p. 29-32.

<sup>225</sup> *Azi*, 30 octobre 1991.

Pacte secret C. Coposu-UDMR [qui mènera] à un changement constitutionnel radical.<sup>226</sup>

Dans la même logique qui veut que le dirigeant du PNPCD promette à la minorité hongroise, en échange à l'instauration de la monarchie, la fédéralisation du pays. Cette menace de la monarchie est donc un autre thème essentiel du discours nationaliste du FSN, qui voit dans la critique du passé communiste par les « partis historiques » une tentative pour préparer le retour d'un roi présenté comme allogène.

De cette manière, la rhétorique nationaliste devient la plus efficace arme du FSN à l'encontre des messages anticomunistes de ses adversaires, car le discours critique à l'égard du régime antérieur peut être présenté comme étant une mise en cause de la continuité nationale. Autrement dit, comme les Hongrois veulent s'emparer d'une partie du territoire roumain, les anticomunistes veulent déposséder la nation d'une partie de son histoire.

Quand le FSN désigne un danger qui menacerait l'intérêt national, il vise l'étranger, représenté par des forces internes ou externes, un étranger qui est géographique, ethnique mais aussi idéologique – la Hongrie et les Hongrois de Roumanie d'abord ; mais il y a aussi des Roumains qui veulent vendre la terre roumaine. L'idée de la vente de la Transylvanie apparaît comme le pendant au niveau nationaliste des slogans contre la privatisation, vue comme une *vente du pays*. Mais ce rapport étrangers externes – étrangers internes qui font le jeu des premiers se retrouve aussi sur un troisième plan : celui du temps. Que sont les anciens détenus politiques sinon des étrangers par rapport au présent ? Les partis historiques veulent des réparations et des restitutions, veulent donc un retour à des réalités du passé. De ces réalités risque donc de faire partie l'appartenance de la Transylvanie à un autre Etat.

Comme pour la Transylvanie et pour les entreprises d'Etat, le FSN se veut le parti des Roumains et des travailleurs, autrement dit il défend la priorité des intérêts de la majorité qui veut regarder vers le présent et l'avenir, non pas vers le passé. Le nationalisme du FSN n'est donc que la dimension dominante d'un type de discours qui combine le conservatisme postcommuniste et le populisme.

---

<sup>226</sup> *Azi*, 22 décembre 1992.

Voulant s'ériger en représentant de la nation toute entière, le Front aboutit à une définition de la communauté nationale d'où il exclut symboliquement les catégories qui lui sont opposés: intellectuels critiques, anciens détenus politiques, dissidents, Hongrois, uniates, etc. Si le nationalisme est en soi une forme d'héritage de la culture politique du PCR, on peut conclure que le rapport du FSN au passé récent se fait selon les termes de l'idéologie nationale forgée pendant les dernières décennies du régime communiste.

#### **IV.B. Sous le signe de l'inévitable**

La compatibilité entre les divers types de messages du FSN, en apparence contradictoires, quant aux rapports de ce parti au passé communiste durant les trois premières années du postcommunisme, peut être rendue compréhensible si on identifie l'existence d'un rapport plus général au passé, à l'intérieur duquel ces attitudes contradictoires peuvent se concilier. Ce rapport au passé est celui à travers lequel les événements historiques sont subis et les contradictions historiques ne sont pas le résultat d'interprétations divergentes, mais sont propres à l'histoire elle-même. En conséquence c'est l'existence d'une philosophie de l'histoire, ou au moins la persistance de l'idée d'inévitabilité à la fois du communisme et de sa chute, qui, selon nous, est subséquente à l'image que le FSN projette du régime communiste.

Le rapport au passé récent apparaît comme la conséquence d'une vision de l'histoire qui tend à expliquer les événements en fonction d'un sens qui échapperait à la volonté des acteurs. Ion Iliescu, dans ses mémoires, multiplie les formules du type « les moments de l'histoire qui m'ont placé au cœur des événements »<sup>227</sup> ou « la vague qui m'a entraîné au milieu du cyclone »<sup>228</sup> et considère, en faisant

---

<sup>227</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluție și reformă* (Révolution et réforme), Bucarest : Enciclopedică, 1994, p. 7.

<sup>228</sup> *Ibidem*, p. 16.

référence au premier communiqué du CFSN, que « quiconque aurait été à notre place aurait rédigé à peu près le même texte »<sup>229</sup>, car :

Dans ce type d'événements, ce ne sont pas les hommes politiques qui dirigent l'histoire, mais c'est l'histoire qui les soutient.<sup>230</sup>

En 1990, c'est en invoquant cette fatalité que le nouveau président veut rassurer ceux qui craignent un retour du communisme :

Toute tentative des débris de l'ancien régime ne peut plus arrêter le cours de l'histoire.<sup>231</sup>

Ce discours sur l'inévitabilité est logiquement relié avec une rhétorique de la résignation, par laquelle on explique, comme on l'a vu, l'exécution de N. Ceaușescu, l'abandon du PCR<sup>232</sup>, ensuite les décisions sur les continuités institutionnelles, mais aussi la nécessité des réformes. Par exemple, pour le président du Sénat, Alexandru Bîrlădeanu :

Il n'y a plus de chemin de retour vers le passé. Pour nous, il n'y a qu'un seul chemin.<sup>233</sup>

Comme Alexandru Bîrlădeanu, Ion Iliescu, Silviu Brucan et d'autres dirigeants ou proches du FSN, qui avaient fait partie de la nomenklatura, nient le caractère socialiste de l'ancien régime et considèrent que le parti communiste n'est pas condamnable à cause de ses responsabilités et au nom de certaines valeurs, mais qu'il est condamné seulement par le sens de l'histoire. Pour Ion Iliescu, la chute de

---

<sup>229</sup> *Ibidem*, p. 58.

<sup>230</sup> *Ibidem*, p. 78.

<sup>231</sup> Le discours de Ion Iliescu à la radio et à la télévision, *Monitorul Oficial al României*, 8 janvier 1990, p. 1-3, p. 1.

<sup>232</sup> Voir l'entretien accordé par Ion Iliescu au *Figaro magazine*, janvier 1990.

<sup>233</sup> *Azi*, 30 août 1990.



Ceaușescu a été due à « l'inévitabilité des processus qui se déroulaient autour de nous »<sup>234</sup>, et il souligne que :

Le Parti Communiste [...] a disparu de la vie politique du pays. Et cela non pas à la suite d'une action violente, mais par l'entrée dans une nouvelle étape historique.<sup>235</sup>

Moralement, cette vision est soutenue par une condamnation du passé dans les termes de la condamnation d'un cataclysme naturel : elle est placée sous le signe de l'inévitabilité. Cette inévitabilité débouche sur une vision de l'histoire qui libère ses acteurs de toute responsabilité et élève au statut de victimes l'ensemble des Roumains, de façon égale, quelles que soient les éventuelles culpabilités individuelles, car cette logique rend absurde le concept même de culpabilité.

Le passé communiste est donc condamné, mais par une opération d'homogénéisation artificielle des responsabilités et des souffrances, et cette opération n'est possible que grâce à une institutionnalisation de la politique de l'oubli.

Si pour Ion Iliescu « il n'existe pas d'alternative réelle à ce que nous avons fait et à ce que nous faisons »<sup>236</sup>, ce n'est pas simplement pour rendre inutile la concurrence des autres partis ; il s'agit de l'effet connexe de la confirmation que les actions du FSN, passées et présentes, s'inscrivent dans un sens de l'histoire incontestable. Cette forme d'historisme<sup>237</sup>, similaire avec celle du marxisme-léninisme, est caractérisée non seulement par la prétention scientifique de se situer dans le sens de l'histoire, mais aussi par d'autres traits. Ainsi pour Ion Iliescu, « il n'y a rien d'apolitique dans le monde d'aujourd'hui »<sup>238</sup>, ce qui peut justifier la mise en doute de toute autre raison de la condamnation de l'ancien régime qui serait

---

<sup>234</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluția trăită* (La Révolution vécue), Bucarest : Editura redacției publicațiilor pentru sănătate, 1995, p. 13.

<sup>235</sup> ILIESCU, Ion. Discurs în fața parlamentului. Decembrie 1991 [Discours face au Parlement, décembre 1991]. *Momente...*, tome III, *cit.*, p. 113-127, p. 115.

<sup>236</sup> ILIESCU, Ion, *Azi*, 18 décembre 1990.

<sup>237</sup> L'historicisme dans le sens de Karl Popper est l'invocation d'un prétendu sens prédéterminé de l'histoire. POPPER, Karl. *Mizeria istoricismului* [La misère de l'historicisme] (tr.), Bucarest : CEU Press-ALL, 1996.

<sup>238</sup> « Les sessions du CPUN », Nr.16-17, 30 avril p. 40.

en dehors de l'instrumentalisation politique, cette politisation totale étant d'ailleurs un des traits de la « langue de bois »<sup>239</sup> et même du léninisme. Finalement, le réel, les événements, « n'ont aucune consistance propre, ils ne font que refléter »<sup>240</sup>. Ce qui nous ramène à l'attitude du FSN à l'égard de la demande de *la vérité* sur le passé communiste et les événements révolutionnaires. Mais, dans cette perspective, *la vérité* apparaît comme politiquement connotée, car le déroulement effectif des événements n'est pas accessible sans une interprétation, qui est inévitablement politique. En fait, le FSN n'essaiera pas de clarifier ces événements, parce qu'il considère même la demande de *la vérité* comme « irréaliste »<sup>241</sup>.

Ce phénomène est accentué par le fait que le FSN justifie sa condamnation partielle de l'ancien régime en soulignant l'existence de plusieurs périodes distinctes et irréductibles à une caractérisation globale. Henry Roussio observe le risque de nier l'unité organique des événements caractéristiques d'une période historique en transformant celle-ci « en quelque chose de manipulable et malléable »<sup>242</sup>. C'est ce qu'on retrouve dans le cas roumain où l'on met l'accent sur les traits distinctifs de la dictature personnelle de Nicolae Ceaușescu. Le *ceaușisme* même est condamné non pas comme période, mais comme type de pratique, car à l'intérieur même de ses 25 ans on met l'accent sur les inflexions de la politique officielle.

Une autre conséquence de cette conception du rapport aux événements historiques est la confirmation, au niveau collectif et individuel, de l'idée qu'avant 1989 « on ne pouvait pas faire autrement »<sup>243</sup>. L'existence de forces supérieures, indépendantes de la volonté des individus est à la fois la justification du comportement sous le communisme et une explication pour sa chute si surprenante. Cette vision « des processus objectifs qui ont lieu en dehors de la volonté des

---

<sup>239</sup> THOM, Françoise. *Limba de lemn* [La langue de bois] (tr.), Bucarest : Humanitas, 1993, p. 56.

<sup>240</sup> *Ibidem*, p. 63.

<sup>241</sup> D'ailleurs Jacques Rupnik observe que « Le régime totalitaire détruit le critère de base de la vérité... la notion de vérité disparaît » RUPNIK, Jacques, *The Other Europe*, New York : Pantheon, 1989, p. 231, *apud* SMITH, Kathleen E. *Remembering...* cit. , p. 11.

<sup>242</sup> ROUSSIO, Henry. *Le syndrome...* cit. , 1987, p. 83.

<sup>243</sup> Formule fréquemment utilisée immédiatement après 1989 pour justifier les compromis faits avec l'ancien régime.

hommes »<sup>244</sup>, caractéristique de la pensée marxiste-léniniste, est définie par ce que Raymond Aron appelait « l'illusion rétroactive de la fatalité »<sup>245</sup>. Or, « un acte ne peut avoir de valeur morale que s'il avait pu ne pas se produire »<sup>246</sup>. La nécessité historique se transforme alors en impératif moral<sup>247</sup>, et le rapport au passé concret devient infiniment flexible, car ce n'est plus un rapport au déroulement effectif des faits historiques, auxquels on donne une certaine connotation ; cette connotation change selon les nécessités contingentes de justification des décisions politiques. Ce rapport au passé est donc lui aussi un héritage idéologique d'une culture politique qui fait du sens de l'histoire la justification de la libération de tout autre critère, à part celui politique, pour juger les actions des individus.

C'est ainsi qu'on peut comprendre le fait que les premiers dirigeants de l'Etat roumain postcommuniste, pour condamner les abus du régime déchu, préfèrent, plutôt qu'utiliser les termes juridiques ou ceux de la morale, parler en termes d'utilité politique immédiate. Ainsi en décembre 1989 l'ancien parti unique est présenté comme étant devenu un « lest politique et idéologique »<sup>248</sup>, d'autre part la Securitate est démantelée dans un certain contexte, pour être reconstituée, du point de vue institutionnel, une fois qu'on a pu prouver sa nécessité<sup>249</sup>.

En conséquence, l'invocation d'un sens implacable de l'histoire non seulement évacue la question de la responsabilité de la lecture du passé communiste, mais aussi exonère le pouvoir politique postcommuniste du devoir de mémoire, car désormais la transition démocratique est un processus dont le déroulement est indépendant de l'évaluation du passé récent.

Que peut-on apprendre d'une histoire dont on n'a pas eu le contrôle ? Il y a invocation de la rupture dans la mesure où il ne faut pas analyser le passé et en tirer des leçons ; il y a continuité dans la mesure où le mal a été éliminé pendant le moment révolutionnaire. En somme, il ne faut pas revenir sur le passé que dans la mesure où il faut défendre ses réalisations. Comme l'observe Henry Rousso, pour la

<sup>244</sup> TUCKER, Robert. *La politique soviétique. Essai sur la pensée politique stalinienne et post-stalinienne*. (tr.). Paris : Payot, 1967, p. 109.

<sup>245</sup> ARON, Raymond. *Introduction à la philosophie de l'histoire*. Paris : Gallimard, 1938, p. 187.

<sup>246</sup> *Ibidem*, p. 147.

<sup>247</sup> THOM, Françoise Thom. *Op. cit.*, p. 61.

<sup>248</sup> Silviu BRUCAN, *România liberă*, 31 décembre 1989.

<sup>249</sup> Le Service Roumain de Renseignements apparaît après les violences interethniques de mars 1990 de Târgu Mureș.

France de l'après 1944, « il s'agit donc moins de refouler le passé dans sa totalité, que d'opérer une sélection propre à ressouder l'unité nationale »<sup>250</sup>.

## V. Le clivage de l'intérieur du FSN et la scission du Front

La scission du FSN en avril 1992 surprendra ses partisans parce que les médias avaient longtemps essayé de minimiser les divergences entre ceux qu'on commence néanmoins à appeler *les conservateurs* et *les réformistes* du Front<sup>251</sup>. D'autre part, ces divergences étaient souvent réduites à un différend entre Ion Iliescu et Petre Roman, d'autant plus que ce dernier n'avait commencé à critiquer publiquement Ion Iliescu qu'après avoir été écarté de son poste de Premier ministre en septembre 1991. Nous allons essayer de reconstituer les raisons de la scission du FSN en analysant la présence, quoique marginale, d'une rhétorique anticomuniste, utilisée surtout pour régler le conflit à l'intérieur du FSN.

Avant la rupture du FSN, les signes de cette tension se retrouvent dans les pages du quotidien officiel du FSN, *Azi*, et de l'officieux des partisans de Ion Iliescu, *Dimineața*. Au début de 1992, le journal *Dimineața* se fait l'avocat des sceptiques par rapport aux réformes<sup>252</sup> et se sert d'un leader du nostalgique Parti Socialiste du Travail pour attaquer durement Petre Roman<sup>253</sup>. Mais ces attaques directes viennent après une assez longue période pendant laquelle l'attitude à l'égard de l'héritage communiste est un indicateur des différences de vues entre le gouvernement et le type de discours de Ion Iliescu, soutenu par la majorité des parlementaires du FSN. Les premiers signes d'un éventuel conflit à l'intérieur du Front sont difficilement perceptibles, car ils coexistent avec un rapport très tendu avec l'opposition. C'est aussi le cas du texte de la Proclamation du FSN de novembre 1990 qui annonçait que :

<sup>250</sup> ROUSSO, Henry. *Le syndrome...* cit. , p. 106.

<sup>251</sup> La presse indépendante parle de ces deux factions du FSN, tout en relativisant leurs différences.

<sup>252</sup> *Dimineața*, 5 mars 1992.

<sup>253</sup> PĂUNESCU, Adrian, « Mecanica fluidelor unui abuz istoric » [La mécanique des fluides d'un abus historique], *Dimineața*, 24 mars 1992, p. 1.

Nous soutenons la réforme initiée par le gouvernement, qui a brisé décisivement la domination communiste qui avait suffoqué pendant des décennies l'économie roumaine, mais la mise en pratique de cet idéal de la révolution roumaine rencontre encore la résistance des structures conservatrices.<sup>254</sup>

Mais qui était vraiment dénoncé dans ce texte, les « partis historiques » ou les anciens communistes ? Comme le moment coïncidait avec celui de la naissance de l'Alliance Civique et avec une grande manifestation de l'opposition, qui dénonçait justement certaines réformes du gouvernement Roman, les « conservateurs » désignent plutôt ces protestataires. Quelques mois plus tard, *Azi* soulignera que « la Proclamation du Front de 1989 était clairement anticomuniste »<sup>255</sup>, et que le FSN est toujours :

Contre la nostalgie du communisme, présente, consciemment ou non, dans le camp de l'opposition.<sup>256</sup>

En même temps, dans une déclaration décembre 1990, le gouvernement surprend tout le monde en annonçant que :

Le coupable pour le désastre dans lequel se trouvait le pays existe toujours parmi nous (les dirigeants de l'ancien parti communiste, les organes de l'Etat, la Securitate et d'autres personnes). Le Premier ministre demande au Parquet de mener des enquêtes et de traduire en justice tous ceux qui se sont rendus coupables envers le peuple roumain aussi bien pendant le régime communiste, que pendant la Révolution, afin qu'ils soient punis par les instances conformément à la loi.<sup>257</sup>

Ion Iliescu reproche au gouvernement ce communiqué, mais ne rendra publiques ses critiques que bien plus tard<sup>258</sup>. En tout cas, cette reprise de la

<sup>254</sup> La Proclamation du FSN, *Azi*, 21 novembre 1990.

<sup>255</sup> *Azi*, 16 mars 1991.

<sup>256</sup> *Ibidem*.

<sup>257</sup> Déclaration du Gouvernement, *Azi*, 27 décembre 1990.

<sup>258</sup> SEVERIN, Adrian. *Lacrimile dimineții* [Les larmes du matin], Bucarest : Scripta, 1995, p. 36.

rhétorique anticomuniste, qui était diamétralement opposée au type de discours du chef de l'Etat, n'aura pas d'effets au niveau des actions du Parquet ou de la Justice, son rôle étant celui d'exprimer les tensions à l'intérieur du FSN. Quelques mois plus tard, la direction du FSN désavoue le président du Sénat, Alexandru Bîrlădeanu, car :

La position de M. Alexandru Bîrlădeanu par rapport au programme du gouvernement et à la réforme marque un désaccord de principes.<sup>259</sup>

Et le FSN dénonce « la position conservatrice »<sup>260</sup> du président du Sénat. Le Front retirera, dans la même logique, son soutien politique à 13 parlementaires<sup>261</sup>. En ce sens, le ministre de la Réforme de l'époque, Adrian Severin<sup>262</sup>, raconte dans ses mémoires que ce conflit se retrouvait aussi au sein des ministères :

Les fonctionnaires des ministères, qui font semblant d'être loyaux au début de 1990, passent à la résistance passive, puis au sabotage et à la révolte.

Et regrette après coup que « le gouvernement ait préféré la voie de la légalité et l'effort pour récupérer et recycler l'ancien appareil » de l'Etat communiste<sup>263</sup>.

Avant la nouvelle venue des mineurs et la chute du gouvernement de septembre 1991, le conflit entre les réformistes et les conservateurs de l'intérieur des structures de l'Etat devenaient de plus en plus visible publiquement. Par exemple, la direction du FSN demande ouvertement le contrôle parlementaire des archives de l'ancienne police politique, l'établissement d'un rapport rigoureux entre le Parlement et le SRR, ainsi que :

---

<sup>259</sup> Communiqué du Bureau Exécutif du Collège Directeur du FSN, *Azi*, 30 mars 1991

<sup>260</sup> *Ibidem*.

<sup>261</sup> Communiqué du Bureau Exécutif du Collège Directeur du FSN, *Azi*, 4 avril 1991.

<sup>262</sup> Adrian Severin (né en 1954), ministre pour la Réforme et la relation avec le Parlement (juin 1990-octobre 1991), député FSN (PD) (1992-2000), dirige le groupe parlementaire de son parti entre 1992 et 1998, ministre des Affaires Extérieures (décembre 1996-décembre 1998), député PDSR (PSD) depuis 2000. Avant 1989 il avait enseigné à l'Académie Ștefan Gheorghiu du PCR (1986-1989).

<sup>263</sup> SEVERIN, Adrian. *Lacrimile...cit.*, p. 22.

Le combat ferme contre les tentatives de retour de l'ancienne bureaucratie conservatrice dans des postes de décision économique et l'élimination des structures qui tendent à favoriser ce phénomène.<sup>264</sup>

A plus d'un an des élections du 20 mai le FSN, plus précisément sa direction, c'est-à-dire le Premier ministre Petre Roman, entre dans un conflit d'autorité avec le président Ion Iliescu, qui contrôle notamment les services secrets. C'est à partir de ce conflit à l'intérieur à la fois du FSN et des structures de l'Etat qu'il faut interpréter un communiqué du gouvernement, publié juste avant sa chute, qui identifie ses adversaires avec les nostalgiques du communisme :

C'est le moment de nous rappeler que, dans le passé, de grands hommes politiques roumains, Iuliu Maniu, Constantin I.C. Brătianu, Titel Petrescu, Lucrețiu Pătrășcanu et bien d'autres ont été envoyés dans les prisons communistes pour leur convictions démocratiques, qu'ils ont été accusés de crimes inventés et qu'ils ont été condamnés pour de faux motifs, jamais prouvés, par le gouvernement communiste arrivé au pouvoir avec l'aide de étranger. Nous sommes persuadés que notre jeune démocratie ne peut pas être de nouveau menacée par des pratiques similaires, condamnées aujourd'hui par tous les pays ex-communistes, y compris par l'Union Soviétique.<sup>265</sup>

Peu avant de perdre le pouvoir, ceux qui soutiennent Petre Roman reprennent donc une rhétorique qui les rapproche de l'opposition anticommuniste, mais ce type de rhétorique n'a pas la valeur d'un discours officiel sur le passé communiste, ni même celle d'une redéfinition du discours sur le passé du FSN dans son entier ; ce n'est qu'une étape, désormais publique, du conflit à l'intérieur du FSN. Le fait que dans ce conflit le rapport au passé communiste joue un rôle éminent est avant tout le résultat de la domination de la vie politique par Ion Iliescu et du type de culture politique qu'encourage cette domination. C'est en partant de cette observation qu'on peut comprendre le fait que *Azi*, à la chute du gouvernement, parle d'un

<sup>264</sup> Communiqué du FSN, *Azi*, 8 juin 1991.

<sup>265</sup> Communiqué du gouvernement *Azi*, 17 septembre 1991.

« putsch communiste »<sup>266</sup> ; d'ailleurs Petre Roman reprend cette idée dans ses mémoires :

Je suis persuadé qu'il s'est agi là d'un putsch néocommuniste fomenté par les anciens cercles du Parti et de la Securitate réactivés.<sup>267</sup>

Dès octobre 1991, le dirigeant du FSN considère que les « structures communistes »<sup>268</sup> sont à l'origine de ce qui est présenté comme un véritable coup d'Etat, qui ne pouvait profiter qu'à Ion Iliescu, dont l'un des proches, le chef du Service Roumain de Renseignements, Virgil Măgureanu, est accusé par Petre Roman d'être un des principaux responsables de la venue des mineurs et de sa chute<sup>269</sup>. D'ailleurs *Azi* se demande de façon rhétorique, au moment de la nomination du nouveau gouvernement, si « le SRR décidera aussi de qui fera partie du gouvernement ? »<sup>270</sup>. En fait, après ce moment, Petre Roman ne se présente pas comme le chef de la majorité parlementaire, mais comme une victime des anciennes structures, ce qui l'incite à se demander en octobre 1991, juste après sa chute :

Quand nous sommes descendus dans les rues le 22 décembre, qu'est-ce que nous voulions, revenir à une autre forme de communisme ? C'est là le problème fondamental qu'on a aujourd'hui. La question essentielle est de savoir si nous revenons aux structures communistes, ou si nous allons en avant, vers la démocratie, vers la liberté politique et économique.<sup>271</sup>

La conclusion de cette première crise gouvernementale est donc, selon l'ancien Premier ministre, qu'à l'intérieur du pouvoir postcommuniste ce type de question est restée sans réponse, autrement dit qu'il y a le risque du retour à un

---

<sup>266</sup> *Azi*, 27 septembre 1991.

<sup>267</sup> ROMAN, Petre. *Le devoir...* cit. , p. 145.

<sup>268</sup> *Azi*, 26 septembre 1991.

<sup>269</sup> *Azi*, 2 octobre 1991.

<sup>270</sup> *Ibidem*.

<sup>271</sup> Petre Roman, *Azi*, 2 octobre 1991.



régime au moins autoritaire<sup>272</sup>. Ce constat vise le chef de l'Etat, qui est même accusé par Octavian Știreanu, à l'époque directeur de *Azi*, de ne pas respecter la Constitution, de se mêler des affaires du FSN et « de régler ses comptes d'une manière typiquement communiste »<sup>273</sup>. Quand le porte-parole de Ion Iliescu accuse la direction du FSN que « la rédaction de *Azi* s'est lancée dans une campagne de dénigrement du président »<sup>274</sup>, le divorce entre la direction du parti et le chef de l'Etat, entre, selon Adrian Severin, « les partisans du *maintenant* et ceux du *plus tard* »<sup>275</sup>, semble définitif, mais ce n'est qu'après l'échec aux élections locales de 1992 qu'a lieu l'inévitable rupture<sup>276</sup>.

Cette rupture était devenue imminente non seulement à cause des différends entre l'ancien Premier ministre et le chef de l'Etat, mais aussi parce que le premier semble vouloir changer la ligne politique du FSN, et les partisans de ce changement voient les proches de Ion Iliescu comme un obstacle décisif. En ce sens, la nouvelle orientation proposée par Petre Roman prévoit la transformation du FSN dans un parti social-démocrate, ce qui devait supposer :

Une rupture définitive avec l'ancienne société [...] l'éloignement définitif et sans réserves de la société communiste. L'histoire antérieure représente la réalité d'où il faut partir [...] Sans renier son passé et son histoire, la construction d'une société est orientée vers l'avenir. Aucune restauration n'est ni possible ni souhaitable. Mais il est nécessaire de réparer certaines injustices commises pendant l'ancien régime.<sup>277</sup>

Ce qui était manifestement contraire à la démarche du FSN jusqu'en 1992. En plus, le programme proposé par Petre Roman en vue de la Convention Nationale du FSN prévoit que :

<sup>272</sup> Conférence de presse de Petre Roman du 27 novembre 1991, *Azi*, 4 décembre 1991, p. 2.

<sup>273</sup> ȘTIREANU, Octavian. « Atac la Constituție » [Attaque à la Constitution], *Azi*, 13 décembre 1991, p. 1.

<sup>274</sup> Le Bureau de presse de la Présidence, *Adevărul*, 28 décembre 1991.

<sup>275</sup> Adrian Severin. *Lacrimile...* cit., p. 28.

<sup>276</sup> Il paraît même que Ion Iliescu avait, aux élections locales de 1992, voté pour le PGR ; voir, à ce propos, GALLAGHER, Tom. *Democrație și naționalism* [Démocratie et nationalisme] (tr.). Bucarest : All, p. 145.

<sup>277</sup> « Un viitor pentru România. Principiile identității și platformei politice a FSN » [Un avenir pour la Roumanie. Les principes de l'identité et de la plateforme politique du FSN], *Azi*, 19 mars 1991.

Le FSN n'accepte pas dans ses rangs, ou dans le cadre de sa politique, les courants de type néocommuniste, ceux qui tentent une restauration totalitaire, ceux d'extrême gauche. Il faut signaler que ce type d'orientation cherche à se reconstituer en Roumanie et qu'il constitue un danger autant pour le Front que pour notre pays.<sup>278</sup>

Désormais Petre Roman devient la cible des attaques de *Dimineața*<sup>279</sup> ; entre autres, cette publication constate l'éloignement du dirigeant du FSN « de la base sociale du Front et son déplacement vers la droite »<sup>280</sup>, et pour Petre Ninosu, futur ministre de la justice et proche de Ion Iliescu, Petre Roman :

Fait beaucoup de bruit autour de lui sur la lutte contre le communisme et les structures communistes, mais ses actions prouvent le contraire. Pour ne plus parler du fait qu'il n'a pas le droit moral de le faire, vu son passé.<sup>281</sup>

Ion Iliescu se rappellera ultérieurement ce moment en accusant le leader du FSN de :

Glissement vers des positions diamétralement opposées à celles qu'il soutenait quand il était Premier ministre, avec l'emploi de slogans d'une campagne soi-disant « anticomuniste », primitive, qui caractérisait l'idéologie des partis d'opposition.<sup>282</sup>

En fait ces critiques, comme celles de *Dimineața* qui, après la victoire de Roman à la Convention Nationale du FSN, publie un article d'avant 1989 d'un des nouveaux dirigeants du FSN, Bujor Bogdan Teodoriu, sur « L'avenir communiste de la Roumanie »<sup>283</sup>, relève uniquement d'une démarche qui vise la mise en doute de la sincérité de la nouvelle orientation du parti. Cette démarche s'inscrit dans la

<sup>278</sup> Programme de Petre Roman. « Un loc pentru fiecare, o țară pentru toți » [Une place pour chacun. Un pays pour tous], *Azi*, 6 mars 1992.

<sup>279</sup> *Dimineața*, 24 mars 1992.

<sup>280</sup> *Dimineața*, 25 mars 1992.

<sup>281</sup> *Dimineața*, 18 mars 1992.

<sup>282</sup> ILIESCU, Ion. *Révoluție...* cit. , p. 168.

<sup>283</sup> *Dimineața*, 28-29 mars 1992.

logique *tous coupables*, qui accuse automatiquement tout promoteur d'un discours de type anticomuniste d'imposture.

La scission du FSN mène à l'apparition du Front Démocratique du Salut National, comme incarnation d'un refus d'accepter ce changement fondateur du FSN, accusé par les partisans de Ion Iliescu de « déviationnisme de droite »<sup>284</sup>, de « démagogie anticomuniste »<sup>285</sup> et d'« élitisme »<sup>286</sup>. D'autre part, *Azi* voit dans la scission du FSN un épisode à la suite duquel « les communistes s'en sont allés »<sup>287</sup>, le Front étant libéré des « résidus idéologiques qu'il a portés pendant toute cette période »<sup>288</sup>.

Même si institutionnellement Petre Roman règne sur le FSN, la majorité des parlementaires, une grande partie des ministres et, finalement, l'électorat en septembre 1992, ne sont pas d'accord avec ce tournant du FSN. Le FDSN sera, comme on va le montrer plus loin, le véritable continuateur de la démarche qui avait caractérisé le FSN. En même temps, au niveau électoral, la personnalisation de la vie politique a joué un rôle décisif dans le succès du FDSN à reprendre l'essentiel des partisans du Front car, comme Petre Roman n'entre pas dans la course présidentielle, Ion Iliescu est le seul des deux dirigeants du FSN de 1990 qui participe à la course électorale et capitalise ainsi l'héritage de l'ancien Front.

La résolution du conflit « entre ceux qui préfèrent rester dans la zone d'influence soviétique et ceux tournés vers l'Occident »<sup>289</sup> à l'intérieur du FSN ne met pas en doute le clivage sur la question du passé ; au contraire, la logique de ce clivage transforme le nouveau parti de Ion Iliescu dans le plus important parti parlementaire et pousse le FSN vers la Convention Démocratique, même si ce processus ne se réalise pas sans heurts.

La campagne en vue des élections de septembre 1992 menée par le FSN, dirigé désormais sans partage par Petre Roman, sera à la fois anticomuniste et

---

<sup>284</sup> *Dimineața*, 31 mars, 1992.

<sup>285</sup> *Dimineața*, 28-29 mars 1992.

<sup>286</sup> Voir la Déclaration du Comité d'initiative pour la constitution du parti FSN-22 décembre, *Dimineața*, 31 mars, 1992, p. 1.

<sup>287</sup> *Azi*, 11 avril 1992.

<sup>288</sup> *Azi*, 18 avril 1992.

<sup>289</sup> SEVERIN, Adrian. *Lacrimile...cit.*, p. 127-145.

critique à l'adresse de la Convention Démocratique, comme si le FSN voulait occuper le terrain de la CDR. Ainsi Caius Traian Dragomir, le candidat du FSN aux élections présidentielles, se déclare un ancien participant à la manifestation de la Place de l'Université<sup>290</sup>, et dénonce :

Les éléments néocomunistes [...] qui ont réussi à conserver leurs avantages et leurs privilèges de l'ancien régime.<sup>291</sup>

Cette reprise du discours de l'opposition va de pair avec une critique pêle-mêle des anciens membres du FSN et des « partis historiques » :

Le communisme, tant des éléments néocomunistes du pouvoir révolutionnaire, que d'autres qui faisaient partie de l'opposition, a essayé de maintenir la peur à l'échelle de la nation toute entière.<sup>292</sup>

D'ailleurs son slogan, « Changement sans haine et sans revanche »<sup>293</sup>, vise la CDR vue justement comme partisane de la revanche. En dépit de l'usage du discours anticomuniste, ni Caius Traian Dragomir ni le FSN ne donneront de consigne de vote en vue du second tour des élections présidentielles, dans lequel se sont affrontés Ion Iliescu et le candidat de la CDR<sup>294</sup>. Pourtant le FSN ne s'est plus jamais allié avec le parti de Ion Iliescu ; Petre Roman accuse même le nouveau gouvernement du FDSN de vouloir « un retour à l'ancien système »<sup>295</sup>, tandis que pour un des dirigeants du FSN de l'époque :

Le gouvernement Văcăroiu, directement et par l'intermédiaire des partis qui le soutiennent (PDSR, PUNR, PGR, PST, PDAR) cultive la xénophobie, le populisme, l'égalitarisme [...] aggrave l'intolérance et persécute l'opposition.<sup>296</sup>

<sup>290</sup> *Adevărul*, 11 septembre 1992.

<sup>291</sup> Caius Traian Dragomir, « Noua Românie » [La nouvelle Roumanie], *Adevărul*, 1 septembre 1992, p. 3.

<sup>292</sup> ȘTEFĂNESCU, Domnița. *Op. cit.*, p. 255.

<sup>293</sup> Soutenu pendant sa campagne électorale, notamment celle télévisée.

<sup>294</sup> A ce propos *România liberă*, 29 septembre 1992.

<sup>295</sup> Déclaration de Petre Roman du 21 novembre 1992, ȘTEFĂNESCU, Domnița. *Op. cit.*, p. 271.

<sup>296</sup> SEVERIN, Adrian. *Lacrimile...cit.*, p. 37.

Les changements du discours de Petre Roman et même de l'identité politique du FSN apparaissaient en 1992 comme peu crédibles dans un contexte qui était loin de voir s'effacer le souvenir de l'attitude du FSN envers les manifestations de 1990, notamment lors des événements du 13-15 juin 1990. En effet, ce type de discours, par lequel l'ancien Premier ministre voulait se démarquer des conservateurs de son propre parti, caractérisait déjà l'opposition formée par les « partis historiques » qui dénonçaient les ambiguïtés sur le sort de l'ancienne police politique et plus généralement l'absence de volonté du FSN de punir les abus commis dans le passé. Longtemps le changement à l'intérieur du FSN est reçu avec scepticisme par les anticommunistes, le parti de Petre Roman étant donc le prisonnier de son ancienne stratégie par rapport au passé communiste et de son soutien longtemps indéfectible à Ion Iliescu. Le nouveau type de rhétorique du dirigeant du FSN contrarie la majorité de son ancien électorat et facilite le transfert très rapide de celui-ci vers le Front Démocratique du Salut National de Ion Iliescu<sup>297</sup>.

L'histoire de la scission du FSN, qui commence en fait avec la chute du gouvernement en septembre 1991, et surtout l'histoire de la prise du pouvoir par le FDSN, qui confirme la préservation de la domination politique exercée par Ion Iliescu, rappellent que le FSN avait été le produit politique de la direction de l'Etat de janvier 1990<sup>298</sup>. Le FDSN apparaît comme le résultat d'une répétition du même mécanisme, biais par lequel est assurée la continuité politique en dépit de l'apparente alternance au pouvoir de 1992. Si en 1989 le PCR ne pouvait pas se réformer, en 1992 le changement trop brusque d'identité du FSN permet à ceux qui se sont opposés à ce changement de rester au pouvoir.

Au fond, la rupture à l'intérieur du FSN est provoquée par la même question qui fédère l'opposition au FSN : la brusque chute du communisme doit mener à une forme de décommunisation des structures de l'Etat qui est toujours dominé par des hommes et des institutions marqués par l'héritage totalitaire. Indépendamment de l'usage politique de la question de la décommunisation, le fait que la FSN apparaît

---

<sup>297</sup> Lors des élections du 27 septembre 1992 le FDSN a réussi à surclasser le FSN, obtenant 117 mandats de députés (27,72% des voix exprimées) et 49 de sénateurs (28,29%) contre 43 députés (10,19%) et 18 sénateurs (10,39%) pour le FSN.

<sup>298</sup> Le FSN en tant que parti est apparu le 23 janvier 1990 à la suite de la décision prise par la CFSN, à ce propos ILIESCU, Ion. *Momente...* cit. , p. 84-94.

longtemps comme opposé à cette démarche met radicalement en cause la dimension révolutionnaire de son identité. Ce qui peut expliquer à la fois le succès de Petre Roman à l'intérieur du FSN, la violence de la rupture qui s'ensuit et la défaite électorale du FSN de 1992, défaite de ce qui était, en réalité, un nouveau parti.

## Conclusions

Le discours sur le passé du Front est donc un discours pluriel. Il contient une dimension orientée vers le personnel des institutions de l'Etat, caractérisée par la volonté d'écarter le danger de la décommunisation ; l'autre dimension vise plus généralement l'ensemble de l'électorat, elle est plus réformiste, mais comprend une critique radicale de l'anticommunisme, vu comme une tentative d'argumenter en la faveur de la restauration des réalités pré-communistes.

La réaction du FSN aux accusations de l'opposition a comme première conséquence le fait que Front se donne une identité par rapport au discours des anticommunistes ; comme l'observe Alfred Grosser, « la mémoire d'autrui peut contraindre à une appartenance prioritaire »<sup>299</sup>. Le FSN, surtout par sa partie conservatrice représentée par le président et la majorité parlementaire, se met implicitement et même involontairement dans une situation d'héritier culturel de l'ancien parti unique<sup>300</sup>. D'ailleurs la forte personnalisation du pouvoir, qui marque aussi l'élaboration du texte de la Constitution de 1991, est une autre forme d'héritage.

Nous avons vu que le FSN fait appel à une double légitimité, qui résulte, d'une part, de son rôle pendant le moment révolutionnaire, et, d'autre part, d'une dimension modérée de sa démarche, qui ménage certaines continuités institutionnelles et défend les « réalisations » de l'ancien régime. Ce rapport multiforme au passé réussit une complémentarité saisissante entre l'appel à une vocation révolutionnaire et la rhétorique conservatrice.

<sup>299</sup> GROSSER, Alfred. *Le crime et la mémoire*. Paris : Flammarion, 1989, p. 27.

<sup>300</sup> Geoffrey PRIDHAM, pour définir les partis postcommunistes reprend la distinction opérée par Juan Linz entre continuité culturelle et continuité organisationnelle du parti, Voir PRIDHAM, Geoffrey. *The Dynamics...* cit. , p. 40.

Mais ces contradictions ne peuvent être comprises que par la présence d'une personnalité charismatique comme Ion Iliescu, longtemps secondé par Petre Roman, qui réconcilie ces contradictions du discours du FSN en leur donnant une cohérence qui n'a pas besoin d'être logique, car elle est symbolique, représentée par sa personne même. De ce point de vue, le rôle de Ion Iliescu peut être comparé avec celui du roi Juan Carlos en Espagne : « the monarchic figure maintaining an extraordinary -and extremely useful- ambiguity during transition, became a symbol both of renovation and of political continuity »<sup>301</sup>. Mais le cas du chef de l'Etat roumain au début de la transition on peut parler d'un certain équilibre uniquement entre les diverses tendances de l'intérieur du FSN.

D'autre part le Front, en parlant des abus de N. Ceaușescu et de sa famille, en donnant le nom de « dictature *ceaușiste* » à la période d'avant 1989, opère une personnalisation des responsabilités, qui sont ainsi dépolitisées, ce qui a pour but ce qu'observe Dominique Colas en faisant référence au concept de « stalinisme » : « Imputer à Staline la responsabilité d'une multitude de crimes, en oubliant d'indiquer qu'ils ont d'abord été des exigences politiques du léninisme, permet d'exonérer le système de toute sa responsabilité »<sup>302</sup>.

Le FSN a un rapport non seulement nuancé mais aussi ambigu au passé récent ; la sphère de la condamnation ou de l'appel à son héritage sont variables, dépendant du contexte politique. Que le passé communiste soit utilisé comme un passé éminemment malléable, selon l'intérêt politique du moment, est en soi une forme définitoire du rapport à ce passé.

Si notre but a été non pas de savoir ce que pensent du passé les leaders du FSN, mais quelle image du régime communiste peut être esquissée à partir de leur usage politique du rapport à ce passé, cette image est caractérisée par la polymorphie, elle est illisible si on veut la projeter en deux dimensions. Mais cette illisibilité ne peut-elle être une caractérisation suffisante ? La politique de l'oubli ne vise-elle pas la même chose ?

---

<sup>301</sup> Voir ROS, Salvador Carduso. *Op. cit.*, p. 21.

<sup>302</sup> COLAS, Dominique. *Le léninisme*. Paris : PUF, 1998 (1982), p. 157.

Pourtant nous avons repéré quelques points fixes de cette image « impossible » : défense des « réalisations », condamnation partielle menant à un anti-*ceauşisme* plutôt qu'à une forme d'anticommunisme, accent mis sur l'unité de l'histoire nationale, et, comme contrepoint, la politique de l'oubli. Mais la récolte paraît maigre et les résultats insuffisants.

Finalement le FSN encourage la formation du clivage autour du passé parce qu'il considère que celui-ci lui est favorable, ce qui est confirmé par le résultat des élections de 1990. Mais ultérieurement ce clivage apparaîtra à l'intérieur même du Front et contribuera à son schisme, comme si le FSN avait négligé l'effet désorganisateur que pouvait avoir à long terme une « mémoire faible »<sup>303</sup> pour le parti.

Le rapport du Front au passé est marqué par l'historisme, mais l'invocation du *sens de l'histoire* apparaît comme purement rhétorique, *ce sens* n'ayant pas de réalité idéologique. Ce qui explique l'impossibilité de produire aussi bien une mémoire partisane qu'une histoire officielle du passé récent.

---

<sup>303</sup> Voir CANDEAU, Joël. *Mémoire et identité*. Paris : PUF, 1998, p. 40.



### Chapitre III

#### **Le discours du Parti de la Démocratie Sociale de Roumanie sur le régime communiste**

Comme le FSN, le Front Démocratique du Salut National (FDSN), au moment de sa naissance institutionnelle, n'est pas un parti successeur classique<sup>1</sup> ; il ne résulte pas du renouvellement d'un parti communiste, il est l'aboutissement d'un courant qui se cristallise au sein du Front du Salut National tout au long de la période 1990-1992 et qui se manifeste comme partisan d'une temporisation des changements économiques et politiques.

Dans le contexte donné, l'apparition du FDSN, inscrit au tribunal le 30 avril 1992, doit être mise en relation avec la dramatisation du clivage autour de la question du rapport au passé communiste et avec la précédente création des nostalgiques Parti Socialiste du Travail (PST) et Parti de la Grande Roumanie (PGR)<sup>2</sup>. C'est d'ailleurs grâce à ces formations politiques que le FDSN, qui, après les élections de septembre 1992, ne dispose pas au Parlement d'une majorité absolue<sup>3</sup>, pourra maintenir la stabilité de son gouvernement quatre ans durant, pendant lesquels la Roumanie se distingue, par rapport à la plupart des autres pays ex-communistes, par la lenteur des changements économiques et politiques.

---

<sup>1</sup> Pour une analyse comparative avec un cas classique de parti successeur, celui du Parti Socialiste Hongrois, voir ELECHES-POP, Grigore. Separated at Birth or Separated by Birth? The Communist Successor Parties in Romania and Hungary. *East European Politics and Societies*, vol.13, n° 1, 1999, p. 117-147.

<sup>2</sup> Ces partis se définissent dès le début à partir de leur tentative de réhabiliter l'ancien régime communiste.

<sup>3</sup> Un peu moins de 30% des voix et 40% des sièges parlementaires.

L'apparition du FDSN est un moment de clarification entre les deux formes contradictoires de légitimation politique du FSN, utilisées notamment, comme nous l'avons montré dans le chapitre précédent, pour gagner les élections du 20 mai 1990. La première mettait l'accent sur le rôle des dirigeants du FSN pendant la Révolution, comme garantie de la poursuite des changements. C'est une légitimation révolutionnaire par laquelle ils s'arrogent une sorte de monopole du droit de mener le processus de démocratisation. Le deuxième type de légitimation faisait appel au même moment de décembre 1989, mais aussi, implicitement, à une histoire antérieure à ce moment, dans un sens qui met l'accent sur la capacité d'apporter la stabilité, de remplir le « vide de pouvoir »<sup>4</sup> et d'arrêter la poursuite du processus révolutionnaire par une pacification qui suppose des changements limités.

Le FSN ne survivra pas au conflit entre ceux qui incarnaient les deux formes de légitimation, Petre Roman et Ion Iliescu. Ce conflit devient visible après la démission forcée de Petre Roman de son poste de Premier ministre en septembre 1991, mais il pouvait auparavant être déduit des discours de plus en plus divergents des deux dirigeants par rapport au passé communiste. Quand, en 1991, Petre Roman commence à utiliser une rhétorique de plus en plus anticomuniste<sup>5</sup>, Ion Iliescu lui répond indirectement en présentant une vision nettement différente:

On parle de communisme, de la démolition des structures communistes et ainsi de suite. Ces sociétés portaient seulement le nom de socialistes [...] Dans ces pays il n'y avait pas de socialisme au sens originaire du terme, qui combinait des processus objectifs du développement social avec l'équité sociale. Finalement, l'idée qui a animé notre jeunesse a été l'équité sociale. Nous avons démantelé un système despotique, autoritaire, totalitaire, qui n'avait rien en commun avec les idées généreuses du socialisme.<sup>6</sup>

<sup>4</sup> Expression couramment utilisée par les dirigeants du FSN pour expliquer la période qui s'écoule le 22 décembre 1989 entre la fuite en hélicoptère de N. Ceaușescu et la formation du Conseil du Front du Salut National.

<sup>5</sup> A la Convention Nationale du FSN du 16-17 mars 1991 on adopte le document « Un futur pour la Roumanie. Les principes de l'identité et de la plate-forme politique du FSN », qui annonce « l'option pour la social-démocratie », « la rupture définitive de la société communiste » et « la nécessité de réparer certaines injustices commises pendant le régime antérieur », *Azi*, 19 mars 1991.

<sup>6</sup> Discours de Ion Iliescu aux représentants du Forum des Roumains et des originaires de Roumanie, *Dimineața*, 1-er octobre 1991, p. 1, 4.

Après la Convention Nationale du 27-29 mars 1992, quand Petre Roman est confirmé « leader national »<sup>7</sup> du FSN, les fidèles du chef de l'Etat, qui veulent soutenir Ion Iliescu pour un nouveau mandat, annoncent la création d'un nouveau parti, qui naîtra juridiquement un mois plus tard sous le nom de Front Démocratique du Salut National. Au niveau parlementaire, en mai, le FDSN revendique déjà 46 sénateurs, c'est-à-dire une majorité de ceux qui avaient été élus sur les listes du FSN, et 76 députés<sup>8</sup>, parmi lesquels on trouve les présidents des deux chambres et plusieurs ministres. La rapidité de la constitution et de la mise en route des structures du nouveau parti montre que l'apparition du FDSN, en tant que véhicule politique pour le président Ion Iliescu, était une forme, attendue depuis longtemps, de clarification à l'intérieur du parti ; d'ailleurs, l'attachement au message initial du Front sera affirmé comme motif de la rupture par les fondateurs du FDSN. Lors de la première Conférence Nationale du FDSN, le 28 juillet 1992, sera adoptée, à l'unanimité, la décision de soutenir la candidature de Ion Iliescu à l'élection présidentielle de septembre<sup>9</sup>.

L'appel à la constitution du futur PDSR est centré sur l'idée du refus du mimétisme par rapport au modèle des démocraties libérales, mimétisme qui est reproché à la fois à Petre Roman et aux dirigeants des « partis historiques »:

Notre idée fondamentale est que les formes d'organisation politique, économique, socioculturelle, tant au niveau général qu'au niveau particulier, ne peuvent pas être imposées par la force, ne peuvent pas être copiées mécaniquement, mais doivent correspondre à la tradition, aux habitudes, au niveau de culture et de conscience du peuple.<sup>10</sup>

Cet acte fondateur du FDSN est un bel exemple de ce qu'on peut appeler un conservatisme postcommuniste, et il nous aide à faire la liaison entre les idées de Ion Iliescu sur la nécessité d'une forme de démocratie originale et l'évocation, par le parti qui le soutient après 1992, d'une démocratie sociale, ce qui suppose, comme

<sup>7</sup> Dès 1991 c'est le titre officiel du dirigeant du FSN.

<sup>8</sup> *Adevărul*, 22 mai 1990.

<sup>9</sup> *Adevărul*, 30 juillet 1992.

<sup>10</sup> L'appel du Conseil National Provisoire du FSN-22 décembre, *Dimineața*, 8 avril 1992.

nous allons le montrer plus bas, la recherche d'un système politique et social qui se donne comme sens la conformité avec le spécifique national.

Le FDSN résulte d'un mouvement de réaction aux plus importants changements d'après 1989, attitude qui utilise le discours nationaliste pour justifier son refus du modèle occidental. Cette attitude va de pair avec un attachement à une vision du passé communiste, que nous allons analyser plus bas, et dont Ion Iliescu est non seulement le porteur, mais aussi l'inspirateur et le symbole.

En même temps, Ion Iliescu restait en 1992 l'homme politique le plus populaire, d'autant plus qu'il n'apparaît pas comme responsable des éventuels échecs du gouvernement, ce qui permettra au FDSN de se présenter devant les électeurs comme un parti d'opposition. La première campagne électorale du FDSN se réduira à celle pour son candidat à l'élection présidentielle, le slogan de campagne étant « En votant avec le FDSN, vous votez avec Ion Iliescu »<sup>11</sup>. L'identité du nouveau Front est définie essentiellement par l'effort d'apparaître comme le parti de Ion Iliescu, qui est présenté comme le candidat de ceux qui sont déçus par le FSN et par les réformes économiques.

En dépit de sa fonction présidentielle, Ion Iliescu essaie donc d'apparaître comme celui qui veut rassembler les votes de ceux qui ont l'intention de protester contre le coût social des réformes et ont la nostalgie d'un Etat fort :

Il faut parler des effets de la gestion de la réforme, la déstructuration désordonnée de l'ancien mécanisme économique, le dilettantisme et la hâte dans l'adoption de certaines décisions économiques, l'ignorance de la nécessité de relais de l'action active de l'Etat dans l'économie en transition.<sup>12</sup>

Ce ne sont pas les réformes en tant que telles qui sont mises en cause, mais les méthodes employées par les gouvernements postcommunistes, notamment celui dirigé par Petre Roman. Ion Iliescu n'abandonne donc pas le thème de la réforme ; d'autre part, il ne se distingue de ses opposants que par l'accent qu'il met sur la

<sup>11</sup> Slogan qu'on retrouvait sur les affiches et les tracts électoraux du FDSN pendant la campagne électorale de septembre 1992.

<sup>12</sup> Intervention télévisée de Ion Iliescu du 31 août 1992, ILIESCU, Ion. *Momente de istorie*. Tome III, *cit.*, p. 352-357, p. 353.

nécessité du ralentissement des transformations et d'une revalorisation du rôle économique de l'Etat. En plus, le FDSN accuse les dirigeants du FSN d'avoir simultanément trahi les idéaux de la Révolution et ceux du Front du 20 mai 1990<sup>13</sup>, mais le contenu de cette trahison n'est pas explicité, si ce n'est que par l'accent mis sur l'idéal d'une voie roumaine, originale, de développement.

Né sous le signe de la fidélité au président de l'époque, le FDSN qui, le 10 juillet 1993 prendra le nom de Parti de la Démocratie Sociale (PDSR), est un parti fondamentalement lié à son leader historique, qui reste longtemps dans l'impossibilité de se penser indépendamment de lui. Le discours de Ion Iliescu, y compris celui sur le passé, fait donc autorité, n'étant pratiquement jamais ouvertement contesté à l'intérieur du parti. Compte tenu du fait que l'identité du parti se forge autour de l'image et à partir du discours de Ion Iliescu, nous allons d'abord analyser l'évolution de son rapport au passé communiste, ce qui va nous aider à comprendre l'ensemble du discours et de la fonction de l'attitude à l'égard du régime déchu du FDSN/PDSR.

Enfin il faut préciser que ce chapitre concerne uniquement le message du parti pendant la période écoulée entre son apparition, en avril 1992, et la victoire du PDSR de novembre 2000. Pendant cet intervalle, le rapport au passé récent du parti ne connaît pas d'inflexions majeures ; d'autre part, en comparaison avec l'attitude du FSN, celle du nouveau parti est plus lisible, cette clarification venant notamment de l'absence de l'équilibre relatif qui caractérisait la direction du FSN. Le PDSR est un parti plus homogène et en général plus discipliné, car bâti autour d'un homme.

---

<sup>13</sup> Le premier groupe parlementaire dissident qui part du FSN prend le nom de FSN-20 mai, ensuite le nom initial du FDSN était FSN-22 décembre, mais il est refusé par le tribunal.

## I. Prémisses du rapport au passé récent

Ion Iliescu, bien que président pendant la période 1990-1992, se présente aux élections de septembre 1992 en décriant la rapidité des réformes et en présentant un « Programme anticrise »<sup>14</sup>. En fait, le président et son parti déclinent toute responsabilité dans la gestion du pays pendant les trois premières années de la transition, utilisant une stratégie similaire à celle du FSN de 1990, quand la disparition subite du Parti Communiste Roumain avait justifié l'occultation de la question des responsabilités institutionnelles et des abus du régime déchu.

Pourtant, dès sa constitution, le Front Démocratique du Salut National se veut le véritable continuateur du FSN, se réclamant du programme initial du CFSN du 22 décembre 1989 et de celui d'avant les élections du 20 mai 1990, dont l'esprit aurait été trahi par l'ancien Premier ministre Petre Roman. En fait, Petre Roman, comme Nicolae Ceaușescu auparavant, est accusé de trahison ; cette accusation devait libérer la nouvelle formation politique, le FDSN, du passif de l'héritage du FSN, tout en lui permettant de préserver la paternité des idéaux proclamés initialement.

A la Conférence Nationale du FDSN du 9 et 10 juillet 1993, quand le parti change de nom, devenant le Parti de la Démocratie Sociale de Roumanie, on présente un « Rapport sur l'activité du parti depuis juin 1990 »<sup>15</sup>, ce qui devait souligner sa volonté d'apparaître comme le véritable successeur légitime du Front du Salut National. En plus, sont invités à la Conférence les membres fondateurs du FSN, et la présence de ceux qui étaient aussi d'anciens dignitaires du régime communiste, comme Corneliu Mănescu, Alexandru Bîrlădeanu et Silviu Brucan, symbolisait la volonté de mettre en scène sinon une autre succession, qui va au-delà de 1989 et du FSN, au moins une symbolique passation de pouvoirs avec l'élite de l'ancien régime.

Nous avons vu que ce qui définit la démarche initiale du FDSN, c'est un discours qui dénonce non pas l'héritage de la période d'avant 1989, mais celui des

<sup>14</sup> Ion Iliescu à la Télévision publique, le 31 août 1992, in ILIESCU, Ion. *Momente....* tome III, cit. p. 352-357.

<sup>15</sup> ȘTEFĂNESCU, Domnița. *Op. cit.*, p. 322-323.

gouvernements postcommunistes. C'est un parti qui prétend naître comme réaction à certaines réalités postcommunistes, voulant représenter politiquement ceux qui critiquent une partie des changements d'après 1989, tout en essayant de revaloriser certains héritages du régime communiste. Le parti du chef de l'Etat de 1990 à 1992 met en doute l'orientation donnée à la transition pendant cette même période ; Ion Iliescu lui-même apparaît comme le partisan d'une redéfinition des réformes, et utilise un discours plus nostalgique qu'auparavant sur son rapport au régime communiste. Nous allons montrer que là où le FSN était ambigu dans son discours sur la période communiste, la discipline de parti de la nouvelle formation politique non seulement apporte certaines clarifications, mais aussi met en scène des paradoxes apparents, comme celui de la proximité avec les nostalgiques du PST et le PGR, qui accusent Ion Iliescu personnellement d'avoir assassiné l'ancien chef de l'Etat.

### **I.A. Une seule origine assumée : le moment révolutionnaire de Décembre 1989**

Chaque parti se veut le résultat d'une histoire spécifique ; le PDSR a néanmoins longtemps évité de se revendiquer d'une tradition politique, tout en ayant un rapport équivoque avec l'héritage humain et institutionnel de l'ancien parti unique. Par ses dénominations successives, le parti qui reste fidèle à Ion Iliescu montre, au-delà de son attachement très problématique à la social-démocratie, un problème identitaire qui arrive à encourager, notamment pendant la période 1992-1996, les accusations de *néocommunisme*, car ou bien son identité en termes de projet politique était inavouable, ou les ressorts de l'existence de cette structure politiques n'étaient liés à aucun projet politique précis.

Une tentative de réponse à ces incriminations est la « Lettre ouverte à un journaliste étranger »<sup>16</sup> publiée entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1992 par le ministre des affaires étrangères de l'époque et futur dirigeant du parti,

---

<sup>16</sup> NĂSTASE, Adrian, « Scrisoare deschisă unui ziarist străin » [Lettre ouverte à un journaliste étranger], *Dimineața*, 3-4 octobre 1992.

Adrian Năstase<sup>17</sup>. Ce texte, caractéristique de l'attitude du parti, essaie de définir le rapport au passé communiste du FDSN en faisant un parallèle avec la Convention Démocratique :

Le FDSN n'est pas un parti ex-communiste, tous les partis sont composés d'ex-communistes [...] dans le FDSN se trouvent probablement tout autant de gens qui ont connu les prisons communistes. La seule différence entre le candidat soutenu par le FDSN et celui du CDR est que le premier s'est manifesté comme un opposant de l'ancien régime dès 1971, tandis que le second a commencé à s'exprimer comme anticommuniste seulement en 1990.<sup>18</sup>

Le FDSN ne se veut donc pas un parti ex-communiste, et le seul héritage qu'il veut assumer est celui du moment 1989, ce qui a en principe l'avantage de neutraliser toutes les accusations qui le qualifie de parti héritier du PCR. Pour Ion Iliescu en 1992, mais aussi plusieurs années plus tard, « le PDSR est le continuateur légitime de la Révolution de 1989 »<sup>19</sup> et, dans son programme intitulé « Je crois au changement en bien de la Roumanie »<sup>20</sup>, le candidat du FDSN à l'élection présidentielle se réclame du moment révolutionnaire :

Avec ses caractéristiques et ses options : la démolition du système totalitaire communiste, l'instauration de la démocratie, le respect de la liberté et de la dignité humaines, la renaissance de la société roumaine.<sup>21</sup>

Le moment 1989 est donc présenté dans ce texte comme un moment de rupture avec l'ancien régime, une rupture dans laquelle Ion Iliescu joue un rôle éminent, d'ailleurs personne ne nie son rôle dans la formation du premier pouvoir

---

<sup>17</sup> Adrian Năstase occupe la deuxième position dans la hiérarchie du parti de 1993 à 2000, pour devenir président du PDSR, qui prend à l'époque le nom de Parti Social Démocrate (PSD), entre 2001 et 2005.

<sup>18</sup> *Ibidem*.

<sup>19</sup> Message du président roumain Ion Iliescu à la Conférence nationale du PDSR, *Adevărul*, 25 novembre 1995.

<sup>20</sup> Ion Iliescu, Le programme électoral « Je crois dans le changement en bien de la Roumanie » in ILIESCU, Ion. *Momente ...*, tome III, cit., p. 313-331.

<sup>21</sup> *Ibidem*, p. 315.



postcommuniste. La récurrence de cette invocation de l'origine révolutionnaire du PDSR nous permet d'affirmer que le PDSR utilise Ion Iliescu comme un symbole du moment de décembre 1989, ce qui donne au parti une position privilégiée dans la revendication de la Révolution roumaine comme moment fondateur, et lui permet ainsi de combler un impossible vide discursif sur les ressorts de son apparition.

D'autre part, dans son programme de 1992, le FDSN considère la Constitution de 1991 comme le véritable aboutissement du moment révolutionnaire, car :

La constitution représente la rupture définitive avec le système totalitaire communiste.<sup>22</sup>

Ce qui apparemment clarifie le rapport au passé récent à la fois du parti et de l'Etat roumain. En même temps, cela fait du FDSN le champion de la défense du texte voté en décembre 1991, visant ainsi à sa confiscation symbolique. Ainsi la référence au moment révolutionnaire n'implique pas uniquement une volonté de se démarquer de l'ancien régime, mais aussi la volonté de circonscrire les objectifs des revendications de décembre 1989 à leur réalisation incarnée par le texte constitutionnel. Selon cette logique, en mettant en cause certaines dispositions de ce texte, les adversaires du FDSN contrediraient les idéaux de la Révolution.

Finalement, la rhétorique de l'attachement à l'héritage révolutionnaire du moment de 1989 n'est pas, pour le parti de Ion Iliescu, le signe d'une volonté d'apparaître comme la force politique du changement ; elle s'inscrit dans une logique conservatrice qui, d'une part, prétend que la Constitution est l'incarnation des idéaux révolutionnaires et, d'autre part, en mettant l'accent sur l'attachement au texte constitutionnel, permet la confusion entre l'invocation de ce texte et une démarche de justification des inerties et de la lenteur des transformations.

En 1999, le président du PDSR accuse le chef de l'Etat de l'époque, Emil Constantinescu, de « vouloir substituer à la Révolution la Place de l'Université et la restauration »<sup>23</sup>, ce qui nous aide à mieux comprendre le rôle que joue la référence

---

<sup>22</sup> *Ibidem*.

<sup>23</sup> Discours de Ion Iliescu à la Conférence nationale du PDSR, *Adevărul*, 11 octobre 1999.

au moment de décembre pour le parti de Ion Iliescu. L'identification avec la Révolution permet au PDSR d'avoir un ascendant symbolique par rapport aux autres partis dans les rapports avec les institutions de l'Etat qui se renouvellent, du moins à ce niveau des symboles, à partir de 1989. Ce rapport au moment de début du postcommuniste a aussi la fonction d'éviter qu'il ne soit confisqué par l'autre successeur du FSN, le parti de Petre Roman, ou par les partisans d'un changement plus radical, rassemblés dans la CDR.

L'alternance de 1996 peut donc être présentée comme une négation de décembre 1989<sup>24</sup> ; en général, le PDSR cherche à proposer son rapport avec les partis de la CDR dans les termes « Révolution vs Restauration »<sup>25</sup>, selon le titre d'une Conférence organisée par le PDSR en 1998 et au cours de laquelle Ion Iliescu, désormais dirigeant officiel du parti, dénonce le fait que :

Les protagonistes du retour vers le passé ont invoqué, comme pendant le régime totalitaire, la lutte des classes.<sup>26</sup>

Pourtant ce passé décrié n'est pas le passé communiste, mais celui d'avant l'instauration du parti unique, et la lutte des classes n'est que la modalité par laquelle Ion Iliescu interprète les discours de ses adversaires. D'ailleurs, *Dimineața* essaie d'expliquer l'opposition des deux visions sur le passé en clarifiant les termes du discours de Ion Iliescu:

Décembre 1989 a apporté, parmi d'autres nouveautés, le réveil des boyards, des propriétaires industriels, des légionnaires et des partis historiques ; [mais la révolution n'aurait pas été possible sans] les ouvriers des zones industrielles qui ont mis fin au règne du clan Ceaușescu.<sup>27</sup>

---

<sup>24</sup> *Dimineața*, 16 et 20 décembre 1996.

<sup>25</sup> Conférence du PDSR au Palais du Parlement du 23 décembre 1998.

<sup>26</sup> Discours de Ion Iliescu à la Conférence « Révolution et restauration », *Dimineața*, 4 janvier 1999.

<sup>27</sup> *Dimineața*, 4 janvier 1999.

Selon cette logique, le changement de régime est donc l'œuvre des ouvriers, qui sont politiquement représentés par le PDSR, donc les adversaires de ce parti veulent mettre en doute les changements de décembre 1989.

Au moins jusqu'en 2000, le PDSR n'a pas d'autre origine assumée que le moment révolutionnaire. C'est à partir de cette filiation que doit être comprise la construction de son rapport au passé communiste. Le parti de Ion Iliescu rejette donc la qualification de parti ex-communiste au nom de cette origine qui est destinée à lui donner à la fois une image de parti nouveau, sans passif, et le droit de promouvoir des gens liés à l'ancien régime au nom de la réconciliation nationale, dont il peut ainsi apparaître comme le plus légitime promoteur.

### **I.B. Un discours implicite sur le passé communiste**

Le message politique du PDSR est noyé de références implicites à la période totalitaire. En fait, le rapport implicite au passé communiste forme un cadre dont la compréhension préalable est nécessaire à l'analyse du rapport explicite.

Voulant être le parti de ceux qui souffrent pendant le postcommunisme, le PDSR entreprennent une critique de cette période qui a pour effet de réhabiliter l'image de l'ancien régime. Une autre modalité de l'expression d'un rapport au passé est par l'intermède des institutions de l'Etat, notamment du Service Roumain de Renseignements, qui publie en 1996 « Le livre blanc de la Securitate »<sup>28</sup>. Le directeur du SRR, Virgil Măgureanu, qui signe la préface du livre, considère par exemple que, dans le conflit entre écrivains et parti communiste :

La Securitate a réussi à se maintenir dans une intéressante et énigmatique neutralité.<sup>29</sup>

---

<sup>28</sup> Service Roumain de Renseignements (éd.). *Cartea alba a Securității. Istorie literare și artistice (1969-1989)* [Le livre blanc de la Securitate. Histoires littéraires et artistiques (1969-1989)]. Bucarest : Presa Românească, 1996.

<sup>29</sup> MĂGUREANU, Virgil. Préface. *Cartea alba a Securității...* cit., p. VIII.

En même temps Virgil Măgureanu transforme l'archive de la Securitate dans le dépositaire de la vérité ultime sur l'évaluation de l'action de l'ancienne police politique, et cette évaluation vise à la déculpabiliser :

On n'a pas trouvé des documents dans lesquels le Securitate proposerait des solutions extrêmes qui devraient être prises à l'encontre de certains adversaires déclarés du régime communiste, ou des interventions brutales dans les affaires des écrivains et des artistes.<sup>30</sup>

En même temps le SRR a été constamment encouragé par le PDSR de ne pas procéder à l'ouverture des archives, même quand une loi spécifique le lui demandait, par exemple, avant les élections de 2000, Adrian Năstase souligne l'inutilité de l'étude des archives de la Securitate et de la recherche des responsables des actions de répression<sup>31</sup>.

Cette réhabilitation indirecte contribue à légitimer les discours nostalgiques des alliés du parti de Ion Iliescu, le PST et le PGR<sup>32</sup>. A cela s'ajoute une autre forme de rapport implicite au passé communiste, qui part de la dénonciation du risque du retour en arrière, de la restauration. Cette rhétorique de la restauration, qui caractérisera le discours du PDSR jusqu'à la disparition de la CDR et du PNPCD comme principaux adversaires politiques, nous encourage à considérer ce type de rapport indirect au passé communiste comme une forme privilégiée par laquelle le PDSR exprime et instrumentalise son rapport au passé communiste. Ainsi le PDSR se pose, comme le FSN, en défenseur des réalisations du régime antérieur. Pendant la campagne de 1996, le PDSR souligne le risque du retour aux lois de 1946, ce qui « rendra très probable l'annulation des lois données pour les plus nombreux »<sup>33</sup>, en faisant ainsi référence à des lois comme celle de la nationalisation des propriétés industrielles et immobilières de certaines catégories de personnes, adoptée au moment de l'instauration du régime communiste.

---

<sup>30</sup> *Ibidem*, p. IX.

<sup>31</sup> Voir NĂSTASE, Adrian. *Bătălia pentru viitor* (La bataille pour l'avenir). Bucarest : New Open Media. 2000, p. 12.

<sup>32</sup> Dan ZAMFIRESCU, qui publie des articles en la revue *România Mare*, considère la Securitate, pendant ses derniers décennies, comme « la structure de résistance de la nation roumaine » in Nicolae Plesîță. *Ochii si urechile poporului*. Bucarest : Ianus Inf SRL, 2001, p. 8.

<sup>33</sup> Publicité électorale de Ion ILIESCU, *Adevărul*, 9 novembre 1996.

Quand le PDSR invoque le retour à 1947, il donne automatiquement une connotation positive au moment de l'instauration du communisme, s'opposant ainsi explicitement à la logique anticomuniste. Le sous-texte de la rhétorique qui invoque le danger d'une *restauration* est la mise en relief des progrès effectués pendant la période qui suit l'instauration du communisme, progrès qui devraient être jugés en faisant abstraction de la nature totalitaire du régime. Ainsi la question de la succession du PCR devient moins importante, car l'essentiel pour le parti de Ion Iliescu est d'apparaître non pas comme l'héritier politique explicite du PCR, mais comme le principal recours de ceux qui sont attachés à cet héritage.

Ce qui ne veut pas dire que cette tactique de laisser la réhabilitation du passé communiste et l'attachement à la tradition du PCR dans l'ombre des discours, dans un implicite ambigu, revient au même avec une rhétorique explicite de glorification de ce passé. Mais cette dernière alternative a constitué un échec pour ceux qui l'ont pratiquée à l'époque, le PGR et le PST dépassant difficilement la barre des trois pour cent nécessaire en 1992 pour entrer au Parlement, tandis que la tactique du discours indirect sur le passé apparaît bien plus efficace pour le PDSR. Et cela d'autant plus qu'il fallait tenir compte des conséquences au niveau des relations externes d'un éventuel discours nostalgique du principal parti roumain.

D'autre part, l'échec dans la tentative d'imposer sa vision de l'histoire récente, que constatait le PDSR en 2000<sup>34</sup>, apparaît comme une conséquence de ce type de discours, qui, à court terme, peut neutraliser certains usages politiques du passé des adversaires, mais rend plus difficile la tentative d'imposer une vision cohérente du passé récent.

En plus une forme de discours indirect est liée au rôle central de Ion Iliescu ; moins que son rapport rhétorique au passé communiste, c'est sa personnalité même, avec sa biographie, qui donne à son parti un profil spécifique. Primordial est donc ce que Ion Iliescu représente ; il apparaît comme provenant d'une famille modeste, proche des gens, désintéressé par les biens matériels, caractérisé par un certain rigorisme, expérimenté, et ce portrait rappelle l'activiste idéal de l'imaginaire de la propagande communiste. Son image et sa popularité démontrent l'existence de

---

<sup>34</sup> Le programme politique du PDSR du 21 septembre 2000, [www.psd.ro](http://www.psd.ro), réf. du 27 mars 2003, p. 13.

personnes de qualité au sommet du PCR, qui peuvent être utiles pendant la transition ; à lui seul il contribue ainsi à améliorer la perception des anciens activistes.

Le discours sur le présent se sert de l'invocation du passé totalitaire, mais la forme de l'instrumentalisation du passé contribue à son tour à esquisser une image de ce présent et des rapports entre les forces politiques. C'est ainsi qu'il faut analyser des déclarations comme celle de l'ancien président du Sénat, entre 1992 et 1996, Olaviu Gherman, qui, après l'alternance de 1996, affirme que :

Pendant le communisme, les années les plus difficiles ont été les dix premières et les dix dernières [...] le gouvernement actuel réalise en dix mois ce que le régime communiste a fait en 20 ans.<sup>35</sup>

Ultérieurement, le PDSR utilisera une approche similaire du rapport entre présent et passé récent, dans une déclaration officielle du parti :

Jamais dans son histoire la Roumanie ne s'est trouvée dans une situation plus dramatique qu'en ce moment. Pratiquement, les effets du gouvernement CDR-PD-UDMR sont, selon nous, plus dévastateurs que ceux d'une guerre.<sup>36</sup>

Même si le PDSR entend à l'époque exprimer avant tout son opposition au gouvernement en place, la vision catastrophiste de la période postcommuniste et la comparaison implicite avec celle d'avant 1989 est révélatrice de sa vision du rapport entre le présent et le passé récent. On retrouve un regard similaire sur le postcommunisme même après le retour au pouvoir du PDSR en 2000 ; Ion Iliescu déclare, en décembre 2001 :

Aujourd'hui, la situation est encore plus désastreuse qu'avant 1989.<sup>37</sup>

<sup>35</sup> *Monitorul Oficial al României*, 4 novembre 1997, p. 39.

<sup>36</sup> *Monitorul Oficial al României*, n° 153, 16 septembre 1999, p. 2.

<sup>37</sup> *Adevărul*, 21 décembre 2001.

Trois observations importantes se dégagent de l'analyse de cette approche du rapport présent/passé, qui est typique pour les dirigeants du PDSR. Premièrement, la comparaison défavorable avec le présent engendre une forme de réhabilitation de la réalité globale de la période communiste. Certaines réalités de cette période peuvent donc être regrettées, et c'est la transition qui est coupable de les avoir détruites. Cette vision privilégie, parmi les causes des difficultés d'après 1989, la destruction de certains mécanismes institutionnels d'avant 1989, ce qui a pour conséquence la délégitimation des arguments en faveur de la poursuite de ce type de changement. Comme corollaire s'ajoute l'annulation du bien-fondé de l'incrimination de ceux qui ont eu une carrière politique pendant l'ancien régime.

Deuxièmement, la gravité de la crise du présent est le principal argument pour rétrograder radicalement, dans la hiérarchie des priorités, les questions liées aux abus du régime communiste. Le discours par lequel est écartée toute tentative de mise en cause du passé est celui qui souligne la priorité que doivent avoir les problèmes du présent sur la question du passé totalitaire, passé qui doit donc rester protégé par le voile de l'oubli. Le passé est implicitement invoqué justement pour éviter de s'y arrêter ; la primauté du présent engendre la politique de l'oubli, en continuité avec l'attitude du FSN entre 1990 et 1992.

En conclusion aux deux premières observations, il faut constater l'existence de certaines tentatives de réhabilitation du régime communiste, mais leur but est surtout de neutraliser le discours sur la nécessité de la décommunisation, étant donc une réponse aux discours anticomunistes de l'opposition. Par contre, la politique de l'oubli semble être plus qu'un choix stratégique, ayant une valeur identitaire, car elle ajourne la clarification du rapport du PDSR à l'héritage de l'ancien parti unique et vise à éviter à Ion Iliescu et à ceux qui le soutiennent de rendre compte de leur passé communiste.

La troisième observation est plus générale ; elle consiste à souligner que l'usage politique d'un passé dont l'histoire reste un objet de controverse politique, comme c'est le cas de la période communiste, engendre un discours à travers lequel l'image du passé et celle du présent se nourrissent mutuellement. Autrement dit, non seulement l'usage politique du passé et la tentative d'influencer l'image de ce passé sont, dans ce contexte, interdépendants, mais aussi, d'une manière similaire,

l'image qu'on veut donner du présent, respectivement du passé, restent solidaires. En ce sens, une définition de la transition peut être que c'est la période pendant laquelle, dans le débat politique, le discours sur le passé est contenu plus ou moins explicitement dans le discours sur le présent. Ainsi le rapport à l'ancien régime se retrouve dans tout discours politique, la difficulté de le rendre explicite étant une caractéristique de tout parti en train d'adapter aux changements la culture politique qui le définit. Ce rapport tient pour le PDSR à une difficulté inévitable, d'autant plus que le PCR n'avait amorcé aucune forme de conversion aux valeurs démocratiques. C'est à partir de ces observations qu'on peut comprendre ce à quoi faisait référence Adrian Năstase après l'échec de son parti en 1996, quand il regrette que :

Le PDSR n'a[it] pas su ne pas être communiste, de peur de perdre son électorat classique.<sup>38</sup>

Le discours indirect sur le passé permet au PDSR de ratisser large, d'adopter des positions opportunistes sans se soucier des contradictions qui aboutiront à un point culminant après 2000, avec la fusion à la fois avec l'un des « partis historiques », le PDSR, et avec le PST, qui se voulait l'héritier direct du PCR.

## **II. Le PDSR et le régime communiste**

Observons tout d'abord que le PDSR considère que sa vision du passé récent n'a pas réussi à s'imposer, comme le dénonce son programme de 2000 :

Malheureusement, les mouvements de droite ont largement réussi à exercer leur influence idéologique sur l'espace culturel et intellectuel, sur les médias et la société civile. Ces forces essaient d'imposer leurs critères partisans de légitimation et de promotion culturelle et politique. Leur version de l'histoire moderne, profondément

---

<sup>38</sup> *Adevărul*, 18 janvier 1997.



déformatrice, est reprise de manière non critique et diffusée par les médias et par le système d'enseignement.<sup>39</sup>

Le PDSR regrette donc que son identité politique soit déformée par l'existence, au niveau de l'opinion publique, d'un rapport au passé qui n'est pas conforme aux intérêts du parti. En invoquant une forme de persécution, d'autant plus significative que cette attitude n'est pas caractéristique du PDSR, le parti de Ion Iliescu montre qu'en fait il attache une importance particulière à ce qu'il appelle « l'histoire moderne »<sup>40</sup>, pour éviter un qualificatif au régime d'avant 1989.

Le FDSN apparaît en 1992 en affichant clairement l'ambition de représenter une alternative par rapport aux forces politiques qui voulaient accélérer les réformes. S'il se démarque par sa modération des partis qui ont une démarche similaire, comme le Parti Socialiste du Travail et le Parti de la Grande Roumanie, c'est pour pouvoir représenter une double continuité. D'abord, avec les premières années de la transition, le PDSR prend naissance à l'intérieur des institutions postcommunistes, des proches du président Ion Iliescu, des membres des deux Chambres du Parlement et du Gouvernement. Ensuite, le parti présidentiel à un message de défense du bilan de l'ancien régime communiste, qui est bien plus explicite que celui du FSN.

D'autre part, le PDSR et Ion Iliescu, après la victoire de 1992, ne veulent pas apparaître comme étant caractérisés par le conservatisme : le discours sur la nécessité des réformes reste très présent, mais il est généralement lu, à la fois par leurs adversaires et par leurs partisans, comme répondant à la logique du double discours, étant donc une simple concession faite aux pressions externes. Nous allons montrer plus bas que ce double discours est effectivement une caractéristique du PDSR et de son leader ; soulignons pour l'instant que la dialectique tentée par le parti de Ion Iliescu sur la question des changements contribue à limiter sa crédibilité comme parti réformiste et renforce le sentiment xénophobe d'une population face à

---

<sup>39</sup> Programme politique du PDSR du 21 septembre 2000. *Op. cit.*, p. 13.

<sup>40</sup> *Ibidem*.

laquelle on justifie les décisions socialement difficile par l'invocation des organismes internationaux<sup>41</sup>.

## **II.A. Le rapport au passé comme substitut doctrinaire**

Si l'invocation du moment révolutionnaire conforte l'image d'ancien dissident que Ion Iliescu veut se forger, cette dimension de sa personnalité, et en fait de l'identité même du FDSN, est complétée par la précision de son rôle de modérateur des changements :

Nous avons réussi à vaincre le chaos et l'anarchie. Nous avons réussi à éviter la guerre civile, à éviter le démembrement étatique et national du pays.<sup>42</sup>

Ce discours peut être interprété comme la projection dans le passé, sur l'action du CFSN de décembre 1989, des nécessités du présent, selon le PDSR. Rappeler qu'en 1989 « nous avons réussi à vaincre le chaos et l'anarchie »<sup>43</sup>, c'est dire qu'une rupture radicale avec l'ancien régime, demandée par certains en décembre 1989 et invoquée comme argument électoral par ses adversaires, risque toujours de mener au chaos. Ion Iliescu et son parti apparaissent comme étant la garantie contre cette l'éventualité. Finalement ce texte montre que le changement politique dans un sens anticomuniste constitue pour le PDSR le principal danger auquel est confronté le pays et contre lequel s'est constitué ce parti.

Le même programme essaie d'approximer une comparaison entre présent démocratique et passé communiste:

Si, dans un contexte de dictature et de privations inconcevables, d'ordre moral et matériel, notre peuple a réussi certaines performances

---

<sup>41</sup> Ce qui peut expliquer le passage d'une partie de l'électorat du PDSR au PGR, notamment en 2000.

<sup>42</sup> Ion Iliescu, Le programme électoral « Je crois au changement en bien de la Roumanie » in ILIESCU Ion. *Momente ...*, tome III, cit. , p. 313-331, p. 315.

<sup>43</sup> *Ibidem*.

incontestables, il est d'autant plus capable de performances dans des conditions de démocratie et de liberté.<sup>44</sup>

En plus l'incrimination d'un passé dont on veut se démarquer est complétée, sinon corrigée, par un accent mis sur la nécessité de sauvegarder les réalisations de l'ancien régime :

En nous éloignant du passé, il serait injuste et indigne d'ignorer les efforts constructifs du peuple pendant ces 45 dernières années [...] notre but est de construire, non pas de démolir. Désormais il est temps d'avoir une attitude équilibrée, d'opérer avec des jugements critiques responsables par rapport au destin national. De nous accorder la clause de la confiance en nous-mêmes.<sup>45</sup>

Ainsi la confiance en soi du peuple est liée à une revalorisation de son passé récent ; d'ailleurs, cet accent mis sur la nécessité d'une mémoire positive du passé récent constitue une des principales distinctions entre le PDSR et l'ancien FSN.

Dans son volume, publié en 1994, Ion Iliescu revient sur cette question du rapport au passé avec le même enchaînement d'évaluations ; il ouvre le sujet avec l'incrimination de ce qu'il qualifie comme une partie négative de la période communiste, pour le clore par sa réhabilitation globale. Ainsi, il commence par invoquer le lourd héritage:

Surtout les années quatre-vingts ont représenté une vraie catastrophe, autant pour l'économie roumaine que pour la population démunie des biens élémentaires, obligée de supporter des conditions inacceptables.<sup>46</sup>

Nous observons ici la présence de la thèse de la périodisation, elle permet de disjoindre les difficultés de la période de dictature personnelle de l'évaluation

---

<sup>44</sup> *Ibidem*, p. 322.

<sup>45</sup> *Ibidem*.

<sup>46</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluție...* cit. , p. 196.

générale du régime. Ce qui ouvre la voie à une défense des réalisations particulièrement appuyée, même par rapport à ses discours antérieurs :

Il faut faire une évaluation, qui se rapproche le plus possible de la vérité, du poids difficile et douloureux de l'héritage du passé, que nous avons renié pendant la révolution, mais aussi identifier et préserver ce qui a été accompli de positif, avec l'ample effort de l'ensemble de la société pendant l'après-guerre. C'est une évidence qui commence à s'imposer : L'écroulement du système et sa condamnation ne signifient pas l'écroulement et la condamnation de tout ce qui a été construit au niveau matériel, ni la condamnation de ceux qui ont accompli cela. Indépendamment du régime, des structures politiques et sociales qui se sont succédé sur cette terre, le peuple roumain a accumulé un patrimoine qui ne peut pas être gaspillé pour des raisons idéologiques. Ce serait un attentat non seulement contre notre identité nationale, mais aussi contre notre identité humaine, parce que ces hommes ont payé énormément, et c'est pourquoi on ne doit pas anéantir leurs réalisations.<sup>47</sup>

Ce texte est remarquable par sa volonté de donner un sens particulier à « l'écroulement du système », qui interdit de poser la question des responsabilités, l'accent sur « ce qui était construit au niveau matériel » ayant la fonction de valoriser « ceux qui ont accompli cela », car « indépendamment du régime » ils font partie « du peuple roumain »<sup>48</sup>. De cette manière, le régime communiste rentre dans le rang des « structures politiques et sociales qui se sont succédé sur cette terre »<sup>49</sup>, ce qui relativise la condamnation de son caractère totalitaire et se constitue en un véritable plaidoyer en faveur de la continuité de l'Etat et de son élite après 1989.

On retrouve ce raisonnement paradoxal, qui part de l'invocation de la Révolution comme repère primordial, pour en arriver à amoindrir sa valeur de moment de césure politique, dans l'appel du comité de soutien à la candidature de Ion Iliescu de 2000:

---

<sup>47</sup> *Idbiem*, p. 198.

<sup>48</sup> *Ibidem*.

<sup>49</sup> *Ibidem*.

Sous le prétexte de « réformes morales et institutionnelles », on a mis en discussion toutes les valeurs intellectuelles, morales et historiques du peuple roumain. Le véritable objectif de cette querelle avec l'histoire nationale est le dénigrement de la Révolution roumaine, dans le but de contester ses leaders et ses réalisations.<sup>50</sup>

Ainsi le discours en faveur de la continuité de l'Etat apparaît comme ayant pour caractéristique l'invocation conjointe du « peuple roumain » et de « la Révolution » ; d'autre part, la vision positive du régime communiste prend la forme de la défense de ses « valeurs intellectuelles, morales et historiques »<sup>51</sup>. Par rapport au FSN, on trouve la même volonté de nier toute responsabilité en ce qui concerne le passif de l'ancien régime ; en revanche, on ne retrouve plus une certaine rhétorique anticomuniste employé par Petre Roman. Ce qui ne veut pas dire que le PDSR n'utilise jamais des arguments de type anticomuniste, mais qu'il en limite l'usage aux attaques lancées contre ses adversaires.

Le PDSR ne veut pas être vu comme un parti ex-communiste, et une grande partie de ses déclarations soulignent son manque d'intérêt pour la question du passé communiste ; pourtant il réplique toujours aux tentatives de condamnation de ce passé. Le rapport du PDSR au passé récent est caractérisé par la triple cohabitation du sentiment qu'une vision noircie du passé contribue à la délégitimation du parti, d'une volonté de monopoliser le discours équilibré sur ce passé, et de l'affirmation de la nécessité de dépasser les disputes sur des questions liées à la période communiste.

L'anti-anticommunisme du PDSR est une attitude qui comprend une défense des ex-communistes, doublée d'un refus de s'inscrire dans tout courant doctrinaire. C'est un parti non seulement sans idéologie, et qui en ce sens se démarque sans ambiguïtés de l'ancien parti unique, mais aussi sans doctrine, même s'il se veut un parti de gauche. Ainsi le PDSR hésite à reconnaître ses origines dans l'ancien parti unique, mais, d'autre part, trouve dans le discours sur le passé un substitut d'identité programmatique.

---

<sup>50</sup> L'appel du comité national de soutien de la candidature de Ion Iliescu, *Adevărul*, 29 août 2000.

<sup>51</sup> *Ibidem*.

## **II.B. Iliescu et le régime communiste : Un rapport personnel avec des conséquences politiques**

Le discours sur le passé communiste du PDSR s'inscrit dans les repères fixés par Ion Iliescu, notamment du rôle que son ancienne carrière dans le parti unique prend dans la définition de son rapport à la période communiste. En ce qui concerne le dernier point, sa caractérisation en tant qu'ancien communiste devient prégnante en 1992, après sa dispute avec Petre Roman, qui l'avait mis en minorité à l'intérieur du FSN en utilisant justement des arguments anticomunistes. Le PDSR est donc, à sa naissance, le parti de ceux qui se fédèrent autour de l'ex-communiste Ion Iliescu, le rapport du parti au passé récent étant largement déterminé par cette attitude initiale.

L'importance que prend Ion Iliescu dans son parti, mais aussi au niveau des institutions de l'Etat roumain, ne peut être comprise qu'en faisant référence à toute une culture politique qui met l'accent sur la personnalisation du pouvoir et dont un résultat institutionnel est la Constitution de 1991.

C'est aussi ce que veut souligner une photo, publiée sur la première page du quotidien *Adevărul*<sup>52</sup>, où l'on voit les participants à un Conseil National du PDSR de 1995 applaudir d'une manière qui rappelle les réunions de l'ancien parti unique. Cette image, au-delà de son aspect caricatural, est significative d'un phénomène réel, celui d'un retour à l'impératif du conformisme à la ligne du parti, qui distingue le PDSR du FSN ; ce trait restera l'une des constantes du parti qui soutient Ion Iliescu. Ensuite, l'association du parti avec les nostalgiques du PGR et PST multipliera les discours qui accusent le PDSR d'être le continuateur direct du PCR, comme le fait même *Adevărul*<sup>53</sup>, pour ne plus mentionner les publications proches de l'opposition de l'époque.

---

<sup>52</sup> *Adevărul*, 25 novembre 1995.

<sup>53</sup> *Ibidem*.

### 1). Un rapport très personnel au régime communiste

En fait pour Ion Iliescu, le passé communiste est sa principale ressource politique : quand il parle de valeurs, Ion Iliescu fait référence à celles qui ont animé sa jeunesse ; pendant le régime communiste il a détenu les fonctions qui l'ont formé comme homme politique, enfin, comme le notent ses biographies officielles<sup>54</sup>, il a su s'opposer à Nicolae Ceaușescu, ce qui peut justifier sa prétention de devenir son successeur. Et, le 22 décembre 1989, cette succession semble avoir lieu non pas au nom d'une opposition au communisme, mais au nom de l'idéal trahi par l'ancien secrétaire général. Ce type de succession n'a jamais été démenti, et ne pouvait pas l'être puisque c'est à partir de sa première déclaration télévisée que Ion Iliescu construira son identité politique pendant le postcommunisme, identité dans laquelle le rapport au passé est central :

Nombreux sont ceux qui accusent mon passé. Mais moi, je n'ai pas honte de ce passé. Que le juge suprême soit le citoyen, l'électorat de ce pays.<sup>55</sup>

Au refus de condamner son passé répond un refus de condamner le passé communiste dans son entier. Plus généralement en ce qui concerne les responsabilités, Ion Iliescu fait une triple distinction entre la foi en l'idéologie communiste, l'appartenance au parti unique et les gestes vus comme inévitables pendant le régime communiste<sup>56</sup>, et cette distinction vise à limiter le sens de la question de la punition des coupables des injustices du passé. Son opinion est qu'aucune fonction dans l'ancien appareil de parti et de l'Etat ne peut a priori mettre en cause son détenteur, qui doit être jugé, politiquement et moralement, selon ses faits<sup>57</sup> ; mais, en même temps, comme nous allons le montrer plus loin, le PDSR

---

<sup>54</sup> La biographie de Ion Iliescu, *Dimineața*, 18 mai, 1990, p. 1-3.

<sup>55</sup> Le discours de Ion Iliescu dans la région de Teleorman, *Dimineața*, 19 avril 1992.

<sup>56</sup> Ion ILIESCU, dans un entretien télévisé du 6 octobre 1990 déclare que : « Ma rupture des dogmes du communisme c'est produite longtemps avant décembre 1989 et elle a été fondamentale » rupture du caractère inhumain des règles d'un Etat qui s'auto intitulé socialiste, mais qui représentait une forme de despotisme d'origine préfeudale», *Dimineața*, 11 octobre 1990.

<sup>57</sup> Ion Iliescu dans une émission de la radio publique du 21 septembre 1992 in ILIESCU, Ion. Momente..., tome. III, cit. p. 416-428, p. 425.

s'efforcera de limiter le plus possible ces jugements individuels, et les rares condamnations seront contestées par Ion Iliescu et son parti<sup>58</sup>.

L'attachement de Ion Iliescu « aux valeurs communistes qui sont empreintes d'humanisme européen »<sup>59</sup> définit un type de critique du passé qui se réfère au régime et aux moyens, non au Parti et à ses buts ; ainsi, la fin de ces régimes ne doit pas avoir de conséquences au niveau des idéaux politiques. C'est aussi le sens qui se dégage de sa perception des causes de cette fin : celle de Ceaușescu était due à des événements géopolitiques<sup>60</sup> ou à cause de la pauvreté :

Pourquoi la Révolution a-t-elle eu lieu ? A cause de la misère matérielle, à cause de l'échec du système économique.<sup>61</sup>

Finalement, la période communiste est vue par Ion Iliescu comme étant un simple:

Chapitre dramatique et contradictoire du livre d'histoire que le peuple roumain a écrit pendant ce siècle.<sup>62</sup>

En inscrivant de cette façon la période communiste dans l'histoire nationale, le texte vise à rendre acceptable, à terme, la même opération au niveau de l'inscription du parti communiste dans la même histoire, ce qui aurait pu rendre légitime l'invocation de la tradition politique du PCR. Ce raisonnement était facilité par le fait que le PCR était déjà revenu sur sa mythologie initiale et s'inscrivait, après les années 1960, dans une histoire qui excluait la période la plus inconfortable de son passé, celle des années cinquante, en rejetant les responsabilités sur l'occupant soviétique<sup>63</sup>.

<sup>58</sup> Comme par exemple celles des généraux et anciens ministres Mihai Chițac et Victor Stănculescu.

<sup>59</sup> Ion ILIESCU, entretien au *Figaro magazine*, 6 janvier 1990.

<sup>60</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluția trăită* [La Révolution vécue], Bucarest : Editura redacției publicațiilor pentru străinătate, 1995, p. 13.

<sup>61</sup> *Adevărul*, 3 novembre 2000.

<sup>62</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluție...cit.*, p. 13.

<sup>63</sup> GEORGESCU, Vlad. *România anilor '80* [La Roumanie des années '80]. Munich : Jon Dumitru Verlag, 1994, p.183-185.



Le chef de l'Etat de l'époque peut donc se permettre d'invoquer l'héritage de ce qui était positif pendant cette période, et il le fait en citant le Pape Jean-Paul II qui parle des « “ grains de vérité ” dans cette partie du monde (l'espace ex-communiste) »<sup>64</sup>, pour Ion Iliescu :

Il est normal que ces grains ne soient pas détruits, ils ne doivent pas être perdus.<sup>65</sup>

Par rapport à la période antérieure à 1992, il y a donc une redécouverte du communisme comme une des sources légitimes d'inspiration politique. Cette tradition et le combat de son parti sont comparés à ceux des occidentaux :

Qui défendent leurs acquis sociaux et à qui il semble inconcevable de les perdre. Ils vont peut être comprendre que, à notre tour, nous ne voudrions pas voir disparaître les rares acquis positifs que nous avons hérités.<sup>66</sup>

En même temps, l'évocation du passé personnel implique une certaine lecture de l'histoire : quand un ancien dignitaire communiste nous dit « ma vie a toujours été mise au service des gens »<sup>67</sup>, le rôle même des anciens dignitaires du PCR est revalorisé. Et la mémoire de son propre passé renforce cette évaluation de l'ancien régime qui résulte de la continuité de sa carrière politique ; finalement, le succès politique du présent confirme la justesse des engagements plus anciens.

Sachez que je n'ai pas eu une vie facile. Je n'ai jamais profité des avantages de la situation que j'ai eue.<sup>68</sup>

Ainsi la question de ses anciennes responsabilités non seulement n'est pas embarrassante, mais elle confirme l'image de sa pauvreté matérielle, entretenue au prix de l'oubli des privilèges dont bénéficiaient tous les membres de la

---

<sup>64</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluție...* cit. , p. 198.

<sup>65</sup> *Ibidem.*

<sup>66</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluție ...* cit. , p. 202.

<sup>67</sup> *Adevărul*, 6 octobre 2000.

<sup>68</sup> *Dimineața*, 19 avril 1992.

nomenklatura ; cette image est un véritable mythe fondateur de la perception qu'ont de Ion Iliescu ses partisans. Ainsi l'ancien dignitaire communiste veut s'identifier avec son électorat.

En plus, il y a une justification des carrières politiques au sein de l'ancien parti unique par la foi initiale dans les valeurs du régime, car si le chef de l'Etat de l'époque parle d'un « système dont les réalités historiques ont démontré qu'elles étaient en contradiction avec les principes qu'il proclamait »<sup>69</sup>, cette critique permet de souligner l'importance de la foi en son engagement politique, une foi également prouvée par le fait que « pendant mes 30 années de vie publique, j'ai évolué jusqu'à devenir un opposant politique »<sup>70</sup>. Cette posture d'ancien opposant lui permet d'attaquer ses adversaires sur ce même terrain de leur passé communiste ; ainsi il accuse son principal concurrent aux élections présidentielles de 1992, Emil Constantinescu :

La Révolution l'a trouvé secrétaire adjoint chargé de la propagande au comité de parti de la faculté, alors que moi, je n'étais même pas membre d'un bureau de l'organisation de base [...] Emil Constantinescu était donc plus nomenklaturiste que moi à ce moment-là.<sup>71</sup>

Un des moments les plus significatifs du rapport de Ion Iliescu à son passé personnel est celui de l'interview qu'il accorda en septembre 1992 à la section roumaine de la radio BBC. C'était la première fois après la chute du communisme que le public roumain pouvait assister à la confrontation libre entre le président de la République, candidat à sa propre succession, et des journalistes indépendants ou des auditeurs<sup>72</sup>. Au cours de l'entretien, des questions sont posées sur la participation de Ion Iliescu à des actions de répression, notamment en 1956. La réponse à ces questions est invariablement « Je ne me souviens pas »<sup>73</sup> et l'absence d'une autre réponse, cette préférence pour l'invocation de l'oubli, par rapport à de

<sup>69</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluție ...cit.*, p. 20.

<sup>70</sup> *Ibidem*, p. 17.

<sup>71</sup> La conférence de presse de Ion Iliescu du 30 septembre, *Dimineața*, 3-4 octobre 1992.

<sup>72</sup> Le contrôle politique et le quasi-monopole des médias électronique lassent, même après 1989, aux sections roumaines des radios étrangers une fonction importante.

<sup>73</sup> Ion ILIESCU, *Adevărul*, 8 septembre 1992.

possibles tentatives de se souvenir ou de justifier ses actions, semble montrer que son réflexe est celui de garder le silence sur son passé et non pas de formuler publiquement une mémoire différente de la mémoire de ceux qui l'interpellent et qui déclarent parfois avoir été victimes de certaines de ses décisions. Ce phénomène apparaît comme une projection au niveau de sa propre personne de la politique de l'oubli, qu'il soutient en tant que chef de l'Etat. En fait l'implication est inverse, c'est-à-dire qu'il y a là l'explication de cette politique de l'oubli, qui se trouve au niveau de l'histoire personnelle du rapport de Ion Iliescu avec son passé, et qui détermine largement la position du PDSR, mais aussi celle de l'Etat roumain, par rapport au passé communiste.

Ion Iliescu évite d'apparaître comme un ancien membre de la nomenklatura, pour se fondre dans une catégorie plus large :

J'avais cru aux idées du socialisme et, comme les autres, je me suis éloigné d'un système et d'une pratique politique qui avait fait faillite [...] mon itinéraire personnel a été celui de toute une génération.<sup>74</sup>

Pourtant sa biographie n'est pas typique ni pour les membres de sa génération ni pour les dirigeants du PDSR, même s'il y a d'autres cas semblables, comme celui de Marțian Dan<sup>75</sup>, ancien successeur de Ion Iliescu au poste de ministre de la Jeunesse à la fin des années 1960. En fait, il ne s'agit pas d'une génération, mais Ion Iliescu préfère occulter les responsabilités et les fonctions détenues jusqu'en 1981. Le premier président roumain après 1989 avait la double qualité, si rare dans le contexte roumain, d'être un ancien membre de la nomenklatura et d'être vu comme un dissident. Précédemment nous avons montré comment Ion Iliescu utilise sa marginalisation par N. Ceaușescu pour se démarquer de l'ancien régime. D'autre part, cette dissidence étant clairement exercée de l'intérieur des structures du Parti-Etat, elle ne le transforme pas dans un opposant, mais dans un possible successeur, à l'intérieur du même système politique.

<sup>74</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluție...* cit. , p. 44, 45.

<sup>75</sup> Marțian Dan (1935-2002), ministre de la Jeunesse et dirigeant de l'Union des Jeunesses Communistes (1969-1971), député du FSN (1990-92) et du FDSN (PDSR) (1992-2000), président de la Chambre des députés (1990-1992), vice-président du PDSR jusqu'en 2001.

Ion Iliescu fait partie de la catégorie des communistes réformistes, qu'on retrouve partout à l'Est, et qui ont eu un rôle très important au début de la transition. D'autre part, le changement de 1989 a été si brusque dans le cas roumain que le type réformisme qu'il propose apparaît très rapidement comme en retard, réactionnaire même, si on le compare avec les demandes des opposants de 1990 ou avec celui des ex-dissidents anticomunistes qui prennent le pouvoir dans les pays d'Europe centrale. La particularité du cas roumain par rapport à ces pays est aussi qu'un ancien membre de la direction du parti communiste reste au pouvoir pendant onze des quinze premières années du postcommunisme, donc met décisivement son empreinte sur l'architecture institutionnelle et le rapport au passé récent du nouveau régime politique.

Ion Iliescu est le seul chef d'Etat des pays de la région qui, tout en invoquant l'impératif de la démocratisation, nie qu'entre ses priorités doit se trouver la nécessité de se confronter avec les injustices du régime antérieur. L'absence de ce sujet dans ses discours et dans ses gestes symboliques est significative de la difficulté à formuler une mémoire du passé communiste, à partir de sa double posture d'ancien proche de Nicolae Ceaușescu et de chef d'Etat élu, la solution choisie étant, comme on l'a vu, celle d'une politique de l'oubli.

## **2). L'évaluation politique du passé communiste**

Le rôle central de Ion Iliescu dans le développement de la vie partisane après 1989 ne peut pas être réduit à sa qualité d'ancien membre de la direction du PCR. En plus, sa popularité, qui n'est pas constante<sup>76</sup>, ne doit pas être confondue avec sa qualité de leader charismatique, qui lui avait été reconnue pendant le mouvement révolutionnaire. Son discours à l'égard du passé communiste est une composante de sa stratégie de légitimation en tant que seul prétendant crédible à la direction de l'Etat ; cette stratégie comprend à la fois l'invocation de son rôle en décembre 1989

---

<sup>76</sup> Après avoir perdu les élections selon un sondage CURS seulement 16 % des répondants déclarent avoir confiance en Ion Iliescu, tandis que 70% n'ont pas confiance, *Adevărul*, 3 septembre 1997.

et l'appel à un type de légitimité traditionnelle, donnée par son rapport avec l'appareil de l'Etat. D'ailleurs ce mélange de légitimité charismatique et traditionnelle se retrouve dans le cas de certains mouvements de masse<sup>77</sup>. La question est de savoir si cette forme hybride de légitimité ne s'inscrit pas dans la culture politique instituée par l'ancien parti unique, étant spécifique d'une partie des régimes communistes institutionnalisés. En tout cas, il faut observer les similitudes entre le culte de la personnalité, spécifique de ces régimes, et le message des campagnes électorales du PDSR, qui non seulement sont centrés sur la personnalité de Ion Iliescu, mais se limitent essentiellement à la mise en scène d'un rapport direct entre celui-ci et les masses.

En ce sens, de 1990 à 2000, le slogan de Ion Iliescu contient cette même idée de la fusion avec ces masses ; en 1990, il était *Dintre noi, pentru noi* (Des nôtres, pour nous), en 2000 *Dintre oameni, împreuna cu ei* (Provenant des gens, et avec eux). Ces slogans sont importants à la fois par ce qu'ils veulent affirmer et par ce qu'ils veulent cacher. D'une part, c'est l'affirmation de l'origine de Ion Iliescu, qui provient d'une famille modeste ; en plus le « nous » peut avoir une connotation nationaliste. Cette origine suppose l'existence d'une relation immédiate avec les gens ; dans cette logique, l'autorité de Ion Iliescu ne viendrait pas des institutions, mais directement de « nous », c'est-à-dire du peuple.

D'autre part, cet accent sur la fusion entre Ion Iliescu et les Roumains est lié au paternalisme de ses discours. En tant que véritable Père de la nation, détenteur d'un pouvoir non institutionnel, Ion Iliescu ne veut pas apparaître comme un responsable politique banal, mais comme l'avocat du peuple. Opération qui devrait être d'autant plus crédible qu'il met en avance régulièrement sa pauvreté, ce qui, dans la logique de l'éthique socialiste d'avant 1989, était une condition de l'ascension politique. D'ailleurs, ces slogans font partie intégrante de la politique de l'occultation du passé, car ils veulent faire oublier l'appartenance de Ion Iliescu à la catégorie la plus privilégiée du régime communiste.

---

<sup>77</sup> Selon Ken JOWITT les mécanismes similaires des types de légitimité charismatique et traditionnelle de Max Weber expliquent leur formes hybrides, comme c'est le cas de certains partis communiste, notamment celui chinois, voir JOWITT, Ken, *New World Disorder. The Leninist Extinction*. Berkley-Los Angeles-Oxford : University of California Press, 1992, p. 13-16.

Une des questions que pose le rapport de Ion Iliescu et de son parti au passé est de savoir si son statut d'ancien communiste apparaît comme un handicap politique, comme le pensaient ses adversaires, ou comme un avantage. Nous avons vu qu'il ne regrette pas son passé d'activiste, et que cette attitude ne l'empêche pas d'être plébiscité le 20 mai 1990, puis d'être réélu deux fois. Ion Iliescu est plus populaire que le parti qui le soutient et, à chaque élection, il obtient plus de voix que celui-ci – en plus, il apparaît comme bien plus crédible que le PDSR en son ensemble. Du point de vue du discours sur le passé communiste, cette crédibilité vient de sa double position : quand il défend certaines réalités du régime communiste, il le fait en se plaçant dans sa position d'ancien dissident ; quand il critique le communisme, il se place dans sa position d'ancien leader communiste, ainsi sa crédibilité est maximisée<sup>78</sup>. Ce double positionnement par rapport à la période communiste est tenté pareillement au niveau du parti dans son ensemble, mais il était plus difficile au PDSR d'apparaître ouvertement comme étant à la fois le parti de la Révolution et l'héritier du PCR.

Il est donc d'autant plus significatif que le chef de l'Etat de l'époque utilise cette crédibilité, après sa réélection de 1992, pour évoquer le côté positif de l'ancien régime, les « gains qui se sont accumulés au patrimoine national »<sup>79</sup> et conclure en faisant un bilan positif du régime communiste :

Un développement économique, un potentiel industriel et un niveau de vie supérieur à celui de la Roumanie des années 1930 et 1940. Pour nous rendre compte du chemin parcouru, il suffit de comparer le village roumain d'avant la guerre avec celui d'aujourd'hui [...] Le bénéfice le plus important est sans aucun doute celui d'ordre culturel.<sup>80</sup>

D'abord, il faut souligner l'accent mis sur les « bénéfiques » rapportés par le régime communiste dans le domaine culturel : cette évaluation positive de la politique culturelle apparaît comme l'avatar d'une lecture du passé qui privilégie la culture des masses et se base plutôt sur certaines statistiques mises en avant par la

<sup>78</sup> Pour ce type d'approche du passé voir par exemple l'intervention télévisée du chef de l'Etat du 15 septembre 1992 in ILIESCU, Ion. *Moment* ... tome III, cit. , p. 410-412.

<sup>79</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluție*...cit. , p. 198.

<sup>80</sup> *Ibidem*, p. 200-201.

propagande d'avant 1989, que sur le souvenir des contraintes idéologiques et du sort tragique d'une partie importante de l'ancienne élite intellectuelle d'avant 1947.

Ensuite, on constate que la comparaison avec la période d'avant l'instauration du communisme joue un rôle constant dans la relativisation de toute condamnation du régime communiste. Ainsi s'esquisse un rapport au passé communiste qui permet la critique de certaines réalités de cette période tout en affirmant la supériorité du régime communiste par rapport à ceux qui l'ont précédé, d'autant plus que Ion Iliescu ajoute dans ce contexte l'observation que, avant l'instauration du communisme, « plus d'un tiers de la population était, à la fin de la guerre, analphabète »<sup>81</sup>. Donc les défauts du régime déchu ne sauraient pas légitimer l'attachement à d'autres traditions politiques, comme celles des « partis historiques » qui invoquent l'existence d'un passé utilisable, situé avant l'instauration du communisme.

En plus, on voit que la réhabilitation du passé récent est utile non seulement pour contrer les attaques des anticomunistes, mais aussi pour ternir l'image de la période pré-communiste. Ce type de jugement de la période pré-communiste ne fait que reproduire celui de l'ancien parti unique, en montrant que, sans réclamer explicitement l'héritage du PCR, le PDSR n'hésite pas à s'inscrire dans la continuité de sa culture politique.

La continuité au niveau du discours sur l'histoire roumaine est d'autant plus significative qu'elle engage l'identité future de la formation politique. En fait, si cette attitude de Ion Iliescu par rapport au passé communiste, en sa qualité de président de la République, semble pourtant moins engager l'Etat roumain<sup>82</sup>, son parti se trouve, par contre, obligé de suivre cette ligne politique, ce qui a pour conséquence de rendre encore plus durable l'empire exercé par Ion Iliescu sur le PDSR.

Par rapport à Ion Iliescu, son parti est moins net dans son approche du passé communiste, moins porté à condamner ses abus, mais aussi moins disposé que le président roumain de l'époque à défendre ses réalisations. Finalement, l'invocation

---

<sup>81</sup> *Ibidem*, p. 14.

<sup>82</sup> A la différence de certaines de ses délimitations du passé communiste, qui sont fait en la direction de l'étranger et engagent plus l'Etat que son parti.

du passé communiste devient pour Ion Iliescu un important levier à l'intérieur de son parti, face au risque d'une répétition du scénario du schisme de 1992 entre les « anciens » et « modernes » du FSN.<sup>83</sup>

On peut conclure que Ion Iliescu construit son rapport au passé communiste en cherchant à se délimiter à la fois des anticomunistes et des nostalgiques, ce qui débouche sur une forme de discours qui change selon la nécessité de justifier ou bien un certain conservatisme, ou des réformes. Mais ces justifications sont généralement a posteriori ; finalement, l'équilibre même de cette évaluation du passé empêche d'en déduire la nécessité de certaines décisions, autrement dit tout le monde s'y retrouve, mais aucune politique ne peut en découler.

## **II.C. La question des biens nationalisés**

La question de la restitution des propriétés confisquées par l'Etat après l'instauration du régime communiste constitue un des principaux sujets de dispute entre les partis politiques roumains. Pendant toute la première décennie de la transition, la multitude d'initiatives législatives liées au problème des restitutions dessinent un profond clivage, le PDSR se situant sur une position qui part d'une prémisse qui peut être résumée en reprenant une des déclarations de ce parti :

Nous nous refusons à croire que les héros de la Révolution sont morts pour que ces nostalgiques reprennent les propriétés qu'ils possédaient avant le 1<sup>er</sup> juin 1946.<sup>84</sup>

---

<sup>83</sup> En ce sens voir les tensions entre Adrian Năstase et la direction du PDSR de 1993, quant au rapport avec le PST et le PGR. D'autre part cette tension mènera au schisme de 1997, quand du PDSR se rompt l'Alliance pour la Roumanie de Teodor Meleşcanu, qui demandait justement de diminuer le rôle de Ion Iliescu au sein du parti. Teodor Meleşcanu (né en 1941), ministre des Affaires Etrangères (1992-1996), élu sénateur PDSR en 1996, forme en 1997 l'Alliance pour la Roumanie, qu'il dirige 1997-2002, formation politique qui, en 2002, fusionne avec le PNL, dont il est depuis 2002 vice-président.

<sup>84</sup> Publicité électorale du PDSR, *Adevărul*, 24 octobre 1996.



Le discours du PDSR sur les restitutions ou sur les compensations part toujours de la supposition d'une opposition entre les intérêts de la majorité des Roumains d'aujourd'hui et ceux qui seraient les bénéficiaires des lois de réparation. C'est en ce sens qu'est orientée la campagne du parti en 1992, qui fait de ce sujet, notamment de la protection des locataires des appartements nationalisés, un des thèmes les plus importants de son discours électoral:

Il faut partir de l'idée de la protection de la grande majorité de ceux qui sont impliqués dans cette question. Il s'agit des 1,5 millions de locataires (des appartements nationalisés) qui sont dans cette situation. Je suis d'accord avec l'idée qu'il ne faut pas remplacer une injustice par une autre injustice.<sup>85</sup>

D'ailleurs, dès sa naissance, le FDSN voulait exprimer une position sur la propriété privée bien distincte de celle de l'opposition de l'époque. C'est ce qui résulte d'un article publié par *Dimineața* qui met en doute les privatisations :

On vend le pays [...] Ce n'est qu'une nationalisation injuste qui peut remettre les choses en ordre.<sup>86</sup>

Dans la même publication on dénonce le « colonialisme de marché »<sup>87</sup>, qui caractériserait l'économie roumaine postcommuniste. Plus tard, en 1998, le PDSR menace de se retirer du parlement, car :

Le travail et les sacrifices du peuple roumain, étendus sur plus de 50 ans, sont liquidés en grande vitesse [...] le gouvernement vend tout ce qui peut être vendu.<sup>88</sup>

Une attitude similaire est exprimée en ce qui concerne une partie de ceux qui ont pu récupérer certains terrains agricoles :

---

<sup>85</sup> Voir l'intervention télévisée du chef de l'Etat du 15 septembre 1992 in ILIESCU, Ion. *Momente* ..., tome III, cit. , p. 403-412, p. 407.

<sup>86</sup> Adrian PĂUNESCU, *Dimineața*, 3 mars 1992.

<sup>87</sup> *Dimineața* 22 juillet, 30 juillet 1992.

<sup>88</sup> Déclaration du PDSR du 23 décembre 1997, *Monitorul Oficial al României*, 15 janvier 1998.

La tentative de rétablir le droit de propriété provoque de nouvelles injustices, comme le fait qu'environ 40% de ceux qui ont reçu le droit de propriété ne sont pas des paysans, ne viennent pas du monde rural.<sup>89</sup>

En conséquence, le PDSR s'oppose à la restitution des terres à ceux qui ne sont pas des paysans. Même par rapport à la Loi 18 de 1991, votée avant la scission du FSN et qui avait rendu possibles certaines restitutions, Ion Iliescu déplore qu'« on ait cédé du point de vue des principes »<sup>90</sup> ; autrement dit, il s'exprime ainsi contre le principe même des restitutions, même limitées, en envisageant un nouveau partage des terres, égalitaire et limité à la population rurale<sup>91</sup>. Pour le rapport de Ion Iliescu à la propriété, est significative la réplique du président roumain à l'appel du parlement israélien qui demande la restitution des possessions de la communauté juive, quand il rétorque qu'il faut d'abord répondre « à ceux qui revendiquent les territoires occupés, aux Palestiniens »<sup>92</sup>.

En même temps, la formule « Iliescu a rendu leurs terres aux paysans »<sup>93</sup> est fréquemment utilisée par son parti pour montrer qu'il n'est hostile qu'aux anciens grands propriétaires car, d'autre part, le PDSR revendique la loi 18 « par laquelle cinq millions de personnes ont été transformées en propriétaires »<sup>94</sup>. En fait l'opposition au principe de la reconstitution des anciens droits de propriété va de pair avec l'accent mis sur la nécessité d'inciter les paysans à regagner les coopératives<sup>95</sup>. En 1992, le discours du FDSN sur la question agricole se concentre sur l'importance de la formation d'associations de paysans ; on invoque notamment le plaidoyer en faveur de la coopérativisation de l'un des leaders historiques du

<sup>89</sup> Ion ILIESCU à l'émission de la radio BBC, la section roumaine, du 6 septembre 1992 in ILIESCU Ion. *Momente...*, tome III, cit. , p. 358-374, p. 370.

<sup>90</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluție...* cit. , p. 217.

<sup>91</sup> Selon Adrian Severin, ministre de la Réforme à l'époque, Ion Iliescu ne voulait pas promulguer la première loi du fond foncier parce qu'il donnait la terre en propriété, y compris par des restitutions partielles, voir SEVERIN, Adrian. *Lacrimile...* cit. , p.103.

<sup>92</sup> *Mediafax*, 24 juillet 1995.

<sup>93</sup> Voir par exemple *Dimineața*, 2 septembre 1992.

<sup>94</sup> Doru Ioan TĂRĂCILĂ, *Monitorul Oficial al României*, 30 juillet 1997, p. 11.

<sup>95</sup> Alors que le statut juridique et les délimitations des terres n'étaient pas résolus, cette proposition vient visiblement à l'encontre de la reconstitution des anciens droits de propriété.

PNPCD, Ion Mihalache<sup>96</sup>, ce qui sera répété pendant la campagne électorale suivante<sup>97</sup>.

En 1996, le président Ion Iliescu, voulant montrer le danger représenté par les restitutions, s'en prend à la justice et parle de certaines personnes qui « ont repris leurs domaines à l'aide de décisions de la justice sans aucun fondement légal »<sup>98</sup>. Après l'alternance de 1996, le PDSR votera constamment contre les propositions visant à faciliter les restitutions ou à agrandir les superficies des anciennes propriétés qui peuvent être restituées. Pour Ion Iliescu ces lois visent « la recomposition de grandes propriétés, donc la restauration »<sup>99</sup>. Dans une déclaration parlementaire le PDSR annonce ses arguments contre ce type de loi :

Aujourd'hui, le gouvernement actuel propose – alors que des centaines de milliers de paysans n'ont même pas un lopin de terre ou détiennent des superficies qui ne leur assurent même pas un minimum de subsistance – des modifications qui visent à résoudre les intérêts particuliers d'un groupe de quelques milliers de personnes, les anciens boyards, parmi lesquels certains ne vivent même pas en Roumanie. Cela va sûrement avoir des conséquences incalculables sur la production agricole et sur la sécurité alimentaire du pays.<sup>100</sup>

Ce type de message montre que le thème de la propriété confisquée par le régime communiste inspire au PDSR l'usage de raisonnements qui font partie de l'arsenal idéologique du PCR. Ainsi, plus que la position du parti sur ce sujet, les arguments apportés en sa faveur confirment le positionnement du PDSR en héritier de la culture politique de l'ancien parti unique.

En vue des élections de 2000 les propositions du PDSR visent le maintien de grandes fermes d'Etat et surtout :

---

<sup>96</sup> Ion Iliescu à l'émission de la radio publique du 15 septembre 1992 in ILIESCU, Ion. *Momente...*, tome III, cit. , p. 390-402, p. 369.

<sup>97</sup> Le PDSR précisait qu'il se prononce pour une coopérativisation volontaire, mais contre le démantèlement des Entreprises Agricoles de l'Etat, possesseurs d'une grande partie des terres, ce qui impliquerait l'arrêt des restitutions. Voir par exemple la publicité électorale du PDSR, *Adevărul*, 10 octobre 1996.

<sup>98</sup> *Adevărul*, 2 octobre 1996.

<sup>99</sup> ILIESCU, Ion. *Încotro societatea românească ?* [Où va la société roumaine ?], Bucarest : Instiutul de Studii Social-Democrate-Mondo-Media, 1999, p. 32.

<sup>100</sup> Doru Ioan TĂRĂCILĂ, *Monitorul Oficial al României*, 30 juillet 1997, p. 11.

L'attribution aux paysans de superficies déterminées de terrain,  
correspondant aux possibilités de travail de chaque famille paysanne.<sup>101</sup>

Mais cette proposition, qui vise à changer la logique des restitutions avec une logique de l'attribution des terres agricoles, limitée dans le temps et par des critères sociaux, ne sera plus possible après la dissolution des entreprises agricoles d'État<sup>102</sup>, ce qui explique son abandon après 2001.

Même si la politique agricole du PDSR ne suit pas toujours les déclarations de son leader historique, il faut constater la continuité dans le temps du discours de Ion Iliescu et de son parti sur la question des restitutions et sur la dénonciation du risque du retour des anciens grands propriétaires. Ce type d'approche doit être mis en rapport avec le succès électoral constant du PDSR dans le milieu rural, succès qui peut s'expliquer aussi par la réalité sociologique du village postcommuniste roumain. En effet, le monde du village était dominé par ceux qui à l'époque de l'instauration du communisme et de la coopérativisation forcée étaient les plus démunis parmi les paysans<sup>103</sup> ; on comprend alors la faiblesse de l'engouement initial pour les restitutions, et l'échec dans le milieu rural des partis qui les proposent.

Pourtant l'explication de l'hostilité du PDSR à la restitution des terres agricoles par le souci de contenter son électorat n'est que partielle, d'autant plus que la même hostilité au principe même des restitutions et des compensations se retrouve pour d'autres types de biens confisqués par l'Etat, notamment sur la question des maisons nationalisées, qui est loin de concerner un nombre comparable de gens. Et c'est justement à ce niveau que les initiatives du parti vont aller bien plus loin dans une direction qui s'oppose à la possibilité de la reconstitution des droits de propriété. D'abord, c'est le président Ion Iliescu qui déclare en juin 1994 que, en prononçant des restitutions de maisons qui n'avaient pas été légalement

---

<sup>101</sup> ILIESCU, Ion. *Încotro societatea ...cit.*, p. 60.

<sup>102</sup> En 1999 et 2000.

<sup>103</sup> Pour Michel DION « la société communiste roumaine, tout en détruisant la paysannerie, valorisait les paysans don elle faisait des hommes nouveaux continuateurs de la nation roumaine éternelle » in DION, Michel. *Essai sur le fanatisme contemporain. Des Hommes nouveaux de Roumanie aux combattants d'Allah*, Paris : L'Harmattan, 2002, p. 287.

nationalisés, « la justice s'est elle-même mise hors la loi »<sup>104</sup>. En conséquence, le procureur général de l'époque, Vasile Manea Drăgulin, casse systématiquement les décisions de justice incriminés par le chef de l'Etat et justifie son attitude en affirmant qu'il est plus difficile pour les locataires de partir que pour les anciens propriétaires de renoncer à ce qu'ils avaient déjà perdu une fois<sup>105</sup>.

Ensuite, le PDSR et ses alliés votent la Loi pour le règlement de la situation juridique des immeubles d'habitation passés dans la propriété de l'Etat, qui permet à ceux qui habitent les maisons nationalisées de les acheter. La loi est votée le 28 juin 1995, mais la Cour Constitutionnelle invalidera ultérieurement un article qui prévoyait la légalisation des nationalisations faites en dehors de la loi.

Après 1996, les dirigeants du PDSR s'opposent aux restitutions en justifiant les nationalisations par le fait qu'avant l'instauration du communisme 5% de la population détenait 90% de la richesse nationale ; en plus, les restitutions préconisées par le nouveau pouvoir en place auraient pour effet, selon ce parti, de transférer à des étrangers les centres des villes de Transylvanie<sup>106</sup>. En ce qui concerne la question des éventuelles compensations accordées aux anciens propriétaires, le PDSR annonce que ces compensations se monteraient à 50 milliards de dollars US, donc ne pourront jamais être payées<sup>107</sup>.

Pendant le débat de 1999 sur le projet de loi concernant le régime juridique de certains immeubles repris abusivement par l'Etat après le 6 mars 1945, soutenu surtout par le PNPCD, le point de vue du PDSR part de l'argument que cette loi veut pénaliser les anciens communistes, mais ne fait qu'aller à l'encontre des intérêts de la Roumanie :

Qui sont ceux qui seront affectés par cette loi maintenant, quand nous l'adoptons? [...] Cela affectera l'Etat roumain et non pas ceux qui ont créé le système politique communiste.<sup>108</sup>

---

<sup>104</sup> Déclaration du président roumain faite à Satu Mare en juin 1994, ȘTEFĂNESCU, Domnița. *Op. cit.*, 392.

<sup>105</sup> *Ibidem*, p. 404.

<sup>106</sup> *Mediafax*, 2 septembre 1999.

<sup>107</sup> *Evenimentul Zilei*, 1 septembre 1999.

<sup>108</sup> Le point de vu du PDSR, *Monitorul Oficial al României*, 19 juin 2000, p. 35.

L'intervention parlementaire du leader du PDSR Doru Ioan Tărăcilă va dans le même sens :

Nous avons payé pendant 20 ans des compensations aux Russes, pendant 10 ans aux anciens détenus politiques, nous n'allons pas payer pendant encore 20 ans aux anciens propriétaires.<sup>109</sup>

Et cette énumération des bénéficiaires des compensations n'est pas sans signification puisqu'elle met sur le même plan les Russes, les détenus politique et les anciens propriétaires, les premiers étant vus comme ceux qui sont responsables pour l'instauration du régime communiste et les suivants comme des catégories privilégiées par la Convention Démocratique, au mépris de l'intérêt général qui voudrait donc que nulle compensation ne soit plus accordée. En ce sens, Adrian Năstase pense que « nous ne pouvons pas résoudre les iniquités communistes par des autres iniquités »<sup>110</sup> et annonce que le PDSR, quand il reviendra au pouvoir, modifiera toute éventuelle loi sur les restitutions.

Même si les initiatives politiques du PDSR contre la reconstitution des droits de propriété sont, à travers le temps, d'une remarquable cohérence, la question de l'affirmation du respect de la propriété privée commence à préoccuper sérieusement le parti vers la fin des années quatre-vingt-dix, comme prix de la respectabilité au niveau européen. En conséquence, on assiste à un double discours sur la question des restitutions, qui est symbolisé par la proposition, avancée par Adrian Năstase au Conseil de l'Europe, d'une motion sur la restitution des propriétés, dont la modération est en contradiction avec l'action parlementaire interne du PDSR<sup>111</sup>.

D'ailleurs, Adrian Năstase était précédemment intervenu lors du Conseil National du PDSR de mars 1999, en insistant sur la nécessité que le parti soit plus favorable aux anciens propriétaires, ce qui semblait annoncer une inflexion de la politique du parti en cette question<sup>112</sup>. Pendant la même période, Ion Iliescu affirme que :

<sup>109</sup> *Adevărul*, 14 juillet 1999.

<sup>110</sup> *Monitorul Oficial al României*, 23 août 1999.

<sup>111</sup> *Adevărul*, 24 septembre 1999.

<sup>112</sup> *Adevărul*, 13 mars 1999.

Le PDSR s'est prononcé fermement en faveur de la propriété et du principe de la réparation des abus de l'époque du régime communiste. Mais les compensations concernent l'avenir.<sup>113</sup>

Pourtant, le PDSR s'opposera à la plupart des initiatives du pouvoir en place sur les restitutions ou compensations<sup>114</sup>, même si une publicité électorale de 2000 affirme que :

Ion Iliescu a soutenu constamment le principe de la restitution des propriétés abusivement confisquées, à condition ne de pas créer de nouvelles injustices, de nouveaux abus et tensions sociales.<sup>115</sup>

Phrase qui doit justifier l'action politique du PDSR tout en affirmant le respect de la propriété privée, ce qui était mis en doute par ses adversaires. D'autre part, la position du parti par rapport aux anciens propriétaires est marquée par le soupçon :

Tout acte de réparation ne doit pas signifier la restauration d'une époque ancienne, de l'ordre ancien, qui viserait le retour à des règles dépassées par l'histoire.<sup>116</sup>

On peut en conclure que le type de rapport du PDSR aux abus du régime communiste, qui se dégage de son attitude générale sur la question des restitutions, part de l'idée que la reconnaissance de certaines injustices ne doit pas déboucher sur des solutions qui changeraient l'état de fait. Deux arguments sont avancés en faveur du statu quo, l'un est celui de l'impossibilité pratique, pour des raisons économiques et sociales, pour l'Etat roumain de procéder aux restitutions et à des compensations importantes. L'autre argument est plus significatif, car il instrumentalise l'existence d'un supposé conflit de classes entre les anciens

---

<sup>113</sup> *Monitorul Oficial al României*, 16 septembre 1999, p. 1.

<sup>114</sup> Le cas de la nouvelle loi sur les immeubles nationalisés ne contredit pas fondamentalement cette observation car, même si elle est le résultat d'un compromis essentiellement entre le PDSR et le PNL, le vote final est donné par le parlement résultée des élections de novembre 2000, donc avec une majorité du PDSR, le contenu de la loi ne mettant pas en cause l'orientation précédente du parti de Ion Iliescu.

<sup>115</sup> Communiqué du PDSR, *Adevărul*, 5 octobre 2000.

<sup>116</sup> *Mediafax*, 24 juillet 1995.

propriétaires et les autres citoyens ; ainsi, comme nous l'avons vu, Ion Iliescu motivera l'opposition de son parti à la loi sur la restitution des terres agricoles par l'argument que ceux qui possédaient en 1947 50 hectares de terrain n'étaient pas de vrais paysans<sup>117</sup>.

Ce type d'argument ne fait que reproduire un des thèmes des attaques contre tous ceux qui, avant 1989, exprimaient leur opposition au régime communiste, notamment par l'intermédiaire de la très influente section roumaine de la radio Free Europe : on les accuse de faire partie de l'ancienne classe privilégiée<sup>118</sup>. La continuité de ce discours sur la restauration arrive à confirmer la légitimité des décisions initiales du PCR sur les nationalisations, comme le montre une intervention d'Adrian Năstase :

Cette initiative législative [sur la restitution] dévoile les vrais intérêts des réseaux et clientèles qui, sous le prétexte juridique et moral de la protection de la propriété, veulent un retour à la structure de la propriété de l'entre-deux-guerres, quand 5% de la population du pays détenait environ 92% de la richesse nationale, en utilisant la redistribution du patrimoine de l'Etat en faveur d'une catégorie restreinte de la population.<sup>119</sup>

En même temps, le PDSR met en doute la légalité des richesses accumulées avant 1944, et son ancien ministre des finances, Florin Georgescu<sup>120</sup>, déclare que les entreprises nationalisées le 11 juin 1948 avaient une situation financière très difficile, étant « des trous noirs de l'économie roumaine »<sup>121</sup>, ce qui justifierait la nationalisation, car leurs dettes étaient plus grandes que leur valeur, donc toute demande de compensation est injustifiée.

Ces interventions des dirigeants du PDSR montrent que le discours contre les restitutions comprend à la fois une confirmation de la justesse des nationalisations et une mise en relief du conflit entre ceux qui sont dénoncés comme étant une

---

<sup>117</sup> *Adevărul*, 20 janvier 2000.

<sup>118</sup> GEORGESCU, Vlad. *România anilor...*cit. , p. 13.

<sup>119</sup> Adrian NĂSTASE, *Monitorul Oficial al României*, 5 août 1999.

<sup>120</sup> Florin Georgescu (né en 1953), ministre des Finances (novembre 1992- décembre 1996), il est député du PDSR (PSD) (1996-2004), vice-président de ce parti entre 2001 et 2004.

<sup>121</sup> *Evenimentul Zilei*, 1 septembre 1999.



catégorie restreinte de la population, donc les anciens propriétaires, et le reste de la population. Plus que l'usage d'un des thèmes de la propagande de l'ancien parti unique, on peut relever de cet argument si souvent invoqué la véritable explication des motivations de l'opposition obstinée du parti de Ion Iliescu aux restitutions. Même si le danger d'un tel retour est exagéré et exploitée électoralement par le PDSR, la peur du retour de l'influence économique de l'ancienne classe dirigeante apparaît comme caractérisant l'approche que ce parti a de la question des restitutions.

Plus généralement, d'une part la réapparition des « partis historiques » et la popularité relative de l'ancien roi, d'autre part l'attitude du PDSR par rapport à cette situation, sa dénonciation obsessionnelle du risque d'une restauration, montrent que le clivage sur le passé récent était aussi un clivage qui venait de ce passé.

Cette volonté de défendre la légalité des actes du régime communiste est également liée à l'intention du PDSR de s'identifier avec une catégorie de Roumains, considérée comme majoritaire, qui reconnaît avoir bénéficié des retombées positives de l'instauration de ce régime. Cette position ressort par exemple du débat de 1998 sur le projet de loi sur le droit de propriété publique, quand l'ancien président du Sénat, Oliviu Gherman, critique les propositions qui visent à exclure de la propriété publique les propriétés obtenues illégalement :

On annule la loi si « ne sont pas valables les titres de propriété obtenus sur la base d'une discrimination politique, économique ou sociale, ou à la suite de pressions » ; j'affirme que ces concepts sont extrêmement fluides du point de vue juridique, donc peuvent être acceptés de manière ad hoc par l'instance, et on ne peut pas établir la réalité effective.<sup>122</sup>

De cette déclaration résulte la mise en cause du concept même de discrimination politique et sociale, qui se trouvait à la base de toutes les nationalisations, légales ou en dehors de toute réglementation. Une vision similaire ressort du point de vue officiel du PDSR sur le « projet de loi concernant le régime

---

<sup>122</sup> Oliviu GHERMAN, *Monitorul Oficial al României*, 1 septembre 1998, p. 5.

juridique de certains immeubles repris abusivement par l'Etat après le 6 mars 1945 » :

Le titre de la loi parle d'«abus», mais cela implique des éléments d'illégalité [...] C'était un fonctionnement normal dans le système de légalité spécifique de l'Etat communiste [...] dans un demi-siècle se sont constitués les ressorts juridiques fondés sur une certaine vision de la propriété. Sans aucun doute, deux conceptions s'affrontent [...] le PDSR est d'accord avec une restitution, il est d'accord avec le principe moral de la restitution ; le problème pragmatique et social est : Combien restituerons-nous ? Comment restituerons-nous ? A qui restituerons-nous ?<sup>123</sup>

L'acceptation théorique de la restitution ne résulte donc pas de la reconnaissance des actions illégales de l'Etat roumain ; en fait, l'impossibilité de concevoir les modalités techniques des réparations vient de l'attachement au « fonctionnement normal dans le système de légalité communiste »<sup>124</sup>, système qui non seulement ne garantissait pas la propriété privée, mais ne constituait pas un Etat de droit. Le texte est en ce sens significatif de l'attitude du PDSR, qui défend non seulement les nationalisations faites conformément aux lois du moment en question, mais aussi celles faites sans le respect de ces lois.

Par l'intermédiaire de cette défense des nationalisations, le parti de Ion Iliescu veut apparaître comme étant celui des plus nombreux, mais cette attitude montre une évaluation du passé communiste comme étant justement un régime qui a été au bénéfice de la majorité. En plus, le refus des restitutions relève de la logique du but qui justifie les moyens, mais le but n'est pas simplement social et politique ; il est aussi, selon les arguments qu'invoque le PDSR, de stopper le retour de ce qu'il appelle l'ancienne classe dominante.

<sup>123</sup> Le point de vue du PDSR sur cette loi, *Monitorul Oficial al României*, 19 juin 2000, p. 35.

<sup>124</sup> *Ibidem*.

### III. Réconciliation et conservatisme

Nous avons déjà vu que, dès 1990, le FSN se veut un parti qui rassemble une multitude de tendances politiques, le discours sur la réconciliation nationale ayant pour but la reconnaissance du Front comme la formation politique au sein de laquelle trouvent leur place tous les hommes politiques soucieux de l'intérêt national. Le PDSR continue cette démarche de rassemblement, tout en apportant des précisions sur ce qu'il faut comprendre par réconciliation nationale. Ce type de rhétorique est en même temps une réponse aux attaques des anticomunistes contre Ion Iliescu et vise à établir une frontière entre modérés et radicaux, en essayant de qualifier d'extrémistes les partis de la Convention Démocratique.

#### III.A. L'invocation de la nécessité de la réconciliation nationale

Ainsi pour le FDSN, pendant la campagne de 1992, « le président Iliescu est le seul qui puisse apporter la réconciliation »<sup>125</sup> ; en 1996, une publicité du PDSR demande de voter pour son candidat à la présidence « pour ne pas assister à des vagues de procès, des chasses aux sorcières et revanches »<sup>126</sup>. En même temps, le discours sur la réconciliation nationale est régulièrement précédé par la construction par le PDSR d'un danger pour la concorde nationale, que représenterait une victoire des anticomunistes aux élections. Pour Ion Iliescu, si le président du PNPCD et de la CDR, Corneliu Coposu arrive au pouvoir :

Ils vont s'attaquer à 2000 personnes de l'ancienne nomenklatura.  
Ces hommes seront purgés, liquidés.<sup>127</sup>

D'ailleurs, le parti de Ion Iliescu entretient la confusion entre, d'une part, la décommunisation par les moyens de la lustration et, d'autre part, la punition abusive par les moyens habituels de l'ancien régime ; ainsi dans une Lettre ouverte de

<sup>125</sup> *Mesagerul*, supplément de *Dimineața*, 2 octobre 1992.

<sup>126</sup> Publicité électorale du PDSR, *Dimineața*, 13 et 14 novembre 1992.

<sup>127</sup> Ion ILIESCU, entretien, 22, 25 septembre-1 octobre 1992, p. 7.

septembre 1992, Ion Iliescu met en garde les électeurs contre ses adversaires qui viseraient à « transformer la Roumanie en une immense salle de tribunal »<sup>128</sup>. Ce qui, ajouté au souvenir de la période révolutionnaire de décembre 1989, sert d'exemple pour le risque d'une guerre civile, que pourrait entraîner la trop grande vitesse des changements :

Le danger venait d'une libération des tendances viscérales, dans les conditions d'une exaltation des passions, qui pouvait transformer le mécontentement populaire en un mouvement sanglant, chacun voulant rendre aux autres la monnaie de leur pièce, l'exaspération générale se retournant contre les membres du parti et des forces de l'ordre qui, dans ce cas, auraient pu avoir un réflexe de défense justifié. Le risque d'une guerre civile devait être évité à tout prix.<sup>129</sup>

Selon cette logique, tout peut être justifié, des violences contre les partis de l'opposition du 29 janvier jusqu'aux venues des mineurs à Bucarest et l'attitude envers la manifestation de la Place de l'Université. En plus, de cette manière on peut légitimer l'arrêt de toute recherche des coupables, sinon apparaît le risque d'affrontements violents. C'est ce qu'annonce la campagne électorale du PDSR de 1996, quand le changement politique devrait apporter « Une vague de procès, poursuites, vengeance et violences »<sup>130</sup>. Le président du PGR, Corneliu Vadim Tudor<sup>131</sup>, confirme ces craintes en parlant des :

Quatre millions de membres du parti et les collaborateurs de la Securitate [...] dont M. Caramitru<sup>132</sup> a dit que, logiquement, ils devraient être tués.<sup>133</sup>

<sup>128</sup> ILIESCU, Ion. « Lettre ouverte », *Adevărul*, 24 septembre 1992.

<sup>129</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluție...cit.*, p. 51.

<sup>130</sup> Publicité électorale du PDSR, *Dimineața*, 13-14 novembre 1996.

<sup>131</sup> Corneliu-Vadim Tudor (né 1949), fondateur de la revue *Romania Mare* (La Grande Roumanie) en 1990, et du Parti de la Grande Roumanie en 1991, qu'il préside depuis, sénateur depuis 1992. En 2000 il arrive au deuxième tour des élections présidentielles (où il reçoit 33.17% des voix). Avant 1989 il est un des principaux collaborateurs de l'hebdomadaire *Săptămâna*, considère proche de la Securitate.

<sup>132</sup> Proche du PNPCD et ministre de la culture entre 1996 et 2000.

<sup>133</sup> *Monitorul Oficial al României*, 4 novembre 1997, p. 24.

Cette rhétorique sera une constante du PDSR ; même avant la campagne électorale en vue des élections de 2000, Adrian Năstase invoque un véritable « danger de guerre civile »<sup>134</sup>. En parlant de la réconciliation nationale, le PDSR défend en fait sa politique de l'oubli, en considérant que tout appel à la mémoire du passé communiste mettrait en danger la stabilité des nouvelles institutions démocratiques.

Ce type de discours, qui comprend des mises en garde contre les partis d'opposition, s'adresse surtout aux anciens membres du parti communiste, en leur rappelant leur ancien statut<sup>135</sup>. Par cette opération, le PDSR, sans réclamer directement l'héritage du PCR, veut néanmoins convertir en sa faveur les affiliations politiques d'avant 1989. En conséquence, l'opposition est présentée par *Dimineața* comme partisane du « refus de toute réconciliation et voulant l'élimination des anciens communistes »<sup>136</sup>. Pour Ion Iliescu le président de la CDR de l'époque, Corneliu Coposu, est caractérisé par le « désir de revanche »<sup>137</sup>.

La même idée est utilisée en 1996, quand on prétend que « la CDR introduira certaines restrictions pour les anciens membres du PCR »<sup>138</sup>. Partant de l'attachement que les dirigeants de la CDR déclarent avoir pour la Proclamation de Timișoara, le PDSR, comme le FSN, exagère la portée d'éventuelles mesures de décommunisation en utilisant ainsi la peur de la décommunisation comme un facteur de rassemblement derrière son drapeau.

Pour souligner la priorité du thème de la réconciliation nationale par rapport à celle de la nécessité des réparations des injustices, et surtout pour rendre moins significatives les demandes de vérité sur le passé récent, le PDSR nourrit d'autres craintes virtuelles, déjà utilisées par le FSN, comme celle de la perte de la Transylvanie ou celle de la restauration monarchique. Pour *Dimineața*, « le Roi Michel est un assassin fatigué de remords »<sup>139</sup> ; en plus:

<sup>134</sup> Adrian NĂSTASE, discours à la Conférence nationale du PDSR, 21 septembre 2000, *Dimineața*, 23 septembre 2000.

<sup>135</sup> Ce rappel ne tient pas compte du fait que même les propositions les plus radicalement anticomunistes de certains membres de la CDR ne visent jamais cette catégorie en son ensemble, mais seulement les activistes de l'ancien parti unique.

<sup>136</sup> *Dimineața*, 1 octobre 1992.

<sup>137</sup> ILIESCU Ion, « Lettre ouverte », *Adevărul*, 24 septembre 1992.

<sup>138</sup> Publicité électorale de la campagne de Ion Iliescu, *Adevărul*, 7 novembre 1996.

<sup>139</sup> *Dimineața*, 13 mai 1992.

Michel de Hohenzollern a souscrit à la Déclaration de Budapest de 1989 [...] visant le démembrement territorial de la Roumanie [...] c'est un crime de haute trahison.<sup>140</sup>

Les deux thèmes liés à l'ordre constitutionnel sont donc joints pour justifier le radicalisme de l'attitude du parti de Ion Iliescu par rapport à l'ancien monarque roumain, mais ce radicalisme doit être vu comme révélateur du type d'altérité absolue, en termes de traditions politiques, que celui-ci représente pour le PDSR.

D'autre part, la création d'une nécessité de la réconciliation nationale par l'invocation de l'éventualité d'une guerre civile provoque une dramatisation du clivage politique et va ainsi à l'encontre des fins proclamées de cette démarche. Il faut d'ailleurs observer que ce discours sur la réconciliation nationale ne vise pas des gestes symboliques, il n'y a aucune décision sur les principales questions en dispute<sup>141</sup> et on ne propose pas de négociations. En fait, le parti de Ion Iliescu part de l'idée que la concorde nationale est un fait et qu'elle ne doit pas être mise en danger par l'arrivée au pouvoir de ses adversaires. La rhétorique de la réconciliation nationale ne vise pas à trouver des solutions de compromis, elle n'est pas la prémisse d'actions politiques, elle doit contribuer au maintien du statu quo.

Ce conservatisme n'est pas conjoncturel et n'a pas pour but uniquement la préservation du pouvoir politique ; il est aussi significatif d'une vision du rapport au passé. En ce sens, pour l'ancien président du Sénat, Olaviu Gherman, après l'alternance de 1996 :

On met en discussion, plus ou moins explicitement, le système tout entier des institutions de l'Etat.<sup>142</sup>

Egalement pour Adrian Năstase après 1996, on assiste « à une grave déviation du cours naturel de l'histoire »<sup>143</sup> à partir de ce qu'il appelle « le mythe du changement fondamental »<sup>144</sup>. Le PDSR se veut donc le garant d'un certain cours

<sup>140</sup> *Dimineața*, 15 mai 1992.

<sup>141</sup> Comme la question des restitutions ou l'héritage de l'ancienne police politique.

<sup>142</sup> *Monitorul Oficial al României*, 5 janvier 1997, p. 3.

<sup>143</sup> *Monitorul Oficial al României*, 1 décembre 1998.

<sup>144</sup> *Ibidem*.

naturel de l'histoire, qui traverse les divers régimes politiques, y compris le régime communiste, donc la mise en cause de la période communiste mettrait en danger « le système tout entier des institutions de l'Etat »<sup>145</sup>.

### **III.B. La question du rapport entre victimes et coupables**

Bien que la frontière entre victimes et coupables pendant le régime communiste ne puisse pas être tracée et elle reste toujours sujette à des conflits politiques, l'analyse de ces conflits nous aide néanmoins à comprendre quelle sont les réactions des partis par rapport à l'expression des souvenirs des victimes ou au demandes de justice.

Ion Iliescu assimile les mises en cause du passé totalitaire aux attaques contre la nation :

Cette campagne de culpabilisation générale de la société et de ses membres est profondément nuisible et a un caractère destructif.<sup>146</sup>

On peut observer que l'attitude générale du chef de l'Etat de l'époque n'exprime point de l'empathie envers les victimes du régime déchu, ce qui contribue à expliquer l'absence d'une demande officielle de pardon. Le discours sur la réconciliation nationale a pour conséquence la transformation de ces victimes du régime communiste dans des potentiels coupables, s'ils demandent des réparations et la punition des responsables. D'ailleurs, les anciens détenus politiques, majoritairement rassemblés dans une association qui est membre de la Convention Démocratique, apparaissent comme le groupe le plus hermétique aux influences du PDSR. Son président, Constantin Ticu Dumitrescu, est la cible constante des attaques de Ion Iliescu et de son parti, car il est vu comme l'expression d'un extrémisme anticomuniste. En fait, la présence des anciens détenus politiques sur la scène politique, comme groupe et individuellement comme dirigeants des « partis

<sup>145</sup> *Monitorul Oficial al României*, 5 janvier 1997, p. 3.

<sup>146</sup> Message télévisé du président Ion ILIESCU, *Dimineața*, 21 mai 1992.

historiques », apparaît comme un élément essentiel pour la formation de l'attitude du PDSR à l'égard de la Convention Démocratique, vue comme le vecteur de la restauration et de la revanche.

Nous avons déjà montré que la stratégie du PDSR est de faire de l'anticommunisme une forme d'extrémisme et de ses porteurs les ennemis de la nation. La rhétorique de la réconciliation nationale ne mène pas à des gestes d'ouverture par rapport à l'opposition de l'époque ou à ceux qui demandent des réparations ; cette stratégie ne cherche qu'à mettre en doute la légitimité même de l'engagement politique des adversaires du PDSR. Si l'activisme politique des anciens détenus politiques est suspecté de viser une politique de la revanche, pour d'autres vecteurs du discours anticomuniste, les intellectuels, on met en doute la crédibilité de leur démarche par rapport au passé récent :

Un certain nombre d'intellectuels et de journalistes connus, sans doute pour racheter leur obédience et leur complicité avec l'ancien régime et pour « blanchir » leurs biographies, se sont sentis obligés et ont cru qu'il faudrait pratiquer maintenant, après la révolution, un genre d'opposition radicale et totale par rapport au nouveau pouvoir [...] une opposition qui a peur de dire oui, parce qu'elle n'a pas dit non au bon moment.<sup>147</sup>

Après 1996, le président du PDSR considère que l'une des causes de l'échec du gouvernement de la CDR se trouve dans son rapport au passé communiste et accuse :

Le prolongement artificiel des visions et slogans primitifs promus par l'opposition agressive d'avant 1996 [...] sur l'affrontement entre « anticomunistes » et « communistes », affrontement factice que le PNPCD et le PNL veulent provoquer, n'ayant rien de meilleur à proposer pour la prochaine campagne électorale.<sup>148</sup>

<sup>147</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluție ...cit.*, p. 90.

<sup>148</sup> Discours de Ion ILIESCU à la Conférence nationale du PDSR, *Adevărul*, 11 octobre 1999.



Pour résumer, la position du parti de Ion Iliescu apparaît comme ambivalente : d'une part, il est peu intéressé à rentrer dans une bataille des mémoires qu'il considère comme inutile ; en même temps, il utilise alternativement, à l'encontre de ses adversaires, une mémoire positive de la période communiste et des arguments de type anticomuniste. Cette démarche n'a pas en vue leur réconciliation, mais essaie de démontrer que les porteurs de chacune de ces mémoires sont le mieux représentés par ce parti.

Un débat du Sénat, en 1997, est significatif de l'attitude des parlementaires du PDSR par rapport aux tentatives de la nouvelle majorité d'encourager certains projets qui vont dans le sens du rappel des abus du régime communiste. Dans ce cas il s'agissait du débat sur le soutien, par des fonds publics, du Mémorial des victimes du communisme, projet initié par l'Alliance Civique. Cette proposition provoque une série de réactions hostiles de la part des sénateurs du PDSR, Ion Solcanu se prononce pour un « Mémorial des victimes du totalitarisme »<sup>149</sup>, car :

Je crois qu'un mémorial destiné uniquement aux victimes du communisme stimulerait les ressentiments, d'ailleurs justifiés, d'une partie de la population, contre une autre partie, ce qui éloignerait encore plus la perspective de la réconciliation nationale, tellement nécessaire à la société roumaine contemporaine. Il faut regarder l'exemple espagnol, dû à Franco, d'un mémorial au sein duquel les victimes de la guerre civile, les franquistes et les communistes, reposent ensemble.<sup>150</sup>

Gheorghe Dumitrașcu approuve cette proposition au nom du fait que « il y a eu des victimes de leurs idées de 1938 à 1948 également »<sup>151</sup> et se prononce, avec Gheorghe Prisăcaru<sup>152</sup>, contre l'initiative de l'Alliance Civique et pour l'élaboration d'un projet plus consensuel, par une institution d'Etat.

En fait, les représentants du PDSR considèrent qu'une telle démarche, par la mémoire qu'elle nourrit, par l'histoire officielle qu'elle semble supposer, ne ferait que prolonger le clivage sur la question du passé, tout en favorisant les uns aux

<sup>149</sup> *Monitorul Oficial al României*, 14 juin 1997, p. 12.

<sup>150</sup> *Ibidem*, p. 19.

<sup>151</sup> *Ibidem*, p. 14.

<sup>152</sup> Député du PDSR.

dépens des autres. Cette opposition au projet du Mémorial de Sighet au nom de la réconciliation nationale, quand cette réconciliation aurait au contraire dû supposer ce type d'action<sup>153</sup>, montre que la rhétorique de la réconciliation du PDSR a essentiellement le rôle de justifier la politique de l'oubli.

### III.C. Justice et mémoire

Nous avons vu qu'aux demandes de justice, morale et pénale, le PDSR répond avec des arguments pragmatiques, qui font appel à la question des coûts, sociaux et économiques. Les injustices sont reconnues, mais transformées dans un potentiel danger pour la société :

Les réparations ne peuvent jamais être faites dans leur intégralité, on ne peut pas écarter intégralement les injustices, qui ont en tout cas leur origine dans un régime qui tient du passé, en provoquant de nouvelles injustices qui affecteraient de larges catégories de citoyens qui, en dernière instance, n'ont aucune responsabilité dans ce qui s'était passé des dizaines d'années auparavant.<sup>154</sup>

Ainsi les réparations apparaissent comme fatalement incomplètes, étant en même temps injustes pour la grande majorité de la population. D'autre part, le PDSR s'oppose constamment à l'ouverture des archives, comme le montrent aussi les débats sur les amendements de la loi 16 de 1996, des archives nationales :

Du point de vue de l'avenir, des tensions grotesques entre les générations qui vont immédiatement nous suivre, minimiser le délai d'accès à certaines archives est une décision dangereuse.<sup>155</sup>

---

<sup>153</sup> D'autant plus que ce Mémorial, notamment par sa location géographique à l'extrême nord du pays, est loin de représenter une tentative de monopoliser le discours public sur le régime communiste.

<sup>154</sup> ILIESCU, Ion. *Încotro societatea...cit.*, p. 20.

<sup>155</sup> Nicolae Leonachescu, *Monitorul Oficial al României*, 21 février 2000, p. 27.

En conclusion le PDSR considère que le passage de cent à cinquante ans pour la publication des secrets d'Etat serait « inconcevable »<sup>156</sup> et les propositions d'assouplissement de cette loi ne seront pas adoptées. Ce rapport d'opposition à l'ouverture des archives est significatif du fait que le discours du PDSR sur la réconciliation nationale ignore totalement la question de la nécessité de connaître les réalités des actions de répression. En plus, l'idée de l'impossibilité de la réparation des injustices exprime un type de raisonnement qui vise à empêcher la recherche des coupables de ces injustices.

Manque pourtant toute loi sur l'amnistie concernant la période d'avant 1989, ou au moins celle de décembre 1989, pendant laquelle l'Armée et les forces de la Securitate ont eu un rôle important autant au moment de la répression que pour le soutien du CFSN et le changement de régime. Nous allons essayer d'expliquer cette absence – illogique si on la rapporte au discours du PDSR sur le passé récent – en partant du sort effectif de ceux qui sont condamnés après 1990, notamment des proches de l'ancien dictateur, qui avaient été condamnés à de longues peines de prison. Ils seront libérés assez vite, généralement pour des raisons de santé. Ainsi en 1993 est libéré le dernier chef de la Securitate, le général Iulian Vlad, le 25 mars 1994 Ion Iliescu accorde la grâce aux anciens membres suppléants du Comité Politique Exécutif du PCR, Ștefan Andrei, Silviu Curticeanu, Suzănica Gâdea, Mihai Gere, Ana Mureșan, Ion Toma, Ion Stoian, d'autre part pour des raisons médicales, Manea Mănescu, ancien bras droit de Nicolae Ceaușescu, Constantin Dăscălescu, Premier ministre en 1989, Tudor Postelnicu, ministre de l'intérieur en 1989, Emil Bobu, Nicolae Andruță Ceaușescu, Nicu Ceaușescu, tous condamnés pour leur participation aux répressions de décembre 1989, se retrouvent en liberté conditionnelle<sup>157</sup>. Finalement à la fin de 1996 aucun ancien dignitaire du régime d'avant 1989 n'était plus en prison.

Cette libération des anciens dignitaires, qui, étant donnée la nature du rapport entre le pouvoir politique et la justice, doit être interprétée comme le résultat de décisions politiques du pouvoir en place, allait dans le sens du discours des alliés politiques du PDSR. Pourtant, même si ces derniers ont de façon répétée décrié le

<sup>156</sup> *Monitorul Oficial al României*, 25 février 2000.

<sup>157</sup> ȘTEFĂNESCU, Domnița. *Op. cit.*, p. 375.

sort des anciens proches de Nicolae Ceaușescu, il semble que ces pressions venaient du président de l'époque, d'ailleurs, après la défaite aux élections de 1996, Ion Iliescu avait pris la décision de libérer définitivement les derniers des anciens membres de la direction du Comité Central du PCR qui étaient détenus.

En plus, le PDSR protestera fortement contre les condamnations prononcées après l'alternance de 1996, surtout contre celle des généraux et anciens ministres de la Défense, respectivement de l'Intérieur, Victor Stănculescu et Mihai Chițac. Le président du PDSR, Ion Iliescu, qualifie cette condamnation « d'erreur judiciaire »<sup>158</sup>, car il considère que :

On ne peut pas faire abstraction du caractère complexe de la Révolution [...] ces généraux méritent notre appréciation.<sup>159</sup>

D'ailleurs, il faut observer que cette décision de la justice sera mal accueillie également par le Parti Démocrate, membre de la coalition gouvernementale de l'époque, et par les responsables de l'Armée<sup>160</sup>.

Le PDSR se pose en garant de l'immunité judiciaire de l'Armée et décrie constamment les tentatives de culpabilisation de celle-ci, avec l'argument qu'elles risqueraient de « miner la capacité de défense du pays »<sup>161</sup>. En fait, pendant la période 1990-1996, puis entre 2001 et 2005, on assiste à une amnistie implicite, qui s'exerce notamment au niveau du Parquet qui n'instruit pas, ou très lentement, les dossiers importants liés au moment 1989 ou à la période communiste. En conséquence, le parti de Ion Iliescu préfère utiliser les moyens étatiques dont il dispose pour limiter la multiplication des poursuites judiciaires et des condamnations, au lieu de promouvoir une forme d'amnistie qui clarifierait son rapport au passé, mais aussi le priverait d'un instrument de pression sur certaines catégories de personnes.

---

<sup>158</sup> *Mediafax*, 15 juillet 1999.

<sup>159</sup> *Mediafax*, 15 juillet 1999.

<sup>160</sup> On peut parler d'une recomposition du FSN car le président du PD, Petre Roman, et le ministre de la Défense, Victor Babiuc (PD), sont du même avis, le dernier parle même d'une « gaffe judiciaire » ; le chef de l'état majeur, le général Constantin Degeratu, met en cause cette « condamnation de l'Armée », *Adevărul*, 20 juillet 1999.

<sup>161</sup> *Monitorul Oficial al României*, 28 novembre 1997, p. 4-6.

L'absence d'amnistie relève ainsi d'une stratégie qui vise à s'assurer le soutien des catégories qui font partie de certaines institutions de l'Etat qui ont pris part aux répressions, ou à d'autres abus, pendant le régime communiste, tout en évitant l'usage d'un discours nostalgique. Cette absence permet aussi de préserver la confusion entre le jugement des actions de décembre 1989 et de celles liées à la répression d'avant 1989, parce que les arguments en faveur de l'amnistie implicite concernant le moment révolutionnaire apparaissent comme bien plus susceptibles de réunir un certain consensus que ceux qui visent toute la période communiste. Par cette confusion, la concentration sur la question de la légitimité des procès contre des généraux qui ont à la fois participé à la répression de décembre et au renversement de l'ancien régime jette un doute sur la légitimité de tout procès concernant la période totalitaire.

Cette logique est suivie par Ion Iliescu après 1996, quand il accuse la justice d'être dépendante de la nouvelle majorité politique et de vouloir « réécrire l'histoire à partir de positions partisans »<sup>162</sup> en faisant référence à la fois au procès de Victor Stănculescu et Mihai Chițac et à la sentence de la Cour Suprême de Justice qui réhabilite Ion Mihai Pacepa, un des anciens chefs de la Securitate qui s'était enfui aux Etats-Unis. En fait le reproche de réécrire l'histoire ne fait pas référence à la falsification des faits, mais à leur sens. C'est ainsi qu'on comprend le manque d'intérêt pour la question de la vérité, car ce qui intéresse le PDSR, c'est l'interprétation politique de la réalité historique. Selon cette logique la justice est donc tenue de respecter une certaine vision du passé. En plus cette vision doit, pour le parti de Ion Iliescu, mettre l'accent sur la continuité de l'Etat, ce qui a plusieurs conséquences très importantes.

Premièrement, l'amnistie officielle, ajoutée à la critique et aux conséquences de la condamnation des deux généraux, montre que ce type de rapport au passé met en cause la construction d'un Etat de droit, les forces politiques étant tentées de régler le rapport au passé non pas à partir de lois comme celles de l'amnistie, mais par l'intermédiaire de pressions politiques sur la justice. En fait, l'absence d'une

---

<sup>162</sup> *Adevărul*, 20 juillet 1999.

amnistie explicite, ainsi que la politique de l'oubli, ont finalement l'effet inverse à celui invoqué, prolongeant dans le présent les conflits du passé.

Deuxièmement, au nom de cette continuité de l'Etat, ceux qui avaient trahi Nicolae Ceaușescu, comme Ion Mihai Pacepa, devraient toujours être considérés comme des traîtres. Ce qui suppose que les arguments qui devraient protéger, selon le président du PDSR, les généraux impliqués dans les répressions de décembre, ne se basent pas nécessairement sur leur participation ultérieure au moment révolutionnaire. En fait, le principal argument part de la légitimité de leurs actions au moment des faits incriminés, qui précède leur ralliement aux révoltés, au-delà même des lois existantes en 1989, en base desquelles ils avaient été condamnés. Autrement dit, ce n'est pas leur ralliement aux révolutionnaires qui les exonère, car cela supposerait une amnistie. En protégeant les deux généraux tout en étant en dehors d'une logique amnistiante, le pouvoir politique dénie le droit même de la justice postcommuniste de juger les faits antérieurs à la chute du régime communiste de ceux qui avaient soutenu le nouveau pouvoir dirigé par Ion Iliescu.

Nous avons déjà vu que la continuité de l'Etat, à travers le moment révolutionnaire, est concevable à partir d'une distinction entre l'Etat et le régime communiste et entre les serviteurs d'un Etat roumain éternel et ceux du parti unique. C'est donc seulement le moment du retournement des institutions répressives contre le régime communiste qui est vu comme le repère à partir duquel on peut juger les actes des uns et des autres, ce qui jette un doute sur la légitimité des manifestations d'avant le 22 décembre 1989, comme d'ailleurs un rapport du SRR s'efforce de le faire en 1994<sup>163</sup>. Autrement dit, seuls ceux qui se sont opposés au CFSN, et qu'on appelait à l'époque les terroristes, sont susceptibles d'être condamnés selon cette lecture du moment révolutionnaire. Finalement cette logique confirme notre observation antérieure sur la tentative du CFSN de se substituer aux insurgés de décembre 1989. En conséquence, quand il protège les deux généraux, Ion Iliescu ne veut pas récompenser leur ralliement à la Révolution, mais au CFSN qu'il venait de former.

---

<sup>163</sup> Voir le rapport du SRR sur les moments de 1989 qui insiste sur la participation dans le déclenchement et le déroulement des manifestations des services secrets étrangers, « Evenimentele din decembrie 1989 văzute de SRI » [Les événements de décembre vus par le SRR], *Ordinea*, Supplément, 1994.

Henry Roussio avait souligné que « le résistentialisme gaullien [...] ne glorifie pas les résistants ou la Résistance, mais le peuple résistant incarné par l'homme du 18 juin »<sup>164</sup> ; c'est de la même façon que nous pouvons essayer d'interpréter le rapport de Ion Iliescu à la Révolution. Le peuple est glorifié pour ignorer les révolutionnaires, et pour que Ion Iliescu apparaisse, en tant que représentant du peuple, le principal personnage du moment révolutionnaire. D'autant plus que sa participation tardive à ce moment, après la fuite de Nicolae Ceaușescu, le met dans la même position que la majorité de la population. Ainsi, à la différence de Charles De Gaulle, Ion Iliescu se veut en fait le représentant non pas des résistants ou des révolutionnaires, mais de la majorité silencieuse.

En même temps cette comparaison avec le cas gaullien met en valeur le poids qu'une personne, soutenue par une structure étatique politisée, peut avoir dans la création d'une mythologie nationale, d'une mémoire partisane qui devient une mémoire nationale, donc engendre aussi des oublis officiels.

Dans le cas roumain cet oubli devrait être celui des abus d'avant 1989, car la chute du régime communiste devrait être vue comme une limite au-delà de laquelle la justice ne peut plus agir, ou, si elle le fait, cet acte ne peut être que politique. Ce qui confirme ce qu'on a pu observer dans le chapitre sur le FSN, quand la déresponsabilisation individuelle, produite par une certaine vision de l'histoire, empêche qu'on puisse juger les crimes. Condamner les actes ne signifie pas condamner ceux qui les ont accomplis, mais seulement le régime dans son ensemble. L'illégitimité du régime n'est déclarée qu'a posteriori, donc au moment des faits les actions répressives s'inscrivent dans la logique du système politique en question et, tout en étant moralement condamnables, ne peuvent pas entraîner la condamnation de leurs auteurs. Ce qui ne veut pas dire que certains auteurs des crimes de décembre 1989 ne sont pas jugés, mais l'exonération des principaux responsables militaires montre que, là où se trouve l'articulation entre décision politique et ordre militaire, ce qui met en jeu la question de la légitimité du pouvoir politique et de la loyauté du pouvoir militaire, l'intrusion de la justice est considérée comme abusive, car, tout en jugeant sur la base des lois d'avant 1989, elle prend en

---

<sup>164</sup> ROUSSIO, Henry. *Le syndrome...cit.*, Paris : Seuil, 1987, p. 28.

compte les changements politiques survenus, donc elle est inévitablement et indûment rétroactive.

#### **IV. Un discours sur la spécificité roumaine. La question de la démocratie originale**

En ce qui concerne l'usage d'un discours de type nationaliste, le PDSR ne fait que prolonger et amplifier une tendance antérieure à la scission du FSN. La rhétorique nationaliste ne se limite pas à son instrumentalisation contre les adversaires, elle a aussi la fonction de soutenir le discours sur la nécessité d'un modèle spécifique de transformation économique et politique, modèle qui est le seul à donner une identité programmatique au parti de Ion Iliescu. Nous allons montrer dans quelle mesure ce modèle résulte d'une lecture du passé qui a comme prémisse la nécessité de revaloriser certaines réalités, institutions, personnes et idées du régime d'avant 1989, et comme moyen la rhétorique nationaliste.

Il faut rappeler que, depuis la naissance de l'Etat roumain, le débat sur la spécificité roumaine et le rapport au modèle occidental de modernisation structurent les controverses culturelles et la vie politique. Il était donc logique que le PDSR s'identifie par rapport à ce débat. Nous allons analyser le rapport entre l'emplacement du parti de Ion Iliescu sur des positions nettement opposées aux anticomunistes et aux partisans d'un changement rapide, et la valorisation de la spécificité nationale, dont fait partie une vision positive du passé récent.

##### **IV.A. La spécificité nationale**

Du point de vue du signe électoral, le passage du FSN au FDSN est celui de la rose rouge aux trois roses tricolores, qui reproduisent les couleurs du drapeau



national, ce qui montre la volonté du nouveau parti d'affirmer symboliquement l'importance de la dimension patriotique de son identité<sup>165</sup>.

Un autre choix significatif, qui va dans le même sens, est celui de l'hymne du parti, la *Hora Unirii*, une chanson patriotique abondamment utilisée avant 1989<sup>166</sup>. L'emboîtement entre le rapport au passé récent et celui à l'histoire nationale se fait donc par l'intermédiaire d'un regard sur cette histoire qui n'est pas libéré des conditionnements idéologiques de ce même passé récent. Ainsi on peut dire que non seulement le nationalisme postcommuniste est, dans le contexte roumain, nostalgique par rapport à la période du communisme national, car il incite à faire l'impasse sur la nécessité d'une réinterprétation de l'identité nationale dans la logique de la démocratisation<sup>167</sup>, mais que l'implication inverse est tout aussi vraie. Autrement dit, une certaine nostalgie pour le passé récent suppose l'usage d'un discours nationaliste qui, en intégrant le régime déchu dans une histoire nationale plus longue, le récupère comme passé utilisable.

Ce raisonnement nous aide à mieux expliquer pourquoi, pour comprendre le rapport au passé communiste du parti de Ion Iliescu, il faut analyser ses connexions avec les autres thèmes centraux du discours de cette formation politique. Le nationalisme, utilisé comme forme implicite de revalorisation du passé récent, est l'élément principal de ce discours. L'ancien parti unique était lui-même arrivé en 1989 à un point où son discours est caractérisé presque exclusivement par une forme de nationalisme, qui s'oppose à la fois à l'Occident et au réformisme de l'intérieur du bloc soviétique. En 1992, Ion Iliescu et le FDSN utiliseront comme moyen privilégié de leur expression électorale les thèmes de cet héritage idéologique.

Pendant la campagne électorale de 1992, le candidat du FDSN et président en fonction, Ion Iliescu, utilise la mémoire douloureuse du moment de l'occupation par les troupes hongroise d'une partie de la Transylvanie en 1940, pour se déclarer

---

<sup>165</sup> Ultérieurement, à cause de l'interdiction d'utiliser électoralement les couleurs du drapeau national, les trois roses vont devenir bleues.

<sup>166</sup> Cette chanson fait référence au moment de l'unification de la Valachie avec la Moldavie.

<sup>167</sup> PRIDHAM, Geoffrey. *The Dynamics...* cit. , p. 36.

garant du « caractère national de l'Etat roumain »<sup>168</sup>, tandis que le FDSN met en garde contre le risque d'une répétition de l'histoire<sup>169</sup>. Pour comprendre ce qui pouvait mettre en danger cet Etat, il faut suivre, pendant la même période, la campagne du FDSN, dont l'organe, *Dimineața*, accuse l'opposition d'appeler à la « yougoslavisant de la Roumanie »<sup>170</sup>. Quelques jours plus tard la même publication se demande si « la Transylvanie est en danger »<sup>171</sup> et intitule un de ses articles :

Il est temps de comprendre une fois pour toutes que la Transylvanie est un territoire roumain.<sup>172</sup>

Des parlementaires du FDSN, comme Petre Țurlea et Ion Solcanu, désignent clairement ce danger, qui viendrait de la part de la minorité hongroise et de la Hongrie<sup>173</sup>. La surenchère continue quand *Dimineața* publie la carte de la Grande Hongrie<sup>174</sup> et quand, avant le deuxième tour de l'élection présidentielle, qui oppose Ion Iliescu à Emil Constantinescu, on accuse directement ce dernier de vouloir vendre la Transylvanie<sup>175</sup>.

Ce thème du danger de la perte de la Transylvanie sera une constante du discours du PDSR pendant la période 1992-2000. L'un des buts était de mettre en doute la loyauté de l'Union Démocratique des Magyars de Roumanie, alliés à la CDR, envers l'Etat roumain et même sa représentativité pour la minorité hongroise, comme dans un des communiqués du FDSN :

Le FDSN a de sérieux doutes en ce qui concerne la prétention de l'UDMR d'être le représentant légitime de la minorité magyare de Roumanie.<sup>176</sup>

---

<sup>168</sup> Intervention télévisée du chef de l'Etat du 31 août 1992, ILIESCU, Ion. *Momente ...*, tome III, cit. , p. 352-357, p. 356-357.

<sup>169</sup> *Dimineața*, 2 septembre 1992.

<sup>170</sup> *Dimineața*, 7 août 1992.

<sup>171</sup> *Dimineața* 20 août 1992.

<sup>172</sup> *Dimineața*, 21 août 1992.

<sup>173</sup> *Adevărul*, 20 août 1992.

<sup>174</sup> *Dimineața*, 22 août 1992.

<sup>175</sup> *Dimineața*, 7 octobre 1992.

<sup>176</sup> Communiqué du FDSN, *Dimineața*, 30 octobre 1992.

D'autre part, Ion Iliescu, en tant que chef de l'Etat, accuse en 1994 l'UDMR se trouver :

Dans un désaccord frontal avec la réalité de l'Etat national unitaire roumain.<sup>177</sup>

En 1996, l'éventualité de la formation d'une alliance gouvernementale avec la participation du parti de la minorité magyare pousse le PDSR à annoncer que « la participation de l'UDMR au gouvernement engendrera le syndrome de Bosnie-Herzégovine »<sup>178</sup>, tandis que pour *Dimineața* il s'agit d'« Un acte monstrueux : l'UDMR, arbitre du gouvernement de la Roumanie » ; la même publication se demande: « Roumanie, capitale Budapest ? »<sup>179</sup>. Plus tard, en 1999, le président exécutif du PDSR, Adrian Năstase, reprend la question du danger du démembrement du pays, en déclarant qu'il existe un scénario du type Kosovo pour les deux provinces de la zone où il y a de fortes minorités magyares: « Printemps 99-Kosovo, été 99-Voïvodine, automne 99-Transylvanie »<sup>180</sup>.

Une des explications de la promotion du conflit roumano-hongrois par le PDSR part de la volonté d'éviter la transformation de la Transylvanie dans un bastion de l'opposition<sup>181</sup>. Mais à cette explication il faut manifestement ajouter une proximité, en termes de culture politique, qui explique certaines similitudes entre les thèmes des discours du PDSR et de ceux de ses alliés de la période 1992 à 1996 et au-delà, le PGR et le PST. En ce sens, la seule association civique de masse avec laquelle le PDSR entretient une relation privilégiée est la très nationaliste organisation Vatra Românească, qui est également proche du PGR. Le président roumain de l'époque prend la défense de Vatra Românească, en niant l'orientation radicalement nationaliste de celle-ci<sup>182</sup> ; d'ailleurs, Ion Iliescu et son parti ont la capacité d'utiliser une rhétorique nationaliste sans se laisser assimiler aux

<sup>177</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluție...cit.*, p. 115.

<sup>178</sup> Publicité électorale de Ion Iliescu, *Adevărul*, 7 novembre 1996.

<sup>179</sup> *Dimineața*, 11 novembre 1996.

<sup>180</sup> *Adevărul*, 15 juillet 1999.

<sup>181</sup> GALLAHER, Tom. *Democrație și naționalism* [Démocratie et nationalisme] (tr.). Bucarest : All, 1999, p. 3.

<sup>182</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluție...cit.*, p. 116 -117.

extrémistes. Ce qui explique les inflexions, passagères mais radicales, du discours du chef de l'Etat sur des questions sensibles, comme en 1995 quand il déclare que :

Tous les territoires [arrachés à la Roumanie par le pacte  
Ribbentrop-Molotov] doivent être restitués à la Roumanie.<sup>183</sup>

En ce qui concerne la question hongroise, le PDSR utilise un double discours, un exemple étant le moment de la signature, par le président Ion Iliescu, du traité d'amitié avec la Hongrie. Cet événement se déroule juste avant une campagne électorale pendant laquelle Ion Iliescu et le PDSR utilisent abondamment le thème du danger hongrois, comme par exemple quand Adrian Năstase, qui réagit au soutien du parti de la minorité magyare à Emil Constantinescu, déclare que « personne n'a le droit de négocier l'unité et l'intégrité de la Roumanie »<sup>184</sup>.

Ces attitudes sont significatives pour la présence au sein même du PDSR d'une forte tendance nationaliste. En ce sens est exemplaire l'usage politique qui est fait, surtout pendant la période 1992-1996, du personnage historique Ion Antonescu, l'ancien dirigeant de la Roumanie pendant son alliance avec l'Allemagne nazie, condamné ultérieurement à la peine capitale. Pendant cette période se développe un véritable culte de Ion Antonescu ; parmi ses promoteurs se trouve Viorel Roman, un des dirigeants du groupe qui avait quitté le FSN en 1992, député du PDSR mais aussi vice-président de la « Ligue Maréchal Antonescu », présidée à l'époque par Iosif Constantin Drăgan<sup>185</sup>, et dont le premier vice-président était le futur sénateur du PGR, l'historien Gheorghe Buzatu<sup>186</sup>. Pendant cette période sont érigés plusieurs statues du maréchal Ion Antonescu, notamment à Târgu Mureș, lieu d'affrontements ethniques en mars 1990, où le maire UDMR essaie sans succès de l'interdire<sup>187</sup>. Dans ce contexte, un autre parlementaire du PDSR, Petre Țurlea, déclarera que le

<sup>183</sup> *Adevărul*, 4 octobre 1995.

<sup>184</sup> *Dimineața*, 13 novembre 1996, p. 2.

<sup>185</sup> Riche homme d'affaires italien d'origine roumaine, connu pour ses opinions nationalistes et sa collaboration avec Nicolae Ceaușescu.

<sup>186</sup> *Dreptatea*, 6 mai 1992.

<sup>187</sup> *Adevărul*, 25 mai 1994.

Musée de l'Holocauste de Washington est le promoteur d'une « campagne de calomnies contre le maréchal Antonescu et l'Armée roumaine »<sup>188</sup>.

Ici il faut rappeler que, après avoir longtemps été la bête noire de l'historiographie communiste, Ion Antonescu commence, dans les années 1980, à être partiellement réhabilité par le régime communiste. Ainsi on comprend le fait qu'il devient, au début des années 1990, le symbole du dirigeant incorruptible et autoritaire, que désirait une partie de la population. Au niveau de la culture politique, l'instrumentalisation de ce symbole apparaît comme la forme adaptée au niveau de l'histoire nationale de la nostalgie d'un leader autoritaire ; autrement dit, Antonescu devient la traduction postcommuniste du dirigeant idéal imaginé par la culture politique héritière du *ceaușism*. Si Corneliu Vadim Tudor et son parti, le PGR, se réclament directement de cette filiation, les affinités au niveau du PDSR sont exemplifiées par la cooptation en 2000 du très nostalgique poète Adrian Păunescu<sup>189</sup>. Ces rapprochements sont importants pour souligner la nature non seulement tactique, mais aussi idéologique de l'usage par le parti de Ion Iliescu du discours nationaliste et de sa proximité avec les nostalgiques.

Donc des parlementaires du PDSR participent à la renaissance du culte du maréchal Antonescu, et le sénateur du PDSR Gheorghe Dumitrașcu demande à son collègue de Sénat, Ioan Alexandru (PNPCD) : « est-ce que tu as oublié qu'en 1968 tu t'appelais Ioan Șandor ? »<sup>190</sup>, en faisant référence à l'origine magyare du nom de son adversaire politique. Dans cette atmosphère devient possible l'apparition, dans la campagne du PDSR de 1996, de dérapages antisémites. *Vocea României*, le quotidien du gouvernement, publie une photo de Petre Roman, un des principaux concurrents de Ion Iliescu à l'élection présidentielle, avec la légende « le premier président juif de la Roumanie » ; le chapeau nous apprend que ce texte a été collé sur certaines affiches du parti de Petre Roman<sup>191</sup>. A la même période, *Dimineața* publie un texte portant le titre « Rien n'arrive au hasard »<sup>192</sup> et qui fait un

<sup>188</sup> *Monitorul Oficial al României*, 11 février 1994, p. 4-5.

<sup>189</sup> Adrian Păunescu (né en 1943), avant 1989 un des plus actifs promoteurs du culte de la personnalité par l'intermédiaire du « Cénacle Flacăra » (1973-1985), dirigeant et sénateur du PST (1992-1996), sénateur du PDSR (PSD) depuis 2000.

<sup>190</sup> *Monitorul Oficial al României*, 31 mars 1994, p. 18.

<sup>191</sup> *Vocea României*, 27 septembre 1996.

<sup>192</sup> *Dimineața*, 14 octobre 1996.

commentaire sur une photo publicitaire de Petre Roman, qui se trouve à proximité d'un texte sur le « Premier ministre israélien »<sup>193</sup>. Avec une fausse subtilité, les deux publications liées au PDSR reprennent contre Petre Roman l'antisémitisme bien plus ouvert du PGR.

Cette attitude n'est compréhensible que si on la place dans le contexte de la dimension antioccidentale du discours du FSN, et en rappelant l'opinion de Ion Iliescu, exprimée dans son volume de 1994, sur la perception que les Occidentaux avaient des Roumains en 1990 :

Nous avons été considérés comme les survivants d'une réserve totalitaire, notre image était celle de « sauvages » de l'époque actuelle.<sup>194</sup>

D'où une méfiance envers les partis qui proposent le modèle occidental ; par exemple, dans un article de *Dimineața* on explique que la CDR propose des politiques de restitutions et des réformes « dont les bénéficiaires seraient ceux qui se trouvent à l'extérieur du pays »<sup>195</sup>, et on accuse le PNPCD de :

Frapper à des portes étrangères, hier à celle de Moscou, aujourd'hui à celle de Washington.<sup>196</sup>

Après 1996, le résultat des réformes est pour un des dirigeants du PDSR, le sénateur Vasile Văcaru, « la vente aux enchères de la Roumanie »<sup>197</sup> ; une déclaration du parti réaffirme cette idée :

Tout se déroule conformément aux ordres du FMI et de la Banque Mondiale, le plus souvent à l'encontre de l'intérêt national.<sup>198</sup>

Cette rhétorique est caractéristique du type d'opposition que le PDSR pratique après la première alternance ; en 1999, Ion Iliescu accuse le gouvernement

<sup>193</sup> *Ibidem*.

<sup>194</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluție...cit.*, p. 8.

<sup>195</sup> *Dimineața*, 1-er octobre 1992.

<sup>196</sup> Lettre ouverte signée par « un ancien diplomate », *Dimineața*, 2 octobre 1992.

<sup>197</sup> Vasile Văcaru, *Dimineața*, 1999, 11 janvier.

<sup>198</sup> Déclaration du PDSR, *Monitorul Oficial al României*, 7 juin 1999, p. 2.

« d'obédience par rapport à certains cercles d'intérêts étrangers et de prétendus spécialistes internationaux »<sup>199</sup>, et pour Adrian Năstase :

La politique étrangère a été transformée dans un instrument d'obédience idéologique par lequel on n'a pas servi les intérêts présents et futurs du pays, mais les intérêts de centres de pouvoir internes [...] ce qui a mené à l'annulation effective du droit d'opinion de la Roumanie sur la scène internationale.<sup>200</sup>

Le changement de 1996 accentue l'importance du discours nationaliste pour un parti qui, pendant cette période, semble vouloir reprendre à son compte le type de discours de ses alliés extrémistes. Ainsi, pour Adrian Năstase parle même de la « dénationalisation de la Roumanie »<sup>201</sup> qui :

Est peut-être le premier mal majeur dont la responsabilité restera à jamais comme une tache noire sur la conscience et la destinée future des partis de droite qui nous gouvernent.<sup>202</sup>

Le programme du PDSR pour l'an 2000 accorde également une attention particulière à la question nationale, en assurant que le parti, dans le contexte de l'intégration européenne, « préviendra l'altération du sentiment national »<sup>203</sup>, et, en ce qui concerne l'enseignement, se prononce pour « l'approfondissement de l'étude de la langue, de l'histoire et de la civilisation roumaines »<sup>204</sup> parce que « être un bon Roumain est une exigence impérieuse de la société civile »<sup>205</sup>.

Par rapport à l'intégration européenne, la position du PDSR n'est pas ouvertement hostile, notamment après 1995<sup>206</sup>, mais le PDSR et Ion Iliescu veulent se démarquer des optimistes de ce processus. Ainsi, en 1992, Ion Iliescu se déclare

<sup>199</sup> ILIESCU, Ion. *Încotro ...cit.*, p. 16.

<sup>200</sup> Adrian Năstase, discours à la Conférence nationale du PDSR, 9 octobre 1999, *Adevărul*, 11 octobre 1999.

<sup>201</sup> Adrian Năstase, discours à la Conférence nationale du PDSR, 21 septembre 2000, [www.psd.ro](http://www.psd.ro), réf. du 27 mars 2003.

<sup>202</sup> *Ibidem*.

<sup>203</sup> Programme politique du PDSR du 21 septembre 2000, *op. cit.*, p. 8.

<sup>204</sup> *Ibidem*, p. 44.

<sup>205</sup> Adrian NĂSTASE, discours à la Conférence nationale du PDSR, 21 septembre 2000, *op. cit.*

<sup>206</sup> En juin 1995 est signé un accord politique entre tous les partis parlementaires pour le soutien d'une stratégie en vue de l'accession à l'Union Européenne.

pour « une intégration souple et efficace dans les structures européennes »<sup>207</sup>, et en 2000 le PDSR est le partisan d'une « intégration digne »<sup>208</sup> : cette succession d'adjectifs montre non seulement une volonté de se démarquer des adversaires pro-occidentaux, mais aussi une tentative de rendre compatibles les dimensions souvent divergentes de leurs discours sur la question nationale et sur l'intégration européenne.

D'une part, Adrian Năstase se prononce pour une Europe fédérale<sup>209</sup>, d'autre part, dans une publicité électorale du PDSR on peut lire que « l'intégration dans l'UE et l'OTAN signifie le renoncement au commerce avec la Chine et l'URSS »<sup>210</sup> (*sic*) titre qui contenait un lapsus significatif du fait que le texte ciblait un électorat non seulement sceptique à l'égard de l'Union Européenne, mais aussi nostalgique.

L'aptitude du PDSR à utiliser à la fois un discours nationaliste et un rapport favorable à l'intégration européenne doit être mise en relation avec la capacité de ce parti de se présenter comme représentant des intérêts de l'Etat roumain, à l'échelle d'une histoire plus longue que celle délimitée par le moment 1989. Cette capacité ne vient pas uniquement de la domination de la scène politique postcommuniste, mais aussi du rapport au passé récent. Le parti de Ion Iliescu apparaît comme le continuateur des côtés positifs à la fois du PCR et du FSN, sans mettre en cause l'attachement à la démocratisation et à la modernisation du pays.

En fait, la continuité avec le nationalisme d'avant 1989<sup>211</sup> permet au PDSR de s'ancrer dans une tradition, celle de ce qui est couramment appelé l'Etat national unitaire roumain ; par contre la Convention Démocratique et les intellectuels qui la soutiennent n'ont aucun discours sur le rapport entre intégration européenne et identité nationale. Ainsi le discours sur la nation du parti de Ion Iliescu doit être compris en relation et comme une réponse à celui des « partis historiques ». Si le nationalisme du PDSR a son origine dans la volonté du PCR de confondre ses intérêts avec ceux de la nation, il a comme effet l'acceptation, par une grande partie

<sup>207</sup> L'intervention de Ion ILIESCU à la radio publique du 31 août 1992 in ILIESCU, Ion. *Momente* ..., tome III, cit. , p. 341-351, p. 343.

<sup>208</sup> C'est un des slogans de la campagne électorale du PDSR de 2000.

<sup>209</sup> Publicité électorale du PDSR, *Adevărul*, 17 novembre 2000.

<sup>210</sup> Publicité électorale du PDSR, *Adevărul*, 27 octobre 2000.

<sup>211</sup> A ce propos TISMĂNEANU, Vladimir. *Fantoma*... cit. ,p. 75-104.



des nostalgiques du communisme, de démarches politiques comme celle vers l'intégration européenne.

Par contre, pour l'opposition anticomuniste, l'idée nationale et l'invocation de la tradition de l'Etat roumain, sans le reniement de la période communiste, est intrinsèquement dangereuse, car elle donne une légitimité a posteriori au Parti-Etat.

Même si le rapport étroit entre le discours nationaliste et le discours nostalgique est indéniable, la fonction principale du nationalisme dans la définition identitaire du PDSR ne semble pas être celle d'ouvrir la voie à un retour au régime à parti unique, mais celle de préserver, pour le principal parti roumain, le droit de ne pas être obligé de suivre une voie déjà tracée par le modèle occidental. On peut même observer que c'est grâce à cette logique du double discours que le PDSR a pu préparer la compatibilité entre la volonté d'intégration européenne et le fort sentiment nationaliste partagé par une grande partie des Roumains.

#### **IV.B. La démocratie originale**

Si l'on part de l'observation que tout parti politique est une forme d'action commune, dont l'identité nous est signalée premièrement par le nom dans lequel se reconnaissent ses membres, les changements fréquents de ce nom signalent l'existence de difficultés au niveau de l'identité politique. A chaque élection, le parti de Ion Iliescu se présente sous un autre nom : FDSN en 1992, PDSR en 1996, en 2000 c'est dans le cadre du Pôle de la Démocratie Sociale, et en 2001 il change une nouvelle fois de nom en Parti Social Démocrate. On doit donc se demander pourquoi un parti qui s'est toujours déclaré de gauche a dû attendre que passe la première décennie postcommuniste pour prétendre, en 2001, à l'identité sociale-démocrate.

Le changement de nom de 1993, en Parti de la Démocratie Sociale de Roumanie, est significatif du choix d'une référence non pas à la social-démocratie, mais à une démocratie sociale, vaguement définie. Le choix de ce nom va de pair avec le refus de s'inscrire dans la tradition social-démocrate roumaine ou européenne ; d'ailleurs, le président exécutif du parti, Adrian Năstase, envoie en

mai 1993 une lettre à d'autres leaders du PDSR en demandant sa modernisation, l'abandon des pratiques anciennes et sa sociale-démocratisation<sup>212</sup>. Cet épisode est d'autant plus significatif du fait qu'à l'intérieur du PDSR la sociale-démocratisation était problématique, que le geste d'une lettre publique était tout à fait exceptionnel pour le type de communication de l'intérieur du parti. D'ailleurs, à cause de cette démarche, Adrian Năstase sera publiquement mis en cause par ses collègues, se voyant même accusé de se rapprocher des partis de l'opposition<sup>213</sup>.

### 1). La mise en doute du modèle occidental

Le rapport à la social-démocratie est corrigé par la référence nationale : une publication officielle du PDSR parle de la nécessité d'un « parti social-démocrate roumain »<sup>214</sup> ; Adrian Năstase lui-même parle d'un « projet social-démocrate réaliste »<sup>215</sup>, et le même souci de corriger cette référence apparaît dans le programme de 2000 du parti, qui précise que :

L'expérience de la social-démocratie européenne doit être reprise en tenant compte des conditions très particulières qui existent en Roumanie.<sup>216</sup>

Très significatif est aussi le moment de 1996, quand Ion Iliescu, après avoir raté sa réélection, revient à la tête du PDSR. Dans son long discours, qui marque son retour formel parmi les membres du parti, il fait référence au moment de décembre 1989, à la période postcommuniste, mais ne parle jamais de la social-démocratie ; sa présentation des valeurs qui l'incitent à continuer la vie politique et la motivation de sa volonté de retrouver le PDSR n'apparaissent donc pas comme liées à un engagement en faveur de la social-démocratie<sup>217</sup>.

---

<sup>212</sup> ȘTEFĂNESCU, Domnița. *Op. cit.*, p. 311-312.

<sup>213</sup> *Ibidem*, p. 315.

<sup>214</sup> *Mesagerul*, Publication du FDSN, supplément de *Dimineața*, 17 juillet, 1992.

<sup>215</sup> ȘTEFĂNESCU, Domnița. *Op. cit.*, p. 323.

<sup>216</sup> Programme politique du PDSR du 21 septembre 2000, *op. cit.*, p. 7

<sup>217</sup> *Dimineața*, 30 novembre 1996, p.1.

En tout cas, si on le compare avec les partis successeurs de l'Europe de l'Est, le PDSR apparaît comme l'un des moins caractérisés par son appel à cette tradition politique<sup>218</sup>. Les hésitations à se réclamer de la social-démocratie occidentale peuvent être comprises en faisant référence au poids pris par le nationalisme dans l'idéologie de l'ancien parti unique. En utilisant un discours sur l'existence d'un communisme national, le PCR refuse la déstalinisation, ensuite les réformes ; en 1982, Nicolae Ceaușescu nie l'existence d'un « modèle socialiste que la Roumanie devrait suivre »<sup>219</sup>.

Le désintérêt pour les questions liées à la doctrine est lui aussi inscrit dans l'héritage de la démarche du PCR des années 1970 et 1980 qui, pour être en phase avec les demandes contradictoires de son secrétaire général, tend à se désidéologiser, en tout cas à se dé-marxiser. Le FSN, puis le PDSR, considéreront que le choix d'une doctrine est inutile, même dangereux. Il faut aussi observer que l'accusation de dogmatisme, qu'on retrouve dans la rhétorique de Ion Iliescu, vise en Roumanie, après les années 1970, surtout ceux qui négligent la nation et privilégient une ouverture vers l'extérieur<sup>220</sup>.

On peut donc essayer d'expliquer le refus du PDSR de prendre pour modèle les sociaux-démocrates occidentaux dans cette clé à la fois nationaliste et conservatrice, dans le sens postcommuniste du terme. En plus, la rhétorique nationaliste prépare le sentiment de méfiance à l'égard du modèle occidental qu'entretiennent les publications proches du PDSR, par exemple en l'équivalant avec le modèle soviétique :

Certains, qui reçoivent un salaire pour ça, s'efforcent de nous convaincre qu'absolument tout ce que nous avons fait entre temps est exécrable et qu'excellent est exclusivement ce qui nous vient de l'Ouest. Des fanatiques en sens inverse [...] la seule chose qui nous reste à faire est de copier leur modèle économique et leur démocratie.<sup>221</sup>

<sup>218</sup> Voir GERRITS, André W.M. The Social Democratic Tradition of East Central Europe. *East European Politics and Societies*. Vol. 16, n° 1, 2002, p. 54-108.

<sup>219</sup> GABANYI, Anneli Ute. *Revoluția...* cit., p. 154.

<sup>220</sup> VERDERY, Katherine. *Compromis...* cit., p. 101-102.

<sup>221</sup> BUNEA, Mircea, « Obsesia modelului » [L'obsession du modèle], *Adevărul*, 11 juin 1992.

Il s'agit d'un refus du modèle occidental en faveur de solutions adaptées, destinées à éviter l'imposition de critères de performance extérieurs au système<sup>222</sup>.  
L'alternative est :

La démocratie originale. C'est-à-dire roumaine. C'est-à-dire vraie. La démocratie originale est notre seule source de résistance.<sup>223</sup>

Ce qui allait dans le sens de l'attitude exprimée par Ion Iliescu :

Je parle toujours de démocratie originale. Chacun élabore son propre model de vie sociale et de vie politique.<sup>224</sup>

Par ailleurs, la méfiance à l'égard du modèle occidental ne doit pas être comprise uniquement comme une forme rhétorique d'individualisation, qui construit l'espérance de la possibilité d'une troisième voie, mais aussi comme l'expression d'une volonté d'indépendance. Cette volonté d'indépendance, notamment au niveau du modèle de développement et de l'inscription dans un courant doctrinaire, est à la fois le résultat de l'appartenance à une culture politique qui a ses racines dans l'inflexion de l'orientation du PCR du début des années 1960, mais elle est aussi le résultat d'un processus, commencé en décembre 1989, de bouleversement des termes de cette culture politique. C'est par rapport à ce double changement qu'il faut comprendre les appels constants de Ion Iliescu à la « démocratie originale » en 1990 mais aussi en 1992<sup>225</sup>, et le discours sur la nécessité de « l'originalité d'un modèle propre de développement »<sup>226</sup>. Il s'agit donc d'une forme de recherche, après une rupture aussi rapide que radicale, d'une voie différente de l'ancienne, mais qui préserve certains de ses concepts, idéaux, leçons.

---

<sup>222</sup> Nous avons déjà observé que ce refus est une forme de survie de la culture politique du communisme nationaliste d'avant 1989.

<sup>223</sup> BUNEA, Mircea, « Obsesia modelului » (L'obsession du modèle), *Adevărul*, 11 juin 1992.

<sup>224</sup> Entretien de Ion Iliescu à radio Europe Libre, 23 septembre 1992, ILIESCU. *Momente...*, tome III, *cit.*, Enciclopedia, Bucarest, 1996, p. 438-442, p. 440.

<sup>225</sup> *Ibidem*.

<sup>226</sup> *Idem*, p. 441.

Après la chute de son gouvernement, Petre Roman prend ouvertement pour cible l'idée de démocratie originale<sup>227</sup>, justement parce que Ion Iliescu était vu comme son principal promoteur. D'ailleurs, la scission du FSN se fait sur les lignes d'un clivage qui combine le rapport au passé communiste et le type de modèle de développement à adopter. Avant les élections de 1992, Viorel Roman, un des dirigeants du FDSN, parle de la nécessité de privilégier non pas la démocratisation, mais le progrès économique, en suggérant un modèle autoritaire:

Le développement économique d'abord, la démocratie ensuite [...] car les seuls pays du Tiers Monde qui soient arrivés au bien-être et à la démocratie, comme le Taïwan, Singapour ou la Corée du Sud, ont été dirigés de manière autoritaire. A Bucarest il paraît qu'on ne comprend pas encore cette vérité.<sup>228</sup>

D'ailleurs, la référence au modèle asiatique est une constante des discours de Ion Iliescu ; par exemple, en 1999, il y voit un argument contre les investissements étrangers en Roumanie, en prenant l'exemple des pays de la zone Asie-Pacifique qui « ont connu une dynamique spectaculaire de la croissance économique et où le pourcentage du capital étranger n'a pas dépassé les 10% »<sup>229</sup>, en conséquence « essentiel reste l'effort interne, la mobilisation des ressources propres »<sup>230</sup>. Pour le président du PDSR, le contre-modèle est celui des pays d'Europe centrale qui, après 1918, ont perdu rapidement l'indépendance économique et, en conséquence, l'indépendance politique<sup>231</sup>. D'ailleurs, avant les élections de 2000, pour Ion Iliescu :

La Chine est le meilleur exemple ; là, le Parti Communiste est au pouvoir, et dans les vingt dernières années on enregistre une croissance supérieure à celle de tout autre pays au monde.<sup>232</sup>

---

<sup>227</sup> Pour Petre ROMAN « entre communisme et démocratie il n'y a pas un chemin moyen », *Azi*, 29 novembre 1991.

<sup>228</sup> ROMAN, Viorel, *Dimineața*, 10 septembre 1992.

<sup>229</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluție...cit.*, p. 185.

<sup>230</sup> ILIESCU, Ion. *Încotro...cit.*, p. 39.

<sup>231</sup> *Ibidem*, p. 315.

<sup>232</sup> Ion ILIESCU, *Adevărul*, 17 janvier, 2000.

On voit donc, à travers le temps, une continuité des formes par lesquelles les dirigeants du parti définissent leur projet dans un rapport d'opposition aux systèmes politiques et économiques de l'Ouest.

Une des formes de la rhétorique conservatrice est l'attaque qu'il lance contre ses adversaires, qu'il accuse de ne pas avoir une vision réaliste des choses, de ne pas connaître l'état de l'économie et de la société, « d'ignorer certaines réalités roumaines »<sup>233</sup>. En 1996, pour le PDSR :

L'opposition manifestée à l'encontre des structures existantes [de l'agriculture] démontre ou bien le désintéressement des réalités du village roumain, ou bien la connaissance incorrecte des possibilités financières limitées du moment.<sup>234</sup>

Après l'apparition du FDSN, dans le quotidien *Dimineața* on y vante notamment les qualités de l'économie d'Etat, comme dans un éditorial dans lequel on accuse les gouvernements d'après 1989 d'avoir nié la valeur de l'économie roumaine, et qui conclut :

Au fond, on n'a fait que remplacer l'ancienne agression de la politique communiste de dirigisme total, avec une autre agression, celle de la liberté à tout prix, agression qui devrait transformer la Roumanie dans une colonie de l'Occident.<sup>235</sup>

Et le contraire de l'agression est l'absence de changements ou au moins l'absence de la volonté politique de les effectuer ; c'est en ce sens que Ion Iliescu conçoit son projet: « Le rythme des réformes est imposé par la vie, il n'est pas en fonction de nos souhaits »<sup>236</sup> ; il ne faut faire confiance :

---

<sup>233</sup> Ioan SOLCANU, *Dimineața*, 17 juillet 1992.

<sup>234</sup> Publicité électorale du PDSR, *Adevărul*, 10 octobre 1996.

<sup>235</sup> Editorial, *Dimineața*, 6 mai 1992.

<sup>236</sup> Conférence de presse de Ion Iliescu du 30 septembre, *Dimineața*, 3-4 octobre 1992.

...qu'aux solutions qui découlent des réalités concrètes de l'économie roumaine et des spécialistes de notre pays.<sup>237</sup>

Par son programme économique de 1992<sup>238</sup>, le FDSN apparaît dans la posture de défenseur des structures existantes de l'économie socialiste. Ainsi le parti est caractérisé non seulement par une volonté de limiter l'application du modèle politique occidental, mais aussi par un conservatisme économique.

La méfiance à l'égard de l'Occident est argumentée à partir d'une certaine interprétation du moment de l'instauration du communisme ; *Dimineața* accuse les « partis historiques » d'être responsables de l'instauration du communisme à cause de leur « confiance enfantine dans la fermeté des Occidentaux »<sup>239</sup>, et l'on ajoute qu'« il y a de nouveau le risque que la mise sur la carte occidentale soit source de déceptions »<sup>240</sup>.

En 1994, Adrian Năstase considère que « le capitalisme n'est pas une solution pour la Roumanie »<sup>241</sup>, et le président Iliescu se prononce contre les privatisations et pour le ralentissement des réformes<sup>242</sup> ; en conséquence, le programme du PDSR se délimite à la fois du communisme et du capitalisme et se prononce pour une voie distincte. En 2000, Adrian Năstase reste attaché aux idées du premier appel du FDSN :

L'Occident est obligé d'assister au spectacle dramatique de l'échec des modèles proposés.<sup>243</sup>

<sup>237</sup> DUICĂ, Constantin, « Procesul comunismului ? Procesul tranziției ? [Le procès du communisme ? Le procès de la transition ?], *Dimineața*, 6 mai 1992.

<sup>238</sup> Le programme économique du FDS prévoit que : « Le FDSN soutient fermement la continuation des réformes mais se prononce contre la thérapie de choc, dont les graves conséquences sont déjà évidentes » et souligne que dans plusieurs pays « les organes de l'Etat sont profondément impliqués dans le déroulement de la vie économique », *Dimineața*, 28 août 1992.

<sup>239</sup> *Dimineața*, 5 mars 1992.

<sup>240</sup> *Ibidem*.

<sup>241</sup> *Adevărul*, 27 mai 1994.

<sup>242</sup> Dans un texte de 1995 il considère que « la privatisation forcée des entreprises d'Etat est nuisible à la réorganisation si nécessaire du procès de production » et donne l'exemple de l'Europe après 1945 quand « à la privatisation on n'avait donné aucune priorité », ILIESCU, Ion. *Încotro...cit.*, p. 323-325.

<sup>243</sup> NĂSTASE, Adrian. *Bătălia pentru viitor* [La bataille pour l'avenir]. Bucarest : New Open Media, 2000, p. 8.

Pour conclure, avec des mots similaires avec ceux d'Iliescu de 1990, que :

Il faut construire un modèle sur d'autres fondations, sur la confiance dans les valences créatrices du capital humain dont nous disposons, sur l'acceptation des différences et le refus de toute limitation dogmatique, raciste ou ethnique.<sup>244</sup>

D'ailleurs cette idée d'une troisième voie est aussi caractéristique d'autres partis successeurs, notamment du Parti Socialiste Bulgare qui, au début de la transition, évite de se transformer dans un parti social-démocrate de type occidental, optant pour une identité de « parti de gauche moderne »<sup>245</sup>. Mais l'influence de cette tentation d'une hypothétique troisième voie apparaît comme particulièrement importante pour la transition en Roumanie ; elle est en même temps utile pour la justification de l'existence d'une démocratie limitée. Il ne s'agit pas d'un véritable projet, avec des programmes et une philosophie articulés, ce qui s'explique par le fait que les fondateurs de l'actuel PSD ne veulent pas dépendre d'une doctrine ou d'un programme concret ; l'idée de la troisième voie sert avant tout à rendre légitime le refus du modèle occidental. Ce refus est fait à l'aide d'un discours contradictoire, qui contient des formules dichotomiques, comme celle de Ion Iliescu qui parle d'une « transition graduelle effectuée rapidement »<sup>246</sup>. D'ailleurs après 1995 l'intégration européenne est acceptée avec la précision que :

Le projet de l'unification européenne est aujourd'hui repensé dans la perspective de l'Europe sociale, opposée à l'Europe libérale, technocratique et financière.<sup>247</sup>

Et le programme du PDSR ajoute la nécessité de la création d'un « système des industries nationales »<sup>248</sup>. En ce sens, en 1999, Ion Iliescu souligne l'importance

---

<sup>244</sup> *Ibidem*, p. 20.

<sup>245</sup> KANEV, « La transformation du parti communiste bulgare », in Jean-Michel DEWALLE (éd.). *Partis politiques et démocratie en Europe centrale et orientale*. Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, 2002, p. 81-99, p. 89.

<sup>246</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluție ...cit.*, p. 213.

<sup>247</sup> Programme politique du PDSR du 21 septembre 2000, op. cit., p. 4.

<sup>248</sup> *Ibidem*, p. 36.



de la planification économique en citant Bruno Kerensy : « grâce à la cybernétique nous disposons aujourd'hui de méthodes scientifiques pour la planification et la programmation »<sup>249</sup> ; en même temps, pour Ion Iliescu l'un des buts de son action politique en tant que président de la République était la réalisation d'un « pacte politique et social »<sup>250</sup>, car « il faut transférer dans la sphère de la production l'énergie dépensée par la contestation »<sup>251</sup>. Et c'est l'impératif de la réconciliation nationale qui justifie cette volonté d'élaborer un programme scientifique de réformes:

Pour assurer une plus grande cohérence, un dynamisme accentué et une finalité sociale à la réforme, il faut remplir plusieurs conditions, dont l'élaboration des bases théorétiques et stratégiques de la transition à long et moyen terme, et l'élaboration de politiques économiques et de programmes de gouvernement à court terme. Une telle œuvre, accomplie par les forces conjuguées de toute l'intellectualité roumaine – chercheurs, enseignants, hommes de culture et d'art, spécialistes praticiens, quels que soient leur credo philosophique, religieux ou leurs opinions politiques – doit, avec les instruments de la science, tirer les conclusions qui résultent de l'expérience nationale et mondiale, et tracer les voies fondamentales de la transition dans les conditions de la Roumanie.<sup>252</sup>

Ce texte est représentatif d'un type d'approche de la politique marqué par la succession des plans quinquennaux, qui ignore l'éventualité de l'alternance politique. Ainsi l'opposition ne pourra plus contester le programme qui résulterait de cette entreprise, la réconciliation étant une façon d'arriver à la neutralisation de l'opposition et même à la mise en cause de sa légitimité à proposer une voie différente.

---

<sup>249</sup> Voir ILIESCU, Ion. *Încotro ...cit.*, p. 46-47.

<sup>250</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluție...cit.*, p. 184.

<sup>251</sup> *Ibidem*, p. 185.

<sup>252</sup> *Ibidem*, p. 180.

## **2). La « démocratie sociale » comme expression du rapport au passé communiste**

Au-delà de l'expression constante, jusqu'en 2001, d'un programme économique qui se veut nettement distinct de celui des adeptes du modèle occidental, cette dimension économique fait partie intégrante de ce qui donne l'identité du parti, de la « démocratie sociale »<sup>253</sup> qui doit :

Compléter la démocratie représentative avec des institutions qui se fondent sur la participation citoyenne, directe, de la population dans la vie sociale et politique, pour l'affirmation de l'identité communautaire.<sup>254</sup>

Ce qui, vu l'usage politique de groupes comme les mineurs dans les années 1990, jusqu'en 1999, n'est pas anodin, d'autant plus que parmi les « structures de la société civile » cités comme collaborant avec le parti la seule vraiment connue est Vatra Românească<sup>255</sup>. Finalement, pour le PDSR, sans démocratie sociale la démocratie n'est « qu'une belle utopie »<sup>256</sup>, donc :

L'essence de notre doctrine se trouve dans une synthèse entre la démocratie politique et de la démocratie sociale et économique.<sup>257</sup>

Le programme du PDSR de 2000 souligne que :

Le PDSR s'individualise sur la scène politique roumaine par le modèle d'une réforme structurelle adaptée aux réalités nationales, avec un rythme qui tienne compte du degré de supportabilité sociale.<sup>258</sup>

---

<sup>253</sup> Programme politique du PDSR, 21 septembre 2000, *op. cit.*, p. 9.

<sup>254</sup> *Ibidem.*

<sup>255</sup> *Ibidem*, p. 11.

<sup>256</sup> *Ibidem*, p. 10.

<sup>257</sup> *Ibidem*, p. 14.

<sup>258</sup> *Ibidem*, p. 7.

L'objectif du PDSR en termes de projet de société est esquissé en 1999, quand le parti était en opposition :

Le but est la réalisation d'une synthèse entre le type de l'économie sociale de marché – comme il se dessine dans les pays développés européens – et les caractéristiques particulières de la société roumaine.<sup>259</sup>

C'est donc à partir de cet objectif politique qu'il faut regarder les appels constants de I. Iliescu et de son parti au moment révolutionnaire et au respect de son programme. Si, dans d'autres cas de transition postcommuniste, on parle de révolutions de rattrapage<sup>260</sup>, sans violence mais aussi sans projet, le cas roumain est différent. Au début des années 1990, Ion Iliescu lance l'idée de démocratie originale comme formule qui exprime le projet positif d'une Révolution qui ne saurait se réduire au démantèlement des structures politiques de l'ancien régime:

Nous sommes en train de traverser un océan inconnu, de découvrir, peut-être, un nouveau monde. Nous sommes obligés, pour nous en sortir, d'inventer un continent politique nouveau.<sup>261</sup>

Comme décembre 1989 a pu re-légitimer une élite politique compromise, Iliescu cherche, par son type de discours et par le type de mobilisation politique qu'il utilise, à relancer une forme d'idéal révolutionnaire ou de socialisme réformé sous la formule de la démocratie originale.

Ion Iliescu est ainsi le seul dirigeant de la région qui reste si longtemps au pouvoir, bien qu'il ait un discours politique qui considère que le moment 1989 et l'abandon des institutions spécifiques des pays communistes peuvent être vus comme un moment qui ouvre la possibilité de régénérer les idéaux socialistes.

---

<sup>259</sup> ILIESCU, Ion. *Încotro societatea...*cit. , p. 182.

<sup>260</sup> Pour Jürgen Habermas ce type de révolution « se présente comme une révolution qui irait, pour ainsi dire, à rebours, dégageant la voie à un rattrapage par rapport à des développements manqués » in HABERMAS, Jürgen. *Ecrits politiques. Culture, droit, histoire* (tr.), Paris : Flammarion, 1999, p. 187.

<sup>261</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluție...*cit. , p. 275.

Une première conclusion est que ce qu'on a souvent appelé, en faisant référence à la transition roumaine, absence de réformes ou stagnation, est une période pendant laquelle les changements promus par l'intermédiaire de l'Etat non seulement sont plus lents que ceux d'autres pays postcommunistes, mais sont aussi guidés par des hommes politiques qui évoquent une autre direction de ces changements. Cette direction, au niveau discursif, s'individualise par opposition au modèle occidental. La production doctrinaire du PDSR ne nous permet pas d'avoir accès à un véritable projet de société dans la logique de la démocratie originale ; pourtant le syntagme *a*, par son usage discursif et sa force symbolique, une influence effective sur les politiques des gouvernements nommés par Ion Iliescu.

D'autre part, l'idée de démocratie originale a surtout un rôle rhétorique et identitaire pour le parti de Ion Iliescu. Par son usage, les dirigeants de l'Etat peuvent justifier ce qui apparaît comme un retard de la démocratisation et de l'intégration européenne.

Finalement la démocratie originale est ainsi le nom d'un non-projet, qui peut nous faire penser que le vide de pouvoir invoqué en décembre 1989 n'a jamais été vraiment rempli au niveau du projet de société.

En fait, l'invocation de la voie originale de développement politique et économique est un substitut à une impossible expression, dans le contexte de l'usage de la légitimité révolutionnaire, d'une nostalgie, non pas des institutions d'avant 1989, mais des promesses qu'elles nourrissaient.

## **V. Alliances politiques et choix symboliques. La Maison du Peuple**

Après les élections de 1992, Ion Iliescu et son parti ont préféré, à une coalition avec les anticomunistes, la collaboration avec des partis couramment qualifiés d'extrémistes. Ce manque de volonté d'isoler les extrêmes est directement lié à l'attitude à l'égard du passé récent ; d'ailleurs, les discours les plus radicaux viennent de partis comme celui de la Grande Roumanie (PGR) et le Parti Socialiste du Travail, qui se définissent par un message nostalgique par rapport à la période communiste, et critique à l'égard des conséquences de la démocratisation et des

changements économiques. Le PDSR a légitimé ces partis en les utilisant constamment, notamment entre 1992 et 1996.

D'ailleurs, en 1992, le parti de Corneliu Vadim Tudor ne propose pas de candidat à l'élection présidentielle et déclare son soutien pour Ion Iliescu<sup>262</sup>. En plus, on retrouvera dans les rangs du PDSR des hommes politiques qui utilisent un discours politique semblable à celui de ces deux partis, c'est-à-dire caractérisé par l'évaluation positive du passé communiste et par le nationalisme<sup>263</sup>.

En même temps, le président du PGR multiplie les déclarations extrémistes, surtout par des menaces dans la direction de la minorité hongroise :

S'il le faut, nous tirerons contre les Hongrois comme nous aurions dû le faire en 1940, car autant la Hongrie que la minorité hongroise de notre pays sont en guerre contre la Roumanie.<sup>264</sup>

D'autre part, ce type de message mêle nationalisme et discours nostalgique, comme le fait Gheorghe Funar<sup>265</sup>, à l'époque un des leaders du PUNR<sup>266</sup>, ultérieurement vice-président du PGR, qui répond à une question portant sur la politique menée par Nicolae Ceaușescu :

Dans l'ensemble, il a mené une bonne politique, de défense de l'intégrité et de la souveraineté du pays, mais il a commis une faute en cédant trop de privilèges à la minorité magyare.<sup>267</sup>

Ces partis sont utilisés par celui de Ion Iliescu à la fois pour lancer des attaques contre les principaux adversaires, et pour que le PDSR apparaisse lui-

---

<sup>262</sup> Le PGR, dès juillet 1992, annonce son soutien pour la candidature de Ion Iliescu ; Corneliu Vadim Tudor le considère « le candidat le moins mauvais », *Adevărul*, 11 juillet 1992.

<sup>263</sup> Notamment en recevant dans le parti, après 2000, des anciens leaders de ces partis comme Adrian Păunescu, I. Neacșu, Ilie Merce. Ilie Merce était un ancien cadre important de la Securitate, élu député du PGR en 2000, secrétaire exécutif du PGR en 2000.

<sup>264</sup> *Adevărul*, 7 septembre 1992.

<sup>265</sup> Gheorghe Funar, président du Parti de l'Unité Nationale des Roumains (1992-1997), secrétaire général du PGR depuis 1998, maire de Cluj-Napoca (1992-2004), candidat aux élections présidentielles de 1992, quand il arrive en troisième position avec 10,88%.

<sup>266</sup> Le Parti de l'Unité Nationale des Roumains fait partie de la majorité qui soutient le gouvernement du PDSR entre 1992 et 1996.

<sup>267</sup> 22, 18-24 septembre 1992.

même en posture de modérateur entre deux mémoires irréconciliables: les uns veulent faire oublier les abus du communisme, les autres nient l'existence de ce qu'une partie de la population pouvait apprécier dans l'action du régime antérieur.

Cette démarche du PDSR de se rapprocher des nostalgiques de l'ancien régime ne peut être comprise qu'en prenant en compte, conjointement, l'attitude à l'égard de Ion Iliescu de ses opposants anticomunistes et l'échec électoral de la rhétorique anticomuniste en 1990 comme en 1992. L'opposition avait effectivement essayé, tout au long de cette période, en soutenant le point 8 de la Proclamation de Timișoara, d'interdire à Ion Iliescu, ainsi qu'aux anciens activistes du PCR et des officiers de la Securitate, de participer aux élections. Les résultats des élections de 1990 et 1992 ont abouti non seulement au double échec de cette tentative, mais ont implicitement renforcé la thèse diamétralement opposée. En fait, la solidarisation du FSN en 1990 autour de Ion Iliescu et la victoire écrasante sur ses opposants, ensuite la répétition de ce scénario deux ans plus tard, démontrent l'inefficacité électorale des accusations de *néocomunisme* et agissent contrairement au but initial, car l'échec de cette rhétorique fait qu'un ancien communiste est le plus populaire homme politique roumain après 1989. Ce qui revalorise tous ceux qui auront eu un rôle important pendant le régime antérieur. Puisque la victoire est sans le prix du reniement du passé communiste, ce passé ne doit plus être renié. Pour la majorité de la population, le passé communiste ne paraît pas constituer un critère négatif dans l'évaluation des hommes politiques. Désormais la porte est ouverte à des formes de discours compromises immédiatement après le moment révolutionnaire.

D'autre part, cette proximité du PDSR avec les partis nostalgiques, qui peut s'expliquer par des raisons stratégiques, est aussi le résultat de la proximité des cultures politiques dans lesquelles s'inscrivent ces formations politiques. Mais cette collaboration n'est jamais aboutit jusqu'à une confusion des discours politiques de ces partis. Le PDSR pouvait difficilement utiliser un discours nostalgique, car on ne peut pas s'arroger un mérite dans la chute du communisme et, à la fois, vouloir systématiquement le réhabiliter. D'ailleurs, le PGR et le PST ne manquent pas de souligner que le FSN était responsable pour la destruction du parti unique et pour la mort de son secrétaire général. Il faut observer que les divergences entre ces partis

reproduisent les tensions qui existaient au sein du PCR, notamment entre les marxistes et les nationalistes, et à l'intérieur des institutions de l'Etat roumain avant 1989, entre la Securitate et l'Armée.

Quand, après les élections de 1992, le PST et le PGR deviennent des partis parlementaires, se pose la question du retour au premier plan de la scène publique d'anciens promoteurs du culte de la personnalité de Nicolae Ceaușescu, et même *Adevărul* reflète l'existence d'un climat de crainte à l'égard de la possible amplification de ce phénomène<sup>268</sup>. Ce climat ne s'explique pas uniquement par la présence dans la coalition au pouvoir des partis nostalgiques ; il est aussi le résultat d'une série de décisions sur le rythme de la démocratisation et des réformes économiques, dont nous n'allons rappeler que les plus significatives du rapport au passé récent.

### **V.A. Une tentation nostalgique**

Une des décisions symboliquement les plus importantes est celle du transfert de la Chambre des Députés et, à terme, du Sénat, dans l'énorme bâtiment projeté pour marquer la grandeur du pouvoir de Nicolae Ceaușescu<sup>269</sup>. Cette décision est d'autant plus significative qu'elle coïncide avec le moment où le parti de Ion Iliescu forme la coalition avec le PGR et le PST ; ainsi, dès 1994, l'ancienne Maison du Peuple, qui avait un temps porté le nom de Maison de la République, sera rebaptisée le Palais du Parlement, ce qui allait de pair avec la continuation des travaux, car le bâtiment n'était pas encore achevé, et avec la préservation de sa destination initiale, qui était celle de concentrer les plus importantes institutions de l'Etat<sup>270</sup>. De cette manière, le lieu virtuel du pouvoir de Nicolae Ceaușescu, assurément représentatif pour une certaine conception du pouvoir – puisqu'il était le résultat de la destruction d'une partie importante du centre de Bucarest et qu'il se trouvait nettement isolé par

---

<sup>268</sup> Voir *Adevărul*, 2 février et 1-er avril 1994.

<sup>269</sup> Dès 1996 la Chambre des Députés a son siège dans ce bâtiment, le Sénat va le suivre en 2005.

<sup>270</sup> *Adevărul*, 7 mai 1994.

rapport au reste de la ville – devient le lieu de pouvoir effectif du régime postcommuniste.

Le transfert de la Chambre des Députés de son siège traditionnel, depuis 1907, dans le plus important bâtiment bucarestois d'inspiration totalitaire ne peut pas avoir une simple explication utilitariste. D'ailleurs, c'est le président exécutif du Parti Social Démocrate de l'époque et de la Chambre des Députés, Adrian Năstase qui, en 1996, décide d'accélérer ce déménagement, en dépit des coûts, pour mettre, dans l'éventualité d'une alternance, la nouvelle majorité devant le fait accompli. En plus, l'architecte responsable du projet avant 1989, Anca Petrescu, devenue ultérieurement parlementaire du PGR, a été appelée à aménager la salle plénière.

Objets de nombreuses polémiques avec l'opposition de l'époque, cet acte symbolique du PDSR doit être interprété dans le contexte du discours de ce parti sur les réalisations de l'ancien régime, parmi lesquelles se trouvaient l'ancienne Maison du Peuple, désormais le bâtiment le plus important, par ses proportions, de Bucarest<sup>271</sup>. La décision du PDSR de transformer la plus *ceaușiste* des réalisations de « L'Epoque d'Or »<sup>272</sup> dans le lieu du pouvoir du nouveau régime relève d'une volonté de définir un rapport avec le passé communiste qui valorise certaines continuités. Pour faire accepter ces continuités, le PDSR déploie un discours de justification, discours qui doit être additionné à celui de ses alliés politiques. La politique de l'oubli et l'absence d'une condamnation sans équivoque du passé encouragent l'apologie du régime qui caractérise la démarche de partis comme le PGR et le PST, ce dernier finissant d'ailleurs par fusionner avec le PDSR en 2001.

Le rapport à ce bâtiment est représentatif pour le rapport à une période à laquelle le PDSR veut reconnaître les dimensions positives en s'érigeant en défenseur de celles-ci. A son tour, le Palais du Parlement en soi est transformé dans une preuve vivante de l'existence de ces dimensions positives du passé.

Parmi les moments positifs du passé communiste, considérés comme utilisables par le PDSR, se trouve le moment de l'invasion de la Tchécoslovaquie

<sup>271</sup> Qui va progressivement devenir non seulement le siège des deux chambres du Parlement, mais aussi le symbole de Bucarest.

<sup>272</sup> Nom couramment donné par la propagande d'avant 1989 de la période pendant laquelle Nicolae Ceaușescu a dirigé le pays.



par les troupes du Traité de Varsovie, quand Nicolae Ceaușescu condamne cette agression. Ion Iliescu se rappelle en 1992 que c'était :

Un moment d'adhésion totale du peuple tout entier, autour des dirigeants du pays dans un moment où il y allait de la dignité nationale.<sup>273</sup>

Il faut observer que cet épisode se passe à un moment où le leader du PDSR était au sommet de sa carrière politique d'avant 1989, période pendant laquelle il considère que la Roumanie « se situait dans une certaine avant-garde dans le sud-est européen »<sup>274</sup>.

Dans ce contexte, le Premier ministre de la période 1992-1994, Nicolae Văcăroiu<sup>275</sup>, se déclare pour :

Le renforcement du rôle de l'Etat, notamment pour la gestion de ses biens. Le peuple a travaillé pour cette propriété et nous devons éliminer les abus par lesquels on cherche à la détruire.<sup>276</sup>

Cet attachement au rôle de l'Etat est un attachement aux réalisations d'avant 1989, voué à représenter l'insertion dans un certain héritage qui peut légitimer la présence avant 1989 dans les structures de pouvoir. Un exemple est le cas de Șerban Mihăilescu<sup>277</sup>, qui tient à souligner que « le métro de Bucarest est l'une des réalisations de prestige des spécialistes roumains »<sup>278</sup>. L'invocation d'une *réalisation* est donc la preuve de la participation à la dimension constructive de l'ancien régime, ce qui implique l'existence d'une expérience, donc d'une compétence qui peut être utile après 1989.

D'ailleurs en 1989, Ion Iliescu avait initialement choisi comme Premier ministre Ilie Verdeț, déjà Premier ministre de Nicolae Ceaușescu, et ultérieurement

---

<sup>273</sup> Ion Iliescu à l'émission de la radio BBC, la section roumaine, du 6 septembre 1992 in ILIESCU Ion. *Momente...*, tome III, cit. , p. 358-374, p. 366.

<sup>274</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluție...* cit. , p. 20.

<sup>275</sup> Nicolae Văcăroiu (né en 1943), Premier ministre (19 novembre 1992-12 décembre 1996), sénateur et vice-président du PDSR (PSD) depuis 1996, président du Sénat depuis 2000.

<sup>276</sup> ȘTEFĂNESCU, Domnița. *Op. cit.* , p. 268.

<sup>277</sup> Après 2000 il fait parti du Gouvernement dirigé par Adrian Năstase.

<sup>278</sup> *Monitorul Oficial al României*, 28 septembre 2000, p. 2.

président du PST ; le 27 décembre, c'est toujours le président du CFSN qui propose une sorte de conseil des anciens, le premier nom avancé étant celui de l'un des plus connus membres de la nomenklatura, l'ancien Premier ministre Ion Gheorghe Maurer, mais la proposition n'est pas acceptée<sup>279</sup>. C'est dans cette logique que s'inscrit la démarche du PDSR de juillet 1993, quand, à la suite de la constitution d'un organisme spécialisé dans l'agriculture, on demande à un ancien ministre de l'agriculture d'avant 1989 d'en faire partie<sup>280</sup>.

Pour la proximité du parti de Ion Iliescu avec le PGR en termes de repères culturels est également significative l'utilisation dans la campagne électorale du PDSR de 2000 d'une citation de l'écrivain Eugen Barbu, co-fondateur du PGR<sup>281</sup>. D'ailleurs, parmi les collaborateurs de l'organe du gouvernement de Nicolae Văcăroiu, *Vocea României*, on trouve d'anciennes figures centrales de la propagande d'avant 1989, comme c'est le cas de Ion Dodu Bălan<sup>282</sup>; pendant la même période, Paul Everac<sup>283</sup> dirige la télévision publique. D'autre part, c'est surtout au niveau local que les candidats du PDSR proviennent des premiers rangs de l'appareil local du parti ; il s'agit parfois même d'anciens premiers secrétaires du PCR<sup>284</sup>.

## V.B. Les sens politiques de la réécriture du passé

Le type de personnalité qui dirige les partis alliés au PDSR et significatif du rapport de ces formations politiques avec le régime communiste ; ainsi le président du PST était Ilie Verdeț, l'avant-dernier Premier ministre de N. Ceaușescu, Adrian Păunescu le suit dans la hiérarchie du parti. Le président du PGR, Corneliu Vadim

<sup>279</sup> Témoignage de Ana BLANDIANA, *Adevărul*, 10-11 février 1996.

<sup>280</sup> Angelo Miculescu, qui était aussi beau-père de A. Năstase, ȘTEFĂNESCU, Domnița. *Op. cit.* p. 401.

<sup>281</sup> Publicité électorale du PDSR, *Adevărul*, 22 novembre 2000.

<sup>282</sup> *Vocea României*, 10 septembre 1996,

<sup>283</sup> Dramaturge relativement connu avant 1989, proche du PGR.

<sup>284</sup> Par exemple Nicolae Zevedei, ancien premier secrétaire de Curtea de Argeș, candidat PDSR à la mairie 1996, Nicolae Durbacă, maire de Galati de 1992 à 2000. Voir aussi ALTHABE Gérard, MUNGIU Alina. *Secera și buldozerul. Scornicești și Nucșoara. Mecanisme de aservire ale țăranului român* [La et le marteau. Les mécanismes d'asservissement du paysan roumain], Bucarest : Polirom, 2002, p. 155-198.

Tudor, était, avec Adrian Păunescu<sup>285</sup>, parmi les principaux apologistes de l'ancien dictateur, avant mais aussi après 1989<sup>286</sup>. En plus, le PST avait choisi comme signe électoral le Soleil, sous lequel s'était présenté le parti communiste lors des élections de 1947 ; la revendication de ce type de tradition politique était donc manifeste. En même temps, Adrian Păunescu et Corneliu Vadim Tudor ont un double rapport au passé communiste : selon les circonstances, ils sont les défenseurs de l'ancien régime, mais aussi ses victimes, revendiquant même une supposée dissidence. Cette stratégie du rapport au passé récent qui met en scène une double mémoire du régime communiste ressemble à la démarche du PDSR, mais elle est menée jusqu'au bout de sa logique.

Les publications dirigées par Adrian Păunescu, notamment le quotidien *Vremea*, deviennent les principaux vecteurs de la nostalgie, non pas du communisme mais d'un système autoritaire et nationaliste incarné par Nicolae Ceaușescu. D'ailleurs deux des personnalités du PDSR de l'époque, les sénateurs Vasile Văcaru et Gheorghe Dumitrașcu, publient dans un numéro spécial de *Vremea* dédié à Nicolae Ceaușescu, paru le 26 janvier 1994, le jour anniversaire de la naissance du dictateur<sup>287</sup>.

Gheorghe Dumitrașcu souligne que nous avons hérité de Ceaușescu « une industrie, une agriculture, une culture »<sup>288</sup> ; pour Vasile Văcaru, « l'accumulation s'est faite pendant la dictature »<sup>289</sup>. La présence de ces signatures de leaders du parti de Ion Iliescu à côté de celles des nostalgiques du PST, comme Dumitru Bălăeț, qui considère que « Ceaușescu est mort héroïquement »<sup>290</sup>, et surtout de Corneliu Vadim Tudor, qui caractérise la période de Nicolae Ceaușescu comme une période de « dignité, créativité, indépendance »<sup>291</sup>, est significative de l'apparent paradoxe

---

<sup>285</sup> Adrian Păunescu est un des principaux promoteurs du culte de la personnalité de N. Ceaușescu, il était avant 2000 un des dirigeants du nostalgique Parti Socialiste du Travail, qui se voulait l'héritier du PCR, et qui va finir par fusionner avec le PSD. Adrian Păunescu avait rejoint le PDSR en 2000, il est toujours sénateur du PSD.

<sup>286</sup> Par exemple Vadim Tudor défie Ceaușescu, à ce propos GABANYI, Anneli Ute. *Cultul lui Ceaușescu* (Le culte de Ceaușescu), Iași : Polirom, 2003, p. 26-31.

<sup>287</sup> *Vremea*, 26 janvier 1994.

<sup>288</sup> *Ibidem*.

<sup>289</sup> *Ibidem*.

<sup>290</sup> *Ibidem*.

<sup>291</sup> *Ibidem*.

de l'alliance entre ceux qui pleurent l'ancien dirigeant du PCR et ceux qui sont tenus pour responsables de sa mort.

Le PDSR utilise ses alliées pour lancer les plus dures attaques contre l'opposition de l'époque, dont la principale personnalité était le président du PNPCD, Corneliu Coposu. L'ancien détenu politique est accusé par Adrian Păunescu d'avoir collaboré avec la Securitate, ce qui s'est révélé faux<sup>292</sup>. Cette accusation était venue dans le contexte d'un débat dans le Sénat sur le passé communiste ; pour le leader du PST :

Parler d'une même histoire pour des périodes distinctes, d'une part quand des troupes soviétiques étaient en Roumanie, d'autre part pour la période pendant laquelle la Roumanie s'est retrouvée elle-même, constitue une tentative de culpabiliser une génération. Ces messieurs qui n'ont pas contribué à des réalisations historiques en veulent à ceux qui y ont contribué. Vous n'allez pas gagner le pouvoir pour tuer les anciens communistes [...] certains collègues pensent seulement à la revanche et au sang [...] A ma satisfaction, Ceaușescu existe dans l'histoire roumaine.<sup>293</sup>

Cette déclaration d'incrimination des critiques du régime communiste est typique non seulement des partis nostalgiques, mais aussi des répliques du PDSR aux tentatives de condamner officiellement la période communiste et de mettre en doute l'histoire officielle d'avant 1989. En ce sens, Gheorghe Dumitrașcu parlera de l'héroïsme de la division Tudor Vladimirescu<sup>294</sup>, qui avait été accusée par un sénateur de l'opposition d'avoir « terrorisé la population »<sup>295</sup>. Adrian Păunescu s'oppose à ceux qui veulent mettre en cause le premier chef de gouvernement communiste: « Petru Groza n'a pas cédé la Transylvanie, Petru Groza n'a pas cédé la Bessarabie »<sup>296</sup>. On voit donc l'existence d'un réflexe de défense d'une image positive du régime unanimement condamné en décembre 1989.

<sup>292</sup> *Monitorul Oficial al României*, 9 mars 1994.

<sup>293</sup> *Ibidem*, p. 22.

<sup>294</sup> *Monitorul Oficial al României*, 22 mars 1994, p. 11-12.

<sup>295</sup> Alexandru PALEOLOGU, *Monitorul Oficial*, 22 mars 1994, p. 11.

<sup>296</sup> *Monitorul Oficial al României*, 22 février 1996, p. 9.

Le PDSR s'oppose à l'initiative de loi, déposée en 1992 par le PNL, visant l'interdiction du parti communiste ; un sénateur du PDSR justifie cette opposition en essayant en même temps d'expliquer l'absence de révoltes populaires avant 1989 :

Il était absurde pendant le communisme de prendre une attitude dissidente [...] ce fut une preuve de sagesse de la part de la population roumaine, et je crois qu'on a bien procédé.<sup>297</sup>

Finalement la proposition de loi n'a pas été votée, mais, plus que cette décision qui avait surtout une valeur symbolique, il faut observer que l'argument privilégié était celui de la nécessité d'obéir à l'autorité de l'Etat, indépendamment de sa légitimité. Ce type d'argument doit être mis en relation avec l'attitude du FSN à l'égard des anciens dissidents, attitude que l'on retrouve dans la presse proche du PDSR, comme dans un article de *Dimineața* où l'on accuse les dissidents d'avoir été des agents de l'ancienne police politique : « Certains dissidents et bons opposants ont été les hommes de la Securitate »<sup>298</sup> et, avec une ironie qui crée confusion, l'article continue :

Si le rapport entre les informateurs et la population civile est confirmé, ce sera une fierté pour tout Roumain adulte de reconnaître son appartenance au brave détachement des collaborateurs.<sup>299</sup>

Comme si on voulait à la fois rappeler à ces collaborateurs qu'ils sont en danger et les rassurer, tant que le parti de Ion Iliescu est au pouvoir. Pendant la même période dans le quotidien proche du PDSR on retrouve une réponse à un article de la revue 22 sur les crimes des gardes frontières d'avant 1989. Cette réplique contient une apologie des gardes de frontière et nie complètement les crimes révélés par 22, négation qui a pour but de montrer l'absurdité du « procès du communisme »<sup>300</sup>. Dans la même logique Vadim Tudor répond aux accusations de

---

<sup>297</sup> Valeriu MOMANU, *Monitorul Oficial al României*, 31 mars 1994, p. 19.

<sup>298</sup> *Dimineața*, 9-10 mai 1992.

<sup>299</sup> *Ibidem*.

<sup>300</sup> *Dimineața*, 16 juillet 1992.

collaboration avec la Securitate portées contre le ministre de la défense Gheorghe Tinca : « mieux vaut être de la Securitate que trahir son pays »<sup>301</sup>.

Après 1996, le PDSR s'oppose à l'initiative du gouvernement qui voulait accorder des réparations à ceux qui avaient lutté dans les montagnes contre l'instauration du régime communiste<sup>302</sup>. En 1996, *Dimineața* considère que la tentative de réhabilitation de Ion Mihai Pacepa serait :

Une grave offense envers tous les gens honnêtes. La tentative de transformer en patriotes des traîtres de la nation.<sup>303</sup>

Cette réaction est une illustration de la politique du PDSR à l'égard des anciens membres des services secrets qui se sont enfuis en Occident avant 1989. Après la décision de la Cour Suprême de Justice qui donnait gain de cause à Ion Mihai Pacepa, Ion Iliescu déclare que celui-ci a trahi la Roumanie et non seulement Ceașescu : il reste donc un traître<sup>304</sup> ; c'est aussi l'opinion du quotidien *Adevărul*, qui publie un article sous le titre :

Le traître Mihai Pacepa récupérera sa fortune et le grade de général par une décision scandaleuse de la CSJ.<sup>305</sup>

Une autre forme de réhabilitation de la collaboration avec l'ancien régime est faite par le recours, pendant la campagne électorale de 2000, à la tradition religieuse, quand une publicité électorale du PDSR affirme que :

On a essayé un véritable travail de démolition de l'Orthodoxie et de son Eglise, au nom d'une prétendue « collaboration » de celle-ci avec le régime antérieur ; peu importe le prix payé par l'Eglise orthodoxe roumaine au « César », elle n'a pas été la seule à le payer, et ce qu'elle a obtenu en échange, avec une adresse et une sagesse qu'aucune bonne foi

<sup>301</sup> *Monitorul Oficial al României*, 10 mars 1994, p. 25.

<sup>302</sup> Ion Mircea PAȘCU, *Mediafax*, 9 décembre 1997.

<sup>303</sup> Mihai VLAD, *Dimineața*, 20 novembre 1996.

<sup>304</sup> *Mediafax*, 7 juin 1999.

<sup>305</sup> *Adevărul*, 8 juin 1999.

ne peut nier, est vraiment unique dans l'histoire agitée de la seconde moitié de ce siècle.<sup>306</sup>

Cette défense d'un certain type de comportement d'avant 1989 par l'intermédiaire de l'invocation du comportement de l'Eglise Orthodoxe est une modalité non seulement de justifier, mais d'applaudir un certain type de comportement pendant le régime communiste qui part de la nécessité d'accepter l'ordre établi.

Un autre point commun entre les partis nostalgiques et certains parlementaires du PDSR est le rapport avec la mémoire du maréchal Ion Antonescu, qui est invoqué dans des débats politique comme un véritable modèle politique par nombreux parlementaires qui soutenaient le gouvernement Nicolae Văcăroiu : Petre Țurlea, Gheorghe Dumitrașcu, Viorel Munteanu<sup>307</sup>, Gheorghe Răboacă<sup>308</sup>. Ce phénomène montre que l'appel à l'histoire dans le cas du PDSR et de ses alliés est significatif de l'existence d'une tentation non seulement de la nostalgie, mais aussi, plus largement, de l'autoritarisme.

Le rapprochement du PDSR de la rhétorique extrémiste du PGR s'accroît après la perte du pouvoir. Un moment important est celui de janvier 1999, quand le PDSR, comme le PGR, soutiennent, plus ou moins ouvertement, les actions des mineurs dirigés par Miron Cozma. Ce soutien s'exprime par les déclarations du président du PDSR<sup>309</sup> ou des communiqués du parti<sup>310</sup>, mais aussi par des décisions au niveau local, comme celle du président du Conseil Régional de Gorj, Nicolae Mischie, d'encourager le mouvement des mineurs en les abritant dans leur marche sur Bucarest<sup>311</sup>. En plus, *Dimineața* présente très favorablement l'action des mineurs et accuse le gouvernement de « massacrer des Roumains »<sup>312</sup>. Se produit aussi une radicalisation du discours d'Adrian Năstase, qui n'hésitera pas à invoquer

---

<sup>306</sup> Ion ILIESCU, entretien, *Adevărul*, 12 octobre 2000, p. 3.

<sup>307</sup> *Monitorul Oficial al României*, 5 janvier 1994, p. 11.

<sup>308</sup> Pour G. RĂBOACĂ: « Personnellement je pense que Antonescu n'a pas été un criminel mais, au contraire, un héros de la Roumanie » in *Monitorul Oficial al României*, 18 juin 1994, p. 14.

<sup>309</sup> Pour Ion ILIESCU : « les protestations des mineurs sont justifiées...le gouvernement leur reproche d'attendre tranquilles de mourir de faim, *Dimineața*, 19 janvier 1999.

<sup>310</sup> Communiqué du PDSR, *Dimineața*, 15 janvier 1999.

<sup>311</sup> *Adevărul*, 21 janvier 1999.

<sup>312</sup> *Dimineața*, 19 janvier 1999.

un des mythes de l'historiographie communiste, celui de la répression des grèves des mineurs de 1927, en accusant le ministre du PNPCD d'avoir voulu répéter ces méthodes en janvier 1999<sup>313</sup> ; le même dirigeant du PDSR parle de la nécessité « de rentrer dans la résistance »<sup>314</sup>.

Il n'y donc pas simplement une tolérance du parti de Ion Iliescu pour les nostalgiques, car les formations politiques couramment accusés d'extrémisme sont les plus proches collaborateurs du PDSR, et finissent parfois par le rejoindre, comme l'a fait Adrian Păunescu avant les élections de 2000, puis le Parti Socialiste du Travail tout entier un an plus tard. Il s'agit d'un encouragement de ces partis, qui rend acceptable le discours de réhabilitation de l'ancien régime et des formes de discours favorables aux régimes autoritaires.

Le PSD n'est pas un parti nostalgique du régime totalitaire, mais il apparaît comme un parti qui accepte dans ses rangs des nostalgiques. En même temps, cette acceptation est une stratégie par laquelle il essaie l'unification de la gauche postcommuniste et donc de revendiquer l'héritage sans partage de l'ancien parti unique<sup>315</sup>.

La politique de l'oubli pratiquée par le PDSR veut donc paraître réconcilier les deux positions extrêmes, des nostalgiques et des anticomunistes ; finalement elle rend acceptable le premier type de discours, ce qui devient un obstacle à la réconciliation.

## **VI. Le PDSR est-il un parti successeur ?**

Pour pouvoir répondre à la question de la succession du Parti Communiste Roumain il faut rappeler brièvement la situation du parti unique en décembre 1989 : immense par le nombre de ses adhérents, mais sans courant réformiste, intégralement soumis à son dirigeant et responsable des répressions sanglantes des révoltes de décembre 1989. Totalement compromis, comment pouvait-il avoir

---

<sup>313</sup> *Mediafax*, 4 août 1999.

<sup>314</sup> *Adevărul*, 5 avril 1999.

<sup>315</sup> Le PST fusionne en 2001 avec le PSDR pour former le PSD.



d'héritier institutionnel ? D'autre part, comment pouvait-il disparaître ? La réponse se trouve, selon nous, dans la relation entre le parti unique et l'Etat.

En effet, la période qui suit les événements révolutionnaires de 1989 n'était pas susceptible de donner l'occasion à une simple réforme du parti communiste ; la formule représentée par le Conseil du Front du Salut National, telle que nous l'avons décrite dans les chapitres précédents, était la seule forme possible par laquelle l'appareil de l'ancien parti unique pouvait assurer son accès privilégié aux ressources. D'autre part, il est difficile d'imaginer la continuité structurelle d'un parti qui disparaît symboliquement, mais aussi au niveau de sa hiérarchie, de ses sièges, etc. en 1989, puis qui survit au schisme du FSN, pour se retrouver tel quel sous le nom du Parti de la Démocratie Sociale. En fait, la seule réponse plausible doit être cherchée du côté de l'existence d'une autre structure qui assurerait la continuité pendant ces changements, et cette structure ne peut être que celle de l'Etat. D'ailleurs nous avons vu que la bureaucratie et l'élite politique qui a fait sa carrière pendant le communisme ne sont pas mises en cause par le changement très limité qui caractérise la démarche du premier pouvoir provisoire ; sa survie apparaît comme étant garantie par la présence du président Ion Iliescu au sommet de la hiérarchie du nouveau régime.

#### **VI.A. Le rapport à l'ancienne élite**

Nous avons vu que pour Ion Iliescu l'ancien parti unique avait pratiquement disparu bien avant 1989, au profit d'un groupe autour de son ancien secrétaire général. Pourtant cette vision des rapports de pouvoir avant 1989 tend à négliger l'importance de l'élite du parti qui, tout en se soumettant totalement à Nicolae Ceaușescu, reste néanmoins titulaire des fonctions de direction de l'Etat. Quand Ion Iliescu considère que le PCR était devenu « un instrument politique de l'Etat totalitaire »<sup>316</sup>, il cherche à faire oublier le contrôle de la nomenklatura, centrale et locale, sur les institutions de l'Etat.

---

<sup>316</sup> *Ibidem*, p. 56.

La première et la plus évidente continuité au niveau de l'élite dirigeante est celle du premier gouvernement d'après 1989, qui, comme nous l'avons vu, est formé en majorité d'anciens ministres ou membres de la haute hiérarchie des ministères. Le processus révolutionnaire s'arrête donc avec la constitution de ce premier gouvernement, ainsi l'Etat communiste n'est pas démantelé, et ne le sera pas, puisque les hommes de l'ancien régime contrôlent, autant au niveau de l'Etat qu'au niveau partisan, les modalités et le rythme des changements.

Les activistes de l'ancien parti unique, à la différence des officiers dans les dictatures militaires, ne peuvent pas se retirer dans les casernes ; certains se retirent dans les affaires, mais dans le cas de la transition roumaine leur réflexe initial est de rester au niveau de la bureaucratie de l'Etat ou dans la vie politique, d'autant plus qu'ils sont encouragés à le faire<sup>317</sup>. Nous avons précédemment montré comment le FSN a pu garantir l'absence de toute épuration, et comment le PDSR est apparu comme le garant de l'absence d'une politique de décommunisation. Les arguments de cette démarche sont exemplifiés par les critiques que Ion Iliescu adresse aux « politiciens amateurs »<sup>318</sup>, qui sont promus en juin 1990 dans le gouvernement dirigé par Petre Roman :

Ils se sont retrouvés ministres et Premier ministre, alors qu'ils n'avaient dirigé auparavant ni même un atelier.<sup>319</sup>

Finalement peuvent être considérés comme compétents seuls ceux qui avaient déjà occupé des postes de direction. En conséquence, le président roumain de l'époque déplore ce qu'il considère comme des excès de l'épuration :

Pendant cette période [au début de 1990] on a écarté beaucoup de gestionnaires compétents, des hommes avec de l'expérience, de bons administrateurs. De ce processus typiquement révolutionnaire ont profité des velléitaires, des hommes peu ou pas du tout compétents, sans

<sup>317</sup> C'est la même observation qu'on a pu faire dans le cas de la Russie postsoviétique, voir SMITH, Kathleen E. *Remembering ...*cit. , p. 11.

<sup>318</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluție...*cit. , p. 94.

<sup>319</sup> *Adevărul*, 9 octobre 1996.

instruction pour leurs nouvelles fonctions, ce qui a causé de nombreuses difficultés dans la gestion de la transition.<sup>320</sup>

Donc les causes des échecs de la période postcommuniste sont dues à la volonté de changer les hommes de l'ancien régime. En fait, ce type de discours fait partie d'une interprétation des rapports entre parti et société avant 1989 :

Le carnet de parti était une attestation que celui qui le possède connaît les règles de la société totalitaire. Pratiquement tout individu qui avait un minimum de compétence, qui voulait réussir du point de vu professionnel, devait rejoindre le parti. Le Parti Communiste Roumain était devenu l'emballage qui recouvrait notre société dans son entier.<sup>321</sup>

Cette vision part de la prémisse d'un accomplissement du projet totalitaire, idée que nous pouvons considérer comme symptomatique pour un discours qui essaie de justifier le comportement d'une partie de la population avant 1989 et, à partir de cette position et avec des arguments similaires, de légitimer la continuité de l'ancienne élite dirigeante.

D'ailleurs, le futur PDSR, dans l'appel de son comité d'initiative, met au centre de sa démarche politique son intention d'éviter toute forme d'épuration :

Nous reconnaissons et apprécions l'importance des cadres militaires, de police, et de renseignements dans l'existence et le fonctionnement de l'Etat de droit.<sup>322</sup>

Ce qui, dans le contexte donné, voulait exprimer l'opposition aux propositions qui allaient dans le sens de la décommunisation et du jugement des responsables des abus d'avant 1989. Cette position sera reprise pendant les campagnes électorales du PDSR, qui paraît avoir réussi très vite, dès 1992, à se faire

---

<sup>320</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluție...cit.*, p. 109.

<sup>321</sup> *Ibidem*, p. 108.

<sup>322</sup> L'appel du Conseil National Provisoire du FSN-22 décembre (nom sous lequel le FDSN a voulu initialement s'inscrire au tribunal, mais il a été refusé), *Dimineața*, 8 avril 1992.

reconnaître comme le parti du pouvoir.<sup>323</sup> Cette réussite s'explique aussi par la constance de Ion Iliescu sur la question du rapport aux anciens membres de l'appareil de l'Etat<sup>324</sup>. Dans ses mémoires publiées en 1994, Ion Iliescu justifie sa position par rapport à l'ancienne élite politique :

Une telle expérience peut être utile dans toutes les conditions [...] d'autant plus dans le contexte actuel [...] je crois que toute expérience accumulée au cours de la vie doit être valorisée.<sup>325</sup>

La continuité qui en résulte n'est pas justifiée uniquement par la primauté de l'expérience, mais aussi par l'invocation, selon le modèle institué par Ion Iliescu lui-même, de diverses formes de marginalisation. Mais cette marginalisation n'avait pas pris la forme d'une dissidence publique ; par contre, elle signale leur présence dans la haute hiérarchie du PCR. Dès 1992, le PDSR apparaît comme le parti de ceux qui, même si le plus souvent ne faisaient pas partie des premiers rangs de la nomenklatura, étaient dans une position qui leur aurait permis d'en arriver là. A partir de cette perspective, Décembre 1989 apparaît comme un moment qui règle la succession à l'intérieur du PCR, dont le leader est exécuté dans la vieille tradition de la solution des conflits à l'intérieur du mouvement communiste roumain. Les membres de l'appareil de parti avaient l'intention, comme l'avait anticipé Vladimir Tismăneanu, « de remplacer l'aristocratie volontariste de Ceaușescu par une oligarchie bureaucratique »<sup>326</sup>.

Il ne s'agit donc pas simplement d'une continuité de l'élite politique, mais de la victoire d'une certaine partie de l'ancienne nomenklatura, identifiée avec la partie

---

<sup>323</sup> Alexandra Ionescu observe que, dans le cas roumain, l'absence de déstalinisation avant 1989 va de pair avec l'existence d'une relation organique entre l'Etat et le Parti : « La fusion complète entre le régime communiste – incarné par le Parti – et l'Etat, achevée par et au profit de Nicolae Ceaușescu, est vérifiée au niveau institutionnel par la révision constitutionnelle de 1974 qui crée la fonction de Président de la République Socialiste de Roumanie, occupée par le Secrétaire général du Parti », après 1989, la transformation soudaine de la bureaucratie de ce véritable Parti-Etat en bureaucratie de l'Etat postcommuniste répond à la transformation silencieuse du Parti unique en parti dominant. Voir IONESCU, Alexandra. *Partis, régime politique et bureaucratie d'Etat dans le postcommunisme roumain. Studia Politica. Romanian Political Science Review*. Vol. III, n° 4, décembre 2003, p. 921-940, p. 931.

<sup>324</sup> Voir aussi le sous-chapitre sur le rapport entre le FSN et les anciens activistes du PCR.

<sup>325</sup> Entretien télévisé du 7 septembre 1992, ILIESCU, Ion. *Momente ...*, tome III, p. 383-389, p. 387.

<sup>326</sup> TISMĂNEANU, Vladimir. *Fantoma...cit.*, p. 21.

la plus instruite de la direction du parti ; Ion Iliescu parle d'une « intellectualisation du parti »<sup>327</sup> après 1970, quand le PCR était formé :

De spécialistes du premier ordre [...] une nouvelle génération de managers, dans divers secteurs de la vie économique et sociale, des hommes cultivés et ouverts du point de vue intellectuel.<sup>328</sup>

Ces précisions montrent un attachement non pas au régime d'avant 1989, ni même à son parti, mais à son appareil, donc à son potentiel humain. D'autre part, on voit que l'attachement à la question de la compétence est un signe qui montre que l'ancienne élite n'est pas automatiquement et en bloc convertible aux nécessités de la transition ; parler de la compétence est aussi une façon de montrer que ce n'est qu'une partie des anciens activistes du PCR qui sont représentés par le parti de Ion Iliescu. Le PDSR est contre le principe de la décommunisation, sans être partisan d'une vision symétriquement opposée.

#### **VI.B. L'Etat comme lieu de refuge du Parti. De la continuité juridique à l'héritage politique**

L'attachement du PDSR à la continuité de l'Etat n'est pas uniquement une forme de justification de la continuité de l'élite politique, il apparaît aussi comme la forme par laquelle ce parti met en cause la capacité des anticomunistes à représenter l'intérêt national<sup>329</sup>.

D'autre part, l'attachement du premier président roumain élu, Ion Iliescu, à la continuité de l'Etat ne signifie pas automatiquement l'acceptation d'un devoir de reconnaître l'héritage des responsabilités de l'Etat communiste, car pour Ion Iliescu son mouvement et le PCR « n'ont rien en commun »<sup>330</sup>. Le refus d'une véritable

---

<sup>327</sup> ILIESCU, Ion. Iliescu. *Revoluție...cit.*, p. 24.

<sup>328</sup> *Ibidem*.

<sup>329</sup> *Ibidem*, p. 198.

<sup>330</sup> Ion ILIESCU, entretien au *Figaro magazine*, 6-12 janvier 1990.

clarification du rapport institutionnel du FSN, puis du PDSR, avec l'ancien parti unique pouvait donc faire craindre plus qu'un héritage, une continuité.

Et c'est la continuité de l'Etat qui rend légitime l'invocation de son abusif système légal, initialement pour justifier le déroulement et le dénouement du prétendu procès du couple Nicolae et Elena Ceaușescu<sup>331</sup>, ensuite pour éviter certains changements, notamment en ce qui concerne les nationalisations. Donc la succession à la tête de l'Etat se fait non seulement, comme on l'a montré précédemment, en invoquant les valeurs humanistes du communisme, mais aussi par l'invocation de la légalité du régime déchu. Il faut rappeler que cette conception est inscrite dans la Constitution de 1991 :

Les institutions de la République, existantes au moment de l'entrée en vigueur de la présente constitution, restent en place jusqu'à la formation des nouvelles institutions.<sup>332</sup>

La Constitution de 1991 reconnaît donc une forme de continuité avec le système institutionnel et légal du régime communiste, duquel, entre autres, faisait partie le texte de la « Constitution de 1965 »<sup>333</sup>, qui est désormais reconnu par le régime postcommuniste. Ainsi le nouveau régime se déclare explicitement comme étant le successeur du régime communiste, sans prendre en considération l'existence de l'ordre constitutionnel pré-communiste démocratique institué par la Constitution de 1923, puis réaffirmé après le 23 août 1944. En ce sens est également significative l'opposition du PDSR à un projet de loi promu en 2000 qui prévoyait de faire bénéficier l'ancien roi Michel de son statut d'ancien chef de l'Etat<sup>334</sup>, montrant que la vision qu'à le parti de Ion Iliescu du passé reconnaît la rupture de la continuité de l'Etat de 1947, qui est vu comme le véritable point zéro, tandis qu'elle relativise celle de 1989.

<sup>331</sup> ILIESCU, Ion. *Revoluția...cit.*, p. 53

<sup>332</sup> L'article 151(1), *Constitution de la Roumanie de 1991*, traduction en français éditée par « Monitorul Oficial », 1995, p. 74.

<sup>333</sup> Article 149 de la Constitution de 1991 : « La présente Constitution entre en vigueur à la date de son approbation par referendum. A la même date, la Constitution du 21 août 1965 est et demeure intégralement abrogée ».

<sup>334</sup> *Monitorul Oficial*, 16 février 2000.

En fait, l'attachement à la continuité juridique entre les deux régimes est non seulement le signe de la perpétuation de l'élite politique, mais aussi un encouragement à la perpétuation des structures institutionnelles qui favorisent à leur tour une continuité de la culture politique dominante<sup>335</sup>. En conséquence, un changement qui mettrait en doute la continuité de l'Etat peut être vu comme une forme de « restauration »<sup>336</sup> des institutions pré-communistes.

D'ailleurs la continuité institutionnelle la plus stridente, mais aussi la plus significative, est celle du Service Roumain de Renseignements avec les anciennes structures de répression<sup>337</sup>. Vladimir Tismăneanu observait même que « l'une des institutions fondamentales de la transition en Roumanie est la Securitate, rebaptisée SRR »<sup>338</sup>, puisque « On ne pouvait pas faire carrière sous le régime Iliescu si on n'avait pas de liaisons avec la Securitate »<sup>339</sup>. Cette situation rappelle celle de certaines transitions de l'Amérique Latine ou de la transition espagnole qui apparaît, comme nous l'avons déjà vu, comme un modèle plusieurs fois invoqué par Ion Iliescu et d'autres dirigeants du PDSR. Le choix du cas espagnol est significatif, car c'est à la fois le cas typique d'un trait tiré sur le passé, de la réussite de cette politique du silence sur le passé autoritaire, et c'est aussi un cas exemplaire du point de vue de la continuité du personnel des institutions étatique, notamment de la Guardia Civil<sup>340</sup>.

Pourtant le cas de la transition espagnole est très différent de celui de la Roumanie postcommuniste, parce que les anciens régimes étaient très différents et surtout parce que le changement de régime s'est fait en Roumanie à la suite de révoltes de rue et de répressions sanglantes. La transition roumaine n'est pas une transition négociée, l'ancienne élite préserve constamment le contrôle du pouvoir,

---

<sup>335</sup> En ce sens voir BARBU, Daniel. *Republica...* cit., p. 126-127.

<sup>336</sup> Le PDSR accuse le gouvernement « d'appliquer un programme restaurateur, de retour à la situation d'entre les deux guerres », *Adevărul*, 28 janvier 1998.

<sup>337</sup> Ce qui confirme l'observation de Mihai Botez, au début des années 80 : « La réserve de cadres du parti se retrouve dans la police politique et l'Armée » in BOTEZ. *Lumea a doua* [Le deuxième monde]. Bucarest : Du Style, 1997, p. 57.

<sup>338</sup> Voir TISMĂNENU, Vladimir. *Încet...* cit., p. 12.

<sup>339</sup> *Ibidem*, p. 21.

<sup>340</sup> CARDUSO y ROS, Salvador. Politics and the Invention of Memory. For a Sociology of Transition to Democracy in Spain. *Disremembering the Dictatorship: The Politics of Memory in the Spanish transition to democracy*. RESINA, Juan Ramon (éd.), Amsterdam : Rodopi, 2000, p. 17-28 p. 21.

donc décide presque sans partage du rythme de la démocratisation. En conséquence, la décision d'une politique de l'oubli n'est pas le résultat d'un consensus, elle arrive au contraire à organiser le débat politique autour de la question du passé.

En plus, dans le cas roumain, étant donné le caractère totalitaire du régime, la politique de l'oubli encourage une forme de mémoire implicite du passé qui peut entretenir la passivité et la crainte d'un pouvoir politique vu comme immuable<sup>341</sup>. Le FSN, puis le PDSR, ont constamment pu jouer sur ce type de mémoire, car de la confusion d'avant 1989 entre Etat et Parti naît la confusion postcommuniste entre détenteur du pouvoir et intérêt national, ce qui délégitime l'idée même d'opposition.

Pour le PDSR, invoquer l'exemple espagnol c'est aussi essayer de justifier le choix de la continuité de l'Etat. La stratégie de construction identitaire du PDSR part de l'idée de la constance de la définition de l'intérêt national, tel qu'il est produit par l'Etat, avant et après 1989. Cet intérêt ne devra donc pas être défini par un parti, par une volonté politique, mais il s'impose aux dirigeants de l'Etat de tout temps par une sorte de fatalité. Comme le montre Daniel Barbu, « La légitimité de la bureaucratie post-totalitaire s'est nourrie [...] de l'expérience ininterrompue du gouvernement de l'Etat »<sup>342</sup>. En soutenant la continuité effective et symbolique de l'Etat à travers le moment de décembre 1989, le parti de Ion Iliescu défend donc toute une catégorie de personnes qui s'oppose à l'invocation des responsabilités collectives ou individuelles liées à leur position dans la hiérarchie politique du PCR.

Tout le discours sur l'Etat comme porteur de l'intérêt national transfère les membres de l'ancienne élite politique dans la confortable posture de serviteurs de l'Etat, de serviteurs d'un intérêt de la Roumanie éternelle. Ainsi le passé communiste en général et les actions concrètes de chacun en particulier ne sauraient être jugés selon la mesure de l'instant. Le comportement d'avant 1989 ne devrait donc pas constituer un sujet des débats politiques et du débat public, car on ne peut parler du passé qu'à partir du présent, un présent qui est fatalement sous le signe d'intérêts politiques conjoncturels. Ce raisonnement peut résumer l'attitude anti-anticonmuniste du PDSR qui, en tirant les conséquences de la transformation du

<sup>341</sup> Par exemple pour Joël Candéau « Au Brésil la manipulation de la mémoire par les Blancs consiste à entretenir la mémoire de l'esclavage car celle-ci est conçue comme un moyen d'inférioriser les Noirs », in CANDEAU, Joël. *Mémoire et identité*. Paris : PUF, 1998, p. 167.

<sup>342</sup> BARBU, Daniel. *Republica...*cit. , p. 127.



moment de 1989 dans une forme de relégitimation de l'ancienne élite politique et de l'inclusion non critique de la période communiste dans la définition de l'identité nationale, considère toute forme de mise en cause du passé communiste comme contraire à la raison d'Etat.

### VI.C. Pouvoir politique et société

La tentative totalitaire de confisquer aussi bien l'Etat que la société avait permis au Parti de se dissimuler dans l'Etat en décembre 1989, mais sa disparition symbolique lui laisse un pouvoir dépourvu de doctrine et de sens politique, finalement de toute forme de légitimité. La Révolution laisse donc la société sans Parti, mais libère la société seulement, tandis que les structures de l'ancien PCR dirigent toujours l'Etat. Cet Etat n'est donc pas habité par une bureaucratie légale-rationnelle, mais reste dominé par des institutions forgées dans la logique de la dictature du prolétariat. En même temps, l'usage du nationalisme dans le discours de l'élite postcommuniste roumaine transforme l'invocation de « la nation » dans une expression du refus de la diversité de la société civile en faveur d'une vision qui regarde la société comme un tout, d'une « affirmation de l'unité sociale et de l'unité de l'Etat et du peuple »<sup>343</sup> en continuité avec la logique totalitaire.

L'attachement du parti de Ion Iliescu à *l'Etat national*, tel qu'il est inscrit dans la Constitution de 1991, vise à légitimer la volonté de recomposer une forme de parti-Etat. Mais *l'Etat national* était déjà avant 1989 la formule par laquelle l'idéologie nationale du PCR veut légitimer le contrôle de la société par le Parti. Donc au nom de cet idéal, le parti, « ...pour pouvoir exister comme Parti, doit maintenir le lieu de la société ainsi que le lieu de l'Etat, il doit donc maintenir un résidu de société, ainsi qu'un résidu d'Etat. Il a besoin d'une société pour pouvoir la priver de son autonomie, il a besoin d'un Etat pour le priver de son pouvoir. C'est

---

<sup>343</sup> GAUCHET, Marcel. L'expérience totalitaire et la pensée de la politique. *Esprit*, n° 74, juillet-août 1976, p. 3-28, p. 8.

en supprimant la consistance propre de chacun des deux, tout en préservant leur lieu, qu'il exprime leur unité »<sup>344</sup>, comme l'observe Pierre Manent.

En 1990, le FSN ira à la recherche de cette société, la récupérera en se donnant une légitimité électorale, mais non démocratique. Et c'est justement à cause de l'écart, tellement visible, entre son discours sur la démocratisation et la nature de son pouvoir qu'éclatent aussi bien la société que le FSN. Pourtant l'illusion de la fusion parti-société-Etat, exprimée par l'idée du consensus, puis par l'impératif de la réconciliation nationale, sera reprise par le FSN et le PDSR parce que les dirigeants de l'Etat avaient besoin d'une forme de légitimité qui justifie la nature de leur pouvoir. Cette légitimité sera exprimée par la formule de la démocratie originale, comme nom de l'absence de confiance dans la démocratisation, processus qui risquait de mettre en cause les modalités et même la capacité de l'ancienne élite de continuer à gouverner.

L'Etat postcommuniste est donc le véritable héritier du parti-Etat communiste, l'histoire du FSN au PSD étant celle de la production, par l'élite politico-militaire de cet Etat, d'un parti politique qui devait apporter une légitimation électorale et un soutien social. Cette élite détenait le pouvoir et avait besoin d'une fiction pour poursuivre sa domination, et cette fiction est *l'Etat national*, qui s'ajoute aux effets de la démocratie électorale et doit les corriger. On a essayé de démontrer que le modèle des démocraties libérales est explicitement refusé ; il s'agit donc d'une démarche qui écarte l'idée de représentation de la société civile, en faveur de la prétention de définir l'intérêt de la nation. Et si cet intérêt n'est pas vu comme le produit de la représentation, il est dicté, et la justification du monopole de sa définition est fournie par l'illusion de la rationalité du choix des politiques, idée qui est un autre héritage de la culture politique de l'ancien régime<sup>345</sup>.

Le principal parti responsable de la transition naît de l'Etat et se différencie graduellement de lui, par le cercle vertueux du transfert du pouvoir politique en

---

<sup>344</sup> MANENT, Pierre. Le totalitarisme et le problème de la représentation politique. *Totalitarismes*. Guy HERMET (éd.). Paris : Economica, 1984, p. 89-102, p. 100.

<sup>345</sup> BARBU, Daniel. Du parti unique à la partitocratie. *Partis politiques et démocratie en Europe centrale et orientale*. Jean-Michel DEWALLE (éd.). Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, 2002, p. 205-213, p. 211.

pouvoir économique, et réciproquement, ce qui explique sa survie après la perte des élections. Pourtant cette différenciation n'est que partielle et l'option pour le l'actuel PSD reste liée à son image de parti du pouvoir. L'assimilation par les structures de l'Etat des principaux acteurs de l'alternance de 1996, leur capacité constante d'influencer les décisions et de fournir du personnel politique<sup>346</sup>, montre qu'avant tout ce n'est pas l'Etat qui est politisé, mais c'est le politique qui est neutralisé<sup>347</sup>.

Le retour au pouvoir de novembre 2000 conduira à un arrêt de la démocratisation, car la détotalitarisation des structures de l'Etat est principalement le résultat de la privatisation, accomplie par des moyens individuels et économiques, non pas par des moyens démocratiques et politiques. La privatisation du pouvoir économique et politique ne s'est donc pas faite avec les procédures qui devraient assurer l'autonomie de la société civile, de même que la relative décentralisation n'a pas contribué à la démocratisation. Ce qui rappelle le fait que c'est un événement exceptionnel, celui de décembre 1989, et non pas la volonté d'un gouvernement, à la suite d'un projet politique, qui permet la renaissance de la société civile, d'une société qui tente de se libérer en dépit de l'action de l'Etat.

La première décennie de la transition reproduit ce phénomène ; l'Etat postcommuniste apparaît comme incapable de diriger les changements par la traduction en des termes politiques de la libération de la société, une société qui finalement lui échappe justement parce qu'il n'essaie pas de la gouverner, mais de l'inclure. D'ailleurs, le successeur de Ion Iliescu à la direction du PDSR, Adrian Năstase, croit encore en l'unification de la société derrière le parti:

On a besoin d'ouvertures politiques graduelles, qui  
solidariseraient l'opinion publique en nous conférant un plus de prestige  
sur la scène internationale.<sup>348</sup>

---

<sup>346</sup> En ce sens un exemple symbolique est celui du gouverneur de la Banque Nationale, Mugur Isărescu, nommée par le FSN, devenu Premier ministre en décembre 1999, en 2000 et candidat à la présidence soutenu par CDR 2000.

<sup>347</sup> Non pas dans un sens légal-rationnel, mais dans celui qui suppose le renoncement au projet politique grâce auquel les élections avaient été gagnées, à la faveur d'un conservatisme favorable à la bureaucratie d'Etat.

<sup>348</sup> NĂSTASE, Adrian. *Bătălia pentru...*cit. , p. 21.

Et cela car « les chemins durables se construisent par une démarche consensuelle »<sup>349</sup>. En fait, l'actuel Parti Social Démocrate est défini moins par le type de conservatisme qui l'avait caractérisé lors de son apparition que par une de ses composantes, la tentation de l'autoritarisme, explicable notamment par son type de relation avec l'Etat, car la politique de l'oubli, en cachant les continuités, rend ce parti plus difficilement réformable.

#### **VI.D. De la difficulté de se juger soi-même**

L'expression du rapport du PDSR au passé ne peut pas être réduite uniquement à une instrumentalisation du passé ; ses contradictions ne sont pas seulement l'effet d'un utilitarisme politique, mais aussi une conséquence de la réalité sociologique qu'il représente. Les membres plus ou moins importants de la hiérarchie de l'ancien parti qui composent le FSN, puis le PDSR ne peuvent plus, fatalement, changer leur propre passé<sup>350</sup> ; ils doivent donc produire un discours de justification. Cela ne veut pas dire que le modèle de comportement du passé sera présenté comme actuel. Mais le présent ne peut pas imposer sa loi rétroactivement (ni d'un point de vue légal, ni moral).

A la différence d'autres traditions politiques, qui s'appuient sur la mémoire collective d'un groupe, le régime communiste trouve sa justification dans une lecture scientifique de l'histoire ; dès lors, la « mémoire » comme concept devient inutile, et même, comme le montre toute l'histoire de la dissidence, dangereuse. La question est de savoir si le discours du parti de Ion Iliescu sur le passé communiste, notamment par ses silences, rend compte non seulement du choix d'une ambiguïté stratégique, mais aussi d'une difficulté à penser cet événement dans des termes doctrinaux compatibles avec une culture politique démocratique. Comme l'observe Edgar Morin, « nos systèmes mentaux ont la capacité d'intégrer les événements qui nous arrivent dans la mesure où ces derniers peuvent entrer dans des modes

---

<sup>349</sup> *Ibidem*.

<sup>350</sup> Ce qui d'ailleurs n'était pas, en un certain sens, impossible pendant le régime communiste.

d'intelligibilité »<sup>351</sup>. En ce sens il y a une difficulté conceptuelle à comprendre les changements de 1989 à partir des outils offerts par le mélange de marxisme-léninisme et de nationalisme qui domine la pensée de l'ancienne nomenklatura. S'il est vrai que cette catégorie s'est adaptée le mieux à la transition, on peut se demander si le prix de cette adaptation n'est pas, paradoxalement, l'incapacité sinon de penser l'événement de 1989, au moins de produire un discours cohérent sur cet événement.

La difficulté consiste dans la possibilité d'établir une liaison cohérente entre le fait (la chute du communisme) et l'évaluation de la période communiste, sans voir cette période uniquement à travers le prisme de cette chute. Les anticommunistes utilisent cet épisode final comme un argument en faveur de l'idée que le système a échoué sur tous les plans. L'exercice des anciens membres des structures du parti-Etat est plus difficile, car il devrait logiquement dévoiler l'évaluation qu'ils faisaient du régime avant 1989.

Le passé récent est présenté par le PDSR comme une succession de périodes distinctes, ce qui fait que le parti de Ion Iliescu n'a pratiquement pas un vrai discours sur la période communiste dans son entier. L'explication peut être le refus d'appliquer les critères du présent pour juger les événements du passé. Il s'agit de la difficulté de l'acteur de l'histoire de porter un jugement négatif sur ce qui met en jeu sinon le sens de sa vie, du moins celui de sa propre carrière.

Même s'ils acceptent les réformes démocratiques, il y a un refus d'introduire dans le jugement de cette période le critère des valeurs démocratiques, parce qu'elles n'agissaient pas avant 1989, et il était absurde de le leur demander d'agir à l'époque selon ces critères. En tout cas, ils considèrent avoir fait tout ce qui était possible dans ce passé, quand le communisme était le seul avenir imaginable. L'idée du repentir, du regret, de la condamnation non pas du totalitarisme mais de ce qui peut toucher à leurs propres actes, apparaît ainsi comme absurde.

Selon nous, le phénomène de la relégitimation, grâce au moment révolutionnaire, de l'élite politique et militaire, qui se reconstituera autour du FSN, puis du PDSR, aboutit à une forme d'affranchissement des dirigeants roumains de

---

<sup>351</sup> MORIN, Edgard. Sélection rejection, dialogue avec Henri ATLAN. *Communications*, n° 49, 1989, p. 125-136, p. 125.

leur propre passé communiste. Ils ne se sentent plus obligés d'avoir un discours explicite sur leur conversion soudaine et collective, pouvant ainsi condamner sans réserves l'ancien système politique.

D'autre part, chacun a un rapport personnel avec ses propres actions antérieures et il ne peut pas accepter leur évaluation selon des critères politiques. Le contraire aurait pu être vrai seulement si leur acceptation d'un régime démocratique signifiait automatiquement une forme de conversion aux valeurs démocratiques comme à une croyance. En fait, l'adoption de ses valeurs est un processus à la fois long et contingent, étant moins le résultat d'une conversion, que le résultat d'une adaptation. Finalement, de l'impossibilité de se juger soi-même provient le discours de dénégation du parti de Ion Iliescu en ce qui concerne ses liens à la culture politique et aux hommes de l'ancien parti unique.

## **Conclusions**

En somme, on arrive à la conclusion que le rapport au passé communiste du PDSR doit être interprété en termes d'héritage inavoué. Ce type de revendication, implicite et partielle, de la tradition politique de l'ancien parti unique a eu la qualité de rendre plus simple la conversion de ce parti à une attitude favorable à la démocratisation et a inhibé les visions radicalement nostalgiques à l'intérieur de cette formation politique. D'autre part, la nature inavouée de cette continuité a rendu plus difficile le changement des schémas fondateurs de la culture politique dominante, dont le principal représentant a été le PDSR, qui a pu de cette manière utiliser électoralement la rhétorique nationaliste, ainsi que des thèmes comme l'anti-intellectualisme et la lutte des classes. Finalement cette continuité au niveau de la culture politique a partiellement vidé de contenu les apparentes avancées du processus de démocratisation.

Condamnation difficile, réhabilitation impossible, c'est entre ces limites que se situe le rapport du PDSR au régime communiste tout au long de la première décennie de la transition. Ce type d'attitude est d'autant plus crédible qu'elle ne revendique pas directement l'héritage du parti communiste ; ainsi s'amorce une

forme de défense du passé, qui devient une source de tradition politique légitime dans le postcommunisme roumain. Le parti ne veut donc rien avoir avec la responsabilité des abus du passé, mais se pose en défenseur de la forme de modernisation d'après la Deuxième Guerre mondiale.

Le PDSR, l'actuel PSD, comme principal continuateur du FSN, est un parti qui se construit à partir d'un groupe d'initiative formé en décembre 1989 en majorité d'anciens membres de la nomenklatura. Il est le vecteur politique qui légitime, idéologiquement et électoralement, la continuité de l'Etat. Son succès électoral a permis une forme de conversion de l'ancienne élite dans des conditions plus avantageuses que dans les pays de l'Europe centrale, et plus proche du cas de la Russie postsoviétique. A la fois héritier institutionnel et culturel, l'actuel PSD est une forme de parti successeur qui ne procède pas directement de l'ancien parti communiste qui se serait reformé, mais d'un réflexe conservateur, venu de l'intérieur des structures de l'Etat postcommuniste. Résultat d'un essai de retourner en arrière, il est finalement un symbole de l'adaptation d'une élite politique, notamment par le respect de certaines formes démocratiques, ce qui a permis les alternances de 1996 et 2004. C'est justement parce qu'il ne s'agit pas d'un parti nostalgique que son rapport au passé, même quand le clivage autour du communisme n'est plus central, est important pour comprendre son idée de la démocratie.

La principale question posée par le discours sur le régime communiste du parti de Ion Iliescu est que, même si la période communiste est explicitement condamnée dans des documents officiels, cette rhétorique cohabite non seulement avec des prises de position nostalgiques, mais aussi avec le refus d'abroger certains des actes les plus abusifs du régime totalitaire. Ainsi le discours de condamnation perd sa signification, même au niveau symbolique. Parfois l'effet est même contraire et c'est toute condamnation du passé totalitaire de ce parti qui est ainsi décrédibilisée, tandis que l'approche opposée, les tentatives de réhabiliter certaines institutions, valeurs et personnalités de l'ancien régime, sortent davantage en relief et semblent définir un parti dont les actions sont finalement plus cohérentes avec ce dernier type de discours.

L'image du passé communiste qui se dégage des prises de positions du PDSR est caractérisée par sa nature duale, mais à la différence de l'ambiguïté et des contradictions du discours du FSN sur la même période, cette double nature arrive à déboucher sur un bilan, sur une synthèse qui part de la prémisse que les abus étaient le prix à payer pour arriver au progrès en question. En conséquence, c'est de la même logique des fins qui justifient les moyens dont peut user le PDSR pour répondre aux demandes de réparation des anciens abus. Le statu quo est considéré comme préférable à des réparations qui ont un coût social et risqueraient de servir à un retour des anciens privilégiés. Ainsi l'image du passé explique l'attitude du présent car le même raisonnement utilisé pour évaluer le passé est repris pour prendre des décisions dans le présent.



## DEUXIÈME PARTIE



## Chapitre IV.

### La naissance de l'opposition.

Au cours de ce chapitre nous essaierons de comprendre les prémisses de la formation de la Convention Démocratique, en nous concentrant sur les formes prises par l'opposition au Front du Salut National au début de 1990. Si, dans d'autres pays de l'ancien camp soviétique, l'alternative politique aux partis successeurs des anciens partis communistes a bénéficié des retombées d'une action civique antérieure à la chute du régime totalitaire, en Roumanie les formations politiques anticomunistes apparaissent en 1990 sans cette aura de la dissidence et sans aucune tradition de la résistance active au parti unique. D'où, les difficultés qu'ils ont eues à se structurer et à gagner la confiance d'une société qui semble avoir attendu en vain leur voix pendant le communisme. La naissance d'une alternative politique sera donc durablement pénalisée par le manque de crédibilité et d'expérience de l'action en commun des catégories les plus enclines à s'opposer au FSN, comme les intellectuels et les anciens détenus politiques.

Nous montrerons comment l'attitude à l'égard du passé communiste des « partis historiques » et des mouvements civiques a constitué la principale prémisses de leur rapprochement, duquel allait résulter la Convention Démocratique. D'ailleurs, dès 1990, le mot d'ordre de tous ceux qui manifestent leur opposition au FSN est *Jos comunismul !* (A bas le communisme !), slogan qui a plusieurs significations, étant à la fois l'expression du désir d'un éloignement plus rapide de l'ancien régime, l'accusation du pouvoir en place d'être l'ancien PCR déguisé, et un appui en faveur de la décommunisation.

Une question à laquelle nous avons voulu répondre est celle de savoir dans quelle mesure la polarisation de l'opposition au FSN autour d'une forme de discours anticomuniste était inévitable, s'agissant d'une simple réponse pragmatique à une certaine conjoncture, ou si la CDR est une alliance entre des organisations qui s'étaient déjà identifiées dès 1990 par leur anticomunisme.

D'autre part, le discours de type anticomuniste est en Roumanie décisivement marqué par le poids pris par les « partis historiques ». Ces partis interprètent la période communiste par l'intermédiaire de leur propre tradition politique. Ainsi l'instauration du régime communiste est ressentie comme le moment de rupture avec la tradition démocratique, donc la mémoire de la répression doit avoir comme premier sens la réparation de la fracture historique en question ; condamnation du passé récent et démocratisation étant, dans cette logique, des processus inséparables.

### **I. La renaissance des « partis historiques »**

Dès les premiers mois de 1990, le Parti National Paysan chrétien et démocrate, le Parti National Libéral et le Parti Social-Démocrate de Roumanie sont connus et reconnus sous l'étiquette de « partis historiques », qui les caractérisait déjà au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Après une courte période, entre le rétablissement de la Constitution de 1923, le 23 août 1944, et l'instauration intégrale, en 1947, du régime communiste, les leaders des trois formations politiques pro-démocratiques sont emprisonnés et l'expression de la sympathie pour ces partis est criminalisée.

L'appellation de « partis historiques » est significative pour le rapport entre la prétention des trois partis d'être les continuateurs des principaux acteurs de la vie politique d'avant l'instauration du communisme et le degré de reconnaissance de la légitimité de cette prétention, à la fois de la part de leurs sympathisants et de leurs

adversaires<sup>1</sup>. En tant qu'anciens détenus politiques dans les années cinquante, les dirigeants de ces partis apparaissent non seulement comme les porteurs légitimes de ces traditions politiques, mais aussi et surtout comme les seuls participants à la vie politique postcommunistes qui aient fait leurs preuves dans l'opposition au régime déchu.

L'absence, avant et immédiatement après décembre 1989, d'organisations indépendantes du pouvoir étatique, fait de ces partis le seul recours de ceux qui regardent avec méfiance le Front du Salut National. Ils ont donc, grâce à la présence dans leurs comités d'organisation initiaux d'anciens détenus politiques, un avantage comparatif qui apparaît comme décisif par rapport à d'autres partis apparus pendant la même période<sup>2</sup>. En effet, on peut parler, pour les partis traditionnels, d'un véritable monopole symbolique de la revendication du statut d'opposition au pouvoir en place, monopole qui s'explique aussi par la coïncidence entre le développement, dans les médias libérés de la censure, d'une critique de type anticomuniste du FSN, et la tradition, elle aussi caractérisée par l'anticommunisme, dont se revendiquaient ces partis.

Le relatif succès de ces formations politiques traditionnelles, qui se confirmera en 1996 par leur arrivée au pouvoir, est remarquable si on le compare avec les cas similaires des autres pays de l'espace ex-communiste. Mais ce succès n'est compréhensible que si l'on prend en compte le rapport entre l'appel au souvenir d'une Roumanie démocratique<sup>3</sup> et le discours anticomuniste. Et ce rapport, qui est, comme on va le montrer, un rapport de complémentarité, doit à son tour être mis dans le contexte de la prétention de ces formations politiques de représenter, à eux seuls, l'opposition démocratique<sup>4</sup>. D'ailleurs, la presse de l'époque nous montre que la grande majorité des leaders d'opinion et des associations non-partisanes, qui soutiennent la nécessité d'une démocratisation

---

<sup>1</sup> Voir notamment PAVEL Dan, HUIU Iulia. « *Nu putem reuși decît împreună* ». *O istorie analitică a Convenției Democratice, 1989-2000* [« Nous ne pouvons réussir qu'ensemble ». Une histoire analytique de la Convention Démocratique, 1989-2000]. Iași : Polirom, 2003, p. 21.

<sup>2</sup> Plus d'une centaine de partis sont légalisés en 1990.

<sup>3</sup> La Roumanie d'entre les deux Guerres est présentée, en contraste avec la période ultérieure, comme étant un régime démocratique, ce qui avait le rôle de valider le caractère démocratique des « partis historiques ».

<sup>4</sup> Jusqu'en novembre 1996.

rapide, reconnaissent dans ces partis la seule alternative démocratique au pouvoir en place.

Tradition démocratique, anticommunisme et démocratisation sont donc les trois composantes du discours des « partis historiques », composantes que l'on retrouve le plus souvent entremêlées, ce qui fait que, pour mieux apprécier le poids effectif de la rhétorique anticommuniste dans l'identité des fondateurs de la Convention Démocratique, il faut également prendre en compte ces deux autres types de discours connexes.

Mais sur quoi reposent les prétentions de représenter une tradition politique interrompue au début de la période communiste ? Il faut rappeler que les « traditions inventées » ont le rôle de fédérer des groupes d'individus différents par des symboles connotés émotionnellement et symboliquement et acceptables par tous les membres de ce groupe : « their significance lay precisely in their undefined universality »<sup>5</sup>. En ce sens, dans le contexte roumain, c'est l'universalité, au niveau de l'opposition au FSN, d'un rapport critique au régime totalitaire, qui fait de la mémoire du passé récent une ressource attractive d'identification et de légitimation, en vue de l'unification des formations qui composent cette opposition.

### **I.A. Premiers mouvements d'opposition**

Dans la chronologie de la naissance d'une opposition au FSN, la manifestation du 12 janvier 1990 représente le point de départ de la série de manifestations qui ont marqué la première période du postcommunisme roumain. Le 12 janvier, tout commence comme une commémoration des victimes des moments violents de décembre 1989, qui se transforme dans une manifestation de protestation des proches de ces victimes. Les participants reprochent aux dirigeants du CFSN de ne pas rechercher et punir les responsables militaires qui avaient tiré sur la foule en décembre, et d'ignorer le danger de la réapparition du Parti Communiste Roumain.

---

<sup>5</sup> HOBBSMAWM, Eric. Introduction : Inventing traditions. *The Invention of Tradition*, Cambridge. E. HOBBSMAWM et T. RANGER (éds.). Cambridge : Cambridge University Press, 1992, p. 11.

Mis devant la première forme de contestation publique, les dirigeants du CFSN auront deux types de réactions : la première est de descendre du siège du pouvoir de l'époque, le Palais Victoria, dans la Place Victoriei, de s'adresser à la foule et d'accepter ses deux principales revendications. Pour mettre fin à cette manifestation, Ion Iliescu signe donc un décret prévoyant l'interdiction du PCR et un autre ouvrant la voie à la réinstauration de la peine de mort, qui venait d'être abolie. Cette capitulation devant les manifestants qui scandaient notamment « la mort pour les membres de la Securitate ! »<sup>6</sup> était d'autant plus importante que ces événements sont télévisés en direct, ce qui rappelle, dans le contexte donné, les moments de décembre 1989.

La deuxième réaction, plus significative pour la stratégie que le CFSN appliquera dorénavant aux protestations de rue, est celle par laquelle le pouvoir en place s'efforce d'annuler les effets juridiques et symboliques de ce qui aurait pu être vu comme un premier vacillement de la part des autorités. Cette réaction comporte, d'une part, la décision du CFSN d'abroger ses propres décrets en motivant qu'il fallait éviter un précédent dangereux<sup>7</sup> et, d'autre part, une tentative de mettre en cause les objectifs des manifestants. La télévision publique, contrôlée pendant toute cette période par le parti au pouvoir, présentera de nombreuses prises de parole de la part de citoyens qui, indignés par l'existence de ces manifestations anarchiques, accusent les protestataires d'être des irresponsables et de ne représenter aucunement les révolutionnaires de décembre.

Cette attitude marque un moment très important puisque, d'une part, comme on l'a vu, le discours de Ion Iliescu annonce une étape démocratique, avec une certaine perméabilité aux demandes des citoyens et, d'autre part, quand des décisions sont prises, du moins en apparence, dans cet esprit, elle sont ensuite critiquées par les médias d'Etat et, finalement, annulées. Mais ce qui est encore plus important pour notre recherche, c'est le contenu même des décisions qui sont annulées. Ces décisions visent, d'une part, la possibilité de condamner à la peine maximale les responsables des représailles contre les manifestants de décembre, et, d'autre part, l'interdiction de l'ancien parti unique. Si la révocation du décret

---

<sup>6</sup> Voir STEFANESCU, Domnița. *Op. cit.*, p. 45.

<sup>7</sup> Communiqué du CFSN, *Monitorul Oficial al României*, 19 janvier 1990, p. 1-2.

concernant la première question était clairement argumentée<sup>8</sup>, en ce qui concerne l'annulation de l'interdiction du parti communiste, celle-ci n'est pas vraiment expliquée. Apparemment, le CFSN ne voulait pas faire croire qu'il cédait aux pressions de la rue ; pourtant, cette dernière révocation pouvait être perçue par une partie de la société roumaine comme le signe d'un attachement des nouveaux dirigeants à l'ancien parti unique.

C'est à ce moment même que commence à faire son chemin un type de discours contre les nouveaux dirigeants qui est essentiellement axé sur l'incrimination de leur rapport au passé communiste. Simultanément naissent des questions sur la mesure dans laquelle le pouvoir en place est décidé à poursuivre le processus de démocratisation, d'autant plus qu'immédiatement après le 12 janvier, comme nous l'avons déjà montré, le CFSN et les médias d'Etat mettent en doute la légitimité même des manifestations de rue pendant la période en question.

En dépit du fait qu'ils ne participent pas à la manifestation du 12 janvier 1990, c'est à la suite de ces événements que les « partis historiques » pourront s'affirmer comme étant les seules formations politiques qui tiennent un discours anticomuniste et, du coup, comme la seule véritable alternative politique au FSN. Ces partis saisiront effectivement cette occasion après la décision du CFSN en faveur de la transformation du Front, organe du pouvoir étatique, en formation politique, et de sa participation aux premières élections après le changement de décembre. Nous avons déjà observé la mesure dans laquelle cette décision allait faire naître des controverses au sein même du CFSN, duquel vont démissionner certaines personnalités, parmi lesquelles Doina Cornea, le symbole même de l'opposition au régime déchu.

En plus, le jour où le CFSN décide la participation du FSN aux élections, il décide aussi de restreindre le droit de manifester. Désormais, les manifestations devront être organisées les jours fériés ou en dehors du programme de travail. Le décret-loi prévoit explicitement où il est permis de manifester à Bucarest, assignant quatre parcs<sup>9</sup> ; une telle décision constituait pratiquement une suspension du droit de manifester légalement dans la capitale, d'autant plus qu'on prévoyait que ceux

---

<sup>8</sup> *Ibidem*, p. 1.

<sup>9</sup> Les Parcs de la Liberté, de la Jeunesse, de l'Opéra et Titan.



qui organiseraient des manifestations non autorisées risquaient la prison<sup>10</sup>. Ces décisions étaient d'autant plus significatives que, à l'époque, les manifestations se multiplient, comme résultat d'une liberté retrouvée, et que le souvenir des protestations de décembre est très présent. La réaction hostile des autorités par rapport à ces démonstrations qui, au début, étaient revendicatives, mais n'avaient pas contesté la légitimité du pouvoir en place, fait craindre un retour aux pratiques autoritaires. Après ces décisions, prises le 24 janvier, pour une partie de la société le FSN commence à apparaître non seulement comme étant dominé par d'anciens communistes, mais aussi comme ayant les réflexes caractéristiques de l'ancien parti unique.

En ce sens, vu aussi ce que nous avons montré dans les chapitres précédents, c'est l'attitude du FSN lui-même qui incite à l'organisation d'une opposition autour de la question du discours anticomuniste. Mais ce qui apparaît comme remarquable dans le cas roumain ce n'est pas cette polarisation ex-communistes vs anticomunistes, qui caractérise le début des années quatre-vingt-dix, mais la capacité des « partis historiques » à apparaître comme les seuls partis qui représentent les anticomunistes.

A part la présence d'anciens détenus politiques, qui sont, dans le contexte roumain, les seuls porteurs crédibles d'un discours de type anticomuniste, il faut souligner la rapidité initiale de l'organisation, même si provisoire, de ces partis, par rapport aux autres organisations partisans de l'époque, et leur capacité à envoyer des messages cohérents. Le premier moment qui prouve que ces formations politiques avaient assez vite acquis une importante capacité de mobilisation est la manifestation du 28 janvier. C'est la première grande action commune des trois partis, qui décident d'organiser une manifestation de protestation contre la décision du CFSN de participer aux futures élections. Des dizaines de milliers de participants vont protester, en la même Place Victoriei, contre le pouvoir en place, en considérant que, par sa participation aux élections, le FSN ne respecte pas ses engagements antérieurs.

---

<sup>10</sup> Décret-loi 39 du 24 janvier 1990, *Monitorul Oficial al României*, 25 janvier 1990.

L'ampleur de cette manifestation montre que les partis politiques qui se réclament d'une tradition démocratique ont une certaine assise sociale, pouvant polariser les mouvements qui commencent déjà à s'exprimer contre le FSN<sup>11</sup>. Sans être le signe d'un support massif pour les « partis historiques », cette première mobilisation démontre que ces formations politiques ont su exprimer et utiliser, dès le début, le mécontentement envers le FSN, qui commençait à devenir visible par l'intermédiaire de la presse indépendante<sup>12</sup>.

La réaction des dirigeants du CFSN remettra les pendules à l'heure quant aux rapports entre le pouvoir et l'opposition naissante : dans un premier temps, le pouvoir organisera des contre-manifestations, par l'activation des cellules du FSN dans les grandes entreprises. Ainsi, les ouvriers bucarestois et les mineurs de la Vallée du Jiu sont appelés à défendre les acquis de la Révolution et ses leaders, contre ceux qui sont vus comme les représentants d'un passé révolu. Ces contre-manifestations aboutiront, le 29 décembre, à l'attaque des sièges des « partis historiques ». Le Premier ministre, Petre Roman, viendra même sauver le président du PNPCD des foules qui voulaient le lyncher.

C'est à partir de ce moment que les partis traditionnels pourront se présenter non seulement comme les victimes du régime communiste, mais aussi comme celles du FSN. Et cela en dépit du fait qu'ils vont accepter de siéger, avant les élections du 20 mai, dans le Conseil Provisoire de l'Unité Nationale, assemblée qui remplace le CFSN, tout en étant contrôlée par le Front.

Le fait de subir la violence des masses encouragées par le pouvoir en place, donne aux partis traditionnels un atout sans égal pour représenter l'opposition au pouvoir postcommuniste, atout dont ils bénéficieront jusqu'en 1996, c'est-à-dire jusqu'au moment où pouvait encore fonctionner la logique du « Nous », la société, contre « Eux », les détenteurs du pouvoir depuis 1948.

Matrice même de la rhétorique anticomuniste, cette logique devient, comme nous allons le montrer, non seulement la caractéristique principale des messages politiques des « partis historiques », mais aussi un moteur de leur

---

<sup>11</sup> Le communiqué des trois « partis historiques » qui annonce cette manifestation décrit le moment de décembre 1989 comme « l'insurrection anticomuniste » en accusant le FSN d'avoir trahi ses idéaux, Voir *Adevărul*, 26 janvier 1990.

<sup>12</sup> Notamment le quotidien *Romania Libera* et la revue 22.

succès<sup>13</sup>. Les moments de violence, qui avaient commencé le 29 janvier et aboutiront à ceux du 13-15 juin, ont rendu crédible ce type de discours et leur émetteur aux yeux de ceux qui craignaient une dérive autoritaire du FSN.

Les partis traditionnels subissent, pendant cette période, non seulement l'agressivité populaire organisée par le FSN, mais aussi l'hostilité des institutions de l'Etat et notamment des médias électroniques. Ces formations politiques, en dépit du fait que, comme les élections l'ont montré, n'avait gagné que la confiance d'une petite partie de la société, acquerront néanmoins pendant cette période une légitimité, un capital politique et même une posture morale, dont ils se serviront tout au long des années 1990.

### **I.B. Vers l'action commune des « partis historiques »**

Au niveau du parlement provisoire (le CPUN) le PNPcd, le PNL et le PSDR étaient dans une double minorité. D'abord, par rapport aux représentants du CFSN, qui détenaient plus de la moitié des sièges, ensuite par rapport aux autres partis politiques, qui s'exprimaient le plus souvent de façon très hostile à l'égard des partis traditionnels. La présentation télévisée des débats de cette assemblée n'a ainsi fait qu'augmenter la méfiance de la majorité de la population envers ces partis, vus comme les seuls qui menacent l'état de grâce postrévolutionnaire et le consensus national que Ion Iliescu voulait construire sur cette base.

A l'intérieur du CPUN, le clivage est donc marqué entre la partie qui soutient Ion Iliescu, et les représentants des « partis historiques » qui, comme par exemple le PNPcd et la PNL, soutiennent la Proclamation de Timișoara et le mouvement de la Place de l'Université<sup>14</sup> ; d'ailleurs, le PNPcd va finir par se retirer du parlement provisoire.

D'autre part, dès le début des manifestations anti-FSN, le Front accuse ses opposants d'être les représentants d'un courant anticomuniste radical et de mettre

---

<sup>13</sup> Cette logique peut être aussi vue comme une réponse à une rhétorique, de la propagande communiste mais aussi du FSN, qui, à son tour, applique cette distinction.

<sup>14</sup> Voir *Monitorul Oficial al României*, 16 mai 1990, p. 2.

en danger les institutions de l'Etat. La politisation du rapport au passé récent part du préjugé que ceux qui avaient le plus souffert avant 1989 sont aussi les plus farouches opposants au FSN et automatiquement les représentants du radicalisme, d'un type d'extrémisme anticomuniste. Il y a ainsi une construction ou au moins un encouragement, à partir du discours du FSN, de l'identité anticomuniste des « partis historiques ». Finalement, c'est l'hostilité ambiante qui pousse ces partis qui s'opposent au FSN à agir ensemble.

Le 10 avril, dans un communiqué commun, les trois formations politiques s'obligent à ne pas s'attaquer entre elles pendant la campagne électorale en vue des élections du 20 mai, et précisent :

Quel que soit le résultat des élections, nous sommes décidés à rester solidaires et à ne pas participer à un éventuel gouvernement auquel participerait une formation politique constituée à partir des anciennes structures communistes.<sup>15</sup>

Signé par les dirigeants des trois partis, Corneliu Coposu<sup>16</sup>, Radu Câmpeanu<sup>17</sup> et Sergiu Cunescu<sup>18</sup>, cet accord exclut donc toute collaboration avec le FSN, prévoit le soutien réciproque lors d'un éventuel deuxième tour des élections présidentielles, et annonce une future « solidarité parlementaire »<sup>19</sup>.

En fait, on peut légitimement se demander non pas ce que ces structures avaient en commun, mais ce qui les différençait à l'époque, à part l'appel à des traditions politiques différentes. En tout cas, ce n'est ni la prise de position par rapport au FSN, ni la façon dont ils imaginent la démocratisation, et encore moins l'attitude envers le passé communiste. D'ailleurs Sergiu Cunescu, président de la

---

<sup>15</sup> Communiqué des présidents du PNPCd, PNL, PSDR, *apud* PAVEL Dan, HUIIU Iulia. *Op. cit.*, p. 54.

<sup>16</sup> Corneliu Coposu (1914-1995), secrétaire général adjoint du PNP (1946-47), détenu politique (1947-1964), président du PNPCD (1990-95), président de la CDR (novembre 1991- novembre 1992) élu sénateur en 1992.

<sup>17</sup> Radu Câmpeanu (né en 1922), dirigeant des jeunesses universitaires libérales (1945-47), détenu politique, (1947-56), exilé en France après 1973, revient en 1990 pour diriger le PNL entre 1990 et 1993.

<sup>18</sup> Sergiu Cunescu (1923-2005), ancien détenu politique, président du PSDR (décembre 1989-octobre 1999, député (1990-2000).

<sup>19</sup> *Dreptatea*, 10 avril 1990.

moins importante formation politique traditionnelle, le PSDR, se sent obligé de préciser que :

L'alliance du PSD avec le PNL et le PNPCd est déterminée par le passé commun de lutte contre le communisme et pour la démocratie, et n'implique pas la superposition des programmes.<sup>20</sup>

Ce rapport au passé communiste est donc considéré par les « partis historiques » comme leur liant principal. Le souci de préciser que la lutte commune contre le communisme n'implique pas la superposition des programmes est significatif de l'effort de différenciation, que chaque parti est obligé de faire, par rapport aux deux autres. Pourtant, en 1990 et même plus tard, ces organisations politiques n'ont pas de véritables programmes politiques ou économiques ; parler de ces programmes était en fait souligner que chaque parti restait attaché à la tradition politique qu'il voulait représenter.

Mais l'identité de ces formations politiques n'est pas uniquement liée à leur présence comme un écho d'un passé plus ou moins oublié, même s'il est difficile de parler de l'importance effective des doctrines. Ces partis ont en commun, à part l'anticommunisme, un discours en faveur de l'eupéanisation et de la démocratisation du pays. Nous avons déjà montré qu'à l'époque ces thèmes, loin d'être consensuels, produisent au contraire un choc tant au niveau de l'élite politique, qu'au niveau de la majorité de l'électorat, moins peut-être à cause de leur anticommunisme implicite, qu'à cause de leur volonté de faire revivre les termes de la culture politique d'avant l'instauration du régime totalitaire.

Selon la logique manichéenne qui domine la vie politique roumaine au début des années 1990, l'existence de trois partis distincts, qui se déclarent également anticommunistes et invoquent la tradition démocratique, n'a pas de sens. C'est uniquement l'attachement de chacun de ces partis à une tradition politique distincte qu'il veut faire revivre, qui empêche la formation d'un seul parti et ajourne la formation d'une alliance électorale. Mais cet attachement est une preuve nécessaire de la survie des anciennes cultures politiques, dans une logique qui met l'accent sur

---

<sup>20</sup> *Romania libera*, 13 avril 1990.

le fait que la démocratisation doit tenir compte de l'existence d'une tradition démocratique roumaine.

Il y a donc une conjonction entre l'appel à une tradition pré-communiste, qui sera progressivement reconnue comme démocratique, mais qui, au début, est associée au spectre de l'extrémisme<sup>21</sup> et, d'autre part, un discours de rupture avec le communisme, qui est perçu comme un signe de radicalisme. Tradition et rupture : par ces deux composantes, les « partis historiques » sont une image renversée du FSN, proche, lui, d'une autre tradition et partisan d'un autre type de rupture. L'attitude du Front envers ces partis était donc aussi un résultat de son refus de revenir à des réalités pré-communistes et, conjointement, du souci de ne pas négliger la nécessité d'une certaine continuité avec la période communiste.

Comme nous l'avons vu, cette dernière conception du rapport au passé récent a été implicitement validée aux élections du 20 mai, Ion Iliescu recueillant presque 86% des voix, le FSN 66,31%, tandis que le PNL a 6,41%, le PNPCd 2,56%, et le PSDR 0,53%<sup>22</sup>. Du point de vue du nombre de voix, le rapport est d'un peu plus de 9 millions pour le FSN contre un total de 1,3 million pour les trois partis traditionnels. Aucune des élections suivantes ne reproduira ce déséquilibre, et il faut observer que les conditions très spécifiques du déroulement du scrutin peuvent contribuer à expliquer le fait que les Roumains ont plébiscité le FSN et son dirigeant.

Le résultat des élections présidentielles et parlementaires du 20 mai ne pouvait qu'inciter les opposants au FSN à unir leurs forces. De ce point de vue, la formation de la Convention Démocratique apparaissait comme une nécessité stratégique dans le contexte donné. En même temps il faut observer que ces partis n'ont aucunement vu dans cet important échec une raison pour abandonner leur discours sur le passé récent. Les deux motifs qui peuvent expliquer cet attachement, en dépit de l'échec électoral, sont, premièrement, le rôle que tient le rapport au passé communiste et pré-communiste dans l'identité et dans le processus de

---

<sup>21</sup> Dans le chapitre sur le FSN nous avons vu la tentative de ce parti de réduire le régime de l'entre-deux-guerres à celui de l'extrême droite, tentative qui reprenait un des thèmes de l'historiographie d'avant 1989.

<sup>22</sup> Pourcentage du total des voix exprimées pour la Chambre des Députés, la situation étant pratiquement identique pour le Sénat, voir STEFANESCU, Domnița. *Op. cit.*, p. 458-459.

constitution de ces partis après 1989 ; deuxièmement, l'existence d'une forte opposition civique, qui a en commun avec les partis traditionnels justement les thèmes anticomunistes et les encourage en ce sens.<sup>23</sup> Cette opposition civique, dont faisaient partie bon nombre des intellectuels les plus connus, apparaît à l'époque aux dirigeants des partis traditionnels comme représentante d'un secteur de la société influent et qui tend à croître, donc qui doit être prioritairement convaincu que ces partis sont la seule alternative au FSN.

Notre analyse va se concentrer sur le parti qui a eu le rôle le plus important dans la Convention Démocratique, le PNPCD. La Convention avait au début uni tous les trois « partis historiques », mais sera successivement quittée par le PNL, avant les élections de septembre 1992, ensuite par le PSDR. Notre choix n'a pas été fait a priori à notre recherche, il est le résultat du constat du poids qu'ont eu ces partis sur le rapport de la CDR au passé récent.

Si dans le cas du PSDR cet argument apparaît suffisant, dans le cas du PNL il faut faire quelques précisions supplémentaires, tout en tenant compte des scissions répétées par lesquelles passe le parti dans les années quatre-vingt-dix<sup>24</sup>. Comme le PNPCD, le Parti National Libéral considère qu'il est le continuateur direct de l'ancien PNL ; d'autre part, cette continuité n'implique pas la prétention d'une perpétuation dans la clandestinité, on invoque seulement le fait que le parti a été « réactivé en 1990 »<sup>25</sup>. Pourtant l'anticommunisme est central à son discours dès 1990, comme le montre un « Appel à la Roumanie d'aujourd'hui », lancé juste avant les élections du 20 mai :

Ne vous laissez pas prendre au mensonge du néo-communisme du FSN! Le FSN veut instaurer une nouvelle dictature. Ion Iliescu est un ancien communiste, un ancien activiste, un ancien nomenklaturiste. Aucun des serviteurs fidèles de l'ancien régime de dictature ne doit être laissé accéder à la nouvelle direction du pays !<sup>26</sup>

---

<sup>23</sup> Notamment par l'intermédiaire de publications comme *Romania Libera*, proche de l'Alliance Civique.

<sup>24</sup> A ce propos voir PERSEIL, Sonny. *Liberal la plural* [Libéral au pluriel]. Bucarest : Libertés, 2000, p. 19-53.

<sup>25</sup> *Liberalul*, 16 janvier 1992.

<sup>26</sup> *Viitorul*, 8 mai 1990.

Le quotidien du parti, *Viitorul*, contient, avant les élections du 20 mai, de nombreux articles sur la nécessité d'un « procès du communisme »<sup>27</sup>, sur le soutien des manifestations de la Place de l'Université<sup>28</sup> ou sur « la guerre menée par le communisme contre l'Homme »<sup>29</sup>. Ce radicalisme initial explique le fait que l'électorat du PNL ne comprendra pas la participation de ce parti, en 1991, à une coalition gouvernementale avec le FSN, ensuite sa sortie de la CDR. D'autre part, en 1992, le président du parti, Radu Câmpeanu, hésite au sujet de la décommunisation, se prononçant contre le point 8 de Timișoara<sup>30</sup>, même si le PNL se veut :

Le seul parti qui demande la mise hors la loi du PCR et des formations d'origine communiste.<sup>31</sup>

Ces incohérences limiteront à la fois l'influence de ce parti à l'intérieur de la Convention et ses chances lors des élections de 1992, quand il ne réussit pas à dépasser le seuil électoral des 3%. Dans le chapitre suivant nous allons voir les conséquences que l'acceptation du retour, en 1994, du PNL à l'intérieur de la CDR a eues sur la redéfinition du discours de la CDR.

---

<sup>27</sup> Dinu Patriciu, secrétaire exécutif du PNL, parle du « procès du communisme et de ses réminiscences dans le présent et dans le futur du pays, PATRICIU, Dinu, « 400 de procese sau unul singur ? » [400 000 procès ou un seul ?], *Viitorul*, 23 avril 1990, p. 1.

<sup>28</sup> Le quotidien du PNL publie même un supplément intitulé « Golanii » (Les voyous). *Viitorul*, 7 mai 1990.

<sup>29</sup> STOICA, V., *Viitorul*, 5 avril 1990.

<sup>30</sup> 22, 16-22 avril 1992.

<sup>31</sup> *Liberalul*, 30 janvier 1992.



## II. Le Parti National Paysan. La mémoire comme arme politique

Des trois « partis historiques », le Parti National Paysan Chrétien-Démocrate<sup>32</sup>, est celui qui s'inscrit de la façon la plus cohérente et la plus convaincante dans la tradition du parti qu'il prétend continuer, l'ancien Parti National Paysan. Le PNPCd (PNPCD dès 1991) a en 1990 un nombre important d'adhérents<sup>33</sup> et l'organe de parti le plus influent des formations politiques qui s'opposent au FSN. Il apparaît comme le seul à vraiment remobiliser, à part les anciens détenus politiques, ses anciens sympathisants de la période pré-communiste. Par son influence, mais aussi par sa capacité de répondre aux demandes de la composante civique de l'opposition au FSN, il représente la variante la plus proche de l'idéaltype de culture politique qui caractérise les partis traditionnels<sup>34</sup>.

D'ailleurs, en dépit du résultat des élections du 20 mai, quand le PNPCd et son candidat aux élections présidentielles ont reçu moins de la moitié des voix du PNL, c'est ce parti qui deviendra la formation politique dominante à l'intérieur de la Convention Démocratique et c'est le discours intransigeant et la personnalité de son leader, Corneliu Coposu, qui contribueront le plus à la construction d'une identité politique de la CDR.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, dès le début de 1990, le FSN considère le PNPCd comme son principal adversaire, et son président Corneliu Coposu est le dirigeant politique le plus durement attaqué par les médias proches du pouvoir de l'époque. C'est justement cette désignation par le FSN du PNPCd comme son principal adversaire politique qui transforme ce parti en victime de la violence, réelle ou symbolique ; cela attise la compassion et surtout le fait apparaître comme étant l'ennemi le plus crédible des ex-communistes.

D'ailleurs, dès les premières manifestations publiques de janvier 1990, le PNPCd veut apparaître comme le continuateur de la dimension anticomuniste de la

---

<sup>32</sup> Au début PNP chrétien et démocrate (PNPCd), dès septembre 1991 PNP Chrétien-Démocrate, avec le sigle PNPCD.

<sup>33</sup> COPOSU, Corneliu. *Confesiuni* (Confessions). Dialogues avec Doina Alexandru. Bucarest : Anastasia, 1996, p. 135.

<sup>34</sup> IONESCU, Alexandra. La résurgence d'un parti politique en Roumanie. Le Parti National Paysan Chrétien-Démocrate. *Studia Politica. Romanian Political Science Review*. Vol. II, n° 1, 2002, p. 141-201.

tradition de l'ancien PNP ; ainsi, le quotidien du parti, *Dreptatea*, annonce sur son frontispice qu'il est un « organe de lutte contre le communisme »<sup>35</sup>. Parler de lutte contre le communisme était, dans ce contexte, viser moins une idéologie que des pratiques et des hommes, notamment le chef de l'Etat de l'époque, Ion Iliescu.

Nous avons vu dans le chapitre précédent dans quelle mesure Corneliu Coposu est, pour Ion Iliescu, son principal opposant politique. Le dirigeant du FSN ne choisit pas un adversaire qui lui soit commode, son attitude n'est explicable que si l'on prend en compte les rapports qui existaient au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale entre le Parti Communiste et le PNP dirigé par Iuliu Maniu ; c'est une période dont les traces sont restées présentes dans la mémoire de chacune des formations politiques, mais surtout une période vécue par les deux futurs leaders comme jeunes activistes des partis respectifs, donc chacun d'eux a la mémoire directe de ces événements.

Les nationaux-paysans étaient, dans la deuxième moitié des années quarante, la principale formation politique qui s'opposait à l'instauration d'un régime dirigée par Moscou. Selon toute vraisemblance historique, ils ont largement gagné les élections de 1946, dont la falsification des résultats a ouvert la voie à l'instauration, avec un semblant de légalité, du régime communiste en Roumanie. L'épisode de 1946 laisse pourtant au nouveau régime un déficit de légitimité, déficit qui tend à se perpétuer dans le temps et que l'on retrouve en analysant certaines réactions par rapport au nouveau PNP des dirigeants du FSN après 1990<sup>36</sup>.

Nous avons déjà observé l'agressivité avec laquelle, au début de la transition, le FSN combat les « partis historiques » et surtout le PNPCD. Cet acharnement ne peut pas être expliqué comme étant une simple stratégie électorale du parti de Ion Iliescu. Il tient aussi à l'histoire de la relation entre l'ancien parti victorieux aux dernières élections d'avant 1947 et celui qui les a réellement gagnées, et dont une partie importante des membres a été emprisonnée, en commençant par l'un des héros de l'Union de 1918, Iuliu Maniu. Ion Iliescu semble considérer que Corneliu Coposu, lui-même emprisonné pendant dix-sept ans, veut prendre sa revanche, et, en 1990, il anticipe la violence de ses adversaires, dans une logique de type

<sup>35</sup> Slogan déjà présent dans *Dreptatea* des années 1944-1947, p. 143.

<sup>36</sup> En ce sens voir TISMANEANU, Vladimir. *Balul...* cit. , p. 137-141.

léniniste<sup>37</sup>, notamment en faisant dévaster le sièges des parti traditionnels en juin 1990. Les principaux dirigeants du FSN voient dans le PNP un rival historique, un rival qui veut non seulement le pouvoir, mai qui veut réécrire l’histoire à partir du moment des élections de 1946.

Cela ne veut pas dire que l’histoire elle-même était nécessairement un enjeu en soi, mais que réécrire l’histoire était un moyen par lequel les « partis historiques » mettaient en cause à la fois l’évaluation de la période communiste et la légitimité du FSN qui, en tant qu’héritier de l’ancien parti unique, pouvait difficilement apparaître comme étant le porteur du changement et de la démocratisation.

Le conflit du parti de Corneliu Coposu avec le FSN, puis avec le PDSR, est un conflit entre deux partis dont les identités, de même que les cultures politiques dans lesquels ils s’inscrivent, impliquent la négation même de la légitimité de l’adversaire à exercer le pouvoir. Plus bas nous allons montrer que cette volonté d’exclusion de l’adversaire politique caractérise les rapports entre les deux partis non seulement, comme nous l’avons déjà vu, du point de vue du parti de Ion Iliescu, mais aussi du coté du PNP.

## **II. A. Le Parti National Paysan avant 1989**

Le PNP est le résultat de la fusion de 1926 entre le Parti Paysan de Ion Mihalache, parti de gauche implanté en Valachie et Moldavie, et le Parti National de Transylvanie, dirigé par Iuliu Maniu – une formation politique qui a eu un rôle majeur dans l’unification de la Transylvanie avec la Roumanie, à la suite de la Première Guerre mondiale. La fusion de ces partis s’explique moins par leur similitude que par leur complémentarité, utile pour s’opposer au parti hégémonique de l’époque, le Parti National Libéral. D’ailleurs le PNP réussira effectivement à devenir le principal adversaire du PNL, et même à gagner les élections de 1929 et à

---

<sup>37</sup> COLAS, Dominique. *Le léninisme*. Paris : PUF, 1998, p. 64-66.

gouverner entre 1929 et 1932, avec des résultats influencés par la crise économique mondiale de l'époque.

La vie du parti est marquée par un factionnalisme accentué ; d'autre part, son leader, Iuliu Maniu, restera l'une des plus importantes personnalités de l'élite politique roumaine, même après l'interdiction de son parti pendant la dictature du roi Carol II et la Deuxième Guerre mondiale. Iuliu Maniu soutiendra d'ailleurs le roi Michel dans la décision du 23 août 1944 de rompre l'alliance avec l'Allemagne nazie. Farouche opposant des communistes, Iuliu Maniu mourra dans la prison de Sighet. Il avait donc toutes les qualités symboliques pour être invoqué comme figure tutélaire du PNPCD après 1989, notamment par Corneliu Coposu, qui avait été un de ses secrétaires personnels.

Après l'instauration du régime communiste, la répression a visé directement les membres des partis démocratiques. La prison ou la surveillance continuelle attendaient ceux qui étaient soupçonnés de vouloir réactiver ces partis. D'une part, cette situation invalide la prétention du PNPCd en 1990 d'avoir continué à fonctionner dans la clandestinité après 1947. D'autre part, c'est justement la permanence de ce soupçon, jusqu'en 1989, qui est un argument en faveur de l'idée que la nouvelle formation politique peut prétendre à une démarche de reconstitution du parti historique<sup>38</sup>.

Dans les années 1980, même si on ne peut pas parler d'une existence du parti dans l'illégalité, l'invocation de son possible avenir par Radio Free Europe n'est pas dépourvue de significations<sup>39</sup>. Ainsi, en 1985, dans sa chronique hebdomadaire, le chef de la section roumaine, l'historien Vlad Georgescu, se demande si « Les anciens partis ont un avenir ? »<sup>40</sup>. L'auteur suggère que la possibilité existe de voir ressurgir ces partis en invoquant notamment un mémoire de 60 pages que Corneliu Coposu avait envoyé, au nom du Parti National Paysan, au vice-président américain de l'époque. Dans ce texte, Corneliu Coposu, au nom du PNP, réaffirme qu'il ne

<sup>38</sup> Alexandra Ionescu observe que « le régime communiste lui-même, par sa politique répressive, a paradoxalement contribué, par une logique d'effet pervers, au maintien et au renforcement de la solidarité partisane » in IONESCU, Alexandra. Op. cit. , p. 160.

<sup>39</sup> Radio Free Europe est, par sa section roumaine, la radio étrangère la plus écoutée.

<sup>40</sup> GEORGESCU, Vlad. Vechile partide mai au un viitor ? [Les anciens partis ont un avenir ?]. *Romania anilor '80*, (La Roumanie des années '80) Munich : Jon Dumitru Verlang, 1994, p. 110-112.

reconnaît pas le résultat des élections de 1946, ni sa mise hors la loi de 1947, et demande à l'Occident de poser au régime de Nicolae Ceaușescu le problème de sa légalisation.

En plus, Corneliu Coposu enverra une demande d'adhésion à l'Internationale Chrétienne-Démocrate, et le parti considère le 6 mars 1987 comme la date de son entrée dans cette organisation. En fait Corneliu Coposu reconnaîtra plus tard que « le PNP n'existait pas à l'époque »<sup>41</sup>, mais il souligne que cette demande d'adhésion lui sera bénéfique après 1990<sup>42</sup>.

Pendant la période communiste, certains des anciens membres du PNP, la plupart d'anciens détenus politiques, essaieront non pas de faire revivre le parti, mais de se retrouver et de discuter librement de l'actualité politique, ce qui était vu par la Securitate comme une tentative effective pour réactiver une organisation partisane. Par exemple entre 1970 et 1975 au moins 15 des anciens membres du PNP seront enquêtés, dont l'un décédera<sup>43</sup>. Corneliu Coposu, qui était vu comme l'un des possibles leaders, est enquêté constamment après sa sortie de prison, il est parfois arrêté pour de courtes durées, la dernière fois pour trois jours à partir du 12 décembre 1989<sup>44</sup>.

Il y a donc une souffrance commune, mais aussi une certaine expérience et la création ou le maintien de réseaux, qui peuvent expliquer la réapparition du parti en 1990. En même temps, la Securitate connaît ces gens, leurs valeurs, les relations personnelles entre eux, la psychologie de chacun et, avant tout, peut utiliser la liste des noms de ceux qui avaient accepté de collaborer avec la police politique. Après 1990, les autorités de l'Etat utiliseront ces informations, qui faisaient des « partis historiques » des adversaires relativement prévisibles pour le pouvoir postcommuniste<sup>45</sup>.

---

<sup>41</sup> COPOSU, Corneliu. *Confesiuni...* cit. , p. 137.

<sup>42</sup> *Ibidem*.

<sup>43</sup> DIACONESCU, Ion. *Închisoarea, destinul generației noastre* [La prison, le destin de notre génération]. Bucarest : Nemira, 1998, p. 10.

<sup>44</sup> COPOSU, Corneliu. *Confesiuni...* cit. , p. 130.

<sup>45</sup> Il est probable que certains d'entre eux ont été soumis à des chantages quant à leur relation avec l'ancienne police politique. D'autre part est significatif le contenu de certains dossiers que le SRR avait voulu détruire à Berevoști. A ce propos voir *Dreptatea*, 25 mai 1991, p. 1.

D'autre part, cette mémoire de l'ancien PNP s'était préservée en exil. En ce sens, la réaction de Ion Rațiu, à la fin du mois de décembre 1989, quand il apprend la réorganisation par Corneliu Coposu du PNP, est significative :

Je vais militer dans le parti dans lequel je suis né, le parti de mes ancêtres.<sup>46</sup>

Ce fragment de journal intime montre une motivation de l'engagement dans ce parti, liée à des antécédents familiaux, ce qui est commun à une partie importante de ses leaders. Cette reconnaissance immédiate de la continuité est surtout le signe que la prétention de la formation politique apparue après 1989 de s'inscrire dans toute une tradition politique, et même de se l'arroger, correspond à des relations sociales et à une mémoire commune en dehors de laquelle on ne peut pas expliquer sa réussite initiale.

## **II.B. Après 1989, un parti nouveau qui s'inscrit dans une tradition ancienne.**

En 1990, le nouveau PNP apparaît comme un parti dirigé par d'anciens détenus politiques, dont l'identité ne réside pas avant tout dans l'évocation d'une certaine doctrine, mais dans l'affirmation de l'attachement à la mémoire de ses fondateurs historiques, Iuliu Maniu et Ion Mihalache, disparus dans les prisons du régime communiste. Dès 1990, les modalités de construction identitaire de ce nouveau parti, par l'accent mis sur la liaison avec l'ancien PNP, ont rencontré un écho favorable dans les milieux intellectuels et dans la presse critique à l'égard du FSN. Les associations civiques les plus actives, comme l'Alliance Civique, la Ligue des Etudiants, et des publications très influentes comme le journal *Romania Libera* et la revue 22, encouragent les efforts pour construire et crédibiliser une mythologie

---

<sup>46</sup> RAȚIU, Ion. *Note zilnice. Decembrie 1989-decembrie 1990* [Notes journalières, décembre 1989-décembre 1990]. Bucarest : Univers, 1999, p. 33.

partisane qui met le PNP au centre des traditions démocratiques roumaines<sup>47</sup>. L'attitude de ce milieu intellectuel et civique, favorable à la démarche du PNPCD, s'explique largement par la nécessité d'un véhicule politique pour le discours anticomuniste, notamment après l'échec de l'*apolitisme* du mouvement de la Place de l'Université<sup>48</sup>. D'autre part, les anciens protestataires de la Place de l'Université et leurs partisans avaient en commun avec le PNPCD non seulement l'anticommunisme, mais aussi d'autres types d'attitudes, comme le pro-occidentalisme et une critique morale de la réalité politique.

Le parti déclare avoir, dès janvier, 30 000 membres inscrits<sup>49</sup>, et son organe, *Dreptatea* est publié en 275 000 exemplaires environ<sup>50</sup>. Ce début prometteur est contrebalancé par la création d'une atmosphère très hostile à son égard, qui aboutira à des attaques répétées contre son siège central, le 29 janvier et surtout les 14-15 juin, quand *Dreptatea* reste sans siège et interrompt, pour quelques jours, son apparition, car les typographes refusent de l'imprimer.

Ces événements renforcent la mythologie du parti-victime, mais expliquent en même temps les difficultés organisationnelles et surtout le changement d'identité doctrinaire : d'un parti des paysans, de centre-gauche, le PNP postcommuniste est perçu comme étant situé à la droite de la droite ; c'est un parti urbain, qui défend la reconstitution des droits de propriété. Ainsi la construction identitaire du « parti historique », loin d'être dominée par la tentative de retrouver son ancien discours doctrinaire, est essentiellement le résultat d'une réponse au contexte de la Roumanie postcommuniste.

### 1). Le PNPCD, « parti historique »

Pour décrire le type d'identité que le PNPCD veut assumer, il est utile de commencer par une citation du futur président de la Roumanie, Emil

<sup>47</sup> Voir par exemple le supplément de 22 du 10 juillet 1996, « 1946-le début de la fin », fait en collaboration avec l'Académie Civique.

<sup>48</sup> Voir le chapitre suivant.

<sup>49</sup> COPOSU, Corneliu. *Confesiuni...*cit., p. 135.

<sup>50</sup> Le premier numéro de la nouvelle série de *Dreptatea* date du 5 février 1990.

Constantinescu<sup>51</sup>, qui voulait à l'époque s'assurer le soutien du parti pour sa candidature aux élections présidentielles :

A la différence de beaucoup d'autres formations politiques inscrites seulement au registre du tribunal, le Parti national paysan est inscrit dans les livres d'histoire.<sup>52</sup>

Ce texte résume ce que les membres du parti voulaient entendre. Le PNPCD, en tant que formation politique apparue après 1989, par sa prétention d'être le continuateur d'une formation politique ancienne, est un cas typique de « tradition inventée »<sup>53</sup>, « une réponse à une situation nouvelle qui prend la forme d'une référence à une situation ancienne »<sup>54</sup>. En même temps, cette caractérisation n'annule pas les arguments qui crédibilisent cette prétention, notamment les liens humains et doctrinaux avec l'ancien PNP. Ce qu'il faut analyser, ce sont les mécanismes de la réussite de cette revendication d'une certaine tradition et le poids que celle-ci a eu dans l'évolution du parti pendant les premières années de la transition.

D'abord il faut observer que le PNPCD est le seul parti roumain qui ait un véritable culte pour ceux qu'il considère comme ses fondateurs, Ion Mihalache et Iuliu Maniu. La personnalité de Iuliu Maniu donne une idée du type de héros que cultive le nouveau PNP : connu pour sa rigueur morale et son attachement à la démocratie plutôt que pour son efficacité politique, symbole de l'intransigeance, notamment envers les communistes, Maniu a l'image d'un véritable martyr. En plus, Corneliu Coposu se considère comme son héritier politique : dans la prison de

---

<sup>51</sup> Emil Constantinescu (né en 1939), devient en 1990 doyen de la Faculté de Géologie de l'Université de Bucarest, dont il est le recteur entre 1992 et 1996. Ancien membre du parti communiste après 1989 il est vice-président de l'Alliance Civique (1991-1992), recteur de l'Université de Bucarest (1992-1996), président de la CDR (26 novembre 1992-29 novembre 1996), candidat de la CDR aux élections présidentielles de 1992 (31,24% au premier tour et 38,57% au deuxième tour) et de 1996 (28,21% au premier tour et 54,42% au deuxième tour). Il est de novembre 1996 à décembre 2000 chef de l'Etat roumain.

<sup>52</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Puterea ca o datorie (le pouvoir comme une responsabilité), Discours au congrès du PNPCD, 19 janvier 1996. Emil CONSTANTINESCU. *Timpul dărârmării, timpul zidirii* [Le temps de la démolition, le temps de la construction], tome II, Bucarest : Universalia, 2002, p. 141-143, p. 141.

<sup>53</sup> Hobsbawm, Eric. *Op. cit.*, p. 1.

<sup>54</sup> Hobsbawm, Eric. *Op. cit.*, p. 2.



Sighet, Maniu lui aurait transmis « de ne pas laisser mourir le parti »<sup>55</sup>, en le faisant ainsi le légataire de son testament politique<sup>56</sup>.

Nous pouvons également interpréter le culte de Iuliu Maniu comme une modalité par laquelle son ancien secrétaire politique, Corneliu Coposu, veut apparaître comme son alter ego et conforter ainsi sa position de dirigeant du parti. D'ailleurs, ce culte de Iuliu Maniu préparera le culte de Corneliu Coposu lui-même, après la mort de celui-ci. Ainsi, après 1995, Corneliu Coposu remplacera Iuliu Maniu comme référence centrale parmi ceux qui appartenaient désormais au panthéon du parti<sup>57</sup>.

Mais ces observations, sur les possibles raisons tactiques des choix symboliques de cette formation politique, ne doivent pas nous empêcher d'observer que ce qui avait fait la différence, au début des années 1990, entre le PNPCd et les autres « partis historiques » c'était justement l'impression que Corneliu Coposu et d'autres dirigeants de ce parti avaient le sentiment d'accomplir une mission. Cette mission était liée à la survie même du parti, vu comme porteur d'un certain nombre de valeurs morales et politiques. De ce point de vue, l'anticommunisme du PNPCD n'est pas uniquement le résultat d'une interprétation du passé récent et d'un conflit traditionnel avec le parti communiste, mais doit confirmer l'attachement à ces valeurs.

En même temps, ce type d'approche allait de pair avec la conviction des dirigeants du parti que les Roumains accueilleraient spontanément bien l'annonce de la réapparition du PNP. Ion Diaconescu<sup>58</sup> se rappelle ce qu'il croyait en 1990 :

Je me faisais l'illusion qu'avec l'avènement de la liberté tout le pays va être avec nous.<sup>59</sup>

---

<sup>55</sup> COPOSU, Corneliu. *Confesiuni...*cit. , p. 97.

<sup>56</sup> *Ibidem*.

<sup>57</sup> Une représentation symbolique de cet imaginaire peut être vue dans la Place de la Révolution de Bucarest où le parti a, pendant la période 1996-2000, fait construire deux statues, un buste de Corneliu Coposu et, en face de lui, une statue de Iuliu Maniu.

<sup>58</sup> Ion Diaconescu (né en 1917), détenu politique (1947-64), président du PNPCD (1995-2000), président de la Chambre des députés (1996-2000), député du PNPCD (1990-2000).

<sup>59</sup> Ion DIACONESCU, 22, 7-13 juin 1992, p. 8.

Cette confiance initiale contribue à expliquer le mécanisme par lequel la nouvelle structure politique a polarisé l'opinion publique, les uns pariant sur l'existence d'une mémoire positive du « parti historique », les autres misant sur une persistance de la mémoire négative, qui ne cesse d'être attisée par le FSN.

La direction du PNPCD veut donc ressusciter et utiliser le souvenir de la période démocratique, des dernières élections gagnées par le PNP et de la répression totalitaire. La question d'un rapport direct, personnel, avec l'ancien PNP est tellement importante pour les dirigeants du nouveau parti, que même les plus jeunes mettent en avance leurs liaisons avec ce parti, en invoquant l'appartenance avant 1947 d'un membre de leur famille au PNP. Ainsi Corneliu Coposu était parent de Iuliu Maniu, et Ion Diaconescu évoque sa parenté avec Ion Mihalache ; en conséquence il peut déclarer : « Je suis dans ce parti depuis que je suis né »<sup>60</sup>. Quand on demande au premier ministre Victor Ciorbea<sup>61</sup> pourquoi il est entré dans le PNPCD, en 1996, il répond qu'il a eu :

Des motivations familiales. Deux grands-parents au PNP ; tous les deux ont été discriminés par les communistes.<sup>62</sup>

Vu la faiblesse du phénomène d'opposition ouverte au régime communiste, le fait d'invoquer la permanence d'une liaison avec l'un des « partis historiques » était après 1990 un moyen par lequel les tenants du discours anticomunistes justifiaient leur propre passé. Et cette interdépendance entre le rapport au passé communiste et la valorisation des traditions politiques des « partis historiques » explique la capacité de ces partis, surtout du PNPCD, d'être les principales forces politiques qui ont pu capitaliser les retombées de la critique anticomuniste qu'oppose au pouvoir en place la partie la plus civiquement active de la société<sup>63</sup>.

---

<sup>60</sup> *Ibidem*.

<sup>61</sup> Victor Ciorbea, né en 1954, ancien juge (1979-1984), procureur (1984-1988) et syndicaliste (1990-1996) il est élu maire de Bucarest en 1996, puis il devient Premier ministre (décembre 1996 avril 1998).

<sup>62</sup> Entretien avec Victor CIORBEA, *Romania libera*, 11 mars 1996.

<sup>63</sup> En ce sens il est significatif le fait que une partie importante de la presse culturelle est, pendant cette période, extrêmement politisée, ne soutenant aucun parti, mais étant caractérisés par un discours anticomuniste et critique à l'égard du FSN.

Au premier Congrès du PNPCD, le vice-président du parti, Ion Diaconescu, présente un « Rapport d'activité » qui recouvre la période écoulée depuis le dernier congrès du PNP, c'est à dire une période qui va de 1937 à 1991<sup>64</sup>. Cette volonté de faire une liaison directe entre passé et présent n'est pas seulement le résultat d'un effort pour préserver la logique de la continuité, c'est aussi le reflet de l'idée d'une permanence à travers le temps de la foi dans le parti, de ses anciens membres, foi dans des valeurs parmi lesquels se trouve le PNP lui-même. Le parti est vu comme une valeur en soi, d'autant plus que nombreux sont ceux qui se sont sacrifiés pour lui ; ainsi, pour Corneliu Coposu, le PNP :

...a, depuis 1947, continué son activité sans interruption, en fonctionnant dans la clandestinité, et a donné le plus grand nombre de martyrs pour la démocratie.<sup>65</sup>

Cette citation résume parfaitement la modalité par laquelle le parti postcommuniste non seulement récupère une tradition politique bien réelle, mais aussi se construit un passé pendant le communisme. Il faut donc bien départager ce qui est seulement l'interprétation d'une réalité historique difficilement contestable et ce qui est une reconstruction du passé. Parler de l'activité du Parti National Paysan pendant la période communiste, c'est donner au terme de « parti » une signification particulière. Cette signification peut être déduite du raisonnement par lequel, dans une brochure sur l'histoire du PNP, éditée par le PNPCD en 1994, on veut soutenir l'idée de la continuité du parti pendant la période communiste:

Qu'ont fait pendant cette période les membres du PNP ? Où étaient-ils ? Dans les prisons, dans les montagnes, dans les camps, dans les mines, au Canal. La plupart se sont sacrifiés sur l'autel de la liberté.<sup>66</sup>

---

<sup>64</sup> « PNP, le rapport d'activité », *Dreptatea*, 28 septembre 1991, p. 2-4.

<sup>65</sup> COPOSU, Corneliu. « L'évolution et le rôle des partis politiques en Roumanie, *Dreptatea*, 25 octobre 1991.

<sup>66</sup> PNPCD (éd.), *PNT. Scurt istoric* [PNP. Court historique], Bucarest : Gândirea românească, 1994, p. 57.

Ce qui suppose que le parti n'est pas une organisation avec une structure et un programme politique, mais la somme des anciens membres, qui ont été persécutés par le régime totalitaire. Ce n'est donc pas seulement la souffrance des leaders du PNPCD, anciens détenus politiques, qui doit être convertie en capital politique, mais aussi celle de tous les autres, une partie d'entre eux disparus ; le monopole de leur martyre peut être ainsi revendiqué par leur ancien parti, ou plus exactement par ceux qui veulent faire revivre ses anciens symboles.

On comprend donc ce qui pouvait apparaître de choquant dans cette instrumentalisation politique de la souffrance. D'autre part, c'est là que se trouve la clé même de la mission évoquée plus tôt, dont se sentent investis Corneliu Coposu et ses collègues. Cette mission part du sentiment que l'existence même de ce parti est un défi lancé à ceux qui ont voulu le détruire et qui le croyaient détruit et sans avenir en 1990. C'est ce défi que lance le vice-président du parti, Ion Diaconescu, quand il déclare : « Nous n'avons pas disparu en 1990, nous avons continué d'exister »<sup>67</sup>. A partir de cette vision, l'existence même du PNPCD démontrerait l'échec de la démarche totalitaire du PCR.

C'est là que se trouve aussi le problème théorique que pose tout parti « historique » : a-t-il disparu quand un pouvoir abusif l'a déclaré illégal et l'a dissous ? D'autre part, si existence clandestine il y a, quel est le degré minimum à partir duquel on peut parler d'une réelle continuité organisationnelle ? En fait, vu la nature du régime communiste en Roumanie, on ne peut vraiment parler de structures clandestines dans le cas d'aucun des « partis historiques ».

Si l'histoire postcommuniste des partis traditionnels, et surtout du PNPCD, témoigne de certaines formes de continuité, celles-ci se retrouvent surtout au niveau humain et à celui de la culture politique. La survie de l'idée même de l'existence du PNP, exemplifiée par la demande de 1987 d'adhésion à l'Internationale chrétienne-démocrate, donne à la question de la continuité une forme de réponse. La continuité existe uniquement à un niveau virtuel, après 1990 il y a une reconstitution de l'héritage politique.

---

<sup>67</sup> Ion DIACONESCU, 22, 7-13 juin 1992, p. 8.

En même temps, le faux historique sur lequel repose l'idée de continuité d'un PNP à travers la période communiste n'invalide pas complètement la prétention du PNPCD que son existence même est le signe d'un échec de la répression totalitaire. On a vu que non seulement une mémoire partisane avait survécu, mais aussi qu'avec elle s'était préservée l'idée d'une possible réactivation du parti. Or, cette idée était incompatible avec ce qui était probablement l'impression la plus communément répandue et en même temps la plus utile à l'ancien parti unique, celle de l'irréversibilité du régime communiste. En 1989, le PNP n'existait que dans la mémoire de certains, mais la mémoire d'un parti est un défi pour tout pouvoir totalitaire, elle contient la possibilité d'une organisation alternative au moment opportun. Le cas roumain est d'autant plus intéressant que, d'une part, le régime communiste de Roumanie est l'un des plus répressifs et que, d'autre part, il existe une tradition constitutionnelle et une forme de souvenir des anciens partis politiques. Le rôle de ces partis pendant le postcommunisme apparaît comme le résultat de l'incapacité de la censure à effacer le souvenir des institutions démocratiques.

Il est donc logique que ces partis sentent la réaction du FSN à leur apparition – réaction adaptée, certes, au nouveau contexte – comme le signe d'une continuité par rapport aux actions du régime communiste. D'ailleurs les violences que les « partis historiques », leurs sièges et leurs candidats subissent pendant la première moitié de 1990, viennent renforcer l'idée même de la continuité de ces partis à travers la période de dictature.

En même temps parler de continuité permet au PNPCD d'utiliser le raisonnement suivant : l'incapacité de l'ancien parti unique à briser une tradition politique prouve la supériorité de cette tradition par rapport à celle que le FSN essaie de perpétuer. Autrement dit, dans le sol roumain ce sont les « partis historiques » qui ont les racines les plus profondes et les plus résistantes. D'autre part, le PCR a exclu le PNP du jeu politique et, si avant 1989 les communistes ont dirigé le pays sans partage, leurs héritiers ne peuvent plus demander légitimement de diriger le processus de démocratisation.

Ce raisonnement, qui montre une des fonctions du discours du PNPCD sur le passé communiste, exige au moins une nuance. Pour l'exprimer, il faut reprendre les

trois caractéristiques qui ont défini, au début de 1990, le positionnement du PNPCD : l'opposition à l'interdiction du parti communiste, l'opposition à la transformation du CFSN en parti politique et, finalement, l'opposition faite à la participation aux élections des anciens membres de la nomenklatura et officiers de la Securitate.

En fait, ces attitudes, qui correspondent à trois moments successifs, montrent ce que le parti comprend par « le caractère profondément anticomuniste de la Roumanie »<sup>68</sup> ; ainsi, on n'interdit pas l'existence d'un parti avec une idéologie ouvertement communiste, car on a confiance que son rôle politique sera mineur. Mais l'apparition d'un parti comme le FSN, qui regroupe une partie de l'ancienne nomenklatura, est considéré comme une forme frauduleuse par laquelle l'ancienne élite du parti communiste veut se perpétuer au pouvoir.

De la sorte, d'une part, on demande au FSN de devenir en un certain sens un parti traditionnel, un parti qui reconnaisse et réclame ouvertement ses origines, et, comme une conséquence de l'image négative de l'ancien parti unique, de rester à jamais loin du pouvoir. D'autre part, le PNPCD et ses deux autres alliés de l'époque, se considèrent comme les seuls représentants légitimes des valeurs démocratiques, dépositaires non seulement d'une mémoire partisane, mais aussi et surtout de la tradition démocratique roumaine. En ce sens, la démocratisation ne peut pas résulter d'un PCR réformé qui ne dit pas son nom, mais seulement de ceux qui sont les dépositaires légitimes de la mémoire des institutions d'avant l'instauration du communisme, donc des valeurs démocratiques. En conséquence, dans la mesure où le FSN est vu comme héritier de l'ancien parti unique, les « partis historiques » utilisent la condamnation de la période totalitaire pour légitimer l'idée de la nécessité d'éliminer des institutions postcommunistes les membres de cette formation politique.

---

<sup>68</sup> La déclaration du PNPCd à l'occasion de l'anniversaire d'un an depuis la Révolution de Décembre, *Dreptatea*, 22 décembre 1990.

## 2). Définition de l'adversaire

En faisant de sa principale publication, *Dreptatea*, un « organe de lutte contre le communisme », selon une formule ancienne qui date de la deuxième moitié des années 1940, le PNPCD se situe, apparemment, en plein anachronisme. Pourtant, par l'intermédiaire de cette formule anachronique, le parti veut faire passer un message identitaire, veut souligner qu'il est un parti qui a une mission et que cette mission est historique, comme l'est le parti lui-même. En d'autres mots, le fait de préserver telle quelle l'ancienne mission du parti, qui date depuis plus de quarante ans, devait avoir comme effet la démonstration de l'identité même entre le PNP de Iuliu Maniu et le PNPCD de Corneliu Coposu.

En plus, cette identité et cette série d'anachronismes sont justifiées en essayant de formuler une description de la réalité dans des termes qui donnent toute son actualité à l'ancienne mission. C'est en ce sens qu'il faut interpréter l'équivalence du Front du Salut National avec l'ancien parti unique : pour *Dreptatea*, « le FSN, c'est le PCR »<sup>69</sup>. Le parti dirigé par Ion Iliescu est aussi accusé, par le futur sénateur Șerban Săndulescu, de « défier le caractère anticomuniste de la Révolution »<sup>70</sup>.

Pour montrer que le FSN est, en fait, le « Front du Salut de la Nomenklatura »<sup>71</sup>, l'organe du parti rappelle l'appartenance au premier rang de l'ancienne élite communiste de Ion Iliescu, Silviu Brucan ou Alexandru Bîrlădeanu, mais reprend également les biographies de ceux qui apparaissent comme de jeunes technocrates, promus par le pouvoir en place, pour montrer que eux aussi ont des liens avec l'ancien appareil du PCR. Ainsi on accuse le Premier ministre Petre Roman d'avoir fait partie des privilégiés de l'ancien régime<sup>72</sup> ; un autre dignitaire, Ioan Mircea Pașcu, est présenté dans ces termes :

---

<sup>69</sup> Formule habituelle pour le quotidien *Dreptatea*.

<sup>70</sup> *Dreptatea*, 4 avril 1990.

<sup>71</sup> *Dreptatea*, 5 avril 1990.

<sup>72</sup> *Dreptatea*, 7 février 1990.

Filleul d'un procureur, activiste PCR, il a enseigné à l'Ecole du Parti, spécialiste des problèmes de l'armement ; nous pouvons nous passer de commentaires.<sup>73</sup>

Ce type de caractérisation suppose la complicité avec un lecteur partiellement initié, un lecteur qui est ainsi membre d'un « Nous », les non-communistes, qui s'oppose à « Eux », ceux qui ont des parents dans l'appareil de l'Etat, « Eux » les activistes de l'ancien parti unique, etc. Finalement le PNPCD, en tant que parti-martyr, se veut le représentant de tous ceux qui n'avaient pas fait partie d'« Eux », les privilégiés du régime déchu.

Pourtant, ce rapport *Nous* vs *Eux* n'est pas vu, avant tout, comme un conflit entre des personnes, mais surtout entre ce qu'on considère comme des mentalités divergentes. Ainsi dans un programme du parti on souligne le fait que :

En ce qui concerne l'appareil de l'Etat et l'administration, les hommes en place sont les mêmes, mais surtout ont les mêmes mentalités, celles d'avant la Révolution.<sup>74</sup>

Et Adrian Marino avertit dans *Dreptatea* que « la pensée communiste n'est pas morte »<sup>75</sup> et que ses porteurs se trouvent dans les rangs du FSN. Il s'agit donc d'un raisonnement qui part de la popularité du FSN et qui, en saisissant certaines similitudes entre celui-ci et l'ancien parti unique, conclut que cette popularité s'explique par la persistance de la mentalité communiste, ce qui constituerait un cercle vicieux permettant la mise en cause du processus de démocratisation. Il faudrait donc mener un combat à la fois politique et culturel, et même si les intellectuels publiquement connus sont peu nombreux à signer dans des publications partisans, leurs messages se rapprochent de celui du PNPCD.

D'autre part, le discours qui se concentre sur la question des mentalités met en doute le radicalisme de l'anticommunisme du parti de Corneliu Coposu, car

<sup>73</sup> *Dreptatea*, 4 avril 1990.

<sup>74</sup> « Manifestul PNTCD-doctrina si politica PNTCD » [Le manifeste du PNPCD-la doctrine et la politique du PNPCD], *Dreptatea*, 2 octobre 1991, p. 4.

<sup>75</sup> MARINO, Adrian, « Gândirea comunistă nu a murit încă » [La pensée communiste n'est pas morte], *Dreptatea*, 12 février 1990, p. 1.



chacun a la chance de changer d'opinions. Ainsi s'explique le fait que Ion Iliescu lui-même avait reçu, en janvier 1990, de la part de Corneliu Coposu, la proposition d'être le candidat de son parti aux futures élections présidentielles<sup>76</sup>. D'ailleurs, même le fait que le PNPCD soutiendra Emil Constantinescu<sup>77</sup> comme candidat de la CDR en 1992 montre les limites de la logique de la décommunisation envisagée par cette formation politique.

### **II.C. Le rapport du PNPCD au passé communiste**

Il faut d'abord observer que le discours sur la période communiste du PNPCD se distingue de celui des autres partis roumains par sa clarté et sa constance. Cette clarté s'explique par la posture à partir de laquelle le parti veut se rapporter à ce passé, et qui est celle de la victime : le Parti National Paysan étant un « parti martyr »<sup>78</sup> du communisme, il voit le passé totalitaire comme une période d'occupation :

L'idéologie marxiste, antichrétienne, et antinationale [...] a été imposée à la Roumanie en 1945 par la force brutale de l'Armée Rouge.<sup>79</sup>

En conséquence, la souffrance du parti se confond avec celle de tout le pays. En plus, le parti traditionnel peut invoquer « le caractère profondément anticomuniste de la Roumanie »<sup>80</sup> non seulement pour expliquer son propre anticomunisme, mais aussi pour apparaître comme certain de son futur succès. D'ailleurs, l'adversaire d'après 1989 ne peut pas être un compétiteur légitime dans un cadre démocratique car, selon le président du PNPCD :

---

<sup>76</sup> ILIESCU, Ion. *Marele șoc din finalul unui secol scurt* [Le grand choc de la fin d'un siècle court]. Dialogue avec Vladimir TISMANEANU. Bucarest : Editura Enciclopedică, p. 111.

<sup>77</sup> Membre du comité du PCR de l'Université de Bucarest.

<sup>78</sup> GRIGURCU, Gheorghe, « Un partid martir » [Un parti martyr], *Dreptatea*, 10 février 1990, p. 1.

<sup>79</sup> La déclaration du PNPCD à l'occasion de l'anniversaire d'un an depuis la Révolution de Décembre, *Dreptatea*, 22 décembre 1990.

<sup>80</sup> *Ibidem*.

Nous ne recevons pas de leçons de démocratie de la part d'un groupe de nomenklaturistes qui ont servi la dictature.<sup>81</sup>

En plus, le principal texte programmatique et doctrinaire du parti, adopté au Congrès de septembre 1991, prévoit que :

Les échelons inférieurs de l'ancien appareil communiste, avec certaines rotations des cadres, demeurent à la commande politique et administrative du pays et constituent le principal élément qui empêche son évolution.<sup>82</sup>

Le PNPCD fait donc du rapport au passé communiste la principale caractéristique de son identité politique ; comme l'appel à sa propre tradition politique n'est pas suffisant, laissant supposer qu'il est le représentant d'une partie seulement des citoyens, le fait de s'identifier avec la souffrance des Roumains dans leur ensemble élargit considérablement le cercle de ceux qu'on déclare représenter. En même temps, le PNPCD interprète cette période exclusivement par l'intermédiaire de sa propre tradition politique : ainsi la période communiste n'est qu'un accident de parcours dans l'histoire de la Roumanie, pendant laquelle « notre pays a subi un processus d'involution »<sup>83</sup>. En conséquence, la solution ne peut être que le retour à l'histoire interrompue au moment de l'instauration du régime totalitaire ; le programme du parti de 1991 prévoit expressément « la restauration de la démocratie et de la justice en Roumanie »<sup>84</sup>. Cette restauration est demandée à partir des positions d'un parti qui ne reconnaît ni la légitimité, ni la légalité du régime communiste :

Nous avons demandé et nous demandons toujours qu'on abroge toutes les illégalités de la période communiste. Nous considérons comme nulle et non avenue l'abdication de Sa Majesté le Roi Michel et nous

---

<sup>81</sup> *Dreptatea*, 21 mai 1991).

<sup>82</sup> « Manifestul PNTCD-doctrina si politica PNTCD » (Le manifeste du PNPCD-la doctrine et la politique du PNPCD), *Dreptatea*, 2 octobre 1991, p. 4.

<sup>83</sup> COPOSU, Corneliu, Discours au premier congrès du PNPCD, *Dreptatea*, 28 septembre 1991.

<sup>84</sup> Le programme du PNPCD, *Dreptatea*, 2 octobre 1991, p. 2.

demandons la restitution intégrale de tous les droits et des biens confisqués par le pouvoir communiste.<sup>85</sup>

Ainsi le PNPCD se présente comme un parti qui refuse d'accepter la pérennité des conséquences de l'existence même du régime communiste ; il veut être le parti de la rupture, en faveur d'une autre continuité, avec le passé pré-communiste, d'où l'appel à la personne du roi exilé. A l'aide de la rhétorique de la restauration, le PNPCD veut donner un contenu positif à son anticommunisme. Ainsi l'urgence de la rupture avec le régime récemment déchu est complétée avec une autre urgence, celle de récupérer ce qui n'est pas encore perdu du passé d'avant l'instauration du régime communiste, d'un passé vu comme démocratique. C'est en tenant compte de cette double priorité du programme du principal « parti historique » qu'il faut comprendre l'appel de Corneliu Coposu pendant une manifestation à Timișoara :

N'oubliez pas l'impératif du moment : à bas le communisme !<sup>86</sup>

En 1991, la question du communisme apparaît pour le PNPCD comme une priorité ; elle l'est après 1989 parce que, au fond, on considère que l'adversaire est le même qu'en 1946, le même qu'avant 1989. A la propre continuité partisane correspond donc la continuité, même si non reconnue, de l'ancien parti unique. Parler du FSN comme d'un parti néo-communiste, ou dirigé par des communistes, réaffirme le PNPCD lui-même en tant que parti traditionnel. En plus, le communisme étant vu comme compromis et sans avenir, la prétention du PNPCD d'avoir un avenir politique prometteur trouve sa source justement dans cette inexistence d'un avenir pour son ennemi politique.

D'autre part, le rapport au passé récent est marqué par la peur qu'inspire encore la survivance des structures de l'ancienne police politique. Dans le programme du parti de 1991, une attention particulière est accordée au chapitre « Défense nationale, police, SRR », qui prévoit « d'écarter les cadres corrompus de

---

<sup>85</sup> COPOSU, Corneliu, *Dreptatea*, 21 mai 1991.

<sup>86</sup> *Dreptatea*, 11 juin 1991.

l'ancienne Securitate »<sup>87</sup>. La découverte d'un endroit, à Berevoiești, qui prouve que le Service Roumain de Renseignements avait surveillé, du moins en 1990, les « partis historiques », actualise le spectre de l'action de la Securitate<sup>88</sup>. L'importance politique du discours anticomuniste sera donc renforcée par la suspicion envers l'influence des services secrets, notamment envers les partis d'opposition.

Le point huit de la Proclamation de Timișoara, comme l'ensemble du texte<sup>89</sup>, définit clairement la catégorie des coupables : les activistes communistes et les officiers de la Securitate. Cette définition est plus importante que l'interdiction effective de leur candidature aux élections, car le texte montre implicitement que certains dirigeants du FSN, dont Ion Iliescu, font partie de la catégorie des coupables. La Proclamation confirme l'attitude du PNPCD envers le FSN qui, dans cette logique, est caractérisé par son soutien aux coupables désignés par ce texte.

Désormais la lustration apparaît comme secondaire par rapport à cette double fixation de la frontière entre coupables et victimes, et de celle entre les représentants politiques des uns et des autres. D'ailleurs, tout au long des dix premières années de la transition, notamment entre 1996 et 2000, le rapport au passé du PNPCD sera dominé par l'appel à la nécessité d'un procès du communisme, de la connaissance de la vérité sur ce passé, ce qui aboutira à la loi de sur la condamnation de la Securitate comme police politique, aux dépens de la logique de la lustration. Si le PNPCD annonce, en 1990, qu'il est le parti de la décommunisation, il le sera plus au niveau discursif et idéologique, qu'au niveau des politiques concrètes qu'il soutient.

### **1). Le rapport aux anciens membres du PCR**

Le rapport du PNPCD – plus précisément du groupe fondateur duquel font partie en grande majorité d'anciens détenus politiques – avec les anciens membres du PCR est caractéristique de la façon dont le parti pense son rapport au passé

<sup>87</sup> Le programme du PNPCD, *Dreptatea*, 2 octobre 1991, p. 2.

<sup>88</sup> *Dreptatea*, 25 mai 1991.

<sup>89</sup> Voir le texte intégral dans l'Annexe, p. 5-13.

récent. En janvier 1990, quand, après la manifestation du 12 janvier, le CFSN met le PCR hors la loi, le président du PNPCD, Corneliu Coposu, s'oppose à cette interdiction, considérant qu'il faut laisser l'électorat sanctionner lui-même un éventuel parti communiste<sup>90</sup>. Quelques jours plus tard, Corneliu Coposu propose à Ion Iliescu, selon celui-ci, de se présenter aux élections présidentielles comme candidat du PNPCD, mais Ion Iliescu décline l'offre et transforme le FSN en formation politique<sup>91</sup>.

La radicalisation du discours anticomuniste du PNPCD se fait au début de 1990, comme une réponse à l'annonce de la participation du FSN aux futures élections parlementaires. La période la plus importante commence précisément à la fin du mois de janvier, quand, au moment des protestations contre la transformation du Front du Salut National en parti politique, celui-ci organise des contre-manifestations le 28 et 29 janvier, qui culmineront par l'attaque du siège du PNP. Corneliu Coposu sera sauvé de la foule furieuse par le premier ministre Petre Roman, qui l'introduit dans un véhicule blindé, tout en annonçant qu'« Ils se sont démasqués »<sup>92</sup>, selon la logique « Ils », les « partis historiques », vs « Nous », le peuple.

Cette scène a non seulement une lourde signification symbolique, mais surtout constitue un point d'inflexion dans l'entière attitude du parti par rapport à la fois au FSN et aux anciens communistes. Désormais, le FSN sera vu comme l'héritier direct de l'ancien parti unique, et le PNPCD essaiera de promouvoir une loi électorale restrictive par rapport aux anciens activistes du Parti Communiste. Dans un entretien publié par la revue 22, à la fin du mois de janvier 1990, le président du PNPCD considère que l'ancienne police politique est le principal obstacle contre la démocratisation du pays et déclare que « la Securitate continue de nous harceler »<sup>93</sup>. Dans le même entretien, Corneliu Coposu confirme son opposition à l'idée d'interdire le parti communiste, mais considère comme inopportune la présence sur

<sup>90</sup> 22, 27 janvier-3 février 1990.

<sup>91</sup> ILIESCU, Ion. *Marele șoc...cit.*, p. 111

<sup>92</sup> Pour une présentation de ce moment voir STEFANESCU, Domnița. *Op. cit.*, p. 49-50.

<sup>93</sup> 22, 27 janvier-3 février 1990, p. 18.

les listes électorales de ceux qui sont suspectés de « collaboration nocive avec la dictature »<sup>94</sup>. Ion Diaconescu, à l'époque vice-président du parti, se souvient que :

Au début nous n'avons pas laissé entrer dans le parti d'anciens membres du PCR, ensuite nous les avons laissés.<sup>95</sup>

Cette tentation initiale était compréhensible pour un parti qui se voulait le continuateur direct d'un PNP. Pourtant la déclaration de Ion Diaconescu semble plutôt essayer d'excuser non pas une évolution dans le sens d'une dé-radicalisation de l'anticommunisme de son parti, mais la contradiction flagrante entre, d'une part, la radicalisation du discours du parti par rapport au régime communiste et, d'autre part, sa politique de cadres.

Ainsi, parmi les hommes promus dès l'apparition du parti sur la scène publique se trouve Liviu Petrina, qui occupe en 1990 le poste très important de secrétaire général du parti et qui est l'un des trois représentants du parti au Conseil Provisoire d'Union Nationale. Liviu Petrina est accusé d'avoir appartenu à l'ancienne police politique, compte tenu de son ancien poste dans la diplomatie ; il se défend en reconnaissant avoir travaillé au Ministère des Affaires Etrangères, mais suggère qu'il a fait des gestes de dissidence, à cause desquels il a été licencié. En plus, il précise qu'il n'a été qu'un simple membre du PCR et que le PNPCD :

A reçu dans ses rangs les anciens communistes honnêtes ; nous luttons contre le communisme en tant que doctrine.<sup>96</sup>

D'ailleurs parmi les plus jeunes promus par le parti vont se retrouver Ulm Spineanu et Mircea Ciumara, eux aussi avec un passé semblable à celui de Liviu Petrina, c'est-à-dire provenant des zones marginales de l'ancien système, mais n'étant pas complètement en-dehors de celui-ci.

---

<sup>94</sup> *Ibidem*.

<sup>95</sup> Ion DIACONESCU, entretien. 22, 7-13 juin 1992, p. 8.

<sup>96</sup> Liviu PETRINA, entretien, *Dreptatea*, 6 avril 1990.

Le PNPCd ne se veut donc pas le parti de ceux qui n'ont pas été membres de l'ancien parti unique ; pourtant, le statut du parti prévoit une restriction qui l'individualise parmi les principales forces politiques:

Ne peuvent être membres du PNPCd ceux qui ont détenu des fonctions, des dignités et des responsabilités dans le Parti Communiste Roumain, ceux qui ont fait partie de la nomenklatura en tant que membres du CPEX et du CC, membres suppléants, premiers secrétaires et secrétaires de parti de département, membres des comités de révision, instructeurs du parti, chefs des sections du CC. Les anciens ministres et ministres adjoints du temps de la dictature communiste et les membres de l'Assemblée Nationale du régime communiste ne peuvent être reçus dans notre parti avant 1995. Ne peuvent être reçus avant 1995 ceux qui ont travaillé au Département de la Sécurité de l'Etat, les officiers et sous-officiers actifs, ni les membres du réseau d'informateurs.<sup>97</sup>

La distinction entre ceux qui peuvent et ceux qui ne peuvent pas être membres du parti est à l'image de la frontière symbolique entre ceux qui sont désignés comme responsables du règne du parti communiste et les victimes de l'ancien régime.

Le Parti National Libéral adoptera une attitude similaire ; dans l'« Appel du PNL adressé aux anciens membres du PCR »<sup>98</sup>, le parti rassure ceux-ci sur la signification du point 8 de la Proclamation de la Timișoara, en soulignant qu'il ne concerne que ceux qui ont eu d'importantes responsabilités avant 1989<sup>99</sup>. En fait, le PNL, comme le PNPCD, ne peut pas ignorer les anciens membres du parti unique ; en ce sens, une lettre ouverte publiée par l'organe du parti, *Viitorul*, précise implicitement la position des libéraux par rapport à cette catégorie de personnes :

Je suis un des 3,8 millions de cotisants du PCR et je suis décidé de prendre part à l'enterrement du communisme. Le communisme en Roumanie doit être enterré, mais seulement le communisme, et non pas ceux qui ont travaillé sous les communistes et pour les communistes.

---

<sup>97</sup> Statut du PNPCd, *Dreptatea*, 18 avril 1990, p.3.

<sup>98</sup> *Viitorul*, 11 mai 1990,

<sup>99</sup> *Ibidem*.

Nous ne réussiront à enterrer le communisme qu'avec l'aide de la majorité des 3,8 millions de cotisants du PCR.<sup>100</sup>

Le statut du PNPCD contient une précision qui montre l'importance de cette question pour la constitution du parti :

Les citoyens qui ne peuvent pas être reçus dans le parti ne sont pas considérés comme déchus de leurs droits humains, civiques et personnels. L'éventuelle culpabilité sera établie individuellement par la justice.<sup>101</sup>

Ainsi le parti dirigé par Corneliu Coposu veut montrer qu'il n'envisage aucune chasse aux sorcières, comme on le lui reprochait. Mais, en fait, au moment même où le statut est adopté, en avril 1990, le parti de Corneliu Coposu se veut le champion de la campagne en faveur du point 8 de la Proclamation de Timișoara<sup>102</sup>. Point qui justement prévoit la suspension pour la catégorie des anciens activistes du PCR du droit de participer aux futures élections. Cette contradiction en dit long sur les hésitations et les difficultés qu'a le parti à définir une position envers les membres de l'ancien système. Ce manque de cohérence est d'autant plus significatif que les deux positions contradictoires, celle du statut et le soutien de la Proclamation de Timișoara, sont parfaitement synchrones.

Le quotidien *Dreptatea* participe à la mobilisation en la faveur de la collecte de signatures en faveur de la Proclamation : « A la rédaction de *Dreptatea* on peut signer la Proclamation de Timișoara »<sup>103</sup>, et cette mobilisation se concentre sur l'importance du point 8. D'autre part, comme le texte de ce point de la Proclamation était plus général et restrictif que ce que prévoit le statut du parti, on pouvait théoriquement arriver à la situation absurde d'accepter comme membres du parti des personnes auxquelles le PNPCD refusait d'accorder le droit de participer aux

<sup>100</sup> VIDA, Dumitru, Lettre ouverte aux dirigeants du PNL, *Viitorul*, 19 avril 1990.

<sup>101</sup> Statut du PNPCd, *Dreptatea*, 18 avril 1990.

<sup>102</sup> Voir le texte du point 8 dans l'Annexe.

<sup>103</sup> *Dreptatea*, 10 et 12 avril 1990.



élections<sup>104</sup>. Cette situation témoigne de la difficulté à convertir la rhétorique anticomuniste en décisions effective.

En fait, avant le début des manifestations de la Place de l'Université du 22 avril, le PNPCD se voulait déjà le principal soutien politique et public de cette Proclamation. La collection du quotidien *Dreptatea* de l'époque montre que cette antériorité permettra ensuite d'essayer de confisquer le mouvement de la Place de l'Université au profit du parti. Tout au long des démonstrations, *Dreptatea* présente de façon élogieuse les participants, les encourage, finalement essaie de montrer que leurs buts sont identiques à ceux du parti dirigé par Corneliu Coposu<sup>105</sup>.

Dans cet effort pour créer une confusion entre le message du mouvement de la Place de l'Université, dont les participants veulent expressément se délimiter de toute politique partisane, et celui du « parti historique », s'inscrit la décision du PNPCd, deux semaines avant les élections, d'« adhérer à la Proclamation de Timișoara »<sup>106</sup>. Ainsi le parti fait sien le programme des manifestants *apolitiques* de la Place de l'Université et apparaît comme le principal représentant des anticomunistes.

Ce moment des manifestations de la Place de l'Université est très important pour l'évolution du parti car il permet, par l'intermédiaire du mouvement de la Place de l'Université, de revendiquer une nouvelle forme de légitimation sociale. Désormais son identité ne se limite plus à l'appel à une tradition pré-communiste ou à la résistance contre le communisme, mais contient aussi une dimension dans le présent, car il représente le plus important mouvement social de l'époque. Le PNPCD devient donc le parti de ceux qui se révoltent contre les anciens communistes et pour « la continuation de la révolution »<sup>107</sup>.

En 1991, au moment de l'apparition d'une formation politiques qui se réclame du PCR, le Parti Socialiste du Travail, dirigé par l'ancien Premier ministre

---

<sup>104</sup> C'est le cas des membres de l'appareil du PCR, qui ne sont pas mentionnés dans la restriction du Statut du PNPCd.

<sup>105</sup> Sur la première page de l'organe du PNPCd sont présents presque chaque jour des photos de la manifestation de la Place de l'Université pendant le déroulement de celle-ci, notamment avant le jour des élections, voir *Dreptatea* du 17, 18, 19 mai 1990.

<sup>106</sup> *Dreptatea*, 10 mai 1990.

<sup>107</sup> Un des principaux slogans de la Place de l'Université.

Ilie Verdeț, le PNPCD demande l'interdiction de ce parti « conspiratif »<sup>108</sup>, car « la place des anciens dignitaires est sur le banc des accusés »<sup>109</sup>. En même temps, cette réaction montre que pour le « parti historique » le FSN n'était pas exactement un PCR masqué.

Pourtant Corneliu Coposu, après les élections du 20 mai, sera moins ferme dans le soutien de la lustration, car « l'anticommunisme déclaré de notre parti ne veut pas dire la lutte contre les communistes, mais contre le communisme »<sup>110</sup>. En conclusion le parti doit exclure « seulement les coupables [...] y compris ceux qui ont fait partie des structures de répression »<sup>111</sup>, affirmation qui devait rassurer la majorité de ceux qui étaient visés par le point 8. D'ailleurs, pour le président du PNPCd, « ce n'est pas la condamnation d'individus qui est importante, mais la condamnation de certaines idées »<sup>112</sup> ; en plus, il met en doute l'intérêt même pour la société roumaine de condamner juridiquement les « criminels notoires Nicolski et Drăghici »<sup>113</sup>. Cette attitude ne semble pas être embrassée par la majorité des dirigeants du parti, mais elle est significative dans ce sens que l'anticommunisme du PNPCD ne vise pas prioritairement la condamnation juridique des anciens responsables, mais une condamnation publique qui contribuerait à la prise du pouvoir politique par les anciennes victimes, qu'il prétend représenter.

Ces différentes facettes du rapport du PNPCD aux ex-communistes ne peuvent être comprises que par la prise en compte de l'influence de son dirigeant et de l'écart entre l'image publique qu'avait à l'époque Corneliu Coposu, de radical anticommuniste qui voulait la revanche, et son attitude effective, bien plus modérée. En ce sens, le président du PNPCD tend à faire une analyse éthique des conséquences de la dictature communiste ; pour lui :

---

<sup>108</sup> La déclaration du PNPCd par rapport « à la ressuscitation masquée de l'ancien PCR », *Dreptatea*, 22 novembre 1990.

<sup>109</sup> *Ibidem*.

<sup>110</sup> COPOSU, Corneliu, « Noi și comuniștii » [Nous et les communistes], *Dreptatea*, 12 août 1990, p. 1.

<sup>111</sup> *Ibidem*.

<sup>112</sup> COPOSU, Corneliu. *Confesiuni* ...cit., p. 119.

<sup>113</sup> *Ibidem*.

Le plus grand crime du communisme est l'instauration du complexe de la mauvaise foi, du mensonge, du double discours.<sup>114</sup>

Sur la base de ce type d'analyse il apparaît comme logique que le parti ne s'oriente pas contre les anciens membres du PCR, mais attend de leur part une forme de conversion, une reconnaissance de leurs fautes, qui, au fond, ne peut se faire que s'ils soutiennent le PNPCD. C'est en ce sens que s'exprime la position officielle du parti par rapport aux anciens communistes:

Nous luttons pour vaincre l'inertie sociale et pour dépasser la peur de la nouveauté et du changement. Nous luttons contre le communisme et contre l'assujettissement des esprits, nous luttons pour la libération des anciens communistes du sentiment de culpabilité et nous les appelons à participer honnêtement à la reconstruction morale et matérielle du pays.<sup>115</sup>

De cette manière, le PNPCD fait directement appel aux anciens membres du PCR qui veulent se convertir aux valeurs démocratiques, donc aux valeurs dont le parti se considère comme le plus éminent défenseur. C'est ainsi qu'il faut comprendre le soutien sans réserves que le parti accorde à Emil Constantinescu comme candidat aux élections présidentielles de 1992, en dépit des fonctions, il est vrai mineures, qu'avait remplies celui-ci au niveau de l'organisation du PCR de l'Université de Bucarest. Le PNPCD aura la même attitude dans le choix de ses ministres après les élections de 1996. En somme, le parti ne fait pratiquement aucune distinction entre les anciens membres du PCR et les autres ; la distinction existe surtout entre les membres du PNP d'avant 1947, d'habitude d'anciens prisonniers politiques, et ceux qui entrent dans le parti après 1990.

Le critère de l'ancienneté apparaît donc comme central ; cette ancienneté est calculée à partir de l'inscription dans le PNP traditionnel, ce qui donne aux membres anciens une avance de plus de 40 ans par rapports à ceux qui s'inscrivent dans le parti à partir de 1990. Mais, comme l'âge empêche la majorité des anciens

---

<sup>114</sup> *Ibidem*, p. 126.

<sup>115</sup> PNPCD (éd.). *PNT. Scurt istoric* (PNP. Court historique), Bucarest : Gândirea românească, 1994, p. 60.

détenus politiques de prétendre à des postes ministériels<sup>116</sup>, le PNPCD promouvra dans les structures du pouvoir une autre génération, dont une grande partie était constituée d'anciens membres du PCR. En même temps, cette génération n'aura pas accès aux principaux postes de direction du parti, qui reste, jusqu'en 2001, dirigé essentiellement par ceux qui avaient appartenu au PNP. Cette distribution des rôles compliquera les relations entre le parti et ses ministres et rendra extrêmement difficile la succession à la tête du parti en 2000-2001, quand les uns étaient trop vieux et les autres avaient une image érodée par l'exercice du pouvoir.

D'autre part, cette même distribution des rôles a eu, au début des années 1990, l'effet de dédramatiser le conflit entre ex-communistes et victimes du communisme, le PNPCD pouvant légitimement orienter le conflit symbolique entre, d'une part, les anciens membres de la nomenklatura et, d'autre part, les opposants à une reconstitution de l'ancien parti unique. Au niveau de ce conflit, converti en véritable clivage politique, la notion d'ex-communiste n'a pas de sens puisque d'anciens membres du PCR se retrouvent dans tous les partis. Sont en revanche importantes les fonctions détenues avant 1989 et l'attitude envers le passé. Pour conclure, le PNPCD apparaît comme ouvert à ceux qui acceptent sa vue du passé récent et son opposition au parti de Ion Iliescu, conditions suffisantes pour être admis dans le parti et même promu dans des fonctions publiques au niveau local ou national.

Le passé personnel prend un grand poids quand se pose la question de la promotion dans les structures de direction du parti lui-même. Le contrôle de ces structures par le groupe des anciens détenus politiques sera important pour le caractère incontestable de parti anticomuniste du PNPCD. D'autre part, cette politique de cadres ne répondra que symboliquement et temporairement aux questions sur la biographie des dirigeants anticomunistes. Quand, à la fin de l'an 2000, le CNEAS<sup>117</sup>, publiera une liste des candidats de ce parti qui avaient été des informateurs de la Securitate, toute cette construction symbolique s'effondrera.

---

<sup>116</sup> La principale exception est Gavril Dejeu (né en 1932), ministre de l'Intérieur (décembre 1996-décembre 1997, décembre 1998-janvier 1999), député PNPCD (1992-2000).

<sup>117</sup> Le Conseil National d'Etude des Archives de la Securitate qui fonctionne depuis 2000.

## 2). Anticommunisme et traditions nationales

L'appel que fait le parti de Corneliu Coposu à la tradition du PNP contient, comme on l'a vu, l'invocation de la tradition familiale<sup>118</sup> ; d'autre part, au nationalisme de l'ancien PNP se substitue le discours royaliste, de soutien au roi Michel. Cette tentation monarchique du PNPCD s'inscrit dans la logique du discours sur le passé communiste : le retour de l'ancien souverain doit garantir la fin définitive du communisme et une sorte de revanche historique de l'ancienne Roumanie.

En plus, le roi Michel est vu comme un pont vers l'Occident, vivant en Occident, ayant des liens avec les autres familles royales ; il peut donc rebrancher le pays à ses anciens modèles politiques européens. Ce niveau externe l'emporte dans les espérances de ceux qui soutiennent le retour de l'ancien roi et qui, dans la politique interne, évoquent un roi-arbitre. Le PNPCD apparaît comme attaché uniquement à la dimension symbolique de l'institution monarchique, à ce que représente le roi Michel, et non à son éventuel rôle politique<sup>119</sup>.

L'anticommunisme dans le contexte roumain implique une lecture de l'histoire dans laquelle le dernier chef de l'Etat d'avant l'instauration du régime communiste devrait occuper une place symbolique centrale ; or, comme le roi Michel est vivant, sa place est celle de chef de l'Etat. Mais son retour est souhaité non pas pour qu'il dirige le pays, mais pour marquer la rupture avec la période communiste<sup>120</sup>. La carrière de ce symbole montre dans quelle mesure l'anticommunisme se construit après la chute du régime : en décembre 1989 et en 1990, on ne le réclame pas, rien n'annonce la place importante qu'il prendra dans le discours des partis politiques ; en 1992, sa visite a des conséquences politiques considérables : l'image de la foule qui envahit les rues de Bucarest renforce le

---

<sup>118</sup> Par exemple le ministre de l'agriculture du PNPCD (1998-2000), Ioan Avram Mureșan, à une question sur ses motivations pour rentrer dans le PNPCD, répond que ses grands parents lui ont raconté l'histoire du parti, *Dreptatea*, n° 74, mai 1995, p. 16. Une motivation similaire qu'invoque le Premier ministre Victor Ciorbea. A ce propos PAVEL Dan, HUIU Iulia. *Op. cit.*, p. 239.

<sup>119</sup> Doina Cornea va reprocher au PNPCD et à Corneliu Coposu une forme d'usage politique du roi Michel, voir CORNEA, Doina. *La face cachée des choses 1990-1999*, dialogues avec Rodica PALADE. Paris : Editions du Félin, 2000, p. 86.

<sup>120</sup> Le projet de Constitution proposé par le PNPCd prévoit que la forme de gouvernement s'établit par plébiscite. *Dreptatea*, 10 novembre 1990, p. 3.

clivage par rapport au passé. Pour les uns, le projet monarchique devient réalisable et avouable. Les autres parleront du danger monarchique, qui rendait crédible l'image du PNPCD, de la CDR en général, comme partisans d'une vaste restauration politique, économique et sociale.

C'est la présence aux premiers rangs des principaux partis d'oppositions des anciens détenus politiques des années cinquante – catégorie attachées au système politique pré-communiste – qui contribue à expliquer le fait que l'anticommunisme en Roumanie est indissociablement lié à une opinion favorable sur la période d'avant 1947. Cette attitude s'est renforcée au début des années quatre-vingt-dix, à partir de la relative popularité de l'ancien roi. Cet attachement aux traditions démocratiques du pays s'exprime par la volonté de revenir à la Constitution de 1923, déclarée par le PNPCD<sup>121</sup>, mais aussi par le PNL ; ainsi, un des dirigeants libéraux, Dan Amedeu Lăzărescu<sup>122</sup>, est parmi ceux qui, dans l'Assemblée Constituante, souligne la nécessité de « faire un pont avec le passé pré-communiste »<sup>123</sup>.

En fait, les « partis historiques » soutiennent l'idée de continuité pour montrer que la démocratisation peut être vue comme plus qu'une simple importation d'institutions occidentales, comme le suggère à l'époque l'argument avancée par Ion Iliescu en la faveur d'une démocratie originale. D'autre part, dans les « Principes de base du programme du PNPCd »<sup>124</sup> de 1990, on précise :

Le développement des relations avec tous les Etats du monde,  
mais avant tout avec les peuples d'Europe, en vue de la création de la  
Maison Commune Européenne.<sup>125</sup>

---

<sup>121</sup> Le PNPCd soutien le retour de la Constitution de 1923, voir *Dreptatea*, 6 octobre 1990.

<sup>122</sup> Dan-Amedeu Lăzărescu (né en 1918), détenu politique (1958-1964), vice-président du PNL (1990-1997), député PNL (1990-1992), sénateur PNL (1996-2000). En septembre 2000 il fonde le PNL Traditionnel, membre de la CDR 2000. En 2001 il va apparaître sur une liste du CNEAS comme étant collaborateur de la police politique communiste.

<sup>123</sup> Dan-Amedeo LĂZĂRESCU in IONCICA, Dumitru (éd.). *Geneza Constituției ...cit.*, p. 66.

<sup>124</sup> *Dreptatea*, 14 avril 1990.

<sup>125</sup> *Ibidem*.

Cette formule, souvent utilisée par Mikhaïl Gorbatchev, était pourtant un signe des espérances que se faisaient ces partis en ce qui concerne l'influence de l'Occident sur les évolutions de la politique roumaine interne.

En fait, les « partis historiques » ne peuvent pas utiliser les mythes nationaux refaçonnés par la propagande de l'ancien régime<sup>126</sup>. Avant 1989, être contre le régime était devenu synonyme d'être pro-européen<sup>127</sup>, ce qui reste largement vrai immédiatement après 1989, car la démarche des partis d'opposition est une démarche de différenciation, de construction d'une identité politique distincte du FSN, lequel utilise une rhétorique unanimiste en évoquant justement la primauté de l'idée nationale par rapport aux intérêts particuliers des autres formations politiques.

L'anticommunisme du PNPCD ou de la Place de l'Université<sup>128</sup> fonctionne plutôt dans une logique de l'enclave, de la « zone libre de communisme »<sup>129</sup>, l'accent étant mis plus sur l'identité du groupe et sur une forme d'élitisme politique et moral, que sur sa représentativité par rapport à la majorité de la population. Ce n'est qu'en tenant compte de ce type d'attitude qu'on peut comprendre la présence de l'UDMR parmi les fondateurs de la Convention Démocratique, en dépit du climat particulièrement hostile à l'égard de la minorité magyare après les affrontements violents de Târgu Mureș de mars 1990<sup>130</sup>.

Si, pour le FSN, l'appel à la solidarité de la communauté nationale devait éviter tout jugement des abus de l'ancien régime et des responsables de ces abus, l'anticommunisme suppose la division de cette communauté en coupables et victimes. Ainsi la nation explose au profit de la logique du clivage introduit par la question du passé récent, ce qui rend incompatible l'anticommunisme du PNPCD avec le nationalisme, tel qu'il est formulé par le FSN.

En fait l'anticommunisme des « partis historiques » était en contradiction avec la logique même du nationalisme. D'ailleurs cette incompatibilité n'est pas spécifique du cas roumain ; au lendemain de la chute de l'URSS, les

<sup>126</sup> Et cela d'autant plus que, comme l'observe Pavel Câmpeanu, « Quand on admettait que Ceaușescu personnifié l'indépendance nationale de la Roumanie, on oubliait qu'il personnifiait aussi le régime staliniste de son pays », CAMPEANU, Pavel. *Ceaușescu...* cit. , , p. 8.

<sup>127</sup> VERDERY, Katherine. *Compromis...* cit. , p. 20.

<sup>128</sup> Voir le chapitre suivant.

<sup>129</sup> Nom que les participants ont donné au périmètre qu'ils ont occupé pendant 52 jours.

<sup>130</sup> Affrontements violents entre des manifestants hongrois et roumains qui ont fait plusieurs victimes et qui ont renforcé la virulence des nationalistes roumains, membres ou proches du FSN.

anticommunistes russes ont également laissé le discours nationaliste aux adversaires politiques, parce qu'ils n'ont pas su utiliser la mémoire nationale telle qu'elle était en 1990<sup>131</sup>. Cette incapacité découle directement d'une vision de l'histoire récente qui considère la période communiste comme une parenthèse dans l'histoire du pays.

D'ailleurs le discours du PNPCD ne contient d'accents nationalistes que dans l'expression de sa méfiance à l'égard de l'Union Soviétique et de l'idéal de l'union avec la Bessarabie. Le rapport à l'URSS, clairement marqué par les termes de la guerre froide, est diamétralement opposé à l'attitude de Ion Iliescu, qui signe en 1991 un traité d'amitié avec l'Etat soviétique, dont le texte prévoit le conditionnement des futures alliances externes du pays. Le PNPCD et la CDR protesteront contre ce geste politique singulier parmi les autres Etats ex-communistes, au nom de l'attachement de la Roumanie « aux vieilles traditions des pays occidentaux »<sup>132</sup>.

D'autre part, la CDR adoptera, en novembre 1991, une déclaration dans laquelle on demande l'union avec la République de Moldavie<sup>133</sup>, ce qui prouvait la domination exercée par le PNPCD sur la coalition. Et ce geste ne pouvait pas être bien accueilli par les pays occidentaux, qui craignaient des problèmes territoriaux. Pourtant, avant les élections de 1996, le programme du PNPCD établit une hiérarchie similaire des priorités de la politique externe:

1. Le reconstitution de l'unité nationale complète.
2. L'intégration dans les structures européennes et euro-atlantiques.<sup>134</sup>

Mais après la victoire de la CDR et d'Emil Constantinescu, qui mène une campagne électorale pendant laquelle il se présente comme un atlantiste convaincu<sup>135</sup>, la politique externe du pays ignore la question de l'unification

<sup>131</sup> SMITH, Kathleen E. *Mythmaking...* cit., p. 75-79.

<sup>132</sup> Déclaration du PNPCD sur le traité de coopération, donne voisinage et amitié entre la Roumanie et l'URSS, *Dreptatea*, 3 mai 1991, p. 1.

<sup>133</sup> STEFANESCU, Domnița. *Op. cit.*, p. 181.

<sup>134</sup> Extrait du programme du PNPCD, *Dreptatea*, n° 75, 16-31 mai 1995, p. 5.

<sup>135</sup> Voir 22, 23-29 octobre 1996, p. II-III.



nationale au profit de celle de l'intégration dans l'OTAN et dans l'Union Européenne<sup>136</sup>.

L'abandon de l'idéal de l'unification avec l'actuelle République Moldave est de ce point de vue très significatif pour le fait que, après la soviétisation et la russification du pays, ensuite après le nationalisme promu par Nicolae Ceaușescu, pour le PNPCD le rejet du communisme suppose finalement donner la priorité à l'intégration européenne.

### Conclusions

Nous avons vu que le message politique du PNPCD, qui contient un discours à la fois sur son passé et sur celui de ses adversaires, est le seul à nous fournir l'explication de ce qui était une évidence au lendemain de la légalisation du pluripartisme roumain : l'impossibilité du dialogue entre les principaux acteurs politiques.

Le radicalisme du PNPCD est le résultat d'un regard sur la vie politique marqué par l'anticommunisme, tendance qui est renforcée par la tentative du FSN de marginaliser politiquement ce parti. Plus généralement l'anticommunisme fait partie de l'identité même des « partis historiques » et, quel que soit leur rapport initial avec le FSN, le conflit entre les héritiers de l'ancien parti unique et les héritiers des anciens partis démocratiques finira par se radicaliser.

En 1990, la contestation du *néocommunisme* du FSN et la dénonciation de la continuité de l'élite politique sont, le 20 mai, repoussées par la grande majorité des Roumains. D'autre part, c'est justement pendant cette période de contestation et d'impopularité que le PNPCD construit son caractère de véritable parti tribunitien<sup>137</sup>, son identité et sa légitimité à la fois de parti anticommuniste et démocratique. C'est ce qui permettra au président du parti, Corneliu Coposu,

---

<sup>136</sup> D'ailleurs l'attitude nationaliste d'un des plus connus parlementaires du PNPCD, George Pruteanu, va être sanctionné avec son exclusion du parti, voir *Adevărul*, 19 mars 1998.

<sup>137</sup> IONESCU, Alexandra. *Op. cit.*, p. 159.

d'apparaître comme le leader naturel de l'opposition unie en la Convention Démocratique.

## Chapitre V.

### **Pour la continuation de la Révolution : vers l'unification de l'opposition civique et des « partis historiques »**

Au cours de ce chapitre nous allons nous concentrer sur les conditions qui ont favorisé la formation de la Convention Démocratique. Notre intérêt est allé vers les similitudes entre le discours à l'égard du passé des « partis historiques » et celui de l'opposition civique, exprimée notamment pendant la manifestation de la Place de l'Université.

Nous avons précédemment montré qu'un des moyens privilégiés par lequel le FSN attaque ses adversaires politiques est la mise en doute de la nécessité même de l'existence des partis d'opposition, notamment des « partis historiques ». La réaction du PNPCD sera une contestation radicale du pouvoir postcommuniste ; dès les incidents du 28 et 29 janvier 1990, il essaye de mettre en évidence les tendances autoritaires du Front du Salut National. Une partie de la société, qui s'exprime à travers des manifestations tout au long de la période précédant les premières élections postcommunistes, et les trois « partis historiques » partagent le point de vue conformément auquel le FSN n'est pas un parti démocratique. Selon eux, le 20 mai il fallait opter en faveur des forces politiques les plus aptes à démocratiser le système politique roumain. Cette présentation du choix en question, soutenue par les *apolitiques* de la Place de l'Université, était paradoxalement bien plus centrée sur le politique que le type de discours qui justifie à l'époque l'option en faveur du FSN, lequel insiste sur la nécessité de la tranquillité et d'une réforme qui ne mette pas en danger les équilibres sociaux. Les élections du 20 mai ont prouvé que ce

dernier point de vue, qui ne met pas la démocratisation au centre des changements, est largement plébiscité par les Roumains.

### **I. L'opposition civique : le mouvement de la Place de l'Université**

La manifestation qui s'est déroulée entre le 22 avril et le 13 juin 1990 dans la Place de l'Université de Bucarest a révélé l'existence d'une opposition au FSN qui ne se sent pas représentée par les « partis historiques ». Nous allons montrer que c'est à partir de cette expérience que fera son chemin l'idée de l'unification de l'opposition politique au FSN avec celle qui se veut non partisane. En plus, ce moment a eu, à long terme, d'importantes conséquences en ce qui concerne les rapports qui s'établissent entre la société et le pouvoir politique. En effet, la persistance des clivages politiques révélés au cours des 53 jours, mais aussi les solidarités tissées pendant cette période, font de la compréhension des enjeux et des conséquences de ce qu'on appelle *le phénomène de la Place de l'Université*, une condition préalable à toute analyse des prémisses de la formation de la Convention Démocratique<sup>1</sup>.

L'absence, en 1990, de structures civiques crédibles et de projets politiques alternatifs, fait des manifestations de rue la principale forme d'action des opposants au pouvoir en place. Et ce, d'autant plus que, comme on l'a vu, les « partis historiques » acceptent en février 1990 d'être englobés dans le Conseil Provisoire d'Union Nationale, qui ne faisait que légitimer les décisions du FSN.

Ces manifestations privilégient un recours aux symboles liés au passé communiste et aux événements de décembre, comme arme principale contre le FSN. Dans la nuit du 21 au 22 décembre 1989, la Place de l'Université, située au centre de la capitale roumaine, est le théâtre de la répression sanglante dont sont victimes ceux qui manifestent contre le régime communiste. Les mois qui suivent, les commémorations, ainsi que les démonstrations de l'opposition, font de cet

---

<sup>1</sup> GUSSI, Alexandru. Construction et usages politiques d'un lieu de mémoire. La Place de l'Université de Bucarest. *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, vol. II, n° 4, Décembre 2002, p. 1058-1091.

endroit le principal repère de ceux qui ont le sentiment d'une révolution volée ou inachevée.

Même si les « partis historiques » ne sont pas directement soutenus par les manifestants de la Place de l'Université, les messages de ceux-ci sont implicitement en leur faveur. D'ailleurs ces partis soutiennent ouvertement le mouvement, y compris au cours des sessions du parlement provisoire<sup>2</sup>.

Rétrospectivement, la manifestation est, pour Vladimir Tismăneanu, « un moment d'extase presque narcissique de l'intellectualité critique roumaine »<sup>3</sup>, et pour Daniel Barbu « dans un certain sens, une révolution refaite par les intellectuels »<sup>4</sup>. Nous allons montrer que l'idéal de la continuation de la révolution, exprimé par les manifestants, avait en vue le modèle des événements de décembre 1989, autrement dit l'idée que le simple fait de descendre dans la rue, sans violence, devrait faire s'écrouler le pouvoir en place. Il s'agit d'un mouvement anti-institutionnel, qui se veut *apolitique*<sup>5</sup>, qui prône la non-violence, ce qui était en contraste avec le pouvoir institutionnel lui-même, qui encourage la violence civile par l'utilisation des mineurs de la Vallée du Jiu comme garde armée du Front du Salut National.

Après la fin des manifestations, tout au long des premières années du postcommunisme, la Place de l'Université est devenue un lieu de rencontre et un symbole utilisé par les partis et associations civiques membres ou proches de la Convention Démocratique. Ce sont ces prémisses qui ont favorisé, selon nous, la transformation de la Place de l'Université en un véritable « point d'articulation d'un système symbolique d'appartenance »<sup>6</sup>, dans un lieu de mémoire des anticomunistes roumains.

---

<sup>2</sup> Par exemple l'intervention du vice-président du PNPCD Ion DIACONESCU, *Monitorul Oficial al României*, 16 mai 1990, p. 2.

<sup>3</sup> Vladimir TISMĂNEANU, 22 du 20-26 mars 1990.

<sup>4</sup> BARBU, Daniel. *Republica...* cit., p. 190.

<sup>5</sup> Les manifestants de la Place de l'Université utilisent le terme (apolitique) pour montrer leur volonté de rester en dehors de l'influence des partis politiques. L'apolitisme est vu par les participants dans des termes similaires avec la définition que donne Gyorgy Konrad de l'antipolitique. Voir TĂNASE, Stelian. *Miracolul revoluției. O istorie politică a căderii regimurilor comuniste* [Le miracle de la révolution. Une histoire politique de la chute des régimes communistes]. Bucarest : Humanitas, 1999, p. 160-275.

<sup>6</sup> NORA, Pierre. *Les lieux de mémoire 1-2. La République. La Nation. Les France*. Paris : Gallimard, 1997, p. 188-189.

## **I.A. Le déroulement des manifestations**

Dès le début de l'année 1990, la Place de l'Université s'était transformée dans un endroit de manifestation et de débat public permanent, ce qui donne à la zone une signification particulière et la consacre comme un lieu privilégié d'expression et de protestation, en dépit de l'absence, à sa proximité, des sièges des principales autorités centrales. Commencée le 22 avril, la manifestation continue durera jusqu'au 13 juin 1990, dates entre lesquelles la circulation est bloquée entre les locaux de l'Université et le Théâtre National ; dès le début, le mouvement est déclaré illégal.

L'importance du mouvement de la Place de l'Université vient du fait qu'il apparaît comme une nouveauté radicale, comme le premier mouvement social d'opposition ouverte au pouvoir en place après plus de quarante ans. Le postcommunisme roumain restait marqué par l'atmosphère d'avant 1989, définie par la criminalisation de tout signe d'indépendance sociale. C'est ainsi qu'on peut comprendre les réactions à ces manifestations, réactions qui, comme on va le voir, sont révélatrices des conditions de la naissance du système partisan roumain.

On peut distinguer trois phases distinctes dans le déroulement des manifestations. La première est la plus spontanée et la plus courte. Elle commence dans la soirée du 22 avril, quand le blocage de la circulation dans la Place de l'Université se fait pour retenir l'attention sur une revendication qui se répétait depuis la démonstration du 12 janvier et qui portait sur la punition de ceux qui étaient responsables des violences de décembre.

La deuxième phase commence le 26 avril, après l'intervention des forces de l'ordre qui rétablissent la circulation<sup>7</sup>. Comme cette intervention rappelle ce qui s'était passé en décembre au même endroit, elle deviendra l'un des principaux facteurs de mobilisation. Dès le soir du 26, les intellectuels du Groupe pour le Dialogue Social et les membres de la Ligue de Etudiants, deviendront les organisateurs des manifestations jusqu'au 24 mai.

---

<sup>7</sup> *România liberă*, 25 avril 1990.

Pendant cette deuxième période, les orateurs prennent la parole du balcon de la Faculté de géologie de l'Université de Bucarest<sup>8</sup>. A la gauche et à la droite du balcon on pouvait voir les portraits du poète national Mihai Eminescu, une icône, le drapeau roumain avec un trou au milieu, le drapeau du Conseil de l'Europe et les drapeaux des pays baltes. On voit donc le souci pour des symboles faisant partie du message d'ensemble que voulaient transmettre les participants: l'anticommunisme par l'intermédiaire d'un symbole religieux, le sentiment de fierté nationale par un poète romantique, l'attachement aux valeurs européennes et le désir d'indépendance par rapport à l'Union Soviétique par les drapeaux.

D'ailleurs le cosmopolitisme du mouvement est souligné fièrement par *România liberă*:

Au balcon de l'Université se succèdent des orateurs de Belgique, de France, du Danemark, de Suède, d'Italie, des États-Unis, et ce qu'il faut remarquer c'est que le dialogue se porte directement, sans traducteurs.<sup>9</sup>

L'assez longue période autarcique avait transformé les représentants de l'Occident dans des porteurs d'espoir, des personnages qui aident à la légitimation d'une cause ; ceux-ci sont ainsi instrumentalisés contre le FSN, d'autant plus que le Front, comme on l'a vu, utilise parfois un discours xénophobe.

Les manifestants appellent les lieux qu'ils occupent pendant plus de cinquante jours et nuits la « Zone libre de *néocommunisme* », vue comme le centre d'une Roumanie décommunisée ; pour souligner cette valeur de centre, ils placeront une borne kilométrique marquant le « kilomètre zéro de la zone libre de *néocommunisme* »<sup>10</sup>.

---

<sup>8</sup> Pour les catégories de participants et le déroulement des manifestations voir Irina Nicolau, « 52 jours là-bas ». *Culture et politique*. DUȚU Alexandru, DODILLE Norbert (éds.). Paris : l'Harmattan, 1995, p. 54-55.

<sup>9</sup> *România liberă*, 16 mai 1990.

<sup>10</sup> *România liberă*, 4 mai 1990.

Après la victoire aux élections du Front du Salut National, le GDS<sup>11</sup> annonce, le 24 mai, qu'il se retire en tant qu'organisateur, car la manifestation avait « accompli sa mission, bien qu'elle n'ait pas atteint tous ses buts »<sup>12</sup>. Les démonstrations continueront pourtant, mais avec une mobilisation moins importante et une couverture amoindrie dans les médias. Cette troisième phase était surtout le résultat de la perception de l'endroit comme étant la seule zone d'expression libre après la victoire de Ion Iliescu et de son parti. En ce sens, la dernière condition que poseront les manifestants pour quitter la place est significative: l'autorisation d'une chaîne de télévision indépendante.

La répression du 13 juin<sup>13</sup>, quand à quatre heures du matin ceux qui occupaient la Place de l'Université ont été arrêtés, puis les actions des mineurs du 14 et 15 juin ont, par leur violence et par l'instauration d'une atmosphère de terreur, marqué durablement la mémoire des Roumains et les relations entre les forces politiques. Le bilan approximatif est de six morts et mille arrestations illégales<sup>14</sup>, auxquels il faut ajouter la destruction des rédactions des principales publications indépendantes et des sièges des trois « partis historiques ».

Même si cette manifestation continue a eu, à court terme, des effets contraires à ceux désirés, car le Front du Salut National s'en servira pour apparaître comme le seul garant de la stabilité politique, à long terme les effets sont différents, car les événements du 13-15 juin ont solidarisé ceux qui ont été directement touchés – journaux indépendants, organisations civiques et partis –, contribuant ainsi à une cristallisation plus que conjoncturelle d'une opposition qui arrivera finalement au pouvoir en novembre 1996. Si, avant 1997, les procédures judiciaires portant sur ces épisodes avaient été stoppées par le pouvoir en place, depuis la première alternance politique la continuation des recherches n'est pas dépourvue de connotations

---

<sup>11</sup> Le Groupe pour le Dialogue Social est une organisation non-partisane fondée par des intellectuels à la fin de décembre 1989 et qui est l'éditeur de la revue 22.

<sup>12</sup> *România liberă*, 25 mai 1990.

<sup>13</sup> Pour une description détaillée de ces moments voir BERINDEI Mihnea, COLOMBES Adriana, et PLANCHE Anne. *Roumanie: le livre blanc. La réalité d'un mouvement néocommuniste*. Paris : La Découverte, 1990.

<sup>14</sup> *Adevărul*, 14 juin 2000.



politiques<sup>15</sup>. D'ailleurs ces événements sont toujours restés un objet de dispute sur la scène politique, même après que la CDR a cessé d'exister.

Une des conséquences importantes de ces événements est le fait que la présence des manifestants dans la rue rend visible la fin d'un consensus apparent. En ce sens la Place de l'Université apparaît comme le théâtre d'une triple fragmentation: d'abord fragmentation de l'espace, par la création d'une zone distincte et en même temps centrale, zone qui échappe temporairement au contrôle de l'État, mais qui est un espace public par excellence. Ensuite, fragmentation de la société, car les manifestants forment, symboliquement, une communauté ayant sa propre identité et un fort sens d'elle-même. Enfin, fragmentation de l'univers idéologique, car, plus que les partis d'opposition, les *golani* (voyous) représentent la fin du monopole discursif du pouvoir.

Les manifestations de la Place de l'Université ont eu un tel impact car elles satisfaisaient plusieurs besoins ressentis par une partie de la société roumaine. D'abord, le besoin de se sentir différent, de se démarquer dans un contexte de massification sociale, finalement de se construire une identité politique dans les conditions du pluralisme naissant. Ensuite, le besoin d'expression libre, qui paraît la motivation principale de la Place de l'Université, et qui a également permis aux intellectuels d'exercer une influence politique importante. Enfin, le besoin d'une rupture plus rapide avec le passé communiste, besoin nourri par la réaction d'une partie de la société à la politique inertielle du FSN.

Ce n'est pas le mouvement de la Place de l'Université en soi qui a polarisé la société roumaine, celui-ci n'a fait que rendre plus visibles des conflits qui existaient auparavant, étant surtout le principal moment d'expression du conflit sur le passé récent.

### **I.B. Un anticommunisme antipolitique. La Proclamation de Timișoara**

---

<sup>15</sup> D'ailleurs l'histoire se répète entre 2001 et 2004, quand le retour au pouvoir du PDSR va coïncider avec l'arrêt des investigations, tandis qu'elles vont reprendre après une nouvelle alternance.

Au niveau de ses messages, le mouvement de la Place de l'Université apparaît comme proche d'autres mouvements civiques dirigés par des intellectuels de l'Europe centrale, notamment par l'invocation d'une attitude *apolitique*. Bien que ce mouvement paraisse anachronique après la chute du communisme, ce retard est dû à l'absence de toute réforme avant 1989, ce qui fait qu'en 1990, comme l'observe Vladimir Tismăneanu, « en Roumanie il y a une coïncidence unique du point de vue sociopolitique entre le processus de genèse ou de résurrection de la société civile, d'une part, et de la genèse du système pluraliste, d'autre part »<sup>16</sup>.

Plus qu'une simple réaction à l'autoritarisme du FSN, la Place de l'Université est, pour les intellectuels, un important changement d'attitude à l'égard du pouvoir étatique. De la « résistance par la culture »<sup>17</sup>, d'avant 1989, ils sont passés à l'occupation d'un espace public, en exprimant ainsi une volonté de peser sur les décisions politiques majeures. Mais cette tentative sera marquée par l'inexpérience de l'action civique, ce qui déterminera le passage de l'exil intérieur à l'exil à l'échelle de la Place. Les barricades, au sens propre, mais aussi au sens figuré, qui entourent les manifestants rendent possible l'existence d'un fort sentiment identitaire, mais symbolisent aussi une rupture avec la majorité de la société roumaine. D'ailleurs, la prise du surnom de voyou, après avoir été ainsi nommés par Ion Iliescu, démontre que les participants sont moins intéressés à convaincre qu'à se montrer différents, veulent plus se démarquer que ressembler.

Il faut aussi remarquer que le contenu des messages des principaux orateurs, avec leurs différences significatives, ne retiendra pas l'intérêt des médias. Plus que son programme, le phénomène apparaissait comme inédit par sa forme, par le spectacle non-conformiste et l'utilisation de la dérision. La mise en scène avait relégué le contenu au second plan. Mouvement provocateur, la Place de l'Université apparaissait comme antitotalitaire d'abord par les formes qu'elle a prises. Après des décennies d'uniformisation, cette attitude sera ressentie comme une offense par le reste de la population.

<sup>16</sup> TISMĂNEANU, Vladimir. *Reinventarea politicului. Europa Răsăriteană de la Stalin la Havel* [La réinvention du politique. L'Europe de l'Est de Staline à Havel] (tr.), Iași : Polirom, 1997, p. 206.

<sup>17</sup> Formule par laquelle une partie des intellectuels définit une participation à la vie culturelle, avant 1989, qui se situe entre la collaboration avec le parti unique et la dissidence. Nous allons reprendre cette question dans les chapitres suivants.

D'autre part, les messages du mouvement étaient particulièrement radicaux pour la Roumanie de l'époque et l'application de leur véritable programme, la Proclamation de Timișoara<sup>18</sup>, pense Vladimir Tismăneanu, « aurait fait de la Roumanie le pays le plus rapidement décommunisé »<sup>19</sup>. Le slogan répété inlassablement par les manifestants, « A bas le communisme! », est moins l'expression de la peur d'un retour à l'ancien régime totalitaire, qu'une façon de montrer qu'on ne ressent plus la peur d'avant 1989, qu'on est dans une position différente de celle dans laquelle l'Etat roumain avait mis ses citoyens pendant 45 années.

C'était aussi le message qu'avait voulu faire passer le texte de la Proclamation de Timișoara, soutenue dès le début par les manifestants. Il s'agit d'un texte publié en mars par des intellectuels de Timișoara, et que nous avons reproduit intégralement dans l'Annexe, qui s'inscrivait dans un débat sur la légitimité du pouvoir en place<sup>20</sup>. Au début du texte on fait savoir que le mouvement de 1989 n'a pas été dirigé seulement contre la dictature de Ceaușescu, mais aussi contre le communisme :

Pendant toute la Révolution on a crié, de centaines de fois, « A bas le communisme ». En accord avec les aspirations de millions de gens de l'Est de l'Europe, nous avons demandé, nous aussi, l'abolition immédiate de ce système social totalitaire et en faillite.<sup>21</sup>

Ce qui était à l'opposé de l'interprétation que donnait le FSN du moment révolutionnaire, mais en accord avec celle des « partis historiques ». En plus, on ajoute – dans le même esprit polémique avec le leader du FSN, qui avait évoqué, comme on l'a vu, une possible démocratie à la roumaine – que :

---

<sup>18</sup> Texte écrit par des intellectuels groupés autour de l'Association « Timișoara » et d'autres associations civiques de cette ville, et fait public le 18 mars 1990, pendant une commémoration des victimes de décembre qui avait tourné en manifestation contre le FSN et Ion Iliescu.

<sup>19</sup> TISMĂNEANU, Vladimir. *Reinventarea...cit.*, p. 211.

<sup>20</sup> Voir Annexe.

<sup>21</sup> « Proclamația de la Timișoara » [La Proclamation de Timișoara], *România liberă*, 19 mars 1990, p. 3.

L'idéal de notre Révolution a été et reste le retour aux valeurs authentiques de la démocratie et de la civilisation européenne.<sup>22</sup>

Le moment de décembre 1989 est ainsi à la fois interprété et invoqué pour justifier finalement l'opposition au pouvoir en place, auquel on reproche :

Les techniques typiquement communistes d'opposer les classes sociales les unes aux autres.<sup>23</sup>

La réussite de ces techniques est expliquée par le poids du passé totalitaire :

Après quatre décennies d'éducation et de propagande exclusivement communistes, il est normal qu'existent dans la conscience de tous les Roumains des préjugés tenant à cette idéologie.<sup>24</sup>

La solution pour éviter ce type de confrontation et pour diminuer le poids de cet héritage est « la rédaction urgente d'une courte, mais correcte, histoire de la période 1944-1990 et sa publication en édition de masse »<sup>25</sup>.

Si le pouvoir en place est considéré comme étant un continuateur de l'ancien parti unique alors le réquisitoire contre le communisme peut être lu comme un réquisitoire indirect contre le FSN :

Si Timișoara a déclenché la Révolution, c'est pour renverser le régime communiste dans son ensemble et toute sa nomenklatura, en aucun cas pour fournir l'occasion d'une ascension politique à un groupe appartenant au PCR.<sup>26</sup>

Cette affirmation ouvre la voie à ce que la Proclamation contenait d'inédit – dans le contexte en question, son huitième point dans lequel on constate que la présence des membres de la nomenklatura dans les structures du pouvoir est « la

---

<sup>22</sup> *Ibidem.*

<sup>23</sup> *Ibidem.*

<sup>24</sup> *Ibidem.*

<sup>25</sup> *Ibidem.*

<sup>26</sup> *Ibidem.*

principale source des tensions et des suspicions qui troublent la société roumaine »<sup>27</sup> ; on exige donc que, pour les trois législatures suivantes :

On interdise à tout ancien activiste communiste et à tout ancien officier de la Securitate de se présenter aux élections.<sup>28</sup>

Ce huitième point est devenu un symbole et la plus importante revendication des manifestants. En assumant ce message radical<sup>29</sup>, le mouvement assume une identité forte, mais prend aussi le risque d'être vu comme un simple prolongement de l'action des partis qui s'opposent au FSN. D'ailleurs, cela a facilité la stratégie des partis qui revendiquaient une tradition historique de s'arroger, plus ou moins directement, la paternité d'un mouvement au-dessus de leurs capacités d'organisation.

D'autre part, la concentration du mouvement sur le huitième point le condamnait à l'inefficacité politique, car celui-ci impliquait l'interdiction, au moins pour le président du FSN, Ion Iliescu, de se porter candidat à toute fonction publique, ce qui rendait improbable toute négociation. Cela montre le côté irréaliste de cette démarche, basée sur une image de la réalité qui ignore le fait que Ion Iliescu n'était pas, pour la majorité des Roumains, l'ancien nomenklaturiste, mais l'homme du 22 décembre 1989. En fait le Front a réussi de transformer le mouvement dans une simple production des partis d'opposition qui veulent empêcher Iliescu de se porter candidat aux élections du 20 mai 1990<sup>30</sup>.

---

<sup>27</sup> *Ibidem*.

<sup>28</sup> *Ibidem*.

<sup>29</sup> Le texte contient pourtant des précautions, mais personne ne va faire à référence la partie du poit huit qui précise que : « Avoir été membre du Parti n'est pas une faute. Nous savons tous dans quelle mesure la vie de chacun – depuis l'accomplissement professionnel jusqu'à l'obtention d'un logement – était conditionnée par la possession du carnet rouge et quelles conséquences graves entraînait le fait de le rendre. Mais les activistes ont été ceux qui ont abandonné leur profession pour servir le Parti communiste et bénéficier des avantages matériels particuliers qu'on leur offrait en retour ». Voir le texte intégral traduit en français dans l'Annexe.

<sup>30</sup> Même si le huitième point il a été toujours vu comme une simple modalité d'exclure certains hommes politiques de la compétition électorale l'application de ce huitième point est, après dix ans, considéré nécessaire, au niveau déclaratif, par une partie importante de la classe politique, Voir l'enquête de *România liberă*, 28 mars 2000.

Dans la partie finale de la Proclamation, on exprime la nécessité de la « réeuropéanisation »<sup>31</sup> de la Roumanie et de l'instauration de l'économie de marché. Dans le texte on souligne aussi l'importance de la tolérance à l'égard des minorités ethniques en rappelant que pour la victoire de la Révolution « se sont sacrifiés non seulement des Roumains, mais aussi des Hongrois, des Allemands et des Serbes »<sup>32</sup>.

Le dernier paragraphe du texte exprime le fait que le processus révolutionnaire ne doit pas être considéré achevé :

Nous, auteurs de cette Proclamation, participants aux événements des 16-22 décembre 1989, nous ne considérons pas que la Révolution est terminée. Nous la continuerons, pacifiquement mais fermement. Après que nous ayons affronté et vaincu, sans l'aide de personne, l'un des plus puissants systèmes répressifs du monde, personne ni rien ne pourra nous intimider.<sup>33</sup>

A part la Proclamation de Timișoara, les participants ont formulé des revendications concrètes comme l'indépendance de la télévision publique, la formation d'une commission d'enquête sur les abus de la nomenklatura et sur les crimes de décembre 1989, l'indépendance des syndicats et l'autonomie universitaire<sup>34</sup>. Ces revendications n'ont pas fait l'objet d'une véritable négociation avec le gouvernement, en dépit de certaines tentatives, et seront ensuite reprises par la CDR.

Comme on va le montrer plus bas, toute une polémique est née autour du caractère violent ou non des manifestations. Au niveau des messages, à part une rhétorique de la non-violence, qui explique aussi la nature statique des manifestations, la chanson sans doute la plus populaire était « l'Hymne des voyous », dont l'un des vers est « Mieux vaut être mort que communiste »<sup>35</sup>. La

<sup>31</sup> *România liberă*, 19 mars 1990.

<sup>32</sup> Proclamația de la Timișoara » [La Proclamation de Timișoara], *România liberă*, 19 mars 1990, p. 3.

<sup>33</sup> *Ibidem*.

<sup>34</sup> STEFANESCU, Domnița. *Op. cit.* p. 66-67.

<sup>35</sup> « Imnul Golanilor » [L'hymne des voyous] in NICOLAU, Irina. *Piața Universității* [La Place de l'Université]. Bucarest : Nemira, 1997, p. 37.

question est si l'on peut en tirer la conclusion qu'il s'agit d'une incitation à la violence. En fait, en tenant compte du contexte et des formes prises par le mouvement, on doit invalider cette hypothèse. Nous avons vu l'importance de la référence aux démonstrations de décembre 1989, dont la stratégie non-violente est un modèle explicite pour les manifestants. Ces vers rappellent le sacrifice de 1989, qui commençait à être mis en doute. Sa compréhension est déterminée par ce qui est spécifique du mouvement qu'était la Place de l'Université. C'est la célébration de la mort d'un régime de l'héritage duquel les manifestants veulent se délimiter.

Le phénomène ressemble aux mouvements des intellectuels de l'Europe centrale par l'importance donnée à la question de la vérité sur le passé communiste. Pour Ana Blandiana<sup>36</sup>, le moment de la Place de l'Université est celui du passage de la résistance individuelle à la résistance collective:

C'est le sentiment qu'on n'est pas seul, qu'il y a une sélection miraculeuse qui a fait se retrouver là tous ceux qui se sont cherchés les uns les autres depuis des années, ce qui est extraordinaire.<sup>37</sup>

Dans le même sens vont les publications qui soutiennent le mouvement, qui considèrent que le vrai Parlement est « le Parlement des voyous »<sup>38</sup>, car « les manifestants sont sans parti, mais avec la patrie »<sup>39</sup>. On peut donc constater que le rejet des partis est général: pour les uns, la Place de l'Université représente la vraie expression des intérêts du peuple, pour les autres le Front rend inutiles les partis politiques. La presse indépendante, qui se voit régulièrement accusée de connivence avec les partis d'opposition, se délimite de ceux-ci et transforme l'image de la Place de l'Université dans un contre-Front anticomuniste.

*L'apolitisme* proclamé par les manifestants n'était qu'une forme d'expression publique qui tenait compte des connotations qu'avait la dépendance partisane dans le contexte de l'époque, en relation avec l'idée de parti unique. L'antipolitique est spécifique de la période du communisme post-totalitaire ; il

---

<sup>36</sup> Ecrivain, ultérieurement va diriger l'Alliance Civique.

<sup>37</sup> *România liberă*, 6 mai, 1990.

<sup>38</sup> *România liberă*, 22 mai 1990.

<sup>39</sup> *România liberă*, 4 mai 1990.

exprime un désir d'indépendance, de refus des partis politiques en général, tout en préservant l'ambition d'influencer la vie de la cité, ce qui ne faisait que confirmer l'ambiguïté du concept de Gyorgy Konrad<sup>40</sup>.

En fait, *l'apolitisme* des manifestants montre le décalage du contexte politique roumain par rapport à celui d'autres pays postcommunistes. L'antipolitique n'a de sens que pendant une période qui est antérieure au processus de démocratisation. En Roumanie ce sont les hésitations du processus de démocratisation qui expliquent l'importance que prendra l'invocation de *l'apolitisme* dans la mobilisation des anticomunistes. La Place de l'Université, par ses ambitions, est un mouvement utopiste, avec un discours orienté vers le changement au niveau des valeurs sociales, qui vérifie l'observation de G.M.Tamas que « l'idée démocratique est-européenne imagine en essence une société sans Etat »<sup>41</sup> ; c'est ce modèle qu'incarne l'espace « libre de communisme ».

En fait, on peut voir dans ce qu'on appelle *le phénomène de la Place de l'Université* un mouvement d'une partie de la société, entraînée par l'élite culturelle, qui se fixe pour but d'arriver aux vérités et à la justice sans lesquelles la refondation de la communauté politique était impossible. Finalement la réaction des autorités et l'usage politique du rapport à cet événement ne feront qu'augmenter la délégitimation dont souffrait l'État à l'égard de la société.

Le mouvement n'aboutit pas à une cristallisation institutionnelle, de type politique ou civique, car la première variante est rendue très improbable par *l'apolitisme*, et la deuxième par le fait que les organisateurs sont trop hétérogènes pour s'unir. D'autre part, cette expérience influencera la constitution même de la CDR qui est fortement marquée par l'attitude antipolitique de sa composante civique.

---

<sup>40</sup> Pour Gyorgy KONRAD « L'antipolitique est l'activité politique de ceux qui ne veulent pas être des politiciens et qui refusent de prendre part au pouvoir. L'antipolitique, c'est l'apparition de forums indépendants auxquels on peut faire appel à l'encontre du pouvoir politique; c'est un contrepouvoir qui ne peut pas prendre le pouvoir et ne le désire pas », *apud* TISMĂNEANU, Vladimir. *Reinventarea...*, p. 139.

<sup>41</sup> TAMAS G.M. « Moștenirea disidenței » [L'héritage de la dissidence]. *Revoluțiile din 1989. Între trecut și viitor* [Les Révolutions de 1989. Entre passé et futur] (tr.). Vladimir TISMĂNEANU (éd.). Iași : Polirom, 1999, p. 197-214, p. 212.



### I.C. Réactions et politisation du mouvement

Dès le début des manifestations, le FSN considère le mouvement comme n'étant que le signe du début de la campagne électorale en vue des élections du 20 mai. Ainsi, après avoir traité de voyous les participants, le président du FSN, Ion Iliescu, les qualifie de « groupe isolé et antidémocratique qui sert des intérêts électoraux mineurs »<sup>42</sup>. Pour le président de l'époque, les manifestants « n'ont qu'à bouillir dans leur propre sauce tant que la patience le leur permet »<sup>43</sup>. Autrement dit, la contestation était non seulement illégitime, mais aussi inutile ; cette attitude s'explique surtout par la difficulté à concevoir un mouvement indépendant et spontané, ce qui aura comme principale conséquence l'amalgame entre ce mouvement et les « partis historiques » qui, selon le même Ion Iliescu :

Etaient en mesure de savoir ce qui se passait dans la Place de l'Université, car ils ont participé à son organisation et à son déclenchement. Ils savaient aussi qu'on avait prévu une large couverture dans les médias, surtout internationaux, de la manifestation et de tout ce qui y serait lié.<sup>44</sup>

On voit là l'intervention occulte de l'étranger et l'assimilation de la sympathie pour ce mouvement à un complot qui, par définition, ne peut avoir qu'une intention hostile à l'égard de l'intérêt national.

En même temps, les « partis historiques » eux-mêmes veulent apparaître comme étant les principaux soutiens politiques des manifestants. Pour les dirigeants du PNPCD :

Le martyre des voyous n'a pas été inutile ; il s'est ajouté à celui de plus de 200 000 membres de notre parti, morts dans les prisons communistes.<sup>45</sup>

---

<sup>42</sup> *România liberă* 16 mai 1990.

<sup>43</sup> STEFANESCU, Domnița. *Op. cit.*, p. 65.

<sup>44</sup> PASTI, Vladimir. *România în tranziție* [La Roumanie dans la transition]. Bucarest : Nemira, 1995, p. 157.

<sup>45</sup> *România liberă*, 13 juin 1991.

Ainsi, la transformation de la Place de l'Université dans une des étapes de la lutte anticomuniste, inscrite parmi celles qui ont eu lieu depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, permet à ces partis, eux-mêmes victimes du communisme, d'incorporer la Place de l'Université à leur propre patrimoine historique.

D'autre part, les dirigeants des « partis historiques » pouvaient voir dans la manifestation une forme de concurrence. *L'apolitisme* proclamé par les participants était implicitement un vote de blâme à l'égard de leurs formations politiques. C'est avec l'aide du FSN qu'ils créeront l'impression que les participants soutenaient leurs propres intérêts. Mais la prétention que les « voyous » manifestaient pour eux était contredite par le caractère même du mouvement, étant ressentie comme une offense par les participants<sup>46</sup>.

En même temps c'est la presse d'opposition qui s'empare du mouvement comme d'une forme de justification de sa propre position. En ce sens la référence au moment révolutionnaire deviendra centrale à l'image que donne de l'événement *România liberă* qui, le 24 avril déjà, parle d'une « Nouvelle révolution »<sup>47</sup> ; l'éditorial de 22 du 27 avril utilise la même référence pour montrer son soutien au mouvement<sup>48</sup>. Une semaine plus tard, on peut lire que « l'esprit de la révolution est là »<sup>49</sup>, donc « en tant qu'intellectuel, on est obligé d'y être présent »<sup>50</sup>.

Pour *România liberă* la Place de l'Université s'est transformée en une « enceinte sacrée du peuple roumain »<sup>51</sup>. Le type de présentation des manifestations par la presse critique à l'égard du FSN constitue finalement, y compris par son pathétisme, une forme de mobilisation collective qui devait permettre la continuation des protestations. En donnant à l'événement une importance particulière, on pousse à son amplification. D'ailleurs c'est là que l'on peut trouver une des explications de la durée inhabituelle de cette manifestation. La relation,

<sup>46</sup> Voir l'entretien de Marian Munteanu au quotidien *Adevărul*, 26 juin 1990.

<sup>47</sup> *România liberă*, 24 avril 1990.

<sup>48</sup> 22, 29 avril 1990.

<sup>49</sup> 22, 5 mai 1990.

<sup>50</sup> *Ibidem*.

<sup>51</sup> *România liberă*, 16 mai 1990.

voire le mélange, entre les participants et les journalistes durant les 53 jours<sup>52</sup> est également importante pour ce qui se passe pendant la période ultérieure, de même que pour comprendre la façon dont se reflète dans les médias le souvenir de ce moment et des conflits qu'il a mis en lumière.

Par contre, la presse qui soutien le pouvoir en place construit l'image d'un mal absolu, ce qui pouvait légitimer la future répression du 13 juin. Un journaliste de *Azi* parlera des « cris inhumains des participants »<sup>53</sup>, en précisant même que:

Il s'agit de groupements néofascistes, payés en or et au sein  
desquels on a trouvé des drogués.<sup>54</sup>

Et ce mal absolu était le résultat direct des actions des « partis historiques », car les participants sont « payés par les partis d'opposition et manipulés »<sup>55</sup> par les adversaires de Ion Iliescu, à savoir par Ion Rațiu et Radu Câmpeanu. Pour *Adevărul*, dans la Place de l'Université :

On s'agenouille. Fanatiquement. On dit des prières. Toujours  
fanatiquement. On acclame. Fanatiquement.<sup>56</sup>

Le fanatisme est en fait le principal ingrédient, le stéréotype que la presse proche du FSN veut donner des porteurs du message anticomuniste. Au fanatisme devait répondre la peur de la revanche des anciens détenus politiques, alors que, comme on l'a vu précédemment, le FSN se présente comme le seul garant de la tranquillité. C'est ainsi qu'on peut comprendre l'attitude de la population, qui avait plébiscité le FSN et qui, selon des sondages à prendre avec beaucoup de précautions, avait une si mauvaise image de la Place de l'Université qu'elle finira

---

<sup>52</sup> On avait pu entendre la foule honorant les journalistes de *România liberă* comme étant « de vrais voyous ». Voir NICOLAU, Irina. *Op. cit.*, p. 39-40.

<sup>53</sup> *Azi*, 3 mai 1990.

<sup>54</sup> *Ibidem*.

<sup>55</sup> *Dimineața*, 2 avril 1990.

<sup>56</sup> *Adevărul*, 3 mai 1990.

par approuver la libération violente de la place et même la venue des mineurs à Bucarest<sup>57</sup>.

Le constat de cette véritable confrontation médiatique, entre partisans et adversaires des démonstrations, ne doit pas réduire les conséquences du phénomène à un simple combat entre des propagandes, même si celui-ci est important pour comprendre le manichéisme dominant, qui est un effet émergeant de la liberté à peine conquise: pour prouver leur liberté, les journalistes embrassent une certaine cause, ensuite utilisent leur liberté de parole pour servir cette cause. La Place de l'Université, lieu d'expression de messages anticomunistes, est donc un indicateur de l'état de la société roumaine et de son rapport avec la mémoire du communisme.

En plus, à l'aide de l'instrumentalisation politique des manifestations de la Place de l'Université, les « partis historiques » s'érigent en représentants d'une partie de la société qui soutenait ce mouvement, ce qui contribuera à leur défaite du 20 mai, mais surtout leur donnera une légitimation sociale et forgera leur identité en fonction des clivages qui traversent la société postcommuniste, telles qu'elles ont été révélés pendant la première moitié de 1990.

### **I.D. Significations et usages politiques après 1990**

Comme toute mémoire suppose une volonté, la cause efficace de la transformation de la Place de l'Université dans un véritable lieu de mémoire<sup>58</sup> a été la nécessité, ressentie par certaines forces politiques, de s'inscrire à la fois dans le temps et dans l'espace. Moment charnière dans la renaissance de la société civile roumaine, le mouvement de la Place de l'Université a donné un contenu, une matière sociale et idéologique, aux conflits politiques du moment. Il a permis l'articulation d'un discours alternatif à celui du FSN, caractérisé par

---

<sup>57</sup> Dans un sondage IRSOP de juillet 1990 la libération de la Place de l'Université par les forces de l'ordre est approuvée par 77% des questionnés et désapprouvée par 24% d'entre eux ; la venue des mineurs le 14 juin est approuvée par 55% de l'échantillon et désapprouvée par 45%. *Adevărul* du 18 juillet 1990.

<sup>58</sup> Pour Pierre NORA le lieu de mémoire est un élément symbolique du patrimoine mémoriel d'une communauté. Voir NORA, Pierre (éd.). *Les lieux de mémoire, III: Les France 1: Conflits et partages*. Paris : Gallimard, 1992, p. 20.

l'anticommunisme et qui a bénéficié à la fois du prestige de certains des plus connus intellectuels roumains, qui ont été ses porteurs, et d'un large écho dans les médias.

Le mouvement de la Place de l'Université sera sans cesse réévalué au cours des confrontations politiques ultérieures. Cet endroit deviendra le repère central pour les partisans du discours anticommuniste, qui rappelleront constamment le moment initial qui avait structuré le clivage fondateur de la politique roumaine après 1990. Le facteur déterminant pour l'ancrage de la valeur symbolique de la Place de l'Université dans la mémoire collective est la présence effective des foules dans cet endroit. Venus pour protester, pour commémorer ou pour fêter, ceux qui sont présents dans la Place se situent dans l'héritage des événements de 1990.

D'ailleurs l'attitude de la population à l'égard de la manifestation et de la venue des mineurs évolue sensiblement, mais ces événements restent un moment trouble dans la mémoire des Roumains<sup>59</sup>. Après les violences du 13-15 juin, les manifestations ne s'arrêteront pas complètement ; pendant les mois suivants, la Place sera plusieurs fois occupée temporairement, ce qui déterminera la mairie de Bucarest à déclarer illégale toute manifestation dans la cet endroit<sup>60</sup>. Vu la faiblesse dans le Parlement des partis politiques d'opposition, les manifestations représentent à l'époque la seule action susceptible d'influencer le gouvernement en place. D'autre part, on peut observer la coïncidence entre le moment à partir duquel les manifestations se font de plus en plus rares et l'apparition, en novembre 1990, de la première organisation civique de masse qui déclare poursuivre les idéaux de la Place de l'Université, l'Alliance Civique<sup>61</sup>.

La Convention Démocratique, dans son ensemble ou par ses composantes, utilisera constamment la mémoire de la Place de l'Université et ses symboles. La première occasion a été le premier anniversaire du phénomène de 1990. La présence de l'opposition unie à la manifestation du 23 avril 1991 dans la Place de

---

<sup>59</sup> Les sondages ultérieurs montre que l'opposition de la population à la Place de l'Université reste importante même si la balance entre opinions positives et négatives tend à s'équilibrer. Voir notamment CÂMPEANU, Pavel. *De patru ori în fața urnelor* [Quatre fois devant les urnes]. Bucarest: All, 1993, p. 189-193.

<sup>60</sup> *Adevărul*, 28 août 1990.

<sup>61</sup> *România liberă*, 7 novembre 1990.

l'Université est justifiée par le fait que cet endroit était, pour le « partis historiques », « le symbole des idéaux de décembre 1989 »<sup>62</sup>.

L'opposition accuse le président d'avoir « voulu la violence »<sup>63</sup>, ainsi utilise le souvenir de la Place de l'Université contre le pouvoir en place, ce qui contribuera à l'amalgame entre la frontière de 1990, qui partageait adversaires et partisans de la manifestation, et la frontière entre pouvoir et opposition. Toutes les commémorations des manifestations de 1990 rassemblent l'opposition anticomuniste, servent la CDR et embarrassent le parti de Ion Iliescu, prolongeant ainsi l'ancienne polarisation, car ces remémorations, font revivre dans l'actualité la virulence des anciens conflits<sup>64</sup>.

Dans la perspective des élections de 1992, *Adevărul* s'efforce de rappeler que les membres de l'opposition sont d'anciens participants aux manifestations de 1990. Quand la Convention Démocratique lancera son premier programme électoral, ce journal publiera un article intitulé ironiquement « Les voyous présentent le programme de leur gouvernement »<sup>65</sup>.

D'ailleurs, le candidat de la CDR aux élections présidentielles, Emil Constantinescu, était recteur de l'Université de Bucarest et l'un des orateurs aux manifestations de 1990, connu pour avoir permis à l'époque l'ouverture du balcon de l'Université. Soutenu par l'Alliance Civique lors de sa nomination comme candidat aux élections présidentielles, il est salué par *România liberă* comme étant un ancien voyou<sup>66</sup>. Cela démontre que la Place de l'Université était un important facteur de légitimation, du moins aux yeux des sympathisants de l'opposition, d'autant plus que, par le discours anticomuniste, son candidat et ceux qui le soutiennent se situent dans l'héritage de la Place de l'Université.

L'évocation des événements de la Place de l'Université de 1990 reste surtout un instrument d'attaque contre Ion Iliescu et son parti. Par exemple, entre mai et juin 1993, *România liberă* publie presque chaque jour des articles rappelant les

---

<sup>62</sup> *România liberă*, 19 mai 1991.

<sup>63</sup> *România liberă*, 13 juin 1991.

<sup>64</sup> MORIN, Edgar. Sélection rejection. Dialogue avec Henri ATLAN. *Communications*. p. 125-136, p. 126.

<sup>65</sup> *Adevărul*, 17 mai 1991.

<sup>66</sup> *România liberă*, 1 juillet 1992.

moments de 1990, alors que la CDR et l'Alliance Civique organisent une commémoration des événements du 13-15 juin, en y invitant :

Tous ceux qui n'acceptent plus la violence, le mensonge, la misère, tous ceux qui veulent une Roumanie prospère, digne et libre.<sup>67</sup>

Ainsi la Convention transforme ces moments en manifestations de protestation, pour mobiliser des participants qui ne viendraient pas à un meeting électoral, mais qui sont disposés à venir aux commémorations des événements de 1990. La Convention Démocratique demande à ses sympathisants de participer à ces commémorations :

Pour penser ensemble à ce qui aurait pu être notre vie pendant toute cette période, si les idées de la Place de l'Université étaient devenues des réalités.<sup>68</sup>

On peut conclure que les partis d'opposition, au début faibles et peu représentatifs, utiliseront la symbolique des manifestations de 1990 et le souvenir de ces événements comme partie de leur propre patrimoine. La Place de l'Université devient ainsi un des laboratoires d'identité de la Roumanie postcommuniste ; elle permet de comprendre ce qui a rendu possible la Convention Démocratique, et contribue à éclaircir le sens et le message de cette coalition d'organisations civiques et politiques.

### **I.E. Prémisses de l'unification de l'opposition au FSN**

Reliant la violence étatique envers les « partis historiques » après la Deuxième Guerre mondiale à celle de 1990, le discours de ces partis arrive à conclure l'incompatibilité entre le FSN, en tant qu'héritier du PCR, et le processus de démocratisation. En conséquence, l'image du passé des anticomunistes,

---

<sup>67</sup> *România liberă*, 12 juin 1993.

<sup>68</sup> Communiqué de la Convention Démocratique, *România liberă*, 6 juin 1995.

projetée vers l'avenir, accrédite la possibilité que, dans les conditions d'une vie politique démocratique, la formation politique de Ion Iliescu s'amoindrira jusqu'aux dimensions du PCR de 1944, devenant donc un parti marginal, tandis que la vie politique aura comme principaux acteurs les fondateurs de la Convention Démocratique. Mais il convient de distinguer entre la mission dont on avait déjà parlé en faisant référence aux leaders du PNPCD, la survie du parti, et cette vision de l'avenir idéal, qui découle de la logique même de la réapparition des « partis historiques », mais dont la probabilité, à court terme, devient infime après les élections du 20 mai. L'apparition de la Convention Démocratique est le résultat du constat de cette difficulté, donc de l'inopportunité d'insister sur les particularités de chaque formation politique ; d'autre part, le but de la Convention est justement d'arriver à marginaliser ceux qui sont vus comme héritiers du parti communiste, au profit de ces trois partis, différenciés par leurs doctrines.

En même temps, la domination exercée par le FSN, suivie par la création de la Convention Démocratique, jettent un doute sur le sens même de l'existence des partis traditionnels comme des entités distinctes. En effet, la tradition de chaque « parti historique », qui est au moment de leur apparition postcommuniste un élément d'identification central, devient ensuite un argument pour leur action commune, puis pour la constitution de la CDR. Désormais l'histoire distincte et surtout les doctrines respectives paraissent moins importantes, au profit de l'attachement à des valeurs plus généralement démocratiques.

En ce sens, il est logique que justement le parti qui avait l'identité doctrinaire la plus problématique, le PNPCD, devienne le partisan le plus insistant de la coalition et du message anticomuniste de la CDR. En même temps, les innombrables conflits à l'intérieur de la CDR n'ont jamais comme objet des questions de doctrine, ce qui montre le degré d'attachement à cette dimension identitaire de la part des « partis historiques ». La Convention dans son entier ne veut pas représenter certains groupes sociaux, persuadée qu'elle est que chacun se retrouvera dans le discours d'un des partis composants. D'ailleurs, quand le PNL



sortira, en 1992, de la CDR, la Convention préservera un parti libéral<sup>69</sup>, pour montrer qu'elle reste une coalition des trois doctrines démocratiques.

Comme nous l'avons montré précédemment, un des plus importants facteurs qui transforme le PNPCD dans la principale alternative au parti de Ion Iliescu est l'acharnement avec lequel le FSN et les médias qu'il contrôle attaquent ce parti. Cela a pu consolider l'image du parti de Corneliu Coposu de parti-victime, donc de parti des victimes, avant et après 1989, autant du PCR que du FSN. Finalement, le PNPCD se veut non seulement le continuateur d'une certaine tradition politique, mais cherche à entretenir le conflit entre les victimes du communisme et les communistes, en le transformant en un clivage entre les démocrates et les ex-communistes. Ce raisonnement est valable pour la Convention dans son entier, car c'est avant tout l'existence de ce clivage qui donne son sens politique à la CDR.

## II. Après les élections du 20 mai : une opposition antisystème

Après le 20 mai, Corneliu Coposu annonce que « Le PNPCd conteste l'honnêteté et la validité de ces élections »<sup>70</sup>, et l'organe du parti parle même d'une « contre-révolution »<sup>71</sup>. Dans ce contexte il n'est pas surprenant que cette défaite rappelle aux anciens détenus politiques les dernières élections pluripartites, largement falsifiées, de 1946, d'autant plus que les dirigeants des « partis historiques » avaient l'expérience directe de cette période ; ainsi *Dreptatea* se demande :

1946 – le début de la grande tragédie ; 1990 – la tragédie  
continue-t-elle ? <sup>72</sup>

---

<sup>69</sup> Par l'apparition du Parti National Libéral-Convention Démocratique.

<sup>70</sup> *Dreptatea*, 22 mai 1990.

<sup>71</sup> PĂUNESCU, Ilie, « Contra-revoluția de dupa 20 mai » [La contre-révolution après le 20 mai], *Dreptatea*, 22 mai 1990, p. 1.

<sup>72</sup> *Dreptatea*, 22 mai 1990.

La destruction des sièges de ces formations politiques le 14 et le 15 juin renforcera cette idée d'une répétition de l'histoire. Finalement le PNPCD participera à la vie parlementaire, mais ne cessera de contester non seulement la légitimité de la victoire du FSN, mais aussi la légitimité des institutions étatiques.

La logique de cette contestation part de l'idée qu'en 1990 les forces de 1947 s'affrontent de nouveau, comme jadis les mêmes contrôlent les institutions de l'Etat et gagnent les élections. Bien évidemment l'idée de la simple répétition de l'histoire ne rend pas compte de la réalité, mais son invocation est en soi significative et accentue une effective similitude structurelle, qui met en scène des rapports entre des cultures politiques et des institutions qui avaient persisté à travers le temps.

C'est donc moins dans la logique d'une stratégie politique immédiate qu'en fonction de cette tradition de la confrontation, qu'il faut comprendre le radicalisme du discours du PNPCD par rapport au FSN. En même temps, cette tradition de la confrontation est réactivée par des événements précis de 1990, notamment par l'intervention des mineurs<sup>73</sup>. C'est en ce sens qu'il faut comprendre l'attitude du PNPCD qui, après la destruction complète de la logistique du siège central du parti, dénonce, dans *Dreptatea*, ces événements comme étant « des manifestations typiques d'un pouvoir totalitaire en ascension »<sup>74</sup>.

Les violences du 13-15 juin 1990 sembleront confirmer l'image que le PNPCD avait du pouvoir en place ; désormais, le clivage entre ceux qui posent le problème de la démocratisation, avec son corollaire, la mémoire des abus du régime précédant, et ceux qui mettent l'accent sur la tranquillité et l'oubli, est consacré. Le discours sur le passé fait donc partie d'une attitude plus générale de l'opposition, avant tout du PNPCD, mais aussi des membres de la composante civique de l'opposition, qui veulent apparaître comme partisans d'un changement radical, voir révolutionnaire.

Le PNPCD utilise le discours de contestation le plus radical des « partis historiques », comme en décembre 1990, quand Corneliu Coposu déclare

---

<sup>73</sup> De ce point de vue la réciproque n'est pas valable car aucun événement provoqué par les « partis historiques » n'est caractérisé par une violence similaire aux incursions des mineurs à Bucarest. Ces partis sont les victimes de ces violences et en vertu de cette position vont apparaître comme l'alternative démocratique au FSN.

<sup>74</sup> *Dreptatea*, 22 juin 1990.

que son parti considère comme impossible toute forme de collaboration avec le FSN et demande des élections anticipées<sup>75</sup>. Le PNPCD se veut le principal garant contre le risque de tomber dans une dictature « néocommuniste »<sup>76</sup> ; dans une déclaration officielle de l'époque, le parti demandera que le Parlement se dissolve, que le gouvernement soit démis, et que le président soit obligé d'abandonner son mandat, car :

Une année après la Révolution, la Roumanie se trouve encore sous un régime totalitaire, néocommuniste.<sup>77</sup>

Ce communiqué, émis à l'occasion du premier anniversaire de la chute du régime communiste, montre que le parti se veut le représentant de ceux qui attendent une nouvelle révolution. Le PNPCD encourage, dans *Dreptatea*, l'opposition extraparlamentaire ; ainsi, pour Corneliu Coposu :

L'esprit de la « Place de l'Université », comme il s'est déjà manifesté et comme il se manifestera à l'avenir, aura un rôle décisif dans la normalisation de la Roumanie et dans notre politique future.<sup>78</sup>

Mais le caractère antisystème de l'opposition, surtout du PNPCD, est surtout mis en relief en septembre 1991, quand, en dépit du fait que le parti avait été, plusieurs fois, pris pour cible des actions violentes des mineurs de la Vallée du Jiu, le PNPCD les salue quand leurs actions menacent le pouvoir en place. Ainsi, au moment de la chute du gouvernement dirigé par Petre Roman, le PNPCD semble approuver les actions des mineurs :

L'opposition non seulement n'est pas unie, mais ne se rend pas compte de ce que les mineurs sont en train de démolir l'édifice

---

<sup>75</sup> Corneliu COPOSU, *Dreptatea*, 21 décembre 1990.

<sup>76</sup> *Dreptatea*, 11 avril 1991.

<sup>77</sup> La déclaration du PNPCD à l'occasion de l'anniversaire d'un an depuis la Révolution de Décembre, *Dreptatea*, 22 décembre 1990.

<sup>78</sup> Corneliu COPOSU, *Dreptatea*, 29 août 1991.

communiste. Le peuple s'unit en prenant de l'avance par rapport aux forces de l'opposition politique.<sup>79</sup>

Pendant la même période se déroulait, au Théâtre National, le Congrès du PNPCD, auquel, le 27 septembre, on introduit un des mineurs protestataires ; l'organe du parti présentera ainsi ce moment inédit:

Les membres du PNPCD, ceux qui l'année dernière avaient été brutalement agressés, ont eu le pouvoir et la sagesse d'ovationner cet homme courageux, et la sale scande « Unité » et « Le pays est avec vous ».<sup>80</sup>

D'ailleurs, un des vice-présidents du parti, Ioan Lup, déclarera : « ces hommes (les mineurs) représentent la base du peuple roumain, on les remercie d'être présents à notre Congrès »<sup>81</sup>. Contents de la démission du Premier ministre Petre Roman, les dirigeants du PNPCD espéraient, en les encourageant en ce sens, que les mineurs réussiraient également à déstabiliser le président Ion Iliescu. Finalement, loin d'être menacé par l'action des mineurs, Ion Iliescu a été son principal bénéficiaire, car il a pu ainsi évincer son rival à l'intérieur du FSN.

Cette erreur d'appréciation des conséquences de la nouvelle incursion des mineurs à Bucarest révèle un parti qui tend à considérer que tout moyen est justifié pour enlever le pouvoir à ceux qui sont accusés d'être des néocomunistes. Après cet épisode et l'expression de la sympathie pour les actions insurrectionnelles des mineurs, l'attachement même du PNPCD aux institutions démocratiques pouvait être mis en doute. D'autre part ce parti conteste justement le caractère démocratique des institutions politiques roumaines. En tout cas, cette apparente réconciliation symbolique entre les mineurs et leur victimes de 1990 apparaissait comme étant uniquement le résultat d'un calcul politique à courte vue, qui, en plus, s'est montré inexact. Le calcul était défectueux, car le parti, jugeant uniquement par le prisme du

<sup>79</sup> GEORGESCU, Radu, « Adevărata unitate » [La vraie unité], *Dreptatea*, 28 septembre, p. 4.

<sup>80</sup> *Dreptatea*, édition spéciale, 29 septembre 1991.

<sup>81</sup> *Ibidem*.

conflit entre néocomunistes et anticomunistes, était dans l'incapacité de percevoir les enjeux des conflits qui se déroulaient à l'intérieur même du FSN.

A la suite des ces événements, l'autre membre important de la Convention Démocratique, le PNL, acceptera de participer à un gouvernement de coalition avec le FSN, ce qui permettra au PNPCD de renforcer son image de parti irréconciliable avec les ex-communistes. Cette attitude critique à l'égard de toute collaboration avec le FSN sera confirmée par le refus du PNPCD de légitimer l'adoption de la nouvelle Constitution, en décembre 1991 ; ainsi, lors du referendum pour la Constitution :

Le PNPCD recommande aux citoyens de ne pas se présenter aux urnes [...] car on ne prévoit pas de mesures pour la réparation des injustices commises par le régime communiste, notamment en ce qui concerne la propriété agricole des paysans et la propriété urbaine.<sup>82</sup>

En fait, à l'époque, la priorité du PNPCD en ce qui concerne l'ordre constitutionnel était la forme de gouvernement qui, selon le programme du parti, devait être décidée par un referendum distinct, entre la république parlementaire et la monarchie parlementaire<sup>83</sup>. D'ailleurs, le journal *Dreptatea* du 6 décembre publie le message du roi Michel, qui met en cause le texte de la nouvelle Constitution, car elle « maintient en vigueur la légalité de l'administration Ceaușescu »<sup>84</sup> et montre que ses auteurs « n'ont pas compris le sens de la révolution de 1989 »<sup>85</sup>.

Il y a donc une mise en cause de la légitimité même de la nouvelle fondation légale et politique de l'Etat roumain, d'autant plus que, selon le quotidien du parti, « le peuple n'a pas approuvé la Constitution »<sup>86</sup> avec l'argument que plus de 50% des inscrits n'ont pas voté en la faveur du texte<sup>87</sup>. Le PNPCD hésite entre, d'une part, mettre l'accent sur des manifestations de rue, sur la contestation radicale des institutions en place, notamment en soutenant le retour de l'ancien roi, et, d'autre part, la participation à la vie parlementaire et le soutien de certaines démarches du

---

<sup>82</sup> *Dreptatea*, 5 décembre 1991.

<sup>83</sup> Le manifeste du PNPCD-la doctrine et la politique du PNPCD, *Dreptatea*, 2 octobre 1991, p. 4.

<sup>84</sup> *Dreptatea*, 6 décembre 1991

<sup>85</sup> *Ibidem*.

<sup>86</sup> *Dreptatea*, 16 décembre 1991.

<sup>87</sup> *Ibidem*.

gouvernement. En ce sens, fait significatif, Doina Cornea, proche du parti pendant toute cette période, avait l'impression que Corneliu Coposu ne voulait même pas gagner les élections en 1992, conscient de la faiblesse de son parti<sup>88</sup>.

D'autre part, dès 1990 les « partis historiques », mais aussi d'anciens dissidents comme Doina Cornea, font appel aux instances internationales pour dénoncer certains traits du nouveau régime. Cette attitude est exploitée par les nationalistes, mais elle révèle surtout le type d'attitude politique qui caractérise l'opposition de l'époque ; en fait, il ne s'agit pas d'essayer de représenter l'électorat, mais de prétendre accéder au pouvoir au nom de certaines valeurs dont le monopole serait détenu par ces partis en vertu de leur légitimité historique, susceptible à être reconnue plus rapidement par l'Occident.

## **II.A. Les anciens détenus politiques**

La présence des prisonniers politiques des années cinquante aux premiers rangs de la vie politique postcommuniste roumaine est avant tout le résultat de l'absence d'un mouvement dissident avant 1989. Nous avons vu comment le FSN, pendant les premiers mois de 1990, avait essayé, avec un certain succès, de faire oublier les responsabilités des membres de la nomenklatura, tout en attisant les attaques publiques contre les anciens détenus politiques. Les attaques des médias contre cette catégorie prolongeront la peur, cette fois-ci non pas de la répression communiste, mais de la décommunisation. Le vote pour la tranquillité de 1990 et la méfiance envers les « partis historique » sont en partie déterminés par le spectre d'un procès du communisme dont les accusateurs et juges seraient les anciennes victimes.

Pourtant, les années de prison, la surveillance ininterrompue jusqu'en 1989, n'ont pas fait des représentants de cette catégorie les assoiffés de revanche que présente le FSN. Leur existence même, en dépit de la répression, était en soi une forme de revanche, ce qui explique le fait qu'ils agissent souvent selon une

---

<sup>88</sup> CORNEA, Doina. *La face cachée...* cit., p. 85.

temporalité différente des autres acteurs politiques. Les anticomunistes, comme la droite française après la Première Guerre mondiale, se voulaient les seuls dépositaires des leçons du passé récent ; pourtant, les anciens détenus politiques, en tant que porteurs d'une mémoire de la souffrance, comme les anciens combattants, ont eu une influence dans le sens de la modération du discours anticomuniste en ce qui concerne une éventuelle épuration<sup>89</sup> Finalement, la mémoire de la répression a pour effet de décourager les attitudes qui allaient dans le sens de la demande d'autres répressions ; le discours parfois radical des anciens détenus vise à la condamnation du passé communiste et de ses héritiers, mais n'incite aucunement à la violence – tout au contraire, il accentue la nécessité de ne pas répéter les abus du passé<sup>90</sup>.

D'autre part, les anciens détenus politiques représentent une catégorie symboliquement, sociologiquement et, en termes de culture politique, intrinsèquement opposée aux dirigeants du FSN, et cette altérité radicale, plus que le discours sur le passé communiste, explique la difficulté du dialogue politique ; plus que la méfiance réciproque, la conviction mutuelle de l'impossibilité d'une quelconque entente radicalise les positions des uns et des autres. Donc l'accentuation du clivage sur la question du passé communiste est surtout une conséquence de cette impossibilité de la négociation.

Le caractère anticomuniste de l'opposition civique aide les anciens détenus politiques, dans leur qualité de dirigeants des « partis historiques », d'apparaître comme les plus crédibles représentants politiques de cette opposition. Ainsi Corneliu Coposu, en tant que dirigeant mais surtout comme leader moral de la CDR, utilise, en mettant son propre passé en balance, les mécanismes de la légitimation par le sacrifice :

---

<sup>89</sup> BECKER, Jean-Jacques. La Première Guerre Mondiale dans la mémoire des droites. *Histoire des droites en France. Tome 2. Cultures*. éd. par Jean-François SIRINELLI. Paris : Gallimard, 1992, p. 505-548, p. 537.

<sup>90</sup> La collection de la Revue *Memoria* est exemplaire en ce sens. Jean- Jacques Beker observait, en ce qui concerne les anciens combattants, que « il n'est finalement pas aussi paradoxal, qu'au-delà d'un discours volontiers martial...la mémoire de la guerre ait joué à droite dans le sens d'un refus d'une nouvelle guerre », BECKER, Jean-Jacques. *Op. cit.*, p. 537.

Les meilleurs d'entre nous ont été enterrés entre les murs des prisons communistes.<sup>91</sup>

La position des anciens détenus politiques est convertie politiquement à la fois comme supériorité dans l'ordre de l'attachement à la démocratie, mais aussi pour invoquer la continuité d'une intransigeance irrépressible :

On ne se laisse pas intimider comme nous n'avons pas été intimidés pendant la dictature de Gheorghiu-Dej, dans les prisons par lesquelles nous sommes passés.<sup>92</sup>

Le mécanisme de la reproduction de ce type de légitimation est exemplifié par le président de la CDR, Emil Constantinescu, quand il déclare, à la mort du président du PNPCD :

En décembre 1989, Corneliu Coposu n'est pas revenu dans l'arène politique, puisqu'il ne l'avait jamais quittée.<sup>93</sup>

Cette déclaration est significative à plusieurs égards. D'abord, Emil Constantinescu met l'accent sur la continuité du combat de l'ancien dirigeant du PNPCD. Cette continuité est présentée comme étant non seulement celle d'un combat pour certains idéaux, mais aussi une présence « dans l'arène politique », formule par laquelle il faut comprendre l'espace symbolique de l'existence d'une forme d'élite politico-morale, qui, même dans les prisons, préserve sa représentativité démocratique.

Le futur président roumain essaie de s'inscrire dans l'héritage de Corneliu Coposu et de convertir ainsi à son intérêt ce type de légitimité politique par l'invocation de la souffrance. On peut donc inférer que, en dépit d'un déficit d'image initial, les détenus politiques avaient, en 1995, un important capital politique.

---

<sup>91</sup> *Dreptatea*, 21 mai 1991.

<sup>92</sup> *Dreptatea*, 11 avril 1991.

<sup>93</sup> CONSTANTINESCU, Emil. *Legendele nu mor niciodată* (Les légendes ne meurent jamais), 14 novembre 1995. *Timpul dărmării...*, tome II, *cit.*, Bucarest : Universalia, 2002, p. 31-33, p. 32.



Ainsi la présence des anciens détenus politiques crédibilise le discours anticomuniste mais, en même temps, le discours lui-même, au sens propre du terme, commence à devenir inutile, étant remplacé par l'usage de personnes, notamment de Corneliu Coposu, avant et après novembre 1995, comme symboles des anticomunistes. En conséquence à la personnalisation de la vie politique correspond une personnalisation au niveau du rapport au passé récent. Les dirigeants des « partis historiques » utilisent leur propre passé non seulement pour le convertir en capital politique personnel, mais aussi et surtout pour légitimer les mouvements politiques qu'ils représentent. En ce sens, on peut parler d'un usage non seulement de certaines traditions politiques, mais aussi des personnes qui, ayant, en raison de leur âge, un avenir politique très limité chronologiquement, suivent des logiques d'action politique incompréhensibles selon les critères habituels de la vie politique.

Les « partis historiques » sont donc le lieu, du point de vue du rapport au passé, à la fois de l'expérience et de la mémoire vivante de la souffrance et, d'autre part, de l'usage politique de cette mémoire. Il était devenu impossible de distinguer entre l'homme politique et l'ancienne victime. Le sens du poids politique des anciens détenus, en tant que dirigeants de leurs partis, peut être déduit des différences de discours entre le PNPCD et les deux autres formations politiques traditionnelles. Le PNPCD sera effectivement dirigé par de vieux membres de l'ancien PNP, ce qui conduit, d'une part, à une plus grande cohérence du rapport au passé communiste – cohérence qui lui permet de dominer la CDR –, mais, d'autre part, à une inertie des stratégies politiques, qui vont le laisser, après 2000, hors du Parlement. Les deux autres partis garderont un certain temps à leurs têtes d'anciens détenus politiques, mais le rôle de ceux-ci devenait de plus en plus symbolique<sup>94</sup>.

Dans tous les trois partis arrivés au pouvoir fin 1996, sont promues à des responsabilités exécutives, essentiellement pour des raisons d'âge, des personnes qui ne sont pas des anciens détenus. C'est comme si leur rôle cessait après la première alternance, car, s'ils ont décisivement contribué à crédibiliser l'altérité de

---

<sup>94</sup> Après 1996 Mircea Ionescu Quintus, président du PNL, n'est pas vu comme le véritable dirigeant du parti, au profit du premier vice-président du parti, Valeriu Stoica.

leurs formations politiques par rapport aux héritiers de l'ancien parti unique, leur présence dans les institutions forgées par ces derniers était désormais inutile.

## **II.B. Des traditions incompatibles**

La centralité de la question de la moralité, dans les discours du PNPCD et des manifestants de la Place de l'Université, est une forme implicite de critique de l'attitude de la majorité des Roumains par rapport au régime communiste. Dans ce contexte, invoquer la morale ne renvoie pas à un quelconque ordre moral liée à une doctrine religieuse, c'est essayer de juger les actions pendant le régime communiste à partir des critères utilisés par les anticomunistes pour évaluer ce passé. En fait, l'invocation de la morale n'est qu'un biais par lequel on essaie de traduire dans les termes de la politique postcommuniste le comportement des Roumains avant 1989. Sous sa forme la plus simplifiée, ce type d'approche renvoie essentiellement à l'idée de cohérence des engagements. Et c'est justement cette cohérence qu'invoquent les « partis historiques », comme critère qui devrait disqualifier les dirigeants du FSN.

L'appel à la morale politique, à la cohérence des engagements, est une forme rhétorique qui devrait trancher une des plus importantes questions qui se posent au début de 1990 : *Qui est le plus apte à conduire la démocratisation ?* Autrement dit : Qui est-ce qui doit diriger la construction des nouvelles institutions, qui doit gouverner au début de la transition? Posée en ces termes, la question suppose l'impossibilité d'un véritable pacte constitutionnel<sup>95</sup>, ce qui est logique vu l'attitude du FSN à l'égard de ces partis, légalisés, pourtant à peine tolérés.

Ceux qui ont dévasté plusieurs fois, pendant les six premiers mois de 1990, les sièges des « partis historiques », et ont attaqué des intellectuels, suspects d'avoir participé au mouvement de la Place de l'Université, et, d'autre part, ceux qui soutiennent la logique de la décommunisation du point 8 de la Proclamation de Timișoara, avaient probablement le mieux compris, ou en tout cas sont la preuve du rapport irréconciliable qui existait entre les principales forces politiques de

---

<sup>95</sup> Le contexte et la constitution du CPUN ne fait de cette institution qu'un semblant d'assemblée parlementaire, qui ne fait que légitimer les décisions prises par le FSN.

l'époque. Dans ce contexte, l'appel à la morale doit être vu comme le recours discursif du plus faible, qui oppose au plus fort des arguments censés le disqualifier et mettre en doute sa prétention de représenter à lui seul l'intérêt national.

Le PNPCD lie son adhésion à la doctrine chrétienne-démocrate à l'impératif moral, considéré comme la dimension la plus importante de son identité politique<sup>96</sup>. D'autre part, même si les « partis historiques » ont soutenu le point 8 de la Proclamation de Timișoara, ce texte n'était pas le produit de leurs intentions. La lustration est une demande qui vient de la part de l'opposition non-partisane, mais qui n'est pas considérée comme faisable par l'opposition politique. Ces partis soutiennent fortement ce point, parce qu'il apparaît comme ayant la signification d'une condamnation morale de leurs adversaires du FSN.

Si on se demande, comme tous ceux qui vont soutenir directement ou indirectement les partis traditionnels, *Qui a le droit moral de prétendre diriger la démocratisation du pays ?*, on suggère, par les termes mêmes de la question, une réponse, car l'existence même des « partis historiques », présentée comme le résultat d'une résistance incessante au communisme, leur donne le droit de diriger le processus de démocratisation. Dans cette logique, la vocation démocratique d'un parti ne peut pas être vue et prouvée par le prisme de ses déclarations d'intention d'après la chute du communisme, mais par son passé.

Le conflit à l'égard du passé communiste est donc un conflit visant la question de la légitimité des forces politiques qui s'affrontent, légitimité démocratique non pas en termes de représentativité, mais dans le sens de la présentation d'un passé certifiant l'attachement aux valeurs démocratiques.

Ce qui est caractéristique du cas roumain, ce n'est évidemment pas le conflit sur le passé récent, le clivage entre anticomunistes et ex-communistes, mais l'absence de forces politique médiatrices, l'absence d'arbitre ou au moins d'acteurs significatifs qui puissent assurer la communication entre les protagonistes. Dans les pays d'Europe centrale, les dissidents apparaissent naturellement comme les successeurs légitimes au pouvoir, mais entre eux il y a d'anciens membres, parfois

---

<sup>96</sup> V. ȚEPELEA, Gabriel, « Programul PNPCD » [Le programme du PNPCD] in *Din gândirea creștin-democrată românească* [De la pensée chrétienne-démocrate roumaine]. Ed. par la Direction des départements d'études, doctrine et programmes du PNPCD, Bucarest : Metropolis, 1995, p. 53-56.

importants, des partis communistes. Ainsi, d'une part, la nouvelle élite n'est pas radicalement différente de l'ancienne et, d'autre part, le critère de la conversion, l'existence d'un moment où l'on a contesté la ligne du parti, apparaît comme une évidence. Par contre, en Roumanie, ceux qui prétendent avoir contribué décisivement, en décembre 1989, à la chute du régime communiste, ce sont uniquement les anciens communistes du FSN. En considérant le Front comme un simple héritier de l'ancien parti unique, le PNPCD et ses alliés contestent la valeur du moment de décembre 1989 comme moment de conversion des anciens communistes. En fait cette conversion est encouragée, mais à condition de déboucher vers un soutien pour l'opposition au FSN.

D'autre part, nous avons vu que le FSN n'a jamais eu une tradition politique dont il se réclame explicitement, ce qui sera hérité par ses successeurs après le schisme de 1992, le PD et le PDSR. D'autre part, comme nous l'avons déjà montré, le PNPCD considère que c'est précisément dans sa tradition, dans son opposition irréconciliable avec le PCR, que se trouve l'argument le plus important pour justifier le refus de toute transaction avec le FSN. En même temps le FSN se comporte, par rapport au PNPCD, comme s'il était effectivement le légataire du PCR, même s'il ne reconnaît pas cette filiation. Ainsi le FSN ne fait que donner raison à ses principaux adversaires qui superposent le conflit historique entre l'ancien PNP et le Parti Communiste à l'opposition postcommuniste entre le PNPCD et le FSN. Le rapport au passé communiste de chaque parti ne résulte donc pas seulement d'un conflit pour le pouvoir, il est aussi le résultat de traditions institutionnelles irréconciliables.

### **II.C. Le Front Démocratique Antitotalitaire**

La constitution, en octobre 1990 à Cluj, de la Convention Nationale des Forums Démocratiques Antitotalitaires de Roumanie, apparaît rétrospectivement comme le premier pas vers la constitution de la Convention Démocratique<sup>97</sup>. Des

---

<sup>97</sup> Voir PAVEL Dan, HUIU Iulia. *Op. cit.*, p. 66-67.

Forums faisaient partie les associations civiques et les formations politiques qui avaient soutenu la Proclamation de Timișoara et le mouvement de la Place de l'Université. Pour le premier président du Forum, Adrian Marino, le FDAR est « anti-Front, anti-néocommuniste, anti-néototalitaire, donc, radicalement et définitivement, anticomuniste »<sup>98</sup>, et vise « le remplacement de toutes les structures communistes »<sup>99</sup>. La coalition met l'accent sur le respect des droits de l'homme, la fin de toutes les discriminations (ethniques, religieuses, etc.) dénonçant aussi le fait que « des dizaines de lois anciennes empêchent l'initiative privée »<sup>100</sup>. Le FDAR soutien l'adoption d'urgence par le Parlement Roumain de l'initiative législative qui prévoit la mise hors la loi du PGR et PST, car ce sont :

Des partis communistes déguisés et des formations chauvines,  
antisémites, qui propagent la haine.<sup>101</sup>

Le Front Démocratique Antitotalitaire, ensuite la Convention Démocratique, sont des coalitions qui découlent logiquement du rapport des forces politiques postcommunistes. Les « partis historiques » voient dans la domination du FSN et dans sa victoire du 20 mai le résultat d'une fraude, une fraude effectuée avant tout par la propagande, ce qui rend cette domination fragile, vouée à un effritement assez rapide. D'autre part, ces partis partagent avec les mouvements civiques à la fois l'anticommunisme et la conviction que le FSN est dominé par des forces *néocommunistes* ; ce qui constitue un autre argument en faveur de la thèse de la faiblesse du FSN, car le *néocommunisme* n'avait pas, selon eux, d'avenir.

A l'intérieur du Front Démocratique Antitotalitaire, même si le PNL avait une représentation parlementaire bien plus consistante que le PNPCD, c'est ce dernier qui apparaît comme ayant le poids le plus important dans l'établissement de l'agenda politique de cette alliance. Ainsi, en avril 1991, le FDAR demande, dans un « Appel à la nation », « la destruction des structures collectivistes et

---

<sup>98</sup> MARINO, Adrian, « Forumul Democratic Antitotalitar » [Le Forum Démocratique Antitotalitaire], *Dreptatea*, 2 octobre 1990, p. 1.

<sup>99</sup> *Ibidem.*

<sup>100</sup> *Ibidem.*

<sup>101</sup> Communiqué du Front Démocratique Antitotalitaire de Roumanie, *Dreptatea*, 17 septembre 1991.

bureaucratiques de l'agriculture » et exige que la terre soit donnée aux paysans<sup>102</sup>, ce qui est un thème spécifique du PNPCD. L'appel ajoute que :

Le pouvoir actuel se base sur l'ancienne nomenklatura et ne veut pas et ne peut pas réaliser une réforme radicale.<sup>103</sup>

Le FDAR demande la démission du gouvernement, la dissolution du parlement et la démission de Ion Iliescu, avant l'organisation d'élections anticipées. Ce type de discours reprenait la rhétorique du PNPCD, ce qui permettait aux adversaires de cette coalition de voir dans l'association civico-politique un simple prolongement du PNPCD.

Les associations qui vont être parmi les fondateurs de la CDR, notamment l'Alliance Civique, qui, dès son apparition, avait organisé, le 15 novembre 1990, une grande manifestation à Bucarest, ont une attitude qui est dans la même logique que celle du PNPCD, de contestation de toutes les institutions en place ; cette logique ne pouvait qu'être repoussée par le FSN et rendre le dialogue politique impossible. En fait, le radicalisme de la contestation des institutions accusées ne de pas être démocratiques est une attitude qui doit être reliée aux manifestations de la première partie de 1990, qui entretiennent et sont en même temps nourries par l'espérance d'une nouvelle révolution<sup>104</sup>.

Le grand handicap qu'ont entre 1990 et 1992 les partis d'opposition provient justement du fait qu'ils apparaissent comme mettant en danger le nouveau régime, qui avait rendu possible leur existence. Et cette existence même tend à créditer la volonté de démocratisation du FSN et à invalider leur propre message. En plus, la contestation radicale du pouvoir en place était un problème en soi pour la stabilité du système politique. D'ailleurs, l'organisation de l'opposition est elle-même précaire, d'une part parce que les partis politiques ont des difficultés importantes au niveau de la création de leur structure institutionnelle, mais aussi parce qu'ils privilégient des actions comme les manifestations de rue. Cette contradiction entre

<sup>102</sup> *Dreptatea*, 17 avril 1991, p. 1.

<sup>103</sup> *Ibidem*.

<sup>104</sup> Cette idée était si forte que le PNPCD, en septembre 1991, va soutenir, dans leur conflit avec le gouvernement dirigé par Petre Roman, ceux même qui, avaient agi le 14 et 15 juin 1990.

le discours pro-démocratique et l'attitude anti-institutionnelle marquera, comme on va le voir, la Convention Démocratique, aussi bien au niveau de son attitude politique qu'en tant que structure durable.

### **Conclusions**

Nous avons pu voir que le rapport conflictuel entre les « partis historiques », avant tout le PNPCD, et le FSN, est un conflit entre des formations politiques dont les identités impliquent la négation même de la légitimité de l'adversaire à exercer le pouvoir. Le caractère irréconciliable, au début des années 1990, du rapport entre le PNPCD et le parti de Ion Iliescu, nous apparaît comme inévitable, car il était le résultat de la nature même du régime communiste en Roumanie.

D'autre part la fonction de l'anticommunisme apparaît comme étant celle de l'expression d'une contre-élite, indépendante de l'héritage institutionnel et idéologique de l'ancien parti unique. L'anticommunisme était ainsi un type de discours commun au PNPCD, au PNL et à l'Alliance Civique, nécessaire à la naissance de la Convention Démocratique. Et cette situation ne peut être comprise qu'à travers l'observation que, pendant la période qui précède la formation de la Convention Démocratique, il n'y a pas de véritable opposition politique en Roumanie qui ne soit anticommuniste.

Si la coalition des formations politiques avec les associations civiques, du point de vue des partis, est avant tout une manière d'utiliser la capacité de mobilisation des organisations civiques, du point de vue de celles-ci c'est bien plus qu'une coalition électorale, c'est l'incarnation des espoirs suscités par le discours anticommuniste, sans lesquels ni la formation de la Convention Démocratique, ni la mobilisation ultérieure n'auraient été possibles.

La prétention des partis qui constitueront la CDR d'être considérés comme les seuls partis véritablement démocratiques est argumentée par le rappel de leur rapport aux événements de 1990, notamment à la manifestation de la Place de l'Université. Ultérieurement, la CDR pourra utiliser l'appel à ce moment pour se démarquer des deux partis résultés de la scission du FSN, et dirigés par Ion Iliescu,

respectivement par Petre Roman. Dans cette logique, « démocratique » devait être synonyme d'anticommuniste ; cette forme d'intransigeance devait contribuer à la durabilité du clivage politique de 1990 entre les anticomunistes et ceux qui étaient accusés d'être les héritiers du passé totalitaire, autrement dit du clivage qui rend légitime l'existence même de la CDR.





## Chapitre VI.

### **La CDR : de l'anticommunisme au populisme<sup>1</sup>**

Le 26 novembre 1991, plusieurs formations politiques et civiques décident de constituer la Convention Démocratique, dont les plus importants membres fondateurs étaient les trois « partis historiques », l'Association des Anciens Détenus Politiques, l'Alliance Civique et le Parti de l'Alliance Civique<sup>2</sup>. Dans ce conglomerat de partis et associations, présidé par Corneliu Coposu, sont représentées les catégories qui, dès la première moitié de l'année 1990, avaient manifesté leur mécontentement du pouvoir postcommuniste, notamment les participants au mouvement de la Place de l'Université : anciens détenus politiques, révolutionnaires, anciens exilés, dissidents et intellectuels, auxquels s'ajoutent les membres et proches des « partis historiques », qui dominent la nouvelle coalition politique.

Rétrospectivement, la Convention Démocratique semble avoir eu comme force motrice la collaboration entre l'Alliance Civique et le PNPCD, basée sur un discours qui met l'accent sur la nécessité de la décommunisation. Comme dans des contextes politiques similaires, au début du processus de démocratisation, la

---

<sup>1</sup> Nous allons comprendre par populisme une attitude politique qui fait appel au peuple, à ce qui est perçu comme étant une aspiration de la majorité de la population, et qui s'oppose à l'élite politique. A ce propos « Populism » in MILLER, David (éd.). *Enciclopedia gîndirii politice* Blackwell [Encyclopédie de la pensée politique Blackwell] (tr.), Bucarest : Humanitas, 2000, p. 579-581.

<sup>2</sup> Les autres membres fondateurs étant le Parti Ecologiste Roumain, Le Parti de l'Unité Démocratique, l'Union Démocrate Chrétienne, et des associations civiques : Le syndicat politique « Fraternitatea », L'Union Mondiale des Roumains Libres, la Solidarité Universitaire et « România viitoare ». Pour la formation de la CDR voir PAVEL Dan, HUIU Iulia. Op. cit. , p. 89-90.

fonction première de la critique du passé est, en l'absence d'une idéologie alternative, de « permettre aux réformistes de se reconnaître entre eux »<sup>3</sup>.

La Convention Démocratique veut représenter une alternative politique au Front du Salut National, le discours utilisé initialement pour mobiliser l'électorat se caractérise par une interprétation de la réalité qui considère que le principal trait de ceux qui ont pris le pouvoir en décembre 1989 est d'être des continuateurs de l'ancien parti unique. Dans ce chapitre nous allons essayer d'analyser l'importance et l'évolution du rapport au passé récent dans la constitution et le parcours de cette coalition d'organisations politiques et civiques.

Les événements de 1990 montrèrent à tous ceux qui utilisaient une rhétorique anticomuniste non seulement qu'ils avaient un adversaire commun, mais aussi qu'il était impossible de l'affronter en ordre dispersé. L'apparition de la Convention Démocratique est vue comme l'expression de l'opposition au FSN dans la logique du clivage dominant des années 1990 sur la question du passé communiste, clivage qui relève l'existence de deux cultures politiques : l'une ayant essentiellement, comme on l'a vu, ses origines dans celle de l'ancien parti unique, l'autre invoquant ses racines dans le système démocratique de l'entre-deux-guerres. La persistance de ce clivage, qui vient de la période pré-communiste, ainsi que le retour des « partis historiques », qui font que ce clivage devient politiquement significatif, sont en fait les conséquences de certaines caractéristiques du contexte politique roumain du début des années quatre-vingt-dix, dont nous avons précédemment tracé les lignes les plus importantes. C'est à partir des usages politiques du passé que nous allons essayer d'analyser la Convention Démocratique, justement parce que celle-ci se donne comme sens la lutte contre l'héritage communiste.

On doit observer que la défaite des « partis historiques » aux élections du 20 mai n'amène pas la société civile naissante à donner son soutien à un nouveau parti politique, comme l'était celui né de l'Alliance Civique<sup>4</sup>, mais impose l'idée d'alliance avec les « partis historiques », desquels avait essayé de se démarquer le mouvement de la Place de l'Université. Pourtant toute la construction

<sup>3</sup> SMITH, Kathleen E. *Remembering...*cit. , p. 17.

<sup>4</sup> Le Parti de l'Alliance Civique, dirigée par Nicolae Manolescu, est apparu, en août 1991, en tant que branche politique de l'Alliance Civique, pour ultérieurement se détacher de celle-ci et de la CDR. Va finir par se fondre dans le PNL en mars 1998.

institutionnelle qu'est la CDR reste profondément marquée par *l'apolitisme* des manifestants de 1990, notamment comme résultat de la place accordée aux mouvements civiques.

Sans entrer dans les détails de son fonctionnement institutionnel, il faut souligner le poids considérable que prennent, à cause de la parité du vote, ces associations et les petits partis.<sup>5</sup> Ce poids pouvait être vu comme excessif, ce qui explique à la fois les difficultés du fonctionnement de la coalition et l'hégémonie du PNPCD, qui contrôlera la CDR grâce à ses relations privilégiées avec certaines des associations, comme celle des anciens détenus politiques, les monarchistes<sup>6</sup> et l'Alliance Civique. Même si ces difficultés sont réelles et doivent être liées à une atrophie de la dimension institutionnelle de la CDR, il s'agit plutôt d'un effet que d'une cause. La cause de cette hégémonie du PNPCD est, selon nous, le résultat de la convergence, décrite dans le chapitre précédent, entre les discours et l'attitude de cette formation politique et ceux du mouvement de la Place de l'Université, en général avec l'esprit qui anime la composante civique de la CDR. C'est donc au niveau de la culture politique, du type de discours et des priorités mises en avant par celui-ci, qu'il faut comprendre la sélection des dirigeants à l'intérieur à la fois de ces associations et des formations politiques ; c'est donc à ce niveau qu'il faut chercher les causes de la domination exercée sur la Convention par le PNPCD.

Finalement de *l'apolitisme*<sup>7</sup> de 1990 reste sa capacité de rendre légitime cette position ambiguë des associations civiques, qui ne sont pas des partis, mais ont une influence directe sur le sort de la CDR et implicitement des « partis historiques ». Le prétendu *apolitisme* fait le lit du PNPCD grâce à la constitution de la CDR, car le parti traditionnel n'est pas vu avant tout comme une structure institutionnelle, mais comme un symbole ; la majorité des associations civiques soutiendront donc le PNPCD non pas en tant que parti politique, mais en tant que porteur efficace d'un type de discours et d'une vision du monde.

L'influence de *l'apolitisme* explique aussi la réticence des plus connus membres de ces associations à rejoindre des partis que pourtant leurs associations

<sup>5</sup> Voir PAVEL Dan, HUIU Iulia. *Op. cit.*, p. 286-310.

<sup>6</sup> L'Association « România Viitoare » [La Roumanie du futur] dirigée par Simina Mezincescu.

<sup>7</sup> Ou, plus précisément, du type de discours qui invoque une forme de posture non-parsane.

soutiennent. Il en résulte, en plus, une survalorisation de la dimension symbolique de la CDR et l'affaiblissement, au niveau organisationnel et des ressources humaines, à la fois des partis qui la composent et de la Convention elle-même qui, lorsqu'elle arrive au pouvoir à la fin de 1996, apparaît comme une simple construction discursive, que le PNPCD et la PNL peuvent abandonner sans explication aucune, sans tenir compte du fait que le vote de la majorité est allé non pas vers ces deux partis, mais vers l'entière Convention.

### **I. La CDR, la dimension institutionnelle de l'anticommunisme**

La Convention Démocratique est un conglomerat de partis avec des doctrines diverses, d'associations civiques et finalement de personnalités difficilement compatibles. Vu son hétérogénéité, l'existence même de la CDR est remarquable et ne peut s'expliquer que par l'existence d'objectifs qui ne pouvaient être atteints que par cette unification de ceux qui ne voulaient pas s'associer avec Ion Iliescu et ses proches.

En même temps, l'objectif commun peut expliquer uniquement la dimension institutionnelle, de coalition électorale, de la CDR. Notre intérêt va vers sa dimension symbolique et vers le type d'identité qui se construit autour de cette réalité institutionnelle extrêmement fragile. Cette dimension symbolique est directement liée à l'anticommunisme de la Convention et à sa volonté de représenter une alternative au parti de Ion Iliescu. Mais il faut se demander pourquoi la CDR utilise ce type de message, quelles en sont les principales caractéristiques et comment il a évolué.

En plus, la Convention a l'ambition de représenter une forme de contre-société, car les formations civiques et politiques qui la composent sont à l'image des composantes de la société roumaine qui s'opposent au pouvoir en place ; la CDR étant, selon la logique anticommuniste, la première force politique qui doit interrompre cinquante ans de domination des communistes et ex-communistes. Cette perspective permet à la CDR de faire oublier la faiblesse de sa dimension

institutionnelle au nom d'un sens supérieur à l'addition des ambitions de ses composantes – au nom d'un sens historique.

Mais la place de l'anticommunisme dans l'identité de l'opposition d'avant 1997 ne peut pas être comprise sans observer que la CDR a essayé et même réussi à exprimer et utiliser politiquement la frustration ressentie par une partie de la société et par la plupart des intellectuels face au rapport entre les attentes alimentées par le processus révolutionnaire et l'absence de changements, à tous les niveaux de la bureaucratie.

D'autre part une des attitudes qui la démarque des autres formations politiques est la légitimation par l'appel aux instances politiques occidentales, partis et organisations européens et nord-américains. Ce type de discours avait plusieurs fonctions : premièrement, il doit crédibiliser l'engagement pro-démocratique de la CDR et le mettre en contraste avec l'attitude du parti de Ion Iliescu, hostile aux engagements pro-européens jusqu'en 1995, et plus généralement sceptique par rapport à l'occidentalophilie longtemps après cette date. Ainsi, quand la Convention se présente, pendant la campagne électorale de 1992, comme le « partenaire de l'Europe »<sup>8</sup>, elle se démarque triplement du parti de Ion Iliescu et de ses alliés : d'abord au niveau de l'orientation de la politique externe, ensuite au niveau du modèle de société proposé, enfin par cette forme de légitimation politique, qui a sa source non pas au niveau national, mais au niveau d'institutions internationales et même de certaines valeurs vues comme universelles. Ces valeurs seront symbolisées en 1992 par la Statue de la Liberté, que l'on voit, sur la plupart des affiches de la Convention, brandir le signe électoral de la CDR, la clé.

Deuxièmement, le message pro-européen pouvait jouer le rôle d'un véritable programme politique, complémentaire de l'attitude anticomuniste, étant ainsi la principale partie positive du message de la CDR. Troisièmement, l'attitude pro-occidentale était une projection au niveau des relations internationales du discours interne sur le passé communiste. Nous avons déjà mis en évidence l'incompatibilité, dans le contexte roumain, du discours anticomuniste et du discours nationaliste. Il convient d'ajouter que le pro-occidentalisme est aussi le signe de l'attachement à un

---

<sup>8</sup> *România liberă*, 28 juillet 1992.

model idéal, politique et économique, vers lequel allaient les Roumains avant l'instauration du régime totalitaire. Dans cette logique, la redémocratisation voulue par les « partis historiques » et leurs alliés ne vise pas une forme de restauration des institutions pré-communistes, mais la synchronisation avec la civilisation occidentale<sup>9</sup>.

En même temps, les fondateurs de la Convention Démocratique se considèrent eux-mêmes, et sont considérés par la partie de la société qui s'oppose au FSN, comme les seuls partisans d'une démocratisation authentique<sup>10</sup>. Nous avons vu que l'idée de la continuation de la révolution est centrale au discours anticommuniste : elle se base sur le raisonnement qui part de la confiscation, par une partie de la nomenklatura, de la victoire du peuple de décembre 1989 ; continuation de la révolution et démocratisation étant dans ce contexte synonymes.

En conséquence le discours sur le passé communiste se confond, ou se mêle d'une manière inextricable, à la fois avec le discours critique à l'égard du pouvoir en place et avec l'impératif de la démocratisation. L'occidentalisation, la démocratisation et, comme condition des premières, la décommunisation sont donc les trois grands thèmes qui définissent la démarche discursive de la Convention tout au long de son existence. Le rapport au passé récent s'inscrit donc dans une démarche plus large, de laquelle la CDR tire son identité politique.

### **I.A. Le message électoral de 1992 : le rapport au passé au centre de la campagne**

Au début des années 1990 un véritable débat sur le passé récent apparaît comme improbable, car cette question occupe une place trop importante dans le processus d'identification de chaque acteur politique. Avant les élections locales, législatives et présidentielles de 1992, la plupart des médias, notamment

---

<sup>9</sup> Ce qui les rapproche de ce que Jürgen HABERMAS appelle « révolution de rattrapage », à ce propos HABERMAS, Jürgen. *Ecrits politiques. Culture, droit, histoire* (tr.), Paris : Flammarion, 1999, p. 185-216.

<sup>10</sup> Même si au niveau des principaux dirigeants de ces partis cet idéalisme démocratique n'était pas aussi fort que ses sympathisants l'auraient cru, il n'en est pas moins important de rendre compte du fait que la démocratisation est accélérée entre 1996 et 2000.

électroniques, font du rapport critique au passé communiste un sujet strictement politique, spécifique de la CDR, sans liens avec la nécessité de la connaissance des réalités historiques et encore moins avec les nécessités ressenties par la population. L'anticommunisme n'est pas populaire dans la presse, sauf dans celle qui soutient ouvertement la CDR, et on pouvait légitimement se demander pourquoi la Convention avait insisté tout au long de l'année électorale sur la dimension anticomuniste de son discours politique.

Pendant le printemps 1992, les événements qui se succèdent rapidement, les résultats très encourageants de la Convention aux élections locales de 1992, notamment au niveau des grandes villes, ainsi que la scission du Front du Salut National, transforment la CDR dans un favori des futures élections parlementaires. Lors de la campagne pour les élections locales, la Convention, qui se retrouve pour la première fois devant les électeurs, met en avance la logique de l'unité contre le FSN, unité au nom des valeurs représentées, sur les affiches, par la Statue de la Liberté tenant dans la main la clé.

La présence de la Statue de la Liberté était un symbole culturel et politique provocateur par rapport à la dimension nationaliste du FSN et à l'ex-communiste Ion Iliescu. Entre les deux tours des élections locales, l'organe du PNPCD, *Dreptatea*, parle de la nécessité « d'institutionnaliser le procès du communisme »<sup>11</sup>, ce qui, ajouté à l'image de la Statue de la Liberté, exprime l'importance de la dimension anticomuniste du discours électoral de la Convention Démocratique, même s'il s'agissait d'un scrutin local.

La victoire des candidats de la CDR dans la plupart des grandes villes montrait qu'il y avait un changement important par rapport aux élections du 20 mai, et que le mécontentement à l'égard du FSN était capitalisé par la Convention. Désormais les « partis historiques » n'étaient plus des parias et l'anticommunisme n'était plus vu, au moins par une partie significative des Roumains, comme un véritable danger. En même temps, la nature du scrutin local, l'importance des candidats aux postes de maires, qui n'étaient pas des responsables importants de ces partis, ne rendent guère significatif le résultat des élections par rapport au succès

---

<sup>11</sup> *Dreptatea*, 13 février 1992.



que l'anticommunisme pouvait rencontrer en vue des élections générales. D'ailleurs, quelques mois plus tôt, en décembre 1991, le vote au referendum de la majorité des participants au référendum, favorable à la nouvelle Constitution, contre laquelle, comme on l'a vu, les « partis historiques », notamment le PNPCD, s'étaient clairement exprimés, fait de l'anticommunisme une arme rhétorique dangereuse pour ceux qui l'utilisent.

Les événements ultérieurs changeront de manière radicale autant le rapport de forces établi lors du scrutin local que le rôle joué par le binôme discursif de la Convention, c'est-à-dire opposition au passé communiste et au pouvoir en place. Parmi ces événements on va en retenir quatre qui contribuèrent décisivement au bouleversement de la scène politique.

Chronologiquement, le premier est la rupture du FSN entre, comme nous l'avons montré, une aile réformiste, qui contrôle le FSN, et ceux qui soutiennent Ion Iliescu et qui fondent le Front Démocratique du Salut National. Cette scission laisse la Convention Démocratique sans *Adversaire*, et l'oblige ou bien à moduler ses discours, ou bien à faire la confusion entre les deux parties composantes de l'ancien Front. En tout cas cette scission, le fait que le FSN de Petre Roman paraît vouloir se libérer des anciens communistes, met en doute l'entière démarche de la CDR, qui veut que la vie politique roumaine se réduise à l'opposition entre les anticommunistes et les ex-communistes.

Mais l'événement de cette période qui influence le plus la Convention est la sortie du Parti National Libéral de la coalition avec les autres « partis historiques ». Cette sortie n'a, en apparence, rien à voir avec l'orientation anticommuniste imprimée à la Convention ; à son origine se trouve le conflit entre le PNPCD et le PNL pour la direction de la coalition. En fait le premier avait profité de la participation du Parti National Libéral au gouvernement du FSN, dirigé par Teodor Stolojan (octobre 1991-novembre 1992), et des critiques que cette participation avait suscitées dans les rangs des associations civiques membres de la Convention, pour prétendre, en vertu de son intransigeance, de dominer la CDR. En même temps cette sortie était difficilement justifiable pour le PNL après le test des élections locales, qui avait prouvé que la stratégie de l'union était gagnante.

D'autre part le PNL devait logiquement choisir entre sa présence au sein de la CDR et celle dans le gouvernement ; sa décision de quitter la coalition d'opposition renforcera l'anticommunisme de la Convention, qui voit comme condamnable tout compromis avec le pouvoir en place. Le président du PNL, Radu Câmpeanu, justifiera la sortie de la CDR par la présence parmi les membres de la Convention de l'UDMR<sup>12</sup>, et même de celle des organisations civiques qui, comme on l'a vu, avaient, à l'intérieur de la CDR, un droit de vote égal avec celui des partis, ce qu'il critique durement<sup>13</sup>. Cette sortie du principal partenaire politique du PNPCD affaiblira non seulement le soutien électoral de la CDR, mais aussi et surtout l'entière stratégie de mobilisation, au nom de l'unité, de tous les adversaires du FSN, contre les ex-communistes.

Un autre type de conséquence, toujours défavorable à la CDR, découle de la première visite quasi officielle, après presque 45 ans, de l'ancien roi, Michel I<sup>er</sup>, qui, par son succès jugé en fonction de l'accueil de la population bucarestoise, contribue à renforcer le PNPCD dans sa stratégie de restauration, ou au moins d'utilisation d'un discours qui va en ce sens. Ainsi, pour l'organe du PNPCD, cette visite « est le plus important événement depuis le 22 décembre 1989 »<sup>14</sup>, tandis que pour Constantin Ticu Dumitrescu<sup>15</sup>, dirigeant de l'organisation des anciens détenus politiques et membre du PNPCD, « légalement, Sa Majesté est encore notre Roi »<sup>16</sup>. D'ailleurs, le président de la CDR et du PNPCD, Corneliu Coposu, était connu pour ses positions pro-monarchiques et le programme de son parti contenait la précision que : « le PNPCD considère comme nulle l'abdication du Sa Majesté le Roi Michel »<sup>17</sup>.

En considérant la présence des foules pendant la visite de l'ancien chef de l'Etat roumain d'avant l'instauration du régime communiste comme le signe d'une victoire prochaine de la CDR, le PNPCD ne tenait pas compte de l'impopularité de l'idée monarchique. En plus *România liberă* annonce, pendant la campagne

<sup>12</sup> *Adevărul*, 17 avril 1992.

<sup>13</sup> 22, 23-29 avril 1992.

<sup>14</sup> *Dreptatea*, 29 avril 1992.

<sup>15</sup> Constantin Ticu Dumitrescu (né en 1928), détenu politique (1945-1964), président de l'Association des anciens détenus politiques, membre et député du PNPCD (1990-1996), élu sénateur PNPCD en 1996, membre du CNEAS depuis 2006.

<sup>16</sup> *Dreptatea*, 30 avril 1992.

<sup>17</sup> Le programme du PNPCD, *Dreptatea*, 2 octobre 1991, p. 2.

électorale pour les élections générales de septembre, que « le roi Michel sera de nouveau le roi de la Roumanie »<sup>18</sup>.

En fait cette foule et l'interprétation qu'en font les dirigeants de la CDR à l'époque, n'ont contribué qu'à confirmer le discours de Ion Iliescu et du FSN, qui voient dans la CDR une force politique favorable à la restauration de la monarchie et en général des réalités pré-communistes.

Nous avons déjà montré l'image de force politique radicale, antisystème, du PNPCD, mais ce radicalisme était en principe dilué dans le cadre de la CDR. Le moment d'avril radicalisera l'image de la Convention qui, dirigée désormais par le PNPCD, pouvait être vue comme un simple emballage par l'intermédiaire duquel ce parti voulait faire passer son message anticomuniste intransigeant. Désormais le choix pour la CDR se posait dans des termes dramatiques, rappelant celui pour les « partis historiques » de 1990.

Cette atmosphère marque aussi le choix du candidat aux élections présidentielles. Tous les candidats à la candidature de la part de la CDR, notamment celui qui apparaît comme le favori aux yeux de l'opinion publique, Nicolae Manolescu, président du Parti de l'Alliance Civique, et celui qui est soutenu par Corneliu Coposu, Emil Constantinescu, déclarent que leur priorité sera la rupture avec le passé communiste<sup>19</sup>. La victoire du préféré du président du PNPCD dans cette élection préliminaire au sein de la Convention, en dépit du fait qu'il avait un handicap de notoriété qui rendait hautement improbable sa victoire à l'élection présidentielle, montrait, d'une part, que le PNPCD voulait contrôler sans partage la CDR et, d'autre part, qu'il ne voulait pas mettre l'accent sur cette élection présidentielle.

La première déclaration d'Emil Constantinescu comme représentant de la CDR est significative du type d'engagement qu'il veut symboliser :

Je vais commencer par faire tout ce qui entre dans les  
prérogatives du président pour aider la justice à se prononcer sur les

---

<sup>18</sup> *România liberă*, 22-23 août 1992.

<sup>19</sup> 22, 26 juin-2 juin 1992, p. 12.

graves atteintes aux droits de l'homme dans la période 1944-1989 et pour faire ressortir la Vérité sur les événements de décembre 1989.<sup>20</sup>

Cette concentration sur les thèmes favoris des anticomunistes ne vise pas le renforcement électoral de la CDR, mais la reconnaissance du nouvel homme politique par ceux qui soutiennent déjà la Convention et qui risquent d'accepter difficilement une personne publiquement peu connue.

Emil Constantinescu a un message caractérisé par un anticomuniste dirigé vers l'intérieur du mouvement politique qui le soutient ; il cherche à gagner d'abord une légitimité de la part du noyau dur de la Convention, ce qui est dans la logique du fait qu'il avait été proposé par la partie la plus radicale de la CDR, l'AC et le PNPCD.

En même temps, Emil Constantinescu est aussi un candidat qui n'appartient à aucun parti politique<sup>21</sup> ; il avait ouvert le balcon de l'Université en 1990, et parmi les principaux thèmes de son discours se trouvent celle de l'antipolitique et l'accent sur « l'impératif moral ... car la société roumaine guérira par la vérité »<sup>22</sup>. En général, la campagne électorale de la Convention Démocratique privilégie le rapport critique au passé récent, son candidat à l'élection présidentielle justifie cette attitude par l'argument qu'il doit être jugé par le prisme de cet impératif, car :

On ne peut pas construire un avenir sans la récupération de l'histoire et sans renaissance morale.<sup>23</sup>

En 1992, la CDR s'adresse à un hypothétique horizon d'attente en faveur d'une rupture nette avec une classe politique liée au passé communiste:

Monsieur Emil Constantinescu offre la garantie que la Roumanie se rompra définitivement de la mafia des communistes et des anciens membres de la Securitate.<sup>24</sup>

---

<sup>20</sup> *Ibidem*.

<sup>21</sup> Ana Blandiana déclare soutenir Emil Constantinescu parce qu'il n'est membre d'aucun parti politique, Voir 22, 12 juin 1992.

<sup>22</sup> *România liberă*, 12 août 1992.

<sup>23</sup> 22, 14-24 août 1992.

Cette garantie était discursive, mais elle tenait aussi du profil du candidat ; l'intellectuel participant aux mouvements de 1990 ne pouvait rien avoir en commun avec les membres et les proches de la nomenklatura. En plus, le candidat à la présidence de la Convention fait campagne en faveur de l'accès de chacun à son propre dossier, mais contre la publication des dossiers des indicateurs, à l'exception de ceux qui ont des fonctions publiques et politiques<sup>25</sup>.

D'autre part, on utilise la qualité d'ancien membre du PCR d'Emil Constantinescu pour monter qu'il pouvait être un garant des limites de la décommunisation :

Monsieur Emil Constantinescu a vécu la tragédie de la Roumanie communiste en souffrant toutes les privations auxquelles à été contraint le peuple roumain [...] Ancien cotisant du parti communiste, Monsieur Emil Constantinescu est le plus apte à garantir la réconciliation nationale.<sup>26</sup>

Pourtant cette réconciliation apparaît comme improbable, car elle venait en contradiction avec l'accent qu'il mettait lui-même sur l'anticommunisme ; d'ailleurs, quand en 1992 la CDR parle de réconciliation nationale, elle fait référence surtout à une réconciliation avec la minorité hongroise, dont les représentants, regroupés dans l'UDMR, étaient membres de la Convention. C'est ainsi qu'il faut comprendre le texte de la Proclamation de Cluj<sup>27</sup>, qui était un appel à l'unité, avec les Hongrois, contre le pouvoir en place. Cet appel, lancé par la CDR pendant la campagne électorale, confirme le fait que l'entière démarche de la Convention est celle de rassembler tous ceux, y compris la minorité hongroise, qui s'opposent à Ion Iliescu et qui acceptent la primauté politique du PNPCD à l'intérieur de la coalition.

En plus la CDR est en 1992 la seule force politique qui fait explicitement de Ion Iliescu la principale cible de ses attaques. L'une des principales accusations lancées contre lui étant d'avoir en 1990 envoyé des mineurs contre les

---

<sup>24</sup> Publicité électorale de la CDR, *Adevărul*, 17 septembre 1992.

<sup>25</sup> *Adevărul*, 30 juin 1992.

<sup>26</sup> Publicité électorale de la CDR, *Adevărul*, 17 septembre 1992.

<sup>27</sup> La Proclamation de Cluj, *Adevărul*, 21 septembre 1992.

protestataires. Ainsi on l'accuse d'avoir incité les mineurs à la violence, en utilisant l'expression devenue classique, « il a fait venir les mineurs à Bucarest »<sup>28</sup>. En plus on révèle sa relation avec le leader des mineurs, Miron Cozma, par exemple en publiant une photo ancienne, de 1970, avec les deux<sup>29</sup>. Avant les élections, les publications favorables à la Convention multiplient les rappels concernant la carrière de Ion Iliescu avant 1989, par exemple *România liberă* publie un texte de 1978 où Ion Iliescu adresse des louanges à Nicolae Ceaușescu<sup>30</sup> et parle de « la rééducation du camarade Ion Iliescu »<sup>31</sup>, en rappelant sa participation aux répressions des étudiants en 1956 et 1968<sup>32</sup>. D'ailleurs, dans les mêmes publications on parle couramment du *tovarăș* (camarade) Iliescu, et surtout on construit une image, par des caricatures, des photos et des images filmées, qui montrent les deux derniers présidents roumains ensemble<sup>33</sup>, ce qui devait suggérer la forte similitude et la continuité entre eux<sup>34</sup>.

Par ce type de démarche, la CDR utilise la campagne électorale et les médias pour faire passer le type de message caractéristique du mouvement de la Place de l'Université. La forte personnalisation de la vie politique, accentuée par la superposition des élections présidentielles et législatives, font d'Emil Constantinescu, en quelques semaines, le principal porteur de ce message de la CDR et en général des anticomunistes :

Emil Constantinescu représente le changement, Ion Iliescu  
représente la continuité avec le régime communiste.<sup>35</sup>

Le candidat de la CDR est donc présenté en antithèse avec Ion Iliescu, d'autant plus qu'il est « né en Bessarabie, [...] unioniste convaincu »<sup>36</sup>, ce qui le

<sup>28</sup> *România liberă*, 21 septembre 1992.

<sup>29</sup> *România liberă*, 31 août 1992.

<sup>30</sup> Lettre que Ion Iliescu adresse à N. Ceaușescu en laquelle il considère le dirigeant du PCR un « model lumineux », *România liberă*, 4 septembre 1992.

<sup>31</sup> *România liberă*, 8 septembre 1992.

<sup>32</sup> *Ibidem*.

<sup>33</sup> On présente la photo de I. Iliescu près de N. Ceaușescu, sans préciser la date quand celle-ci a été prise. *România liberă*, 29 août 1992 et 16 juin 1995.

<sup>34</sup> Comme le suggère par exemple l'éditorialiste Roxana IORDACHE, *România liberă*, 6 mai 1995.

<sup>35</sup> Publicité électorale, *Adevărul*, 17 septembre 1992.

<sup>36</sup> *Ibidem*.

met dans une position favorable par rapport au président roumain, qui avait signé en 1991 un traité d'amitié avec l'URSS. Finalement ce type de message transforme celui que les Roumains commençaient à découvrir pendant la campagne électorale, dans un leader de l'anticommunisme radical, en dépit du fait qu'il n'appartenait pas au PNPCD. Le fait que par ce type de discours il mettra en ballottage Ion Iliescu et l'affrontera au deuxième tour des élections présidentielles semble confirmer l'image binaire anticommuniste vs ex-communiste. Pourtant on peut relativiser cette conclusion par l'observation qu'il était dans la nature même de l'élection du chef de l'Etat à suffrage universel d'accentuer, au deuxième tour, cette simplification des confrontations politiques ; d'autre part, les élections législatives montraient un rapport de forces plus complexe, entre plusieurs acteurs politiques, à part le FDSN et la CDR, il y a le FSN et quatre autres partis parlementaires<sup>37</sup>.

Quand, juste avant les élections, un quotidien qui soutient la CDR annonce avec confiance que « le 27 septembre, on va briser les chaînes du communisme »<sup>38</sup>, c'était un signe que la concentration sur le scrutin présidentiel et sur l'affrontement de la CDR avec le FDSN rendait invisible l'enjeu même du scrutin parlementaire. Finalement, par le jeu des alliances, le FDSN, avec moins de 25% des voix et 30% des parlementaires, pourra constituer un gouvernement stable pendant quatre ans.

Cet échec de la CDR est notamment dû à la contradiction entre l'image simplificatrice que la lecture de type anticommuniste donne de la réalité politique et le positionnement des autres forces politiques, notamment du FSN. L'anticommunisme se concentre sur une vie politique binaire : d'une part l'opposition démocratique, d'autre part le pouvoir post-totalitaire. En septembre 1992 on a affaire à une scène politique bien plus compliquée. D'abord parce que le parti de Ion Iliescu se présente comme étant un parti d'opposition, ensuite parce que le PNL ne fait pas partie de la CDR et, en plus, il est au gouvernement. Dans ces conditions, seule l'unification ou un pacte électoral entre la CDR, le PNL et le FSN de Petre Roman aurait pu aboutir à une situation dans laquelle la logique

---

<sup>37</sup> PST, PGR, PUNR et PDAR. En plus il faut noter qu'Emil Constantinescu profite de l'absence de candidat à l'élection présidentielle de la part du Parti National Libéral et du fait que Petre Roman ne se présente pas, ce qui le laisse en position de seul opposant à Ion Iliescu dès le premier tour de l'élection présidentielle.

<sup>38</sup> *România liberă*, 24 septembre 1992.

anticommuniste pouvait fournir une évaluation correcte des rapports entre les forces politiques<sup>39</sup>.

L'échec de la CDR dans sa tentative de vaincre le nouveau parti de Ion Iliescu n'est pas sans lien avec un type de démarche qui a pour principal objectif de définir la CDR comme entité radicalement différente du FSN et FDSN, vus comme héritiers du PCR. Si cette stratégie de la différenciation a pu être également valable en 1990 pour les « partis historiques », c'est en 1992 qu'elle donne à la CDR une stature de force politique représentant une véritable l'alternative au parti de Ion Iliescu, et ainsi la cause de l'échec de 1992 peut devenir une des prémisses de la victoire de 1996.

En somme, l'entière campagne électorale de la Convention pour les élections législatives et présidentielles de septembre 1992 sera marquée par l'anticommunisme, ce qui a plusieurs conséquences politiques importantes : d'abord, elle renforce l'identité anticommuniste de la CDR, confirme la Convention dans sa position de principal opposant au parti de Ion Iliescu, d'autant plus que le PNL n'entre pas au Parlement et que le FSN de Petre Roman et son candidat aux élections présidentielles sont surclassés par la CDR et son candidat. Ensuite, ce type de campagne construit un nouveau leader des anticommunistes, Emil Constantinescu, qui pouvait désormais, après son discours et même ses résultats, apparaître comme l'héritier politique de Corneliu Coposu, qui lui passera assez vite la présidence de la CDR. Enfin, ce type de discours assure la véritable confiscation de la CDR par le PNPCD, à la fois de sa dimension institutionnelle et de celle symbolique. Cette confiscation n'est relativisée que par le fait que la PNPCD ne détiendra plus la présidence de la CDR, car Emil Constantinescu ne deviendra membre du parti que bien plus tard, et de façon formelle.

---

<sup>39</sup> C'est ce qui va se passer en 1996.



## I.B. Rapport au passé et efficacité politique

Pendant les premières années après 1989, les salles et les places où l'on scande *A bas le communisme!* sont les seuls endroits où l'on conteste le pouvoir en place. Progressivement, *A bas le communisme!* devient l'équivalent de *A bas Iliescu!* et finalement de *Vive la CDR !*; en fait l'anticommunisme est, jusqu'en 1996, un point commun des forces qui s'opposent au parti dominant, et le nom qu'on donnait au désir de changements plus rapides. C'est justement le retard de ces changements en Roumanie qui déterminera l'apparition d'une identité collective marquée par cette dimension anticommuniste et représentée par la Convention Démocratique.

Nous allons voir comment, surtout après l'alternance de 1996, même si une partie de la Convention reste attachée à cette identité, l'autre abandonne ce type de discours ; cette contradiction aboutira à la disparition de la Convention en 2000. Ces désaccords traversent chaque parti composant la coalition, c'est seulement la dimension civique de la CDR qui semble garder un discours continuellement attaché à la question du rapport critique au passé récent. C'est déjà en vue des élections de 1996 que les partis politiques membres de la CDR, avant tout le PNPCD, auquel s'ajoute après 1994 le PNL, préfèrent une forme de populisme qui, en partie, provient d'une transformation des anciens thèmes de la critique du passé récent en critique du présent. Ainsi l'identité même de la CDR ne se transforme pas radicalement, en dépit de cette évolution, et le PNL pourra justifier sa sortie de la Convention en 2000 par le fait qu'il voyait comme désuet l'anticommunisme qui caractériserait encore la Convention.

En même temps, l'opposition à Ion Iliescu au nom de la prétendue équivalence entre le parti de celui-ci et le PCR est difficilement fondatrice pour une institution politique qui se veut plus qu'une coalition électorale conjoncturelle ; en plus cette rhétorique n'est même pas justifiée par l'efficacité politique immédiate. Alors pourquoi la CDR restait-elle caractérisée par l'anticommunisme ? La nécessité de se différencier du pouvoir en place et d'apparaître comme la véritable alternative politique à celui-ci n'est qu'une partie de la réponse ; il faut y ajouter l'importance prise par la dimension civique de la CDR. Nous allons montrer plus

bas que l'anticommunisme civique peut être vu comme un usage de la politique pour promouvoir essentiellement une vision du passé. Cette vision souligne la nécessité d'un changement historique radical, mais n'a pas un horizon de temps en consonance avec la logique du temps politique, des campagnes électorales. La coexistence de ces deux types de rapport au temps nous oblige à ne pas nous contenter des explications purement stratégiques de certains gestes de la Convention.

Nous allons, dans notre analyse, essayer de fournir une explication du rapport de la CDR au passé récent en partant de l'observation que, à cause de la domination des anciens détenus politiques et des adeptes de l'anticommunisme civique, tant au niveau de la direction de la coalition qu'au niveau symbolique, une grande partie des dirigeants de la CDR ne manifestent pas un véritable engouement pour arriver au plus vite possible au pouvoir<sup>40</sup>. Cela explique l'épisode du choix du candidat aux élections présidentielles de 1992, quand on préfère à Nicolae Manolescu le beaucoup moins connu Emil Constantinescu. Cette attitude ne sera dépassée qu'après 1992, quand à la direction de la CDR viendra Emil Constantinescu et surtout quand le PNL reviendra dans la Convention.

D'autre part, après 1992, la CDR commence à ne plus parler à une seule voix, car d'une part il y a l'Alliance Civique et les anciens détenus politiques, qui se trouvent aussi dans le PNPCD, et qui sont hostiles à tout compromis avec le pouvoir en place, et, d'autre part, il y a les partis rivaux du PNPCD, qui apparaissent comme plus pragmatiques. Ainsi, avec l'entrée du PNL en 1994, la CDR commence à changer la nature même de l'alliance, qui se transforme d'une coalition civico-politique essentiellement entre l'AC et le PNPCD, en une coalition électorale entre le PNPCD et le PNL. Cela ne veut pas dire que l'anticommunisme ne reste pas une dimension importante du discours de la CDR, mais que l'accent sera mis sur les thèmes qui paraissent intéresser les Roumains plus que le rapport au passé.

L'unité symbolique reste assurée par la dimension anticommuniste du discours, mais ce discours est surtout orienté vers l'intérieur, vers les membres et

---

<sup>40</sup> Ce qui n'est pas valable pour le candidat aux élections présidentielles de la Convention, Emil Constantinescu. D'ailleurs c'est surtout grâce à la campagne électorale de celui-ci de 1996 que la CDR gagne les élections, donc d'une campagne qui fait largement l'impasse sur le discours anticommuniste

sympathisants de la CDR, qui sont ainsi mobilisés. L'anticommunisme contient donc implicitement un message d'unité, que peuvent craindre ceux qui veulent quitter la coalition et qui risquent, comme le PNL en 1992 et le PAC en 1996, d'être accusés de faire le jeu de l'adversaire et de compromettre la possibilité d'une alternance politique.

## II. Le clivage sur la question du passé : une nécessité pour la CDR

L'usage politique de la critique du communisme n'est pas seulement un trait du discours de certains partis, il influence aussi la perception des rapports entre les forces politiques, et le type de perception induit vise à transférer le dramatisme du passé dans le présent de la vie politique. En fait pendant la transition, les divergences sur le passé récent construisent l'image de l'*Autre* dans la vie politique. Si le régime communiste était, pour les tenants du discours anticommuniste, un régime criminel, ceux qui sont accusés d'être les héritiers de l'ancien parti unique doivent être vus eux aussi comme des coupables.

En ce sens, un rôle central revient au discours de la composante civique de la Convention et en général des intellectuels. Avant 1996, ce clivage est pour la CDR entre le régime politique, caractérisé comme étant « le régime Iliescu »<sup>41</sup>, et ses opposants, réunis dans la Convention Démocratique. Et la Convention, pour préserver les ressorts de son existence, incite à définir cette opposition en les termes du clivage sur la question du passé récent. Si la CDR se déclare contre tout extrémisme nationaliste et critique les attaques contre les Hongrois, c'est pour montrer que le principal débat, donc l'ennemi, est ailleurs :

Les grands ennemis de la nation dirigent le pays depuis un demi-siècle. Nous devons être unis pour libérer le pays du communisme.<sup>42</sup>

<sup>41</sup> Le syntagme est utilisé notamment par *Dreptatea*, qui a une rubrique intitulée ainsi après les événements du 13-15 juin 1990.

<sup>42</sup> La Proclamation de Cluj, *Adevărul*, 21 septembre 1992.

En même temps pour Emil Constantinescu « nous n'avons pas l'argent du parti-Etat, mais nous avons la foi »<sup>43</sup>, autrement dit, d'une part il y a les profiteurs de la révolution, d'autre part les victimes du communisme. Et le candidat de la Convention à l'élection présidentielle est présenté comme ayant :

Vécu la tragédie de la Roumanie en souffrant toutes les privations auxquelles a été soumis le peuple roumain.<sup>44</sup>

Ce n'est donc que ce type d'homme qui peut être « fidèle aux valeurs de la Roumanie authentique »<sup>45</sup>. Emil Constantinescu lancera sa candidature en 1996 sous le slogan qui annonce que :

Le temps est venu de reprendre notre Roumanie.<sup>46</sup>

Si la logique du slogan est dans la lignée de l'anticommunisme, son style exprime un populisme marqué d'ambiguïté car « nous », c'est qui ? Les victimes du communisme ou la nation ? Les anticommunistes, ou tous ceux qui ne sont pas parmi les coupables ? L'électorat constant de la CDR, la population urbaine, ou les paysans auxquels s'adresse la majorité des messages de la Convention en 1996 ? Ceux qui revendiquent les propriétés ou les appauvris du postcommunisme ? Ces ambiguïtés permettent de préserver l'anticommunisme comme toile de fond du populisme, le premier étant caractérisé par une distinction entre victimes et coupables avant 1989, le deuxième par celle entre les nouveaux riches d'après 1989 et ceux qui sont en difficulté.

Pendant les dix premières années du postcommunisme, l'absence de repères doctrinaires autres que le rapport au passé récent et d'un consensus constitutionnel, qui pourrait être la base d'un degré minimum de confiance entre les principales forces politiques, rend impossible le dialogue politique, et non seulement sur la

<sup>43</sup> *România liberă*, 29 avril 1996.

<sup>44</sup> Publicité électorale de la CDR, *Adevărul*, 17 septembre 1992.

<sup>45</sup> Publicité électorale de la CDR, *Adevărul*, 10 septembre 1992.

<sup>46</sup> Le message d'Emil CONSTANTINESCU au lancement de sa campagne électorale, 22, 3-9 juillet 1996, p. 8.

question du passé communiste. Pendant les situations de crise, de juin 1990, septembre 1991, jusqu'au printemps 1999<sup>47</sup>, on voit que les adversités sont si fortes qu'elles vont systématiquement jusqu'à soupçonner le manque de loyauté de l'adversaire par rapport aux institutions de l'Etat.

Après l'alternance de novembre 1996, le clivage sur la question du passé, en particulier sur le rapport aux institutions et aux lois du régime communiste, sera le principal facteur de tensions à l'intérieur de la coalition gouvernementale entre le PD de Petre Roman et de Traian Băsescu<sup>48</sup> et les principaux partis de la CDR, le PNPCD et le PNL. En fait, avant et après 1996, la raison d'être de la Convention n'évolue pas – elle reste liée à la nécessité de la décommunisation, indépendamment des objectifs de chaque parti. Ce qui solidarise la partie civique et la partie politique, et différencie la Convention des autres acteurs politiques, ce sont des objectifs marqués par les thèmes de l'anticommunisme, comme la question des rétrocessions des propriétés confisquées, la lustration ou l'accès aux dossiers de l'ancienne police politique.

Le clivage sur la question du passé, qui peut être assimilé à celui entre la société civile naissante et l'Etat postcommuniste, ne se superpose pas à celui d'avant 1989 entre société et Etat, car la nature de chacun des régimes interdit une telle équivalence. Pourtant cette différence de nature est niée par les mouvements anticomunistes qui déclarent soutenir la CDR au nom justement de ce clivage ancien. La CDR joue sur cette confusion de genres qui, projetés au niveau du rapport au passé, est celle entre le devoir de mémoire et l'usage de la mémoire qui a un but politique. Même si les deux sont souvent entremêlés, elles répondent à deux logiques différentes. Avant tout, le PNPCD, mais aussi l'Alliance Civique, se veulent chacun le lieu de cette confusion, et il est difficile de distinguer entre l'ancien détenu politique et l'homme politique. D'ailleurs là où le rôle des anciens détenus politiques est moins important, comme au PNL ou au PSDR, il y a une différence d'attitude non seulement par rapport à l'anticommunisme comme

---

<sup>47</sup> Les incursions des mineurs et l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie.

<sup>48</sup> Traian Băsescu (né en 1951), ministre des Transports (avril 1991-novembre 1992 ; décembre 1996-juin 2000), député du FSN, puis du PD (1992-2000), maire PD de Bucarest (2000-2004), président du PD (mai 2001-décembre 2004), devient président de la Roumanie en décembre 2004.

fournisseur d'une grille de lecture de la réalité, mais aussi par rapport à la Convention, comme institution et comme projet. Ainsi le PNPCD reste, même en 2000, attaché à la Convention, même si sa volonté de garder sa primauté à l'intérieur de la CDR aliénera autant sa dimension civique que son principal partenaire politique, le PNL, tandis que les libéraux non seulement choisissent de quitter la CDR, mais vont fusionner une année plus tard avec un parti issu du PDSR<sup>49</sup>.

A ce type de mouvement stratégique ceux qui restent attachés au projet de solidarité politique autour du discours anticomuniste opposent un discours sur l'immoralité du communisme, donc sur une opposition morale aux ex-communistes qui interdirait une telle alliance. Mais l'influence de cette optique n'est qu'indirecte : l'électorat tend à obliger la Convention à ne pas aller vers un accord avec le PDSR ; d'autre part, il n'y a pas de conditionnement absolu et l'utilité politique d'un tel compromis, comme celui avec le PD entre les deux tours de l'élection présidentielle, n'est pas, à l'époque, contesté. D'ailleurs, Emil Constantinescu, entre 1992 et 1996, se disait même favorable à une coalition gouvernementale avec le PDSR, à condition d'exclure les alliés nationalistes de celui-ci, condition refusée par Ion Iliescu.

Le clivage sur le passé est donc non seulement un ressort de l'existence de la CDR et sa persistance est primordiale pour légitimer la démarche politique de celle-ci, mais il répond également à un besoin des partisans de la CDR : il offre aux porteurs d'un message critique à l'égard du passé communiste un a priori positif sur le passé de chacun, les valorisant au nom du fait qu'ils se placent *du bon côté*, tandis que les adversaires sont *du mauvais côté*, les torts de ceux-ci étant automatiquement liés à un passé inavouable. Il en résulte une hiérarchie des mérites, implicitement argumentée par ce type de discours et à l'intérieur de laquelle l'homme politique, mais aussi le sympathisant, qui se déclare anticomuniste se place automatiquement vers son sommet.

---

<sup>49</sup> La fusion avec l'Alliance pour la Roumanie a échoué en 2000, mais va s'effectuer en 2001, après l'échec du parti dirigé par Teodor Meleșcanu à rentrer au Parlement.

## II.A. La rhétorique du procès du communisme

Après 1989, dans de nombreuses publications, comme *22, România liberă* ou *Dreptatea*, se déroule un véritable procès intellectuel du communisme, par des articles qui soulignent le caractère totalitaire de l'idéologie et du régime communistes et qui utilisent la mémoire des abus comme argument central de ce qui est une condamnation sans nuances. Ce sujet de préoccupation pour une partie importante de la société roumaine est refoulé par les structures étatiques, qui, se sentant gênées par rapport à cette problématique, évitent ce sujet et préfèrent, comme on l'a vu précédemment, un silence ambigu. Dans ce contexte, la CDR, qui utilise l'argument de la nécessité d'un *procès du communisme*, non seulement se différencie par rapport à ses principaux rivaux politiques, mais peut préserver la confusion entre la condamnation du passé communiste et la condamnation des ex-communistes qui dirigent le pays.

Depuis 1989, la rhétorique du procès du communisme reste toujours implicitement et parfois explicitement orientée contre le parti de Ion Iliescu. En invoquant justement l'argument de cette inévitable mise en cause, les uns mettent en doute son actualité et les autres le considèrent comme une priorité. En ce sens, dans un éditorial de *România liberă*, l'un des éditorialistes les plus connus considère que, avant les élections de 1992, la position à l'égard du communisme est « l'option qui nous intéresse prioritairement »<sup>50</sup>, et si Ion Iliescu est présenté comme étant « adepte du communisme »<sup>51</sup>, Emil Constantinescu « a des options anticomunistes déclarées »<sup>52</sup>, ce qui le rend préférable. En fait, le procès du communisme suppose le vote contre le président roumain de l'époque. Ce raisonnement explique le véritable rituel au cours duquel, pendant les campagnes électorales ou lors de divers commémorations, la presse proche de la CDR rappelle la carrière d'avant 1989 des adversaires politiques, avant tout celle de Ion Iliescu. Chaque commémoration, notamment celles qui marquent des événements liés à des révoltes contre le pouvoir

---

<sup>50</sup> ȘERBĂNESCU, Tia, « Căderea : comuniști, anticomuniști? » [Les candidats : communistes, anticomunistes ?], *România liberă*, 7 septembre 1992, p. 1.

<sup>51</sup> *Ibidem*.

<sup>52</sup> *Ibidem*.

communiste, est une occasion pour répéter inlassablement les mêmes informations, utilisées pour expliquer et condamner toute décision ou attitude du pouvoir en place.

Après les élections de 1992, l'alliance du FDSN avec les nostalgiques du Parti de la Grande Roumanie et ceux du Parti Socialiste du Travail sera vue comme une confirmation des craintes exprimées par la CDR concernant la véritable identité du parti de Ion Iliescu :

Le pacte signé par le PDSR avec le PGR et la PST anéantit les dernières conquêtes de la Révolution de Décembre 1989, en associant de nouveau au pouvoir les forces qui l'exerçaient avant la chute de la dictature.<sup>53</sup>

En même temps, *România liberă* annonce, en grosses lettres, que « Ion Iliescu jette les bases d'un gouvernement national-communiste »<sup>54</sup>, et avertit que « la restauration vient à petits pas »<sup>55</sup>, ce qui rendra plus tard possible l'observation que:

Le gouvernement a, encore une fois, démontré dans quelle mesure il est attaché aux « idéaux » communistes.<sup>56</sup>

Ainsi, après 1992, la rhétorique anticomuniste de la CDR est, par réaction, renforcée par l'attitude de ceux qui soutiennent le gouvernement dirigé par Nicolae Văcăroiu, parmi lesquels se retrouvent, comme on l'a vu, d'anciens promoteurs du culte de la personnalité de Nicolae Ceaușescu, comme Corneliu Vadim Tudor, Adrian Păunescu et l'ancien Premier ministre Ilie Verdeț. Pendant cette période on peut effectivement parler de tentatives de retour en arrière, notamment au niveau des institutions culturelles de l'Etat, comme l'observe à l'époque Andrei Pleșu, ancien ministre de la Culture jusqu'en 1992<sup>57</sup>.

---

<sup>53</sup> Déclaration du président de la CDR lors de la signature du protocole entre le PDSR et le PUNR, PST, PGR du 20 janvier 1995, CONSTANTINESCU, Emil. *Timpul dărmării*....tome III, cit. , p. 671-673, p. 673.

<sup>54</sup> *România liberă*, 24 janvier 1994.

<sup>55</sup> *România liberă*, 10 mars 1994.

<sup>56</sup> Andrei BĂDIN, *România liberă*, 4 janvier 1994.

<sup>57</sup> Andrei PLEȘU, *România liberă*, 5 janvier 1994.



C'est ce qui incite à une critique de type anticomuniste du pouvoir en place après 1992, comme le fait un des parlementaires du PNPCD, Vasile Vetîşanu, qui déclare que certains sénateurs qui soutiennent le gouvernement, comme Gheorghe Dumitraşcu, Adrian Păunescu et Corneliu Vadim Tudor veulent « restaurer cet horrible mythe de Nicolae Ceauşescu »<sup>58</sup> ; son collègue de parti Valentin Gabrielescu le soutient en disant que cela est effectivement possible, car « on n'a jamais fait le procès des crimes contre des millions de personnes »<sup>59</sup>. A l'époque, l'Alliance Civique dénonce elle aussi :

La volonté de l'actuel gouvernement de transformer la  
restauration communiste en politique d'Etat.<sup>60</sup>

La réalité du danger de la restauration est renforcée par l'accusation que l'Armée est sous le contrôle de l'ancienne police politique : on invoque l'accusation portée contre le ministre de la Défense, Ghorghe Tinca, d'être un ancien membre de la Securitate<sup>61</sup>.

La CDR construit donc son identité en opposition à un danger qui est désigné comme tel par les « partis historiques » et les médias qui leur sont proches, danger moins du retour à une période totalitaire, que d'un pouvoir occulte qui a le même soutien que celui dont jouissait jadis l'ancien parti unique : la police politique, les structures de la Securitate. Ainsi Corneliu Coposu considère que les rumeurs qui annoncent la baisse de la popularité de la CDR « sont une diversion mise en ouvre par le SRR »<sup>62</sup> et, dans un article de *România liberă*, on évoque la « restauration cachée »<sup>63</sup> des anciennes structures de répression. Cette impression est renforcée par certains événements, par exemple on considère que l'ancienne Securitate continue de harceler ses principaux adversaires, car en janvier 1994 on apprend que la maison de Corneliu Coposu a été cambriolée, ensuite que sa voiture a été

---

<sup>58</sup> *Adevărul*, 8 mars 1994.

<sup>59</sup> *Adevărul*, 8 mars 1994.

<sup>60</sup> *România liberă*, 15 mars 1994, p.3.

<sup>61</sup> *România liberă*, 15 mars 1994, p.1.

<sup>62</sup> ŞTEFĂNESCU, Domniţa. *Op. cit.*, p. 275.

<sup>63</sup> *România liberă*, 10 mars 1994.

dévaluée<sup>64</sup> ; en plus, un des intellectuels membres du GDS est enquêté par le SRR<sup>65</sup>.

L'invocation de l'existence de ce pouvoir occulte peut être utilisée pour expliquer les échecs des anticomunistes, étant ainsi une forme utile de justification, d'autant plus qu'elle confirme l'un des arguments de la rhétorique anticomuniste. Ainsi ce type de perception des rapports politiques permet de voir les échecs, même électoraux, non pas comme une mise en cause de l'anticommunisme, mais comme sa confirmation.

En même temps le danger de l'arrêt du processus de démocratisation est rendu possible par :

La perpétuation, visible mais aussi cachée, de l'ancienne nomenklatura du parti, des activistes et des membres de la Securitate, à la direction du pays, ce qui a provoqué en Roumanie une grave crise d'identité et de crédibilité morale et politique.<sup>66</sup>

La crise d'identité et le risque de la restauration sont donc, selon cette logique, le résultat de l'absence d'un procès du communisme. Ce raisonnement fait partie des catégories de l'entendement de la vie politique roumaine spécifiques de l'anticommunisme, comme le montre également un discours du président du PNPCD, Corneliu Coposu :

La révolution anticomuniste a été confisquée par un groupe étranger aux intérêts de notre pays et par les anciennes structures. L'actuel pouvoir politique conserve toutes les structures administratives et oppressives héritées, les méthodes répressives du passé, l'appareil corrompu.<sup>67</sup>

---

<sup>64</sup> *Adevărul*, 4 et 6 janvier 1994.

<sup>65</sup> Horia-Roman Patapievici.

<sup>66</sup> Editorial d'Eugen Șerbănescu, *România liberă*, 15 juin 1995, p. 1.

<sup>67</sup> COPOSU, Corneliu, « Rolul creștin-democrației în realitatea politică românească » [Le rôle de la doctrine chrétienne-démocrate dans la réalité politique de la Roumanie]. *Din gândirea...*cit. , p. 41-45, p. 43.

Finalement le pouvoir en place après 1992 est vu par Corneliu Coposu comme une « coalition national-communiste à caractère extrémiste »<sup>68</sup>. En plus, pour la CDR, des questions importantes, comme celle des immeubles nationalisés, sont résolues en faveur de l'ancienne élite politique : « La loi des immeubles nationalisés ne bénéficie qu'à la nomenklatura »<sup>69</sup>. Le spectre de la restauration communiste met les prochaines élections, de 1996, en relation avec le souvenir des élections truquées de 1946 et on craint une nouvelle falsification<sup>70</sup> ; *România liberă* commémore le demi-siècle qui s'est écoulé depuis et met en garde contre le risque d'une répétition de l'histoire<sup>71</sup>.

Décrit par un dirigeant du PNL comme un « petit bolchevik »<sup>72</sup>, Ion Iliescu sera accusé par un autre libéral, Dinu Patriciu, d'être « un criminel et un traître de son pays »<sup>73</sup>. Finalement l'absence d'un véritable procès des abus d'avant 1989 rend à l'usage politique du rapport au passé totalitaire la capacité de transformer la condamnation du communisme en condamnation radicale des dirigeants de l'Etat postcommuniste.

Pour la CDR, le procès du communisme est donc nécessaire et c'est seulement son absence qui explique la présence au pouvoir du parti de Ion Iliescu et de ses alliés. D'autre part, ce raisonnement contient aussi une promesse, car l'impossibilité du procès empêche le changement politique ; mais le changement politique advenu rendra possible ce procès. La CDR nourrit donc une attente qui, comme on va le voir, est contrariée après 1997, ce qui provoque la désagrégation du noyau dur de l'électorat de la Convention.

L'évocation de la nécessité du *procès du communiste* fonctionne avant tout comme un reproche à l'égard du pouvoir en place, qui ne veut pas le déclencher, et il va de pair, en le renforçant, avec un discours critique du passé communiste, car à travers la rhétorique du *procès* se dessine clairement la condamnation radicale du régime en question. L'efficacité de ce thème s'explique par le fait qu'il apparaît comme un contrepoids à la politique de l'oubli ; parler de *procès du communisme*,

<sup>68</sup> *Ibidem*.

<sup>69</sup> *România liberă*, 18 mai 1995.

<sup>70</sup> *România liberă* 30 octobre 1996.

<sup>71</sup> *România liberă* 28 mai 1996.

<sup>72</sup> Radu Stroe, *România liberă*, 13 mai 1995.

<sup>73</sup> Dinu Patriciu, *Adevărul*, 25 octobre 1995.

au-delà de son instrumentalisation politique, suppose la nécessité de révéler une mémoire des crimes de ce régime, une mémoire politisée justement parce qu'interdite.

## II.B. Le message moral-religieux

Pour ceux qui soutiennent la CDR, le choix électoral se pose en termes dramatiques et définitifs, selon une logique manichéenne qui convoque la dimension religieuse:

L'Occident ou la Russie, la décentralisation ou la bureaucratie, la justice ou la corruption, agriculteurs libres ou kolkhoziens, religion ou athéisme, les droits de l'homme ou la logique du plus fort, l'intégration ou l'isolement, Emil Constantinescu ou Ion Iliescu.<sup>74</sup>

Ce texte manichéen, qui est le consigne de vote de *România liberă* avant les élections de 1996, est significatif de la présentation, du point de vu de ceux qui soutiennent la CDR, des qualités et des défauts des principaux acteurs politiques.

Emil Constantinescu, dans sa posture de candidat aux élections présidentielles de la CDR, mais sans appartenir à aucun parti, convertit le discours antipolitique qui privilégie la dimension morale en un type de discours qui met l'accent sur une forme d'engagement politique qui convoque les repères religieux. Ainsi il voit l'action politique comme une forme « d'engagement moral pour assainir la société par la vérité »<sup>75</sup>, et une publicité électorale le présente comme :

Un croyant, il sera le premier président chrétien après 50 ans de direction athéo-communiste.<sup>76</sup>

<sup>74</sup> *România liberă*, 14 novembre 1996.

<sup>75</sup> *România liberă*, 12 août 1992.

<sup>76</sup> Publicité électorale de la CDR, *Adevărul*, 17 septembre 1992.

La continuité entre la période communiste et la période postcommuniste est démontrée par l'athéisme des dirigeants, donc seul un candidat croyant peut réaliser la rupture avec l'athéisme communiste, en fait avec le passé. Le candidat de la CDR est en conséquence présenté comme « un homme qui craint Dieu, respecte la loi et aime son pays »<sup>77</sup>, et Emil Constantinescu déclarera même que :

Les libres-penseurs<sup>78</sup> devraient ne pas se mêler des affaires des bons chrétiens.<sup>79</sup>

Alors *România liberă*, avant le deuxième tour des élections présidentielles de 1996, peut envoyer un message qui, dans ce contexte, est sans ambiguïtés :

Après 50 ans, nous avons besoin d'un président chrétien pour un pays chrétien.<sup>80</sup>

Cette attitude est significative de l'un des traits dominants du type de légitimation qu'utilise Emil Constantinescu par rapport à Ion Iliescu ; d'ailleurs, un moment qui a fait date est la scène au cours de laquelle, pendant le dernier débat télévisé entre les deux candidats présents au second tour des élections présidentielles de novembre 1996, le candidat de l'opposition demandera au président de l'époque : « Monsieur Iliescu, est-ce que vous croyez en Dieu ? »<sup>81</sup>. Que cette question soit restée le moment culminant de tous les débats entre les deux candidats montre que la question de la religiosité n'était pas vue comme tenant de la sphère privée, notamment parce qu'elle convoquait automatiquement le souvenir de l'athéisme communiste, donc d'une période qui ignorait ce principe. Subséquemment, Emil Constantinescu se veut le seul représentant légitime de la Roumanie des croyants, vue comme majoritaire et authentique ; d'ailleurs, les appels signés par le candidat de la Convention finissent par une formule

---

<sup>77</sup> *România liberă*, 5 septembre 1996.

<sup>78</sup> On vici ici Ion Iliescu directement, qui en 1990 s'était déclaré libre-penseur.

<sup>79</sup> *România liberă*, 8 novembre 1996.

<sup>80</sup> Editorial de Roxana IORDACHE, *România liberă*, 16 novembre 1996, p. 1.

<sup>81</sup> Moment généralement vu comme symbolisant la domination d'Emil Constantinescu dans les face-à faces avec le chef de l'Etat de l'époque.

traditionnelle, employée notamment par les anciens monarques, *Așa să ne ajute Dumnezeu* (Dieu nous aide !)<sup>82</sup>. Cette formule montre également la volonté du président de la CDR non pas, comme il était accusé, de vouloir restaurer la monarchie, mais de prendre la place symbolique du roi Michel comme seul détenteur d'une légitimité politique liée à l'Etat roumain pré-communiste.

A part cette fonction liée à la personne même du dirigeant de la CDR, la dimension religieuse est aussi le résultat de la domination du PNPCD sur la Convention. Le « parti historique » apparaît en 1990 comme étant « chrétien et démocrate », non seulement pour se rattacher à une doctrine européenne, mais aussi parce que chacun de ces qualificatifs s'opposent à ceux du régime communiste. Pour le PNPCD, sa dimension chrétienne et sa position anticommuniste sont intrinsèquement liées. En ce sens, pendant les débats de l'Assemblée Constituante, le poète Ioan Alexandru, député de la part du PNPCD, soutient un article qui prévoit l'enseignement obligatoire de la religion dans l'école publique, avec l'argument qu'il fallait ainsi montrer la différence avec la période communiste<sup>83</sup>. D'ailleurs le programme du PNPCD de 1995 contient un chapitre sur « La reconstruction morale »<sup>84</sup> qui commence avec l'observation que :

La crise morale est l'héritage néfaste le plus durable du communisme. C'est de là qu'il faut commencer pour le redressement stable de la nation.<sup>85</sup>

Et le même texte programmatique conclut que :

A la base de l'activité social-politique on doit mettre le christianisme.<sup>86</sup>

---

<sup>82</sup> C'est le cas de la majorité des messages du président de la CDR, voir par exemple le « Appel d'Alba Iulia », *România liberă*, 5 septembre 1996, p. 3.

<sup>83</sup> Ioan ALEXANDRU in IONCICA, Dumitru (éd.). *Geneza Constituției...* cit. , p. 281.

<sup>84</sup> Extrait du programme du PNPCD, *Dreptatea*, n° 74, 1-15 mai 1995, p. 5.

<sup>85</sup> *Ibidem*.

<sup>86</sup> *Ibidem*.

Mais ce radicalisme ne sera pas mis en œuvre après 1996 et il n'y aura même pas de tentatives en ce sens, comme si ceux qui ont fait le programme ne sont pas ceux qui gouverneront. D'autre part, les origines du PNP étaient liées à l'Eglise Uniate, interdite en 1948, à laquelle appartenaient notamment Iuliu Maniu et Corneliu Coposu, ce qui rendait plus difficile la relation du parti avec l'Eglise Orthodoxe, majoritaire.

Le discours religieux et celui sur la nécessité de la moralité en politique font partie d'une démarche qui vise la transformation du clivage politique postcommuniste dans un clivage sur les valeurs fondamentales des gens, dans un clivage qui engage la personne morale de chacun. En 1996, un des slogans de la CDR est « C'est toi qui possèdes la clé »<sup>87</sup>, autrement dit chacun peut choisir, par le vote, de se libérer d'un type d'oppression qui existerait encore, au moins dans l'esprit des gens, ne pas le faire pouvant être jugé selon les critères de l'anticommunisme. Finalement l'anticommunisme contient lui aussi ce trait de la culture politique d'avant 1989 qui considère que l'option politique implique des conséquences sur l'évaluation sur d'autres plans de la personne ou du groupe qui la fait.

En 2000, le Parti de la Grande Roumanie multipliera les références religieuses dans son discours politique et, même si sa rhétorique est très différente de celle de la Convention, cela peut constituer une explication du passage d'une partie de l'électorat de la CDR vers le parti de Vadim Tudor ; en tout cas, cela montre que ce type d'usage politique du discours religieux était consubstantiel, dans le cas roumain, non seulement à l'anticommunisme, mais aussi au discours populiste que la Convention avait utilisé, comme nous le montreront plus bas, en 1996.

---

<sup>87</sup> Slogan présent sur les affiches de la CDR.

## II.C. La rupture historique

Pour la CDR, en 1989 la Roumanie n'a pas fait sa révolution de rattrapage<sup>88</sup>, et la Convention se déclare prête à la faire ; ainsi, au fatalisme historique que développe la rhétorique de Ion Iliescu et de ses proches pour justifier le statu quo, la coalition civico-politique oppose un discours sur la nécessité d'un changement du cours de l'histoire roumaine. Si en 1989 cette chance a été en partie manquée, ce n'est qu'en reversant les gouvernants installés en décembre qu'on peut « Reconstruire ensemble l'espérance »<sup>89</sup>, c'est-à-dire donner aux Roumains la possibilité de se libérer du lest légué par le passé communiste. Ce slogan montre que la CDR n'a pas, en 1992, un véritable projet de société à proposer et que celui-ci apparaît même comme inutile aux tenants du discours anticomuniste, parce que par la décommunisation la société se libérera et retrouvera naturellement une normalité perdue cinquante ans auparavant. Dans un Appel de février 1992, la Convention Démocratique exemplifie ce type de raisonnement:

Citoyens, nous sommes au seuil d'une grande réalisation qu'on attend depuis cinquante ans. Nous devons démontrer au monde et à nos enfants que nous pouvons nous réveiller du sommeil auquel nous a contraints la perversité communiste.<sup>90</sup>

Pendant la campagne électorale de 1996, Emil Constantinescu reprend cette idée lors d'une Conférence Nationale de la CDR :

Cinquante ans après les élections falsifiées de novembre 1946, l'histoire de la Roumanie reprendra, en novembre 1996, son cours normal.<sup>91</sup>

---

<sup>88</sup> A part la définition de la révolution de rattrapage donnée antérieurement voir également HABERMAS, Jürgen. Op. cit. , p. 185-216.

<sup>89</sup> C'est le slogan d'Emil Constantinescu pendant la campagne électorale de 1992.

<sup>90</sup> Appel de la Convention Démocratique, *Dreptatea*, 20 février 1992.

<sup>91</sup> Le message d'Emil Constantinescu à la conférence nationale de la CDR, 21 octobre 1996 in CONSTANTINESCU, Emil. *Timpul ...*, tome III, cit. , Bucarest : Universalia, 2002, p. 721-726, 723.



La Convention se veut donc la représentante de ceux qui ont « attendu pendant cinquante ans »<sup>92</sup> ; en fait il ne s'agit pas des personnes, mais d'un état d'esprit potentiel propre à chacun. On y retrouve le changement de temporalité qui caractérise le discours anticomuniste d'après 1989, entre le temps très court, demandé par la logique électorale, et un cycle historique plus long ; ce changement est nécessaire pour rendre conforme le discours sur le passé avec l'impératif de l'efficacité politique.

Cette citation montre que, pour la CDR, l'acceptation par les Roumains du régime dirigé par Ion Iliescu a les mêmes ressorts que l'acceptation du régime communiste. La Convention interprète donc la période d'après 1989 exactement comme elle interprétait la société totalitaire, ce qui doit annuler toute légitimité démocratique du régime constitutionnel produit par le Front du Salut National. Le communisme est donc une période d'obscurantisme qui continue partiellement tant que ses anciens agents dirigent le pays, mais la conséquence la plus importante de cette idée est que la CDR s'arroge, par l'intermédiaire de cette interprétation du passé récent, la qualité de *réveiller* les Roumains. En ce sens Emil Constantinescu déclare qu'il « s'adresse à ceux qui ont compris le sens de l'histoire »<sup>93</sup>, mais comme personne ne doute que ce sens va à l'encontre du communisme, le candidat à la présidence ne vise pas simplement la fin d'une époque, mais aussi la possibilité d'en façonner une nouvelle, conformément aux valeurs dont la CDR déclare être la porteuse.

Nous avons vu que l'anticommunisme est accusé par le FSN d'être un discours de division, de dissolution même de la nation. Il s'agit donc d'un type de contestation radicale de la légitimité du pouvoir en place, qui, au fond, désigne celui qui l'utilise comme incapable de représenter une véritable alternative politique, car il conteste le fonctionnement des mécanismes qui pourraient en principe l'amener au pouvoir. Cette logique, utilisée par le FSN, puis par le PDSR, part de la nature anticonstitutionnelle et antipolitique du discours anticomuniste et touche à un point essentiel de la rhétorique de la CDR qui, par sa promesse de changement

---

<sup>92</sup> *Ibidem.*

<sup>93</sup> Le discours d'Emil Constantinescu lors de l'ouverture de la campagne électorale pour les élections parlementaires et présidentielles, 27 juillet 1992 in CONSTANTINESCU, Emil. *Timpul ...*, tome III, *cit.*, p. 626-628, p. 627.

radical, vise non seulement des changements politiques, mais aussi constitutionnels, plus ou moins avoués. En fait c'est un discours qui, comme nous l'avons vu, a une composante révolutionnaire.

Le changement en termes historiques est renforcé par des thèmes comme celui de la monarchie, ou encore celui de l'union avec la Bessarabie<sup>94</sup>. Bien que la CDR ne soit pas majoritairement monarchiste et que, dès septembre 1992, Emil Constantinescu nie l'intention qui lui est attribuée, de remettre sur son trône l'ancien roi<sup>95</sup>, cette idée était renforcée continuellement par la popularité du roi Michel au sein du PNPCD.

Parler de changement historique c'est aussi dépasser la question des détails constitutionnels, pour poser celle de la continuité de l'Etat roumain. La CDR promet un changement de l'Etat lui-même, comme structure humaine et comme organisation institutionnelle, par la décommunisation ; en conséquence, l'Etat tel qu'il existe, en tant qu'héritier de l'Etat communiste, devrait disparaître :

Un demi-siècle d'humiliation, d'obscurité spirituelle, va s'achever. Nous sommes reconnaissants à la mémoire de nos héros martyrs.<sup>96</sup>

Et cette fin, promise en 1996 par Emil Constantinescu dans un « Appel aux jeunes »<sup>97</sup>, devient possible parce que, pour le président de la CDR:

Nous avons [...] des hommes capables de changer fondamentalement l'histoire de la Roumanie.<sup>98</sup>

La CDR prétend avant les élections de 1996 pouvoir mobiliser, en cas de victoire, des milliers personnes compétentes qui pourraient mettre en œuvre son programme ; cette promesse se place justement dans cette logique de la

---

<sup>94</sup> D'une publicité électorale on apprend que : « Né en Bessarabie, Emil Constantinescu est un unioniste convaincu », *Adevărul*, 17 septembre 1992.

<sup>95</sup> *România liberă*, 22 septembre 1992.

<sup>96</sup> *România liberă*, 28 octobre 1996.

<sup>97</sup> *România liberă*, 29 avril 1996.

<sup>98</sup> *Ibidem*.

décommunisation qui veut que les structures de l'Etat, avec sa bureaucratie, soient changées, afin de ne plus être dirigées par ceux qui étaient là avant 1989.

En fait, la Convention propose non pas la continuation de la Révolution de décembre 1989, mais une forme de répétition de ce moment, répétition qui doit être rendue possible par les élections, et le moment électoral ne devrait être que le début d'un long processus de changement. Mais comment est envisagée la société après ce changement historique ? Nous pouvons identifier deux réponses, l'une qu'on retrouve explicitement dans les discours des dirigeants de la CDR et l'autre qui est implicite à l'esprit des messages de l'opposition de l'époque.

Si programme révolutionnaire il y a, c'est une révolution de rattrapage, ce qui n'implique pas la restauration des institutions pré-communistes, mais l'idée du retour, comme on l'a vu, à un état qui est vu comme normal. D'ailleurs la CDR elle-même est vue par les « partis historiques » comme une solution d'exception, qui sera abandonnée au moment de la victoire sur l'adversaire ex-communiste, vue comme nécessairement définitive et qui libérera ces partis de la solidarité anticommuniste pour leur permettre enfin de se positionner sur la scène politique en fonction de leurs doctrines respectives. La Convention Démocratique demande donc aux électeurs de :

Contribuer par votre option à sortir le pays du désastre, à ramener le peuple roumain dans l'histoire.<sup>99</sup>

Parler de retourner dans l'histoire c'est vouloir renouer avec une certaine tradition, qui ne pouvait être que celle des « partis historiques ». En 1995, le PNPCD essaye d'expliquer « la Roumanie pour laquelle nous luttons »<sup>100</sup> :

Fidèle aux idéaux de ses dirigeants, qui ont souffert l'oppression des décennies totalitaires, le PNPCD lutte pour la décommunisation du pays et pour la reconstruction nationale, pour retrouver le destin roumain.<sup>101</sup>

---

<sup>99</sup> CDR, « Apel către tineri » [Appel aux jeunes], *Dreptatea*, 18 février 1992.

<sup>100</sup> *România liberă*, 29 mai 1995.

<sup>101</sup> *Ibidem*.

En fait, la nation même doit être *reconstruite*, et cette opération doit être faite en partant du présent, mais en ayant en vue le passé, car *retrouver le destin roumain* implique que la vérité de l'avenir souhaitable passe par des retrouvailles avec un destin détourné après 1945. Finalement, l'importance de l'invocation de la tradition démocratique nous permet de déduire le fait que pour la Convention le changement n'est possible que par un processus de remémoration, de reconstitution mentale du passé pré-communiste qui rende possible l'adoption de ses valeurs. Ce n'est qu'ainsi que les Roumains pourront se réconcilier avec leur Etat.

Après la défaite de Ion Iliescu aux élections présidentielles de 1996, ce moment est vu comme « Une réparation historique, après un demi-siècle »<sup>102</sup>, mais l'accent n'est pas mis uniquement sur la réparation, car on ajoute que le soir même on avait vécu « le réveillon de la démocratie roumaine »<sup>103</sup>. Autrement dit, il s'agissait du début d'un processus de démocratisation et non pas de son aboutissement, ce qui donne une image des espérances suscitées par les messages de la CDR en ce qui concerne la nature du changement.

D'autre part, l'existence même de la CDR, comme institution civico-politique, mais surtout comme construction symbolique, comme projection d'une culture de politique antipartisane qui avait pris naissance en 1990, est difficilement compatible avec la clarification d'un programme commun. L'accent est mis sur la démocratisation, mais en fait la démocratisation est un nom donné à la libération et ne suppose pas un contenu positif. Nous avons vu que ce projet peut être considéré comme inutile, même dangereux, par crainte d'une nouvelle ingénierie sociale, après celle tentée par le régime communiste. On s'opposera donc à toute idée de démocratie originale ou d'économie sociale de marché, non pas avant tout par attachement au modèle occidental, mais par réticence à l'égard de tout modèle<sup>104</sup>. En fait la CDR, en solidarissant initialement les trois grands courants doctrinaires, montrait l'absence, dans le contexte respectif, de l'importance des projets de type doctrinaire.

---

<sup>102</sup> *Ibidem*.

<sup>103</sup> *România liberă*, 19 novembre 1996.

<sup>104</sup> Comme l'observe BARBU, Daniel. *Republica... cit.*, p. 16.

En somme, pour des raisons institutionnelles mais aussi idéologiques, l'anticommunisme de la CDR, par le fait qu'il met l'accent sur un changement présenté comme étant de type révolutionnaire, mais dont le contenu est caractérisé uniquement par l'idée de se libérer du passé communiste, implique une vision libérale radicale du rapport entre l'individu et la fonction politique. L'antipolitique et la tentation insurrectionnelle de 1990, ajoutés à la fonction purement symbolique des doctrines de chaque parti et au manque de confiance dans les structures de l'Etat, que nourrit l'anticommunisme, transforment cette absence de projet en un projet en soi<sup>105</sup>.

### III. L'anticommunisme populiste

L'échec de 1992 est vu, à l'intérieur de la CDR, mais aussi par des commentateurs politiques influents, comme le résultat d'une campagne électorale axée sur la question du passé communiste<sup>106</sup>. En effet, la Convention apparaissait à certains comme porteuse d'un changement historique, mais cette prétention de représenter une Roumanie vue comme authentique ignore la nécessité de représenter les intérêts de certaines catégories de la population et de proposer des politiques répondant à des besoins concrets. En même temps, le leader de la Convention Démocratique, Emil Constantinescu, observait lui-même, dès 1994, l'inefficacité politique de la répétitivité commémorative spécifique de la démarche anticommuniste:

Ce n'est pas en isolant ce qui a été et ce qui est la Place de l'Université, mais en l'intégrant dans un effort général de reconstruction du pays, qu'on peut fructifier son héritage.<sup>107</sup>

---

<sup>105</sup> Cette observation doit être entendue non pas comme un essai de définir les politiques économiques et sociales promues par la CDR, ni une caractérisation du PNPCD ou PNL en termes doctrinaires, mais comme l'effet émergent du rapport à la politique façonné par l'anticommunisme roumain.

<sup>106</sup> Voir MUNGIU, Alina. *Românii după '89. Istoria unei neînțelegeri*. [Les Roumains après '89. L'histoire d'un malentendu]. Bucarest : Humanitas, 1995.

<sup>107</sup> *România liberă*, 16 juin 1994.

Le nouveau président de la CDR met ainsi en doute une caractéristique de la culture politique anticomuniste, la tendance à se démarquer du reste de la population, et l'évalue de façon critique, car cette tendance était marquée par l'antipolitique de 1990 et était contraire à la stratégie du rassemblement qui devait caractériser la Convention. En ce sens, quand on évalue l'évolution de la place que le rapport au passé a eue au niveau du discours électoral de la CDR, il faut tenir compte du fait qu'après 1992 commence une nouvelle étape, bien différente de l'étape antérieure. La CDR avait utilisé la campagne électorale de 1992 pour mettre l'accent sur ce qui la différenciait des autres formations politiques, en conséquence elle ne convaincra que l'électorat qui voulait un changement radical, promis par les anticomunistes. Cet électorat, en général urbain et bien éduqué, quoique minoritaire, envoie pour la première fois une forte opposition au Parlement et montre que le soutien aux partis situés d'une part et d'autre de la fracture de 1990 tend à s'égaliser : désormais l'alternance apparaît comme possible. La stratégie identitaire apparaît dès lors comme dépassée, et l'évolution du message de la Convention après 1992 tirera les conclusions de la nouvelle situation.

En plus, la perte de l'actualité du discours anticomuniste s'explique aussi par le contexte politique et géopolitique. La fin de l'URSS, l'expression de la vocation européenne de la Roumanie par l'accord de tous les partis parlementaires signé à Snagov en 1995, finalement la mort de Corneliu Coposu font que la situation d'avant les élections de 1996 apparaît comme radicalement différente de celle de 1992, même si les principaux acteurs politiques restent les mêmes.

### **III.A. La CDR redéfinit son discours**

L'anticommunisme est avant tout une arme pour délégitimer les héritiers, reconnus ou non, de l'ancien parti unique et bien moins une arme pour gagner les voix des électeurs. L'importance du discours sur le passé est liée à la fois à des raisons structurelles et stratégiques ; elle vient comme une réponse à une demande exprimée par les mouvements de rue contre le FSN, mais elle est aussi une nécessité qui tient à la construction de la Convention comme lieu d'expression d'une

solidarité au nom de l'opposition non pas seulement au pouvoir en place, mais à un type de pouvoir instauré cinquante ans plus tôt.

La critique du passé communiste, présente au début des années quatre-vingt-dix dans la presse intellectuelle et dans la plupart des journaux indépendants, a pour conséquence la délégitimation du pouvoir en place en tant que représentant des révolutionnaires de décembre. Les « partis historiques », ensuite la Convention Démocratique, sont incités à renforcer leur discours anticomuniste non seulement en vertu de leur tradition ou à cause de l'attitude du FSN envers ce passé, mais aussi par nécessité de convaincre tous ceux qui s'expriment de façon critique à l'égard de Ion Iliescu et de ses alliés que c'est bien la CDR qui les représente.

D'autre part, le FSN n'est pas simplement assimilé au PCR<sup>108</sup>, la réaction à l'apparition du PST ou la fortune du syntagme « régime Iliescu »<sup>109</sup> montrent que l'attitude est différente quand on est devant un parti qui se déclare ouvertement l'héritier de l'ancien parti unique, et qu'on essaie de trouver une caractérisation pour ce qui est spécifique du PDSR. Si la CDR parle de *néocommunisme*, d'ailleurs de moins en moins après 1992, c'est pour mettre en évidence le fait que les dirigeants du FSN, puis du PDSR, étaient, en dépit de leurs discours, des membres issus des rangs de l'élite politique d'avant 1989. En fait, les dirigeants de la CDR savent qu'ils ne se confrontent pas avec l'ancien parti unique, que le FSN, puis le PDSR, n'a ni l'idéologie ni le pouvoir du PCR.

Si dans ses discours la CDR accuse son principal adversaire politique de vouloir préserver certaines institutions du communisme, c'est aussi pour l'obliger à sortir de l'ambiguïté et à préciser son rapport avec le passé récent. Mais la question n'est pas de savoir si ce discours sur le *néocommunisme* représente vraiment la vision que les dirigeants de la CDR ont de la vie politique dans la période 1992-1996, mais si cette attitude était, de leur point de vue, efficace politiquement. Pour comprendre l'importance de la réponse qui va être donnée il faut aussi rappeler l'attitude de la partie adverse. Nous avons vu au début que la stratégie du PDSR est de faire de l'anticommunisme une forme d'extrémisme et de ses porteurs les ennemis de la nation. Cet ennemi s'identifie lui-même comme anticomuniste et

<sup>108</sup> Comme le pense certains auteurs, voir PAVEL Dan, HUIIU Iulia. *Op. cit.*, p. 73.

<sup>109</sup> Formule utilisée fréquemment pour désigner la période 1990-1996.

cette identification va de pair avec la volonté d'être reconnu comme étant le vrai représentant de la nation. C'est justement cette logique du discours anticomuniste, qui va du mouvement de la Place de l'Université, par l'Alliance Civique et les « partis historiques » à la CDR, qui construit et renforce une altérité par rapport au reste de la population, ce qui fait le jeu de l'adversaire.

Le PDSR après 1992 reconnaît ce droit à la différence, mais espère ainsi que la principale force de l'opposition reste minoritaire tant qu'elle s'identifie uniquement par son anticomunisme. Entre 1993 et 1995, les sondages ne montrent pas que l'alternance devienne plus probable qu'en 1992, tandis que le PDSR c'était visiblement consolidé. Dans cette atmosphère apparaît ce qu'on peut appeler un courant pragmatique parmi ceux qui soutiennent la CDR et qui encouragent la promotion d'un discours dont l'unique sens devait être de répondre aux attentes de la majorité de l'électorat. Parmi eux, le plus influent exemple est celui d'Alina Mungiu et de son livre paru en 1995, qui a le sous-titre suggestif *L'histoire d'un malentendu*<sup>110</sup> ; la thèse du livre est que les thèmes du discours anticomuniste ne répondent en rien à l'agenda des priorités de la population : il faudrait donc changer de discours, et ce changement doit être fait avant tout en abandonnant la critique à l'égard du passé communiste, d'autant plus que ceux qui sont attachés à ce type de discours constituent désormais un électorat captif de la CDR.

D'autres auteurs influents, comme Vladimir Pasti<sup>111</sup> ou Silviu Brucan, qui ne sont pas des proches de la Convention, soutiennent la même thèse, pour le dernier la Securitate a manipulé les anticomunistes en les incitant au radicalisme, justement pour limiter leurs chances électorales<sup>112</sup>. Mais cette idée est surtout exprimée par le président de la CDR dès 1994 :

L'électorat qui pouvait être conquis par des critères moraux, par l'attitude anticomuniste, est déjà à nos côtés.<sup>113</sup>

<sup>110</sup> MUNGIU, Alina. *Români...cit.*

<sup>111</sup> Conseiller de Ion Iliescu et proche du PDSR.

<sup>112</sup> BRUCAN, Silviu. *Generația Irosită. Memorii* [La génération égarée. Mémoires]. Bucarest : Universul et Calistrat Hogas, 1992, p. 238.

<sup>113</sup> *România liberă*, 24 novembre 1994.



Ce qui était déjà le signe d'un changement de discours, qui est d'ailleurs clairement annoncé par Emil Constantinescu:

Le nouveau programme de la CDR part, cette fois-ci, du citoyen, de ses besoins, de ses espoirs et ses souhaits [...] le programme de gouvernement de la CDR sera construit sur de nouvelles bases.<sup>114</sup>

Il en résulte une distribution de rôles par laquelle les publications qui soutiennent la CDR préservent le même intérêt pour des sujets comme le *procès du communisme*<sup>115</sup>. Ainsi l'analyse des collections de l'organe du PNPCD ou de *România liberă* pendant la période 1994-1996 ne rendra pas compte d'un changement significatif dans le discours de la CDR, mais ces publications ne peuvent que préserver un électorat déjà acquis. D'autre part, le type de messages de la CDR dans d'autres médias change dramatiquement, comme on va le montrer plus bas.

Il convient de préciser que d'autres publications, comme par exemple le quotidien *Adevărul*, tout au long de ces années, ignore presque complètement le thème du rapport au passé communiste, ce qui est également valable pour la grande majorité des médias électroniques. La domination sur le discours publique du PDSR est telle que tout discours différent, en particulier sur le passé, risque d'apparaître comme extrémiste. Ce qui, pour les partis de la CDR, constitue un argument supplémentaire pour modérer la dimension anticomuniste de leur programme. En janvier 1996, le principal éditorialiste de l'époque d'*Adevărul* félicite le nouveau président du PNPCD, Ion Diaconescu, d'avoir « mis en sourdine le discours anticomuniste et pro-monarchiste »<sup>116</sup>.

<sup>114</sup> *România liberă*, 26 juin 1995.

<sup>115</sup> Pendant cette période *Dreptatea* et *România liberă* ont des rubriques permanentes sur la question du procès du communisme et sur la résistance anticomuniste.

<sup>116</sup> *Adevărul*, 25 janvier 1996.

### III.B. Le sujet de la réconciliation nationale

Dès 1992, le statut d'ancien membre du PCR offre à Emil Constantinescu une place particulière par rapport aux autres dirigeants de la CDR, et, en vertu de cette situation, il peut être présenté comme le « candidat de la réconciliation »<sup>117</sup> car « ancien cotisant du parti communiste »<sup>118</sup>. De cette manière, tout en tenant un discours anticomuniste, sa candidature même prouve les limites de la décommunisation qu'envisage la Convention. Dans la même logique, Emil Constantinescu se prononce pendant la campagne électorale contre l'instauration de la monarchie et déclare :

Je ne considère pas qu'en ce moment on puisse revenir à la situation de 1947.<sup>119</sup>

L'idée que je pourrais annuler l'acte du 30 décembre 1947 et restaurer immédiatement la monarchie n'est pas fondée et je ne suis pas d'accord avec elle.<sup>120</sup>

Nous avons vu qu'en 1992 ce type de discours de la part du candidat de la Convention ne pouvait pas être crédible. Il était difficile de soutenir que la CDR était au-dessus de tout soupçon de vouloir la restauration de la monarchie, quand le président de la Convention, Corneliu Coposu, et les publications proches de la CDR, comme *Dreptatea* ou *România liberă* se déclarent en faveur de la monarchie pendant la campagne électorale de 1992<sup>121</sup>.

Après 1992, Emil Constantinescu remplace Corneliu Coposu à la direction de la CDR, mais l'influence du dernier reste dominante en vertu non seulement du fait qu'il est président du PNPCD, mais aussi parce qu'il est vu comme le véritable leader moral de la Convention. Jusqu'en 1995, il est difficile de parler d'un changement visible du type de stratégie, d'opposition sans concessions au parti de

<sup>117</sup> Publicité électorale de la CDR, *Adevărul*, 10 septembre 1992.

<sup>118</sup> *Ibidem*.

<sup>119</sup> *Adevărul*, 14 septembre 1992.

<sup>120</sup> *România liberă*, 22 septembre 1992.

<sup>121</sup> Par exemple *România liberă* annonce que « Le roi Michel va devenir le Roi de la Roumanie », *România liberă*, 22 août 1992.

Ion Iliescu, et même la collaboration avec l'ancien ennemi, Petre Roman, président Parti Démocrate (FSN), peut être vue dans la même logique du front commun contre les néocomunistes. Mais cette situation change avec la disparition du président du PNPCD en novembre 1995.

### 1). Corneliu Coposu, histoire d'une mythification

A la mort de Corneliu Coposu les journaux saluent « un des pères de la nation »<sup>122</sup> ; on évoque « la lutte et le sacrifice d'une vie »<sup>123</sup> ; il est vu comme :

Le grand homme qui a incarné la démocratie juste, l'esprit de la morale chrétienne, le pouvoir de la vérité sur le mensonge.<sup>124</sup>

A son enterrement, « la Place du Palais était pleine comme pendant la Révolution »<sup>125</sup>, vivant il était le symbole de la division, mort il devient celui du rassemblement national.

Sa transformation d'un paria en un véritable mythe national est significative d'une évolution de la perception publique de la place du président du PNPCD par rapport aux autres dirigeants politiques. Bien plus qu'un simple retournement conjoncturel, l'évolution de la perception publique de Corneliu Coposu est une conséquence de la réévaluation de la place des anciens détenus politiques et des « partis historiques » sur la scène politique. La Convention Démocratique devient implicitement la principale bénéficiaire politique du fort moment d'émotion collective de novembre 1995 ; et il ne s'agit pas de n'importe quelle Convention, mais de celle qui tend à recentrer son discours de l'anticommunisme vers une attitude moins radicale, et qui met l'accent sur la réconciliation et le rassemblement.

Le président de la CDR, Emil Constantinescu, essaiera d'exprimer le sentiment laissé par le président du PNPCD aux sympathisants du parti et de la

<sup>122</sup> *Cotidianul*, Edition spéciale, 11-13 novembre 1995.

<sup>123</sup> *Ibidem*.

<sup>124</sup> *România liberă*, 15 novembre 1995.

<sup>125</sup> *Adevărul*, 15 novembre 1995.

Convention, rappelant ainsi indirectement que Corneliu Coposu l'avait toujours soutenu :

En décembre 1989, Corneliu Coposu n'est pas revenu dans l'arène politique puisque il ne l'avait jamais quittée. La politique est revenue alors en Roumanie en nous rapportant LUI comme un don inespéré. Un homme auquel on pouvait adresser des paroles, mais qui ne pouvait pas être insulté. Un homme qui ne pouvait être accusé de rien, mais dont la biographie accuse.<sup>126</sup>

Pour Corneliu Coposu lui-même, ses actions d'avant 1990 s'expliquent par le fait d'avoir :

La certitude que le régime communiste n'est pas éternel, que je vivrai le moment de sa chute.<sup>127</sup>

Ce qui montre un rapport au régime communiste, quand celui-ci tenait du présent historique, différent de celui de la majorité des Roumains, y compris de celle des dissidents. L'efficacité du mythe de Coposu, avant novembre 1995, vient de ce qu'il ne soutient pas simplement certaines idées, mais de ce qu'il est vu comme un argument vivant en leur faveur. Notamment il soutient la continuité de son parti à travers la période communiste et Coposu apparaît lui-même comme l'incarnation d'une vocation politique qui ne connaît pas de rupture ni en 1947 ni en 1989.

Mythe dès son vivant, Corneliu Coposu sera, après sa mort, symboliquement transféré de la mythologie de son parti au panthéon national. D'autre part, cette présence est politiquement connotée. Emil Constantinescu et Ion Diaconescu se réclament de l'ancien président du PNPCD et l'invoquent fréquemment, car tous les deux ont été désignés expressément par celui-ci pour lui succéder à la présidence de la CDR et à celle du PNPCD.

<sup>126</sup> Le discours du président de la CDR à la mort de Corneliu Coposu, CONSTANTINESCU, Emil. *Timpul...*, tome II, cit. , Bucarest : Universalia, 2002, p. 31-33, p. 32.

<sup>127</sup> COPOSU, Corneliu. *Confesiuni...* cit. , p. 143.

La carrière politique d'Emil Constantinescu est le résultat direct de la volonté de Corneliu Coposu, qui l'avait soutenu aussi bien comme candidat à la présidence que, plus tard, comme dirigeant de la CDR, poste qui allait de pair avec une nouvelle candidature aux élections présidentielles de 1996. En conséquence, tant que la CDR restait attachée à l'héritage de Corneliu Coposu, Emil Constantinescu avait plus de chances de se maintenir à sa tête, cette légitimation étant pour lui d'autant plus importante qu'il ne détenait aucune fonction dans les associations et partis membres, son avenir politique étant directement lié au sort de la Convention. Pour Emil Constantinescu, « sans la grande figure de Corneliu Coposu, la CDR n'aurait pas existé »<sup>128</sup>, ce qui lui permet de justifier la continuation de la stratégie visant à rassembler l'opposition démocratique de l'époque, y compris le Parti Démocrate, par l'invocation de la volonté de l'ancien président du PNPCD.

Le discours anticomuniste et le discours moral seront moins utilisés aussi parce que Corneliu Coposu était le seul à leur donner de la crédibilité au plan politique, ses qualités étant perçues avant tout justement sur le plan moral :

Un homme capable de prendre sur soi les péchés de la politique  
[...] la plus haute instance morale du monde roumain d'aujourd'hui.<sup>129</sup>

A l'enterrement de Corneliu Coposu, le président de la CDR déclare même faire :

Un serment solennel : nous continuerons le chemin de la  
démocratie roumaine [...] nous ne ferons pas de compromis.<sup>130</sup>

Ainsi Emil Constantinescu ne fait que rappeler une des motivations profondes de l'impact politique de la mort de l'ancien leader. La disparition de Corneliu Coposu est non seulement celle d'un symbole du radicalisme anticomuniste, mais surtout celle d'un homme qui avait soutenu cette attitude en

---

<sup>128</sup> Message de Emil Constantinescu au Congrès du PNPCD, 19 janvier 1996 in CONSTANTINESCU, Emil. *Timpul ...*, tome II, *cit.*, p. 141-143, p. 143.

<sup>129</sup> *România liberă*, 15 novembre 1995.

<sup>130</sup> *Ibidem*.

tant que dirigeant du PNPCD et de la CDR. Sa disparition entraînera la fin d'un certain radicalisme anticommuniste des discours des deux organisations politiques, fin qui est explicitement demandée par une partie de ceux qui saluent l'homme Coposu, mais non son orientation politique<sup>131</sup>.

Si pour Corneliu Coposu « la CDR égale l'anticommunisme et l'installation d'une démocratie authentique »<sup>132</sup>, sa disparition permettra à ses successeurs non pas nécessairement de gagner les élections de 1996, mais d'abandonner tacitement cette orientation pour laisser place à un discours d'un autre type. Et cet abandon n'apparaîtra pas comme une trahison, justement par ce que les nouveaux dirigeants de la CDR sont crédibilisés par l'invocation de l'héritage politique de Corneliu Coposu, comme par exemple entre les deux tours des élections présidentielles de 1996, quand le candidat de la CDR utilise un mélange de discours politique et religieux pour apparaître comme le seul véritable successeur :

Tout ce que j'ai promis à Corneliu Coposu est devenu réalité ou est en train de se réaliser [...] Corneliu Coposu est près de nous en ce moment. Il ne nous a jamais quittés.<sup>133</sup>

Quand le premier chef de gouvernement de la CDR, Victor Ciorbea, invoque l'ancien président du PNPCD, c'est pour faire oublier qu'il est venu de l'extérieur du parti : « C'était l'idée de Corneliu Coposu que Victor Ciorbea soit le candidat de la CDR à la mairie de Bucarest »<sup>134</sup>. D'autre part, même les partis qui n'appartiennent plus à la Convention, comme le Parti de l'Alliance Civique, ou ceux qui n'en ont jamais fait partie, comme le Parti Démocrate, accusent la CDR de ne pas suivre la ligne de C. Coposu :

---

<sup>131</sup> Voir par exemple l'éditorial de Cristian Tudor POPESCU, qui félicite Ion Diaconescu, le nouveau président du PNPCD, d'avoir « mis en sourdine le discours anticommuniste et pro-monarchiste », *Adevărul*, 25 janvier 1996.

<sup>132</sup> *Adevărul*, 31 mai 1994.

<sup>133</sup> Discours d'Emil CONSTANTINESCU un an après la mort de C. Coposu, *România liberă*, 11 novembre 1996.

<sup>134</sup> Entretien avec Victor CIORBEA, *România liberă*, 11 mars 1996.

Pourquoi vous êtes-vous écarté de la ligne politique de Corneliu Coposu, Monsieur Emil Constantinescu ? <sup>135</sup>

Demande-t-on de manière rhétorique dans une publicité électorale du parti de Petre Roman. D'autres adversaires de la CDR essaient d'utiliser différemment l'invocation de cet héritage ; pour le président exécutif du PDSR, Adrian Năstase :

Les leaders de la CDR sont les exécuteurs testamentaires de Corneliu Coposu, qui a fait un contrat avec Sa Majesté le Roi Michel pour le ramener en Roumanie. <sup>136</sup>

Mais cet usage ne pouvait pas avoir la même signification qu'en 1990 ou 1992, parce que le centre de gravité de la campagne de la CDR était, comme on va le voir, différent.

Après les élections parlementaires, quand la CDR signe un pacte avec le parti de Petre Roman, on justifie cet accord de collaboration parlementaire, électoral et gouvernemental avec l'ancien ennemi de la période 1990-1992, en invoquant le même Corneliu Coposu :

Fidèles aux accords de 1993, 1994 et 1995 réalisés avec la participation et sous la tutelle du grand homme politique Corneliu Coposu concernant la nécessité impérieuse de la réalisation d'une unité réelle de l'opposition démocratique. <sup>137</sup>

En fait, cet accord redéfinit la barrière de 1990 et change la nature de l'alternance de 1996 : l'ancien radicalisme doit être dépassé pour répondre aux nécessités de l'arithmétique parlementaire, ce qui oblige la CDR à s'allier avec l'héritier institutionnel direct du FSN pour former une majorité parlementaire et gouvernementale.

En même temps, cet usage fréquent du mythe Corneliu Coposu comportait un grand risque pour la Convention, celui de la comparaison entre les hommes

<sup>135</sup> Publicité électorale du PD, *Adevărul*, 22 octobre 1996.

<sup>136</sup> *Adevărul*, 10 novembre 1996.

<sup>137</sup> *România liberă*, 8 novembre 1996.

politiques promus par la coalition et le modèle politique invoqué sans cesse. Certains, comme Emil Constantinescu, s'efforcent d'apparaître à la hauteur de ce modèle en reprenant un type de discours qui se rapproche de celui de l'ancien dirigeant du PNPCD. Dans cet esprit est présenté le contrat symbolique de 1996 entre les candidats de la CDR et les électeurs, qui contenait implicitement la promesse que les parlementaires et membres du gouvernement de la part de la Convention répondraient effectivement à des critères d'honnêteté et à des exigences morales exceptionnelles. Ainsi s'explique le fait que les scandales de corruption, même si moins importants qu'avant 1997 et qu'après 2000, auront un effet délégitimateur beaucoup plus marquant pour la Convention. Ainsi, quand en 2000 ce qui reste de la Convention, la CDR2000, se considère comme la seule héritière politique de Corneliu Coposu, l'effet risque d'être négatif non pas, comme avant 1996, à cause du degré de radicalisme qu'impliquait cette prétention, mais du fait que cela rappelle les promesses maximalistes de 1996.

Ce n'est qu'après 2000 et les crises successives du PNPCD que ce parti mettra en cause certaines dimensions de l'héritage politique de Corneliu Coposu. En 2002, le PNPCD publie une analyse qui, tout en reconnaissant ses mérites, souligne que Corneliu Coposu avait dirigé le parti « avec une autorité totale », car « malheureusement il se croyait immortel »<sup>138</sup>, ce qui expliquerait la crise de succession qui a suivi et les scissions successives de ce parti. Ainsi C. Coposu commence à ne plus être simplement l'image des valeurs que soutient le PNPCD, une icône politique, mais aussi un responsable, dont le bilan reste lié aux résultats des institutions qu'il a fait vivre un certain temps, le PNPCD et la CDR. :

Pour Corneliu Coposu la Convention n'était pas une structure politique authentique, mais seulement un moyen efficace pour arriver à gouverner.<sup>139</sup>

Pourtant la disparition de la CDR et du PNPCD<sup>140</sup> du premier plan de la vie politique roumaine ne signifie pas, pour l'instant, la fin de la carrière du mythe

<sup>138</sup> Alexandru ȚARIUC, « Un partid cu istorie si viitor » [Un parti avec une histoire et un futur », 22 plus, n° 139, Supplément de la revue 22 du 19 février 2002, p. I-VII, p. III.

<sup>139</sup> *Ibidem*, p. IV.



Coposu. D'une part, sa reconnaissance unanime après sa mort faisait oublier le radicalisme de son discours et, d'autre part, parce que son invocation comme repère politique par les dirigeants de la CDR a eu la fonction de rendre moins strident le changement du message de la Convention après 1995.

## **2). La réconciliation nationale comme thème de campagne de la CDR**

Pour arriver à utiliser efficacement un type de critique du présent en se servant comme d'un levier du rapport au passé communiste, la CDR devait éliminer les soupçons liés à une éventuelle décommunisation brutale; il fallait rassurer la grande majorité de la population, mais aussi l'appareil de l'Etat. C'est justement le discours sur l'impératif de la réconciliation nationale, discours repris de l'arsenal de Ion Iliescu, que la CDR privilégiera avant les élections de 1996; ainsi, la CDR lance un Appel à la réconciliation à Alba Iulia, l'une des villes symboles de l'unité nationale :

Le passé nous a partagés, brouillés, il est temps qu'il nous unisse, nous avons besoin d'une réconciliation entre les Roumains, nous devons nous pardonner et nous réconcilier. Après des décennies d'affrontements, il est temps de faire la paix entre nous. Nous voulons quatre années de calme.<sup>141</sup>

Non seulement ce thème était caractéristique du discours de Ion Iliescu, mais promettre « quatre années de calme »<sup>142</sup> rappelait fortement le slogan du FSN de 1990, *la tranquillité*.

Désormais la question de la réconciliation prend une place très importante dans la campagne électorale de 1996, comme s'il s'agissait d'une formule par laquelle la future prise du pouvoir est à la fois rendue possible et annoncée ; ainsi,

---

<sup>140</sup> En 2005 le PNPCD fusionne avec l'Union pour la Reconstruction de la Roumanie et forme le Parti Populaire Chrétien Démocrate.

<sup>141</sup> CDR, L'appel d'Alba Iulia, *România liberă*, 5 septembre 1996.

<sup>142</sup> *Ibidem*.

avant les élections présidentielles, Emil Constantinescu en fait le principal sujet de ses prises de position<sup>143</sup>.

Il est important de souligner que l'invocation de la réconciliation nationale devenait plus crédible à cause du contexte politique, notamment après l'accord de Snagov de 1995, quand les partis de la Convention signent avec tous les autres partis parlementaires un accord prévoyant que seront soutenus en commun les efforts du gouvernement pour l'intégration européenne. C'était un pas vers un certain type de réconciliation ; mais ce qui nous intéresse ici, c'est la mesure dans laquelle le rapport au passé communiste est compris dans la réconciliation promise par la Convention Démocratique. Valerian Stan, officier de réserve et l'un des dirigeants de l'Alliance Civique, signe en 1996 une déclaration officielle de la CDR qui est significative du sens et du contenu de la réconciliation promise :

Les activistes de parti, officiers de carrière, qui ont été désignés pour remplir, jusqu'en décembre 1989, pour une certaine période, toutes sortes de fonctions, y compris politiques, sont eux aussi appelés à la reconstruction du système national de défense. Si leurs options ne sont pas opposées à cette volonté, leur place reste dans l'Armée.<sup>144</sup>

La CDR promet donc de ne pas faire d'épurations au niveau de l'Armée, tant que les officiers, y compris les anciens activistes du parti unique, resteront fidèles à l'éventuel nouveau gouvernement. D'ailleurs ce texte ne fait que rendre plus explicite le type de discours que Emil Constantinescu adresse à l'Armée dès le début de cette campagne électorale de 1996 :

Même la politique de Ceaușescu a engendré un fait peut-être unique, positif, en mettant fin aux programmes de préparation des officiers roumains en Russie. Grâce à une politique menée par le général Spiroiu, en ce moment dans l'Armée roumaine il n'y a aucun officier

---

<sup>143</sup> Par exemple ce sujet revient dans l'entretien qu'Emil Constantinescu donne à l'officiel du PNPCD, *Dreptatea*, n° 107, 11-17 septembre 1996, p. 9-11.

<sup>144</sup> *România liberă*, 4 septembre 1996.

préparé à Moscou, situation dans laquelle ne se trouvent ni la Pologne, ni la Hongrie, ni même la République Tchèque.<sup>145</sup>

Ainsi le discours radical de 1992 est dépassé en faveur d'un discours qui annonce et justifie l'abandon de l'idée de décommunisation, qui n'apparaît plus comme une priorité pour la Convention. D'autre part, ce nouveau discours recoupe celui du PDSR qui, comme on l'a vu, utilise cet argument du nationalisme de Nicolae Ceaușescu pour mettre en doute certains thèmes du discours anticomuniste. C'est comme si la question de la réconciliation ne pouvait être reprise de l'adversaire qu'avec une série d'arguments connexes, même si ces arguments s'opposent à l'attitude initiale de la CDR par rapport au passé récent.

D'ailleurs ce changement ne pouvait pas ne pas avoir de conséquences sur le rapport de la CDR aux symboles du radicalisme anticomuniste, par exemple on va éviter pendant l'année électorale d'utiliser le lieu de rassemblement traditionnel, la Place de l'Université. C'est en 1995 qu'Emil Constantinescu annonce une inflexion dans l'accent mis sur l'évocation du mouvement de 1990 :

Cet endroit nous a appris à apprécier la liberté. On doit préparer des hommes capables, dignes d'assumer les solutions de l'avenir pour assurer l'avenir du pays. Tel est le plus bel hommage qu'on puisse rendre à la Place de l'Université.<sup>146</sup>

Autrement dit, ce qui est prioritaire, c'est la victoire aux élections : il faut dépasser le niveau symbolique et arriver à celui des solutions concrètes et des hommes compétents. On comprend ainsi pourquoi, à la commémoration de la Place de l'Université de juin 1996, la CDR n'a pas participé<sup>147</sup>, et pourquoi ce n'est qu'après avoir gagné les élections qu'Emil Constantinescu ira dans cet endroit pour fêter sa victoire.

---

<sup>145</sup> Entretien avec Emil CONSTANTINESCU, 22, 31 juillet 1996, p. 6.

<sup>146</sup> *România liberă*, 16 juin 1995.

<sup>147</sup> *România liberă*, 16 juin 1996.

Dans la même logique de l'apaisement, *România liberă* annonce, avant le second tour des élections présidentielles, en réponse aux attaques contre le candidat de la CDR venues de la part du PDSR, qui l'accuse de vouloir la décommunisation:

Emil Constantinescu garantit que le nouveau pouvoir politique ne déclenchera pas d'actions revanchardes.<sup>148</sup>

Et ce type de message apparaît à l'époque comme étant d'autant plus crédible que le président de la Convention signe un accord avec l'un des critiques farouches de la CDR, l'Association des locataires des immeubles nationalisés, qui dénonce le traité signé pour le soutien du PDSR et déclare soutenir désormais l'adversaire de Ion Iliescu au second tour de l'élection présidentielle<sup>149</sup>. Mais le prix de ce ralliement spectaculaire n'est pas négligeable, car cet accord prévoit l'application de la loi 112 de 1995, sur les immeubles nationalisés, auparavant fortement contestée par la CDR<sup>150</sup>. Loin d'être uniquement un changement de l'ordre du discours, le changement de ce que la CDR propose aux électeurs est donc prouvé par ce type de compromis, qui porte sur la question même de la propriété, l'un des sujets centraux de son programme politique. En plus, ces changements montrent une redéfinition de l'attitude de la CDR par rapport tant à la période communiste qu'au régime postcommuniste.

Ce changement peut être également déduit du choix de Victor Ciorbea comme candidat au très important poste de maire de Bucarest et puis comme premier chef de gouvernement du PNPCD. Victor Ciorbea était l'une des principales figures du syndicalisme d'après 1990 et surtout candidat en 1990 d'un parti qui se transformera en 1991 dans le Parti Socialiste du Travail. Mais son passé politique est occulté par ceux qui le soutiennent et par lui-même. D'autre part, dans son premier discours de candidat, il cite Nietzsche, dévoilant ainsi son rapport

<sup>148</sup> *România liberă*, 8 novembre 1996.

<sup>149</sup> Déclaration du président de cette association, Eugen PLEȘA, *România liberă*, 11 novembre 1996.

<sup>150</sup> *Adevărul*, 14 novembre 1996.

personnel au passé récent: « D'où nous venons est moins important que ce vers quoi nous nous dirigeons »<sup>151</sup>.

Un de ses premiers entretiens comme candidat de la Convention est révélateur des points forts qui doivent caractériser son identité politique : il évoque Corneliu Coposu, des membres de sa famille avaient fait partie de l'ancien PNP, il a eu des parents discriminés par les communistes, et fait usage de repères religieux<sup>152</sup>. On peut en déduire le portrait-robot idéal du candidat de la CDR. En fait Victor Ciorbea est un exemple de transformation d'un ancien ennemi, dans la logique anticomuniste, en bon membre du PNPCD, dans la logique de la réconciliation.

Un autre élément significatif, à la fois pour le changement de discours de la Convention et pour le sens de ce changement, qui va vers une forme de populisme, est le choix du premier prince régnant des Provinces Roumaines Unies, Alexandru Ioan Cuza, comme principale figure historique invoquée pendant la campagne électorale de la CDR. Le choix d'un modèle dans l'histoire nationale met en lumière des options plus profondes, il s'agit souvent de personnages qui résument tant les solutions envisagées dans le présent que les méthodes pour les mettre en pratique. Traditionnellement, dans panthéon de la Convention on retrouve Iuliu Maniu, les prisonniers politiques, les résistants, mais aussi les anciens rois. C'est le panthéon des exclus du panthéon de l'ancien parti unique, des exclus de la mémoire nationale et de l'historiographie d'avant 1989. Alexandru Ioan Cuza est justement l'un des héros de l'historiographie nationale-communiste qui devait faire oublier les monarques, membres de la dynastie de Hohenzollern-Sigmaringen, qui lui ont suivi.

Au moment de l'ouverture de la campagne électorale de 1996, Emil Constantinescu fait référence à Cuza qui « a bâti tout un pays »<sup>153</sup> ; par la suite on diffuse un montage filmé de ce moment, où l'image d'Emil Constantinescu se superpose à celle de la statue de Alexandru Ioan Cuza. L'usage de Cuza, invoqué également par Ion Iliescu<sup>154</sup>, démontre l'abandon de la démarche du début des années quatre-vingt-dix, caractérisée par la volonté de convaincre les Roumains, en

<sup>151</sup> *România liberă*, 8 mars 1996.

<sup>152</sup> Entretien avec Victor CIORBEA, *România liberă*, 11 mars 1996.

<sup>153</sup> Discours d'Emil Constantinescu lors de l'ouverture de la campagne pour les élections présidentielles, 4 septembre 1996 in CONSTANTINESCU, Emil. *Timpul ...*, tome III, *cit.*, p. 711-714, p. 708.

<sup>154</sup> D'ailleurs l'hymne du PDSR est « Hora unirii ».

faveur d'une tactique qui adopte les symboles supposés de l'électorat que la CDR veut gagner.

Un autre élément important, à la fois en termes de politique mais aussi au niveau symbolique, sera, après la victoire électorale, le retard avec lequel sera remplacée une des bêtes noires des anticomunistes, le directeur du Service Roumain de Renseignements, Virgil Măgureanu, accusé par Emil Constantinescu lui-même d'avoir fait du SRR un instrument politique asservi au parti de Ion Iliescu. Ce retard est d'autant plus significatif que, juste après l'annonce des résultats du second tour de l'élection présidentielle, le SRR, dans un communiqué officiel, précise sa position sur des questions liées directement au rapport entre le SRR et l'ancienne Securitate ; le SRR attaque l'ancien chef du contre-espionnage roumain, Ion Mihai Pacepa, qui s'était enfui en 1978 aux Etats-Unis, et prétend que l'OTAN n'a jamais demandé l'épuration du SRR des anciens officiers de la Securitate<sup>155</sup>.

On peut donc se demander dans quelle mesure le résultat des élections de novembre 1996 pouvait être interprété, comme le fait le président élu, comme étant la « victoire des millions de citoyens roumains qui ont subi la répression communiste »<sup>156</sup>. En fait, en 1996, la majorité des Roumains ne votent pas pour un mouvement anticomuniste, mais pour une coalition qui avait reconsidéré son discours sur le passé et surtout avait, comme on va le montrer plus bas, centré sa campagne électorale sur un type de message bien différent de celui de 1992.

Pourtant, même si Emil Constantinescu en fait un sujet récurrent de ses discours officiels, la rhétorique de la réconciliation passe difficilement. En revanche, la CDR, comme alliance qui comprenait aussi une forte composante civique, pouvait plus facilement apparaître comme partisane d'une démarche de rassemblement, tandis que la personnalisation du clivage politique mettra au premier plan l'opposition personnelle entre Ion Iliescu et Emil Constantinescu, comme expression du clivage sur le passé, en dépit des efforts du dernier à reprendre certains thèmes du discours de son adversaire. C'est ainsi qu'on peut

<sup>155</sup> Communiqué du Bureau de Presse du Service Roumain de Renseignements, *România liberă*, 19 novembre 1996.

<sup>156</sup> Le discours d'Emil Constantinescu après l'annonce des résultats des élections présidentielles de 1996, 17-18 novembre 1996 in CONSTANTINESCU, Emil. *Timpul...*, tome II, *cit.*, p. 738-739, p. 738.

comprendre pourquoi, au premier tour des élections de novembre 1996, le président de la CDR est voté par moins de Roumains que son mouvement<sup>157</sup>, son potentiel de rassemblement étant limité également par le souvenir de son radicalisme de 1992 ; d'autre part, il fait sans doute le plein des voix de l'électorat anticommuniste, car son contre-candidat qui vise le même électorat, Nicolae Manolescu, recevra moins d'un pour cent des voix<sup>158</sup>. D'ailleurs nous allons voir que l'échec de cette démarche de la réconciliation après 1996, qu'Emil Constantinescu invoquera souvent, est en large partie due au fait qu'il était toujours vu comme le représentant de l'anticommunisme.

#### **IV. 1996 : victoire au nom de quoi ? Le populisme**

La première caractéristique du nouveau type de discours de la CDR est la critique des réalités en partant non plus du caractère néocommuniste du pouvoir en place, mais des réalités sociales, des résultats du gouvernement. Ce changement se produit à l'intérieur même de la rhétorique anticommuniste et tient aux temporalités qu'implique celle-ci. L'accent n'est plus mis sur les responsabilités du passé, mais sur celles du présent. Certes, le passé communiste est toujours condamné par la CDR, mais il n'est plus que le décor, le fond sur lequel se dessine un présent qui n'est en rien meilleur ; ainsi pour Emil Constantinescu :

L'ancien régime, après avoir détruit pendant plus de quarante ans la société, continue, par ses prolongements qui forment la coalition gouvernementale d'aujourd'hui, de détruire l'avenir de ce pays.<sup>159</sup>

On retrouve ce changement d'accent également chez le président du PNPCD, Corneliu Coposu, en 1995 :

---

<sup>157</sup> 28% des voix au premier tour pour Emil Constantinescu, contre approximativement 30% pour la CDR.

<sup>158</sup> D'ailleurs le résultat de Nicolae Manolescu (0,71%) montre que l'électorat de la CDR ne cherche pas une alternative à Emil Constantinescu parmi les candidats anticommunistes.

<sup>159</sup> Emil CONSTANTINESCU, *Dreptatea*, n° 69, février 1995, p. 3.

Le communisme n'est pas mort, il est prolongé par le gouvernement. Depuis décembre 1989, nous avons un régime dirigé par la nomenklatura du deuxième niveau qui, consciemment ou non, prolonge la conception du matérialisme dialectique et les méthodes staliniennes. Le désespoir n'a jamais gagné les esprits comme aujourd'hui.<sup>160</sup>

Finalement la condamnation du communisme devient secondaire parce que les réalités du présent sont encore plus condamnables. En ce sens, Pavel Tăvală-Tănase, député du PNPCD, déclare à la tribune du Parlement :

Nous souhaitons, avant tout, faire quelque chose pour cette société, pour ceux qui ont voté pour nous, à la mémoire de ceux qui ont perdu leurs vies dans les prisons et pendant les événements de 1989.<sup>161</sup>

Si le rapprochement entre les victimes de 1989 et celles des prisons n'est pas nouveau, au premier plan se trouve désormais la société roumaine actuelle et surtout les votants de la Convention ; la légitimité des actions de la CDR reste liée à un devoir de mémoire, mais l'orientation de cette action se concentre sur les nécessités de ces votants.

Ce changement de l'articulation entre présent et passé modifie la place que le rapport à la période communiste occupe dans l'identité même de la CDR. Nous avons auparavant observé le mélange d'instrumentalisation du passé avec un usage du discours politique, destiné à condamner le régime communiste et à commémorer ses victimes. C'est désormais l'instrumentalisation qui dominera largement la démarche de la Convention avant les élections de 1996 ; il en résultera un type de discours qu'on peut définir comme étant un populisme anticomuniste.

Ce type de discours ne fait plus du passé une cause du présent, car cela rend, en quelque sorte, moins responsable le pouvoir en place ; le passé communiste n'est qu'un repère ou un élément de comparaison :

---

<sup>160</sup> Corneliu COPOSU, *Dreptatea*, n° 72, avril 1995, p. 8.

<sup>161</sup> *Monitorul oficial al României*, n° 53, 11 mars 1994, p. 21-22.



Le pays est au bord du désastre, l'économie est en train de s'effondrer, la pauvreté, le désordre, l'égoïsme et la corruption on fait que les Roumains sont revenus au désespoir d'avant décembre 1989.<sup>162</sup>

L'accent est donc mis sur le présent, l'image négative du communisme étant donc instrumentalisés pour rendre encore plus désastreuse l'image de ce présent dont les traits, « pauvreté, désordre, égoïsme, corruption... »<sup>163</sup> apparaissent en fait comme encore plus négatifs que ceux du passé communiste. La même intention caractérise une des affiches électorales de la Convention :

Sept année de régime Iliescu, le pain : 1990 = 3 lei, 1996 = 500 lei.<sup>164</sup>

Le populisme remplace donc l'anticommunisme et les périodes auxquelles on fait le plus référence changent de façon correspondante, l'avant 1989 est remplacé par l'après 1990. La CDR utilise donc un anti-postcommunisme, caractérisé par un populisme qui contient même certains des thèmes utilisés par les partis nostalgiques.

Le principal texte de la CDR de cette période, en tout cas le plus invoqué pendant la campagne électorale, est le *Contrat avec la Roumanie*. Il s'agit, sans aucun doute, du texte le plus significatif du nouveau type de discours de la CDR.

Le président de la Convention considère que « le Contrat avec la Roumanie est fait pour les paysans »<sup>165</sup>, ce qui montre un pragmatisme proche du cynisme car, même si les quatre premiers points du Contrat s'adressent aux paysans, il en contient vingt au total, y compris des promesses aux étudiants, aux jeunes, aux retraités, aux salariés, aux mères. On annonce également la diminution des impôts sur le revenu des patrons, l'augmentation des budgets de la santé, de l'enseignement, de la culture, de la recherche et de l'infrastructure, dans un délai de

<sup>162</sup> Discours d'Emil Constantinescu à la conférence nationale de la CDR, 21 octobre 1996 in CONSTANTINESCU, Emil. *Timpul...*tome III, cit. , p. 721-726, p. 725.

<sup>163</sup> *Ibidem*.

<sup>164</sup> *Dreptatea*, n° 114, 30 octobre-5 novembre 1996, p. 12.

<sup>165</sup> Entretien avec Emil CONSTANTINESCU, 22, 13 mars 1996, p. 8-9, p. 9.

200 jours<sup>166</sup>. En fait, la seule différence avec les programmes d'autres formations politiques concerne la forme du contrat:

Si ces promesses ne sont pas tenues, le contrat que vous signez en votant pour la CDR n'est pas respecté et vous avez le droit de renoncer à nous.<sup>167</sup>

Ce texte, lancé en novembre 1995, après la mort de Corneliu Coposu, reprend donc la forme contractuelle utilisée à l'époque aux Etats-Unis par le Parti Républicain. Cette forme permet aux dirigeants de la CDR de dissimuler le populisme du texte par cette idée de contrat, innovante pour la vie politique roumaine ; il est donc logique que l'idée de ce type de démarche ait été suggérée par l'auteur de *L'histoire d'un malentendu*<sup>168</sup>. Pourtant ce texte suscitera plusieurs réactions négatives, notamment celle d'un éditorialiste de la revue 22, qui le qualifie de « contrat avec la démagogie »<sup>169</sup> et critique le programme de la CDR dont il révèle :

La mentalité rétrograde, dirigiste, profondément hostile aux principes de l'économie de marché et à la démocratie occidentale.<sup>170</sup>

L'abandon de l'anticommunisme laisse la place au populisme. Ce qu'il faut souligner c'est que ce changement n'est pas le résultat d'un débat public, la mise en doute de l'anticommunisme ne sera ouvertement faite que bien plus tard à l'intérieur de la CDR, quand en 2000 le vice-président du PNL, Valeriu Stoica, voudra ainsi légitimer la sortie de son parti de la CDR. D'autre part, cette inflexion du message électoral de la Convention aura plus que des conséquences électorales, car, après une victoire obtenue grâce à un discours populiste, les tentatives du

---

<sup>166</sup> Le terme ne concerne pas la réalisation de toutes les promesses, mais des projets qui vont faire cette réalisation possible.

<sup>167</sup> « Contractul cu România », tract de la CDR.

<sup>168</sup> Selon Emil Constantinescu c'est Alina Mungiu qui lui avait suggéré cette démarche, voir CONSTANTINESCU, Emil. *Timpul...* tome I, cit., p. 441.

<sup>169</sup> Andrei CORNEA, « Contractul cu demagogia » [Le contact avec la démagogie], 22, 29 novembre-5 décembre 1995, p. 3.

<sup>170</sup> *Ibidem*.

PNPCD d'appliquer son programme seront plus faciles à critiquer et même les réformes économiques apparaîtront comme illégitimes.

Par ailleurs, l'anticommunisme pouvait fournir un cadre propice au discours populiste dans mesure où il utilise une grille de lecture privilégiant des dichotomies comme victimes *vs* coupables ou faibles *vs* puissants. Les puissants sont d'anciens membres de l'appareil du parti unique ou de l'appareil répressif, mais ce sont surtout eux qui bénéficient le plus de l'après 1989 :

La Roumanie d'aujourd'hui n'est plus le pays laissé par nos aînées, mais le résultat de 45 ans de communisme [...] la Roumanie est devenue celle de certains plutôt que celle de tous.<sup>171</sup>

La Roumanie est donc celle de ceux qui sont corrompus ; désormais, le partage n'est plus entre ex-communistes et anticommunistes mais entre corrompus et les autres ; la CDR dénonce ainsi :

L'oligarchie corrompue [...] la clique de profiteurs de la révolution [...] les masques derrière lesquels se cache l'adversaire [...] Agissons, pour la mémoire de ceux qui se sont sacrifiés pour la liberté. Agissons, pour nous et pour nos enfants.<sup>172</sup>

La discours sur la corruption devient central en 1996, comme l'était en 1992 celui sur le passé communiste ; ceux qui sont accusés d'être corrompus sont mis en contraste avec ceux qui veulent réaliser les idéaux de décembre 1989. En même temps, la dénonciation de la corruption de l'élite politique s'apparente au discours antisystème ; le populisme de la CDR s'insère donc dans les cadres forgés par l'anticommunisme.

En plus, il y a la promesse d'une nouvelle classe politique, incorruptible, au-dessus de tout soupçon. Ces promesses ne pouvaient être crédibles que si elles

---

<sup>171</sup> Discours d'Emil Constantinescu lors du lancement du programme « Acum, pentru România » [Maintenant, pour la Roumanie], 27 juin 1996 in CONSTANTINESCU, Emil. *Timpul ...*, tome III, *cit.*, p. 702-707, p. 703.

<sup>172</sup> Le message d'Emil Constantinescu à la conférence nationale de la CDR, 21 octobre 1996 in CONSTANTINESCU, Emil. *Timpul ...*, tome III, *cit.*, p. 721-726, p. 725-726.

avaient le soutien de la dimension civique de la CDR, des anciens dissidents, de certains intellectuels partisans d'un discours moral sur la politique. Finalement, l'anticommunisme par son appel à la condamnation du passé et à une politique morale fait le socle de ce type de populisme. Et ce type de discours se retournera contre la CDR après la victoire aux élections, parce que tout égarement du modèle idéal paraît insupportable.

Désormais les adversaires du PDSR ne doivent plus être uniquement les anticomunistes, mais tous les *bons Roumains*, selon une expression nationaliste utilisée contre l'opposition entre 1990 et 1992, mais reprise par la CDR en 1996, quand une affiche avec une photo d'Emil Constantinescu encourage à voter pour lui, car, avant tout, « c'est un bon Roumain »<sup>173</sup> ; et le modèle du *bon Roumain* est justement le paysan, vers lequel s'oriente la majorité des messages de la CDR en 1996. D'ailleurs, lors du lancement de la campagne électorale, Emil Constantinescu vise explicitement l'électorat rural<sup>174</sup>, et *România liberă* construit l'image d'un candidat qui a ses racines là où Ion Iliescu n'a que le bassin électoral : ainsi, une photo présente le candidat de la CDR qui effectue un « retour dans le monde du village »<sup>175</sup> et qui lance l'initiative « les fils du Village »<sup>176</sup>.

Un autre texte lancé pendant cette période est la Proclamation de Ruginoasa, qui est en fait un appel fait par le président de la CDR au monde rural, contenant un bon nombre de promesses, parmi lesquelles se retrouve celle de la restitution des terres<sup>177</sup>. Dans la logique du discours anticomuniste, cette restitution est une récompense pour les sacrifices d'avant 1989 :

Ceux qui ont été aux premiers rangs au Canal et à Sighet ont été  
les paysans.<sup>178</sup>

<sup>173</sup> CONSTANTINESCU, Emil. *Timpul...*, tome III, *cit.*, p. 709.

<sup>174</sup> Le discours d'Emil Constantinescu lors de l'ouverture de la campagne pour les élections présidentielles, 4 septembre 1996 in CONSTANTINESCU, Emil. *Timpul ...*, tome III, *cit.*, p. 711-714.

<sup>175</sup> *România liberă*, 1 octobre 1996.

<sup>176</sup> *România liberă*, 25 septembre 1996.

<sup>177</sup> CONSTANTINESCU, Emil. *Timpul ...*, tome III, *cit.*, p. 719.

<sup>178</sup> *Dreptatea*, n° 72, avril 1995, p. 9.

Ce type de discours doit aussi être vu comme une tentative de la part d'Emil Constantinescu, qui devient membre du parti National Paysan pendant la période préélectorale, de récupérer une source de voix traditionnelle du PNP. L'évolution ultérieure du parti montre que cette tentative a échoué.

L'électorat ouvrier est lui aussi une des cibles de la campagne de la CDR. Une des caractéristiques des publications qui soutiennent la CDR est la présentation systématiquement favorable des grèves d'avant 1997. *România liberă* soutiendra les revendications syndicales des ouvriers de l'entreprise sidérurgique de Reșița, en parlant même de « la Place de l'Université de Reșița »<sup>179</sup>, et la CDR, par le président du PNPCD, se pose en défenseur des ouvriers<sup>180</sup> ; dans un communiqué de l'Alliance Civique on apprend même que « à Reșița, il ne s'agit plus de politique, mais de la vie »<sup>181</sup>.

Ces accents populistes sont d'autant plus significatifs que le parti de Corneliu Vadim Tudor soutient Emil Constantinescu au second tour de l'élection présidentielle de 1996 et qu'il reprendra en 2000 une partie des thèmes et de l'électorat de la CDR de 1996. Parmi ceux qui soutiennent au second tour le candidat de la CDR se trouvent certaines filiales du PGR. D'ailleurs, une publicité électorale en faveur d'Emil Constantinescu d'avant le second tour contient les logos de la CDR et USD, mais aussi celui du Parti de la Grande Roumanie<sup>182</sup>. Cette forme publique d'acceptation du soutien du parti de Corneliu Vadim Tudor, sans précédent pour la CDR, relativisait la frontière entre anticomunistes et un parti accusé d'être à la fois extrémiste et nostalgique, et apparaît comme significative de la démarche de l'anticommunisme populiste et de l'égarement de ce type de discours par rapport à l'identité initiale de la CDR.

Pourtant le populisme ne saurait épuiser les causes et le sens de la victoire de la CDR de 1996. Nous avons vu auparavant dans quelle mesure la CDR soutient une plus rapide démocratisation et intégration européenne ; la cohérence de ses engagements en ce sens lui donne une crédibilité qui relativise le poids du populisme dans l'économie de cette victoire.

<sup>179</sup> *România liberă*, 12 décembre 1994.

<sup>180</sup> *România liberă*, 14 décembre 1994.

<sup>181</sup> *România liberă*, 12 décembre 1994.

<sup>182</sup> *Adevărul*, 13 novembre 1996.

En tout cas, pour notre recherche la caractérisation comme populiste du discours électoral de la CDR de 1996 est bien moins importante que la nouvelle attitude de la Convention, celle de répondre aux attentes de la majorité de l'électorat, qui a déterminé le contenu de ce type de discours. Par cette démarche, les anticomunistes se rapprochent eux aussi des thèmes et du type de discours de ses adversaires. Comme si le prix de la victoire électorale était non seulement l'abandon du discours anticomuniste, mais même une tendance d'aller à l'encontre de ses anciens impératifs.

## **V. L'anticommunisme vers l'intérieur**

Le caractère populiste du discours électoral de la CDR en 1996 est complété par un usage de l'anticommunisme vers l'intérieur de la CDR et de ses composantes. Ainsi peut être expliqué le contenu du discours tenu par Emil Constantinescu dans la nuit d'après l'annonce de sa victoire, sur la Place de l'Université, et le fait que, le lendemain de la victoire de son candidat, l'organe du PNPCD sort un numéro particulièrement anticomuniste<sup>183</sup>, comme si c'était grâce à ce discours que la CDR avait gagné, en dépit de sa mise en sourdine pendant toute l'année électorale. Il s'agissait d'une très prompte révision historique du sens même des résultats électoraux que l'on fête. Et la fête devait être d'autant plus grande que cette victoire est une victoire historique, inscrite dans un intervalle de temps qui commence cinquante ans plus tôt.

Il y a donc une interprétation anticomuniste du changement de novembre 1996, qui donne un sens historique à ce moment en faisant l'impasse sur le type de discours utilisé par la CDR depuis novembre 1995. Cette attitude ne peut être comprise que si l'on prend en compte l'existence d'un type de discours anticomuniste orienté presque exclusivement vers l'intérieur de la CDR, vers les membres et les sympathisants de ses partis et associations. Quand Emil Constantinescu salue, sur la Place de l'Université, sa victoire comme appartenant à

---

<sup>183</sup> *Dreptatea*, n° 117, 20-26 novembre 1996, p. 1.

tous ceux qui avaient souffert la répression du régime totalitaire <sup>184</sup>, il le fait dans l'endroit qui était l'interface entre ce qui pouvait être un discours vers l'intérieur du camp anticomuniste et un discours vers l'extérieur.

Nous avons déjà observé que, dès 1994, le président de la CDR considère que la Convention a un électorat captif, anticomuniste, et qu'elle doit utiliser d'autres types de messages, pour conquérir de nouveaux votants<sup>185</sup>. Mais en principe cela ne mettait pas en discussion l'identité anticomuniste de la coalition, comme le montre le discours d'Emil Constantinescu au Congrès du PNPCD de janvier 1996 :

Au cours des quarante années de communisme, des dizaines de milliers de membres, à commencer par les dirigeants du parti, ont été les victimes des pelotons d'exécution, des tortures, des prisons et des domiciles forcés, du démembrement de leurs familles et de la confiscation de leurs biens, parce qu'ils n'ont pas accepté de trahir leur croyance. Aujourd'hui, [...] nous devons tourner notre regard vers l'exemple que donne ce parti qui a choisi le martyr pour ne pas trahir ses idéaux.<sup>186</sup>

Ce type de discours fonctionne comme un ressort de la légitimité du président de la CDR à l'intérieur de la CDR, et surtout par rapport au PNPCD, dont le soutien était indispensable en vue des élections présidentielles. En plus, le même argument peut aller en sens inverse : Emil Constantinescu soutient le président du PNPCD au nom du même droit moral des victimes, dont il se veut le représentant ; c'est ainsi qu'il explique pourquoi il soutient Ion Diaconescu à la présidence du PNPCD :

Un seul homme de ceux qui dirigent le parti a souffert autant que Corneliu Coposu, a subi les mêmes prisons, les mêmes violences et humiliations.<sup>187</sup>

---

<sup>184</sup> Le discours d'Emil Constantinescu après l'annonce des résultats des élections présidentielles de 1996, 17-18 novembre 1996 in CONSTANTINESCU, Emil. *Timpul ...*, tome III, cit. , p.733, 738, 739.

<sup>185</sup> *România liberă*, 24 novembre 1994.

<sup>186</sup> Le message d'Emil Constantinescu au Congrès du PNPCD, 19 janvier 1996 in CONSTANTINESCU, Emil. *Timpul ...*, tome II, cit. , p. 141-143, p. 142.

<sup>187</sup> CONSTANTINESCU, Emil. *Timpul ...*, tome III, cit. , p. 683-684, p. 683.

D'autre part, l'accent sur l'invocation de la trahison de la croyance doit être compris non pas simplement par rapport à l'anticommunisme, mais à un anticommunisme représenté uniquement par la Convention, dans un moment où apparaissent publiquement des conflits entre certains membres de la CDR, notamment entre les deux « partis historiques » et les partis des jeunes libéraux et celui de l'Alliance Civique, qui se présenteront sur des listes séparées aux élections de 1996. Le discours vers l'intérieur vise donc à délégitimer ceux qui ne restent pas fidèles à une solidarité anticommuniste, qui est donc invoquée uniquement face à ceux qui sont sensibles à ce type d'argument. Pour que l'électorat anticommuniste ne se disperse pas, Doina Cornea invoque « les forces rouges des partis cryptocommunistes » et demande d'agir « contre le pouvoir en place et en faveur de l'unification des forces démocratiques »<sup>188</sup>, donc en faveur de la CDR.

Ce n'est que dans une brochure interne du PNPCD que le parti se prononce ouvertement pour :

La décommunisation de la Roumanie, [en mettant] l'accent sur la nécessité de connaître l'histoire nationale, la répression communiste.<sup>189</sup>

En même temps, le protocole de fonctionnement de la CDR, avant les élections de 1996, prévoit l'application du point 8 de la Proclamation de Timișoara aux candidats de la Convention. Ainsi chaque candidat devra remplir un formulaire de type :

Je soussigné ... candidat de la CD ... déclare sur ma propre responsabilité que je n'ai pas été officier de la police secrète ou indicateur de la Securitate et que je n'ai pas fait partie d'une unité spéciale de cette institution. Je déclare aussi qu'avant 1989 je n'ai pas détenu de fonctions parmi celles désignées par le point 8 de la Proclamation de Timișoara. Si je suis élu et que, d'autre part, ce que je déclare ici se révèle faux, je vous prie de me considérer comme démis.<sup>190</sup>

<sup>188</sup> Entretien avec Doina CORNEA, *România liberă*, 12 mars 1996.

<sup>189</sup> Tract édité lors de la réunion de Délégation Permanente du PNPCD, mai 1995, Alba-Iulia.

<sup>190</sup> PAVEL Dan, HUIU Iulia. *Op. cit.*, p. 293.



De cette manière, l'abandon du discours sur la décommunisation, de l'anticommunisme radical, est synchrone avec l'effort pour préserver l'identité anticomuniste de la Convention par l'intermédiaire d'un discours orienté essentiellement vers ses membres. D'autant plus que l'abandon de la priorité du rapport au passé communiste en vue des élections de 1996 risquait de mettre en cause les rapports de forces à l'intérieur de la coalition, notamment la primauté du PNPCD. La démarche du PNPCD sera donc de préserver l'apparence d'une identité qui lui garantissait une supériorité par rapport aux autres partis, essentiellement par rapport au PAC et au PNL. Mais cette identité était en mouvement, et le discours électoral apparaîtra, après 1997, comme étant plus proche des véritables intentions de la CDR et de son président, Emil Constantinescu, que ne l'était ce discours vers l'intérieur, devenu une simple instrumentalisation du passé au profit de l'hégémonie d'un parti et d'un leader politique<sup>191</sup>.

Constitué autour de l'anticommunisme, la Convention n'a pas trouvé un nouveau sens après 1997, mais avait perdu l'ancien avant la victoire aux élections. Le moment le plus significatif de cette perte est celui du retour du PNL au sein de la CDR, retour qui met en évidence un changement des ressorts mêmes de l'existence de la CDR. Le PNL avait fait partie d'un gouvernement dominé par le FSN, en 1991-1992, puis s'était présenté seul aux élections, deux gestes qui venaient à l'encontre de la solidarité du mouvement anticomuniste. La réintégration de la CDR ne prend pas la forme d'une rédemption, au cours de laquelle le PNL reviendrait à son anticomunisme initial ; les raisons de cette réintégration à la Convention sont uniquement stratégiques, comme le montre l'attitude du PNL après 1996, et surtout en 2000. La CDR se transforme ainsi en une simple coalition électorale, un véhicule pour la victoire aux élections, en dépit de sa dimension civique et surtout en dépit d'un discours qui met l'accent sur la continuation de cette coalition au-delà du moment électoral. Le caractère populiste de la campagne, puis le fait que la CDR, comme institution, n'aura pratiquement aucun rôle dans la

---

<sup>191</sup> Nous avons montré la transaction faite entre le PNPCD et celui que le parti soutien comme candidat unique de la CDR à l'élection présidentielle, Emil Constantinescu, collaboration conjoncturelle si on prend en compte le fait que la décision du dernier de ne pas se représenter aux élections de 2000 étant une des cause principales de l'échec électorale de la nouvelle CDR en 2000.

formation du gouvernement et dans la politique gouvernementale, enfin la sortie du PNL en 2000, confirmeront cette redéfinition de la CDR.

Après novembre 1996, la CDR disparaît pratiquement au profit des principaux partis qui la composent, mais cette situation n'était qu'une conséquence d'un mouvement progressif d'abandon de l'identité anticomuniste ; il était logique qu'à cet abandon, et en l'absence d'un nouveau sens, succède aussi la disparition de la projection institutionnelle de l'anticommunisme qu'était la Convention.

## **Conclusions**

La Convention Démocratique est un mouvement antisystème qui se présente comme porteur des idéaux de la société, tels qu'ils s'étaient exprimés à la fin de décembre 1989 et pendant les premiers mois de 1990. Son message anticomuniste ne vise pas uniquement la période d'avant 1989, car il inclut un rapport au pouvoir postcommuniste, notamment la critique des violences de juin 1990. A ce titre, nous avons pu identifier un anticomunisme politique, orienté vers la conquête du pouvoir, et un anticomunisme civique, visant à imposer une mémoire du communisme.

D'une part, le rapport de la CDR aux réalités politiques présentes est exprimé par l'intermédiaire d'une rhétorique qui s'inscrit dans le cadre et utilise les catégories du discours anticomuniste. D'autre part, si on retrace l'évolution de ce message, on constate qu'il part de l'invocation de la Proclamation de Timișoara pour arriver à l'élaboration du Contrat avec la Roumanie : c'est donc un long chemin, entre les limites duquel se situent en fait deux messages distincts.

Nous avons vu comment et pourquoi le message de la CDR a glissé vers un message populiste, vers un populisme anticomuniste, mais qui allait à l'encontre de l'identité initiale de la Convention et du discours que ses leaders adressaient vers l'intérieur de ses structures. Cette contradiction peut contribuer à expliquer pourquoi la CDR ne survit pratiquement pas à sa victoire de novembre 1996. En même temps, comme on va le montrer, le programme de décommunisation et de restauration ne sera pas suivi après 1996, et la mort de Corneliu Coposu ne nous

permet pas de dire si cela se passe parce qu'il était le principal porteur du discours radical, ou si ce n'était qu'une tactique par laquelle ces partis pouvaient montrer leur différence par rapport au FSN et à ses successeurs.

Les divergences entre ses principaux partis, le PNPCD et le PNL, d'une part, et entre le président de la CDR, ultérieurement le chef de l'Etat, et ces partis, d'autre part, ne deviennent publiques qu'après 1996. Mais elles seules ne font que révéler le fait que la CDR n'était pas la coalition durable, la formation politique avec une identité forte, telle qu'elle se présente à ses sympathisants et électeurs. L'usage du populisme mettait déjà en doute l'image d'une unité basée sur des buts qui n'ont rien de conjoncturel, au profit du caractère de simple coalition électorale.

Si la coalition civico-politique n'était qu'une coalition électorale, tout l'échafaudage discursif sur lequel se base l'image du changement radical de novembre 1996 est mise en doute. D'autre part, le message anticomuniste semble avoir une remarquable capacité à produire à la fois cette fiction institutionnelle qu'est la CDR et toute la symbolique qui a contribué décisivement à façonner une culture politique qui, comme on va le montrer dans les chapitres suivants, marque toujours la vie politique roumaine.

En tant que mouvement antisystème, la Convention ne pouvait que changer de nature et de message après l'arrivée au pouvoir, observation qui était également valable pour le PNPCD. Enfin la question qu'il faut se poser, et à laquelle nous allons répondre dans les chapitres suivants, porte sur les convergences entre le message de la CDR et celui de ses adversaires, et sur les origines de ces convergences.

## Chapitre VII

### **L'anticommunisme politique et l'anticommunisme civique**

La définition de l'anticommunisme doit partir de la différenciation qu'on a pu faire dans les chapitres précédents entre un anticommunisme politique, qui caractérise essentiellement les formations politiques membres de la CDR, et un anticommunisme civique, dont les porteurs soutiennent longtemps le projet de la Convention, donc implicitement ses partis membres, mais n'identifient pas leurs objectifs ultimes à ceux de ces partis. La distinction entre anticommunisme civique et politique nous permet de montrer pourquoi le discours anticommuniste ne peut pas être réduit à sa dimension instrumentale, ce qui nous aide aussi à comprendre sa survie au-delà de la survie de la dimension politique de l'anticommunisme, notamment du PNPCD.

L'anticommunisme civique se trouve donc dans une tension à la fois avec ceux qui veulent organiser l'oubli et avec ceux qui utilisent la mémoire dont les victimes sont les porteurs. Finalement son but est d'instrumentaliser à son tour le pouvoir politique pour transformer la mémoire des anticommunistes, par le biais de l'Etat, en mémoire officielle<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Le point 6 de la Proclamation de Timișoara réclamait que : « Il est urgent de rédiger une histoire courte mais correcte de la période 1944-1950 et de la diffuser dans un tirage de masse », Proclamația de la Timișoara, *România liberă*, 19 mars 1990. Voir aussi le texte intégral dans l'Annexe.

## **I. La dimension civique de la Convention Démocratique**

Vu l'hétérogénéité de ses composantes, la préservation de l'unité de la CDR est en grande partie non seulement le résultat de l'action des associations civiques, mais aussi un de leurs principaux ressorts. Ceci est en tout cas vrai pour l'Alliance Civique qui, dès son apparition, s'est proposé d'unifier l'opposition de l'époque, et qui est restée, après sa sortie de la CDR, partisane de la préservation de l'unité de la dimension politique de la Convention.

Le résultat des élections du 20 mai institue un rapport entre les principales forces politiques qui paraît consacrer une domination de longue durée du Front du Salut National. Nous avons vu que c'est justement cette situation qui a poussé à l'unification de l'opposition. Cette démarche se retrouve au niveau des médias, car face au contrôle des médias électroniques d'Etat par le Front, la presse indépendante, notamment de la presse culturelle, soutient le type de message de la CDR. D'autre part nous allons montrer aussi l'influence exercée par les catégories du discours anticomuniste qui dominent cette presse sur le message politique de la Convention Démocratique, sur ses stratégies et sur le rapport de forces de l'intérieur de la Convention. Nous allons également montrer le rôle de la principale association non partisane membre de la Convention, l'Alliance Civique, apparue dans le sillage de l'échec politique du mouvement de la Place de l'Université, et qui refaçonnera *l'apolitisme* au point de le transformer dans un liant entre les éléments politique et civique de la CDR.

### **I.A. Les intellectuels et le communisme**

Le principal débat qui anime la vie culturelle avant 1989 est celui entre les protochronistes, qui soutiennent une forme de nationalisme allant dans la direction de l'idéologie officielle, et ceux qui essaient d'échapper aux l'impératifs de la propagande en préservant certains liens avec l'espace culturel occidental<sup>2</sup>. Ce

---

<sup>2</sup> A ce propos voir notamment VERDERY, Katherine. *Compromis...* cit. , p. 68-80.

clivage entre nationalistes et occidentalophiles n'était pas spécifique de la période communiste, il est une caractéristique de la culture roumaine et on le retrouvera après 1990. Les occidentalophiles se retrouveront dans des associations comme le Groupe pour le Dialogue Social et l'Alliance Civique, et auront un rôle décisif dans la formulation du discours d'opposition au premier pouvoir postcommuniste.

Il faut donc établir un lien entre ce type d'attitude critique à l'égard du FSN et l'invocation de la « résistance par la culture »<sup>3</sup>, formule qui a pour but d'expliquer l'attitude publiquement passive des intellectuels roumains avant 1989, mais qui décrit aussi l'existence effective de certains débats culturels qui sortaient de la ligne fixée par le parti. Ces tensions prenaient inévitablement une dimension politique, et une institution comme l'Union de Ecrivains est, au moins pendant les années soixante-dix, une des institutions qui permettent un certain pluralisme d'expression. C'est en invoquant le souvenir de cette période que les futurs membres des associations civiques d'après 1989, comme Ștefan Augustin Doinaș, Andrei Pleșu, Dan Hăulică, Alexandru Paleologu, Mihai Șora, Octavian Paler, Alexandru Călinescu, adressent, en 1989, une lettre au président de l'Union des Ecrivains en faveur de Mircea Dinescu<sup>4</sup>.

Même si les attitudes de ce type sont extrêmement rares et ont des ambitions limitées, même si la censure et l'autocensure sont acceptées par la majorité des auteurs, même si la résistance par la culture n'est donc pas une véritable résistance collective, la formule exprime une forme de refus individuel, supposant souvent un comportement double ; ce qui veut dire que l'absence de protestation publique et même l'allégeance au régime ne supposent pas une acceptation de l'idéologie du régime. La résistance par la culture est une formule qui veut souligner que, sous l'apparente unité discursive autour du Conducator, la relation entre les auteurs et les lecteurs est faite d'allusions, de lectures entre les lignes, ce qui permet la

---

<sup>3</sup> Formule largement utilisée après 1990 par les intellectuels, mais elle existait avant la chute du régime, à ce propos MARTIN, Mircea. *Rezistența prin cultură* [La résistance par la culture], 22, 14-20 août 2001, p. 11-13. Elle est utilisée aussi par le président de la CDR, voir CONSTANTINESCU, Emil. Intervention pendant la manifestation de la place de l'Université, 26 avril 1990. *Timpul...*, tome III, *cit.*, p. 611-612, p. 611.

<sup>4</sup> Pour le rapport entre les intellectuels et les « partis historiques » il est significatif qu'aucun des signataires n'est rentré dans l'un des « partis historiques ».

préservation d'une certaine autonomie de la pensée et même de l'expression, bien qu'elles dépendent des aléas de la censure.

Pour l'un des leaders de la CDR, la présidente de l'Alliance Civique, Ana Blandiana :

La littérature roumaine n'est pas un « produit de la censure »,  
mais plutôt un résultat de la résistance par la culture.<sup>5</sup>

C'était une formule par laquelle toute une catégorie d'intellectuels anticomunistes, à laquelle appartient également Emil Constantinescu, qui invoque lui aussi ce type d'attitude<sup>6</sup>, veulent présenter la continuité de leurs engagements à travers le moment 1989 et rejeter ainsi les accusations d'opportunisme qui leur sont lancées essentiellement par les proches du FSN.

Si la formule « résistance par la culture » est hautement discutable, ce qu'elle veut exprimer est mieux interprété si on la relativise en invoquant une autre expression habituelle pour caractériser la situation de l'homme de culture pendant un période totalitaire, celle de « l'exil intérieur », qui exprime en fait beaucoup mieux le statut de l'écrivain, du participant à la vie culturelle, car parler d'exil intérieur c'est reconnaître le renoncement au statut même d'intellectuel, en son sens original. Si la définition de l'intellectuel suppose une présence critique dans l'arène publique, on ne peut pas parler d'intellectuels avant 1989. Et les exceptions, de Paul Goma à Doina Cornea, sont significatives du caractère exceptionnel de ce type de comportement dans la Roumanie communiste, donc du nombre extrêmement réduit de ceux qui peuvent légitimement invoquer une résistance ou une dissidence par rapport à l'ancien système politique, notamment parmi les anticomunistes d'après 1989. D'autre part, ce n'est qu'en prenant en considération la mesure dans laquelle les membres de l'élite culturelle font le jeu du pouvoir totalitaire et, par leur manque de solidarité, finalement aident la répression, qu'on peut comprendre que, après 1989, il y ait un changement de comportement,

---

<sup>5</sup> Ana BLANDIANA, 22, n° 6, 2001, p. 6.

<sup>6</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Intervention pendant la manifestation de la place de l'Université, 26 avril 1990. *Op. cit.*, p. 611.

individuel et collectif, duquel on peut déduire l'existence d'un certain regard autocritique sur le passé de chacun<sup>7</sup>.

Nous retrouvons là l'explication du fait que, après certaines hésitations, les intellectuels en arriveront à soutenir les anciens détenus politiques qui dirigent les « partis historiques ». Mais en dépit de leur changement d'attitude, ces intellectuels risquaient de se délégitimer eux-mêmes par la critique implicite de leur démarche intellectuelle et politique pendant le régime communiste. Ce qui aide à comprendre pourquoi ils tentent d'exagérer l'existence d'une certaine résistance et privilégier le rappel des compromis faits par leurs adversaires politiques au détriment d'un mea-culpa individuel. Daniel Barbu considère même que, finalement, la critique sans nuances du passé a le rôle « d'éviter aux porte-parole de la « société civile » de regarder en face leur passé »<sup>8</sup>. D'autre part, cette sélectivité de la mémoire, qui caractérise les porteurs du message anticomuniste, était difficile à éviter vu la dissymétrie politique qui résulte des élections du 20 mai, entre les partisans et les opposants au FSN. Cette sélectivité de la mémoire du passé récent fait partie du processus de naissance d'une forme de solidarité politique entre les opposants au FSN, qui s'aggrave justement à l'aide de l'anticommunisme.

L'image d'un univers intellectuel parfaitement uniformisé est donc trop simpliste ; en fait, après 1989 peuvent s'exprimer plus explicitement les débats et conflits déjà existants, auxquels s'ajouteront ceux qui sont spécifiques de la période postcommuniste, notamment celui lié à la lustration proposée par le point 8 de la Proclamation de Timișoara, celui sur l'ouverture des dossiers de l'ancienne police politique et plus généralement sur le sort et le rôle de la Securitate. Mais si, finalement, l'ancien clivage entre nationalistes et pro-européens, se reproduit et reste dominant au niveau de la vie culturelle, à ce clivage vient se superposer le débat sur la question du passé communiste. La Proclamation de Timișoara, les messages du mouvement de la Place de l'Université, sont le résultat d'une attitude pro-européenne, réformatrice, et anticomuniste, attitude qui est articulée et devient

---

<sup>7</sup> Même si celui-ci n'est que rarement public.

<sup>8</sup> BARBU, Daniel. *Republica...* cit. , p. 94.



un discours public après 1989, mais qui n'est pas sans liens, notamment dans son contenu spécifique, avec la vie intellectuelle d'avant 1989.<sup>9</sup>

D'ailleurs nous avons vu que l'antipolitique ou *l'apolitisme* initial de 1990, trouve sa source dans l'autonomie de l'esthétique prônée par les adversaires du protochronisme, et en général par ceux qui veulent échapper à l'emprise de l'idéologie du parti unique. Après 1989, tout parti est vu comme un potentiel danger pour ces intellectuels longtemps soumis au parti unique et qui évitent désormais d'intégrer la vie partisane. Ce qui n'était pas valable pour les partisans du national-communisme, qui vont même, après 1990, fonder des partis, comme c'est le cas du Eugen Barbu et Corneliu Vadim Tudor, avec le Parti de la Grande Roumanie, ou de Adrian Păunescu, avec le Parti Socialiste du Travail.

La manifestation de la Place de l'Université, l'Alliance Civique, puis la Convention Démocratique, sont des étapes d'une évolution, d'un abandon progressif de *l'apolitisme* par les intellectuels. Mais cet abandon se prouvera partiel et temporaire : même les dirigeants de l'Alliance Civique et du Parti de l'Alliance Civique ne rompent pas définitivement avec l'attitude de méfiance à l'égard des partis politiques<sup>10</sup> ; finalement la Convention Démocratique est essentiellement le résultat d'un compromis entre l'antipolitique et la nécessité de construction d'une alternative, qui se veut démocratique, au pouvoir postcommuniste.

### **I.B. Caractéristiques de l'anticommunisme civique**

Le dénominateur commun de ceux qui s'expriment au nom de l'Alliance Civique, d'autres associations membres de la CDR comme la Solidarité Universitaire ou l'Association des Anciens Détenus Politiques, et même les membres du Groupe pour le Dialogue Social, ne dépasse pas le programme de la Proclamation de Timișoara présentée par Vladimir Tismăneanu comme :

---

<sup>9</sup> Katherine Verdery observe que les stratégies des intellectuels pour échapper à une hiérarchie des valeurs décidées par l'Etat, selon des critères politiques c'est le marché (succès au public) et l'invocation de l'Occident qui est implicitement et radicalement opposée au régime et à son idéologie, VERDERY, Katherine. *Op. cit.*, p. 68-80.

<sup>10</sup> Ana Blandiana et Nicolae Manolescu ne sont que les plus connus exemples de l'abandon de la vie politique, après une importante activité politique.

Le plus important document politique de la révolution roumaine, avec la signification d'une Charte, autour de laquelle a pu se coaguler l'embryon de la société civile roumaine.<sup>11</sup>

A cela s'ajoute l'attitude antipolitique exprimée notamment pendant la manifestation de la Place de l'Université. Cette réticence des intellectuels anticomunistes à l'égard de la politique partisane venait de la fragilité de leur position, résultat de leur anticomunisme tardif. En plus, accusés par ceux qui soutiennent Ion Iliescu et son parti de faire le jeu des « partis historiques », ils veulent montrer ainsi leur indépendance.

C'est donc le passé communiste qui est projeté pour devenir un levier contre ceux qui sont désignés comme ennemis du processus de la démocratisation, en vertu à la fois de leur passé communiste et de leur attitude après décembre 1989. En ce sens un des premiers textes qui définissent ce type d'analyse du début du postcommunisme roumain est le texte de Gabriel Liiceanu « Appel aux fripouilles »<sup>12</sup>, qui est une demande adressée aux anciens détenteurs du pouvoir politique et culturel d'avant 1989, aux collaborateurs au culte de la personnalité, de s'abstenir, pour un certain temps, de participer à la vie publique :

Laissez s'écouler un peu de temps entre le dernier hommage que vous avez écrit, la dernière réunion au cours de laquelle vous avez exprimé votre enthousiasme pour la réélection de Ceaușescu au XIV<sup>e</sup> Congrès, et le ralliement précipité [...] N'apparaissiez plus à la télé, n'écrivez plus dans les journaux [...] N'ayez pas peur, mais seulement, de temps en temps, une honte durable et insupportable. Alors cherchez un parent qui a perdu ces jours-ci son enfant et demandez-lui pardon.<sup>13</sup>

<sup>11</sup> Vladimir TISMĂNEANU, 22, 3-9 août 1990, p. 8.

<sup>12</sup> Gabriel Liiceanu, « Appel către lichele » [Appel aux fripouilles], texte du 30 décembre 1989, voir LIICEANU, Gabriel. *Apel către lichele*, Bucarest : Humanitas, 1996, p. 5-6.

<sup>13</sup> *Ibidem*, p. 5-6.

Ce texte très influent exprimait l'espoir de ce qu'on peut appeler une décommunisation spontanée ; d'ailleurs il finissait par l'expression de l'éventualité d'une réponse à cette demande :

Si vous suivez cette recommandation [...] vous recevrez notre reconnaissance. Nous vous aimerons.<sup>14</sup>

Ce type de message annonce ceux de la Place de l'Université, dont Gabriel Liiceanu est d'ailleurs l'un des orateurs. On peut donc considérer la Proclamation de Timișoara comme le résultat de la constatation que ce type de requête n'est pas suivi, ce qui était un argument de l'imposition de la décommunisation par voie politique. La coalition des associations civiques avec les partis politiques a donc été rendue possible par l'existence de ce but inévitablement politique de ces associations.

En plus, ce qui a eu, dans l'unification des partis et organisations civiques dans la Convention Démocratique, un poids symbolique particulièrement important, c'est l'appui donné à ce processus par d'anciens dissidents, comme Doina Cornea, un des rares intellectuels qui s'étaient ouvertement opposés au régime d'avant 1989. Elle démissionne du CFSN dès janvier 1990, prend la parole du balcon de l'Université et accuse durement les dirigeants postcommunistes de préserver les anciennes structures et même la Securitate<sup>15</sup>. Un autre intellectuel qui fait à l'époque le pont entre les associations civiques et les partis politiques est Adrian Marino, le premier président du Forum Antitotalitaire de Cluj, pour lequel « l'esprit *ceaușiste* » n'appartient pas seulement au passé, mais se retrouve dans la vie politique postcommuniste<sup>16</sup>. Et, pour éliminer cet esprit, plusieurs solutions sont envisagées, la lustration n'étant même pas la plus importante, car elle vient après l'impératif de la vérité, comme on pouvait le lire sur une des affiches de la Place de l'Université :

---

<sup>14</sup> *Ibidem*, p. 6.

<sup>15</sup> *România liberă*, 2 juin 1990.

<sup>16</sup> MARINO, Adrian, « Esența ceaușismului » [L'essence du *ceaușism*], *Dreptatea*, 21 juillet, p. 1.

De même que nous avons subi si longtemps le mensonge, il nous faut maintenant subir la vérité.<sup>17</sup>

Ce graffiti montrait que les manifestants avaient conscience de l'existence d'un poids du passé, vu comme un obstacle de taille contre la force de persuasion que pouvait avoir les messages des anticomunistes. Cette difficulté tient aussi à la crédibilité des porteurs de ce message, car les uns n'avaient pas un passé qui pût justifier leur attitude, et les autres, les anciens détenus politiques, étaient généralement vus en 1990 comme un groupe étranger et étrange, qui, justement, fait peur car il met au centre du débat un passé douloureux.

En plus, il y a l'inévitable sélectivité de la mémoire des anticomunistes. Un exemple en ce sens est celui du principal soutien de l'anticommunisme civique, le quotidien *România liberă*. Nous avons vu dans quelle mesure cette publication a été un véritable facteur de mobilisation du mouvement de la Place de l'Université, et de soutien du point 8 de la Proclamation de Timișoara ; pourtant le directeur honorifique de ce quotidien est Octavian Paler, un ancien membre du Comité Central du PCR, par conséquent l'un de ceux qui sont visés par le point 8<sup>18</sup>. Même si à la direction de *România liberă* après le 22 décembre se trouvait un groupe de journalistes qui avaient essayé avant 1990 de faire un journal-manifeste contre le régime de l'époque<sup>19</sup>, le fait de mettre dans ce poste honorifique un ancien membre de la nomenklatura montrait que les standards en ce qui concerne la décommunisation n'étaient pas respectés même par les plus fervents partisans de ce type d'attitude. Dans le cas d'Octavian Paler on peut invoquer le fait qu'il était depuis longtemps marginalisé par le régime communiste. Mais c'est exactement ce type d'argument qu'opposent Ion Iliescu et ses proches au principe de lustration de la Proclamation de Timișoara. En fait la véritable différence entre le cas de Octavian Paler et celui de Ion Iliescu par exemple, est donnée par le fait que Paler s'est exprimé, immédiatement après 1989, pour une rupture avec les pratiques communistes et a soutenu les mouvements civiques anticomunistes. Cette modalité de se repentir par l'usage, après 1989, du discours anticomuniste révèle

<sup>17</sup> 22, 1-7 juin 1990, p. 1.

<sup>18</sup> Octavian Paler avait aussi dirigé, jusqu'au début des années 1980, la même publication

<sup>19</sup> Anton Uncu, Mihai Creanga, Petre Mihai Băcanu.

dans quelle mesure n'est qu'apparent, parmi les anticomunistes, le consensus sur des questions comme le point 8 de la Proclamation de Timișoara, qui est en fait dû à un contexte qui le rend difficilement critiquable à l'intérieur du camp anticomuniste et surtout inutile à critiquer car l'éventualité de son application effective était hautement improbable.

En plus, en mettant l'accent sur la période la plus répressive, mais chronologiquement la moins proche, les anticomunistes ont favorisé la mémoire des groupes qui dirigeaient les « partis historiques », contre celle de l'expérience concrète de la majorité de la population. Ainsi l'anticommunisme civique n'a pas été une alternative à celui des « partis historiques », mais a préparé l'hégémonie du PNPCD à l'intérieur de la Convention Démocratique. Le discours anticomuniste sous cette forme aide la mythologie du PNPCD et mine la démarche d'autres partis, notamment celle du Parti de l'Alliance Civique, dont personne ne conteste l'anticommunisme, mais qui, en tant que parti nouveau, ne pouvait pas avoir le même poids symbolique dans ce qui est vu comme une lutte historique avec les ex-communistes.

Deuxièmement, il y a des sujets, comme celui du rapport au nationalisme et à l'engagement pro-européen, qui sont effectivement un facteur d'unification des adversaires du parti de Ion Iliescu. D'autre part, les intellectuels engagés tendent à être si réfractaires au nationalisme qu'ils négligent la signification symbolique, qui allait dans le sens du nationalisme, du moment révolutionnaire de décembre 1989. Même si la continuation de la Révolution apparaît en 1990 comme plus qu'un slogan, étant un élément de fédération des organisations civiques et politiques anticomunistes, et même si ces organisations, y compris la Convention Démocratique, se présentent comme représentant les intérêts de la nation dans son entier, il existe une difficulté à investir de sens cette prétention de raccorder le message anticomuniste à une définition de la communauté nationale.

En conséquence, l'attitude pro-européenne n'est pas sérieusement contestée à l'intérieur de la Convention Démocratique car l'option pour l'intégration dans Europe politique vient dans la logique de l'anticommunisme, projeté au niveau de la politique externe ; ainsi dans la revue du GDS on souligne que :

Le changement du président et du gouvernement par le vote est pour la Roumanie la dernière chance que lui offre l'histoire pour se désoviétiser.<sup>20</sup>

Autrement dit, l'inertie contribue à préserver les institutions de type soviétique, empêchant ainsi un éloignement de la sphère d'influence russe. Le fait que l'auteur de ce texte, Emil Hurezeanu, comme d'autres personnalités publiques avec une vision pro-européenne, comme Alin Teodorescu ou Adrian Severin, se rapprocheront du PSD après l'engagement crédible de ce parti en faveur du processus d'intégration européenne, montre a contrario dans quelle mesure, avant 2000, cette dimension du rapport à l'unification européenne était un facteur de solidarisation de l'opposition. En conséquence, la disparition de ce liant, après la réorientation de l'ancien PDSR, a enlevé à la construction politico-civique qu'était la CDR un argument majeur qui assurera son unité.

D'une part, cette fonction de l'attitude pro-européenne et, d'autre part, l'apparent consensus sur la question de la lustration, ne peuvent être compris que par l'influence de ce qui caractérise non seulement l'anticommunisme politique, mais aussi l'anticommunisme civique : la perception de la vie politique comme l'opposition de deux blocs irréconciliablement adverses. Pour Doina Cornea :

Il y a deux Roumanies : celle qui fait semblant de vouloir la démocratie, c'est-à-dire la Roumanie des anciens communistes intéressés à maintenir leurs privilèges et leur pouvoir, et la Roumanie qui aspire à la démocratie.<sup>21</sup>

Dans cette logique, le clivage d'après 1989 entre anticommunistes et ex-communistes se superpose sur celui d'avant 1989, entre société et Etat, et ce raisonnement aboutit à une spirale du renforcement mutuel des deux attitudes, car les anticommunistes ont tendance à exagérer le clivage du passé, pour rendre plus dramatique celui du présent ; d'autre part, celui du présent leur apparaît comme plus définitif s'ils le voient uniquement par le prisme de l'ancien. Finalement l'attitude

---

<sup>20</sup> HUREZEANU, Emil, « Un regim sovietic » [Un régime soviétique], 22, 16 octobre 1996, p. 3.

<sup>21</sup> CORNEA, Doina. *La face cachée...* cit. , p. 149.

des organisations civiques est de soutenir la CDR au nom du clivage d'après 1989, et de soutenir le PNPCD à l'intérieur de la Convention au nom du clivage ancien.

En fait l'antipolitique de la Place de l'Université est renforcée par la volonté d'éviter l'effet de division qu'apporte l'avènement du politique en Roumanie ; d'autre part, il trouve sa source initiale avant 1989, quand le pouvoir politique était monopolisé par un seul parti, et il porte bien son nom puisqu'il s'oppose à la volonté de politisation qui caractérise le marxisme-léninisme, se plaçant ainsi dans la logique du rapport dichotomique entre la société et l'Etat. L'anticommunisme d'après 1989 est la traduction de cette même logique dans les termes de la naissance du pluralisme politique, mais il reste marqué par *l'apolitisme*, parce que le politique lui-même reste marqué par l'idée du conflit irréductible.

L'antipolitique est une attitude qui s'articule au nom d'une indépendance menacée par le pouvoir en place ; en conséquence, le discours anticommuniste et son incarnation institutionnelle, la CDR, sont soutenus au nom de ce même impératif. La première alternance de novembre 1996 transformera le caractère du régime postcommuniste, donc également le sens de l'antipolitique et de l'engagement civico-politique. Désormais, la dimension civique n'avait plus sa place dans la Convention Démocratique ; finalement, ce qui aura constitué le principal trait distinctif de la CDR, disparaît. La CDR, privée de cette dimension civique antipolitique qui lui servait de liant, devait ou bien se réinventer, ou se dissoudre.

### **I.C. Les rapports entre les organisations civiques et les partis**

En 1990, quand les partis peinent pour s'organiser, la presse proche de l'opposition est celle qui a la plus importante influence dans la diffusion du message anticommuniste. Mais, plus que ce message, l'expérience des manifestations de la Place de l'Université et des élections du 20 mai a poussé au rassemblement des « partis historiques » et des associations civiques. En ce sens le quotidien *România liberă* deviendra le véritable porte-parole de l'Alliance Civique, et le principal vecteur de l'anticommunisme civique. D'ailleurs, au début de 1990, cette

publication ignore presque totalement les « partis historiques », jusqu'à leur première grande manifestation commune<sup>22</sup>. D'autre part, le ton des articles de l'époque concernant le FSN peut être considéré comme le principal facteur de mobilisation à ces démonstrations. En fait, la méfiance initiale par rapport au « partis historiques » n'était pas seulement caractéristique de ceux qui soutiennent le FSN, elle est partagée par l'ensemble des médias ; pourtant, dès la fin du mois de janvier, l'opposition commune à l'égard du FSN détermine un changement de cette attitude de la part des publications qui critiquent Ion Iliescu.

L'éditorial de *România liberă* du 9 janvier dénonce déjà les tentatives de la Télévision d'Etat pour réhabiliter d'anciens activistes communiste, et souligne que :

Les morts de Timișoara n'ont pas voulu seulement la chute de Nicolae Ceaușescu mais aussi la disparition du parti-traître.<sup>23</sup>

D'ailleurs cette idée reviendra sans cesse, on la retrouvera dans la Proclamation de Timișoara et dans tous les discours des anticomunistes, quand ils font référence au moment révolutionnaire. Dans le même esprit sont écrits les éditoriaux du directeur honorifique de *România liberă*, qui demande la disparition de l'ancien parti unique<sup>24</sup> et pose la question du sens des morts de décembre, en concluant que :

Les illusions n'ont duré qu'un mois [...] J'ai peur que les élections ne soient falsifiées, même si les voix sont correctement comptées.<sup>25</sup>

Le spectre d'une démocratie uniquement formelle restera l'un des thèmes importants de l'anticommunisme civique. C'est dans la même logique qu'est perçu un épisode comme celui de la convocation au siège de la police, le 2 février 1990,

---

<sup>22</sup> La manifestation du 28 janvier 1990. Ce n'est qu'à partir du 30 janvier que *România liberă* prête attention à ces partis.

<sup>23</sup> UNCU, Anton, *România liberă*, 9 janvier 1990.

<sup>24</sup> PALER, Octavian, « De ce partidul comunist trebuie să nu mai existe » [Pourquoi il faut que le parti communiste cesse d'exister], *România liberă*, 11 janvier.

<sup>25</sup> PALER, Octavian, « Iluziile au durat numai o lună » [Les illusions ont duré seulement un mois], *România liberă*, 25 janvier 1990.



pour l'enregistrement d'une machine à écrire. Ce geste devient pour le même quotidien un événement de premier ordre, à la suite duquel plusieurs intellectuels protestent publiquement contre ce qui est vu non seulement comme une preuve que certaines lois anciennes perdurent, mais aussi que le changement du nom de la milice en police ne signifiait pas un changement des hommes et des pratiques<sup>26</sup>. D'autre part, cette sensibilité semble bien exagérée à une majorité des Roumains, qui ne comprennent pas comment un seul incident peut mettre en doute les si importants changements survenus depuis la chute de l'ancien régime.

De cette atmosphère de méfiance à l'égard avant tout du FSN, mais aussi à l'égard des partis politiques, surgira une forme d'anticommunisme qui se veut non partisan, et qui s'exprime notamment, comme on l'a vu, à travers les manifestations de la Place de l'Université, puis par l'intermédiaire de l'Alliance Civique. Ces mouvements poussent à l'unification de l'opposition politique à partir d'arguments de type éthique, par exemple Doina Cornea considère nécessaire l'unification de *l'opposition démocratique*<sup>27</sup>, parce qu'elle « croit à la politique de la vérité »<sup>28</sup>. Ainsi, du point de vue de ce qui deviendra la composante civique de la Convention Démocratique, les raisons de cette coalition sont avant tout éthiques, mais la méfiance à l'égard des partis politiques persiste. Il en résulte que, en fait, les personnalités publiques et les associations civiques qui ont œuvré à la constitution de la CDR et l'ont soutenue tout au long de son existence, considèrent ce type de construction institutionnelle comme une forme par laquelle la composante civique donne une garantie morale, mais ainsi finalement contrôle le message et les plus importantes actions de la composante politique. D'ailleurs ce type de tutelle a été dénoncé par tous les partis qui ont quitté la CDR<sup>29</sup>.

L'attitude de *România liberă* est significative du rapport qui s'établit entre les composantes de la CDR. Nous avons vu que cette publication soutient fortement la Proclamation de Timișoara<sup>30</sup> et le mouvement de la Place de l'Université, mais il faut comparer, d'une part, l'attitude enthousiaste de ce quotidien à l'égard des

<sup>26</sup> *România liberă*, 1<sup>er</sup> mars 1990.

<sup>27</sup> Selon une formule usuelle à l'époque pour les opposants au parti de Ion Iliescu.

<sup>28</sup> *Dreptatea*, 21 août 1990.

<sup>29</sup> PNL en 1992, PAC et PL 93 en 1996, de nouveau le PNL en 2000.

<sup>30</sup> *România liberă*, 27 mars 1990.

manifestations anticomunistes, de l'Alliance Civique, enfin par rapport à la Convention Démocratique, avec, d'autre part, l'attitude à l'égard des partis politiques membres de la même Convention. Cette différence de traitement est significative non seulement d'une volonté d'indépendance, mais aussi de la perpétuation de l'antipolitique par l'intermédiaire même de la CDR et du discours anticomuniste. Le projet même de la Convention Démocratique, même s'il suppose une forme d'engagement politique, assume et utilise l'idéal d'un engagement politique non-partisan et le soi-disant *apolitisme*. Comme le GDS qui, au début de 1990, prévoit dans son statut initial qu'aucun membre ne peut appartenir à une formation politique, l'Alliance Civique fournit un cadre d'expression et d'action politique qui évite l'embrigadement dans un parti. Finalement la Convention, comme projet, dans le sillage de l'Alliance Civique, nourrit l'idée de pouvoir influencer décisivement un acteur politique sans intégrer un parti politique.

D'ailleurs la CDR utilise cette méfiance à l'égard des partis et se présente non pas simplement comme une coalition électorale, mais comme un rassemblement de forces civiques et politiques, rassemblement qui suppose que la composante civique ait la valeur d'une garantie contre la domination des intérêts partisans. Quand en 1992 et 1996 certains partis, comme le PNL, respectivement le PL'93<sup>31</sup> et le PAC, anciens membres de la Convention, se présentent aux élections séparément, leur échec cuisant<sup>32</sup> ; ce phénomène doit être compris non seulement comme le résultat d'une sanction à l'égard de ceux qui n'ont pas respecté l'impératif de l'unification de l'opposition, mais aussi par le fait que la logique même de l'anticommunisme était consubstantielle avec celle d'une présence de l'élément civique comme garant symbolique de la sincérité des engagements politiques<sup>33</sup>.

En fait cette tutelle ne s'exerce pas simplement au niveau de la CDR, par la parité du droit de vote, mais aussi au niveau des publications proches de la CDR,

---

<sup>31</sup> Dissidence du PNL.

<sup>32</sup> Ne passent pas la barre des 3% nécessaire selon la loi électorale de l'époque pour rentrer eu Parlement

<sup>33</sup> C'est aussi une des causes de l'échec de la CDR2000, qui est perçue comme une simple alliance électorale.

notamment de *România liberă*, dirigée par l'un des vice-présidents de l'Alliance Civique<sup>34</sup>. Ces publications prennent d'autant plus de poids que les médias électroniques étaient, jusqu'en 1997, contrôlés strictement par le parti de Ion Iliescu. En même temps, à l'intérieur de la CDR, la composante civique soutient le plus souvent le PNPCD. Les autres partis critiquent cette situation, considérant que les associations civiques falsifient l'équilibre entre les partis politiques membres de la Convention ; d'autre part leur réaction ne prenait pas en compte le rôle majeur de la composante civique dans l'identité, l'impact médiatique et finalement la force électorale de la CDR.

En plus, le fait que le PNPCD est favorisé par les associations civiques membres de la CDR est une conséquence des ressorts mêmes qui ont mené à la constitution de la Convention. En fait, dès 1990, les porteurs du message anticomuniste et *apolitique*, les intellectuels, sont aussi ceux qui, en dépit de leur méfiance par rapport aux « partis historiques », contribuent à la reconnaissance de l'importance des traditions dont se revendiquent ces partis. Ils aident ainsi à la reconstitution, au niveau de la mémoire d'une partie importante des Roumains, du souvenir du passé de ces partis, ce qui aide décisivement à leur légitimation comme seules forces politiques démocratiques. Finalement les intellectuels qui se veulent *apolitiques* contribuent à la création d'une culture politique anticomuniste, favorable avant tout au PNPCD, car, comme on l'a vu, il était le plus proche du type idéal de « parti historique ».

En dépit des tensions entre ces intellectuels et les formations politiques, chacun a besoin de l'autre pour arriver à ses buts : d'une part, l'anticommunisme ne peut être porté que par ceux qui avaient fait leurs preuves avant 1989, et, d'autre part, quelques dissidents, on ne reconnaît qu'aux anciens détenus politiques ce statut. D'autre part, les « partis historiques » ont besoin du discours des intellectuels pour arriver au but qu'ils se sont eux-mêmes fixé en 1990, celui du changement des mentalités, autrement dit pour contribuer à construire et à soutenir un type de discours qui reconnaît ces partis comme étant les seuls défenseurs de la démocratisation. Les « partis historiques » et les anciens détenus politiques rendent

---

<sup>34</sup> Petre Mihai Băcanu dirige cette publication tout au long des années quatre-vingt-dix, jusqu'en 2004.

légitime l'anticommunisme de l'intellectualité, qui, à son tour, confère une place centrale dans la vie publique et politique aux anciennes victimes du régime totalitaire. Ainsi les partis traditionnels et la CDR reçoivent une place privilégiée dans la logique de la culture politique anticomuniste et, à l'intérieur de la Convention, le PNPCD, dirigé par Corneliu Coposu, prend la direction politique et symbolique de l'opposition unie.

Les anciens dissidents ne rejoignant pas les partis politiques, car ils voulaient préserver leur indépendance mais, en tant que modèles de comportement civique, ils contribuent par leur attitude à dissuader une large catégorie d'intellectuels de devenir membres d'un parti politique, ce qui consolide l'ancienne difficulté de l'action commune et *l'apolitisme*. Les effets pervers de cette méfiance seront visibles après 1996, quand les associations civiques de la CDR seront exclues de la gestion des affaires publiques par les partis, lesquels, à leur tour, étaient en crise de ressources humaines.

Un autre effet de cette situation a été la fragilisation de la légitimité du pouvoir après l'alternance de 1996, car la nouvelle coalition ne comprend pas comme acteur dominant la CDR, préférée par la majorité relative des votants de novembre, mais seulement les partis membres de la Convention.

### **1). L'Alliance Civique**

L'Alliance Civique apparaît comme le résultat de l'échec relatif du mouvement de la Place de l'Université, ayant pour but l'unification de l'opposition à Ion Iliescu. Celui-ci est accusé de vouloir annuler une partie des conséquences de la chute de l'ancien régime ; ainsi, le communiqué qui annonce la constitution de l'Alliance en novembre 1990 dénonce le fait que :

Le retour de l'ancien appareil de l'Etat et du parti prend la dimension d'une contre-révolution.<sup>35</sup>

---

<sup>35</sup> Communiqué de l'Alliance Civique, 22, 9-15 novembre 1990, p. 1.

Ce texte montre les ressorts de l'engagement de ses membres fondateurs, qui adoptent une logique anti-institutionnelle ; d'ailleurs, un de leurs premiers gestes politiques est un appel au Parlement et au Gouvernement, dont le véritable destinataire est le public :

Sont marginalisés la plupart de ceux qui ont lutté contre le totalitarisme et la tyrannie ; en même temps, leurs anciens bourreaux, qui n'ont pas été punis, sont actifs dans la vie politique du pays et continuent à les réprimer.<sup>36</sup>

En conséquence, le premier programme de l'Alliance Civique se situe dans la lignée de la Proclamation de Timișoara. L'organisation se fixe comme but le rassemblement de toutes les forces politiques démocratiques et se déclare partisane des valeurs européennes<sup>37</sup>. En plus on demande la constitution d'une commission d'enquête indépendante sur les événements du 13-15 juin 1990, car des clarifications sur ce moment sont considérées comme « une nécessité pour l'apaisement du climat politique »<sup>38</sup> ; en plus, l'AC sollicite :

L'annulation de toutes les mesures abusives, antidémocratiques et inhumaines adoptées pendant le régime communiste tout au long de son existence.<sup>39</sup>

Centré sur l'idée de réparer les injustices perpétrées par le parti-Etat, le message de l'Alliance Civique se concentre sur la remémoration des abus commis pendant la période totalitaire, soutenant ainsi implicitement, mai aussi explicitement, les « partis historiques », notamment le plus anticomuniste d'entre eux, le PNPCD. D'ailleurs, le dirigeant historique de l'AC, Ana Blandiana, a un discours qui met l'accent sur le sens moral de l'engagement civique et politique, attitude qui explique aussi son soutien à la décommunisation :

---

<sup>36</sup> Appel de l'Alliance Civique au Gouvernement de la Roumanie et au Parlement, *Dreptatea*, 17 novembre 1990, p. 4.

<sup>37</sup> *România liberă*, 7 novembre 1990.

<sup>38</sup> *România liberă*, 16 novembre 1990.

<sup>39</sup> *România liberă*, 29 novembre 1990.

Une vie politique normale est impossible sans l'assainissement moral de la classe politique.<sup>40</sup>

Le moment de l'apparition de l'Alliance Civique marque la fin d'une étape du postcommunisme roumain, pendant laquelle l'opposition, qui espère un nouveau 22 décembre 1989, est animée plus par l'enthousiasme que par la raison politique. En même temps, l'Alliance Civique organisera régulièrement des manifestations sous le slogan « Ceux qui oublient, ne méritent pas »<sup>41</sup>, avec référence aux événements violents du 13-15 juin 1990, présentés comme symbole de tous les abus commis par l'Etat communiste et postcommuniste. C'est dans cet esprit que se déroule la première manifestation de l'Alliance Civique. *România liberă* observe son désir de :

Réactualiser l'atmosphère de la Place de l'Université, avec les mêmes slogans et chansons, avec les mêmes orateurs et revendications.<sup>42</sup>

Pourtant cette démonstration n'a pas eu lieu sur la Place de l'Université, ce qui était une manière de montrer que l'héritage symbolique du phénomène d'avril - juin 1990 ne se limitait pas à un endroit et que ses messages représentent plus que l'occupation temporaire d'une place. On peut déduire qu'une autre raison était le risque, pour une organisation nouvelle, de faire un amalgame entre une manifestation légalement autorisée et les fréquentes occupations illégales de la Place de l'Université de 1990. D'ailleurs, à ce moment, le quotidien *Adevărul* comparera même le premier président de l'Alliance, l'ancien leader du mouvement de la Place de l'Université, Marian Munteanu, avec Hitler<sup>43</sup>, et accusera la nouvelle organisation de vouloir répéter les événements du 13-15 juin<sup>44</sup>.

Il convient d'observer que les nombreuses manifestations de rue initiées par les associations civiques, notamment par l'Alliance Civique, jusqu'en 1996, présentent cette particularité de n'aboutir presque jamais à des résultats immédiats.

<sup>40</sup> Ana BLANDIANA, *Dreptatea*, 5 avril 1991.

<sup>41</sup> *România liberă*, 18 novembre 1990.

<sup>42</sup> *Ibidem*.

<sup>43</sup> *Adevărul*, 18 novembre, 1990.

<sup>44</sup> *Adevărul*, 14 novembre 1990.

Comme on l'a déjà montré, la tactique du gouvernement est d'accuser tout mouvement de protestation de faire le jeu de l'opposition et, à ce titre, de ne jamais y céder. On a vu qu'un des résultats est une démocratisation problématique, avec un gouvernement qui n'est pas disposé aux négociations, d'autant plus que l'impact des actions de l'opposition est limité grâce au contrôle strict exercé sur les médias électroniques. Une autre conséquence est la délégitimation croissante du PDSR, incapable de lier une relation avec les organisations civiques qui ne soit pas marquée par le souvenir des événements de 1990. Moins que les résultats des élections elles-mêmes, les manifestations de joie publique au lendemain de la défaite de Ion Iliescu de 1996 montraient que le clivage société civile-Etat n'appartenait pas uniquement aux discours de la CDR, mais qu'il représentait l'interprétation d'un phénomène réel, du moins au niveau des grandes villes.

Finalement les manifestations anticomunistes des premières années du postcommunisme ont eu au moins trois conséquences : premièrement, elles ont contribué au surgissement d'un « nous », d'un sentiment valorisant d'appartenance à un groupe social protestataire, appuyé par les intellectuels les plus connus, qui transforme la CDR en organisation de masse, d'autant qu'aucune autre formation politique n'était capable du même degré de mobilisation. Deuxièmement, ces manifestations confirment l'importance des organisations civiques et augmentent leur poids politique à l'intérieur de la CDR. Troisièmement, elles ont mis en doute, entre 1992 et 1996, la légitimité de l'alliance du parti de Ion Iliescu avec les nostalgiques du PST et du PGR, ce qui a rendu plus difficile et a limité le retour sur la scène politique des membres de l'ancienne nomenklatura.

Le quotidien *România liberă*, dirigé par Petre Mihai Bacanu, longtemps vice-président de l'Alliance Civique, sera un facteur très important de mobilisation pour la CDR et constitue en ce sens une partie composante des instruments mis par l'AC à la disposition de la coalition civico-politique. L'influence de cette publication est significative, d'autant plus qu'elle est le principal vecteur de l'idée que l'Alliance Civique et les organisations membres ou proches de la CDR constituent, à elles seules, la société civile, qui est ainsi définie dans un sens qui satisfaisait la vision anticomuniste des rapports politiques entre le pouvoir d'avant 1997 et la société.

*România liberă* est nettement engagée du côté de la CDR tout au long de l'existence de celle-ci, par exemple le signe électoral de la Convention, la clé, est omniprésent dans le journal entre 1992 et 2000. L'arrivée au pouvoir de la CDR est présentée comme indispensable à l'intégration européenne de la Roumanie:

Une victoire de la CDR et d'Emil Constantinescu constitue un argument important pour l'admission de la Roumanie dans l'UE et l'Otan.<sup>45</sup>

Mais cette publication est surtout une arme contre les adversaires de la CDR : non seulement le parti de Ion Iliescu, ou celui de Petre Roman, sont les cibles de ces attaques, mais aussi les anciens membres, comme le PNL en 1992 et le PAC en 1996.

*România liberă* prend une position radicalement anticomuniste, même plus nettement que l'organe du PNPCD pendant la campagne électorale de 1996, et présente favorablement toutes les actions de protestations, les grèves et plus généralement ce qui pouvait mettre dans une lumière défavorable les gouvernements d'avant la première alternance. En même temps, on remarque l'absence d'esprit critique à l'égard de la Convention et notamment du PNPCD : un exemple significatif – la publication d'une biographie de Victor Ciorbea, à l'époque le candidat de la CDR aux élections pour la mairie de Bucarest, qui ne fait pas mention de sa candidature, en 1990, sur les listes du Parti Démocrate du Travail<sup>46</sup>, futur PST, candidature qui pouvait mettre en cause la cohérence de ses engagements politiques et surtout son anticomunisme. Cette attitude est représentative d'un phénomène général, qui est la transformation de la principale composante médiatique de la sensibilité anticomuniste en simple organe de propagande de la CDR.

En dépit du soutien donné par l'Alliance Civique à la CDR et à la candidature présidentielle de Emil Constantinescu, lui-même ancien leader de l'AC, en novembre 1997, quand le nouveau pouvoir commençait à être critiqué par

---

<sup>45</sup> Titre sur la première page, *România liberă*, 1 octobre 1996.

<sup>46</sup> *Romania liberă*, 2 mai 1996.



certaines de ses anciens supporters, l'Alliance est accusée par le nouveau président roumain « d'être en train de devenir un club des frustrés »<sup>47</sup>. Cette réaction prouvait que les dirigeants de la CDR n'étaient pas habitués à la critique venant de la part du camp que la Convention prétendait représenter, et qu'ils prenaient très mal cette critique. En plus, ce moment constitue un signe de la difficulté de continuer ce type de coalition civique et politique après la prise du pouvoir. L'Alliance Civique se retirera en 1998 de la CDR, anticipant ainsi la disparition de cette dernière<sup>48</sup>. Aux élections de 2000, un appel de l'AC reconnaît que les Roumains peuvent être désenchantés par rapport à la Convention, mais considère qu'il faut soutenir la nouvelle CDR, car :

Votre absence aux urnes deviendra automatiquement un soutien accordé à ceux auxquels vous vous êtes opposés pendant 50 ans.<sup>49</sup>

Ainsi la sortie de l'organisation civico-politique n'empêche pas la perpétuation du type d'analyse de la vie politique roumaine du moment de la constitution de la CDR.

En même temps, l'activité publique de l'Alliance Civique ne se limite pas au soutien de la Convention. Par l'édition de livres, l'organisation de colloques qui vont dans le sens du rappel des crimes et souffrances engendrés par le régime totalitaire, l'AC commence à faire ce que, au début de 1990, elle demandait aux institutions de l'Etat de faire. Sa principale réalisation est le Mémorial des Victimes du Communisme et de la Résistance, fondé en 1994 sous l'égide de l'Académie Civique et du Conseil de l'Europe. Le Mémorial est situé au nord du pays, à Sighetul Marmației, dans la prison où a été détenue et décimée l'élite politique d'avant 1948<sup>50</sup>.

En dépit de l'apparent consensus sur la dénonciation des abus du communisme, ce projet sera durement critiqué, non seulement dans les publications

---

<sup>47</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Alianta Civică după victorie [L'Alliance Civique après la victoire], 29 novembre 1997. *Timpul dărmării...*, tome III, cit., p. 193-201, p. 195.

<sup>48</sup> Le 6 avril 1998 l'AC annonce sa suspension de la CDR.

<sup>49</sup> Appel de l'Alliance Civique, *România liberă*, 21 novembre 2000.

<sup>50</sup> L'Académie Civique, toujours dirigée par Ana Blandiana, est aussi un des plus importants éditeurs de livres d'histoire de la période communiste.

proches du PST et PGR, mais aussi par le quotidien officiel du gouvernement, *Vocea României*, qui commence une véritable campagne contre le Mémorial de Sighet<sup>51</sup>. Ce n'est qu'après 1997 que, par une loi, le Mémorial sera déclaré objectif d'intérêt national, financé par l'Etat. Même si la somme est drastiquement réduite après la nouvelle alternance de 2000, on peut dire que ce véritable lieu de mémoire des crimes du communisme en Roumanie peut être considéré comme le résultat concret de ce qu'on a appelé précédemment un usage de la politique pour imposer une certaine mémoire du passé récent, démarche qui reste la principale caractéristique de l'action de l'Alliance Civique.

## **2). Tensions entre les composantes civique et politique de la CDR**

Si la composante civique essaie de contrôler les partis membres de la CDR, ces partis veulent à leur tour instrumentaliser la force symbolique et la crédibilité que donnent à la Convention la présence de l'Alliance Civique, celle de l'Association des Anciens Détenus Politiques ou de la Solidarité Universitaire. D'ailleurs, on doit observer que même la Proclamation de Timișoara, longtemps vue comme le programme originaire de l'opposition anticomuniste unie, est, notamment par sa composante qui vise la lustration, le résultat d'une vision nourrie par le manque de confiance à la fois dans les partis politiques et dans les institutions de l'Etat.

La reconnaissance par le président de la CDR du rôle du mouvement de la Place de l'Université doit être vue comme un effort pour légitimer sa propre démarche politique, car c'était lui qui avait ouvert le balcon :

Si la Place de l'Université n'avait pas existé, les dimensions de la restauration crypto- et néocommuniste après le triomphe du FSN et de

---

<sup>51</sup> A ce propos voir GOȘU, Armand, « Un memorial despre trecut. Pentru viitor » [Un mémorial sur le passé. Pour l'avenir], 22, 16-22 juillet 2002, p. 16.

Ion Iliescu aux élections de 1990, auraient été beaucoup plus larges et plus dangereuses.<sup>52</sup>

D'autre part, ni Emil Constantinescu ni le PNPCD ne promouvront, après leur arrivée au pouvoir, la plus importante demande des manifestants, le point 8 de la Proclamation ; en plus, le président des anciens détenus politiques<sup>53</sup>, qui soutenait une loi allant en ce sens, sera même suspendu du PNPCD. Nous avons déjà vu que, après 1992, la composante politique de la CDR en arrive à la conclusion que le rapport au passé proposé par le discours anticomuniste est politiquement inefficace. En conséquence, les formations politiques laissent surtout à la composante civique le soin de défendre ce type de discours.

Les convergences et les divergences entre les composantes civique et politique de la CDR doivent aussi être vues en fonction du contexte, mais cela n'exclut pas, comme on va le montrer, l'existence de logiques sous-jacentes, différentes des deux types d'engagement. La Convention Démocratique est, du point de vue des partis, une manière d'utiliser la capacité de mobilisation des associations civiques, et, du point de vue de la dimension civique de la CDR, un moyen par lequel peuvent être accomplis les buts symboliques de l'anticommunisme.

La tension entre la logique de l'efficacité politique et celle de la primauté de la morale et des gestes symboliques ne devient publiquement visible qu'après la victoire de la CDR en novembre 1996. Par exemple l'alliance de la CDR avec le PD sera considérée comme une « coalition contre-nature » par Doina Cornea<sup>54</sup>. Un autre moment important est celui de la première crise gouvernementale d'après 1996, quand, au début de 1998, le Premier ministre Victor Ciorbea est contraint à démissionner par le Parti Démocrate et même par le PNL, membre de la CDR. A la suite de ce moment, dans un communiqué, l'Alliance Civique dénonce :

---

<sup>52</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Ce a fost, ce ar fi putut sa fie. [Ce qui a été, ce qui aurait pu être] Conférence du 24 mai 1994. *Timpul dărmării...*, tome III, cit. , p. 9-13, p. 12.

<sup>53</sup> Constantin Ticu DUMITRESCU.

<sup>54</sup> CORNEA, Doina. *La face cachée...* cit. , p. 253.

La politique de renoncements répétés et finalement de capitulation sans justification politique ou morale face aux prétentions exagérées du PD, qui met en doute la capacité des leaders de la CDR à rester fidèles à leurs propres idées et à leur électorat.<sup>55</sup>

C'est ce qui annonçait la rupture de l'Alliance Civique avec la CDR, une rupture basée sur cet argument moral, mais qui s'explique aussi par le fait que la composante civique de la CDR n'a pratiquement aucun contrôle sur le gouvernement. L'Alliance entre même dans une dispute publique avec Emil Constantinescu, par l'intermédiaire du principal conseiller présidentiel Zoe Petre, qui considère que :

Les principes intransigeants de l'AC ne peuvent pas fonctionner dans la vie politique et au niveau des institutions de l'Etat.<sup>56</sup>

C'est à partir de ce constat que se prononce le divorce entre les deux composantes de la CDR ; finalement, les partis demandent aux tenants du discours anticomuniste de type civique de légitimer leur action, mais de ne pas chercher à l'influencer. Ce raisonnement pouvait être considéré comme une dénonciation des engagements initiaux de la Convention et du sens même de la coalition anticomuniste. La question est de savoir si ce sens était compatible avec l'arrivée au pouvoir, autrement dit si l'anticommunisme comme forme de culture politique nourrie par l'idéal antipolitique était compatible avec la détention du pouvoir dans l'Etat. En tout cas, les dirigeants de la CDR avaient donné une réponse, avant même leur victoire aux élections, en mettant l'accent sur le discours populiste, lui aussi producteur d'espérances illusoires, mais aussi capable de porter la CDR au pouvoir. A la même question l'Alliance Civique et l'Association des Anciens Détenus Politiques donneront une réponse similaire, en prenant acte du fait que la CDR ne fonctionne plus après 1997, et en la quittant. Quand, le 6 avril 1998, l'AC annonce sa suspension de la CDR, la coalition n'existe pratiquement plus.

---

<sup>55</sup> Déclaration à Pro TV, *Mediafax*, 10 avril 1998.

<sup>56</sup> *Ibidem*.

### Quelques conclusions préliminaires

Si, avant 1989, la majorité des intellectuelles roumains semblent choisir uniquement entre la participation au culte de la personnalité et l'exil intérieur, en 1990 cet exil s'élargira au niveau de la Place de l'Université, ensuite Alliance Civique sera une tentative pour construire un mouvement de masse, qui circonscrit longtemps l'attitude anticomuniste autour de la loyauté à la CDR. En plus, la composante civique de la CDR, en s'arrogeant la représentation de ce qu'on appelle société civile, transforme la Convention en l'unique représentant légitime des partisans de la démocratisation.

Pourtant, si on prend en compte le soutien presque inconditionnel de certaines publications en faveur de la CDR<sup>57</sup>, plus généralement l'absence d'esprit critique à l'égard de la tendance populiste de la Convention<sup>58</sup>, on voit que l'absolutisation du clivage à l'égard du passé conduit à la transformation de la CDR, voir du PNPCD, en un semblant de parti unique des anticomunistes. Mélange d'idéalisme et de pragmatisme, la CDR avait été vue, du point de vue de la dimension civique, seulement par le prisme de sa fonction primordiale, qui était celle de remplacer les ex-communistes du Pouvoir. Paradoxalement, la fin justifie les moyens même pour les défenseurs du discours moral, qui montraient l'impossibilité d'un usage cohérent de ce type de discours à des fins politiques.

En fait, *l'apolitisme* et la critique morale de la politique seront utilisés, grâce à la CDR, par les partis politiques dans le but d'arriver au pouvoir, pour les abandonner ensuite, et abandonner avec eux la construction civico-politique toute entière, au profit d'une coalition constituée uniquement de formations politiques. Même si cette attitude tient de la normalité démocratique, il est logique que la composante civique dénonce ce qui était, dans le contexte roumain, la rupture du contrat entre les formations civiques et les formations politiques, du contrat fondateur de la Convention Démocratique.

---

<sup>57</sup> Surtout *România liberă* jusqu'en 2000.

<sup>58</sup> Avec des exceptions, par exemple CORNEA, Andrei, « Le contact avec la démagogie », 22, 29 novembre 1995, p. 3. D'autre part Andrei Cornea, qui est membre du GDS, soutien P. Roman. A ce propos CORNEA, A. « Petre Roman Președinte » [Petre Roman Président], 22, 7 février 1996, p. 1.

## II. L'anticommunisme au pouvoir

Moteur de l'unification initiale, l'anticommunisme est perçu comme une charge en 1996, puis sera redécouvert le soir même du second tour des élections présidentielles. En fait, sans ce type de discours, la CDR n'aurait pas pu mobiliser l'espérance dans un changement radical, historique, qu'apporterait l'alternance, et nous allons voir dans quelle mesure ce type de discours est suivi, après 1997, de politiques allant dans son sens.

L'anticommunisme commun aux partis de la CDR cache à la fois une certaine hétérogénéité mais aussi un étonnant désintérêt pour les programmes concrets. L'impératif de la démocratisation, de la réforme économique, de l'eupéanisation et la méfiance envers l'influence russe apparaissent comme suffisants, en dépit de leur généralité, le parti de Ion Iliescu étant vu comme opposé ou ambigu par rapport à ces priorités proclamées par la CDR. Cette généralité permet aux partis membres d'ajourner la définition de leur propre identité doctrinaire, de leurs propres programmes politique et même de leurs structures institutionnelles.

D'autre part, ces identités partisans, renforcées par les traditions politiques de chacun des « partis historiques », restent bien plus fortes que l'attachement à la Convention, qui constitue une identité supra-partisane largement créée et maintenue par l'anticommunisme civique. Ainsi, le président du PNPCD Ion Diaconescu annonce qu'en vue des élections de 1996 :

Le critère principal dans la sélection des candidats est l'activité politique dans le cadre du parti.<sup>59</sup>

Ce qui montre dans quelle mesure c'est le parti politique qui est vu comme une valeur en soi. La question à laquelle il faut répondre tient donc à la nature de l'alliance civico-politique, car, selon son ancien président, Emil Constantinescu, dans un texte publié après 2000 :

---

<sup>59</sup> Ion DIACONESCU, 22, 4-10 septembre 1996, p. II.

La CDR a été dès le début conçue comme une alliance électorale avec des objectifs précis [...] la victoire aux élections.<sup>60</sup>

En fait, avant 1997 on a vu qu'elle est présentée comme étant justement plus qu'une alliance électorale, dont le liant, défini en termes de valeurs, devait être durable. La question subsidiaire était donc de savoir comment on voyait la projection des valeurs invoquées dans le contexte roumain. La réponse sera donnée après 1996. Plus bas nous allons mettre en évidence uniquement les dimensions qui touchent plus ou moins directement à la question du rapport au passé récent.

## **II.A. Après 1996 : l'échec de la réconciliation et le déficit de légitimité**

Qui gagne les élections de 1996 et au nom de quoi ? La difficulté de répondre à cette question nous indique le déficit de légitimité dont souffre le pouvoir qui résulte de la première alternance politique. Ce déficit comprend le rapport aux structures de l'Etat, qui craignent des épurations, mais la question se pose aussi par rapport à la société, car la formation politique qui avait gagné la majorité relative au parlement et avait donné le président de la république disparaît pratiquement au profit des principaux partis membres, le PNPCD et le PNL<sup>61</sup>.

### **1). Une Convention virtuelle**

La Convention Démocratique est une réalité symbolique qui suppose un dépassement des intérêts partisans ; il était difficile pour les deux partis d'ignorer totalement l'adhésion de l'électorat à ce symbole, plutôt qu'aux formations politiques prises à part, ce qui explique le fait que les structures institutionnelles de la CDR sont formellement préservées après 1996. Mais c'était une coquille vidée de

---

<sup>60</sup> CONSTANTINESCU, Emil. *Timpul dărmării, ...tome I, cit.*, p. 390.

<sup>61</sup> Avant la victoire de 1996, la CDR est, du point de vue institutionnel, une réalité politique nationale, tandis que vers la périphérie, ce sont les partis qui ont une existence autonome. Voir PAVEL Dan, HUIU Iulia, op. cit., p. 294.

son contenu politique, qui survivra jusqu'en 2000, mais sera abandonnée par ses composantes non-politiques les plus importantes, avant tout par l'Alliance Civique. Dès avril 1997, le président de l'Association des Anciens Détenus Politiques montre que « pratiquement, la CDR aujourd'hui ne fonctionne plus »<sup>62</sup> et propose de « reconstruire la CDR comme une alliance politique entre associations et partis »<sup>63</sup> ; cette proposition montre que la partie civique de la CDR n'avait plus aucun rôle dans la prise des décisions, se sentant utilisée et puis écartée par les partis politiques. Un autre signe de la paralysie de la Convention sera le refus d'accepter le retour du PAC, dirigé par Nicolae Manolescu, parti qui ultérieurement se fondera dans le PNL. Désormais les formations politiques membres de la CDR ont des stratégies politiques distinctes et surtout n'en présentent aucune pour la Convention dans son entier, qui est ainsi tacitement mise de côté.

Pour comprendre l'impact que cette attitude pouvait avoir, il faut rappeler que le discours antisystème de la CDR était similaire à celui des partis contestataires de la gauche européenne à certaines périodes<sup>64</sup>. L'arrivée au pouvoir, l'alternance, ne signifient pas un changement fondamental du système politique ; ce type de formation politique est d'habitude obligée de s'adapter aux institutions, au détriment des changements promis. Cela ne met pas en cause le clivage initial, au nom duquel le pouvoir a été pris, mais enlève aux partis qui gouvernent le droit de poser en représentants des anciens opposants.

La particularité dans le cas roumain est donnée par le fait que les partis arrivés au pouvoir en 1996 avaient une faible institutionnalisation et n'avaient pas un électorat stable, attaché à chacun des partis en question. En ce sens, leur prétention d'exercer le pouvoir en ignorant la CDR a un effet délégitimateur bien plus important. En plus de la logique qui avait défini sa démarche discursive jusqu'à la prise du pouvoir, l'opposition « Nous » vs « Eux » se retourne contre les nouveaux dirigeants, comme d'ailleurs partout dans les pays postcommunistes<sup>65</sup>. De

---

<sup>62</sup> Constantin Ticu DUMITRESCU, *Adevărul*, 14 avril 1997.

<sup>63</sup> *Ibidem*.

<sup>64</sup> Comme c'est le cas de la gauche française après 1981.

<sup>65</sup> Ce qui se passe avec l'ensemble des partis qui viennent au pouvoir dans les pays postcommunistes, A ce propos CURRY, Jane L. *The Sociological Legacies of Communism*, in Zoltan BARANY et Ivan VOLGYEN (éds.) *The Legacies of Communism in Eastern Europe*. Baltimore et Londres : Johns Hopkins University Press, 1995, p. 55-83, p. 68.



là suit une spirale du désenchantement, qui aboutit à des crises, comme celle de janvier 1999, qui révèle au fond l'échec des tentatives de réconciliation nationale, qui avaient auparavant justifié la limitation des changements promis.

Au début de 1999, la marche des mineurs sur Bucarest rappellera le spectre des violences de 1990 ainsi que la fragilité des institutions de l'Etat et de leurs liens avec la société, au point que pour le ministre de l'Intérieur de l'époque « l'existence même de l'Etat roumain est mise en question »<sup>66</sup>. Le chef de l'Etat annonce même l'instauration de l'état d'urgence sur tout le territoire de la Roumanie et mobilise l'Armée, car il craint un coup de force<sup>67</sup>. Le principal parti d'opposition, le PDSR dirigé par Ion Iliescu, s'est d'ailleurs montré compréhensif envers l'action des mineurs, tandis que le PGR et Corneliu Vadim Tudor soutiendront ouvertement leurs actions. A cette occasion se produit un dernier sursaut de l'action civique en faveur du pouvoir en place, sous la forme d'une manifestation de soutien aux institutions démocratiques<sup>68</sup>.

Le moment de janvier 1999 est exemplaire non seulement par le fait qu'il apparaît comme symptomatique de l'absence d'un consensus minimum des partis parlementaires sur le respect de certaines règles constitutionnelles, mais aussi parce que ceux qui, comme le dirigeant du parti de la Grande Roumanie, soutiennent les actions violentes des mineurs en les encourageant de marcher sur la capitale, ne sont pas sanctionnés. Cette difficulté à marginaliser les extrêmes, corroborée avec l'attitude générale des médias et de la société, montre la difficulté des partis au pouvoir d'accréditer une forme commune d'attachement aux institutions constitutionnelles.

Ainsi la victoire aux élections de 1996 ne fait donc que renforcer le clivage initial entre société et Etat, et ce clivage n'est pas sans liens avec le rapport au passé car, quand la crise sociale et politique était à son comble, les syndicalistes de la Vallée du Jiu, mais aussi ceux de Bucarest dans une manifestation, sortent le

---

<sup>66</sup> *Adevărul*, 22 janvier 1999.

<sup>67</sup> CONSTANTINESCU, Emil. *Timpul dărmării...*, tome III, *cit.*, p. 784-787, p. 784.

<sup>68</sup> Finalement le Premier ministre sera obligé de négocier avec Miron Cozma, vice-président du Parti de la Grande Roumanie, leader des mineurs, mais aussi leader de ce qui prenait des airs de soulèvement populaire.

portrait de Nicolae Ceaușescu<sup>69</sup>, non pas avant tout comme signe d'une forme de nostalgie, mais pour signaler leur opposition radicale au pouvoir en place, à son identité perçue comme étant essentiellement anticomuniste, qu'on défie donc avec le portrait de l'ancien dictateur.

## **2). Le passé, un sujet majeur de division de la coalition**

Même si les conflits à l'intérieur de la coalition majoritaire après 1997 ont, comme dans le cas de toute coalition hétéroclite, des raisons structurelles qui sont d'ailleurs renforcées par l'absence d'une tradition de ce type de compromis politique, il est néanmoins significatif que les principaux sujets de dispute publique entre les partis de la CDR et le PD touchent à la question du passé : les maisons nationalisées, la restitution des terres, la loi sur l'ancienne police politique<sup>70</sup>.

En dépit du fait que la décommunisation et les restitutions n'apparaissent pas, après 1997, comme prioritaires pour la Convention Démocratique, leur simple présence parmi les objectifs de la coalition est mise en doute par les dirigeants du Parti Démocrate, notamment par Petre Roman et Traian Băsescu. Le PD demande en août 1997 « la réforme, non pas la restauration »<sup>71</sup>, reprenant ainsi l'un des thèmes du PDSR. Pour Petre Roman, « les dossiers de la Securitate peuvent conduire à la désunion nationale »<sup>72</sup>, mais c'est surtout la question des restitutions qui est le principal facteur de division au sein de la majorité<sup>73</sup>. Le Conseil National du PD publiera un document critiquant les projets de restitutions des propriétés :

---

<sup>69</sup> *Adevărul*, 3 décembre 1999.

<sup>70</sup> Un exemple d'incident qui ne tient pas à la question du passé : le PD à la Chambre des députés refuse de voter la loi qui habilitait le gouvernement à donner des ordonnances, en conditionnant ses voix de l'obtention des postes de président du Bancorex et de chef de la Garde Financière. *Adevărul*, 17 décembre 1997.

<sup>71</sup> *Adevărul*, 28 août 1997.

<sup>72</sup> *Adevărul*, 15 février 1997.

<sup>73</sup> Voir *Adevărul*, 18 avril 1997 et 14 mai 1997. Un des principaux opposants, Triță Făniță s'oppose constamment aux lois des restitutions ; longtemps soutenu par son parti, il rejoindra finalement le PDSR.

Les attentes de la population ont été ignorées en faveur de thèmes devant satisfaire un segment restreint des citoyens.<sup>74</sup>

Cet usage des mêmes termes qu'employait la rhétorique du parti de Ion Iliescu rappelle l'origine commune du PD et du PDSR, et c'est également le souvenir du Front du Salut National qui pousse l'Alliance Civique et l'Association des Anciens Détenus Politiques, dès septembre 1997, à annoncer qu'elles envisagent de quitter la CDR, étant donné que les partis de la Convention cèdent au chantage du PD<sup>75</sup>. Le clivage de 1990 et le spectre du FSN hantent donc la coalition et menacent la stabilité gouvernementale<sup>76</sup>. En plus, la difficulté d'une telle alliance vient aussi de l'absence d'identité doctrinaire du PD, qui ne pouvait se démarquer à l'intérieur de la coalition qu'en réactualisant la division qui a son origine dans les événements de 1990<sup>77</sup>.

D'autre part, la question de la décommunisation mettait en difficulté la Convention Démocratique, parce que son noyau dur, les publications qui lui étaient proches, sa composante civique, lui demandaient des mesures en ce sens, attendues depuis 1990, tandis que la plupart des Roumains semblaient préoccupés par d'autres priorités et le PD essayait de gagner leur sympathie en s'opposant ouvertement à la Convention sur cette question. En plus, l'opposition d'après 1996 accuse la CDR d'avoir caché, pendant la campagne électorale, ses véritables intentions, ne reconnaît donc pas son droit d'agir dans le sens de la décommunisation.

La plus importante crise gouvernementale, qui dure plusieurs mois au début de 1998, est le résultat des tensions entre le Parti Démocrate et le PNPCD. Le Premier ministre de l'époque, Victor Ciorbea, considère qu'il a été évincé à la suite des pressions du PD, mais ultérieurement également du PNL, lesquels, selon lui, ont retiré leurs ministres du gouvernement à cause de ses déclarations qui allaient dans le sens de la nécessité :

---

<sup>74</sup> Document du PD, *Adevărul*, 15 janvier 1998.

<sup>75</sup> *Adevărul*, 1 septembre 1997.

<sup>76</sup> Le souvenir du FSN avait été utilisé pendant la campagne électorale de 1996 contre le PD, avec des attaques notamment contre Petre Roman, voir la Lettre ouverte à Petre Roman de la Ligue des Etudiants de l'Université de Bucarest, proche de Emil Constantinescu. *Adevărul*, 9 octobre 1996.

<sup>77</sup> Autrement, c'était comme s'il faisait partie de la CDR ; l'UDMR en avait fait partie jusqu'en 1995.

D'achever le processus de désoviétisation, de dékagébisation de certaines structures et institutions roumaines.<sup>78</sup>

Pour l'Alliance Civique cette démission de Victor Ciorbea apparaît comme un élément décisif dans sa décision de quitter la Convention, car l'organisation civique perçoit ce moment comme un échec de la Convention face au PD et aux anciens communistes qui visent le blocage des restitutions et de la décommunisation<sup>79</sup>.

D'autre part le PNPCD est travaillé par plusieurs factions qui s'opposent à l'anticommunisme radical, comme celle dirigée par Radu Vasile<sup>80</sup>, qui devient le nouveau chef du gouvernement<sup>81</sup>. Ce moment avait donc montré que la ligne constante du PNPCD sur la question du rapport au passé communiste résulte en fait de l'alliance entre une partie des dirigeants du PNPCD et l'Alliance Civique ; à l'intérieur de la CDR le message moral-anticommuniste est donc une résultante, et non pas le simple résultat d'une volonté émanant de l'intérieur du PNPCD, lui-même divisé sur ces questions<sup>82</sup>.

Un autre moment significatif des rapports à l'intérieur de la coalition, mais aussi du rapport des politiciens avec les institutions qu'ils dirigent, est celui de la condamnation à quatorze ans de prison des généraux et anciens ministres Victor Atanasie Stănculescu et Mihai Chițac, pour des faits liés à la répressions des révoltes de Timișoara en décembre 1989. Le ministre de la Défense, Victor Babiuc, un des leaders du PD, accuse durement la justice pour cette décision vue comme :

---

<sup>78</sup> Entretien avec Victor CIORBEA, *apud* PAVEL Dan, HUIU Iulia, op. cit. , p. 253.

<sup>79</sup> Voir *Adevărul*, 26 mars 1998.

<sup>80</sup> Radu Vasile (né en 1942), sénateur PNPCD (1992-1999), Premier ministre (du 17 avril 1998 jusqu'au 13 décembre 1999, quand il est révoqué par le chef de l'Etat), porte-parole du PNPCD (1992-1998), secrétaire général du même parti (1996-1999).

<sup>81</sup> Né en 1942, secrétaire général du PNPCD, Radu Vasile était vu comme proche du Parti Démocrate, formation politique qu'il va rejoindre ultérieurement.

<sup>82</sup> Les multiples scissions du PNP, puis les trajectoires politiques de certains leaders comme l'ancien Premier ministre Radu Vasile, ou de l'ancien ministre de l'Intérieur, Constantin Dudu Ionescu.

Une erreur judiciaire [...] l'idée de revanche aveugle sur laquelle se base cette décision de la justice déclenchera dans la société roumaine une nouvelle désunion.<sup>83</sup>

Ce type de réaction est d'autant plus significatif qu'il ne s'intéresse pas au cas spécial des deux condamnés, qui avaient également eu un rôle important dans la fuite de Nicolae Ceaușescu, mais surtout aux conséquences que ce jugement pouvait avoir sur l'interprétation des actions de l'Armée en 1989. Le ministre de la Défense considère que cette décision de la justice induit l'idée d'une peine collective, de condamnation de l'ensemble de l'Armée, tandis que Petre Roman, à l'époque président du Sénat, soutient la position de son collègue de parti, et considère que cette décision est le résultat d'une volonté de revanche de la part du PNPCD, car :

L'année même où Pacepa est acquitté, on condamne deux généraux de l'Armée roumaine [...], ce qui relève d'une tentative de diminution de la révolution roumaine, moment d'unité de tous les Roumains.<sup>84</sup>

Pour Petre Roman la condamnation des deux généraux est donc le résultat de « la revanche aveugle »<sup>85</sup> du PNPCD, et sa déclaration remet en actualité le clivage sur le passé au sein même de la coalition où l'on trouve deux visions diamétralement opposées du régime communiste, car, pour le président de la Chambre des Députés et du PNPCD, Ion Diaconescu:

Tant qu'un régime n'est pas légitime, il est illégal, toutes ses dispositions sont frappées de nullité, et les personnes qui obéissent aux ordres de ce régime, naturellement, ne peuvent pas bénéficier de clémence.<sup>86</sup>

Ce qui justifierait non seulement la décision de la justice concernant les deux généraux, mais aussi d'autres objectifs de la CDR, qui impliquaient un retour sur ce

---

<sup>83</sup> *Adevărul*, 20 juillet 1999.

<sup>84</sup> *Adevărul*, 22 juillet 1999.

<sup>85</sup> *Ibidem*.

<sup>86</sup> *Adevărul*, 21 juillet 1999.

qui était perçu comme étant des injustices du passé. En revanche, le ministre PD de la Défense met en garde contre la continuation de l'action de la justice:

Pour ce qu'elle a fait en décembre 1989, l'Armée roumaine mérite la reconnaissance de toute la nation et non le harcèlement auquel elle est soumise aujourd'hui. L'Armée ne doit pas être culpabilisée. L'acceptation de cette vérité est la prémisse de la continuation du procès de réforme, de la stabilité et de la démocratisation de la société roumaine, et constituerait un pas important vers la réconciliation nationale.<sup>87</sup>

En fait, cette position ne faisait que réaffirmer la politique de l'oubli imposée par le FSN en 1990, qui avait comme principale composante justement l'inaction de la justice ; il existait, dans le cas de l'action de l'Armée, un tabou concernant l'invocation officielle de la répression effectué par l'Armée avant le 22 décembre 1989<sup>88</sup>. Longtemps cette politique de l'oubli fut seulement une politique de fait, sans légitimation juridique ; ce n'est qu'après ces premières condamnations de hauts gradés que le ministre de la Défense du PD envisagera ouvertement la solution de l'amnistie:

Si une amnistie peut assurer la tranquillité et la stabilité nationale, je suis d'accord avec une amnistie.<sup>89</sup>

Mais le projet de cette amnistie ne sera jamais soumis au Parlement, car il se heurtera à l'opposition du président Emil Constantinescu<sup>90</sup> ; finalement la question de l'amnistie, objet de controverses à l'intérieur même du PNPCD, n'arrivera pas à être ouvertement débattue, ce qui n'est qu'un signe de la préservation de l'ambiguïté. D'ailleurs la condamnation des deux généraux sera, par divers moyens, suspendue.

---

<sup>87</sup> *Adevărul*, 22 avril 1998.

<sup>88</sup> A ce propos est significatif l'ouvrage publié par les Archives Militaires Roumaines du ministère de la Défense : CODRESCU, Costache (éd.). *Armata română în revoluția din decembrie 1989 [L'Armée roumaine en décembre 1989]*, Bucarest : Editura Militară, 1998.

<sup>89</sup> Victor BABIUC, *Adevărul*, 22 juillet 1999.

<sup>90</sup> *Adevărul*, 10 avril 1998.

## II.B. Un chef d'Etat anticomuniste : Emil Constantinescu

L'importance de la fonction présidentielle, telle qu'elle est prévue dans la Constitution de 1991, à laquelle il faut ajouter le précédent institué par le premier président, Ion Iliescu, qui renforce l'influence que le chef de l'Etat exerce sur les autres institutions, rendent l'étude de l'évolution de l'attitude à l'égard du passé communiste du président élu en novembre 1996 indispensable pour la compréhension des changements qui interviennent dans la logique du discours anticomuniste après l'arrivée au pouvoir de la CDR.

Emil Constantinescu est le président de la CDR pendant la période 1992-1996, et sa carrière politique dépend intégralement de l'évolution de cette alliance, car il n'est lié institutionnellement à aucun parti, étant seulement pendant moins d'un an membre du PNPCD et pour des raisons formelles<sup>91</sup>. Nous avons vu qu'en 1992 Emil Constantinescu apparaît comme le porteur d'un discours issu directement de celui du mouvement de la Place de l'Université. D'ailleurs, à l'intérieur de la CDR, il est soutenu par l'Alliance Civique avec l'argument qu'il n'était membre d'aucun parti, ce qui était caractéristique de *l'apolitisme* de 1990<sup>92</sup>.

Son entrée dans la vie publique est indissolublement liée à son geste d'ouvrir, le 26 avril 1990, le balcon de la Faculté de géologie de l'Université de Bucarest, dont il était le doyen. A cette occasion, il prononce un discours significatif à la fois de l'atmosphère de l'époque et de sa position initiale:

Votre présence ici constitue non seulement un acte de défense de la Révolution [...] mais aussi un acte de résistance qui continue la résistance des hommes de culture et de science, la résistance des ouvriers et des paysans qui ont maintenu les valeurs traditionnelles de la spiritualité roumaine. L'absence d'attachement aux valeurs

---

<sup>91</sup> Il choisit d'intégrer le principal parti de la CDR en vue des élections de 1996 parce que la présence sur les listes électorales était légalement conditionnée par l'appartenance à un parti politique.

<sup>92</sup> Ana Blandiana, 22, 12-18 juin 1992.

démocratiques [...] est explicable, car elle est générée par les structures mentales déformées pendant les 45 années de communisme.<sup>93</sup>

L'appel à la tradition ajouté à la dénonciation du passé communiste montrait déjà un rapprochement du type de discours du PNPCD, rapprochement confirmé ultérieurement par le fait que Corneliu Coposu non seulement le soutiendra comme candidat unique de la CDR aux élections de 1992, mais lui cédera aussi la place de président de la CDR dès novembre 1992. Cette ascension rapide d'une personne avec une notoriété publique très faible vers le centre même de la vie politique s'explique largement par la confiance qu'il inspire à Corneliu Coposu et par la crédibilité que celui-ci essaie de lui transférer. Il faut chercher les ressorts de cette confiance, et de la possibilité de ce transfert, avant le moment juin 1992, quand Emil Constantinescu devient candidat de la CDR, dans ses prises de parole antérieures. Le bilan qu'il fait du régime communiste, lors d'une conférence aux Etats-Unis en janvier 1992, est significatif de son rapport au passé communiste :

Un système coupable d'avoir tué plus de cent millions de gens [...]. Derrière les nostalgiques de la Place Rouge, les vétérans de guerre avec leurs décorations et les retraitées jadis héroïnes de la construction du socialisme, se trouvent aujourd'hui les maffias de la nomenklatura rouge, recyclées en capitalistes, qui sont prêtes à faire revivre la haine, la terreur, la violence.<sup>94</sup>

La critique du communisme sert donc à dénoncer la perpétuation du danger d'un retour à la violence, retour qui donne son sens au mouvement anticomuniste et à l'anticommunisme civique dont Emil Constantinescu était à l'époque un des représentants<sup>95</sup>. En plus, celui qui était devenu recteur de l'Université de Bucarest n'hésite pas à annoncer qu'il faut utiliser les institutions d'enseignement dans le sens d'une décommunisation des mentalités :

<sup>93</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Intervention pendant la manifestation de la place de l'Université, 26 avril 1990. *Timpul dărmării* ..., tome III, cit. , p. 611-612, p. 611.

<sup>94</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Regimul comunist in Romania, represiune si privilegii [Le régime communiste en Roumanie, répressions et privilèges], conférence de janvier 1992, *Timpul dărmării*...tome II, cit. , p. 14-20, p. 14.

<sup>95</sup> Il est président et un des fondateurs de la Solidarité Universitaire.



Les stéréotypes mentaux apparus comme résultat des 45 années de régime communiste doivent être éliminés. Il est donc urgent d'introduire une nouvelle façon d'enseigner, un nouveau modèle de perception et de compréhension de la réalité. Dans cette perspective, les universités ont un rôle essentiel.<sup>96</sup>

Avant de devenir candidat de la CDR, Emil Constantinescu est donc un défenseur de la décommunisation, et c'est dans le même sens que va son discours lors de l'ouverture de sa campagne électorale de 1992, au cours de laquelle l'accent tombe sur des mots comme *sang, sacrifices, religion, traditions*, tout un socle pour construire un idéal politique et une légitimité qui, d'une part, doit montrer une supériorité morale et historique par rapport aux adversaires politiques et, d'autre part, est un moyen d'accuser ces adversaires<sup>97</sup>. Nous avons vu que la campagne électorale qui s'ensuit reste dominée par ces thèmes et le nouveau président de la Convention dénoncera le pouvoir « néo- et crypto-communiste »<sup>98</sup>.

En même temps, il commence aussi à amorcer le changement de sa rhétorique, changement qui est présenté comme une nécessité électorale. Chose significative, une collection de ses discours, publiée après la fin de son mandat, en 2002, commence par un texte qui contient justement l'articulation entre l'anticommunisme de 1992 et son relatif abandon de 1996, et où il essaie de justifier l'importance du rapport au passé communiste :

Le chaos de Roumanie a été créé à bon escient, afin que l'ancienne nomenklatura se travestisse pour continuer à diriger. Il a été donc nécessaire que, en allant vers l'avenir, nous luttons toujours contre le passé.<sup>99</sup>

<sup>96</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Conférence à Indiana University, février 1992. *Timpul dărmării...*, tome II, cit. , p. 687-692, p. 693.

<sup>97</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Discours lors de l'ouverture de la campagne électorale pour les élections parlementaires et présidentielles, 27 juillet 1992, *Timpul dărmării...*, tome III, cit. , p. 626-628, p. 627.

<sup>98</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Ce a fost, ce ar fi putut să fie [Ce qui a été, ce qui aurait pu être] conférence du 24 mai 1994. *Timpul dărmării...*, tome II, p. 9-13, p. 9.

<sup>99</sup> *Ibidem*.

Autrement dit, l'importance de l'anticommunisme devait être justifiée, à la fois en 1994, après l'échec aux élections, et en 2002, après un nouvel échec, quand ce texte est repris. En dépit du fait qu'il met en sourdine, comme nous l'avons déjà vu, le type anticommuniste de rapport au passé pendant la période électorale de 1996, Emil Constantinescu, en tant que chef de l'Etat, utilisera constamment la rhétorique anticommuniste. En ce sens, il est évident qu'il se veut l'héritier de Corneliu Coposu, ayant un discours qui contient une analyse morale de la réalité politique, avec l'accent mis sur la tradition, car pour lui :

Nous sommes ici pour réparer ce qu'on a abîmé pendant toutes ces années.<sup>100</sup>

En invoquant le modèle d'intransigeance de l'ancien président du PNPCD, Emil Constantinescu essaie de lui superposer sa propre image, telle qu'elle nous est montrée dans ses mémoires publiés en 2002, une image de laquelle manque le détour de 1996, l'accent étant mis sur l'authenticité de l'anticommunisme comme moteur de son engagement politique de 1992. En fait, s'il déclare à la mort de Corneliu Coposu que « les légendes ne meurent jamais »<sup>101</sup>, c'est parce que lui-même se veut le nouveau Coposu. Mais cette démarche ne saurait être interprétée uniquement comme une simple volonté d'utiliser un certain héritage politique ; elle est également le symptôme d'un rapport à l'histoire, duquel résulte la perception de l'ancien président du PNPCD comme principal modèle politique et moral à invoquer<sup>102</sup>.

Apparemment, le populisme qui caractérise largement ses messages de 1996 devrait donc être vu comme une simple stratégie électorale, car l'anticommuniste est remis au premier plan pendant son discours à la foule rassemblée dans la Place de l'Université à l'occasion de sa victoire sur Ion Iliescu :

---

<sup>100</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Message après le premier tour des élections présidentielles, 8 novembre 1996. *Timpul dărmării...*, tome III, *cit.*, p. 727-729, p. 728.

<sup>101</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Legende nu mor niciodată [Les légendes ne meurent jamais] 14 novembre 1995. *Timpul dărmării...*, tome II, *cit.*, p. 31-33, p. 32.

<sup>102</sup> En ce sens on peut interpréter beaucoup des gestes politiques de l'ancien président après décembre 2000.

Le résultat du vote d'aujourd'hui représente la victoire de ceux qui ont cru au pouvoir du sacrifice pour la patrie et à la liberté pendant les années difficiles de la dictature.<sup>103</sup>

Mais l'interprétation des résultats de novembre comme étant la victoire, morale et politique, des victimes du régime totalitaire, va en contradiction avec son discours de la période électorale et apparaît justement comme une tentative pour mettre entre parenthèses cette attitude, pour redéfinir a posteriori au nom de quoi avait été obtenue cette victoire.

En décembre 1996, à Timișoara, le nouveau chef de l'Etat déclare que :

Je ne peux pas promettre de résoudre tous les problèmes [...] mais nous allons enfin apprendre la vérité sur ceux qui ont ouvert le feu entre le 16 et le 22 décembre 1989, et nous allons apprendre la vérité sur ceux qui ont tiré après le 22, pour qu'on ne tire plus jamais contre des innocents, pour nous libérer des fantômes du passé, pour remplacer la haine par l'amour.<sup>104</sup>

Autrement dit, la réconciliation doit passer par la vérité, une vérité qui devait être recherchée par les institutions de l'Etat ; c'est de cette recherche que le nouveau président se fait le garant. A la fin de son mandat, il y a un aveu d'échec de cette démarche, sous la forme d'un reproche adressé non pas à ces institutions, mais à la société roumaine dans son entier, car Emil Constantinescu doute qu'on ne connaisse pas la vérité, en considérant que :

La phrase qui se répète de façon obsessive « Nous ne connaissons pas la vérité » cache aussi l'impuissance à accepter les conséquences de cette vérité.<sup>105</sup>

---

<sup>103</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Discours après l'annonce des résultats des élections présidentielles de 1996, 17-18 novembre 1996. *Timpul dărmării...*, tome III, cit. , p. 738-739, 733.

<sup>104</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Discours tenu à Timișoara, 17 décembre 1996. *Timpul dărmării...*, tome II, p. 34-37, p. 36.

<sup>105</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Dreptul la memorie [Le droit à la mémoire], 18 août 2000. *Timpul dărmării...*, tome II, cit. , p. 48-49, p. 49.

Ces reproches viennent d'un sentiment d'échec directement lié à la tentative initiale du nouveau président de mettre son mandat sous le signe d'un changement symbolique radical, tout en pensant son action comme président à l'échelle « des futurs 50 ans, ou même cent ans »<sup>106</sup>. En fait la contradiction était inévitable entre les deux types de démarches qu'avait voulu incarner Emil Constantinescu, l'une qui allait dans le sens de la décommunisation, l'autre suivant la logique de la réconciliation nationale.

Finalement le nouveau président combinera certains gestes symboliques forts avec le renoncement à l'application des politiques de décommunisation. Ainsi en mars 1997, à Timișoara même, il explique que le point 8 de la Proclamation ne doit pas être légiféré, car l'esprit du texte « a vaincu par le vote en novembre 1996 »<sup>107</sup> ; en conséquence :

S'il fallait l'introduire pour les élections de 2000, afin de nous assurer la victoire, nous devrions plutôt quitter honteusement la vie politique.<sup>108</sup>

Et cette déclaration est confirmée quelques semaines plus tard, lorsque s'y ajoutent d'autres types de justifications, qui tenaient de la stabilité de la coalition :

La coalition gouvernementale et la majorité parlementaire ont assumé la mission de modifier de façon irréversible le sens imprimé à la société roumaine dans les cinq dernières décennies. Ce n'est pas le bon moment pour promouvoir des initiatives périphériques et sans importance par rapport à nos objectifs stratégiques, tenant, éventuellement, de la sphère de certaines réparations pratiques ou morales, dont l'actualité a perdu de sa consistance.<sup>109</sup>

---

<sup>106</sup> CONSTANTINESCU, Emil. *Timpul dărmării...*, tome I, *cit.*, p. 54.

<sup>107</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Spune adevărul în care crezi [Dit la vérité en laquelle tu crois], discours à Timișoara, 18 mars 1997. *Timpul dărmării...*, tome II, *cit.*, p. 120-124, p. 123.

<sup>108</sup> *Ibidem*.

<sup>109</sup> *Adevărul*, 9 avril 1997.

C'est probablement la déclaration qui montre le plus clairement que le nouveau chef de l'Etat ne considère plus, en 1997, la décommunisation comme une priorité politique.

Mais cette attitude est complétée par la multiplication de certains gestes symboliques qui consacrent un important changement du rapport de l'Etat roumain à son passé communiste. En ce sens, son plus fort geste a lieu à l'inauguration officielle du Mémorial de Victimes du Communisme Sighet en juillet 1997, quand, dans son message, le président « demande pardon au nom de l'Etat roumain »<sup>110</sup> et demande au Parlement de :

Elaborer une loi qui annule en leur substance et en leurs conséquences toutes les condamnations politiques de 1948 à 1989.<sup>111</sup>

En l'absence de demande de pardon de la part des institutions directement responsables de la répression, comme l'ancien parti unique ou les institutions militarisées, ce geste du chef de l'Etat marque un moment fort quant à la reconnaissance des responsabilités de l'Etat et de la dignité des victimes. Pourtant les institutions de l'Etat n'ont pas tiré les conséquences de ce pardon officiel, l'inertie bureaucratique a été doublée par l'absence de volonté politique, si bien que cette loi demandée à Sighet n'a jamais été élaborée.

La visite du président roumain dans la Vallée du Jiu, à l'occasion de la commémoration du soulèvement des mineurs de 1977, s'inscrira dans la démarche de dépassement du clivage de 1990, d'un dépassement qui devait inclure les mineurs, ancienne masse de manœuvre du FSN, parmi les victimes et même les héros de la résistance anticomuniste. Ainsi le chef de l'Etat qualifie l'ancien mouvement social de « première grève ouvrière anticomuniste »<sup>112</sup>, tout en soulignant, comme jadis les publications proches du Front, que « la solidarité des

---

<sup>110</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Reconciliere bazata pe adevar, memorie si căinta [Réconciliation basée sur la vérité, sur la mémoire et la demande de pardon], message du 20 juillet 1997. *Timpul dărmării...*, tome II, cit., p. 43-44, p. 43.

<sup>111</sup> *Ibidem*, p. 44.

<sup>112</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Discours tenu lors de la rencontre avec les citoyens de la Vallée de Jiu, 2 août 1997. *Timpul dărmării...*, tome III, cit., p. 784-787, p. 784.

mineurs signifie aussi bien 1977 que 1929 »<sup>113</sup>. En plus, Emil Constantinescu propose à l'un des participants au mouvement de 1977 que le président lui tienne le parapluie :

Comme signe de l'honneur que l'Etat roumain d'aujourd'hui porte aux combattants anticomunistes de toute l'histoire de la répression communiste.<sup>114</sup>

En fait, ces gestes symboliques, tout en renforçant l'image d'une rupture dans l'attitude de l'Etat par rapport à la période totalitaire, montre aussi les limites d'une telle démarche, qui s'arrête à cette dimension symbolique, discursive, qui s'épuise lors des commémorations et cérémonies. Après 1996, la politique de l'oubli est remplacée par une pédagogie de la mémoire, mais cette pédagogie reste relativement discrète, n'étant pas vraiment assumée, mais seulement acceptée temporairement, par les institutions de l'Etat<sup>115</sup>. Le 16 décembre 1998, quand on fête pour la première fois la « journée de la solidarité contre la dictature »<sup>116</sup>, le président ressent le besoin de dénoncer l'amnésie collective qui s'installe:

Est-ce que nous avons déjà oublié les années où l'on ne pouvait dire ce que l'on pensait qu'à voix basse, les années où dans l'espace public il n'y avait qu'un seul homme qui avait le droit à la parole – le dictateur? Les années pendant lesquelles nous n'avions droit qu'à deux heures de télévision et pratiquement un seul journal et une seule opinion? Les années où les paysans ne pouvaient pas vendre ou acheter la terre et n'avaient pas le droit d'abattre leurs propres animaux, les années où les églises étaient démolies et la croyance en Dieu blâmée, où les villes et les frontières étaient fermées, où les gens étaient arrêtés s'ils exprimaient leurs opinions?<sup>117</sup>

---

<sup>113</sup> *Ibidem*, p. 785.

<sup>114</sup> *Ibidem*, p.784.

<sup>115</sup> Avec des exceptions notables, comme le SRR et l'Armée.

<sup>116</sup> Est significatif le fait que cette journée anniversaire instituée par la coalition dominée par la CDR n'est pas vue comme une occasion de condamner la dictature *communiste*.

<sup>117</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Solidaritate împotriva dictaturii [Solidarité contre la dictature] message du 16 décembre 1998. *Timpul dărmării...*, tome II, *cit.*, p. 38-40, p. 38.

Mais ce type de discours sur le passé, renforcé par d'autres gestes, comme celui de l'instauration du diplôme anniversaire et des médailles d'or à dix ans depuis la révolution anticomuniste de décembre 1989, n'apparaissait pas comme le résultat d'une concertation des principales forces politiques. Même si c'est l'Etat qui agit, ce type de geste ne prouve ni l'existence d'une réconciliation nationale, ni l'effacement du clivage sur le passé récent. Tout au contraire, il paraît que ces gestes ont une forte connotation politique, étant le résultat de la volonté des représentants de la CDR de laisser leur empreinte sur l'attitude de l'Etat envers le passé récent, mais une empreinte qui risquait d'être effacée après une nouvelle alternance.

D'autre part, certaines politiques, comme celle des restitutions des terrains agricoles confisqués après 1947, ont des conséquences concrètes, témoignant d'une volonté politique à rendre difficilement réversibles certains changements dans le rapport de l'Etat aux abus du régime antérieur. La loi sur la reconstitution du droit de propriété sur la terre, que le chef de l'Etat a promulguée le 10 janvier 2000, est exemplaire du mélange inévitable d'usage politique du passé et de politique réparatrice<sup>118</sup>. En commençant l'année électorale par la mise en scène télévisée de sa promulgation<sup>119</sup>, qui confisque symboliquement cet acte aux partis, Emil Constantinescu veut montrer que son attitude à l'égard du passé communiste a effectivement abouti à une politique de restitution. Cette démarche montre que le rapport au passé récent était vu par le président comme une importante ressource politique en vue des élections parlementaires et présidentielles de 2000.

Un bilan provisoire nous permet d'observer que le type d'usage politique que fait l'ancien président de la CDR du rapport au passé communiste change plusieurs fois après 1992. Avant les élections de 1996, Emil Constantinescu abandonne son anticomunisme radical, pour revenir ensuite à ces thèmes, mais en éliminant la nécessité de l'application de mesures de décommunisation ; enfin, en 2000 il y a un regain d'intérêt pour la question de la résistance de l'ancien système. Un des plus

---

<sup>118</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Discours tenu lors de la promulgation de la loi sur la reconstitution des droits de propriété sur les terres agricoles. *Timpul dărmării...*, tome III, *cit.*, p. 860-863.

<sup>119</sup> Ce qui était d'autant plus significatif que le chef de l'Etat s'était prononcé auparavant pour la limitation à dix hectares des restitutions de terre agricole, voir *Adevărul*, 24 mai 1997.

spectaculaires revirements pendant toute cette période est celui par rapport au Service Roumain de Renseignements, qu'il critiquait durement en 1993 :

La Securitate, rebaptisée le Service Roumain de Renseignements, a mis en scène (après 1989) des conflits entre les ouvriers et les intellectuels, entre les étudiants et le reste de la population, entre les Roumains et les minorités nationales, entre l'Eglise Orthodoxe et l'Eglise Uniate, entre les Roumains de Roumanie et ceux de la diaspora.<sup>120</sup>

Pourtant le directeur du SRR, Virgil Măgureanu, préservera son poste plusieurs mois en 1997, et, quand le président s'adresse aux officiers du SRR en 1999, son discours ne contient aucune allusion au passé chargé des services secrets roumains<sup>121</sup>. En même temps, face à l'Alliance Civique, Emil Constantinescu met l'accent sur les changements qu'il a faits au niveau de la structure et de la composition du SRR, évoquant :

La restructuration des institutions controversées [...] le remplacement du directeur du SRR, la mise en réserve de 910 officiers, dont 5 généraux, le remplacement de 24 des chefs départementaux [...] en trois ans, trois mille remplacements.<sup>122</sup>

Ce double discours, face au SRR et à l'AC, confirme le fait qu'à l'intérieur des structures de l'Etat Emil Constantinescu semble avoir des difficultés à assumer une certaine forme de décommunisation qui ne dit pas son nom, mais dont il se veut l'artisan, en assumant ainsi certaines décisions qui ne relèvent pas de ses compétences. Ce double discours peut être mis en relation avec les difficultés dans

---

<sup>120</sup> CONSTANTINESCU, Emil. De unde am plecat si unde ne aflăm [D'où nous sommes partis et où nous nous trouvons], conférence donnée aux Etats-Unis en février 1993. *Timpul dărmării...*, tome II, *cit.*, p. 55-63, p. 59.

<sup>121</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Calitatea informațiilor si interesul național [La qualité des renseignements et l'intérêt national], discours à la session de bilan du Service Roumain de Renseignements, 17 mars 1999. *Timpul dărmării...*, tome II, *cit.*, p. 324-327.

<sup>122</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Să reconstruim încrederea în noi si in cei de lângă noi [Il faut reconstruire la confiance en nous-mêmes et en nos proches], discours au Congrès de l'Alliance Civique, 6 mai 2000. *Timpul dărmării...*, tome II, *cit.*, p. 298-306, p. 302.



ses relations avec certaines institutions, rendues publiques pendant le soulèvement des mineurs de janvier 1999, quand on mettra en doute la fidélité de certains commandants du Ministère de l'Intérieur, en considérant l'Armée comme plus digne de la confiance du chef de l'Etat. C'est à partir de cette problématique de la fidélité de ces institutions aux élus démocratiques, qui convoque aussi la question de leur inertie, que doit être comprise la déclaration d'Emil Constantinescu de novembre 1997, quand il fait part de son sentiment que la CDR et ses alliés « ont gagné le pouvoir de droit mais pas celui de fait »<sup>123</sup>. D'ailleurs, le président avait déclaré en mars qu'« un seul homme peut être brisé, et il est en train d'être brisé »<sup>124</sup>.

Le double discours par rapport au passé communiste est confirmé par d'autres interventions du chef de l'Etat, comme celle face à l'Académie Roumaine<sup>125</sup>, institution marquée par la continuité avec la période communiste, que le président de la CDR avait dénoncée avant 1996, mais sans conséquences sur son action ultérieure. En somme, quand Emil Constantinescu s'adresse au SRR, à l'Armée ou lors des messages à l'occasion de la fête nationale, la question du passé communiste n'apparaît pas comme une priorité ; cette attitude change quand le président rencontre les représentants de l'AC ou du PNPCD. En fait, cette attitude prolonge celle amorcée en 1995, quand l'anticommunisme était voué à dynamiser les plus proches sympathisants, tout en restant un facteur de division, au niveau de l'électorat.

Le chef de l'Etat reconnaîtra en décembre 1999 les limites de son action en faveur d'une connaissance de la vérité sur certains moments du passé récent, notamment sur celui de décembre 1989, en avouant que « beaucoup de questions restent sans réponse, en dépit des efforts pour comprendre ces événements

---

<sup>123</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Alianta Civică după victorie [l'Alliance Civique après la victoire], 29 novembre 1997. *Timpul dărmării...*, tome II, cit. , p. 193-201, p. 195.

<sup>124</sup> *Adevărul*, 20 mars 1997.

<sup>125</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Academia si memoria colectiva [L'Académie et la mémoire collective], discours à la session solennelle de l'Académie Roumaine du 1-er décembre 1998. *Timpul dărmării...*, tome III, cit. , p. 131-132.

tragiques »<sup>126</sup>, mais cet échec est mis sur le compte des anciennes structures de l'Etat totalitaire, avant tout la police politique :

Personnellement je me sens plus terrorisé par la Securitate de Ceaușescu aujourd'hui qu'avant 1990. Je n'étais pas une victime de la Securitate pendant le régime de Ceaușescu, probablement parce que je n'étais pas important pour eux. Mais aujourd'hui, sous le « régime Constantinescu » je suis une victime de la Securitate de Ceaușescu. Aujourd'hui je pourrais même dire qu'ils m'ont vaincu, parce qu'ils peuvent utiliser les libertés démocratiques pour répandre n'importe quelle rumeur, mensonge, calomnie.<sup>127</sup>

Cet aveu d'échec est d'autant plus spectaculaire qu'il renverse les termes du discours anticomuniste et les rend utilisables pour la description d'une situation où la victime n'est pas une victime de l'Etat, c'est le chef de l'Etat lui-même. Ainsi on passe du clivage société victime/Etat abusif, à un clivage entre certaines des institutions de l'Etat, qui veulent rompre avec le passé, et d'autres institutions ainsi qu'une partie de la société, la société visible par l'intermédiaire des médias, qui s'y oppose. Cette opposition étant pour Emil Constantinescu le résultat de la fixation de l'agenda publique par les adversaires du président :

Les thèmes (de l'agenda médiatique) sont établis par l'ancienne classe des activistes politiques et des anciens membres de la Securitate, regroupés autour de « la Grande Roumanie » et des structures de propagande du PDSR.<sup>128</sup>

Dans ce contexte, aggravé par le fait que le PNL quitte la CDR et ne veut plus le soutenir pour un nouvel mandat, Emil Constantinescu annonce qu'il ne se présentera pas aux élections présidentielles de la fin de l'année. Les arguments qu'il

<sup>126</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Responsabilitate și curaj [Responsabilité et courage] discours du 22 décembre 1989. *Timpul dărmării...*, tome II, cit. , p. 41-42, p. 42.

<sup>127</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Avem de ales [Nous devons choisir], discours à la conférence de l'Association des médecins et pharmaciens du PNPCD, Bucarest, 25 février 2000. *Timpul dărmării...*, tome II, cit. , p. 212-221, p. 217.

<sup>128</sup> *Ibidem*.

avance sont centrés sur la question de la corruption, il invoque la nécessité de ne pas devenir dépendant des cercles financiers qui devraient lui financer sa campagne, pour pouvoir s'opposer à ceux-ci jusqu'à la fin de son mandat.<sup>129</sup> En filigrane il y a donc une critique à la fois de la classe politique, qui serait corrompue, et de la société, qui accepte cette situation et à laquelle le président demande de répondre et de lui transmettre la réponse la question :

Est-ce que je souhaite vivre dans un pays de la malhonnêteté et  
du mensonge, ou dans un pays de l'honnêteté et de la vérité ?<sup>130</sup>

Autrement dit, la société doit assumer l'échec que symbolise la sortie définitive de la vie politique d'Emil Constantinescu, même si ce dernier « demande pardon à tous ceux qui ont espéré vivre mieux, mais dont les souffrances ont continué »<sup>131</sup>. Enfin le président roumain reconnaît l'échec de sa politique de réconciliation nationale, notamment en soutenant le Premier ministre de l'époque comme candidat aux élections présidentielles, au nom justement du fait que Mugur Isărescu pourra devenir le futur « président de la réconciliation »<sup>132</sup>.

La publication en 2002 des mémoires de l'ancien chef de l'Etat montre la mesure dans laquelle celui-ci pense la réalité politique à partir d'une vision qui organise tous les sujets traités en fonction de catégories dichotomique comme communistes/anticommunistes, amis/ennemis, moi/les autres.<sup>133</sup> Les trois tomes sont organisés autour de deux grands thèmes, la démolition et la construction ; à la différence de Ion Iliescu, la construction n'est pas valorisée par rapport à la démolition, les deux étant complémentaires et se succédant chronologiquement. Si son livre témoigne d'une véritable obsession de l'invocation de la vérité et de la mémoire du communisme, le bilan de son action apparaît d'autant plus comme un échec par rapport à ces impératifs.

---

<sup>129</sup> CONSTANTINESCU, Emil, Déclaration sur la décision de ne pas se porter candidat pour un nouveau mandat de président, 17 juillet 2000. *Timpul dărmării...*, tome III, cit. , p. 869-872.

<sup>130</sup> *Ibidem*, p. 870.

<sup>131</sup> *Ibidem*, p. 872.

<sup>132</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Discours de soutien de la candidature de Mugur Isărescu aux élections présidentielles, 1-er octobre 2000. *Timpul dărmării...*, tome III, cit. , p. 873-874, p. 874.

<sup>133</sup> Voir le journal de l'ancien chef de l'Etat, CONSTANTINESCU, Emil. *Timpul dărmării...*, tome I, cit. , 2002.

En plus, en comparant les discours des deux premiers présidents de la Roumanie postcommuniste on peut observer deux types différents de double discours. Si, chez Ion Iliescu, nous avons vu que le discours est toujours dicté par le contexte, d'où il résulte un double discours dont les composantes sont souvent logiquement incompatibles, son successeur à la présidence roumaine semble uniquement changer les priorités selon les auditeurs, l'accent est modifié, mais non le contenu. Autrement dit, si Ion Iliescu utilise la tactique du double discours tout comme les dirigeants d'avant 1989, Emil Constantinescu, même en tant que chef de l'Etat, semble marqué par la stratégie de l'exil intérieur<sup>134</sup>, donc par un trait du comportement de l'intellectuel roumain d'avant 1989.

### **III. Le bilan politique de l'anticommunisme**

La principale caractéristique de l'anticommunisme, commune à ses deux dimensions, civique et politique, vient du fait qu'il apparaît comme un discours de division, de contestation à la fois de la réalité d'avant 1989 et des premiers dirigeants postcommunistes, dans un espace public où cette contestation n'existait pas auparavant. On peut définir le discours anticommuniste à la fois comme symptôme, instrument et cadre.

Symptôme d'une réalité sociale et intellectuelle qui ne peut s'exprimer de façon critique qu'après 1990. Car si, par exemple, Vaclav Havel n'a pas voulu créer le mythe d'une nation dissidente, mais intégrer les dissidents à la nation<sup>135</sup>, l'absence d'un mouvement d'opposition au régime en la Roumanie communiste a fait qu'après 1989 il y a eu d'abord un effort de différenciation par rapport aux ex-communistes de la part des intellectuels critiques et de ceux qui les suivaient<sup>136</sup>. Prévalait donc la nécessité de rompre avec la dépendance du pouvoir politique et avec la participation aux rituels unanimistes, qui se perpétue après 1989.

---

<sup>134</sup> Même si par « intérieur » il faut cette fois comprendre son camp politique, qui d'ailleurs se rétrécit en 2000.

<sup>135</sup> MAYER, Françoise. *Les Thèses...* cit. , p. 51-52.

<sup>136</sup> Comme pendant le mouvement de la Place de l'Université.

A la fois réalité sociale et construction intellectuelle, le mouvement anticomuniste devient, dès 1990, l'instrument de certains partis politiques. Comme simple usage politique du passé, l'anticommunisme a pour but la mise en doute de la crédibilité démocratique des adversaires de la CDR, accusés d'être les héritiers de l'ancien parti unique. Mais sa portée est plus large, car le rapport critique au passé communiste fonctionne aussi comme cadre d'une entière culture politique, qui permet de mettre ensemble l'appel aux traditions démocratiques, une forme d'utopie *apolitique* et le désir d'occidentalisation. Il devient donc un principe de rassemblement à l'intérieur au autour de la CDR tant que la Convention représentera une institution qui rendra possible la cohabitation de l'anticommunisme civique avec l'anticommunisme politique.

### **III.A. L'anticommunisme dans le contexte roumain : difficultés**

L'anticommunisme en Roumanie a le double handicap d'être apparu, comme discours assumé publiquement, après la chute du régime communiste et, en plus, d'être immédiatement utilisé comme levier contre le FSN, vu à l'époque par la majorité de Roumains comme étant la formation politique qui justement avait rendu possible le changement de régime. Dans ce contexte, la crainte du retour du communisme ne sera pas crédible, et cette impression sera paradoxalement renforcée par la dénonciation de la continuité de l'élite dirigeante, car les ex-communistes ne pouvaient pas revenir au pouvoir puisqu'ils ne l'avaient jamais quitté. L'importance de cette continuité est donc relativisée en vertu des transformations révolutionnaires en train de s'effectuer, la contestation du FSN étant désormais vue comme mettant en doute non pas les continuités, mais le changement.

De l'immense popularité du FSN, amplifiée par les médias d'Etat, résulte un manque de confiance en toute opposition au Front, en toute organisation qui se veut autonome par rapport au pouvoir en place, indépendamment du discours qu'utilise cette opposition. Autrement dit, en 1990 il y a une impopularité évidente non pas du message anticomuniste, mais avant tout de ses porteurs ; en fait, une partie de la

population crédite plus le FSN que les dirigeants des « partis historiques » pour mettre en œuvre les transformations promises.

En même temps, le premier programme anticommuniste n'est pas produit par des dissidents et il est le résultat, perçu comme tel, de la méfiance à l'égard du Front du Salut National. L'envisagement d'une politique de lustration par la Proclamation de Timișoara et la réaction très critique du pouvoir en place priveront le discours anticommuniste de son potentiel de rassemblement, qu'on pouvait observer à l'époque dans les pays de l'Europe centrale. Désormais, en dépit du fait que l'anticommunisme civique anime la Place de l'Université, l'anticommunisme apparaît uniquement comme le discours de certains partis politiques qui ne font qu'instrumentaliser le rapport au passé pour conquérir le pouvoir au détriment du Front.

D'abord, on peut voir que les anticommunistes essaient de faire en sorte que l'anticommunisme cesse d'être l'apanage des partis, et de le transformer dans un mouvement plus large, représenté politiquement par la CDR. C'est après 1996 que se produira une inversion de ce processus, et que le PNPCD apparaîtra comme le seul défenseur de la décommunisation, ses échecs lui étant imputés presque exclusivement aux élections de 2000.

D'autre part, même si au début de 1990 la contradiction entre la légitimité du FSN, qui découle du moment révolutionnaire de 1989, et son rapport à l'héritage de l'ancien parti unique, apparaît une évidence, la concentration sur l'héritage communiste dans un sens déterministe rend difficilement compréhensible aux porteurs de l'anticommunisme la réalité politique spécifique de la transition. Ainsi ceux qui soutiennent la CDR tendent à réduire le FSN à un mouvement de conservation des anciennes structures, en ignorant sa dynamique adaptative ou en la considérant comme un simple réflexe opportuniste. En plus, cette attitude est renforcée par les événements de 1992, avec la création du FDSN et la formation d'une majorité parlementaire de ce parti avec l'aide des nostalgiques du PGR et du PST. Ce moment est important parce que le risque d'une forme de restauration redonne toute son actualité au message anticommuniste et renforce la solidarité des composantes de la CDR.

Il faut donc se demander si, dans le contexte roumain, la « réinvention du communisme du point de vue symbolique »<sup>137</sup> était vraiment nécessaire pour donner son sens au discours anticomuniste. En tout cas, les catégories de pensée telles que le *néocommunisme* et le *cryptocommunisme* sont plus que des slogans, elles sont la conclusion de l'analyse que des organisations membres de la CDR, mais aussi des intellectuels qui les soutiennent, font de la réalité politique dans la période 1990-1996. En ce sens, il faudrait plus précisément parler d'*anti-néocommunisme*. Quoi qu'il en soit, l'usage politique de la critique du communisme doit être aussi vu comme la réponse à un état de fait, qu'on a essayé de décrire dans les chapitres précédents.

Par ailleurs, l'influence effective de la grille de lecture anticomuniste est visible en 1996, quand l'acceptation par le président Ion Iliescu de l'alternance politique n'apparaît pas comme une évidence aux dirigeants de la CDR, et elle est remarquable après ce moment, quand les nouveaux gouvernants apparaissent comme dominés par l'idée que, après la défaite électorale des ex-communistes, le déclin politique de ceux-ci serait irréversible. C'est ce qui explique pourquoi le PDSR, longtemps après 1997, n'est pas directement attaqué par le nouveau pouvoir, et pourquoi le chef de l'Etat déclare que la lustration prévue par le point 8 de la Proclamation de Timișoara était désormais devenue inutile<sup>138</sup>.

Autour de l'anticommunisme se construit donc une identité politique qui contient bien plus qu'un rapport au passé communiste et à une idéologie : elle entretient comme facteur de solidarisation la mémoire des événements de 1990. D'autre part, tout principe d'identification d'un groupe est aussi principe de division, ainsi la mémoire du communisme, comme principe identitaire, unit les anticomunistes et divise le groupe le plus large, la nation, donc il y a une résistance à cette mémoire, une résistance qui est en fait une résistance au changement d'identité du groupe, car cette mémoire est assez forte pour redéfinir le groupe national en tant que tel. Ainsi il est logique que le nationalisme soit utilisé contre les anticomunistes parce que c'est un attachement au passé, qui s'oppose à

<sup>137</sup> PAVEL Dan, HUIU Iulia. *Op. cit.*, p. 73.

<sup>138</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Spune adevărul în care crezi [Dit la vérité en laquelle tu crois], discours à Timișoara, 18 mars 1997. *Timpul dărmării...*, tome II, *cit.*, p. 120-124, p. 123

l'essai de faire voler en éclat les bases de la communauté nationale à la faveur d'une redéfinition de cette base à partir de l'expérience communiste, qui est à la fois commune et divergente dans son interprétation.

### **1). L'anticommunisme postcommuniste**

Nous avons montré que les difficultés de l'anticommunisme et de ses porteurs au début de la transition, mais aussi la durabilité du clivage de 1990, si on fait une comparaison avec ce qui se passe dans d'autre pays de la région, peuvent apparaître comme le résultat de la nature du régime dirigé par N. Ceașescu. D'un régime qui, jusqu'à ses derniers moments, n'a permis presque aucun type de contestation ouverte, et encore moins une contestation anticommuniste.

En conséquence il faut se demander si l'anticommunisme n'est pas vu, par les principaux acteurs politiques postcommunistes, comme absurde dans une société totalitaire, dans une société, comme celle de la Roumanie des années quatre-vingts, qui vit non seulement sous l'emprise de la peur et dans la crainte du lendemain en raison de la pénurie alimentaire, mais surtout dans la conviction de l'irréversibilité du système. En ce sens nous avons vu que le PDSR, comme les anticommunistes, défendent l'attitude des Roumains avant 1989, même s'ils minimisent la dimension de collaboration avec le régime communiste. D'autre part, il faut observer que l'anticommunisme politique est loin de définir la grande majorité du mouvement dissident des pays de l'Europe centrale. Son inexistence dans le cas roumain ne constitue donc pas une exception, d'ailleurs la durée de la vie de l'anticommunisme politique s'épuise au moment de l'arrivée au pouvoir de ses porteurs. La différence est donnée par l'inexistence avant 1989 de l'anticommunisme civique, d'un mouvement de révélation des atrocités du passé, de la mémoire douloureuse des victimes. Cette absence fait que, dans le cas roumain, l'anticommunisme politique ne naît pas de l'anticommunisme civique, ce qui a des conséquences importantes sur son contenu, sur ses principaux thèmes, mais aussi sur l'attitude des adversaires et sur la politisation intégrale de l'anticommunisme civique.



L'absence d'un anticommunisme civique avant 1989 a contribué à l'absence d'une condamnation du passé communiste commune aux principales forces politiques naissantes sur laquelle aurait pu être mises les bases de la démocratisation. Cela n'aurait pas empêché la politisation du rapport au passé récent, mais cette politisation aurait pu perdre de son dramatisme par le fait que cette condamnation commune aurait implicitement contenu les limites à la fois de la décommunisation et de la politique de l'oubli.

La dissidence peut redéfinir ses ambitions après les changements annoncés en Union Soviétique, donc vers la fin des années quatre-vingts. En Roumanie l'absence de la déstalinisation permet plus difficilement d'identifier une période de communisme post-totalitaire, pendant laquelle les ferments intellectuels de la dissidence est-européenne auraient pu toucher une partie importante de la société. L'anticommunisme roumain est donc fatalement postcommuniste<sup>139</sup>, car avant 1989 il n'est pas collectivement formulé, pour des raisons structurelles, non seulement à cause de la répression ou de la peur, mais parce que le contexte a comme effet une difficulté conceptuelle à le penser.

Ce n'est que le moment de 1989 qui a rendu plus facilement pensable le changement de régime, mais surtout à réactivé la mémoire de la période pré-communiste et a fait ressortir les éléments des anciennes cultures politiques démocratiques, en tant qu'outils conceptuels indispensables à l'évaluation politique du régime communiste et à l'imagination de l'avenir. Dans le cas roumain, c'est essentiellement à partir de celles-ci que prend naissance à la fois la condamnation du passé totalitaire et l'opposition au pouvoir en place.

En conséquence, il faut comprendre la différence entre l'anticommunisme forgé pendant la période post-totalitaire du communisme et celui forgé après la chute du communisme. Les deux sont liés aux traditions démocratiques de chaque pays, mais si l'anticommunisme central-européen commence comme une tentative pour changer le système de l'intérieur, en utilisant souvent une critique néo-marxiste de celui-ci, l'anticommunisme roumain articulé après 1989 a une relation plus directe, par la place prise par les « partis historiques », avec les traditions

---

<sup>139</sup> BARBU, Daniel. *Republica...* cit. , p. 93-99.

politiques d'avant l'instauration du régime totalitaire. Si le premier est intellectuellement plus complexe et riche en débats, ce qui explique l'histoire assez courte des premières alliances anticomunistes, l'anticommunisme postcommuniste roumain apparaît comme étant voué à rester un simple cadre, qui devrait laisser se développer en son sein les trois traditions politiques incarnées par la CDR. L'anticommunisme civique a préservé une certaine autonomie par rapport à l'anticommunisme politique, réussissant à perpétuer durablement son influence culturelle, en dépit de la marginalisation de l'anticommunisme politique.

## **2). Double sens de la mémoire de la répression**

L'anticommunisme a longtemps utilisé la peur d'un retour à un régime oppressif. Quand le risque du retour est apparu comme minime, les lignes de partage politique sur le rapport au passé se sont dédramatisées. D'autre part, au début des années quatre-vingt-dix, la mémoire de l'oppression dans le contexte donné ne joue pas nécessairement en faveur de ceux qui l'utilisent politiquement de la façon la plus directe.

Il faut partir de l'observation que la peur avait conditionné les comportements des Roumains avant 1989 ; cette peur était entretenue plus par des menaces et surtout par la mémoire des anciennes violences, que par une répression visible et continue<sup>140</sup>. Cette nature largement virtuelle de l'oppression d'avant 1989 peut rendre encore plus efficace, après 1990, le risque d'une forme de retour à ce type de menaces.

D'autre part, l'exagération des faits héroïques et des mérites des résistants au communisme, des anciens détenus, rendait implicite une culpabilisation non seulement des anciens responsables mais aussi de ceux qui avaient été passifs. Ainsi les anticomunistes font le jeu du FSN, qui voulait justement insuffler le sentiment de culpabilité à la population, pour qu'elle regarde l'opposition avec méfiance. Chacun redoute une mise en cause de son propre passé, un jugement à partir des

---

<sup>140</sup> Cette caractéristique rapproche la stratégie de l'Etat roumain dirigé par Nicolae Ceaușescu des pays communistes post-totalitaires.

critères idéaux des anticomunistes. Ainsi se déclenche une fuite en avant, puisque ceux qui se sentent vulnérables n'ont que deux solutions : ou bien devenir favorables à la politique de l'oubli proposée par le FSN, ou se déculpabiliser justement en utilisant le discours anticomuniste pour prouver leur innocence.

Le discours anticomuniste dénonce le fait que les anciens communistes détiennent toujours le pouvoir et justifie leur attitude en invoquant les crimes du régime totalitaire. Pourtant la mémoire de la période communiste pouvait être un instrument de mobilisation politique pour une partie des habitants de Bucarest, de Timișoara et d'autres grandes villes, tout en risquant, au contraire, d'avoir un effet de démobilisation, opposé à l'encouragement de l'action civique et de l'implication politique, pour une partie de la société qui craignait la puissance étatique. L'usage en 1990 par le FSN du slogan qui insiste sur la *liniște* (la tranquillité) doit donc être vu non seulement comme un message contre la décommunisation, mais aussi comme une réactivation de la crainte de l'autorité étatique. Paradoxalement, pour minimiser ces risques, y compris celui d'un retour à l'oppression, les Roumains sont donc tentés, comme avant 1989, de ne pas s'opposer au pouvoir en place, et ce mécanisme est encouragé par les médias de l'Etat, qui, comme on l'a vu, mettent en doute la légitimité même de l'opposition. Le risque du retour au communisme pouvait donc être instrumentalisé et devenir utile aux gouvernants de l'époque, ce qui enlève aux anticomunistes un de leurs principaux arguments.

### **III.B. Le sort de la décommunisation**

Les positions divergentes des partis politiques sur le point 8 de la Proclamation de Timișoara mettent la question de la décommunisation au centre la vie politique roumaine dès 1990. Cette tentative pour définir a posteriori une frontière entre victimes et coupables, qui ne pouvait être qu'artificielle et exprimer une volonté politique, était, au moins à court terme, vouée à l'échec parce qu'elle visait le nouveau chef de l'Etat. Finalement la victoire écrasante du FSN laisse au parti de Ion Iliescu le monopole de la définition de cette frontière. Celle-ci passe, comme on l'a vu, entre les proches de Ceaușescu et les autres, tandis que

l'opposition considère qu'elle partage les anciens activistes et officiers de la Securitate du reste des Roumains. Et la distance entre le positionnement de cette frontière, tel qu'il ressort de la politique du FSN, et celui demandée par les anticomunistes, donne une image de la gravité du conflit initial entre le pouvoir en place et l'opposition.

Les anticomunistes, en partant du constat de la volonté des institutions de l'Etat roumain postcommuniste de défendre ceux qui avaient agi pendant la répression de décembre 1989 et ceux qui étaient soupçonnées d'abus pendant le régime communiste, sont arrivés à la conclusion que le système judiciaire est incapable de punir les illégalités. En conséquence ne restent que des mesures de restriction des droits politiques de certaines catégories qui peuvent libérer, voir décommuniser, l'appareil étatique. La décommunisation qui convoque l'idée de lustration est le résultat de l'anticommunisme civique, de la démarche qui se veut *apolitique* car elle suppose le manque de confiance à la fois dans les institutions politiques et dans le système judiciaire.

La définition même de l'anticommunisme contient l'idée de lustration, car il se veut le représentant d'une partie seulement de la société, considérant comme nécessaires des formes de punition de certaines catégories, en vertu de leurs responsabilités ou avantages pendant le régime communiste. Cette volonté suppose le sentiment de servir certaines valeurs universelles, notamment démocratiques et morales, des valeurs qui ne sont pas celles d'un parti, mais impliquent une certaine vision du monde. Selon celle-ci, la société est avant tout traversée par une ligne de division qui est le résultat de l'héritage totalitaire, le pluralisme ne pouvant être que le résultat de la limitation du pouvoir politique des ex-communistes.

En fait, la décommunisation suppose non seulement un tri entre victimes et coupables, mais aussi un mécanisme par lequel les uns sont encouragés et les autres découragés au niveau de la vie politique et culturelle, et même économique et sociale<sup>141</sup>. Le parti de Ion Iliescu réagit, comme on l'a vu, en mobilisant tous ceux

---

<sup>141</sup> Par exemple, le changement des manuels suppose l'établissement d'autres hiérarchies littéraires, ou les lois sur les restitutions, qui ont des influences économiques importantes.

dont les intérêts seraient mis en danger par cette démarche en cas d'alternance<sup>142</sup>. Dès lors, l'usage politique du rapport au passé communiste est central aux rapports politiques, mais cela seulement jusqu'au moment du changement politique, de la possibilité de confronter la rhétorique de la décommunisation avec l'action de la CDR.

Nous avons vu le rôle que l'invocation de la décommunisation a dans la constitution de la Convention Démocratique. Pourtant, après l'alternance de novembre 1996, la nouvelle coalition parlementaire et gouvernementale ne se met pas d'accord sur la priorité des sujets qui touchent au rapport avec le passé communiste. Le nouveau président déclarera même qu'il ne faudrait pas légiférer dans le sens du point 8, car l'esprit du texte « a vaincu par le vote en novembre 1996 »<sup>143</sup>.

Il faut donc se demander pourquoi la CDR abandonne ses anciens engagements. Les priorités annoncées par la campagne électorale de la Convention de 1996 et le fait que la coalition civico-politique ne participe que par certains partis membres à la formation de la majorité constituent des éléments importants de la réponse, mais pas les seuls.

Quand en 1997, par la voix de l'ancien dirigeant de la CDR, on renonce à une loi de la lustration, le raisonnement explicite est lié à une supposée improbabilité du retour au pouvoir de ceux visés par une telle loi<sup>144</sup>. Autrement dit, dans cette perspective, la victoire de la CDR devrait rendre impossible un retour au pouvoir de Ion Iliescu. Ce raisonnement révèle la mesure dans laquelle la décommunisation prend pour principale cible l'ancien chef de l'Etat. En ce sens, la CDR est une coalition rassemblée non pas au nom de l'anticommunisme, mais de son opposition à Ion Iliescu, l'invocation de la décommunisation étant, dans le contexte roumain, une rhétorique qui devait essentiellement mettre en cause une seule personne, à l'image de l'importance que cet ancien membre de la direction du PCR a eue dans la vie politique postcommuniste. Pourtant, en 1990, ceux qui rédigent la Proclamation de Timișoara, et puis ceux qui la soutiennent, veulent explicitement se

<sup>142</sup> Des locataires des maisons nationalisés aux participants au culte de la personnalité de Nicolae Ceaușescu.

<sup>143</sup> CONSTANTINESCU, Emil. *Spune adevărul...cit*, p. 120-124, p. 123.

<sup>144</sup> *Ibidem*.

démarquer de cette interprétation strictement politique de leur démarche, des accusations qu'il s'agit seulement d'une « proclamation de parti »<sup>145</sup>. En fait, la CDR elle-même est à la fois le résultat de la méfiance envers l'anticommunisme politique, qui aurait dû être contrôlé par sa dimension civique, mais aussi de la volonté des « partis historiques » d'utiliser l'anticommunisme non-partisan. Donc ce qui se passe après 1996 est le résultat prévisible de deux logiques qui n'étaient compatibles que si les partis étaient en opposition.

Il faut se rappeler qu'en 1990 les premiers appels clairement formulés en faveur de la décommunisation ne viennent pas de partis politiques, mais d'organisations civiques comme la Société Timișoara<sup>146</sup>, qui rédige le texte de la Proclamation, et l'Association des anciens détenus politiques, pour lesquelles :

En préservant dans l'Armée, la justice, la police et dans les autres institutions d'Etat l'ancienne nomenklatura communiste, Messieurs Iliescu et Roman nous poussent de nouveau vers le totalitarisme<sup>147</sup>

La décommunisation était donc vue comme une condition de la démocratisation, et c'est justement cet argument de la démocratisation qui explique l'anticommunisme du mouvement civique. Ultérieurement, les partis n'ont pas d'initiatives qui vont dans le sens de la lustration ; à l'intérieur de la Convention, seule l'Alliance Civique soutiendra en 1994 la proposition que le point 8 de Timișoara devienne loi<sup>148</sup>. A cette démarche il faut ajouter aussi des initiatives personnelles, comme celles de Constantin Ticu Dumitrescu et de George Șerban<sup>149</sup>.

Par contre, le discours partisan fait souvent référence à la nécessité de la décommunisation. Nous avons déjà montré de nombreux exemples d'avant 1992, il y en a aussi ensuite, comme en décembre 1995 quand *Dreptatea* publie une photo

<sup>145</sup> MUREȘAN, Valentin « Proclamația de la Timișoara, o interpretare » [La Proclamation de Timișoara, une interprétation], *Azi*, 14 avril, 1990, p. 3.

<sup>146</sup> La proximité géographique des intellectuels de l'Europe centrale devient aussi une proximité intellectuelle et politique.

<sup>147</sup> Appel de l'Association des anciens détenus politiques, *România liberă*, 12 avril 1990.

<sup>148</sup> *România liberă*, 14 mars 1994.

<sup>149</sup> Les deux sont membres du PNPCD, le dernier, qui est un des initiateurs de la Proclamation de Timișoara, s'inscrit dans le PNPCD en décembre 1994. *România liberă*, 17 décembre 1994.

de la Place de l'Université avec le texte du point 8 de la Proclamation, suggérant que le PNPCD soutiendra sa transformation en loi<sup>150</sup>. Avant les élections de 1996, Constantin Ticu Dumitrescu fait une grève parlementaire de trois mois pour protester contre le blocage de sa proposition de loi portant sur la Securitate et l'accès à son propre dossier<sup>151</sup>. En fait, même avant l'alternance on pouvait déjà conclure que la décommunisation sous la forme de la lustration était utilisée de façon rhétorique par la CDR, mais sans être envisagée sérieusement comme une priorité.

Pendant la campagne électorale de 1996, la Convention ne parle pas d'une éventuelle loi de la lustration, mais la décommunisation des structures de l'Etat est implicite à ses propositions, car la Convention annonce non seulement « une nouvelle classe politique »<sup>152</sup> mais aussi l'existence de « 14 000 personnes préparés à changer tous les structures du Pouvoir en place »<sup>153</sup>. D'autre part, juste avant les élections, pour Constantin Ticu Dumitrescu :

Les communistes n'ont jamais su gagner sur le terrain du jeu démocratique. Ils sont venus au pouvoir par la force, donc ils ne savent pas s'en aller démocratiquement.<sup>154</sup>

La méfiance des partis de la CDR envers ce type de rhétorique ne pouvait qu'être renforcée par la victoire aux élections, car l'alternance même était un argument qui mettait en doute la logique de la décommunisation comme condition de la démocratisation. Finalement, après la victoire électorale et en dépit de l'existence de partisans de cette démarche au sein de la CDR et de ceux qui la soutiennent<sup>155</sup>, même les milliers de spécialistes deviennent un motif d'ironie par rapport à la difficulté du nouveau pouvoir à faire des changements au niveau de la haute bureaucratie.

---

<sup>150</sup> *Dreptatea*, n° 88, décembre 1995.

<sup>151</sup> *România liberă*, 1-er mai 1996.

<sup>152</sup> *Adevărul*, 24 octobre 1996.

<sup>153</sup> *România liberă*, 18 mars 1996.

<sup>154</sup> *Adevărul*, 24 octobre 1996.

<sup>155</sup> A ce propos voir notamment les articles de George Carpe-Foche, *România liberă*, 29 nov. et 6 déc. 1996.

En fait, on arrive au paradoxe spécifique de la lustration, qui veut qu'elle soit soutenue pour écarter les ex-communistes du pouvoir, mais ne pouvait être adoptée qu'après une éventuelle alternance, donc quand elle était plus difficile à justifier. Pour Emil Constantinescu, au début de 1997 la lustration est présentée comme étant à la fois inutile et impossible, car :

Qui mettre à la place des anciens, quand ceux qui ont assumés des responsabilités après la victoire aux élections sont si peu nombreux?<sup>156</sup>

Et le nouveau chef de l'Etat, pour justifier ses propos, donne les noms de ceux qui ont refusé de devenir des ambassadeurs<sup>157</sup>. Quelques mois plus tard, son principal conseiller, Zoe Petre, déclare avoir :

Mandat de la part du président d'affirmer qu'il soutient le principe de la lustration [...] mais reste réservé sur le point 8 de Timișoara.<sup>158</sup>

Ce qui était contradictoire et surtout n'a été suivi par aucun geste officiel de la part l'ancien du président ou de la coalition<sup>159</sup>. Par contre, C.T. Dumitrescu est suspendu pour un an du PNPCD<sup>160</sup>, parti duquel il sera même exclu en 2000 ; d'ailleurs, il avait renoncé à son projet de loi sur la lustration, en considérant que celui-ci n'avait aucune chance d'être adopté, pour se concentrer sur celui de l'ouverture des archives de la Securitate. Un autre parlementaire du PNPCD, Ion Moisin, propose en 1997 une loi de condamnation du régime communiste, mais celle-ci reçoit l'avis négatif du Conseil Législatif<sup>161</sup>, ce qui ne suscite aucune

---

<sup>156</sup> *Adevărul*, 20 mars 1997.

<sup>157</sup> Ana Blandiana, Andrei Pleșu, Nicolae Manolescu, Octavian Paler, Adrian Marino, Alexandru Zub. *Adevărul*, 20 mars 1997.

<sup>158</sup> *Adevărul*, 4 octobre 1997.

<sup>159</sup> En ce sens est significative la présence dans le gouvernement de Daniel Dăianu, qui avait reconnu son appartenance à un département de la Securitate. Daniel Dăianu (né en 1952) était ministre des Finances (décembre 1997-septembre 1998), soutenu par le PNL.

<sup>160</sup> *Adevărul*, 30 octobre 1997.

<sup>161</sup> *Dreptatea*, 12-21 mars 2000, p.16.



réaction de la part de la majorité, preuve que tous les partis voulaient faire l'impasse sur ce sujet.

En même temps, le secrétaire d'Etat au Ministère de la Défense, Constantin Dudu Ionescu<sup>162</sup>, membre du PNPCD, propose l'amnistie des faits commis par des officiers de l'Armée en décembre 1989, mais cette initiative est repoussée par le chef de l'Etat<sup>163</sup>. Ces initiatives montrent que l'Armée, après 1996, craignait les éventuelles actions de la justice ; d'ailleurs, la condamnation des généraux Victor Stănculescu et Mihai Chițac est considérée par le chef de l'Etat Majeur, Constantin Degeratu, comme « une condamnation de l'Armée »<sup>164</sup>. A ce type de réaction, sans précédent, Emil Constantinescu réagit en soulignant que cette condamnation ne concerne pas l'Armée dans son entier et qu'il s'oppose à l'idée de justice collective<sup>165</sup>. D'autre part Constantin Degeratu deviendra ultérieurement le conseiller du président<sup>166</sup>, ce qui montre le peu de poids que prenait le débat sur cette question.

En plus, il est difficile de comprendre ce type d'attitude, qui implique le renoncement à l'anticommunisme initial, comme étant le simple résultat du type de campagne électorale de la Convention en 1996, car de ce qu'on a défini comme un populisme anticommuniste font partie des promesses comme celle faite par Emil Constantinescu, de déménager le siège de la présidence de Cotroceni<sup>167</sup> et le siège du Ministère de la Culture de la très soviétique « Maison de Scînteia »<sup>168</sup>, promesses qui d'ailleurs ne sont pas tenues. Néanmoins, *Dreptatea* considère en 2000 que ce type de changement symbolique « fait partie de la réforme morale-politique [...] pour éliminer le communisme résiduel »<sup>169</sup> en mettant sur la liste des principales réalisations du PNPCD le changement de nombreux noms de rues<sup>170</sup>.

---

<sup>162</sup> Membre du PNPCD.

<sup>163</sup> *Adevărul*, 10 avril 1998.

<sup>164</sup> *Adevărul*, 20 juillet 1999.

<sup>165</sup> *Adevărul*, 21 juillet 1999.

<sup>166</sup> D'ailleurs il va revenir au poste de conseiller présidentiel de Traian Băsescu après décembre 2004.

<sup>167</sup> *Adevărul*, 15 novembre 1996.

<sup>168</sup> *Adevărul*, 11 décembre 1996.

<sup>169</sup> TUDORAȘ, Liviu, « Nomenclatorul strazilor, prilej de perpetua disputa politica » [Les noms des rues, occasion de disputes politiques], *Dreptatea*, 17-23 mai 2000, p. 3.

<sup>170</sup> *Ibidem*.

C'est à la moitié de son mandat que le président du PNPCD et de la Chambre des Députés, Ion Diaconescu, regrette publiquement l'absence d'une loi de la lustration :

Notre impuissance à imposer le point 8 de Timișoara, qui nous aurait évité d'arriver dans la situation où un ancien leader du régime communiste, qui a apporté le malheur dans notre pays, a l'arrogance de demander des comptes justement à ceux qui viennent des prisons et qui cherchent à réparer ce malheur.<sup>171</sup>

Le principal parti de la coalition se déclare donc impuissant, ce qui lui permet de demander « le procès du communisme »<sup>172</sup>, comme s'il était encore en opposition. L'explication des échecs de cette période se fera en reprenant la rhétorique initiale de la Convention : le président Emil Constantinescu se déclarera « terrorisé » par l'ancienne Securitate<sup>173</sup> et interprétera en 2000 son mandat à la lumière du texte de 1990 :

J'ai essayé, pendant toutes ces années, de mettre mon entière activité sous le signe révolutionnaire de la Proclamation de Timișoara. Pendant trois ans, les structures communistes ont reçu d'importants coups, mais les anciens activistes essaient de bloquer le processus de réforme.<sup>174</sup>

Ce bilan montre que la logique de la décommunisation n'est reprise qu'au moment de l'apparition de difficultés politiques majeures pour la CDR et quand la possibilité effective d'imposer des décisions allant dans ce sens devenait hautement improbable. Finalement la fonction de la rhétorique de la décommunisation est surtout utilisée pour justifier certains échecs.

---

<sup>171</sup> *Adevărul*, 17 août 1998.

<sup>172</sup> Voir *Dreptatea*, 14-20 janvier 1998, p. 14.

<sup>173</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Avem de ales [Nous devons choisir]. Discours à la conférence de l'Association des médecins et pharmaciens du PNPCD, Bucarest, 25 février 2000. *Timpul dărmării...*, tome III, *cit.*, p. 212-221, p. 217.

<sup>174</sup> *Adevărul*, 13 mars 2000.

Dans le cas des lois qui vont dans le sens de la lustration, il y a de la part du législateur la production implicite d'une mémoire officielle. Dans le cas de la Convention Démocratique, l'absence au moins d'un débat important sur la question de la lustration montre l'absence de volonté d'imposer au niveau d'une éventuelle mémoire officielle la mémoire anticomuniste. Le sens même de la CDR est ainsi contredit par les partis membres.

En conclusion, l'action politique de la CDR ne met pas en cause la caractéristique antérieure du rapport de l'Etat au passé communiste, qui ne contient ni amnistie, ni lustration. D'autre part, la légitimation même de la CDR comme alliance des partis démocratiques repose sur l'idée que le rapport au passé communiste est important parce qu'il montre une attitude à l'égard du processus de démocratisation. C'est à partir de ce raisonnement que la composante civique offre aux partis une crédibilité démocratique et, d'autre part, la mise en lumière du caractère uniquement instrumental de leur rapport au passé en arrive à mettre en doute la vocation démocratique même de la CDR.

### **III.C. Ouverture des archives ?**

La principale initiative législative qui va dans le sens de la décommunisation est la loi sur l'ancienne comme police politique. Cet accomplissement est fièrement assumé par le PNPCD pendant la campagne électorale de 2000 :

Le PNP a soutenu l'adoption de la loi qui déconspire la Securitate. Le PNPCD continuera à l'avenir de préserver l'essence de la Proclamation de Timișoara, qu'il considère comme le plus important manifeste programmatique de la Révolution.<sup>175</sup>

Pourtant nous avons vu que son initiateur avait été exclu du parti ; en plus, le contenu du projet de loi avait été fortement modifié. L'histoire de l'adoption de cette loi et l'attitude de l'Etat par rapport aux dossiers de l'ancienne Securitate est

---

<sup>175</sup> Remus OPRIS, porte-parole et vice-président du PNPCD, *Dreptatea*, 12-21 mars 2000, p. 16.

exemplaire pour l'attitude des partis de la majorité d'après la première alternance, de 1996, envers le passé récent.

Après des déclarations comme ceux du Premier ministre Victor Ciorbea, qui annonce en octobre 1997 que « dans deux mois, chacun aura accès à son propre dossier »<sup>176</sup>, sans préciser les modalités pratiques de l'opération et sans pouvoir réaliser cette promesse, le Parlement commencera à débattre le projet de loi sur les archives de la Securitate, initiative législative du président de l'Association des anciens détenus politiques. Celui-ci déclarera qu'il ne peut plus reconnaître ses propositions initiales après les modifications introduites dans le texte au cours des débats à la Chambre des Députés et au Sénat.

Un des principaux points de désaccord entre l'initiateur de la loi et la majorité des parlementaires a été la question du transfert des archives du Service Roumain de Renseignements à la nouvelle institution créée par la loi, le Conseil pour l'Etude des Archives de la Securitate ; parmi ceux qui s'opposent à ce transfert se trouvent les dirigeants des principaux partis de la coalition, le président du PNL, Mircea Ionescu Quintus<sup>177</sup>, favorable à un amendement prévoyant que le CNEAS ne recevra pas les archives de l'ancienne police politique<sup>178</sup>, et le président du Parti Démocrate et du Sénat, Petre Roman<sup>179</sup>, qui soutient cet amendement.

D'autre part, à l'époque même de ces débats, sont publiées des informations sur les relations avec la Securitate du président de la commission parlementaire de contrôle du Service Roumain de Renseignements Extérieurs, Adrian Vilău, parlementaire du Parti Démocrate<sup>180</sup>. A la suite de cette crise, qui provoque la démission de Vilău, le Premier ministre de l'époque, Radu Vasile, demande aux membres de son gouvernement de préciser leur relation avec l'ancienne police politique<sup>181</sup>. Pendant la même période, le PNPCD demandera au Conseil National de la Défense du Pays de vérifier l'éventuelle présence d'informateurs dans les

---

<sup>176</sup> *Adevărul*, 30 octobre 1997.

<sup>177</sup> Mircea Ionescu-Quintus (né en 1917), ancien détenu politique, président du PNL (1993-2001), ministre de la Justice (octobre 1991- novembre 1992), député PNL (1990-1992), sénateur du même parti (1992-2004). En 2000 le CNEAS a établi le fait qu'il avait collaboré avec la Securitate comme police politique.

<sup>178</sup> *Adevărul*, 9 juin 1998.

<sup>179</sup> *Adevărul*, 28 juin 1998.

<sup>180</sup> *Adevărul*, 18 juin 1998.

<sup>181</sup> *Adevărul*, 19 juin 1998.

rangs du parti<sup>182</sup>. Egalement le PNL oblige ses dignitaires à signer un acte par lequel ils déclarent ne pas avoir été officiers ou collaborateurs de l'ancienne police politique. Pourtant un de ceux dont on soupçonne la relation avec la Securitate, Viorel Cataramă, refuse de signer un tel acte, tout en déclarant qu'il n'a été « ni collaborateur ni salarié de l'ancienne Securitate »<sup>183</sup>.

Comme le sujet des relations avec la Securitate étaient revenu dans l'actualité, la loi sur ces archives devenait une des priorités de la coalition ; mais son contenu ne répondra pas aux attentes de ceux qui soutiennent cette loi. D'autant plus que le chef de l'Etat, par la voix de son conseiller sur des problèmes de sécurité, Dorin Marian, annonce que :

Il faut veiller à ce que la loi ne se retourne pas contre ses initiateurs.<sup>184</sup>

Ce qui devait décourager l'éventuel radicalisme de la loi. Ce message d'Emil Constantinescu, auquel il faut ajouter l'attitude hostile du SRR à l'égard de cette démarche, étaient des signes éloquents que les institutions de l'Etat concernées réagissaient négativement à cette tentative d'ouvrir les archives de l'ancienne police politique.

Tout au long des débats, le Service Roumain de Renseignements s'est opposé aux principales propositions de la loi, notamment au transfert des archives, demandant qu'on ne permette l'accès qu'aux documents qui « ne portent pas préjudice à la sûreté nationale »<sup>185</sup>, ce qui permettait à cette institution de contrôler intégralement ce que pouvait analyser le Conseil prévu par la loi.<sup>186</sup> En plus, le président du SRR, Costin Georgescu<sup>187</sup>, a réussi à convaincre les parlementaires de

---

<sup>182</sup> Nous n'avons pas des informations sur la suite de cette requête, mais probablement on ne lui a pas donné cours. *Adevărul*, 24 juin 1998.

<sup>183</sup> *Adevărul*, 6 juillet 1998.

<sup>184</sup> *Adevărul*, 28 octobre 1998.

<sup>185</sup> *Adevărul*, 27 mai 1999.

<sup>186</sup> D'ailleurs la forme finale va satisfaire cette demande du SRR.

<sup>187</sup> Costin Georgescu (né en 1942) avait été élu député du PNL en 1996, auparavant il travaillé à la société éditrice du quotidien *România liberă*. Il était vu comme un proche d'Emil Constantinescu, qui le nomme en 1996 comme directeur du SRR..

ne pas vérifier les anciens membres de la Securitate ou collaborateurs qui appartenaient au SRR ou qui étaient au Ministère des Affaires Etrangères<sup>188</sup>.

Cette attitude est significative du statut d'héritier d'une partie de l'ancienne Securitate qu'assume le SRR, d'une Securitate au sein de laquelle le législateur distingue entre une mauvaise partie, coupable d'avoir fait de la police politique, et une autre, qui n'a fait que défendre l'intérêt national. Ainsi c'est après l'alternance de 1996 que cette attitude ambivalente à l'égard du passé communiste, qui définit, comme nous l'avons vu, le parti de Ion Iliescu, sera légiférée. En plus, la frontière entre les deux sera établie par le SRR<sup>189</sup>.

Le principal parti de la coalition, le PNPCD, avait fait de l'adoption de cette loi une des conditions pour continuer l'alliance avec le PD<sup>190</sup> et *Dreptatea* soutient son adoption<sup>191</sup> ; pourtant l'enjeu tenait non seulement à son adoption, mais à sa forme finale. Et en ce sens Constantin Ticu Dumitrescu dénonce :

L'hypocrisie et la désinformation du PNPCD qui différera  
l'accès aux dossiers de la Securitate.<sup>192</sup>

Ce qui lui coûte sa place dans le parti<sup>193</sup> : il en sera suspendu et, ultérieurement, exclu. Ainsi le PNPCD risque de s'aliéner ceux qui soutiennent les mesures proposées par le représentant des anciens détenus politiques. Finalement, le thème de la décommunisation était effectivement en train de se retourner contre ce parti<sup>194</sup>.

En plus, peu après l'adoption de la loi, apparaîtront ses limites et ses incohérences<sup>195</sup>. Un premier moment est celui de la désignation, par le Parlement, des membres du Conseil d'Etude des Archives de la Securitate. Le Parti Démocrate propose deux anciens membres du PCR et, même si le choix semble légalement

---

<sup>188</sup> *Adevărul*, 10 juin 1999.

<sup>189</sup> Parce que cette institution sélectionne les dossiers qui peuvent être étudiés.

<sup>190</sup> Voir *Dreptatea*, 8-14 avril 1998, p. 1.

<sup>191</sup> Voir *Dreptatea*, 1-7 avril 1998, p. 15.

<sup>192</sup> *Adevărul*, 28 octobre 1998.

<sup>193</sup> *Adevărul*, 30 octobre 1997.

<sup>194</sup> Ce qui va être accentué en novembre 2000 après la publication des listes avec les informateurs.

<sup>195</sup> A ce propos STAN, Lavinia. Access to Securitate Files : The Trials and Tribulations of a Romanian Law. *East European Politics and Societies*. Vol. 16, n° 1, 2002, p. 145-181.

correct<sup>196</sup>, d'autant plus que ces personnes, Andrei Pleșu et Mircea Dinescu, sont des anciennes victimes de l'appareil répression, il met en cause l'esprit même de la loi, car il déresponsabilise l'ancien parti unique par rapport à la Securitate, en dépit du fait le PCR était le commanditaire et le bénéficiaire de l'action de la police politique d'avant 1989.

Le deuxième moment important qui met en cause le fonctionnement institutionnel du mécanisme imaginé par cette loi est celui de la publication des listes des candidats qui avaient fait, selon le Conseil du CNEAS, de la police politique. Avant les élections de novembre 2000, certains partis, comme le PD, n'envoient pas, pour être vérifiés, les noms de tous leurs candidats et aucun mécanisme de punition n'est prévu en ce cas. D'autre part, le Conseil ne fait que prendre acte des documents envoyés par le SRR. Enfin, la majorité de ceux dont on révèle la qualité de collaborateurs de la Securitate, neuf sur dix-sept, proviennent des listes de la CDR2000<sup>197</sup>. Personne ne retire sa candidature à la suite de ces révélations officielles, la Convention sera la seule à exclure ceux qui figurent sur la liste<sup>198</sup>. Finalement l'héritier de la Securitate, le SRR, a maximisé son influence politique, tandis que le but initial de la loi était justement de limiter cette influence<sup>199</sup>.

La plus importante loi, initiée et soutenue par la CDR, qui va dans le sens de la décommunisation, sera ainsi doublement contraire à son but initial. D'abord parce que le contenu de la loi ne condamne pas l'ensemble de l'institution de la Securitate et laisse place à des interprétations qui la vident de son contenu<sup>200</sup>. Ensuite parce que cette loi se transforme dans le plus puissant mécanisme de délégitimation des dirigeants de la CDR et des « partis historiques » en tant que porteurs d'une volonté politique de rupture avec le passé communiste et avec les institutions héritières de ce passé.

---

<sup>196</sup> Le PCR ne pouvait pas être vu comme un parti politique dans le sens de la loi de 2000.

<sup>197</sup> Voir le sous-chapitre suivant.

<sup>198</sup> *Adevărul*, 24 novembre 2000.

<sup>199</sup> A ce propos voir STĂNESCU, Mircea. Consiliul Național pentru Studierea Arhivelor Securității și problema moștenirii comunismului [Le Conseil National pour l'Etude des Archives de la Securitate et le problème de l'héritage du communisme]. *Revista Română de Drepturile Omului*, n° 25, 2003, p. 37-62.

<sup>200</sup> Voir STAN, Lavinia. Moral Cleanising. Romanian Style. *Problems of Post-Communism*. Vol. 49, n° 4, juillet/août 2002, p. 52-62.

Des conséquences de cette loi il ressort aussi que la CDR avait une grande difficulté à trouver des réponses aux questions même qu'elle soulève, à produire des mécanismes conformes à son discours sur le passé. En fait, le partis de la CDR ne considèrent pas, ou ne considèrent plus après 1995, la décommunisation comme une priorité, utilisant la rhétorique anticomuniste en dépit de leurs intentions. C'est à partir de ce constat que sa composante civique s'éloignera, après 1997, des partis, mais les prémisses de cette rupture étaient plus anciennes parce qu'il s'agit d'un affrontement entre deux types différents de rapports aux institutions de l'Etat. La logique des partis, après la victoire de 1996, est d'utiliser ces institutions, tandis que celle de l'anticommunisme civique veut marquer une rupture dans la continuité de l'Etat, et achever la Révolution de décembre. Ces attitudes divergentes confirment la distinction qu'on avait faite préalablement entre deux types distincts de rapport au passé communiste à l'intérieur de la CDR, l'une instrumentale, l'autre qui veut qu'après l'alternance la CDR aille dans le sens de son ancien discours antisystème.

### **III.D. La question des restitutions**

Un des thèmes caractéristiques de la CDR est celui de la sauvegarde des droits des propriétaires dépossédés par le régime communiste. En même temps, la question de la propriété était un des principaux sujets de divergence autant à l'intérieur de chaque parti de la Convention qu'avec les partenaires de la coalition gouvernementale entre 1996 et 2000. D'ailleurs, la question de la reconstitution des droits de propriété apparaît dans tous les pays ex-communistes comme un des principaux sujets des disputes politiques. Nous avons vu l'attitude du FSN, puis du PDSR, qui s'opposent au principe de la restitution notamment parce qu'ils voient dans les anciens propriétaires une catégorie électoralement proche des « partis historiques ».

Dès mars 1990, le Parti National Paysan est le premier parti qui demande la restitution intégrale des terres agricoles<sup>201</sup> et son message avant les élections du 20

---

<sup>201</sup> *Dreptatea*, 7 mars 1990.



mai semble clair : « Frères paysans, la terre vous appartient »<sup>202</sup>. Pourtant dans le programme du PNPCd qui parle de l'agriculture parmi les critères d'attribution des terres aux paysans on ne mentionne pas les droits de propriété d'avant la collectivisation<sup>203</sup>, tandis qu'en ce qui concerne les forêts la propriété privée apparaît comme une exception<sup>204</sup>. Le premier programme du PNPCD de 1990 ne prévoit donc pas la restitution intégrale des propriétés d'avant l'instauration du communisme et en ce qui concerne les terres agricoles le programme est ambigu, en tout cas il ne contient pas de propositions concrètes de restitution. D'ailleurs, avant les élections du 20 mai, le président du Parti National Libéral, Radu Câmpeanu, ne mentionne aucune proposition sur les restitutions, mais évoque seulement la possibilité de donner la terre aux paysans qui le demandent<sup>205</sup>.

Ce n'est que dans le projet de Constitution élaboré par le PNPCD à la fin de 1990 que le parti précise sa position et reconnaît les anciens droits de propriété, promettant que les modalités de restitution seront établies par des lois spécifiques<sup>206</sup>. Pendant la même période, l'Alliance Civique se prononce pour la priorité de la question des restitutions, par rapport à la libéralisation des prix décidée par le gouvernement de l'époque<sup>207</sup>, enfin c'est en avril 1991 que l'ancêtre de la Convention, le Forum Démocratique Antitotalitaire, demande la restitution des terres aux paysans<sup>208</sup>.

On voit donc que la question des restitutions des propriétés n'est pas apparue comme une évidence pour les « partis historiques » avant les premières élections du 20 mai 1990, et que, même quand ils font des propositions en ce sens, il y a cette forme de dissimulation de la portée de ce geste, par le fait qu'on mentionne uniquement la restitutions des terres aux paysans, alors que les anciens propriétaires n'étaient pas nécessairement des paysans ; en revanche, cette formule pouvait mieux passer aux yeux de l'électorat.

---

<sup>202</sup> *Dreptatea*, 12 avril 1990.

<sup>203</sup> *Dreptatea*, 14 avril 1990.

<sup>204</sup> Le programme du PNPCd pour la sylviculture, *Dreptatea*, 18 avril 1990.

<sup>205</sup> 22, 27 janvier-2 février 1990, p. 19.

<sup>206</sup> Le projet de Constitution du PNPCd, *Dreptatea*, 10 novembre 1990.

<sup>207</sup> Déclaration de l'AC, *Dreptatea*, 17 novembre 1990.

<sup>208</sup> Appel à la nation du Forum Antitotalitaire, *Dreptatea*, 17 avril 1991.

D'autre part, le PNPCD devient le parti qui insiste le plus sur ce sujet ; en 1991 Corneliu Coposu annonce même que :

Nous avons demandé la restitution intégrale des terrains agricoles à leurs propriétaires, les restitutions sans aucune condition ou restriction des immeubles urbains confisqués, des magasins et des propriétés industrielles.<sup>209</sup>

Pendant la campagne électorale de 1992, tandis que le FDSN accuse la Convention Démocratique de vouloir le retour des boyards, son candidat à la présidence, Emil Constantinescu, auquel on demande comment il résoudra le conflit entre les propriétaires et les locataires des immeubles nationalisés, répond d'une manière ambiguë, en partant de l'idée « qu'il ne faut pas réparer une injustice par une autre injustice »<sup>210</sup>, qu'il restituera les propriétés. Ultérieurement la question de la propriété restera l'un des principaux thèmes utilisés politiquement par la Convention Démocratique. En juin 1993, on annonce même le déclenchement des procédures en vue de la suspension du président roumain à cause des déclarations de celui-ci à l'encontre des décisions de justice qui favorisaient les anciens propriétaires; pour Ion Iliescu, « la justice s'est elle-même mise hors-la-loi »<sup>211</sup>, et la Convention rassemblera 167 signatures de parlementaires en faveur de sa suspension, mais le Parlement repoussera cette demande.

Avant le débat de la première loi qui concerne la question des immeubles nationalisés, le PNPCD déclare vouloir la restitution intégrale de ces immeubles<sup>212</sup> et le PNL considère que la volonté du PDSR est de légiférer « un rapt dans le bon vieux style communiste »<sup>213</sup>. Après les débats sur ce projet de loi, le vice-président du PNPCD, Ion Diaconescu, considère que la décision adoptée par la majorité parlementaire « est une loi pour la protection sociale des membres de la

---

<sup>209</sup> Corneliu COPOSU, *Dreptatea*, 14 août 1991.

<sup>210</sup> CONSTANTINESCU, Emil, *Adevărul*, 24 septembre 1992.

<sup>211</sup> Déclaration faite par Ion Iliescu à Satu Mare le 10 juin 1993, *apud* STEFĂNESCU, Domnița. *Op. cit.*, p. 392.

<sup>212</sup> *Adevărul*, 5 avril 1994.

<sup>213</sup> *Adevărul*, 23 juin 1994.

nomenklatura »<sup>214</sup> et le futur Premier ministre Radu Vasile se présente comme le partisan de la restitution intégrale des propriétés<sup>215</sup>.

Avant les élections de 1996, la CDR, notamment par le *Contrat avec la Roumanie*, fait campagne en faveur des restitutions des terres dans les limites instituées, à la fin des années quarante, par le premier gouvernement dominée par les communistes. La Convention présente cette proposition de loi sur la restitution des terres agricoles soulignant qu'il ne s'agit pas d'un retour à la situation de l'entre-deux-guerres, mais à celle entérinée après la réforme du gouvernement dirigé par Petru Groza ; cette réforme est considérée par le PNP comme sa propre réalisation, car elle correspondait au programme du parti de l'époque et à un projet de loi déposé le 10 février 1945<sup>216</sup>, donc avant l'instauration du gouvernement dirigé par Petru Groza, ce qui expliquerait l'attachement du parti à la limite 50 hectares, qui équivaldrait à une restitution intégrale. En 1996, la CDR est présentée comme « garante de la reconstitutions des droits de propriété »<sup>217</sup>. Après les élections, le nouveau ministre de la justice se prononce pour la restitution des immeubles nationalisés<sup>218</sup>. D'autre part, avant le second tour des élections présidentielles, l'Association des locataires des maisons nationalisées signe avec Emil Constantinescu un accord de soutien<sup>219</sup>, accord qui prévoit l'application la loi 112 de 1995, sans modifications, à l'exception du quantum des dédommagements<sup>220</sup>.

D'ailleurs, après 1997, Emil Constantinescu s'oppose initialement aux propositions, venues avant tout de la part du PNPCD, de restitution, considérant qu'elles risquaient de mettre en cause d'autres priorités<sup>221</sup>. En les récurrents conflits concernant les lois sur les restitutions le chef de l'Etat, au début favorable aux propositions de la Convention, change parfois d'avis après des rencontres avec les

---

<sup>214</sup> *Adevărul*, 15-16 avril 1995

<sup>215</sup> Radu Vasile, *România liberă*, 23 octobre 1995.

<sup>216</sup> Voir *Dreptatea*, n° 71, mars 1995, p. 7-8.

<sup>217</sup> *România liberă*, 22 octobre 1996.

<sup>218</sup> *România liberă*, 17 décembre 1996.

<sup>219</sup> *România liberă*, 11 novembre 1996.

<sup>220</sup> *Adevărul*, 14 novembre 1996.

<sup>221</sup> *Adevărul*, 9 avril 1997.

dirigeants du PD et par exemple s'oppose comme eux à la restitution de 50 hectares de terre agricole<sup>222</sup>, au nom de l'unité de la coalition :

Mon point de vue est de rendre 10 hectares à chacun, y compris aux héritiers. Cette solution apporte le droit légitime de propriété, mais ne mène pas à des accumulations, à l'apparition de grands propriétaires fonciers, ne produit pas de clivages à l'intérieur de la société. En tant que président, j'ai la responsabilité de maintenir la société dans une situation de calme.<sup>223</sup>

Le lendemain de cette déclaration, le groupe de parlementaire du PNPCD dénonce la variante initiale de la loi élaborée par le député Vasile Lupu et se déclare d'accord avec le PD, donc pour la limite de 10 hectares<sup>224</sup>. Pourtant le PD se retire de la coalition en accusant le Premier ministre Victor Ciorbea d'insister trop sur cette question, arguant que « le Parlement risque d'être bloqué à cause des lois de restitution »<sup>225</sup>, et utilisant aussi l'argument qu'il n'y avait plus assez de terre pour reconstituer les droits de propriété<sup>226</sup>. D'autre part, Victor Ciorbea utilise ce sujet pour montrer son attachement aux propositions initiales de la CDR ; quand pratiquement tous les partis annoncent qu'ils cesseront de le soutenir, il promet que « la terre et les forêts seront restituées au cours de cette année »<sup>227</sup>.

Finalement la chute du gouvernement dirigé par Victor Ciorbea n'y changera rien, car le PNPCD avait posé comme une des conditions du maintien de la coalition l'adoption de la loi en dispute<sup>228</sup>, mais ce n'est qu'en 1999 que les partis de la coalition s'entendront sur l'importance de ces lois ; c'est Emil Constantinescu qui annonce cet accord comme si c'était l'accomplissement de la principale tâche qu'il avait assumée:

---

<sup>222</sup> *Adevărul*, 18 avril 1997 et 14 mai 1997.

<sup>223</sup> *Adevărul*, 24 mai 1997.

<sup>224</sup> *Adevărul*, 4 juin 1997.

<sup>225</sup> *Adevărul*, 7 décembre 1998.

<sup>226</sup> Voir par exemple *Adevărul*, 1-er septembre 1999.

<sup>227</sup> *Adevărul*, 10 mars 1998.

<sup>228</sup> *Dreptatea*, n° 183, 8-14 avril 1998, p. 1.

Après presque un demi-siècle de communisme et une décennie de transition, toutes les forces politiques se sont mises d'accord sur l'importance de la propriété privée. Cet accord marque la fin définitive du communisme en Roumanie en ce qu'il avait d'essentiel : la contestation de la propriété privée.<sup>229</sup>

Finalement ce n'est que la loi sur les terrains agricoles qui sera finalisée par le Parlement élu en novembre 1996 ; Emil Constantinescu la promulguera en direct à la télévision publique, invitant pour l'occasion des paysans habillés en costumes traditionnels. Comme le PDSR n'avait pas participé au vote final, Emil Constantinescu souligne qu'« une partie de l'opposition a essayé d'empêcher l'adoption de cette loi »<sup>230</sup>. Dans la même logique, dans son message à la fin de son mandat de président, en décembre 2000, il regrette que :

La plus grave absence concerne la restitution des propriétés immobilières confisquées par le régime communiste, sur laquelle nous avons rencontré la plus farouche résistance de la part de l'opposition.<sup>231</sup>

En fait, l'opposition minoritaire ne pouvait pas être responsable des échecs de la majorité parlementaire et gouvernementale ; en plus, nous avons vu les inconstances de l'ancien président de la Convention sur ce sujet. D'autre part, la question de la propriété est le principal point concret du programme de la CDR et, à ce titre, à la fois la principale cible de ses adversaires et un domaine qui concernait directement son bilan au pouvoir, surtout celui du PNPCD<sup>232</sup>.

En même temps ceux qui ne bénéficient pas de ces lois, et ils sont majoritaires, ne comprendront pas l'acharnement du PNPCD à les promouvoir. Pourtant cet usage politique du thème de la propriété provoque une évolution du discours sur cette question de tous les acteurs politiques. On passe de l'image du

<sup>229</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Message du président de la Roumanie du 16 avril 1999. *Timputul dărmării...*, tome III, *cit.*, p. 830-832, p. 830.

<sup>230</sup> *Adevărul*, 11 janvier 2000.

<sup>231</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Message à la fin du mandat présidentiel, 19 décembre 2000. *Timputul dărmării...*, tome III, *cit.*, p. 879-886.

<sup>232</sup> Voir la brochure « Acțiunea PNȚCD pentru retrocedarea terenurilor confiscate de regimul comunist » [L'action du PNPCD pour la rétrocession des propriétés confisquées par le régime communiste] publiée en 1999 par le PNPCD.

propriétaire suspect, construite par la propagande d'avant 1989 et renforcée par celle du FSN, à celle de l'ancien propriétaire, qui devient ensuite le vrai propriétaire. La reconstitution du droit de propriété, par la justice ou par les nouvelles lois, implique finalement une reconnaissance implicite de l'action abusive de l'Etat communiste par l'Etat postcommuniste.

### III.E. La question de la monarchie

En 1992, après la première visite de l'ancien souverain, le président du PNPCD, Corneliu Coposu, qui se déclare monarchiste, tient un type de discours qui vise explicitement la restauration :

Nous considérons comme nulle et non avenue l'abdication de sa majesté le Roi Michel et nous demandons la restitution intégrale de tous les droits et des biens confisqués par le pouvoir communiste.<sup>233</sup>

En fait, c'est l'improbabilité de la réalisation rapide de ce type de programme qui met en doute la crédibilité même de cette démarche. D'autre part, il faut tenir compte que la CDR avait à l'époque de réelles chances de prendre le pouvoir après la scission du FSN. Composante de l'anticommunisme, la restauration de la monarchie est pourtant loin de faire l'unanimité au sein de la CDR et, en plus, limite la capacité de rassemblement électoral de la Convention.

Le PNPCD apparaît comme le principal promoteur de l'idée d'un retour aux institutions de la Constitution de 1923, y compris de la royauté. Déjà en 1990 Ion Rațiu<sup>234</sup> assure au Roi Michel que le but du parti est la restauration<sup>235</sup>. Les premières manifestations pro-monarchiques ont lieu dans le cadre d'une démonstration organisée par le PNPCD en novembre 1990<sup>236</sup>. C'est surtout après

---

<sup>233</sup> *Dreptatea*, 21 mai 1992.

<sup>234</sup> Ion Rațiu (1917-2000), exilé entre 1940-1990, fondateur d'Amnesty International, député et vice-président du PNPCD (1990-2000), fondateur du quotidien *Cotidianul* (1991).

<sup>235</sup> RAȚIU, Ion. *Note zilnice. Decembrie 1989-Decembrie 1990* [Notes journalières, décembre 1989- décembre 1990], Bucarest : Univers, 1999, p. 43.

<sup>236</sup> Manifestation du PNPCD du 30 novembre 1990. *Dreptatea*, 2 décembre 1990.

avoir été expulsé par le gouvernement en décembre la même année que le Roi Michel devient l'un des symboles de l'opposition anticomuniste<sup>237</sup>. Il a d'ailleurs les qualités requises par cette posture : il est à la fois un adversaire du régime communiste et une victime du FSN. Désormais les principales publications proches de l'opposition exprimeront ouvertement leur sympathie pour l'ancien souverain, ce qui n'implique pas nécessairement un soutien de l'institution monarchique.

C'est en avril 1991 que sont jetées les bases de l'organisation « România Viitoare », sur l'initiative de plusieurs personnalités publiques<sup>238</sup>. Dirigée par Simina Mezincescu, cette association a pour but le soutien de l'instauration de la monarchie ; elle est vue comme proche du PNPCD et fera partie de la CDR jusqu'à la disparition de celle-ci.

L'organe du PNPCD, *Dreptatea*, qui se veut à la pointe du mouvement pro-monarchique, couvre largement les manifestations en faveur du roi<sup>239</sup>. Le 10 mai 1991, *Dreptatea* célèbre même l'ancienne fête nationale et explique la nécessité du retour à la monarchie constitutionnelle<sup>240</sup>. Le parti organise dans la même période une manifestation de soutien à la monarchie pendant laquelle son président réitère l'idée que le PNPCD ne reconnaît pas l'abdication du Roi Michel<sup>241</sup>. D'ailleurs, le nouveau programme du parti, approuvé par son Congrès de septembre 1991, contient la précision que « le PNPCD considère comme nulle l'abdication du Sa Majesté le Roi Michel »<sup>242</sup>. Au même Congrès, l'un des dirigeants du parti, Gabriel Tepelea, annonce que :

Le PNPCD ne reconnaît pas l'abdication du Roi Michel I<sup>er</sup> et n'est pas d'accord avec l'organisation d'un référendum qui légitimera la république comme forme de gouvernement.<sup>243</sup>

<sup>237</sup> A ce propos voir le texte « regele expulsat » [Le roi expulsé], *România liberă*, 27 décembre 1990, p. 1.

<sup>238</sup> Comme Andrei Șerban, Geo Bogza et Constantin Bălăceanu Stolnici. Voir *Dreptatea*, 18 avril 1991.

<sup>239</sup> *Dreptatea*, 12 avril 1991.

<sup>240</sup> DOBRESCU, Răsvan, « Pro-Monarchie » [Pro-Monarchie], *Dreptatea*, 11 mai 1991.

<sup>241</sup> *Dreptatea*, 21 mai 1991.

<sup>242</sup> Le programme du PNPCD, *Dreptatea*, 2 octobre 1991.

<sup>243</sup> *Dreptatea*, Edition spéciale, 29 septembre 1991.

Pourtant le parti demandera l'organisation d'un référendum sur la question monarchique, mais les conditions d'une telle consultation ne pouvaient être réunies qu'après l'arrivée au pouvoir de la CDR<sup>244</sup>. L'ancien souverain adresse un message au Congrès, dans lequel il souligne que le parti traditionnel :

A compris qu'entre démocratie et communisme il n'y a pas de compromis possible.<sup>245</sup>

Ce qui était un encouragement aux démarches du parti de Corneliu Coposu qui, par la suite, fera souvent mettre le portrait de l'ancien monarque sur la première page de son quotidien et l'utiliser pendant ses manifestations<sup>246</sup>. D'ailleurs les leaders du parti semblent persuadés que l'ancien roi les rendra populaires, à l'image de l'enthousiasme exprimé par le vice-président du PNPCD, Ion Lup, qui, après l'entrée des mineurs au Congrès du parti de 1991, déclare :

Quand on a scandé « le Roi Michel » je n'ai pas entendu les mineurs, mais ils ont applaudi. Si les mineurs veulent que la monarchie soit remise dans ses droits, la fin du *néocommunisme* ne peut pas être lointaine.<sup>247</sup>

Le thème de la monarchie est donc intimement lié à l'anticommunisme ; instauré définitivement au moment de la chute de la monarchie, le régime communiste ne prendra fin qu'après le retour de l'ancien roi. C'est à la lumière de ce type de raisonnement qu'il faut interpréter l'idée que la venue du Roi Michel de 1992, par sa signification historique et la présence de la foule dans les rues, « est le plus important événement depuis le 22 décembre 1989 »<sup>248</sup>. Même dans un éditorial

---

<sup>244</sup> Notamment parce que la condition d'un tel referendum était qu'il soit précédé d'une campagne officielle de déconstruction de l'historiographie communiste, qui avait forgé un portrait négatif de cette institution et de la personne du dernier roi.

<sup>245</sup> *Dreptatea*, 1-er octobre 1991.

<sup>246</sup> Voir par exemple *Dreptatea*, 25 octobre et 8 novembre 1991.

<sup>247</sup> *Dreptatea*, Edition spéciale, 29 septembre 1991.

<sup>248</sup> *Dreptatea*, 29 avril 1992.



de la très intellectuelle revue 22, cet accueil fait au roi exilé est vu comme un triomphe et comme « plus qu'un référendum »<sup>249</sup>.

Le président du PNL, Radu Câmpeanu, verra dans cette atmosphère un argument pour réconcilier les monarchistes et les républicains, et propose le Roi Michel comme candidat aux élections présidentielles, sans le consulter au préalable<sup>250</sup>, tandis que *Liberalul* annonce que « les monarchistes rejoignent le PNL »<sup>251</sup> ; la réponse de l'ancien roi est qu'il se veut au-dessus des partis politiques et qu'il n'entend revenir que comme monarque<sup>252</sup>.

D'autre part, en dépit de cette instrumentalisation électorale de la personne de l'ancien monarque, il faut observer que l'anticommunisme civique est parfaitement servi par cette image d'une personne à la fois liée aux traditions démocratiques de la Roumanie et indépendante des partis politiques. Le fait que l'on invoque toujours le caractère constitutionnel de la monarchie montre que le Roi Michel est vu à la fois comme un symbole de l'anticommunisme et de la démocratisation.

Après sa désignation comme candidat de la CDR aux élections présidentielles de 1992, Emil Constantinescu se prononce pour la nécessité d'un référendum sur la question monarchique<sup>253</sup>, tout en précisant :

Je respecterai cette Constitution jusqu'au moment où le  
Parlement la modifiera.<sup>254</sup>

Ce type de déclaration entretenait l'ambiguïté, car le changement de la Constitution apparaissait comme un objectif pour le potentiel chef de l'Etat. Cette ambiguïté sera utilisée par les adversaires de la Convention, et ce n'est qu'à la fin de la campagne électorale que Emil Constantinescu clarifiera sa position :

---

<sup>249</sup> Editorial de Dan Pavel, 22, 1-er mai 1992, p. 3.

<sup>250</sup> Le quotidien du PNL annonce : « Sa Majesté le roi Michel -le candidat du PNL à la présidence de la Roumanie », *Liberalul*, 23 juillet 1992, p. 1.

<sup>251</sup> *Liberalul*, 9 juillet 1992.

<sup>252</sup> *Adevărul*, 22 juillet 1992

<sup>253</sup> CONSTANTINESCU, Emil, *Adevărul*, 2 juillet 1992.

<sup>254</sup> *Adevărul*, 25 août 1992.

L'idée que je pourrais annuler l'acte du 30 décembre 1947 et ensuite restaurer la monarchie me semble douteuse et je ne suis pas d'accord avec elle.<sup>255</sup>

Avant les élections de 1992, la question de la monarchie est l'un des thèmes récurrents des débats ; pour le journal *Adevărul* :

Les monarchistes espèrent que, après la victoire, le candidat de la Convention proposera un référendum en faveur de la monarchie, étant ainsi seulement un fonctionnaire qui accepte le statut de catalyseur de la restauration.<sup>256</sup>

En même temps, *Dimineața* soutient que Emil Constantinescu avait déclaré qu'il fera « tout pour la restauration de la monarchie constitutionnelle en Roumanie »<sup>257</sup>. Même si cette déclaration est ultérieurement démentie, il était manifeste que la CDR voulait utiliser politiquement le thème de la monarchie, et en ce sens *România liberă* annonce pendant la campagne électorale que « le roi Michel sera de nouveau le roi de la Roumanie »<sup>258</sup>.

Après l'échec de 1992, dû en partie à ces ambiguïtés de la CDR concernant la question monarchique, ce sujet reste sensible, et même s'il n'y pas d'initiative de la part de la Convention dans la direction d'une éventuelle restauration, les anticomunistes réagissent aux attaques du pouvoir en place contre l'ancien chef de l'Etat roumain. Un de ces épisodes a eu lieu le 30 décembre 1993, 45 ans après la proclamation de la République, quand la télévision publique diffuse un documentaire dans lequel le Roi Michel est rendu responsable de l'exécution du Maréchal Antonescu. Le documentaire avance aussi la thèse d'une collaboration entre le roi et l'Union Soviétique en vue de l'instauration du régime communiste, idée ensuite appuyée par un des parlementaires du PDSR, Petre Țurlea, pour lequel :

<sup>255</sup> CONSTANTINESCU, Emil, *România liberă*, 22 septembre 1992.

<sup>256</sup> PAVEL, Constantin, « Regele sau monarhia » [Le roi ou la monarchie], *Adevărul*, 25 juillet 1992, p. 1.

<sup>257</sup> *Dimineața*, 2 septembre 1992.

<sup>258</sup> *România liberă*, 22-23 août 1992.

La conservation de l'institution monarchique a facilité l'instauration du communisme et lui a assuré sa légalité.<sup>259</sup>

Par un communiqué, le PNPCD dénoncera la thèse du film en considérant que « le souverain s'est opposé avec toutes ses forces à ce régime criminel »<sup>260</sup>. Cette réaction montre que l'attaque contre l'ancien monarque était perçue par le principal parti de la CDR comme une attaque à l'opposition en général. D'ailleurs d'autres partis membres à l'époque de la Convention ont la même réaction ; ainsi le groupe parlementaire du PAC proteste contre le documentaire en concluant qu'on a vu :

La fausseté des gouvernants, le fait qu'ils sont les continuateurs des gouvernants d'avant 1989 [...] Vous continuez à mentir à ce peuple que vous avez trompé pendant 47 ans.<sup>261</sup>

Plus que la question de la monarchie, l'attaque contre l'ancien roi touche donc l'ensemble du camp anticomuniste ; d'ailleurs, la réaction de la salle à ce communiqué, « Sortez ! Dehors ! Allez au diable ! »<sup>262</sup>, ajoutée au fait que le PDSR proteste à son tour durement contre ceux qui défendent l'ancien monarque<sup>263</sup>, démontre qu'il s'agit d'un sujet qui renforce le clivage sur l'attitude à l'égard du régime communiste.

Le PNPCD se comporte comme le principal porte-parole politique des monarchistes et plus généralement des sympathisants du Roi Michel, qui voient en lui moins le symbole d'un passé qu'il faut restaurer, qu'une figure diamétralement opposé à celle de Ion Iliescu. Le monarchisme en Roumanie n'est pas, avant tout, le signe d'un attachement à une institution ou à un homme, c'est surtout une attitude qui va dans le sens d'une rupture avec le passé communiste, par le biais de la fermeture de la parenthèse historique introduite par le régime totalitaire ; ainsi la

<sup>259</sup> Petre ȚURLEA (PDSR), *Monitorul oficial*, 5 janvier 1994, p. 12.

<sup>260</sup> Communiqué du PNPCD lu par Răsvan Dobrescu, *Monitorul oficial*, 5 janvier 1994, p. 9.

<sup>261</sup> Petre LIȚIU au nom du Parti Libéral 93 et du Parti de l'Alliance Civique, *Monitorul oficial*, 5 janvier 1994, p. 10.

<sup>262</sup> *Monitorul oficial*, 5 janvier 1994, p. 10.

<sup>263</sup> Viorel MUNTEANU(PDSR), *Monitorul oficial*, 5 janvier 1994, p. 11.

monarchie constitutionnelle est presque une référence obligée dans la logique du changement radical que la CDR veut incarner politiquement. En plus, l'attachement à l'institution est moins important que celui à la personne du roi ; d'autre part, le roi n'est pas attendu comme un sauveur, il ne nourrit guère l'espoir d'une main forte, étant vu comme symbole qui éventuellement peut être utilisé par certains partis. D'ailleurs c'est ce type d'usage que Doina Cornea reprochera au PNPCD<sup>264</sup>.

Dès 1994, le président de la CDR, Emil Constantinescu, considère que cette question de la monarchie existe, mais que le président ne peut rien faire, puisque seul le Parlement peut initier un référendum pour que la nation se prononce sur cette question<sup>265</sup>. En plus, si l'on compare les deux principales publications qui soutiennent la CDR, l'organe du PNPCD semble avant les élections de 1996 bien moins intéressé par la question monarchique que *România liberă*<sup>266</sup>, pour laquelle « de plus en plus de Roumains sont favorables au retour du Roi Michel »<sup>267</sup>, comme si la CDR, dans la logique de l'anticommunisme vers l'intérieur, veut préserver son électorat monarchiste, mais craint les attaques des adversaires sur ce thème.

Pourtant ces attaques ne tarderont pas à venir pendant la campagne électorale de 1996 ; *Dreptatea* défendra Emil Constantinescu dans un article assez confus qui suggère que ni en 1992 ni en 1996 il ne s'est exprimé en faveur de la monarchie<sup>268</sup>. En même temps le président du PNPCD annonce que le parti est seulement en faveur d'un référendum<sup>269</sup> et avance aussi l'argument que :

Dans le cadre du PNPCD, comme dans la majorité des partis, on trouve des membres avec des opinions monarchistes et d'autres avec des opinions républicaines.<sup>270</sup>

Ce type de déclaration montrait la différence avec le discours de l'ancien président du PNPCD, Corneliu Coposu, pour lequel le PNPCD était un parti

<sup>264</sup> CORNEA, Doina. *La face cachée...* cit. , p. 86.

<sup>265</sup> CONSTANTINESCU, Emil, *Expres Magazin*, 24 août 1994.

<sup>266</sup> En 1995 et 1996 le quotidien *România liberă* considère le dix mai comme la véritable fête nationale, voir *România liberă*, 10 mai 1995 et 10 mai 1996.

<sup>267</sup> *România liberă*, 7 janvier 1994.

<sup>268</sup> Voir *Dreptatea*, n° 106, septembre 1996, p. 8-9.

<sup>269</sup> *Dreptatea*, n° 106, septembre 1996, p. 8.

<sup>270</sup> *Ibidem*.

monarchiste. Après 1996, les anticomunistes au pouvoir abandonnent l'idée même de référendum. A l'occasion de la fête nationale du 1<sup>er</sup> décembre 1996, le nouveau chef de l'Etat ne mentionne même pas le rôle des anciens monarques de la Roumanie dans l'unification qui est fêtée à Alba Iulia<sup>271</sup>, ce qui était justement le reproche que les anticomunistes avaient auparavant fait à Ion Iliescu. En plus, le secrétaire général du PNPCD, Radu Vasile, pose, avant de permettre une nouvelle visite du Roi Michel, les mêmes conditions qu'avait formulées le PDSR avant 1996<sup>272</sup>. Pourtant le gouvernement dirigé par Victor Ciorbea annonce que l'ancien souverain n'a jamais perdu sa nationalité, et qu'il peut donc venir quand il veut<sup>273</sup>.

Le dernier moment significatif du rapport des anticomunistes au pouvoir avec l'ancien roi se déroule un an après l'alternance, en décembre 1997, quand est publié un document signé par cent personnalités, dont plusieurs dignitaires, qui demandent « le retour à la royauté »<sup>274</sup>. La Bureau de Presse de la Présidence annonce que :

Le président de la Roumanie demande impérativement à messieurs Sorin Botez, Ion Caramitru, Dinu Gavrilesco, de préciser officiellement leur position et d'opter entre la qualité de membres du gouvernement de la Roumanie et la liberté d'opinion.<sup>275</sup>

En même temps, le président du Sénat, Petre Roman, demande la démission des ministres signataires<sup>276</sup>. En plus, par une déclaration solennelle inhabituelle, prononcée à la demande du PD et du PDSR<sup>277</sup>, Emil Constantinescu annonce que :

Pendant la durée de mon mandat je n'initierai pas et je n'accepterai pas le changement de la forme de gouvernement.<sup>278</sup>

---

<sup>271</sup> CONSTANTINESCU, Emil. Discours à Alba Iulia, 1-er décembre 1996. *Timpul dărmării...*, tome II, cit. , p. 817-821.

<sup>272</sup> Pour Radu VASILE : « sont suffisantes la reconnaissance de la Constitution et la qualité de simple citoyen », *Adevărul*, 4 février 1997.

<sup>273</sup> *Adevărul*, 22 février 1997.

<sup>274</sup> *Adevărul*, 10 décembre 1997.

<sup>275</sup> *Adevărul*, 10 décembre 1997.

<sup>276</sup> *Adevărul*, 10 décembre 1997.

<sup>277</sup> *Adevărul*, 5 janvier 1998.

<sup>278</sup> *Adevărul*, 5 janvier 1998.

Finalement le texte en faveur de la monarchie, qui ne rencontre pas de réaction publique favorable et qui est durement accusé par l'ensemble de la classe politique, constitue le dernier signe de vie d'un courant politiquement significatif favorable à la restauration de la monarchie en Roumanie.

En dépit de l'appartenance à la CDR de plusieurs organisations, y compris de l'Alliance Civique, qui se déclarent monarchistes, la composante politique de la CDR n'envisage jamais sérieusement le changement de la Constitution et le retour au pouvoir du Roi Michel. Emil Constantinescu, longtemps soutenu par l'Alliance Civique, mais aussi attaqué sur ce thème par le PDSR, préserve une certaine ambiguïté sur la question monarchique. Quand il conclut ses principales déclarations avec la formule des anciens rois « Que Dieu m'aide ! »<sup>279</sup>, son but est instrumental, de remplacer l'ancien souverain dans l'imaginaire d'au moins une partie des Roumains. On peut ainsi lui appliquer le verdict que Doina Cornea donne à l'ancien président du PNPCD :

L'ambiguïté de l'attitude pro-monarchiste de Monsieur Coposu (formellement encourageante, mais inhibitrice dans les faits) paraît être de nature politique, voire électorale.<sup>280</sup>

La logique anticomuniste et celle du type de légitimation des partis traditionnels poussent la CDR à valoriser la personne du Roi Michel. L'abandon de l'idée monarchiste coïncidera avec le déclin de la CDR non seulement parce que les monarchistes se sentent trahis, mais aussi parce que le symbole du Roi Michel représentait un point commun des traditions politiques du PNPCD et du PNL ; son abandon était aussi le résultat d'un abandon de la logique de l'alliance en faveur des intérêts de chaque parti.

Mais la plus importante conséquence du moment de décembre 1997 est l'existence désormais d'un consensus constitutionnel ; c'est un moment très important qui passe plutôt inaperçu, parce que c'est la conséquence d'une évolution qui s'est étalée sur plusieurs années, mais aussi et surtout parce que la question de la

<sup>279</sup> Comme l'Appel d'Alba Iulia de Emil Constantinescu, *România liberă*, 5 septembre 1996.

<sup>280</sup> CORNEA, Doina. *La face cachée...* cit. , p. 240.

monarchie n'était qu'un des symptômes de la difficulté du régime postcommuniste à clarifier son rapport au passé. Le consensus politique sur le caractère républicain de ce régime ne signifie pas que s'opère un changement du type de rapport entre les principales forces politiques, mais que ce rapport pouvait être plus détendu.

#### **IV. Disparition de la CDR. Fin de l'anticommunisme politique ?**

Nous avons vu qu'après 1996 la Convention Démocratique, comme alliance de partis et d'organisations civiques, ne fonctionne plus, ce qui provoque la sortie de l'Alliance Civile en avril 1998. Avant l'année électorale 2000, le PNPCD et le PNL ne manquent pas d'exprimer publiquement les tensions qui existent entre eux, le PNL voulant contester la primauté du PNPCD dans la coalition ; Valeriu Stoica, premier vice-président et leader informel du PNL, menace plusieurs fois de quitter la CDR et considère que les anciens détenus politiques qui dirigent le PNPCD représentent :

Une classe politique qui en est restée, sauf votre respect, à une vision politique du XIX<sup>e</sup> siècle.<sup>281</sup>

Avant les élections, Valeriu Stoica répétera que, pour lui, « l'anticommunisme ne peut pas être la réponse aux problèmes d'aujourd'hui de la Roumanie »<sup>282</sup>, la réplique de la CDR étant que « le PNL tend à devenir le parti-satellite des communistes à visage humain »<sup>283</sup>.

Du point de vue du rapport au passé, la CDR disparaît donc au moment où l'anticommunisme cesse d'être un liant et parce qu'on n'en trouve pas un autre, mais cette situation est aussi une conséquence du fait que le danger représenté par les anciens communistes pour la démocratisation, pour les réformes économiques et pour l'intégration européenne, devient moins important et, en tout cas, en 2000 n'apparaît plus comme crédible. Ce phénomène est essentiellement le résultat de

<sup>281</sup> *Adevărul*, 15 septembre 1998.

<sup>282</sup> *Dreptatea*, 8-14 novembre 2000.

<sup>283</sup> *Ibidem*.

deux moments forts, d'abord celui de l'alternance de 1996, ensuite du début des négociations, en décembre 1999, en vue de l'entrée dans l'Union Européenne. Désormais la CDR semble avoir accompli ses principaux objectifs, et l'opposition au parti de Ion Iliescu ne pouvait plus être un liant si fort autour duquel les « partis historiques » et d'autres organisations puissent se rassembler. D'autre part, la Convention n'a pas su se réinventer une identité, ce qui est lié aux rapports entre le PNPCD et le PNL ; cette difficulté tient aussi au fait que l'anticommunisme était toujours vu par le PNPCD comme un biais par lequel il pouvait préserver sa prééminence au sein de la CDR<sup>284</sup>.

L'année 2000 est surtout celle de la marginalisation politique de l'anticommunisme et de ses anciens porteurs. Toute la rhétorique anticomuniste est mise à mal par une conjonction de facteurs qui démythifie certains de ses thèmes, tandis que la CDR, devenue sous sa forme restreinte d'alliance autour du PNPCD, CDR2000, n'entre pas au Parlement. En 2000 la nouvelle CDR a échoué à la suite de l'utilisation de l'anticommuniste comme discours de légitimation négative par rapport non seulement au parti de Ion Iliescu, mais aussi et surtout par rapport au PNL. Désormais l'anticommunisme en tant qu'usage politique du passé ne sera plus l'attitude au nom de laquelle on puisse unifier l'ancienne opposition démocratique, ou mobiliser l'électorat.

Quand, en 2000, le PNL participe aux élections locales sur des listes séparées, pour ensuite sortir de la CDR, il affaiblit irrémédiablement la CDR parce qu'il n'essaie plus, comme il l'avait fait en 1992, ou comme le PAC l'avait fait en 1996, de rester sur le même terrain politique que la Convention, mais s'efforce de changer son positionnement tout en attaquant le bien-fondé du credo anticomuniste de ce qui restait de la Convention. En ce sens, le geste le plus important du PNL de l'époque n'est pas tant sa sortie de la CDR, que l'intention et les longues négociations en vue de la fusion avec l'Alliance pour la Roumanie, parti résulté de la scission du PDSR de 1997. Ce geste brouille l'image de la distance insurmontable en termes de culture politique entre le PDSR et les partis de la CDR.

---

<sup>284</sup> Comme symptôme significatif de ce problème identitaire le constitue la période pendant laquelle, en 1999, le Parti de l'Alternative de la Roumanie, un des partis de la CDR, pousse la Convention à s'assumer une identité de droite, initiative reçue positivement par un nombre importants de parlementaires de la CDR, mais repoussée par les deux partis traditionnels.



L'échec de cette alliance ne diminuera pas l'impact au moment respectif de ce projet de fusion, d'autant plus que le candidat à la présidence du PNL était l'ancien Premier ministre Theodor Stolojan<sup>285</sup> qui, quatre ans plus tôt, avait soutenu ouvertement la candidature de Ion Iliescu. Même si cette candidature a été loin de faire l'unanimité au sein du parti<sup>286</sup>, ce changement de positionnement sur la scène politique du PNL oblige les anciens électeurs de la CDR à une réinterprétation de l'entière scène politique.

Le changement des rapports entre les principales forces politiques n'est pas uniquement le produit de la nouvelle stratégie politique du PNL, mais aussi le résultat d'une série d'événements qui mettent en doute et diminuent l'importance du clivage sur la question du passé communiste. Et cette mise en cause allait de pair avec celle de l'existence même de la CDR. On peut énumérer, parmi les événements qui renforcent ce phénomène, le retrait d'Emil Constantinescu de la course pour un nouveau mandat, sa décision d'imposer, à sa place, la candidature du Premier ministre Mugur Isărescu<sup>287</sup>, qui était tout aussi loin que le candidat du PNL de la sensibilité anticomuniste. A cela il faut ajouter deux autres moments qui mettaient en doute les bases mêmes de la mythologie anticomuniste, d'abord l'apparition, même si éphémère, du couple politique Virgil Măgureanu-Marian Munteanu<sup>288</sup>, ensuite la publication des listes des anciens collaborateurs de la police politique, listes qui accablent autant le PNPCD que le PNL<sup>289</sup>. En ce sens, il est significatif que *România liberă* ne soutient plus comme auparavant la nouvelle CDR ; pourtant elle ne présentera que discrètement la liste des informateurs, très largement diffusée par les médias électroniques, ce qui nous montre le trouble profond des anciens

---

<sup>285</sup> Theodor Stolojan (né en 1943), ministre des Finances (juin 1990-avril 1991), Premier ministre (octobre 1991-novembre 1992), soutient la candidature de Ion Iliescu aux élections présidentielles de 1996, député PNL (2000-2004) et candidat de ce parti aux élections présidentielles de 2000, président du PNL (2002-2004).

<sup>286</sup> A cette décision ce sont fortement opposés Nicolae Manolescu, président du Conseil National, qui donne sa démission, ainsi que des anciens du parti, comme Alexandru Paleologu et Dan Amedeo Lăzărescu.

<sup>287</sup> Mugur Isărescu (né en 1949), Premier ministre (décembre 1999-décembre 2000), dirige depuis septembre 1990 la Banque Nationale de Roumanie.

<sup>288</sup> La présence de Marian Munteanu comme candidat aux élections présidentielle d'un parti dirigé par l'ancien directeur du SRR, Virgil Măgureanu est un coup à l'entière construction symbolique bâtie au début de 1990 partant du mouvement de la Place de l'Université.

<sup>289</sup> *România liberă*, 24 novembre 2000.

porteurs des messages anticomunistes, qui voient les fondements mêmes de leur démarche politique si radicalement mis en cause.

En fait, l'année 2000 est incompréhensible, voire traumatisante, pour ceux qui pensaient la vie politique dans les termes anticomunistes, ce qui a comme effet direct la fin de la CDR et l'absence du PNPCD du Parlement. On peut conclure que la disparition de la Convention n'est pas due avant tout à sa dimension institutionnelle précaire, mais à sa difficulté à se réinventer un sens politique au-delà de son anticomunisme initial.

#### **IV.A. La CDR2000**

La CDR2000 est un projet politique distinct de l'ancienne CDR, même si cette nouvelle Convention réclame le patrimoine symbolique de l'ancienne. Et cela d'abord parce que car le seul parti politique important qui en fait partie est le PNPCD. Les formations politiques membres semblent voir dans la nouvelle CDR une solution conjoncturelle de récupération de l'héritage politique de la CDR et d'entrée dans le Parlement.

Il faut aussi remarquer la persistance, malgré le contexte, notamment malgré l'usure du PNPCD, de formations politiques et civiques qui voient dans le message anticomuniste un discours attractif pour une partie importante de l'électorat. Dans sa déclaration de constitution de la CDR2000, les formations membres<sup>290</sup>, notamment le PNPCD et l'Union des Forces de Droite revendiquent la continuité avec l'ancienne coalition:

La Convention Démocratique s'est cristallisée autour de l'option politique anticomuniste, dans un pays où, après 50 ans de

---

<sup>290</sup> PNPCD, Union des Forces de Droite, Fédération Ecologiste de Roumanie, Alliance Nationale Chrétienne-Démocrate, Parti des Moldaves, et les formations civiques: Propact, Solidarité Universitaire, Convention des médecins démocrates de Roumanie, l'Association des anciens détenus politique et de ceux qui ont lutté contre le communisme. *România liberă*, 19 septembre 2000.

communisme, l'économie était détruite et la classe politique provenait, en large partie, du deuxième échelon de l'ancien parti communiste.<sup>291</sup>

En conséquence, la CDR2000 se veut « une alternative aux successeurs du communisme »<sup>292</sup>, étant « la seule formation qui s'oppose à la perpétuation du passé communiste dans notre pays »<sup>293</sup> ; en ce sens, pour *Dreptatea* :

Il existe seulement deux orientations dans la Roumanie de nos jours : celle qui veut le maintien du communisme et celle qui veut l'intégration dans l'Europe.<sup>294</sup>

Cette concentration sur le clivage concernant le passé était annoncée avant même le démantèlement institutionnel de l'ancienne Convention, étant aussi un changement majeur par rapport à la campagne électorale de 1996. Ainsi Emil Constantinescu, en cherchant à gagner une nouvelle fois le soutien du PNPCD en vue des élections présidentielles, explique l'opposition contre ce parti par le fait que « le PNP est le symbole de la résistance »<sup>295</sup>, donc il déclenche la haine de « ceux qui, pendant le régime communiste, ont détruit le pays »<sup>296</sup>. Le principal parti de l'opposition est attaqué dans les mêmes termes par le porte-parole du PNPCD :

Héritier du Parti Communiste, le PDSR s'oppose, avec acharnement, par tous les moyens, à la modernisation de la société roumaine.<sup>297</sup>

Même pendant la campagne électorale en vue des élections locales, le candidat appartenant au PNPCD est soutenu au nom de la même rhétorique qu'en 1990 :

---

<sup>291</sup> La déclaration politique de la CDR 2000, *Dreptatea*, 13-24 octobre 2000, p. 16.

<sup>292</sup> *Ibidem*.

<sup>293</sup> *Dreptatea*, 8-14 novembre 2000, p. 1.

<sup>294</sup> Adrian CORDUNEANU, *Dreptatea*, 8-14 novembre 2000, p. 2.

<sup>295</sup> Discours d'Emil CONSTANTINESCU à la Délégation Permanente du PNPCD, *Dreptatea*, 2-8 février, p. 6-7.

<sup>296</sup> *Ibidem*.

<sup>297</sup> Remus OPRIȘ, *Dreptatea*, 19-25 janvier 2000, p. 9.

Moi, l'un des rares survivants parmi les centaines de milliers d'hommes emprisonnés et tués pendant les 50 ans de communisme [...], je demande de voter avec C. Chiriță.<sup>298</sup>

D'autre part, l'utilisation de cette dichotomie spécifique du discours anticomuniste était bien plus difficile à partir des positions du principal parti de gouvernement. En fait, pendant toute cette période, le PNPCD ne prend pas la défense de son bilan, il a l'air de ne pas gouverner ; d'ailleurs, la CDR2000 préfère reprendre une temporalité calquée sur celle de l'anticommunisme, la projection dans un avenir qui apporte un changement historique, sauf que ce changement n'est pas obtenu par la décommunisation, mais grâce à l'intégration européenne. L'obstacle reste cependant le même :

Le PDSR, par Ion Iliescu et tous les autres leaders liés au régime communiste, est un danger pour l'intégration de la Roumanie dans l'Union Européenne.<sup>299</sup>

D'autre part, la nouvelle Convention se concentre sur le soutien du *Programme Isărescu*, qui était le nom donné à une stratégie pluriannuelle pour l'intégration dans l'UE. Cette invocation d'un texte particulièrement technique, ainsi que le soutien à la candidature présidentielle du Premier ministre de l'époque trahissaient en fait une crise d'identité politique du PNPCD et des anticomunistes en général. Et cela d'autant plus que le *Programme Isărescu* n'avait pas supposé l'intervention directe des partis membres de la CDR2000 qui, ainsi, cherche un point d'appui extérieur.

En fait, invoquer le programme en question, c'était surtout essayer de s'approprier le capital électoral supposé du Premier ministre. Mais l'attitude de Mugur Isărescu apparaît tout au long de la campagne comme très différente de celle du PNPCD, notamment il n'utilise pas la rhétorique anticomuniste et n'attaque pas le favori des futures élections et surtout l'ennemi traditionnel de la Convention,

<sup>298</sup> *Dreptatea*, 24-30 mai 2000, p. 16.

<sup>299</sup> Remus Opriș, *Dreptatea*, 9-15 février 2000, p. 9.

Ion Iliescu. En plus, il se présente comme candidat indépendant<sup>300</sup>, il n'hésite pas à se délimiter du PNPCD de la CDR2000<sup>301</sup>, et même il met en doute la crédibilité des partis qui le soutiennent :

Le mensonge et les promesses vaines sont devenues la règle de la réussite en politique [...] Dix ans nous avons entendus du PDSR, de la CDR, de PNL, du PGR et des autres qu'ils veulent le bien-être de la nation. Aucun n'a prouvé qu'il puisse le réaliser. Je ne suis pas contre les partis, mais on a besoin d'une nouvelle énergie.<sup>302</sup>

Cette critique de l'ensemble du spectre politique, sans vraiment apporter une réponse alternative, rappelle la tentation *apolitique* ; d'ailleurs, Isărescu est soutenu par une partie importante des intellectuels.

D'autre part, quand la nouvelle Convention évoque le bilan des quatre dernières années, il est vu dans la perspective de l'accomplissement d'un sens historique :

Nous avons renversé la dictature communiste, nous avons construit la démocratie [...] nous avons réussi le changement, nous vaincrons la résistance.<sup>303</sup>

Et c'est toujours ce sens historique qui justifie l'existence politique de l'alliance; pour ses dirigeants, « les structures communistes essaient de revenir au pouvoir »<sup>304</sup>; ces structures sont représentées par le PDSR considéré, avec un terme de 1990, comme « un parti cryptocommuniste »<sup>305</sup>. En plus, ce type de discours est

---

<sup>300</sup> Soutenu par CDR 2000, mais aussi par un parti comme celui de Victor Surdu, le Parti social agraire des retraités, et surtout par un comité de soutien dirigé par Nicolae Manolescu, qui a le rôle d'une association civique.

<sup>301</sup> Les accuse par exemple de « vouloir, comme des enfants, me passer leurs responsabilités », *Adevărul*, 5 septembre 2000.

<sup>302</sup> Mugur ISĂRESCU, publicité électorale, *Adevărul*, 17 novembre 2000.

<sup>303</sup> CDR 2000, tract électoral.

<sup>304</sup> Ioan Avram MUREȘAN, 22, 5-11 septembre 2000, p. IV.

<sup>305</sup> Ion DIACONESCU, *România liberă*, 29 février 2000.

indirectement utilisé à l'encontre de son ancien allié, car « tout vote pour le PNL est un vote pour le PDSR »<sup>306</sup>.

En même temps, le slogan de la CDR2000, « Seuls contre la gauche, pour une Roumanie européenne »<sup>307</sup>, peut être lu comme se plaçant dans la logique anticomuniste, mais il relève aussi d'une tentative de transformer l'ancien clivage sur le passé récent en une opposition entre la gauche et la droite, ce qui jusqu'alors n'avait été tenté que par le PDSR. En plus, la CDR2000 se présente aussi comme étant « le seul adversaire réel de la gauche »<sup>308</sup>, en éliminant ainsi le PNL d'une possible composition de la droite, car plusieurs dirigeants de la CDR2000 accusent le PNL d'avoir signé un protocole secret avec le PDSR<sup>309</sup>, même si son authenticité n'a jamais été prouvée<sup>310</sup>.

Cette démarche rappelait des tentatives antérieures de l'alliée du PNPCD, l'Union des Forces de Droite, pour donner à la Convention une identité de droite, sans expliquer exactement ce que ce concept voulait dire dans le contexte roumain. Mais cette démarche visant à donner un nouveau sens à la CDR n'avait pas intéressé les dirigeants du PNPCD, notamment en raison de sa tradition politique<sup>311</sup>.

La nouvelle CDR sera une tentative pour marier le discours anticomuniste avec d'autres repères, notamment avec l'invocation de la droite, mais sa courte durée de vie, uniquement le temps d'une campagne électorale, ne nous permet pas de tirer d'autre conclusion que celle de l'apparente impossibilité de la réinvention de l'anticommunisme politique. Et cela d'autant que, comme l'ancienne Convention, la CDR2000 se veut bien plus qu'une simple alliance électorale. Pourtant, comme la CDR en 1996, mais cette fois-ci en raison de son échec, elle disparaît tacitement après les élections de novembre 2000.

---

<sup>306</sup> Publicité électorale de la CDR 2000, *România liberă*, 16 novembre 2000.

<sup>307</sup> Principal slogan de la CDR 2000 pendant la campagne électorale.

<sup>308</sup> Publicité électorale, *România liberă*, 22 novembre 2000.

<sup>309</sup> *România liberă*, 14 novembre 2000.

<sup>310</sup> Elle est infirmée par les partis concernés, en plus *România liberă* ne met pas cette accusation sur sa première page, signe qu'elle ne la prend pas au sérieux. *România liberă*, 10 novembre 2000.

<sup>311</sup> Le PNP traditionnel était vu comme un parti de gauche, c'est surtout son anticomunisme qui lui a donné une image de parti de droite, mais il a toujours refusé cette caractérisation.

Il ne faut pas sur-interpréter la signification de cet échec électoral, étant donné l'existence d'une improbable conjonction de facteurs contingents<sup>312</sup>, qui s'ajoute à l'histoire du démantèlement de la CDR et au fait que le PNPCD était vu comme principal responsable des désillusions d'après 1997. Plus significative du sort de l'anticommunisme politique et de la capacité de ses porteurs à changer d'identité et de discours politique est la disparition de la nouvelle coalition après 2001 et le fait qu'aucune des formations politiques membres, ni même le PNPCD, ne retrouvera la qualité de parti parlementaire en 2004. Ce qui ne veut pas dire que l'instrumentalisation du rapport critique à la période communiste n'était plus politiquement efficace, mais que celle-ci ne pouvait désormais plus constituer le pivot autour duquel se coalisent des forces politiques.

#### **IV.B. L'anticommunisme politique : une forme d'identité partisane dépassée**

La principale fonction de l'anticommunisme a été celle de différenciation politique et culturelle et de l'expression d'une contre-élite qui affirme ainsi son autonomie par rapport à l'héritage institutionnel ou idéologique de l'ancien parti unique. Nous avons déjà vu que le parti qui a le plus soutenu l'existence de la Convention Démocratique comme coalition d'organisations civiques et politiques est le PNPCD et que l'attachement de ce parti à la CDR est un attachement à une institution qui le met dans une position privilégiée par rapport aux autres partis de l'opposition d'avant 1996, raisonnement qui est également applicable à l'attachement du PNPCD à l'anticommunisme. Pourtant on ne peut pas expliquer le poids de l'anticommunisme uniquement à partir de ses conséquences sur les rapports de forces à l'intérieur de la CDR ou entre les partis roumains en général.

Pour comprendre le sens de l'anticommunisme en le contexte roumain, il faut aussi remarquer qu'il n'y a aucune force politique d'opposition qui ne soit

---

<sup>312</sup> Il faut seulement énumérer certains d'entre eux : le retrait de la course d'Emil Constantinescu, la chute du principal fond d'investissements pendant les élections locales, l'inertie du PNPCD, l'échec de l'alliance du PNL avec l'Alliance pour la Roumanie, la logique mercantile des médias qui favorise le populisme de Corneliu Vadim Tudor.

anticommuniste en Roumanie après 1989. Le contenu de l'anticommuniste apparaît comme le résultat très spécifique du contexte postrévolutionnaire de 1990. Cette spécificité vient de la conjonction entre l'absence d'un courant réformiste à l'intérieur du PCR, la nature de la révolte de décembre 1989 et finalement la relative continuité de l'élite politique. Dans ce contexte, l'invocation par le FSN de la démocratie n'apparaissait pas comme crédible à une partie de la société roumaine, l'anticommunisme étant un type de discours qui avait le rôle de distinguer les réformistes des conservateurs, au sens postcommuniste du terme<sup>313</sup>. L'anticommunisme est donc le substitut d'une idéologie alternative, ayant le rôle de rendre possible la compétition entre discours politiques dichotomiques en l'absence d'une véritable confrontation entre projets de société différents.

D'autre part l'anticommunisme politique suppose une forme d'incompatibilité avec la rhétorique nationaliste ; là aussi, la nature idéologique du régime roumain d'avant 1989 apparaît comme déterminante : sortir de l'emprise de l'héritage totalitaire supposait un effort pour sortir symboliquement de l'espace géographique de l'Est, et pour se projeter vers l'Occident. D'ailleurs cette orientation, ainsi que celle qui va dans le sens de la démocratisation, sont confirmées par la politique de la CDR entre 1997 à 2000.

Comme facteur d'identification politique, la mémoire que l'anticommunisme veut entretenir du régime d'avant 1989 est par définition partielle : elle se concentre sur la répression, la pénurie, la censure ; mais cette partialité tend à devenir de plus en plus partisane et, par la monopolisation de l'anticommunisme par la CDR, et même par le PNPCD, risque de se réduire exclusivement à une arme contre les adversaires politiques.

Le caractère partisan de cette mémoire vient aussi du fait qu'elle évite aux « partis historiques », porteurs d'un message de rupture, de devoir répondre eux aussi aux questions posées par ce type de message. Ce phénomène a été facilité par l'alliance de ces partis avec une partie importante des intellectuels, ce qui offre aux premiers un arsenal discursif et, de ce point de vue, une position privilégiée<sup>314</sup>.

<sup>313</sup> SMITH, Kathleen E. *Remembering...* cit. , p. XII.

<sup>314</sup> Sur ce mécanisme qui transforme une partie des intellectuels en avocats de certains partis voir notamment BOARI, Mircea. *Triunghiul viciis: autonomia discursului, stagnarea intelectuală si*



En conséquence, l'anticommunisme politique n'est donc pas nécessairement opposé ni aux anciens membres du parti communiste, ni même aux anciens activistes, à condition qu'ils se rangent de son côté ; la question est donc moins catégorielle que relevant d'un rapport discursif au passé de Ion Iliescu<sup>315</sup>. Pour la CDR, le rapport au communisme est donc moins important que le rapport au pouvoir en place jusqu'en 1996 ; au fond, on ne s'insurge pas contre la nécessité de l'oubli, mais on met en doute le droit des gouvernants postcommunistes de le faire. C'est en voyant à qui profite cet oubli que les intellectuels se mobilisent contre le parti de Ion Iliescu et se retrouvent sur des positions semblables avec les « partis historiques », en dépit de leurs différences.

Il résulte de cette primauté du rapport au parti dominant que l'instrumentalisation politique de la mémoire du communisme cache une pluralité de rapports qu'entretiennent avec ce passé ceux qui se solidarisent au nom d'un but politique commun. Ce qui ne veut pas dire qu'ils n'ont pas en commun plus que ce but politique, mais que ce qu'ils ont en commun prend bien plus de poids à cause de l'attitude des adversaires.

L'instrumentalisation politique de la condamnation du passé récent a donc pour effet l'uniformisation uniquement du discours sur ce passé, et non pas l'apparition d'une mémoire commune indépendante des objectifs politiques immédiats. Après 1996, l'incapacité de produire une mémoire officielle du passé communiste est le signe que l'expression d'une mémoire collective critique du passé récent reste problématique au sein même du camp anticommuniste.

En conséquence, un des principaux buts de l'anticommunisme civique, l'officialisation d'une variante anticommuniste de l'histoire récente, qui devait contribuer à fixer dans la mémoire commune le souvenir des abus du régime totalitaire, n'est pas atteint. Par contre, après 1997, l'hétérogénéité de la majorité gouvernementale permettra le développement de discours contradictoires sur le passé et l'expression d'un pluralisme des mémoires dont le degré de politisation est moindre.

---

involutia culturii [Le triangle vicieux: l'autonomie du discours, la stagnation intellectuelle et l'involution de la culture], *Polis*, Bucarest : IMAS, vol. 5, n° 4, 1998, p. 33-51, et BARBU, Daniel. *Republica...*cit. , p. 101-106.

<sup>315</sup> Comme nous l'avons montré avec Octavian Paler et Victor Ciorbea.

D'autre part, l'instrumentalisation du passé n'épuisait pas le sens dont les organisations civiques avaient investi la CDR. En fait, l'anticommunisme naît grâce à des groupes sociaux, comme les anciens détenus politiques, à des mouvements, comme celui de la Place de l'Université, et à des organisations, comme l'Alliance Civique, qui ont en commun un rapport affectif au passé communiste. En plus, dès 1989, puis pendant la Place de l'Université, on peut observer d'abord l'invocation de la nature miraculeuse du changement de décembre, puis l'attente de nouveaux miracles qui aillent dans le même sens ; la composante messianique de l'anticommunisme alimente l'idée de la continuation de la Révolution. L'anticommunisme apparaît donc en 1990 sous les traits d'une passion<sup>316</sup> qui est utilisée politiquement, et de cet usage naîtra la coalition civico-politique. Faiblement théorisée, cette passion a un certain temps survécu politiquement uniquement comme substitut doctrinaire. Pourtant elle ne reste pas dépendante de son usage politique, mais de l'influence culturelle des porteurs de l'anticommunisme civique. C'est seulement l'usage du passé communiste comme principal trait d'une identité politique qui a eu le sort de la CDR.

## Conclusions

L'anticommunisme est avant tout une vision qui simplifie la complexité du monde communiste et postcommuniste en identifiant le mal aux réalités et, ensuite, à l'héritage du socialisme réel, ainsi qu'à l'idéologie communiste et à ses partisans. Ce mal est défini par rapport aux réalités de la période pré-communiste et à celles occidentales. Son contenu n'est donc pas prédéfini, mais contingent, dépendant notamment du contexte politique.

Nous avons essayé de démontrer que la CDR ne doit pas être vue surtout comme une copie du modèle d'autres alliances politiques apparues après la chute du communisme en Europe centrale, étant avant tout le résultat d'un contexte spécifique. Ce contexte rend possible un compromis autrement improbable entre les

---

<sup>316</sup> PREDA, Cristian. *Occidentul nostru* [Notre occident], Bucarest : Nemira, 1999, p. 156-157.

« partis historiques », plusieurs associations civiques, des intellectuels et une partie des médias dont le but commun était de mettre fin au monopole politique des héritiers de l'ancien parti unique.

Après la disparition de la CDR, l'anticommunisme laisse donc, en termes de culture politique, deux héritages : l'un tient à l'anticommunisme civique, l'autre au type de démarche politique qui s'oppose au parti hégémonique qu'était le FSN, puis le PDSR (l'actuel PSD). L'anticommunisme politique apparaît rétrospectivement comme étant le résultat d'un compromis entre la décommunisation et la démocratisation. Il ne peut donc pas être réduit à son orientation vers le passé, il contient aussi une projection vers l'avenir, notamment par l'impératif de l'intégration européenne. L'anticommunisme civique a été renforcé dans son *apolitisme* par l'expérience de la CDR ; d'ailleurs, le relatif succès de certains de ses thèmes de 1990 fait qu'il perd progressivement sa spécificité en tant que forme de rapport au passé.

Finalement l'éloignement visible après 1997 des porteurs de l'anticommunisme civique des partis politiques a rendu possible, comme nous allons le montrer plus bas, le retour, après 2001 et notamment pendant l'année électorale 2004, de certaines catégories constitutives du discours anticomuniste, utilisées dans le même sens qu'auparavant, c'est-à-dire essentiellement pour la mobilisation de l'opposition au parti de Ion Iliescu.

## TROISIÈME PARTIE



## Chapitre VIII

### **L'évolution du clivage sur le passé récent et la question de la démocratisation**

Nous sommes partis de l'hypothèse que l'existence dans la vie politique roumaine d'un conflit binaire, pendant les quinze premières années du postcommunisme, n'est pas compréhensible à partir de l'analyse des doctrines politiques et des idéologies dominantes dans les régimes démocratiques traditionnels, mais à partir des catégories du discours et de l'attitude des partis politiques envers le passé totalitaire. Au cours de ce chapitre, nous allons reprendre les plus importants arguments en faveur de cette hypothèse et voir dans quelle mesure ils restent valables après les élections de 2000.

L'apparition d'un clivage politique sur le rapport au passé communiste est généralement vue comme inhérente au processus de la transition démocratique<sup>1</sup>, mais ce clivage semble voué à dé périr<sup>2</sup>. Il est, dans le cas roumain, confirmé par la corrélation entre les votes pour les principales forces politiques et par l'attitude des votants envers le passé communiste<sup>3</sup>. D'autre part, il se transforme en fonction de la rapidité des changements, mais la ligne de démarcation entre les deux camps reste an place. Ainsi Daniel-Louis Seiler observe que l'ancienne nomenklatura ne soutient jamais les partis maximalistes du point de vue économique, même quand ils

---

<sup>1</sup> SEILER, Daniel-Louis. *Les Partis Politiques en Occident. Sociologie historique du phénomène partisan*, Paris : Elipses. 2003, p. 178. Voir également PRIDHAM, Geoffrey, *The Dynamics of Democratization. A Comparative Approach*, Londres et New York : Continuum, 2000, p. 30.

<sup>2</sup> SEILER, Daniel-Louis. *Op. cit.*, p. 178.

<sup>3</sup> MUNGIU-PIPPIDI, Alina. *Politica după comunism* [La politique après le communisme]. Bucarest : Humanitas, 2002, p. 122-127.

dominant le secteur privé, ce qui montre l'influence durable du rapport au passé aussi bien au niveau idéologique qu'à celui des relations personnelles<sup>4</sup>.

Mais il faut aussi préciser que ce n'est pas la condamnation des abus du régime totalitaire qui est l'objet de la controverse politique ; d'ailleurs, la Roumanie, comme on l'a montré, est l'un des pays où la période communiste a laissé les moins bons souvenirs<sup>5</sup>. Ce qui divise, c'est la leçon qu'il faut tirer de cette condamnation, donc le rôle que le rapport au passé communiste doit jouer dans la définition du régime postcommuniste. Comme dans d'autre pays en transition, le clivage est essentiellement sur le rapport à l'héritage de l'ancien régime<sup>6</sup>.

Mais est-ce que peut-on parler de « deux Roumanies »<sup>7</sup> ? Après l'euphorie en apparence unanime de décembre 1989, les citoyens roumains se retrouveront différents les uns des autres et vivront mal ces différences. Au fil des chapitres précédents, nous avons montré le type de conflit autour duquel prend naissance le pluralisme postcommuniste. Nous avons vu que le FSN, tout en essayant de prolonger l'unanimité initial, s'efforce d'éviter toute forme de décommunisation et de justice politique. Cette démarche aura l'effet inverse ; désormais l'identification, par une partie de la société, des premiers dirigeants de l'Etat postcommunistes avec les continuateurs de l'ancien parti unique révèle l'existence d'un conflit irréconciliable sur l'attitude à l'égard de l'héritage du régime communiste. Ce conflit deviendra la traduction, dans les termes de la transition démocratique, de tensions sociales et idéologiques d'avant 1989 et même d'avant l'instauration du communisme. Nous allons essayer de montrer comment ce clivage a évolué après l'apparente marginalisation du débat sur le passé communiste après 1996.

D'autre part, nous allons nous intéresser aux similitudes entre les lectures du passé communiste qui caractérisent les deux camps, similitudes qui n'annulent pas le clivage, mais relativisent son dramatisme et aide à expliquer les passages d'un

---

<sup>4</sup> SEILER, Daniel-Louis. *Op. cit.*, p. 180-181.

<sup>5</sup> Voir aussi ROSE Richard, CARNHAM, Ellen. *General Effects on Attitudes to Communist Regimes. A Comparative Analysis*, Glasgow : Center for the Study of Public Policy, 1994 p. 14-17.

<sup>6</sup> A ce propos voir notamment PRIDHAM, Geoffrey. *A Bottom Up Evaluation of Enlargement Countries. New Europe Barometer I*. Glasgow : Center for the Study of Public Policy, 2002, p. 30.

<sup>7</sup> BOIA, Lucian. *Istorie și mit în conștiința românească* [Histoire et mythe dans la conscience roumaine]. Bucarest : Humanitas, 1997, p. 283.

camp à l'autre. Car ce n'est que d'une perspective qui dédramatise la distance entre les positions des uns et des autres qu'on peut comprendre les constances du rapport au passé récent, l'amnistie implicite et la protection des archives – attitude symbolisée esthétiquement par la transformation, pendant les quinze premières années de transition, de la principale réalisation architecturale du stalinisme roumain en siège des deux chambres du Parlement et en emblème de la capitale roumaine.

## I. Le clivage

Nous avons vu qu'en 1990 l'espace public lui-même était un élément à réinventer, et que ce processus s'est montré d'autant plus difficile qu'il s'est heurté à l'hostilité du pouvoir politique. Le début du postcommunisme roumain est donc marqué par une des plus convaincantes formes de ce qui a été défini comme un clivage entre la société civile naissante et l'Etat<sup>8</sup>. Les violences du 13-15 juin sont l'aboutissement de cette période par l'achèvement du clivage fondateur de la vie politique postcommuniste en Roumanie, car il y a, dans cette violence, l'apparence de la confirmation tragique de la position de chacun : désormais, pour les anticomunistes, Ion Iliescu sera non seulement l'ancien communiste, mais aussi celui qui a appelé les mineurs le 13 décembre et leur a demandé de nettoyer la Place de l'Université, puis celui qui les a remerciés après leurs actes de Bucarest<sup>9</sup>. Symétriquement, ceux qui soutiennent l'opposition sont accusés par le FSN d'avoir tenté un coup d'Etat, ce qui justifierait l'action des mineurs et, en général, l'obstruction de l'organisation d'une alternative politique au Front. Pour les partisans de Ion Iliescu les manifestations de contestation sont apparues :

---

<sup>8</sup> Pour la définition de ce type de clivage en Europe centrale voir SEILER, Daniel-Louis. *Op. cit.*, p. 178. Daniel-Louis Seiler observe aussi que les partis postcommunistes doivent être classifiés en tenant compte du fait que au clivage possédants- travailleurs c'est substitué, pendant la période du socialisme réel, celui entre la nomenklatura et le reste de la population, tandis qu'après 1989 « les anciens dominants sont devenus possédants », SEILER, Daniel-Louis. Peut-on appliquer les clivages de Rokkan à l'Europe centrale ? *Partis politiques et démocratie en Europe centrale et orientale*. éd. par. DE WAELE Jean-Michel, Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, 2002, p. 115-144, p. 140.

<sup>9</sup> Voir Ion Iliescu, *Momente...tome I, cit.*, p. 343-360.



Uniquement pour satisfaire les intérêts de certains groupuscules politiquement minoritaires, mais agressifs, qui menacent les intérêts fondamentaux de la nation.<sup>10</sup>

Les « partis historiques » perdent sans appel les élections en 1990 en faveur du FSN, parce que ce dernier avait compris que la population craignait avant tout l'anarchie, confondue par la culture politique dominante avec les signes extérieurs de la démocratie. Mais si cette confusion entre anarchie et liberté de la parole ou manifestations de rue joue, au début de la transition, en la faveur du FSN, elle permettra en revanche aux « partis historiques » d'apparaître, tout au long des années 1990, comme les principaux défenseurs de la démocratisation, donc de faire coïncider le clivage sur le passé communiste avec celui entre démocrates et autoritaristes<sup>11</sup>.

Le rapport entre les partis qui forment la Convention Démocratique et celui de Ion Iliescu reste marqué, tout au long des années 1990, par le fait que ces partis politiques se sont donné une identité par un processus de différenciation et de distanciation des uns par rapport aux autres. Après les élections de 1992, la prééminence du clivage de 1990 explique le fait que Ion Iliescu préfère à une coalition avec la CDR une alliance avec les extrémistes. C'est à la suite de cette alliance du parti de Ion Iliescu avec les xénophobes du PGR et les nostalgiques du PST<sup>12</sup> que le clivage sur le passé est renforcé, et que sa superposition sur ceux entre nationalistes et pro-européens et entre démocrates et autoritaires est confirmée.

La proximité du PDSR avec ces partis montrait que le PDSR était la fraction du FSN la plus attachée à l'héritage de l'ancien parti communiste, la majorité qui a soutenu le gouvernement de Nicolae Văcăroiu représentant une forme de recomposition des diverses tendances de l'intérieur de l'ancien parti unique et son anti-anticommunisme n'était que la forme la plus visible d'une compatibilité en

<sup>10</sup> Déclaration du Comité Municipal Bucarest du FSN, *Azi*, 29 janvier 1991.

<sup>11</sup> D'ailleurs il faut remarquer que le clivage anticomunistes-excommunistes se superpose en large mesure sur celui démocrates-autoritaires, En ce sens voir MUNGIU-PIPPIDI, Alina. *Politica... cit.*, p. 73.

<sup>12</sup> Auxquels il faut ajouter le nationaliste Parti de Unité Nationale des Roumains.

termes de personnes mais aussi en termes de sensibilités, de valeurs, autrement dit de culture politique<sup>13</sup>.

En même temps, les rapports politiques du parti de Ion Iliescu et de ses alliés avec les anticomunistes ne peuvent pas être compris sans faire référence aux tensions d'avant 1989, notamment au fait que les commémorations successives des victimes de l'ancien régime rappellent que l'instauration du communisme est allée de pair avec la tentative d'éliminer physiquement l'ancienne élite politique<sup>14</sup>. Nous avons déjà vu dans quelle mesure l'anticommunisme vise la réactivation d'un clivage plus ancien, qui a ses origines dans le passage rapide du parti communiste de la périphérie de la vie politique au monopole du pouvoir ; d'ailleurs, cette rapidité explique la distance entre les cultures politiques des « partis historiques » et celle qui se forgera ultérieurement.

La persistance de ce clivage, qui vient de la période d'avant l'instauration du régime communiste, mais qui est simplifié et renforcé après cette instauration, est ainsi le résultat du rôle joué pendant la transition par les « partis historiques », qui rendent ce clivage politiquement révélateur après 1989. D'autre part nous avons déjà vu que, si l'on considère la période postcommuniste comme révélatrice de certaines tensions cachées avant 1989, on peut observer que l'anticommunisme est décisivement marqué par les débats intellectuels d'avant 1989, notamment entre les intellectuels accusés d'élitisme ou de cosmopolitisme et les propagandistes du parti<sup>15</sup>.

Si la domination de la vie politique par une partie de l'ancienne élite du PCR est explicable, au début de la transition, par l'inexistence d'une élite concurrente, l'apparition d'un clivage durable autour de la question du passé contribue à la formation et à la légitimation d'une telle élite. Le dramatisme du clivage politique au début des années 1990 vient aussi de la difficulté de la naissance du pluralisme politique post-totalitaire. C'est donc justement la proximité des deux camps qui

<sup>13</sup> Ainsi on comprend pourquoi certains des auteurs qui signent régulièrement dans la revue *Romania Mare*, comme Ileana Vulpescu, font partie de la liste officielle de ceux qui soutiennent la candidature de Ion Iliescu en 2000. Après 2000 c'est la liste des subventions d-Etat pour les livres démontrant le mieux les liens privilégiés du PDSR avec les principaux auteurs promus par l'ancien parti unique.

<sup>14</sup> Lucian Boia considère qu'une entière catégorie sociale doit son ascension sociale et politique à la répression, BOIA, Lucian. *Op. cit.*, p. 283.

<sup>15</sup> VERDERY, Katherine. *Compromis...cit.*, p. 156-157.

explique la stridence de leurs discours contradictoires. En ce sens nous avons vu que l'anticommunisme a surtout le rôle d'exprimer le besoin d'une différenciation politique et sociale, qui rend possible l'apparition d'une contre-élite indépendante de l'héritage institutionnel et idéologique de l'ancien parti unique. Ainsi l'espace politique postcommuniste en Roumanie n'est pas le théâtre de la représentation des intérêts sociaux, mais plutôt celui de la cristallisation de groupes et visions politiques concurrentes qui chercheront ensuite à représenter ou à prétendre représenter les citoyens. En conséquence, le processus électoral ne met pas en scène des projets concurrents résultant de la pression, de bas en haut, de certains groupes sociaux ; son rôle est de résoudre les conflits entre l'ancienne nomenklatura recyclée par le FSN et un groupe composite, duquel font partie les dirigeants des « partis historiques » et de l'anticommunisme civique. Acteurs actifs pendant les jours du vote, les Roumains sont convoqués, dans l'optique des partis, uniquement comme arbitres entre les forces politiques rivales et non comme un corps souverain de citoyens<sup>16</sup>.

Les principales formations politiques reconnaissent implicitement cette situation et ne présentent pas le clivage politique dans les termes d'une opposition de deux Roumanies, car aucune d'entre elle ne reconnaît le droit de l'autre à représenter une partie de la société, l'adversaire étant vu comme un obstacle provisoire à une forme d'unification de cette société. D'ailleurs, les termes des discours contradictoires sur le passé communiste ont bien plus de traits communs qu'on n'aurait pu supposer au début de notre recherche, l'un des principaux étant justement la négation d'un véritable clivage sur la question du passé communiste au niveau de la société : ce conflit est vu par les deux camps<sup>17</sup> comme une simple caractéristique de la lutte pour le pouvoir.

---

<sup>16</sup> En ce sens Daniel Barbu définit le régime roumain comme étant une forme de « partitocratie », BARBU, Daniel. *Republica...* cit. , p. 133-180.

<sup>17</sup> L'anticommunisme politique a, comme on l'a vu après 1992, progressivement adopté cette position, tandis que l'anticommunisme civique tend à la critiquer.

## II. Similitudes entre les deux types de rapport au passé récent

Immédiatement après 1990, l'opposition anticomuniste a voulu imposer aux Roumains sa vision du passé communiste, tandis que le FSN et ses héritiers ont surtout tenu compte de ce qui apparaissait comme étant l'opinion majoritaire. Dès les élections de 1996, y compris pour ce qu'on a appelé l'opposition démocratique, le rapport au passé récent reste important, mais dans le sens d'une tentative moins pour influencer la perception de ce passé, que pour convaincre ceux qui ont une certaine perception de ce passé qu'ils trouvent là leurs meilleurs représentants. Mais les similitudes entre les types de rapport au passé qui se confrontent après 1989 ne s'arrêtent pas là.

Nous avons déjà vu que l'action politique de la CDR entre 1996 et 2000 ne met pas en cause la caractéristique antérieure du rapport de l'Etat au passé communiste, qui ne contient ni amnistie, ni lustration. D'autre part, minoritaires en 1990, les anticomunistes cherchent à créer la fiction d'une nation dissidente. Les représentants de ce peuple imaginaire, certains intellectuels, les anciens détenus politiques, des politiciens, se veulent les détenteurs d'une légitimité ; en l'absence de la légitimité électorale, ils cherchent une légitimité morale qui devait leur conférer une prééminence par rapport aux anciens communistes dans la direction du processus de démocratisation. C'est ainsi que le rapport au passé donne son sens politique aux « partis historiques » et à la Convention Démocratique, qui déclare explicitement :

La CDR représente la volonté de centaines de milliers de personnes qui ont lutté et ont souffert parce qu'elles se sont opposées au communisme et aux idées importés par la force d'URSS.<sup>18</sup>

L'invocation de la dissidence, de la continuité de l'opposition au communisme, suppose la perpétuation de l'adversaire, qui est le parti de Ion Iliescu, mais suppose aussi l'existence d'une partie de la société qui n'a pas lutté, d'une majorité silencieuse qui devrait être réveillée. Même si la frontière entre victimes et

---

<sup>18</sup> Communiqué de la CDR signé par Emil CONSTANTINESCU, *România liberă*, 23 mars 1996.

coupables est pour les anticomunistes roumains celle tracée par la Proclamation de Timișoara, cette frontière vise la lustration, elle est politique et morale, mais non juridique ; il reste toujours une zone grise entre les victimes et les coupables. L'idée de nation dissidente peut ainsi répondre aux peurs qui naissent de la question des limites de la décommunisation, mais, en élargissant le groupe des opposants et des victimes de la répression vers les limites de la communauté nationale, on arrive finalement à ignorer leurs spécificités et leurs droits. Mais nous avons vu que le parti de Ion Iliescu invoque lui aussi l'existence d'une résistance silencieuse. En fait l'anticommunisme, comme ses adversaires, même si surtout pour des raisons d'efficacité politique, ne met pas les victimes au centre du rapport au passé, mais les utilise pour transférer leur autorité morale à l'ensemble de ceux qui veulent militer, soutenir, voter les partis anticomunistes.

En plus, comme nous l'avons vu, une fois arrivée au pouvoir, la CDR abandonne la question de la décommunisation ; l'abandon du point 8 peut être vu comme une conséquence de l'application de cette même logique de la transformation de la communauté nationale en communauté d'anciens opposants après la victoire électorale. Autrement dit, la majorité d'après l'alternance refuse d'appliquer les exigences de l'anticommunisme civique, et les justifications de ce refus rappellent celles du parti de Ion Iliescu.

La question qui se pose est désormais de savoir si cette convergence est uniquement un effet de l'arrivée au pouvoir ou si c'est aussi le résultat de similitudes plus importantes entre les types d'approches politiques de ceux qui se situent pourtant sur les deux versants du clivage sur le passé communiste. Pour essayer de répondre à cette question, il faut vérifier si on peut retrouver chez la CDR le même type d'argument que le parti de Ion Iliescu dans le but de justifier l'absence d'une politique de décommunisation.

Nous avons déjà vu que l'une des idées constitutives de l'anticommunisme est celle de considérer le communisme comme un régime imposé aux Roumains par la force de l'Armée Rouge. Cette idée trouve son complément dans l'analyse du régime postcommuniste et dans les accusations portées contre Ion Iliescu, soupçonné d'être un agent de Moscou ; certaines publications, comme *Ziua* ou

*România liberă*, ont fait de cette question un de leurs sujets récurrents<sup>19</sup>, un exemple significatif est le photomontage publié par *România liberă* en 1995, le 30 décembre, le jour anniversaire de la proclamation de la République Populaire. Le photomontage présente un char soviétique et la photo de Ion Iliescu près de celles de Staline, et des dirigeants des communistes roumains, Ana Pauker, Gheorghe Gheorghiu-Dej et Nicolae Ceaușescu<sup>20</sup>. Ce montage place donc Ion Iliescu dans la lignée des anciens dirigeants communistes qui, en plus, se sont faits complices de Staline. Ce type d'image fait partie de la mythologie anticomuniste, étant utilisé par la Convention Démocratique qui se déclare maintes fois :

Opposée au communisme et aux idées importées par la force d'URSS.<sup>21</sup>

Quand les anticomunistes insistent sur le fait que le communisme a été apporté en Roumanie par les chars soviétiques, cette analyse détermine l'entière évaluation du régime et de ses rapports avec la société. En effet, la difficulté à trouver des responsables après une guerre civile ou après toute période d'oppression est que les oppresseurs font toujours partie de la communauté politique, donc il est difficile d'inclure dans la mémoire nationale celle des victimes ; désormais le clivage est inévitablement préservé par l'intermédiaire du souvenir des anciens conflits. D'autre part, l'idée que Ion Iliescu est un agent du KGB va de pair avec celle qui voit les activistes communistes et leurs alliés comme des collaborateurs du pouvoir soviétique. Ainsi les responsables de l'instauration et du maintien du régime totalitaire doivent être exclus de la nouvelle communauté politique, comme le demandent notamment ceux qui soutiennent le point 8 de la Proclamation de Timișoara. Ce n'est donc pas la motivation nationaliste de ce raisonnement qu'il faut privilégier, mais la vision du passé, le fait de considérer le communisme comme un mal radical, du point de vue à la fois éthique et politique, et qui doit être éliminé de l'histoire de l'Etat roumain, comme une période d'occupation.

<sup>19</sup> Voir la campagne du quotidien *Ziua*, mai-juin 1995. et ALEXE, Vladimir. *Ion Iliescu. La biographie secrète*. Bucarest : Elit Comentator, p. 92-93.

<sup>20</sup> *România liberă*, 30 décembre 1994.

<sup>21</sup> Communiqué de la CDR signé par Emil CONSTANTINESCU, *România liberă*, 23 mars 1996.

En rejetant les responsabilités en dehors de la communauté, cette vision du passé communiste rend plus difficile le jugement des culpabilités effectives et du fonctionnement du système totalitaire, comme l'observe Daniel Barbu en analysant le discours anticomuniste:

Ces images épiques-morales ne décrivent pas la société roumaine sous le totalitarisme [...] mais seulement la modalité par laquelle la société roumaine des années '90 est disposée à se rappeler le communisme.<sup>22</sup>

En partant de points très différents, on voit que les visions du passé qui s'affrontent arrivent à ce point commun, qui est celui de l'élimination du communisme de l'histoire roumaine, d'une vision de l'histoire dans laquelle la Roumanie est toujours victime et jamais maître de son destin. La différence concerne la période qui est considéré comme une période d'occupation ; or, si les anticomunistes regardent les 45 ans comme un tout, nous avons vu que le parti de Ion Iliescu essaie de souligner l'existence d'une périodisation, en mettant en valeur l'indépendance par rapport à l'URSS manifestée par Ceaușescu. Pour les anticomunistes on peut parler d'une forme paradoxale d'identification avec l'Etat roumain d'avant 1989 : on le reconnaît comme étant à son tour opprimé (par l'URSS), de même que les Roumains ont été opprimés par ce même Etat.

Finalement l'anticommunisme politique change de contenu au moment de l'arrivée au pouvoir, mais ce changement était dans sa logique initiale. Nous avons vu qu'il considère que cette arrivée au pouvoir élimine automatiquement l'éventualité d'un retour à un régime de type totalitaire ; et comme l'évaluation de l'héritage communiste était surtout vue sous cet angle, la disparition du danger en question rend inutile la lustration. Comme la perpétuation du système communiste était rendue possible par l'URSS, la disparition de celle-ci, puis la perte du pouvoir par les ex-communistes roumains rend la question des responsabilités individuelles et collectives politiquement embarrassante même pour les anticomunistes.

---

<sup>22</sup> BARBU, Daniel. *Republica...cit.* , p. 94.

Une conclusion partielle est que le rapport au passé communiste des principales formations politiques reste dépendant, même si à des degrés différents, du cadre fixé par l'historiographie roumaine, de son analyse d'autres périodes du passé : victimes, les Roumains n'ont aucune responsabilité, collectivement ils ne peuvent donc rien regretter. Comme leurs adversaires politiques, les anticomunistes restent donc marqués par une culture politique dont l'un des traits est une forme de fatalisme qui déresponsabilise autant individuellement que collectivement.

Le renoncement de la CDR à la décommunisation doit donc être vu comme étant aussi le résultat de ce type d'attitude. Plus que la condamnation rhétorique du passé communiste, les décisions politiques nous révèlent le rapport au passé récent des porteurs de l'anticommunisme politique, le rôle instrumental de celui-ci et même une certaine dépendance de la culture politique qu'il dénonce.

Et ses conséquences vont plus loin, car exclure le régime communiste de l'histoire nationale, tout en renonçant après 1996 à une loi de la lustration, ne suppose pas l'exclusion des responsables de ce régime de l'appareil étatique postcommuniste, ainsi les nouveaux gouvernants ne mettent plus en doute la continuité de l'Etat. Après 1997, l'anticommunisme civique cessera progressivement de soutenir ses usages politiques, car son but initial, celui d'utiliser les mécanismes politiques pour imposer des réparations et une mémoire officielle négative du passé communiste, entre en conflit avec cette volonté d'homogénéisation des responsabilités.

D'autre part, ce n'est donc qu'après 1997 que le rapport au passé des institutions de l'Etat se pose en termes similaires à celui de la majorité des premiers gouvernements démocratiques, au début de la transition, qui, soucieux de préserver la confiance du personnel civil et militaire, mais aussi pour ne pas déclencher des conflits majeurs avec les opposants politiques, essaient de faire l'impasse sur la question du passé, d'utiliser politiquement le rapport critique au passé tout en préservant une forme de politique de l'oubli.

En conséquence, comme en 1990, mais pour des raisons différentes et sous une forme différente, la politique de l'oubli caractérise l'inactivité des institutions de l'Etat en ce qui concerne la punition des responsables et la publicité des crimes



d'avant 1989. Et, tout comme en 1990, cette politique est à la fois tacite et illégitime, car elle vient cette fois-ci non pas après une Révolution, mais après un changement électoral qui se veut historique et qui n'est pas le résultat de négociations ou d'un compromis.

En ce sens ce n'est pas la coalition de la CDR avec un successeur du FSN (le PD) qui peut à elle seule expliquer cette attitude qui venait à l'encontre de l'identité assumée par la CDR, en revanche les résultats concrets de cette coalition est un facteur explicatif majeur de la disparition de la Convention.

Finalement pour comprendre le débat sur le passé récent en la Roumanie postcommuniste il faut prendre en compte le fait que certains thèmes du discours anticomuniste, comme la résistance silencieuse, l'exclusion de la période communiste de l'histoire nationale ou la question de la réconciliation nationale, rejoignent le type de discours sur la période communiste du parti de Ion Iliescu, avec les mêmes conséquences : la politique de l'oubli et l'élimination de la question des responsabilités. En plus, comme nous l'avons remarqué, la principale loi élaborée entre 1996 et 2000 qui touche au passé communiste, celle qui porte sur la Securitate, ne fait que légiférer l'image du PDSR de ce passé, en distinguant entre une Securitate qui avait agi conformément à l'intérêt national, et une autre qui pouvait être condamnée comme police politique, d'autant plus que le Service Roumain d'Information contrôle la distinction entre les deux<sup>23</sup>.

En fait, l'alternance de 1996 en arrive à légitimer définitivement la continuité de l'Etat justement parce que les anticomunistes arrivent au pouvoir et, après ce moment, l'action politique des partis de la CDR contribue à officialiser une attitude à l'égard des institutions de l'ancien régime proche de celle soutenue par le parti de Ion Iliescu.

---

<sup>23</sup> Par l'intermède de la sélection des dossiers qui sont étudiés par le CNEAS.

### III. Epuisement du clivage sur le passé?

En 2000, la disparition de la CDR et l'incapacité du PNPCD de rester un parti parlementaire éliminent pratiquement les partisans de l'anticommunisme politique du premier plan de la vie politique roumaine. Le second tour des élections présidentielles, auquel participent Ion Iliescu et Corneliu Vadim Tudor, semble annoncer l'effacement du clivage sur le passé communiste au profit d'un clivage entre démocrates et extrémistes, situation mise en relief par l'appel du PNL, mais aussi de Doina Cornea, pour un vote en faveur de Ion Iliescu<sup>24</sup>. En plus, l'échec du PNPCD doit être mis en contraste avec le relatif succès du PNL, qui avait fondé sa stratégie politique sur le dépassement de l'opposition anticomunistes vs ex-communistes. C'est au nom de ce dépassement que Valeriu Stoica, dans une « Lettre aux libéraux »<sup>25</sup>, argumente en faveur de la fusion du PNL avec l'Alliance pour la Roumanie, parti créé en 1997 à partir d'un groupe dissident de l'intérieur du PDSR :

La réalité politique est différente de celle de 1946-1947 [...]. Nous rapporter de manière obsessionnelle à des moments du passé serait une erreur. Pendant la période 1990-1996, la scène politique a été divisée en fonction de l'opposition communisme-anticommunisme. Le PNL a compris en 1992 cette vérité élémentaire. Maintenant, en 2000, la structuration de l'espace politique roumain ne peut plus se faire en prenant comme principal critère l'opposition communisme-anticommunisme, mais en fonction des solutions aux problèmes qui se trouvent dans l'agenda réelle de l'électorat, qui sont le plus souvent de nature économique et sociale.<sup>26</sup>

En dépit du fait que les filiales du PNL sont favorables à une telle alliance<sup>27</sup>, la fusion n'aura lieu qu'après l'échec de l'ApR aux élections de 2000, quand ce parti ne réussit pas à entrer au Parlement. D'autre part, la stratégie du PNL de

<sup>24</sup> *România liberă*, 29 novembre 2000.

<sup>25</sup> *Adevărul*, 12 juillet 2000.

<sup>26</sup> *Ibidem*.

<sup>27</sup> *Adevărul*, 15 juillet 2000.

rapprochement du PDSR est confirmée immédiatement après la victoire du parti de Ion Iliescu, quand les libéraux signent un protocole de collaboration parlementaire pour un an avec le PDSR. En novembre 2002, le PNL se démarque encore plus de l'anticommunisme quand Mircea Ionescu Quintus, qualifié par le CNEAS comme collaborateur de la Securitate ayant fait de la police politique<sup>28</sup>, est élu, sans opposition, président d'honneur du parti.

L'effacement du clivage sur la question du passé coïncide, après 2000, avec l'affaiblissement de l'opposition au pouvoir en place de la part des partis parlementaires et surtout avec l'apparente inexistence d'une alternative politique au parti dirigé par Adrian Năstase, en vue des élections de 2004. Ainsi la disparition de l'anticommunisme politique, due avant tout à la sortie de la vie parlementaire du PNPCD<sup>29</sup>, n'est pas suivie par l'apparition de confrontations politiques significatives au long d'autres types de clivages<sup>30</sup>. Pour expliquer cette situation, il faut comprendre les raisons de la formation et de la rupture des principales coalitions politiques.

Nous avons vu qu'après 1992 le parti de Petre Roman veut explicitement se repositionner au long du clivage sur le passé<sup>31</sup> ; ainsi la coalition forgée en 1996 avec la CDR ne mettait pas en cause cette ligne de fracture ; tout au contraire, elle tendait à consolider l'hostilité à Ion Iliescu comme principe de solidarisation des

<sup>28</sup> *România liberă*, 24 novembre 2000.

<sup>29</sup> L'échec de l'anticommunisme politique est en large partie dû non pas à la disparition du clivage sur le passé mais aux erreurs de son principal porteur, le PNPCD, par exemple le choix de ses dirigeants, le choix de ses représentants dans le gouvernement, la relation avec ses groupes parlementaires, l'idéalisation du monde du village en dépit du fait que son électorat était très majoritairement urbain, la relation avec les intellectuels, les organisations civiques et surtout avec les autres partis de la CDR.

<sup>30</sup> Un sondage de 2001 révèle que 30% des Roumains considèrent que le rapport au passé communiste est un important facteur de distinction entre les principaux partis politiques, les deux autres critères invoqués par les répondants, 33% d'entre eux pour chacun, étant la confrontation entre les partis qui mettent l'accent sur la doctrine ou sur la personnalité du dirigeant, et celle entre promoteurs des traditions nationales respectivement de l'intégration européenne. En fait, ces deux critères ne distinguent pas entre eux les principaux partis roumains, si l'on exclut le PGR, en considérant qu'il n'a pas la possibilité d'accéder au gouvernement. Voir ROSE, Richard. *A Bottom Up Evaluation of Enlargement Countries. New Europe Barometer 1*, Glasgow : Center for the Study of Public Policy, 2002, p. 33.

<sup>31</sup> D'ailleurs quand le FSN, le futur PD, amorce un changement de son rapport avec Ion Iliescu et préconise un changement de sa politique d'alliances, commence aussi un changement du discours sur le passé récent, Voir par exemple la déclaration de Petre Roman : « Le clivage droite-gauche dans notre pays est moins révélateur. Nous avons une séparation plus importante : entre démocratie et le système communiste. Celle-ci est me semble décisive pour le moment actuel », Conférence de presse de Petre Roman du 27 novembre 1991, *Azi*, 4 décembre 1991.

partis de l'ancienne opposition. D'autre part cette persistance est relative, car elle est liée à la nature de moins en moins identitaire et de plus en plus instrumentale du rapport au passé. Elle est significative du type d'approche du rapport entre pouvoir et opposition après la chute du communisme. Alors que le clivage entre « Nous » et « Eux » avait fait partie intégrante de la perception d'une grande partie de la population avant 1989, après 1990 les anticomunistes ont voulu réactiver cette interprétation des rapports politiques ; ainsi leur discours sur le passé communiste, mais aussi celui sur les réalités postcommunistes, reste marqué par une logique qui part du rapport conflictuel entre la société et le pouvoir.

La CDR avait pu utiliser, jusqu'à son arrivée au pouvoir, cette opposition entre « Nous » et « Eux », qui n'était pas seulement une catégorie du discours anticomuniste, mais qui résultait aussi d'un sentiment plus général de frustration venant de l'expérience du rapport avec le système étatique, avec ses inerties et sa capacité de bloquer ceux qui lui sont opposés. L'anticommunisme répondait donc aux attentes d'une partie de l'électorat, mais, une fois au pouvoir, la Convention n'arrivera pas à changer le principe d'allégeance sur lequel fonctionne ce système. Pourtant, comme on va le voir, le même schéma se répète en 2004.

En dépit de la disparition de l'anticommunisme politique, c'est donc le même type de démarche qui reste à la base de la construction de l'Alliance « Justice et Vérité » et surtout des ressorts du soutien de la nouvelle construction politique, notamment de la part des porteurs de l'anticommunisme civique. En 2004, les plus actives associations civiques qui militent pour la démocratisation soutiendront l'alliance PNL-PD au nom de cette même idée de l'incompatibilité du parti héritier du PCR avec les principes démocratiques<sup>32</sup>.

Cette situation n'est donc compréhensible que par la perpétuation de certains traits de la culture politique anticomuniste, corroborés avec les continuités au niveau de l'attitude politique du PSD à la fois en ce qui concerne le processus de démocratisation et le rapport au passé communiste.

---

<sup>32</sup> Ce raisonnement est d'autant plus influent après 2000 que, dans la période 2001-2004, le PSD, dirigé par le Premier ministre Adrian Năstase, a déployé une stratégie sans précédent de contrôle des médias, similaire, même si moins efficace, avec celle de Vladimir Poutine en la Fédération Russe.

Quand le clivage fondateur semble disparaître, l'opposition politique reste impuissante ; ce n'est qu'après l'apparition de l'Alliance PNL-PD et l'utilisation d'un discours similaire avec celui de la CDR que le changement politique apparaît comme possible. Mais, étant donné la mesure dans laquelle la CDR s'était discréditée, l'Alliance veut se démarquer de la Convention. Finalement le type d'héritage politique que l'Alliance PNL-PD récupère de la CDR rappelle fortement le rapport de 1990 du FSN avec l'ancien parti unique, l'héritage honteux étant de la même façon condamné rapidement, mais seulement pour, en fait, le réutiliser avec succès.

### **III.A. Le Parti Social Démocrate**

Même si le nouveau changement de nom du parti fondé autour de Ion Iliescu en Parti Social Démocrate est le résultat d'un effort de modernisation et de rapprochement de la social-démocratie européenne, après 2001, de nombreuses actions du PSD confirment l'existence de tendances autoritaires en son sein, notamment par la volonté de contrôle absolu des médias et de l'appareil d'Etat. En fait, on constate la confirmation des observations antérieures, notamment la coïncidence entre la continuation de la relation problématique du parti dirigé entre 2001 et 2005 par Adrian Năstase avec la démocratisation et la difficulté à refaçonner son discours sur le passé communiste, en dépit de certaines évolutions symboliques importantes ; après avoir pris en compte toute cette période de quinze ans, on peut dire qu'il s'agit de phénomènes qui, tout au long de la transition, se nourrissent réciproquement.

En juin 2001, la fusion du PDSR avec le parti historique social-démocrate, le PSDR, d'où résultera le Parti Social Démocrate, n'est pas accompagnée d'une réévaluation de l'attitude envers les partis traditionnels et le passé communiste. Au Congrès de constitution du nouveau PSD, le président du parti, Adrian Năstase, ne mentionne même pas les difficultés, en termes de traditions politiques, qui rendaient problématique une telle fusion, et ne parle pas d'une forme de réconciliation des

attitudes des deux formations politiques envers le passé communiste<sup>33</sup>. La fusion avec le PSDR avait surtout le mérite d'ouvrir la voie à l'intégration du parti dans l'Internationale Socialiste, qui sera officialisée en 2005. Ce changement de nom montre plus la volonté du Premier ministre de l'époque, Adrian Năstase, de marquer symboliquement son contrôle sur le parti, qu'un changement identitaire ; d'ailleurs, la fusion ultérieure avec le Parti Socialiste du Travail<sup>34</sup> fera du PSD le lieu de réconciliation de la tradition social-démocrate avec la tradition communiste, d'une réconciliation de fait qui n'est pas accompagnée d'un discours de clarification de l'attitude envers ces traditions contradictoires. C'est ce qui résulte aussi d'une histoire de la social-démocratie en Roumanie, publiée par le PSD en 2003<sup>35</sup> et où figurent à la fois le PDSR, le FSN et le FDSN, le PSD se voulant l'aboutissement de cette histoire.

Après la nouvelle alternance, les plus importants changements par rapport à la période d'avant 1997 sont la réconciliation de Ion Iliescu avec le Roi Michel<sup>36</sup> et avec les représentants de la Radio Free Europe<sup>37</sup>, deux des anciennes bêtes noires du PDSR. Ces changements doivent être vus dans le contexte créé après la confrontation de Ion Iliescu avec Corneliu Vadim Tudor, lors du second tour des élections présidentielles, mais aussi dans la perspective de l'intégration dans l'OTAN. Ces gestes s'inscrivent dans la logique d'abandon par le PSD du discours nationaliste à la faveur de la proclamation insistante de son attachement à l'intégration européenne, ce qui est également lié à la collaboration avec l'UDMR, qui lui assure, de décembre 2000 à décembre 2004, la majorité parlementaire.

L'abandon du nationalisme n'entraîne pas l'abandon des caractéristiques du rapport du PDSR au passé communiste. Ainsi la présence de Ion Iliescu à

---

<sup>33</sup> Intervention d'Adrian NĂSTASE du 16 juin 2001, [www.psd.ro](http://www.psd.ro), réf. du 10 octobre 2003.

<sup>34</sup> 7 juin 2003, l'absorption du PST par le PSD.

<sup>35</sup> PSD et l'Institut Social-Démocrate Ovidiu Sincai, « 110 ans de social-démocratie », 2002, [www.psd.ro](http://www.psd.ro), réf. du 10 octobre 2003.

<sup>36</sup> Notamment par la signature d'un « Appel à tous les Roumains, du pays et du monde » signé, dans l'ordre, par le Roi Michel, le patriarche de l'Eglise Orthodoxe Roumaine et le président Ion Iliescu.

<sup>37</sup> Ion Iliescu a décoré le président de Radio Free Europe, Thomas Dinn, et certains des ses plus connus journalistes d'avant 1989, comme Constantin Alexandroie, Ioana Măgură Bernard, Gelu Ionescu, Neculai Constantin Munteanu, Șerban Orăscu. *Evenimentul Zilei*, 1 décembre 2001.

l'ouverture d'une exposition sur la Stasi<sup>38</sup> ou sa visite au Mémorial des victimes du communisme et de la résistance de Sighet en 2002 ne modifieront pas l'attitude hostile de la plupart des institutions de l'Etat envers l'ouverture des archives. La politique de l'oubli reste symbolisée par la volonté du SRR et du PSD de rendre impossible l'étude des archives de la Securitate par le CNEAS<sup>39</sup>.

Le même souci du contrôle du discours historique sur le régime communiste ressort de l'intention d'éliminer la pluralité des manuels d'histoire après 2001<sup>40</sup>, notamment le manuel d'histoire contemporaine qui contenait la condamnation la plus appuyée du régime d'avant 1989, et qui est interdit par le ministère de l'éducation<sup>41</sup>. D'ailleurs, les enseignants évitent l'étude approfondie de la période communiste à l'école<sup>42</sup>, et la même attitude ressort du type de discours promu par le Musée national d'Histoire, qui ne sort pas du discours officiel<sup>43</sup>. Une preuve de l'encouragement des inerties au niveau de l'historiographie roumaine est aussi le fait qu'en 2002 l'Académie Roumaine publie une histoire de la Roumanie en quatre volumes, qui reprend de nombreux textes et schémas conçus plus de vingt ans plus tôt<sup>44</sup>.

Enfin le même souci du contrôle politique de l'étude du passé récent ressort de la décision de fonder un l'Institut de la Révolution de décembre 1989, institut dirigé par les principaux acteurs des événements et anciens dirigeants du FSN, qui a pour but « l'analyse des prémisses, du déroulement et des effets du moment révolutionnaire »<sup>45</sup>. En même temps, après 2001, le chef de l'Etat ou bien gracie

<sup>38</sup> Organisé par le Gothe Institut au Musée National d'Histoire, mai-juin 2002.

<sup>39</sup> Les membres du CNEAS nommé par le PSDR boycottent son activité et la plupart des autres membres dénoncent l'attitude du SRR, Voir par exemple le supplément de 22, 22 *plus*, 25 juin 2002 et STAN, Lavinia. Accès to...*cit.*, p. 145-181.

<sup>40</sup> Les décisions du ministre PSD de l'Enseignement, Ecaterina Andronescu, susciteront les protestations des éditeurs, Voir *Ziua*, 14 mai 2002, texte adopté par le Conseil national du PSD, réf. du 9 juillet 2003, [www.psd.ro](http://www.psd.ro).

<sup>41</sup> Le manuel d'histoire pour la terminale, éd. par Sorin MITU, Voir *Observatorul cultural*, 15 janvier-21 janvier 2001, p. 4-6.

<sup>42</sup> Voir *Evenimentul Zilei*, 19 novembre 2003.

<sup>43</sup> Voir par exemple l'exposition du Musée national d'histoire « 1989-la fin de la dictature » de décembre 2004-mars 2005, dont le dépliant de présentation ne fait que résumer la variante des événements accréditée dès 1990 par les dirigeants du FSN.

<sup>44</sup> ILIESCU, Octavian, « Erata la istoria Romanilor » [Errata à l'histoire des Roumains], 22, 23-30 septembre 2002, p. 6-7.

<sup>45</sup> Selon la loi 556, votée et promulguée en décembre 2004. L'institut est dirigé par un Conseil formé de personnes nommées par Ion Iliescu en sa qualité de chef de l'Etat.

ceux qui sont condamnés pour les crimes de décembre 1989<sup>46</sup>, ou demande de nouveaux jugements, comme dans le cas des généraux et anciens ministres Victor Stănculescu et Mihai Chițac, considérant leur condamnation antérieure comme politiquement connotée.

Après 2001, le régime communiste reste un sujet très sensible pour le PSD et même on peut parler d'une tentation nostalgique<sup>47</sup> ; en fait, le parti, à l'image du président de la Chambre des Députés, Valer Dorneanu, regrette que « le spectre du communisme ne disparaisse pas »<sup>48</sup>. Jusqu'en 2005 on ne peut pas parler d'une clarification du rapport de cette formation politique au passé communiste, ce rapport restant marqué par les caractéristiques que nous avons déjà soulignées. Cette difficulté reste liée à l'intérêt pour des formules qui rappellent celle de la démocratie originale, comme « la démocratisation de la démocratie »<sup>49</sup>, inscrite dans un programme du parti, et avec l'absence de sanctions envers les attitudes extrémistes de l'intérieur du parti<sup>50</sup>.

---

<sup>46</sup> Le général de Securitate Grigorie Ghita, condamné pour crimes en 2001, *Adevarul*, 19 avril 2003.

<sup>47</sup> Existent, mais sont relativement marginales, les tentatives de réhabiliter les anciens communistes, comme quand Tudor Mohora (PSD) insère parmi les portraits des présidents de la Chambre des Députés, plusieurs anciens dirigeants de l'Assemblée Nationale, Comme Alexandru Drăghici, Miron Constantinescu, Gheorghe Apostol, Constantin Pîrvulescu, *Cotidianul*, 4 décembre 2002. Tudor Mohora (né en 1950), avait été secrétaire du Comité Central de l'Union des Jeunesses Communistes (1980-1985), élu député du PST en 1992, après 2000 député du PDSR (PSD), président du Conseil national du PDSR (2000-2001).

En plus le Ministère de la Culture subventionne des livres qui essayent de déculpabiliser intégralement certaines institutions répressives, voir Ionel Gal, *Rațiune și represiune în Ministerul de Interne* [Raison et répression dans le Ministère de l'Intérieur]. Iași : Domino, 2001. Un autre exemple est celui du fait que, au nom de la lutte antifasciste, par une initiative législative du président de la Chambre des Députés, Valer Dorneanu, les membres du mouvement communiste bénéficient des mêmes droits que les anciens combattants, *Adevarul*, 2 avril 2004. En même temps, on commémore avec faste les 20 ans du très controversé canal Danube-Mer Noire, dans une logique de mise en valeur des réalisations du régime communiste, *Evenimentul Zilei*, 30 août 2004.

<sup>48</sup> *Adevarul*, 2 avril 2004.

<sup>49</sup> « Vers la normalité. Une vision social-démocrate moderne de l'avenir de la Roumanie », 2003, [www.psd.ro](http://www.psd.ro), réf. du 25 mai 2004.

<sup>50</sup> Par exemple quand il demandera la révision du procès du maréchal Ion Antonescu, (*Adevărul*, 6 novembre 2001), Adrian Păunescu ne sera pas sanctionné, il sera même présent sur les listes de candidats en 2004, et sera réélu. En fait, Adrian Păunescu représente l'aile nostalgique du PSD, voir *Flacara lui Adrian Păunescu*, numéro I<sup>er</sup>, du 20 juillet 2001. Le parti ne va pas réagir non plus quand Adrian Severin, par ailleurs connu comme un défenseur des droits des minorités nationales, va qualifier le président Traian Băsescu d'allogène, en l'accusant de ne pas défendre l'intérêt national, voir SEVERIN, Adrian, « Epopeea frustraților » [L'épopée des frustrés], *Ziua*, 2 août 2005.



### III.B. L'Alliance PNL-PD

Comme c'était déjà le cas pour la Convention Démocratique, l'apparition de l'Alliance « Justice et Vérité » est en large partie une réaction à l'égard de la concentration croissante du pouvoir entre les mains du parti de Ion Iliescu et d'Adrian Năstase. En même temps son apparition est rendue possible par les affinités politiques qui existent entre le Parti Démocrate et le Parti National Libéral, et non par une quelconque attitude anticomuniste. D'ailleurs nous avons vu que ces partis ou ne sont jamais caractérisés par l'anticommunisme, ou l'abandonnent progressivement comme discours définitoire. La nouvelle Alliance n'est donc plus centrée sur l'anticommunisme politique, bien que ses formes de mobilisation et la structure de ses messages politiques reprennent certaines des principales catégories constitutives de celui-ci.

Le résultat des élections de 2000 et les évolutions ultérieures ont montré qu'aucun des principaux partis qui s'opposent au PSD n'apparaissait comme une alternative crédible au parti dirigé par Adrian Năstase. Si la disparition du danger communiste avait mené à la disparition de la CDR, la possibilité invoquée de l'apparition d'une forme d'autoritarisme a été le principal promoteur de l'Alliance PD-PNL. Mais cette démarche n'aurait pas été envisageable et efficace sans l'action des anciens soutiens civiques de la CDR. La survie de l'anticommunisme civique au-delà de la disparition de la Convention rend légitime et crédibilise le discours électoral radical du candidat aux élections présidentielles de l'Alliance PD-PNL, Traian Băsescu<sup>51</sup>.

Le type de discours électoral de l'Alliance PNL-PD, le message de Traian Băsescu, qui parle de « l'Etat maffieux »<sup>52</sup>, s'oppose à toute possible forme de gouvernement d'union nationale<sup>53</sup>, et à toute collaboration avec le PSD et le PGR<sup>54</sup>, ne peut être compris ni à partir des différences entre les programmes politiques de

<sup>51</sup> Notamment par des publications comme *România liberă* et *Evenimentul Zilei*, mais aussi par l'intermédiaire de l'Alliance Civique.

<sup>52</sup> Débat, 22, 23-29 novembre 2004, p. 10-12, p. 10.

<sup>53</sup> *Ziua*, 5 novembre 2004, p.9.

<sup>54</sup> Débat, *Adevarul*, 17 novembre 2004, p. 8-9, p. 8. , Débat, 22, 23-29 novembre 2004, p. 10-12, p. 10.

l'Alliance, respectivement du PSD<sup>55</sup>, ni à partir de l'histoire de leurs relations, car ces partis se sont auparavant intersectés<sup>56</sup>. En fait, il s'agit d'une volonté de réactualiser les termes du clivage communistes vs anticomunistes, en combinant une dénonciation des « oligarques » du PSD et du « parti-Etat »<sup>57</sup>. Cette opération transforme l'Alliance PNL-PD en une nouvelle Convention Démocratique, d'autant plus que le discours promu par certaines des organisations civiques les plus actives, rassemblées dans la Coalition pour un Parlement Propre<sup>58</sup>, et par la presse hostile au PSD<sup>59</sup> soutient ce type de démarche<sup>60</sup>. Et cela en dépit des carrières politiques antérieures des deux principaux leaders de l'Alliance, Traian Băsescu et Teodor Stolojan, issus du Front du Salut National.

Même si l'Alliance se pose en défenseur de la liberté de la presse contre les interventions du pouvoir en place<sup>61</sup> et que Traian Băsescu se prononce pour le transfert des dossiers de la Securitate du SRR au CNEAS<sup>62</sup> et promet la restitutions intégrale des terres<sup>63</sup>, reprenant ainsi certains thèmes du message de la CDR, et même considérant le PNPCD comme « un allié naturel »<sup>64</sup>, sa réussite à se poser en champion de l'opposition au PSD apparaissait a priori comme hautement improbable ; l'explication de cette réussite peut donc nous dévoiler l'évolution du clivage fondateur et des cultures politiques des principales forces politiques concurrentes.

Traian Băsescu a rejoint le FSN en juillet 1992, donc après la rupture de ce parti avec Ion Iliescu, mais il a été ministre des transports entre juin 1990 et octobre 1992<sup>65</sup>. En plus, il est accusé par Petre Roman d'avoir signé un engagement avec

<sup>55</sup> Caractérisées comme étant également « deux visions social-libérales », PARVULESCU, Cristian, « Le programme de l'Alliance D.A. », 22, 26 octobre-1 novembre 2004, p.6.

<sup>56</sup> Le PD et le PSD avaient dans le FSN une origine commune, tandis que le PNL avait au début soutenu le gouvernement dirigé par Adrian Năstase.

<sup>57</sup> Entretien avec Călin POPESCU-TĂRICEANU, *Adevarul*, 24 novembre 2004.

<sup>58</sup> Notamment l'Alliance Civique, l'Association Pro-Democratia et la Société Académique Roumaine.

<sup>59</sup> Surtout *Evenimentul Zilei* et *România liberă*.

<sup>60</sup> Pour la similitude entre la démarche de la composante civique de la CDR et le soutien à l'Alliance PNL-PD, voir par exemple 22, 22-28 mars 2005, p. 12.

<sup>61</sup> Elle fait référence aux changements dans la rédaction d'*Evenimentul Zilei* et *România liberă*, 14 septembre 2004, p. 3.

<sup>62</sup> *Ziua*, 5 novembre 2004, p. 9.

<sup>63</sup> Par exemple dans la publicité électorale, *Adevarul*, 8 novembre 2004, p. 16.

<sup>64</sup> Débat, 22, 23-29 novembre 2004, p. 10-12, p. 10.

<sup>65</sup> Entretien, *Evenimentul Zilei*, 22 novembre 2004, pp. 8-9, p. 9.

l'ancienne police politique<sup>66</sup>, ce qu'il nie<sup>67</sup>. Pourtant, son passé ne l'empêche pas d'apparaître à ses partisans comme le principal ennemi de la « mafia des anciens de la Securitate et des communistes »<sup>68</sup>, ce qui confirme notre observation antérieure sur le fait que le choix du camp anticomuniste annulait, pour ses partisans, l'importance du passé individuel de celui qui le faisait.

En plus, Traian Băsescu déclare avoir commis des erreurs, il reconnaît que « le PD a été un facteur de blocage dans la restitutions des propriétés »<sup>69</sup>, mais il considère que lui-même et son parti ont révisé leur attitude<sup>70</sup>. En même temps, ses promesses effectives sont modérées : en ce qui concerne les restitutions, il part du fait que :

La réalité des 60 années écoulées depuis la nationalisation ne peut plus être modifiée.<sup>71</sup>

En ce qui concerne une éventuelle loi sur de la lustration, il la voit comme tardive, considérant que les moyens de combattre cette « mafia » doivent être des mesures économiques et la limitation de la corruption<sup>72</sup>.

Tout au long de la campagne électorale ceux qui soutiennent l'Alliance tendent à inscrire la compétition électorale dans une confrontation entre anticomunistes et ex-communistes. C'est notamment l'attitude du journal *Evenimentul Zilei*<sup>73</sup>, mais aussi de l'Association pour un Parlement Propre qui critique la présence sur les listes électorales d'anciens membres de la nomenklatura. Quand, après les élections du 27 novembre, les représentants de l'Alliance PNL-PD parlent de fraude électorale, ils soulignent que le PSD est l'héritier du parti communiste et que celui que ce parti propose au poste de Premier ministre est le fils

---

<sup>66</sup> *Adevarul*, 16 novembre 2004.

<sup>67</sup> *Adevarul*, 17 novembre 2004, p. 8, et entretien, *Evenimentul Zilei*, 22 novembre 2004, p. 8-9, p. 9.

<sup>68</sup> Traian BĂSESCU, 22, 23-29 novembre 2004, p. 10-12, p. 11.

<sup>69</sup> Entretien, *Evenimentul Zilei*, 22 novembre 2004, p. 8-9, p. 9.

<sup>70</sup> *Ibidem*.

<sup>71</sup> *Ziua*, 5 novembre 2004, p. 9.

<sup>72</sup> Débat, 22, 23-29 novembre 2004, p. 10-12, p. 11.

<sup>73</sup> Tout au long de la période électorale de 2004 dans les publications hostiles au PSD se multiplient les articles sur la période communiste. D'ailleurs le pouvoir en place est accusé de bloquer l'accès aux archives, Voir *Evenimentul Zilei*, 20 septembre 2004.

d'un membre de la Securitate<sup>74</sup>. Ces instrumentalisations des thèmes anticomunistes ne montrent pas nécessairement la préservation de l'ancien clivage, mais la nécessité ressentie dans le contexte politique de 2004, comme avant 2000, de se différencier du PSD par l'intermédiaire du discours anticomuniste.

Autrement dit, on peut observer une persistance à travers le temps des formes rhétoriques de dispute politique qui convoquent l'attitude envers le passé communiste. Même s'il existe un glissement de la construction des identités partisans autour de ce type de messages vers son utilisation instrumentale, cet usage ne peut être qu'une réponse à des types de tensions politiques et sociales qui trouvent ainsi leur traduction discursive lors des confrontations électorales.

D'autre part, à cette perpétuation du clivage de 1990 contribue également la permanence de certains acteurs politiques de l'époque, notamment de Ion Iliescu, qui, même s'il ne pouvait plus poser sa candidature pour un nouveau mandat<sup>75</sup>, s'implique largement au cours de la campagne électorale en la faveur du PSD, ce qui réactivera les anciennes critiques portant sur son passé.

On peut aussi observer la difficulté de sortir de la logique de l'instrumentalisation politique du passé, car, si Ion Iliescu est un ancien communiste, il le restera à jamais, donc tout accord avec lui n'est plus vu comme un simple compromis politique, mais comme la perte de l'identité même du parti qui fait ce pacte. Ainsi l'Alliance PNL-PD sera intéressée à perpétuer l'idée que ceux qui sont présentés comme coupables de la destruction des institutions démocratiques et de l'instauration d'un régime de type totalitaire sont incompatibles avec le processus de démocratisation. C'est donc au nom de cette idée que la confrontation de 2004 peut être présentée comme reproduisant à la fois le clivage sur le passé et celui entre démocrates et autoritaristes, ce qui a pu mobiliser une partie significative des organisations civiques en faveur de l'Alliance PNL-PD.

Finalement cette stratégie de la réactivation de l'ancien clivage apparaît comme gagnante d'autant plus que c'est celui qui aura le discours le plus radical, Traian Băsescu, et non l'Alliance dans son ensemble, qui arrivera à gagner plus de voix que le représentant du PSD et finalement à imposer une coalition dominée par

<sup>74</sup> *Evenimentul Zilei*, 2 décembre 2004.

<sup>75</sup> La Constitution ne permet pas, dans le cas du chef de l'Etat, que deux mandats.

le PNL et le PD. Cette réussite montre dans quelle mesure le type d'opposition anticomunistes *vs* ex-communistes s'est transformée, l'anticommunisme se détachant de son ancien porteur, le PNPCD. D'ailleurs, ce transfert avait été rendu possible par le contenu du discours qui avait défini la campagne électorale de la CDR en 1996. Si Emil Constantinescu avait essayé d'apparaître comme l'homme providentiel, en utilisant largement un discours populiste et en s'inscrivant dans la logique anticomuniste d'une opposition entre « Nous » et « Eux », la victoire de Traian Băsescu est un nouveau résultat de la personnalisation de la vie politique et de la mise en scène d'oppositions radicales, le représentant de l'Alliance PNL-PD ne se voulant pas le représentant des victimes du communisme ou du postcommunisme, mais considérant la confrontation politique comme un combat personnel, « moi contre eux »<sup>76</sup>.

En conclusion, l'Alliance PNL-PD, sans être définie par son anticomunisme, l'utilise largement, car l'anticommunisme offre un cadre pour le développement de toutes les forces politiques qui veulent apparaître comme indépendantes du parti fondé par Ion Iliescu. Cette instrumentalisation, à la fois implicite et explicite, du rapport au passé récent préserve la prééminence du clivage de 1990, qui évolue tout en incluant d'autres clivages, comme celui entre démocrates et autoritaires<sup>77</sup>, entre réformistes et conservateurs ou entre étatistes et libéraux.

L'instrumentalisation du rapport à la période communiste n'implique nullement que le clivage dominant reste déterminé par les enjeux du passé, mais seulement que l'utilisation d'un type de discours anticomuniste reste un élément distinctif dans un paysage politique caractérisé par l'opposition entre deux cultures politiques rivales, l'une qu'on a définie comme conservatrice, tandis que l'autre est plus réformiste. Ce n'est donc que dans ce sens que l'on peut parler d'une opposition de type gauche-droite.

En plus, les évolutions d'après la victoire de Traian Băsescu de décembre 2004 rappellent la période d'entre 1997 et 2000, les similitudes étant liées à la fois au discours sur la nécessité d'un changement historique, aux limites des

---

<sup>76</sup> *Ziua*, 5 novembre 2004, p. 9.

<sup>77</sup> Ce qui est relativisé par l'existence du Parti de la Grande Roumanie.

changements effectués et aux conflits de l'intérieur de l'Alliance PNL-PD et de la coalition gouvernementale. En plus, tout comme après l'alternance de 1996, sont relancées les enquêtes sur les événements de décembre 1989 et de juin 1990 ; d'autre part, le chef de l'Etat suggère qu'il peut soutenir un projet de lustration<sup>78</sup>, tandis que la relation entre le SRR et le CNEAS reste très tendue<sup>79</sup>.

En conclusion, on peut dire que non seulement le passé reste un sujet de disputes, mais que le type de rapport entre les principales forces politiques reste marqué par le radicalisme spécifique du clivage sur la passé, et que ce type de divergences met régulièrement en cause la fragilité du consensus constitutionnel<sup>80</sup>. La perpétuation du dualisme initial comme caractéristique de la vie politique roumaine nous incite à confirmer l'hypothèse que, dans la matrice du conflit sur le passé communiste, est apparue une opposition de type droite-gauche, mais uniquement dans la mesure où chaque camp se définit avant tout par rapport au camp adverse<sup>81</sup>.

#### **IV. Un conflit révélateur**

Le régime démocratique offre par définition une liberté d'expression à des mémoires concurrentes. D'autre part, il n'élimine pas complètement le tabou, et ce tabou, dans les sociétés post-totalitaires, est lié au risque d'un retour à des pratiques antidémocratiques, notamment par l'usage de la nostalgie, donc implique une forme de mémoire officielle. Une autre dépendance du passé est celle du texte constitutionnel, qui offre au nouveau régime la stabilité et la légitimité. En ce sens

---

<sup>78</sup> Entretien, *Ziua*, 18 mars 2005.

<sup>79</sup> Notamment parce que, même si la promesse de Traian Băsescu en ce qui concerne le transfert des archives de la Securitate au CNEAS commence à être réalisée, les conditions de ce transfert, notamment par la désorganisation des archives et l'absence d'un fichier détaillé, rend la tâche du CNEAS encore plus difficile.

<sup>80</sup> Comme en juin 2005, quand le rôle de la Cour Constitutionnelle est mis en doute par l'Alliance PNL-PD.

<sup>81</sup> Pour cette caractérisation générale de l'opposition gauche-droite en France, voir REMOND, René, *Les droites en France*. 4<sup>e</sup> édition, Paris : Aubier Montaigne, 1982, p. 16.

l'absence d'un compromis sur le passé ne fait que révéler l'absence d'un compromis sur les valeurs qui définissent le régime politique du présent<sup>82</sup>.

En partant des conclusions antérieures nous allons essayer de dégager les liens, dans le cas roumain, entre l'attitude de l'Etat et des principaux partis à l'égard du communisme et la persistance d'un débat sur les bases constitutionnelles du régime<sup>83</sup>.

#### **IV.A. Constitution et rapport au passé**

Après 2000, ainsi qu'après 2004, est confirmé ce qui était déjà devenu un régulier va-et-vient de la justice, en fonction des changements politiques, en ce qui concerne les enquêtes et les procès des événements de décembre 1989 et juin 1990. Ce type de politisation de la justice n'est en fait que le résultat de la politisation continue du rapport au passé. En plus, la mise en cause constante du fonctionnement de l'Etat de droit est aussi un des signes d'un attachement problématique des diverses forces politiques au texte constitutionnel.

Rappelons-nous d'abord les conditions de l'adoption de la Constitution de 1991<sup>84</sup>, quand le FSN a imposé sa variante en l'absence d'un véritable pacte constitutionnel. D'ailleurs, la nécessité d'une réconciliation nationale, thème dominant du discours politique du chef de l'Etat de l'époque, était le signe de l'inexistence d'une entente sur la Constitution dont la légitimité même était mise en cause par la CDR.

Ce sont ces mêmes conditions qui ont mené à l'application de ce qu'on a appelé une politique de l'oubli. Cette politique n'était donc pas, comme dans d'autres pays en transition, le résultat de pactes au niveau de l'élite politique, à la

---

<sup>82</sup> FUREDI, Frank. *Mythical Past, Elusive Future. History and Society in an Anxious Age*. Londres: Pluto Press, 1992, p. 8.

<sup>83</sup> Non seulement le changement du texte constitutionnel est devenu un sujet de débat récurrent mais, en dépit des trois alternances, la crédibilité du processus électoral a été fortement mise en cause, notamment après le scrutin parlementaire du 28 novembre 2004. A ce propos voir KIVU, Mircea. « Fraudarea alegerilor ca eveniment statistic » [La fraude électorale comme événement statistique]. *Dilema*, 28 janvier-3 février 2005.

<sup>84</sup> Les modifications de 2004 ont elles aussi déclenché de nombreuses controverses, notamment en ce qui concerne l'organisation du référendum en question.

suite de négociations plus ou moins publiques. Nous avons déjà montré dans quelle mesure les appels à la réconciliation nationale ont, dans le cas roumain, une autre signification que dans celui de la plupart des autres transitions post-autoritaires ou post-totalitaires<sup>85</sup>. Le discours sur la réconciliation nationale en Roumanie au début des années quatre-vingt-dix ne parle pas du pardon et n'aboutit pas à des amnisties. L'Etat roumain lui-même, par ses représentants, ne demande pas pardon jusqu'en 1997, et n'a aucun discours sur ses responsabilités<sup>86</sup>. Même si parler de réconciliation nationale, c'est supposer l'existence d'un conflit, le FSN, puis le PDSR, n'accepte pas l'existence d'un tel conflit au niveau de la société roumaine. En fait, le discours sur la réconciliation nationale vise l'objectif d'un consensus autour du parti de Ion Iliescu.

Dans le cas roumain, la réconciliation nationale n'est pas vue comme un substitut de la nécessité de la justice ; l'oubli promu par les institutions de l'Etat n'est ni consensuel, ni apaisant, car, au lieu de contribuer à la stabilisation politique, il accentue le clivage entre opposition et pouvoir. En plus, ce type de discours sert à la promotion d'un projet politique qui, comme on l'a vu, contient l'idée de démocratie originale, qui suppose non seulement la stabilité politique, mais la limitation du processus de démocratisation.

L'adoption du texte constitutionnel et la politique de l'oubli sont des démarches liées, car ce sont des tentatives d'éviter la mise en cause de l'état de fait résulté des événements de décembre 1989. Les deux promeuvent la continuité de l'Etat, elle-même résultat d'une forme de continuité de l'élite politique qui risquait d'être mise en cause par toute forme de pardon officiel. Ce pardon n'existe pas justement parce qu'il introduirait une hiérarchie défavorable aux gouvernants de l'époque, à la faveur des victimes, donc y compris des dirigeants des « partis historiques ».

Finalement l'Etat n'a pas de stratégie de préservation de la mémoire du passé communiste : musées ou manuels d'école témoignent d'une politique centralisée d'oubli, qui laisse les anciennes victimes, cantonnées dans une position de minoritaires, à commémorer une tragédie qui tarde à être reconnue comme sa propre

<sup>85</sup> A ce propos voir LEFRANC, Sandrine. *Politiques du pardon*. Paris : PUF, 2002, p. 295-344.

<sup>86</sup> Jusqu'à la première alternance de 1996.



tragédie par le reste de la société. Cette politique, caractéristique des premières années de la transition, marque toujours l'action des institutions de l'Etat. Dès lors, la politique de l'oubli est une conséquence de la continuité de l'Etat entérinée par la Constitution de 1991, étant donc elle-même un élément définitoire pour le régime politique roumain d'après 1989.

D'autre part, les conséquences de la politique de l'oubli, qui, comme on l'a vu, n'est que partiellement mise en cause après l'alternance de 1996, étant ensuite réaffirmée entre 2001 et 2004, vont, à long terme, à l'encontre de la consolidation du constitutionnalisme et de l'Etat de droit. Ainsi nous avons vu que l'amnistie implicite, quand elle est contrariée par certaines décisions de la justice, n'aboutit, comme dans le cas des généraux Mihai Chițac et Victor Stănculescu, ni à l'application des peines, ni à une amnistie légale, mais à des interventions politiques contingentes<sup>87</sup>. En fait, la politique de l'oubli prolonge la politisation du rapport au passé récent, processus qui doit être vu non seulement comme un résultat de l'instrumentalisation politique du rapport à la période communiste, mais aussi comme une conséquence du caractère totalitaire du régime d'avant 1989.

Une première conclusion est que le clivage sur la question du passé est aussi et surtout un clivage sur la question constitutionnelle, sur la fondation du nouveau régime. Le régime politique roumain reste marqué par l'ambiguïté caractéristique au moment de décembre 1989, ambiguïté qui rendait improbable la reconstitution tellement nécessaire de la notion même de vérité<sup>88</sup>, sans laquelle on ne pouvait pas jeter les bases de l'Etat de droit et de la confiance entre les principaux acteurs politiques<sup>89</sup>.

---

<sup>87</sup> C'est après 2001 que l'institution du recours en annulation est utilisée pour rejuger le procès en question.

<sup>88</sup> Pour Jacques Rupnik « Le régime totalitaire détruit le critère de base de la vérité [...] la notion de vérité disparaît » RUPNIK, Jacques, *The Other Europe*, New York : Pantheon, 1989, p. 231, *apud* SMITH, Kathleen E. *Remembering...* cit. , p. 11.

<sup>89</sup> La Roumanie semble caractérisée par l'absence d'un ancrage social dans les repères éthiques qui rendent possible la vie en commun. Pour Daniel Barbu, la tradition roumaine ne connaît pas d'autre définition du bien commun que celle imposée par la modernisation communiste, BARBU, Daniel, *Republica...* cit. , p. 22-35.

#### IV.B. Mémoire et Démocratie

Nous avons vu dans quelle mesure dans la Roumanie postcommuniste le rapport entre le processus de démocratisation et le débat sur le passé est marqué par l'absence d'un pacte constitutionnel, à partir duquel l'Etat aurait pu assumer ses responsabilités et faire ressurgir une forme minimale d'interprétation consensuelle de la période totalitaire. En général, la stratégie de l'oubli est présentée comme une condition de la stabilisation des régimes en transition. D'autre part le cas roumain vérifie l'observation de Paul Ricoeur pour lequel le déni de mémoire « prive celle-ci de la salutaire crise d'identité qui permettrait seule une réappropriation du passé et de sa charge traumatique »<sup>90</sup>.

En fait, le débat politique et théorique porte sur les limites de cet oubli. Et ces limites semblent conditionnés par ce qu'on a appelé « le paradoxe du probable et de l'inutile »<sup>91</sup>, qui résulte de l'observation que plus un pays en transition est favorable à la justice politique, moins important est l'impact de celle-ci sur le processus de la démocratisation, car ce type de politique résulte justement d'un amoindrissement de l'influence de l'élite de l'ancien régime.

Une des expériences qui a influencé les compromis et puis l'attitude envers le passé récent des pays postcommunistes de l'Europe centrale est l'expérience de l'Allemagne post-nazie. Alfred Grosser observe que les Allemands sont allés le plus loin dans l'examen critique du passé, en développant, comme collectivité, « une exigence morale fondée sur le sens de la co-responsabilité »<sup>92</sup> grâce à laquelle « la mémoire du crime a pu inspirer une morale universaliste »<sup>93</sup>. L'exemple allemand montre donc que la rupture totalitaire dans la continuité historique de l'Etat peut être résolue par un accord sur les valeurs fondatrices de la nouvelle république, valeurs à la lumière desquelles il est possible d'interpréter le passé.

---

<sup>90</sup> RICOEUR, Paul. Esquisse d'un parcours d'oubli. Devoir de mémoire, droit à l'oubli ? Thomas FERENCZI (éd.). Bruxelles : Complexe, 2002, p. 21-31, p. 28.

<sup>91</sup> AGUILAR Paloma, DE BRITO Alexandra Barahona, GONZALEZ-ENRIQUEZ Carmen. *The Politics of Memory. Transitional Justice in Democratizing Societies*. Oxford : Oxford University Press, 2002, p. 314.

<sup>92</sup> GROSSER, Alfred. *Le crime et la mémoire*. Paris : Flammarion, 1989, p. 131.

<sup>93</sup> *Ibidem*, p. 147.

Même si les principales forces politiques, notamment le parti de Ion Iliescu, reconnaissent et condamnent les abus du passé, leur réparation est repoussée, étant vue comme dangereuse parce qu'elle ne ferait que répéter, en sens inverse, ces mêmes abus. Cette symétrie des rejets, spécifique surtout du type de critique du passé récent du FSN et de ses successeurs, enlève la valeur d'exemplarité du passé totalitaire.

D'ailleurs la logique de la démocratie électorale tend à rejeter sur la population la responsabilité du jugement du passé, car les partis politiques essaient de façonner leur discours en fonction des priorités des citoyens, identifiés par l'intermédiaire des sondages, donc ces partis peuvent justifier leur manque d'intérêt à clarifier les responsabilités liées au passé par le manque d'intérêt des électeurs. La conséquence est la marginalisation de la question du passé communiste – naturellement, moins importante que les questions sociales et économiques qui caractérisent la période de transition. Ce qui aide la stratégie du parti de Ion Iliescu, qui est justement celle de marginaliser ce thème du passé communiste – thème encombrant pour un mouvement politique qui veut oublier son passé et gagner une respectabilité internationale<sup>94</sup>.

D'autre part, la confiscation politique de la question des souffrances pendant le communisme, surtout des souffrances des prisonniers politiques, comporte deux conséquences importantes pour le devenir de la perception de ce passé. Premièrement, la déformation qui résulte de tout usage partisan, et dont la dénonciation par les adversaires politiques risque de mettre en cause le phénomène en soi. Ainsi à défaut de ne pas être intégrée dans la mémoire officielle de l'Etat et de ne pas être reconnue par la mémoire collective nationale, c'est l'existence historique de ce phénomène qui peut être mise en cause, ou minimisée. Deuxièmement, apparaît le risque de voir le discours sur les crimes communistes lié au sort des partis et des dirigeants qui en font un usage politique.

Une autre conséquence de l'absence d'un accord constitutionnel est l'abandon de toute possibilité de construire une limite de l'acceptable au niveau de la vie politique, ce qui offre un terrain propice au développement de

---

<sup>94</sup> Le PSD ne sera reçu dans l'Internationale socialiste qu'en 2005, quatre ans après sa fusion avec le PSDR.

l'extrémisme. En ce sens nous avons vu que des partis comme le PGR et la PST, qui se caractérisent par un extrémisme nationaliste et nostalgique, ont eu plus que droit de cité, participant à des majorités parlementaires, le dernier finissant par fusionner avec le PSD<sup>95</sup>. Cette porosité de la frontière entre les partis qui se succèdent au pouvoir, surtout du PSD, avec les partis extrémistes, est le résultat de l'absence d'un discours officiel consensuel sur l'évaluation du passé récent, d'une mémoire construite au travers d'un compromis<sup>96</sup>. Absence qui révèle une autre absence, celle d'un attachement commun non seulement au texte constitutionnel, mais aux valeurs qui fondent une communauté politique démocratique.

## Conclusions

Un besoin naturel de mémoire, un besoin tout aussi légitime d'oubli, ont été instrumentalisés par les forces politiques de telle façon qu'a été rendue impossible une forme commune de condamnation du passé communiste. Le passé est ainsi la proie de toutes les interprétations partisans, ce qui enlève à la société la possibilité de se reconnaître dans les leçons que cette période aurait pu lui enseigner.

Précédemment, nous avons essayé de démontrer que l'absence d'un compromis constitutionnel doit être mise en relation avec l'absence d'un cadre commun de l'interprétation de l'expérience communiste, ce qui empêche la formation d'une mémoire officielle du passé totalitaire. En même temps, il est difficile de parler d'une véritable bataille des mémoires, car on a vu s'affronter un discours anticomuniste avec un type de discours qui reste caractérisé par son ambiguïté. C'est ce qui explique le fait que la domination politique exercée par le parti de Ion Iliescu pendant la grande majorité des quinze premières années de la transition ne s'est pas traduite par l'apparition d'une quelconque mémoire officielle.

Enfin nous avons pu voir que la politique de l'oubli a caractérisé l'action des institutions de l'Etat même après l'alternance de 1996, ce qui nous a permis de

---

<sup>95</sup> Le PST est intégré au PSD en 2003. En plus, c'était en 2002 qu'Ilie Neacșu, qui avait dirigé la revue *Europa*, notoirement antisémite, ainsi qu'Ilie Merce, quittent la PGR, pour rejoindre le PSD.

<sup>96</sup> A ce propos LEFRANC, Sandrine. *Op. cit.*, p. 336-337.

mettre en évidence la mesure dans laquelle des cultures politiques qui se sont affrontées depuis 1990 se ressemblaient, notamment et de façon surprenante au niveau de leur attitude à l'égard du passé ; ce qui n'annule pas la pertinence du clivage sur le passé, mais montre la difficulté que toutes les forces politiques ont à reconnaître en leur sein ce qui relève de l'héritage léniniste.

### **Conclusion**

Nous sommes partis de l'hypothèse de la place prééminente prise par la question du rapport au passé communiste dans la configuration des rapports entre les forces politiques roumaines après 1990. Notre démarche visait à la fois la fonction d'identification que l'attitude à l'égard du passé récent avait pour chaque formation politique et le rapport qu'une certaine mémoire du communisme entretenait avec d'autres dimensions des cultures politiques en question. Tout en reconnaissant les limites de notre démarche à surprendre l'ensemble des caractéristiques de ces cultures politiques, nous avons pu voir dans quelle mesure l'attitude à l'égard de la période communiste nous aide effectivement à cerner les relations entre les principales formations politiques et à expliquer certaines de leurs politiques, notamment en ce qui concerne l'intégration européenne, l'Etat de droit et les privatisations.

Notre ambition initiale était à la fois limitée et démesurée. Limitée car on aurait pu dire que nous ne nous proposons que de dresser une sorte d'inventaire des références au passé récent, des usages politiques de passé communiste. Démesurée car, même si l'hypothèse initiale était centrée sur l'importance identitaire du rapport au passé totalitaire, l'hypothèse subsidiaire, qui s'imposait comme une tentation irrépressible, était celle de la possibilité, à partir de notre type d'analyse, d'apporter un nouvel éclairage sur l'histoire politique de la transition. Au bout du compte, même si cet inventaire est loin d'être complet, l'hypothèse initiale est confirmée et, en plus, l'ambition qui lui était subsidiaire est, en bonne mesure, réalisée.

En même temps, les résultats de cette recherche sont utiles à plusieurs égards : d'abord, par leur capacité de surprendre le rôle, le contenu et l'évolution

des usages que font du passé communiste les principales forces politiques, dont les trajectoires sont impossibles à étudier sans connaître cette dimension de leurs discours. Ensuite, ce texte aide à la compréhension du type d'obstacles, institutionnels et culturels, que doit surmonter l'écriture de l'histoire du passé récent dans la Roumanie postcommuniste. Troisièmement, dans un contexte précis mais non exceptionnel, nous avons pu suivre le poids que peut prendre le rapport au passé non-démocratique dans la constitution ou dans les redéfinitions des cultures politiques concurrentes. Enfin, plusieurs conclusions de notre analyse peuvent servir de point de départ à une recherche sur l'ensemble des évolutions politiques tout au long des quinze premières années de l'après-communisme roumain.

Certes, pendant toute cette période, nous avons assisté à un épuisement progressif de l'instrumentalisation politique du passé récent. Mais on constate en même temps que le rapport à la période communiste marque le principal clivage structurant, autour duquel s'organisent la vie politique et les identités des partis. Nous avons essayé d'expliquer cette situation en opérant une distinction entre deux types idéaux d'anticommunisme, l'un politique, caractérisé par l'instrumentalisation politique de la critique de la période communiste, et l'autre civique, dont le but était d'influencer l'attitude de l'Etat et de la société à l'égard du communisme. Les principaux porteurs de l'anticommunisme politique sont marginalisés après la disparition de la Convention Démocratique, tandis que l'anticommunisme civique a contribué à fixer les termes du débat électoral de 2004.

Cette distinction nous a permis de ne pas caractériser tous les discours sur le passé que nous avons analysés comme ayant comme but principal l'efficacité politique. Et si l'anticommunisme civique se définit surtout par des objectifs comme les réparations ou la constitution d'une mémoire nationale des abus du communisme, c'est aussi parce que l'apparition d'une organisation comme l'Alliance Civique, et même de la CDR, est postérieure à la politisation du débat sur le passé récent. Il s'agit donc d'organisations fondées au nom d'un rapport au passé, ce qui les distingue de celles qui préexistent à la formulation d'un discours sur le passé, pour lesquelles celui-ci peut être vu uniquement comme une ressource politique. Les groupes fondés au nom d'un rapport au passé semblent ne pas survivre à l'abandon de celui-ci : c'est le cas de la CDR et du PNPCD, qui ne

survivent pas à l'abandon de la décommunisation et à l'éloignement de l'anticommunisme civique après 1996.

La persistance de l'anticommunisme civique, comme trait définitoire de la culture politique dans laquelle s'inscrivent les adversaires du Parti social-démocrate, doit être vue essentiellement comme le résultat de la difficulté du PSD à formuler son rapport à l'héritage de l'ancien parti unique. Cette difficulté provient du fait que, tout au long de la transition, le parti qui soutient Ion Iliescu perçoit comme dangereuse toute forme de repentir institutionnel ou individuel, et invoque le moment de décembre 1989 pour justifier la politique de l'oubli. Or, ce moment n'est pas un moment de négociation et de compromis, mais celui d'une forme de continuité dissimulée. En fait, la politique de l'oubli est une conséquence de la continuité de l'Etat entérinée par le changement de décembre 1989 et par la Constitution de 1991, ce type de politique étant donc lui-même un élément définitoire du régime politique roumain d'après 1989.

### **1. PSD : une succession tacite**

L'une des plus importantes spécificités de la période postcommuniste en Roumanie consiste dans la position durable de parti dominant détenue par une formation politique qui apparaît non pas à la suite d'une réforme du parti communiste, mais comme résultat d'un réflexe conservateur, de l'intérieur du FSN et des institutions de l'Etat<sup>1</sup>. Ce parti, sous ses diverses appellations, a, pour sa part, ceci de spécifique qu'il ne se réclame d'aucune tradition politique, mais peut être considéré comme étant le parti successeur de l'ancien parti unique, bien qu'il s'agisse d'une succession inavouée et indirecte, car elle se fait par l'intermédiaire de l'Etat lui-même, à l'intérieur des structures duquel les activistes communistes avaient trouvé refuge après la disparition formelle du PCR, le 22 décembre 1989. On ne peut cependant pas arriver à cette conclusion sans analyser l'attitude du

---

<sup>1</sup> Le FSN en tant que p[arti politique est lui-même apparu à la suite d'une décision prise par le CFSN, titulaire, à l'époque, du pouvoir politique. En ce sens voir le communiqué du CFSN de janvier 1990 in ILIESCU, Ion, *Momente...*, tome I, *cit.*, p. 85.



premier pouvoir postcommuniste à l'égard des hommes et institutions de l'ancien régime, son discours initial sur le passé récent et l'effort, parfois violent<sup>2</sup>, de limiter les changements.

D'autre part, comme le FSN, puis le PDSR, ne reconnaissent aucune forme d'héritage par rapport à l'ancien parti communiste, cette attitude leur interdit toute clarification tant au niveau de la tradition dont ils se réclament qu'à celui de l'évaluation du passé totalitaire. Ainsi le mouvement politique qui soutient Ion Iliescu s'interdit volontairement de répondre de manière crédible aux critiques de ses adversaires, préférant une équivoque qui apparaît comme efficace électoralement, mais rend particulièrement difficile sa social-démocratisation, qui reste problématique.

Ainsi, dans le cas roumain, le parti successeur n'exprime jamais de regrets et sa condamnation des abus d'avant 1989 apparaît comme conjoncturelle. Finalement, c'est l'absence même de discours éloquent sur le passé qui rend cette formation politique dépendante de son passé, d'un passé dont elle ne se donne pas les moyens de se démarquer de façon crédible et effective.

Ce blocage pénalise l'apparition d'un discours de réinterprétation critique de la tradition du PCR à l'intérieur de l'actuel PSD et, en même temps, préserve l'absence d'un consensus minimum sur la condamnation du passé totalitaire par l'ensemble de la classe politique et par les institutions de l'État. C'est de cette manière qu'est reprise la politisation de ce sujet et, même quand le chef de l'Etat d'après 1996 condamne officiellement le régime communiste, ce geste perd sa force symbolique, apparaissant comme implicitement orienté contre l'opposition de l'époque.

Le discours de Ion Iliescu et de ses proches sur le régime déchu est d'une remarquable constance tout au long de la période étudiée. Ainsi, dès le premier communiqué du CFSN du 22 décembre 1989, apparaissait comme définitoire la distinction entre un côté positif de l'ancien régime, caractérisé par une normalité qui ne devait pas être mise en cause par les événements révolutionnaires, et un côté négatif, vers lequel devrait être canalisé le désir de changement. Selon cette logique,

---

<sup>2</sup> Notamment pendant les événements du 13-15 juin 1990.

l'exécution du couple Ceașescu est allée de pair avec l'absence d'une volonté de mettre à nu le mécanisme du pouvoir exercé par le PCR, la tactique de l'oubli ayant pour but d'occulter les similitudes entre les hommes, les discours et les méthodes du nouveau régime avec l'ancien.

En même temps, nous avons vu que le PDSR évite de proposer une loi d'amnistie concernant la période communiste et l'appareil judiciaire semble guidé par une volonté d'ignorer la question des responsabilités dans les abus d'avant la chute du régime communiste. Ce type de politique, que nous avons appelée une amnistie implicite, est utilisée pour garantir la solidarisation autour du pouvoir en place de ceux qui devraient se sentir menacés par les demandes des anticomunistes. Et c'est justement la politique de l'oubli qui pouvait limiter la contestation de ce type d'impunité des anciens responsables.

Si, au début des années 1990, l'opposition anticomuniste évalue le régime communiste en privilégiant le critère de la culpabilité, ceux qui soutiennent Ion Iliescu mettent l'accent sur la compétence des anciens membres de la hiérarchie d'Etat ou du Parti. En utilisant cet argument de la compétence, le FSN proclame en 1990 la nécessité d'utiliser l'expérience politique dans les structures du Parti-Etat pour la construction des institutions démocratiques. Ceci donne une nouvelle légitimité à l'ensemble de l'ancienne élite, qui peut ainsi préserver son contrôle sur l'Etat ; implicitement, ce processus valide les critères de sélection d'avant 1989, notamment la politisation du recrutement du personnel des institutions de l'Etat, qui se perpétue après 1989. Ainsi du discours sur le passé communiste du parti de Ion Iliescu nous avons pu déduire une conception sur les rapports entre l'Etat et sa direction politique, qui n'est pas définie par opposition avec l'expérience totalitaire.

## 2. Chemins de la démocratie originale

Nous avons souligné la mesure dans laquelle, dans le cas étudié, le rapport au passé apparaît comme une prémisse incontournable de la compréhension de la nature du régime que voulaient organiser les nouveaux dirigeants au début de la période postcommuniste. Ion Iliescu est le seul dirigeant de la région resté si longtemps au pouvoir qui considère que le moment 1989 et l'abandon de certaines pratiques du régime communiste peuvent être vus comme un moment qui ouvre la possibilité de régénérer les idéaux socialistes.

Le refus de condamner le communisme rend possible la tentative d'un réformisme limité, projet qui n'a jamais été ouvertement abandonné. En même temps, parler d'un modèle politique et économique original, c'était faire appel à un sentiment de nostalgie non pas des institutions du socialisme réel, impossible dans le contexte de l'invocation du moment de 1989, mais des promesses que nourrissait la propagande de ce régime.

Le discours du parti de Ion Iliescu, sous ses dénominations successives, sur le passé communiste ne peut pas être résumé en une forme de bilan de ce passé, qu'il soit positif ou négatif ; ce discours est dialectique, il suppose un présent qui est un dépassement des contradictions du passé. Cette façon dialectique de se rapporter au passé n'est compréhensible que si on la met en relation avec les deux dimensions de la démarche du CFSN de décembre 1989 : l'une était caractérisée par la défense des réalisations de l'ancien régime, l'autre était liée aux grands changements déclenchés à l'époque, que le Front s'arroge le mérite d'avoir rendus possibles et qu'il invoque pour invalider l'idée de l'existence d'une forme de continuité entre le parti communiste et celui dirigé par Ion Iliescu.

En ce sens Ion Iliescu, en tant que chef élu de l'Etat, proclame que la Roumanie est, dès mai 1990, un pays démocratique<sup>3</sup>, ce qui permet à son parti de défendre le statu quo institutionnel sous prétexte de défendre les institutions démocratiques. En fait, les changements sont limités notamment par la justification de l'existence du danger, en fait improbable, d'une décommunisation violente,

---

<sup>3</sup> Ion ILIESCU, *Azi*, 18 décembre 1990.

contre laquelle les masses ouvrières sont mobilisées d'une manière hautement significative pour le type d'héritage que Ion Iliescu voulait recueillir.

Le Front se veut le seul porteur légitime des revendications de décembre et, comme nous l'avons vu, il se substitue aux insurgés de 1989 tout en protégeant les responsables de la répression. Finalement, ni les uns ni les autres ne seront récompensés pour leur participation au mouvement révolutionnaire, mais pour leur ralliement au CFSN, qui est ainsi reconnu comme le nouveau titulaire du pouvoir politique<sup>4</sup>.

Ce mécanisme explique l'une des spécificités du cas roumain, à savoir que, en dépit d'un changement violent et sanglant, mais grâce aux circonstances qui ont permis la prise du pouvoir par le groupe de Ion Iliescu, les ex-communistes ne sont pas obligés de négocier les conditions de la fondation constitutionnelle du nouveau régime et peuvent contrôler le rythme des changements. En même temps, le fait que le FSN veut s'affirmer comme le seul représentant des révoltés de 1989, l'oblige à répondre à certaines de leurs demandes, notamment à ne plus utiliser aucune référence directe à l'idéologie de l'ancien parti unique. Le discours du CFSN, qui confirme certaines attentes, en crée d'autres ; ainsi, un discours de condamnation du passé qui se concentre sur la condamnation de Nicolae Ceaușescu, enclenche une dynamique qui dépasse son rôle instrumental. Le 22 décembre, les ex-communistes du CFSN proclament implicitement la dissolution du parti communiste et la chute du régime, poussés par une foule qui, pour les reconnaître en tant que nouveaux dirigeants, leur avait demandé ce geste. La disparition du parti a donc été le prix pour la continuité d'une élite politique qui, une fois dépassé ce moment critique, évite de condamner explicitement le communisme, ce qui est perçu comme un signal d'encouragement pour l'arrêt des changements et assure la stabilité des hommes de l'ancien régime.

Au niveau de l'influence que le discours sur le passé récent exerce sur la dynamique des événements, ces deux phénomènes montrent de manière exemplaire un type d'amplification des conséquences du discours sur le passé qui va bien au-

---

<sup>4</sup> Les « révolutionnaires » bénéficient d'un certain nombre de privilèges matériels, mais les modalités de se faire reconnaître comme appartenant à cette catégorie restent toujours un sujet d'incessantes polémiques.

delà des buts de celui qui le tient. Ce phénomène montre les risques d'une interprétation des usages politiques du passé limitée aux buts initiaux, qui ignore les conséquences de ces usages et, conjointement, le risque d'interpréter ses conséquences comme étant nécessairement prévisibles. Cette observation, qui ne singularise par le discours sur le passé récent par rapport à d'autres types de discours politiques, est pourtant nécessaire, car on a trop souvent tendance à considérer comme suffisante l'observation qu'il s'agit simplement d'un usage politique du passé, sans souligner par exemple dans quelle mesure ce type d'usage redéfinit l'identité politique même du parti en question et, par conséquent, l'oblige à en assumer les conséquences.

Dans le cas du FSN, puis du PDSR, ce même type de phénomène nous permet d'expliquer pourquoi ce mouvement politique est contraint de se limiter à un discours largement allusif quant à la défense de l'ancien régime, bien que cela soit allé de pair, dans la rhétorique de Ion Iliescu notamment, avec l'évocation de la nécessité d'une voie originale de démocratisation.

Le discours sur le passé des ex-communistes n'est qu'en apparence contradictoire, car toutes ses dimensions se retrouvent dans un cadre plus large, caractérisé, comme nous l'avons montré, par l'invocation d'un sens de l'histoire et par l'usage du discours nationaliste, qui permet non seulement de limiter la condamnation du régime communiste, mais aussi de soutenir l'idée de la nécessité d'une démocratie originelle.

L'apparition du FSN, en tant que parti du pouvoir, prolongera la confusion d'avant 1989 entre Etat et Parti, ce qui, corroboré avec l'usage du discours nationaliste, a deux conséquences majeures : premièrement, la naissance même d'une opposition politique est pénalisée par la tentative d'invoquer la coïncidence entre l'intérêt du parti au pouvoir et l'intérêt national. Deuxièmement, c'est la mise en cause du passé communiste qui est assimilée à la mise en cause de la nation.

Nous avons vu que le parti de Ion Iliescu peut faire appel à l'orgueil national tant lorsqu'il défend les réalisations de l'ancien régime, que lorsqu'il invoque le moment révolutionnaire ; ainsi, continuité et rupture sont toutes les deux englobées par une forme de discours nationaliste qui descend en ligne droite du discours dominant d'avant 1989.

De ce point de vue, le discours nationaliste renoue avec une autre caractéristique du régime d'avant 1989, celle de l'extrême personnalisation du pouvoir, réaffirmée par le discours essayant d'identifier la Nation avec l'Etat et avec le Parti (ou le Front), tous incarnés par le même homme. A partir de 1990, le culte de la nation est aussi un culte du nouveau chef de l'Etat, de Ion Iliescu, même si les formes de ce nouveau culte de la personnalité ne sont pas les mêmes qu'avant 1989.

Finalement, ce sont les limites conceptuelles de la culture politique de l'ancien parti unique qui encadrent l'évaluation que fait du régime communiste le parti dominant de la transition roumaine. Le discours nationaliste, l'évocation du sens de l'histoire et de la nécessité d'un modèle politique spécifiquement roumain justifient une politique de l'oubli par rapport au passé totalitaire. Cette politique ne résulte pas seulement d'un choix stratégique ; elle est aussi due au type de culture politique qui anime les partisans de cet oubli. Ceux-ci refusent de penser la période communiste en privilégiant la question des droits de l'homme, et, conséquemment, rendent impossible l'éventuelle punition des responsables des anciens abus.

On peut donc conclure que le cas roumain se singularise par cette forme d'héritage inavoué qui caractérise l'attitude à l'égard du passé récent de l'actuel PSD, héritage défini par une forme de revendication implicite de la tradition politique du parti communiste. Pourtant, même si la caractérisation du parti de Ion Iliescu, l'actuel PSD, comme étant une forme de parti successeur du parti communiste est une conclusion importante, elle ne surprend qu'une des dimensions du rapport de ce parti au passé récent. Précisons toutefois un fait encore plus définitoire : au moins pendant les dix premières années de la transition, cette formation politique a montré sa volonté de conserver de nombreuses réalités, institutions et formes de discours d'avant 1989. Son rapport aux institutions de l'Etat, qu'elle veut confisquer, ses rapports avec ses adversaires politiques, qu'elle veut marginaliser, esquissent une difficulté de se délimiter de l'héritage du parti communiste bien plus importante que celle d'autres partis successeurs, notamment dans le cas polonais ou hongrois. En conséquence, pour définir dans le contexte de l'Europe postcommuniste le parti fondé par Ion Iliescu, il faudrait commencer par observer que la distinction primordiale n'est pas celle entre partis successeurs et les autres, mais celle entre partis orientés vers le changement, et qui poussent leur

électorat vers ce changement, comme dans le cas des deux pays cités plus tôt, et des partis qui, continuant de s'appuyer sur un électorat qui craint les changements, amplifient et exploitent constamment ces craintes, comme le fait le discours des ex-communistes roumains.

Enfin, il faut préciser que la politique de l'oubli restera une constante de l'attitude des institutions de l'Etat envers le passé communiste, en dépit des alternances politiques ; elle est une conséquence, mais aussi une forme de camouflage, de la continuité de l'Etat, ce qui la rend un élément définitoire du régime politique roumain d'après 1989.

### **3. Evolutions et usages des anticommunismes**

La Convention Démocratique résulte du compromis entre les représentants de l'anticommunisme politique et ceux de l'anticommunisme civique, qui s'était exprimé à travers les manifestations de la Place de l'Université, et dans le cadre d'organisations comme le Groupe pour le Dialogue Social et l'Alliance Civique. Et ce sont justement les porteurs d'un discours antipolitique qui fournissent les arguments en faveur de l'unification de l'opposition de l'époque. Mais la conséquence de l'importance du ressort civique dans l'unification des anticommunistes sera que la CDR deviendra une institution qui perpétue la méfiance envers les partis politiques. En plus, pour les principaux partis de la CDR, l'anticommunisme et l'appel à certaines traditions fournissent un alibi pour marginaliser la question de la clarification de la doctrine et du programme de chaque parti ; en fait, l'institutionnalisation de la Convention Démocratique cache les limites du développement organisationnel de ces formations politiques.

Une autre caractéristique du cas roumain, qui découle de l'attitude à l'égard du passé récent, est donnée par le poids politique que prennent les partis traditionnels et les anciens détenus politiques des années cinquante. En ce sens, nous avons mis l'accent sur le rôle du PNPCD, comme parti ayant eu le discours le plus typiquement anticommuniste, tout en jouant un rôle principal au sein de la Convention démocratique. Ce qui va de pair avec le fait que, dans le discours des

anticommunistes, le conflit avec les ex-communistes est assimilé avec l'opposition d'avant 1989 entre la société et l'Etat. Ainsi, par l'exagération des conflits anciens, on pousse à la dramatisation du clivage entre les forces politiques postcommunistes. Finalement, c'est dans la mesure où le présent était vu à travers le prisme de la critique du passé, que les partis qui se déclarent anticommunistes peuvent se démarquer de tout ce qui est héritage, idéologique et humain, de l'ancien parti unique.

Faut-il pourtant analyser l'anticommunisme comme un simple usage politique du passé ? La distinction entre l'anticommunisme civique et celui politique nous permet de montrer pourquoi la mémoire anticommuniste ne peut pas être réduite à sa dimension instrumentale, ce qui nous aide aussi à comprendre sa survie au-delà de la disparition de la CDR.

Dans les pays d'Europe centrale, les dissidents, en ce qu'ils ont en commun, apparaissent comme les représentants d'une critique non-partisane du passé récent, étant ainsi les porteurs, bien avant 1989, d'un anticommunisme véritablement civique et *apolitique*, si on le compare avec celui des organisations civiques roumaines. C'est ce qui nous a permis de réitérer l'importance de la distinction entre l'anticommunisme forgé pendant la période post-totalitaire du communisme et celui forgé après la chute du communisme. Si l'anticommunisme central-européen commence comme une tentative réformiste, qui utilise souvent une critique néo-marxiste de ces régimes, l'anticommunisme roumain articulé après 1989, est, dès le début, en connivence avec les intérêts des « partis historiques ».

Dans le cas roumain, l'anticommunisme politique ne pouvait pas naître d'un anticommunisme civique, car les deux apparaissent simultanément, et c'est justement l'inexistence avant 1989 d'un mouvement de révélation des atrocités du passé qui explique la politisation intégrale de ce sujet et l'absence d'un minimum consensus entre les principaux partis sur la condamnation de l'ancien régime. Ce n'est donc pas seulement l'absence de dialogue, mais aussi l'absence d'un discours crédible de médiation entre les deux camps qui a contribué à rendre impossible une condamnation du passé communiste commune aux principales forces politiques naissantes, sur laquelle aurait pu être fondé un véritable consensus constitutionnel.



D'une part, on peut argumenter en faveur de l'idée que ce consensus se met en place après la première alternance. Pourtant, les conditions du changement n'ont fait que transférer le conflit sur la légitimité des institutions à l'intérieur du nouveau pouvoir, car, même si la victoire de 1996 n'est pas obtenue grâce au discours anticomuniste, le type de mobilisation de la dimension civique de la Convention et en général de discours dirigé vers l'intérieur des membres de la Convention était centré sur la logique anticomunistes *vs* ex-communistes. C'est ainsi que nous avons pu expliquer, d'une part, pourquoi la question de la décommunisation apparaît comme marginale dans le message électoral avec lequel la CDR avait gagné les élections de 1996, mais, d'autre part, qu'après 1997 on retrouve des principaux thèmes du discours anticomunistes au centre des polémiques autant à l'intérieur de la Convention, que dans les conflits avec le principal parti de la coalition gouvernementale, le PD.

En même temps, les organisations civiques avaient constaté que la victoire de la CDR avait été assumée uniquement par le PNPCD et le PNL, comme si ces partis avaient envisagé la CDR comme un simple véhicule électoral. Même si ce mouvement était contraire aux engagements initiaux, il ne faisait que mettre un terme au projet utopique consubstantiel à l'anticommunisme civique, qui était celui d'institutionnaliser l'influence directe des décisions politiques à partir de positions non-partisanes. Finalement, les principaux vecteurs de l'anticommunisme civique quitteront la CDR en invoquant justement le manque de cohérence des partis envers les politiques de décommunisation.

D'autre part, nous avons vu qu'après 2000, quand le discours anticomuniste semble avoir perdu toute sa capacité de mobilisation et d'identification politique, l'opposition au PSD est particulièrement affaiblie, et que ce n'est qu'après la reprise des principaux thèmes des anticomunistes par la nouvelle alliance de l'opposition que le spectre politique commence à se rééquilibrer. Autrement dit, la disparition progressive du clivage sur le passé n'a pas laissé la place à un autre type de différenciation entre les principales forces

politiques, qui ne semblent toujours pas caractérisées par une véritable identité doctrinaire<sup>5</sup>.

#### **4. La métamorphose du clivage sur le passé**

Tout au long de la période 1990-1996, le discours des anticomunistes de la CDR ne se radicalise pas, en dépit du fait que ses représentants sont tenus loin du gouvernement. Tout au contraire, leur victoire de novembre 1996 a été obtenue, comme nous l'avons montré, grâce à un message électoral qui avait mis en sourdine le discours sur la décommunisation. Ce n'était donc pas une si grande surprise si l'alternance de 1996 en arrive à légitimer définitivement la continuité de l'Etat, et si l'action des ministres des partis de la CDR ne met pas fondamentalement en cause l'attitude des institutions étatiques envers le passé communiste, et poursuit une politique qui ne contient ni amnistie ni lustration.

En conséquence, comme jamais la question du passé n'est apparue comme une priorité pour les gouvernements roumains, on a pu légitimement se demander si la polarisation de la vie politique entre ex-communistes partisans de la politique de l'oubli et anticomunistes ne cachait pas une profonde proximité idéologique et même une connivence de l'entière élite politique postcommuniste. Et cela d'autant plus que, comme nous l'avons montré, les deux principaux discours envers le passé communiste restent dépendants, même si à des degrés différents, du cadre fixé par l'historiographie roumaine, de l'idée de la victimisation du peuple roumain, qui exclut la question des responsabilités.

Pour répondre à cette question il faut partir de l'observation que l'exagération des divergences entre les principales forces politiques, notamment au niveau de leur attitude envers le passé communiste, vient justement de la proximité entre les deux camps. En ce sens, le discours anticomuniste est le résultat d'une tentative de différenciation d'une partie de l'élite politique, par rapport au Parti-Etat qui tarde à être démantelé. Ce qui est remarquable ce n'est donc pas ce type

---

<sup>5</sup> L'exemple de la soudaine adoption de la doctrine populaire par le social-démocrate PD en 2005, est hautement significatif.

d'exagération, mais le désintérêt du parti de Ion Iliescu de montrer de manière crédible son indépendance par rapport à l'héritage institutionnel et idéologique du parti communiste.

Ce phénomène se répète de façon encore plus évidente lors des élections de 2004. Ainsi, paradoxalement en apparence, c'est après la disparition de la CDR et la marginalisation, après 2000, du principal parti qui soutenait la décommunisation, le PNPCD, que, pendant la campagne électorale de 2004, apparaît fréquemment l'invocation de la solidarité des forces qui s'opposent aux ex-communistes et au Parti-Etat. Et ce discours est tenu par ou pour le soutien d'une coalition entre le Parti Démocrate, qui est l'héritier institutionnel du FSN, et le PNL, qui avait quitté la CDR en invoquant le fait que le discours de type anticomuniste n'était plus politiquement efficace. Pourtant le paradoxe n'est qu'apparent, au moins pour trois raisons : premièrement, parce que c'était justement la proximité entre le PSD, au pouvoir, et l'opposition, qui rendait utile pour le PD et le PNL l'invocation de l'origine communiste des nouveaux sociaux-démocrates roumains. Deuxièmement, parce que les tenants d'une type de discours qui utilise les thèmes et catégories d'analyse de l'anticommunisme civique ont une influence importante dans l'espace public et soutiennent ouvertement l'opposition au PSD. Troisièmement, parce que, par la quasi-disparition des anciens détenus politiques de la direction de principaux partis politiques, le risque d'une forme de décommunisation radicale était devenu hautement improbable.

### **5. Le rapport au passé communiste, sujet de division durable**

Les principaux protagonistes du postcommunisme roumain se définissent les uns par opposition aux autres en invoquant le passé pour inscrire leurs divergences dans le cadre de rivalités historiques, rivalités marqués par la violence politique. D'autre part, nous avons montré que le clivage sur la question du passé est en fait un clivage sur les fondements constitutionnels de l'Etat. Et cela non seulement parce que le texte de la Constitution de 1991 rend possible la continuité de l'Etat, mais aussi parce que la construction institutionnelle qui en résulte rend plus

difficiles toutes les tentatives de changement, qu'elles soient politiques, économiques ou sociales.

En même temps, l'image du rapport de la société roumaine au passé communiste est caractérisée conjointement par une importante capacité de mobilisation des anticomunistes, mais aussi par une opposition aux demandes de décommunisation, notamment en ce qui concerne la lustration, de la part de la majorité des électeurs et de l'élite politique.

L'une des plus importantes raisons de cette situation est la place prise par les « partis historiques », principaux porteurs du discours de l'opposition jusqu'en 1996, qui est le résultat, d'une part, du fait que, dès 1990, l'opposition civique et politique au pouvoir en place s'organise autour du message anticomuniste et, d'autre part, de l'absence d'autres porteurs crédibles de ce type de message de rupture par rapport au passé récent, en l'absence d'une dissidence organisée. Dès lors, l'accent du message politique des anticomunistes tombe sur l'importance du souvenir des années cinquante et sur l'appel à la tradition pré-communiste. Le rapport critique au passé totalitaire sert donc à la valorisation des traditions de ces partis. En conséquence, le projet politique qui en résulte suppose une tentative d'annulation des principaux effets produits par l'instauration du communisme, ce qui ne pouvait apparaître que comme inacceptable pour les ex-communistes.

Le discours sur le passé tenu par les organisations civiques qui avaient soutenu en 1990 le programme de décommunisation contenu dans la Proclamation de Timișoara, en mettant l'accent sur la période la plus répressive du régime déchu, a de la sorte offert un socle aux « partis historiques », ce qui a contribué à rendre plus difficile le développement de toute force politique qui ne s'inscrivait dans aucune des deux cultures politiques rivales. En plus, l'influence de l'anticommunisme civique a assuré l'hégémonie du PNPCD à l'intérieur de la Convention Démocratique.

En conséquence, il convient de remarquer que ce qui est caractéristique du cas roumain ce n'est évidemment pas le conflit sur le passé récent, le clivage entre anticomunistes et ex-communistes, mais l'absence de forces politiques médiatrices, l'absence d'arbitre ou au moins d'acteurs significatifs qui puissent assurer la communication entre les protagonistes.

De la sorte, le clivage sur la question du passé reste un clivage sur la question constitutionnelle, sur la fondation du nouveau régime. En fait, dès 1992 l'attitude à l'égard du passé est devenue un type de discours qui signale l'attitude à l'égard des nouvelles institutions. De ce point de vue, le débat politique reste toujours caractérisé par une opposition entre conservateurs et réformistes, ce qui confirme notre hypothèse du début, selon laquelle l'actuel clivage politique n'est compréhensible que par rapport à celui de 1990, qui en a constitué la matrice.

Nous essayons ainsi de relativiser le radicalisme de la contestation des institutions en place par les anticomunistes, puis par l'Alliance PNL-PD. Si l'anticommunisme civique propose une continuation de la révolution, ceux qui bénéficient politiquement de la critique radicale des institutions en place ne partagent pas ce point de vue. Finalement, le clivage en termes de culture politique ne se retrouve pas tel quel au niveau des formations politiques. Si auparavant nous avons formulé l'hypothèse de l'apparition, dans le sillage du clivage sur le passé, d'un dualisme de type droite-gauche, il faut maintenant préciser qu'il s'agit là d'un trait encore inachevé de la vie politique roumaine.

Nous avons d'ailleurs nous-mêmes mis en cause la frontière entre ce que nous avons présenté comme les deux principales cultures politiques du postcommunisme roumain, en mettant en évidence certaines similitudes entre ce qui aurait dû être, suivant notre démarche, le plus dissemblable, à savoir les attitudes à l'égard du passé communiste. D'autre part, ces similitudes, symbolisées par le contenu et l'application de la loi sur l'ancienne police politique, qui, comme on l'a vu, en arrive à prolonger la politique de l'oubli, ne font que montrer une remarquable constance de l'attitude des institutions de l'Etat.

Si, une fois arrivés au pouvoir, les anticomunistes de la CDR ne mènent pas une politique tellement différente à l'égard du passé de celle de leurs prédécesseurs, c'est parce que cette politique ne caractérisait pas seulement le parti de Ion Iliescu, mais l'Etat lui-même duquel est né le PDSR. Cela ne met pas en cause le clivage et les divergences sur le passé ; par contre, cela place dans une autre perspective leur dramatisme, montrant que la culture politique de l'ancien parti unique influence, même si à des degrés très différents, l'ensemble du spectre politique d'après 1989. Et c'est en fonction de cette influence que nous avons

interprété le tournant populiste de la CDR de 1996 ; elle s'est manifestée d'abord indirectement, à la suite de la tentative de la Convention de répondre aux attentes de l'électorat, ensuite, après la prise du pouvoir, plus directement, de l'intérieur des structures de l'Etat sur les gouvernants. Ce qui ne veut pas dire que la perméabilité à l'égard de cette influence, de cette forme d'héritage, est moins significative, mais que le mécanisme par lequel elle se transforme en politique apparaît comme différent de celui des héritiers directs de l'ancien parti unique. Par exemple, nous avons pu voir dans quelle mesure l'anticommunisme, qu'il s'agisse de sa forme civique ou de sa forme politique, apparaît comme incompatible avec le nationalisme, qui est typiquement une forme de rhétorique héritée par le FSN et le PDSR de l'ancien parti unique.

Ce qui apparaît comme remarquable dans le cas de la Roumanie postcommuniste ce n'est pas la persistance du clivage sur la question du passé récent, mais l'absence d'un autre clivage structurant, par rapport auquel puissent se définir les principaux partis politiques. Selon nous cette caractéristique est un résultat de la difficulté de ces partis, surtout de l'actuel PSD, de se donner une identité doctrinaire, au-delà de la revendication plus ou moins directe d'une tradition politique.

En conséquence, le clivage sur le passé n'est pas mimé ; le discours sur le communisme fonctionne surtout comme un principe d'identité, ce qui explique le maintien de l'actualité du débat sur le communisme en Roumanie. A partir de la réalité que le conflit propre à la période communiste est celui entre mémoire et oubli, et que, dès 1989, ce conflit occupe le centre du débat public, nous avons essayé de démontrer que les partis politiques ont pris position au long d'une frontière préexistante, qui ne fait que devenir plus manifeste au début de la transition<sup>6</sup>.

Nous avons d'ailleurs vu la difficulté de l'usage par les anticomunistes roumains du discours nationaliste, ce qui nous a mené à la conclusion que le clivage sur le passé tend à se confondre, se trouvant ainsi confirmé et renforcé, avec celui

---

<sup>6</sup> Ce qui ne veut pas dire que cette frontière n'a pas été redéfinie par les divers usages politiques.

sur la question de l'attitude à l'égard de l'Occident en tant que modèle culturel et politique, donc, en subsidiaire, à l'égard de l'intégration européenne<sup>7</sup>.

Pendant la période étudiée, le passé communiste reste au centre de la polémique politique, l'usage politique de ce passé étant un moyen d'identification des principaux partis de telle manière que l'image du passé et celle du présent sont interdépendantes. Ce qui nous pousse à définir la transition, telle qu'elle est à été étudiée tout au long de ces pages, comme étant la période pendant laquelle, dans le débat politique, le discours sur le passé est contenu plus ou moins explicitement dans le discours sur le présent, les controverses sur l'évaluation de ce passé reflétant, dans le cas roumain, les controverses sur le sens même de la transition.

Après 2000 l'apparition d'une opposition significative au PSD du Premier ministre Adrian Năstase n'a été possible qu'après la constitution, en 2003, de l'Alliance PNL-PD, et l'utilisation d'un discours souvent semblable à celui de la CDR. Mais le type d'héritage politique que l'Alliance PNL-PD reprend à la CDR rappelle fortement le rapport du FSN avec le PCR. Ainsi l'usure du pouvoir mène, avec une certaine cyclicité, à une forme d'héritage honteux, sans discours explicite sur lui-même, qui apparaît comme politiquement efficace. Pourtant ces façons d'éviter l'affrontement avec un passé plus ou moins récent ne peuvent pas se répéter indéfiniment ; en tout cas, c'est la confiance des Roumains dans leurs gouvernants et même dans la démocratisation qui est ainsi mise à l'épreuve.

L'attitude des institutions de l'Etat par rapport à la punition des abus d'avant 1989, l'hermétisme des archives, notamment l'histoire de l'application de la loi sur les archives de l'ancienne police politique, montre que l'Etat roumain se pense en terme de continuité avec celui d'avant 1989, aucun pouvoir politique n'ayant la volonté de marquer une rupture sans équivoque. Nous avons montré que, au-delà de ses conséquences symboliques, cette attitude met en cause la construction de l'Etat de droit et des institutions démocratiques, rend possible l'invocation d'une *démocratie originale* et permet l'inertie à la fois du personnel bureaucratique et de l'élite politique.

---

<sup>7</sup> Par rapport à laquelle l'actuel consensus n'est que conjoncturel.

Pour en conclure, nous avons vu dans quelle mesure les principales forces politiques se définissent les unes par rapport aux autres en privilégiant l'affrontement discursif sur la question du rapport à la période communiste. Tout au long des quinze premières années de transition, il s'est agi d'une mise en cause réciproque de la légitimité de l'adversaire à exercer le pouvoir, attitude que nous avons considérée comme un résultat à la fois du déroulement des événements de décembre 1989 à juin 1990 et du type de rapport existant entre les cultures politiques dans lesquels s'inscrivent ces partis. Les ex-communistes d'une part et ceux qui revendiquent l'héritage des traditions démocratiques pré-communistes d'autre part ont initialement des discours sur leur propre identité qui impliquent la négation même du droit de l'autre camp de diriger le processus de démocratisation. Même si cette situation initiale paraissait définitivement dépassée par la dynamique des alliances, notamment après les élections de 2000, les évolutions politiques ultérieures des rapports entre les principaux partis remettent en question la stabilité des bases constitutionnelles du régime.

Enfin, au cours de cette recherche, tout en évitant les amalgames, nous avons pu observer l'incapacité de la communauté politique d'arriver, par ses représentants, à assumer le passé totalitaire. L'ambiguïté de la position officielle à l'égard du passé communiste est, selon nous, le résultat d'une adoption problématique des valeurs démocratiques par l'élite politique roumaine, mais aussi par la société. C'est ce qui ouvre un autre champ de recherche, sur la nécessité, ou non, d'un consensus minimum sur l'évaluation du passé non-démocratique, de la possibilité d'une mémoire officielle dans tout pays démocratique. Ce qui pose aussi le problème de l'existence d'une mémoire des totalitarismes dans toute communauté politique, du rapport si complexe entre les discours politiques sur le passé, les usages politiques du passé et la capacité et les limites du politique à conditionner les mémoires et l'oubli.





### Post-scriptum

De façon à première vue surprenante, la question du passé communiste resurgit en 2006, pour devenir l'un des principaux sujets médiatiques et politiques. Nous devons désormais voir dans quelle mesure ces événements, que nous allons rapidement décrire plus bas, mettent en question les conclusions de notre travail. Déjà le fait de choisir d'ajouter ce « post-scriptum », au lieu d'intervenir dans le texte, dont la rédaction était achevée fin 2005, fournit une partie de la réponse, car pour nous ces événements peuvent être compris à la lumière de notre texte, sans corrections supplémentaires, mais avec des précisions rendues nécessaires par le nouveau contexte. Précisons d'entrée de jeu que ces quelques pages ont été ajoutées tout en sachant que toute analyse à chaud d'événements historiques ne peut être que provisoire.

Il faut d'abord se demander ce qui annonçait cette arrivée à un point où, comme l'observe Vladimir Tismăneanu, « l'atmosphère ressemble de manière frappante à celle qui avait mené en République Tchèque, au début des années '90, à une véritable, même si imparfaite, lustration »<sup>8</sup> ? Nous croyons trouver une explication dans notre précédente analyse des enjeux du scrutin de 2004. Nous avons observé que, si les références au passé communiste étaient loin d'avoir un rôle central pendant la campagne électorale, en revanche de nombreux thèmes sous-jacents au discours de l'Alliance entre le PNL et le PD, ainsi que les messages de son candidat aux élections présidentielles, rappelaient la démarche institutionnelle et idéologique de l'ancienne Convention Démocratique. Même si l'anticommunisme n'était pratiquement pas invoqué, le type d'approche de la vie politique était semblable à celui de l'anticommunisme politique d'avant 2000. C'est

---

<sup>8</sup> TISMĂNEANU, Vladimir, « Nevoia de claritate morală » [Le besoin de clarté morale], *Cotidianul*, 17 août 2006, p. 9.

ainsi que l'Alliance avait pu mobiliser et utiliser les reflexes d'une culture politique d'opposition au parti-Etat.

De ce point de vue le surgissement, après 2005, de la question du passé communiste devient compréhensible et même inévitable : ceux qui avaient gagné le pouvoir à la fin de 2004, entre autres grâce à des associations civiques qui avaient posé parmi les conditions de la « propreté »<sup>9</sup> de la classe politique l'examen du passé des élus, devaient satisfaire les demandes de plus en plus appuyées formulées au nom de l'anticommunisme civique<sup>10</sup>. Finalement, 2006 sera l'année pendant laquelle chacun des partis de la toujours plus fragile Alliance Justice et Vérité essaie de montrer sa sollicitude par rapport à ces demandes, ce qui était une façon d'essayer de confisquer les ressorts de la victoire de 2004, en vue des futures échéances électorales.

Si l'on passe en revue les principaux événements de cette période<sup>11</sup>, il faut rappeler que certains signes annonciateurs apparaissent en 2005, quand le chef de l'Etat semble hésiter à condamner le régime communiste et exprime son intention de constituer une commission présidentielle chargée de donner des arguments scientifiques à la future condamnation solennelle<sup>12</sup>. Mais si Traian Băsescu n'entreprend rien dans cette direction pendant plus de six mois, le Premier ministre et président du PNL, Călin Popescu Tăriceanu<sup>13</sup>, qui était désormais en conflit avec le chef de l'Etat, saisit l'occasion offerte par ces hésitations pour annoncer, en décembre 2005, la création d'un Institut d'Investigation des Crimes du Communisme<sup>14</sup>.

---

<sup>9</sup> Plus haut nous avons souligné le rôle de la « Coalition pour un Parlement Propre », composée d'associations civiques plus ou moins militantes comme l'Alliance Civique ou la Société Académique roumaine, dans l'alternance politique de 2004.

<sup>10</sup> En mars 2006, l'éditorial de la revue 22 reprochait au président ses hésitations quant à la condamnation du communisme en lui rappelant justement la contribution à son élection de ceux qui attendaient cette condamnation.

22, 28 mars-3 avril 2006, p. 1.

<sup>11</sup> On prend ici en compte une période qui va de mars à octobre 2006.

<sup>12</sup> 22, 12-18 juillet 2005.

<sup>13</sup> Călin Popescu-Tăriceanu (né en 1952), élu député PNL en 1990, ministre de l'Industrie et du Commerce (décembre 1996-décembre 1997) vice-président du PNL (1993-2004), Premier ministre depuis décembre 2004, président du PNL après 2005.

<sup>14</sup> Du Conseil de cet Institut, coordonné directement par le Premier ministre, font partie, entre autres, Doina Cornea, Gabriel Liiceanu et Constantin Ticu Dumitrescu.

Le fait que le rapport au passé redevient un terrain de bataille privilégié, cette fois-ci entre le PNL et le PD, n'apparaîtra comme évident qu'en mars 2006, au moment du renouvellement des membres du collège directeur du Conseil National pour l'Etude des Dossiers de la Securitate. Le Premier ministre propose comme membre du Collège l'initiateur de la loi qui avait prévu l'apparition du CNEAS, Constantin Ticu Dumitrescu<sup>15</sup>, et veut l'imposer comme président de cette institution<sup>16</sup>. L'échec de cette démarche, dont le PD est considéré comme responsable<sup>17</sup>, fera apparaître Călin Popescu Tăriceanu comme celui qui veut véritablement ouvrir les dossiers de la Securitate, tandis que Traian Băsescu s'oppose, se déclarant même désintéressé par le sujet<sup>18</sup>.

En plus, le fait que le dirigeant de l'Association des anciens détenus politiques, Constantin Ticu Dumitrescu n'est pas élu à la présidence du CNEAS le transforme de nouveau en victime ; après avoir été victime de la répression communiste, ensuite du FSN, le voilà victime d'un complot fomenté par les proches de Traian Băsescu et du Parti Démocrate. En même temps, Traian Băsescu affirme que :

Il serait injuste de ma part de condamner 3,5 millions de membres du parti. Mais le communisme a commis des crimes, des abus. Selon moi, ce sont ces crimes et ces abus qu'il faut condamner.<sup>19</sup>

Cette assertion rappelle fortement la position du FSN de 1990. Désormais, les voix se font nombreuses qui se demandent si cette attitude ne cache pas un passé inavouable<sup>20</sup>.

---

<sup>15</sup> Membre du PNPCD lequel n'est plus, rappelons-nous, présent au Parlement depuis décembre 2000.

<sup>16</sup> Proposé par le Premier ministre, Constantin Ticu Dumitrescu avait déclaré avant la première rencontre des membres du nouveau Collège qu'il était certain d'être élu à la tête du CNEAS. En ce sens voir *Adevărul*, 24 mars 2006.

<sup>17</sup> En dépit des déclarations antérieures, les nouveaux membres du CNEAS éliront comme président le candidat du Parti Démocrate, Corneliu Turianu. Ainsi le PD et Traian Băsescu apparaissent comme des adversaires de l'attitude intransigeante de Constantin Ticu Dumitrescu.

<sup>18</sup> *Adevărul*, 29 mars 2006.

<sup>19</sup> *Adevărul*, 7 avril 2006.

<sup>20</sup> Il existe en ce sens des soupçons concernant sa relation avec la Securitate pendant ses études supérieures, et pendant sa présence à Anvers entre 1986 et 1988. Pourtant le CNEAS a décidé le 26 septembre 2006 que les archives ne contenaient aucune preuve de la collaboration de Traian

Mais le chef de l'Etat ne tardera pas à changer dramatiquement de stratégie<sup>21</sup>. Il s'impliquera dans la solution des conflits de l'intérieur du CNEAS et promettra une accélération du transfert des archives du SRR au Conseil<sup>22</sup>. En même temps il désigne les membres de la Commission pour l'analyse de la Dictature communiste de Roumanie, dont la création avait été annoncée plus de six mois auparavant et qui sera dirigée par Vladimir Tismăneanu<sup>23</sup>. Cette Commission préparera un rapport sur lequel se fondera la condamnation officielle du régime communiste par le chef de l'Etat. Pour celui-ci :

Le rapport de la Commission deviendra un acte officiel de l'Etat roumain par lequel le chef de l'Etat assumera sa responsabilité en condamnant une époque de l'histoire de l'Etat roumain.<sup>24</sup>

Que le président Băsescu invoque l'existence d'un tel rapport avant de condamner le communisme roumain est compréhensible si l'on prend en compte l'incapacité des principales forces politiques à formuler un discours consensuel condamnant le passé. L'invocation d'un texte présenté comme scientifique, donc politiquement neutre, apparaît dans ce contexte comme une condition de la crédibilité de la démarche du président roumain.

En ce sens, la Commission n'est donc qu'un substitut pour une modalité de mise d'accord trans-partisane sur la façon dont le régime démocratique doit se situer par rapport à celui qui lui a précédé. Ainsi, de nouveau, la difficulté d'arriver à un compromis politique sur une formule de condamnation symbolique du communisme roumain apparaît comme un indice de la fragilité des institutions démocratiques. Car qu'est-ce que le recours à l'alibi scientifique, sinon une forme de

---

Băsescu avec la police politique ; d'autre part, un dossier a été brûlé en 1979. *Cotidianul*, 27 septembre 2006.

<sup>21</sup> Le changement est d'autant plus important que le chef de l'Etat avait presque ostensiblement évité de répondre à un Appel pour la condamnation du communisme signé par de nombreuses personnalités. En ce sens voir 22, 21-26 mars 2006, p. 9-10.

<sup>22</sup> Le premier président du CNSAS, Corneliu Turianu, proposé par le PD, démissionnera, tout en accusant le Premier ministre, sans pouvoir fournir des preuves, de collaboration avec la Securitate. *Adevărul*, 5 avril 2006.

<sup>23</sup> La commission devait avoir 20 membres, choisis par Vladimir Tismăneanu, parmi lesquels se retrouvent Monica Lovinescu, Virgil Ierunca (décédé depuis) Radu Filipescu, Constantin Ticu Dumitrescu, Alexandru Zub.

<sup>24</sup> *Adevărul*, 21 avril 2006.

reconnaissance, de la part de ces institutions, d'un sentiment d'illégitimité à juger le régime communiste, à trancher certains dilemmes, y compris mais non seulement, ceux liés au passé récent ?

D'autre part, le recours à la Commission dirigée par Vladimir Tismăneanu ne peut pas entièrement résoudre la question de la crédibilité de cette démarche aux yeux d'une population qui voit certains de ses membres accusés, parfois à juste titre, de collaboration avec l'ancienne police politique, comme c'est le cas de Sorin Antohi<sup>25</sup> et de Iustin Marchiş<sup>26</sup>. En plus, le chef de la Commission a été lui-même accusé, bien que sans preuve aucune, d'avoir été un ancien agent de la Securitate<sup>27</sup> ! En revanche, ces attaques montrent que le sujet de la condamnation du passé communiste reste très polémique, l'ancien clivage étant loin d'être effacé, en dépit du fait que les modalités de la confrontation et le contexte ont changé. D'ailleurs, les querelles entre les membres du Collège du CNEAS, notamment au niveau des critères selon lesquelles cette institution rend des verdicts concernant la collaboration avec la Securitate, persistent et apparaissent comme le résultat de la nomination de ses membres par les partis politiques<sup>28</sup>.

La condamnation officielle de la période communiste pose, comme nous l'avons montré, la question de la crédibilité de Traian Băsescu lui-même. Quand, en 2005, Vladimir Tismăneanu demandait au président roumain de condamner le communisme, il ne manquait pas de souligner que :

L'arrière-plan, le background biographique n'est pas une raison pour rester attaché à une doctrine et à un système qui ont fait faillite. En ce qui me concerne, j'ai rompu avec le communisme sur la base d'une décision morale et intellectuelle.<sup>29</sup>

---

<sup>25</sup> Membre du GDS, il avait annoncé un peu avant les révélations sa démission de la Commission. L'annonce de sa collaboration avec la Securitate constitue un moment fort de cette période et un argument en faveur de la nécessité d'une réinterprétation du rapport des principaux intellectuels avec leur passé. En ce sens, voir *Cotidianul*, 6, 7 et 8 septembre 2006.

<sup>26</sup> Dont la collaboration avec la police politique n'a pas encore été analysée par le CNEAS, *Cotidianul*, 9 septembre 2006.

<sup>27</sup> *Ziua*, 12 mai 2006.

<sup>28</sup> Ce qui a des conséquences sur la crédibilité du Collège dans son ensemble, qui est désormais la cible de l'ironie des médias. Voir par exemple *Cotidianul*, 23-24 septembre 2006.

<sup>29</sup> 22, 19-24 octobre 2005, p. 6.

De ce point de vue, le texte de la Commission a pour but de convaincre d'abord le président de la nécessité de la condamnation du communisme, et ensuite d'en convaincre les Roumains aussi. Finalement, l'invocation d'un texte scientifique, qui deviendra publiquement connu, devrait en principe mettre sur d'autres bases le débat sur la période totalitaire et contribuer à dépolitiser le thème du passé récent.

Un autre événement important de cette période est le changement du statut légal de nombreux dossiers de la Securitate, concernant notamment les hommes politiques<sup>30</sup>. Cette décision du chef de l'Etat, corroborée avec les gestes que nous avons présentés précédemment, montre que cette concurrence entre les deux chefs de l'exécutif roumain aboutit à une véritable ouverture, ou plutôt entrouverture, de la boîte de Pandore, attendue ou crainte pendant seize ans<sup>31</sup>. Comme une conséquence des révélations qui apparaîtront, ce sujet fera, pendant plusieurs mois, la une des principaux journaux. On parle même d'un véritable « concours pour le prix du parti le plus anticomunisme »<sup>32</sup>. Les victimes de ce qu'on appellera la *dosariada* (guerre des dossiers) ne tardent pas à se multiplier<sup>33</sup>, et les surprises, notamment du côté des anticomunistes, ne manquent pas. C'est notamment le cas de la très populaire députée libérale, depuis exclue du PNL, Mona Muscă, qui était, entre autres, l'initiatrice d'une loi de la lustration<sup>34</sup>, et qui, après des révélations

---

<sup>30</sup> Selon une décision du 24 juillet 2006 du Conseil national de la défense du pays pratiquement tous les dossiers concernant les hommes politiques seront déclassifiés et seront transférés aux Archives du CNEAS.

<sup>31</sup> La décision de laisser le CNEAS étudier un nombre important de dossiers des politiciens, et non seulement de politiciens, considérés jusque-là comme secrets a été vue comme une décision à la fois importante et surprenante de la part de Traian Băsescu qui déclare même vouloir « aller jusqu'au bout ». Voir en ce sens *Ziua*, 19 août 2006.

<sup>32</sup> *Adevărul*, 3 avril 2006.

<sup>33</sup> Les principaux quotidiens commencent à publier de nombreux noms d'hommes politiques et de journalistes sans fournir, dans la majorité des cas, de preuves. C'est le cas d'*Evenimentul zilei*, 8 août 2006, *Ziua*, 11 août 2006, et *Cotidianul*, 21 août.

<sup>34</sup> Le projet de loi de la lustration n'avait été voté que par le Sénat en avril 2006, la Chambre des Députés ayant le dernier mot. D'ailleurs cette loi, qui prévoit d'interdire pour dix ans l'accès à des dignités publiques de ceux qui ont eu des fonctions au niveau de l'ancien parti unique ou ont collaboré avec la police politique, est considérée (même par un des ses partisans, Marius Oprea, conseiller du Premier Ministre Călin Popescu Tăriceanu et directeur de l'Institut pour l'Etude des crimes du communisme), comme mal rédigée et inapplicable. Voir *Adevărul*, 12 avril 2006.

apparues dans la presse<sup>35</sup>, est officiellement considérée, après la décision du CNEAS, comme collaboratrice de la police politique communiste<sup>36</sup>.

Pendant cette période se dévoilent d'autres informations significatives pour l'histoire postcommuniste, comme par exemple le fait que l'ancien Premier ministre de la période 1998-1999, Radu Vasile, avait signé un acte de collaboration avec la Securitate<sup>37</sup>. Dan Voiculescu, président d'un parti membre de la coalition gouvernementale, est déclaré par le CNEAS collaborateur de la police politique ; Alin Teodorescu, membre du GDS député du PSD, reconnaît avoir écrit des notes informatives<sup>38</sup>, et on pourrait multiplier les exemples, mais la liste serait fatalement incomplète car ce processus se déroule encore.

Ce qu'il faut souligner c'est que le blocage de l'accès aux dossiers jusqu'en 2000, puis le quasi-blocage de l'activité du CNEAS, n'ont fait qu'augmenter l'intérêt pour le contenu de ses documents et ont surtout accrédité l'illusion qu'ils contiendraient une des vérités incontestables<sup>39</sup>. Pourtant l'entrouverture des archives s'est avérée décevante, car il devient de plus en plus clair que la politique du secret a facilité la destruction systématique, tout au long des seize dernières années, des traces des plus graves abus de l'ancienne police politique<sup>40</sup>.

Enfin, pour comprendre les conséquences de ces événements, il faut résumer le contexte politique. La victoire du PSD aux élections parlementaires de novembre 2004 a été contredite par la victoire au deuxième tour des élections présidentielles du candidat de l'Alliance PNL-PD. Mais la capacité du nouveau président à imposer « son » gouvernement n'est compréhensible qu'en relation avec l'interprétation que la majorité des médias ont donnée du résultat des élections

---

<sup>35</sup> Pendant de longues semaines, en août et septembre 2006, la collaboration de Mona Muscă avec la Securitate fait la une des journaux. D'ailleurs c'est Mona Muscă elle-même qui, le 10 août, avouera publiquement sa collaboration. *Evenimentul zilei*, 11 août 2006.

<sup>36</sup> Décision du 19 septembre 2006. *Cotidianul*, 20 septembre 2006.

<sup>37</sup> Selon la déclaration de l'ancien chef de l'Etat, Emil Constantinescu, qui fait cette révélation en précisant que, selon lui, en raison de son passé, Traian Băsescu n'a pas le droit de condamner le communisme. En ce sens voir *Adevărul*, 20 avril 2006.

<sup>38</sup> *Cotidianul*, 10 août 2006.

<sup>39</sup> D'ailleurs Daniel Barbu observe que le CNEAS lui-même tend à transformer la Securitate « dans une institution de production de la vérité qui n'est susceptible d'aucune subjectivité », BARBU, Daniel. « Arhivele Uitării » [Les archives de l'oubli], *Cuvântul*, No.8, août 2006, p. 18.

<sup>40</sup> Ce qui est confirmé, entre autres, par les chiffres officiels concernant le nombre des dossiers. Si, selon le SRR, en 1993 il y avait 1,9 million de dossiers, en 2006 il n'y en a, selon le CNEAS que 1,5 million. *Cotidianul*, 26 août 2006.



présidentielles, vu comme le signe d'une volonté de renouveau de la part des électeurs, qui rendait difficilement concevable une cohabitation de Traian Băsescu avec un gouvernement dominé par le PSD.

L'ouverture des dossiers de l'ancienne Securitate et, plus généralement, une forme officielle de condamnation du passé communiste pouvaient effectivement symboliser le renouveau promis. Le président, en hésitant à le faire, a laissé au Premier ministre la chance d'apparaître comme le seul responsable resté attaché aux promesses de réforme du système politique exprimées pendant la campagne électorale de 2004. Ce qui ne veut pas dire que la bataille entre le PD et le PNL pour le capital électoral de l'Alliance se réduit à la question du passé, mais que ce sujet semble toujours avoir une forte signification identitaire pour les partis qui se réclament de la droite du spectre politique roumain<sup>41</sup>.

Pour notre post-scriptum l'élément le plus significatif de cette période est le fait qu'on n'entend presque plus les partisans de la politique de l'oubli. Les débats, les polémiques, toutes les confrontations montrent des hommes politiques qui regardent cette ouverture des dossiers comme une fatalité, l'enjeu étant de savoir profiter au maximum de ces révélations. A part Ion Iliescu, marginalisé dans le Parti Social Démocrate et même sur le point de le quitter, le PSD lui-même semble ne pas vouloir rentrer dans le jeu de la polémique sur le passé<sup>42</sup>. De même, pratiquement toute la presse est caractérisée par une forme de conformisme anticomuniste, comme si ceux-là même qui avaient considéré la question du passé communiste comme une question anachronique découvrent l'importance du sujet. Presque tout le monde est devenu anticomuniste ?

Rien de moins probable<sup>43</sup> ! Par exemple, le président du PGR, Corneliu Vadim Tudor, après une période de silence, se souvient de ses discours nostalgiques

---

<sup>41</sup> Comme c'est notamment le cas du PD qui, en 2005, a abandonné la social-démocratie en faveur de la doctrine populaire et veut faire partie du Parti Populaire Européen. Ce changement pouvait être mis en cause justement par l'attitude envers le passé communiste ; c'est ce que le PNL essaie de faire en 2006

<sup>42</sup> Pour Ion Iliescu l'atmosphère de cette période se caractérise par « la haine » et « l'alimentation du conflit » ; enfin il suggère que même Corneliu Coposu avait fait partie de la catégorie des collaborateurs de la Securitate. *Ziua*, 14 août 2006.

<sup>43</sup> Pour l'impact public des accusations, la cote de popularité de Mona Muscă est particulièrement significative : Mona Muscă a été pendant plusieurs mois la principale cible des médias dans la question de sa collaboration avec la police politique ; selon un sondage CURS effectué pendant la

et fait une promesse choquante : il parsèmera le pays de bustes de Nicolae Ceaușescu, qu'il érigeria dans tous les départements<sup>44</sup>. Ainsi ceux qui regardent d'un mauvais œil le phénomène du retour de la question du passé au centre du débat public, ne sont représentés au niveau du discours des hommes politiques que par le dirigeant du PGR et par Ion Iliescu<sup>45</sup>.

En tout cas, l'hésitation initiale des nostalgiques, la timidité du PSD<sup>46</sup>, et surtout l'enthousiasme anticomuniste du PNL<sup>47</sup>, qui se comporte comme s'il n'avait pas explicitement abandonné l'anticommunisme en 2000, montrent justement que cet « anticomunisme » n'a pas les mêmes ressorts que celui des années quatre-vingt-dix. Si, en 1990, l'anticommunisme politique des « partis historiques » était inséparable de la démarche des anciens détenus politiques qui faisaient appel à une tradition politique pré-communiste, l'anticommunisme de 2006, tel qu'il apparaît dans les discours des principaux acteurs politiques, semble se réduire à un simple usage politique du passé<sup>48</sup>. En ce sens, même une institution de recherche comme l'Institut pour l'Investigation des crimes du communisme, coordonné directement par le chef du gouvernement, semble dès ses débuts influencée par le militantisme politique<sup>49</sup>.

---

période 18 septembre-1<sup>er</sup> octobre sur un échantillon représentatif au niveau national, 50% des personnes interrogées répondent qu'elles ont une bonne ou très bonne opinion sur Mona Muscă, ce qui représente une chute de 9% par rapport à un sondage similaire, fait avant les révélations. *Evenimentul zilei*, 6 octobre 2006.

<sup>44</sup> *Ziua*, 9 septembre 2006.

<sup>45</sup> L'ancien président roumain, comme le dirigeant du PGR, sont visés directement par les accusations de collaboration avec le régime communiste.

<sup>46</sup> Qui, même s'il annonce que la loi de la lustration votée par le Sénat n'est pas constitutionnelle, hésite à rentrer dans le débat sur cette question comme le parti qui défend les collaborateurs ou dirigeants de l'ancien régime.

<sup>47</sup> Par exemple, en septembre, le PNL adopte une proposition de modification de la Loi sur l'étude des archives de la Securitate qui élimine le syntagme « police politique », ce qui élargira considérablement le camp de ceux qui peuvent être déclarés par le CNEAS comme étant des collaborateurs de la Securitate. En ce sens, voir *Cotidianul*, 19 septembre 2006.

<sup>48</sup> Si, comme on l'a vu, tel est le cas des démarches du PNL pendant toute cette période, il faut aussi rappeler un exemple concernant le Parti Démocrate qui, au moment de l'élection controversée de Corneliu Turianu (PD) à la tête du CNEAS, propose que le gouvernement engage sa responsabilité face au Parlement pour faire passer la loi de la lustration ; cette proposition n'est suivie d'aucune tentative effective de la part de ce parti pour accélérer au moins l'adoption de ce projet de loi. *Adevărul*, 3 avril 2006.

<sup>49</sup> C'est au moins le cas de son directeur, Marius Oprea (né en 1964, ancien conseiller d'Emil Constantinescu (avril 1999-décembre 2000), membre du PNL) qui non seulement se déclare anticomuniste, mais par exemple attaque un des principaux adversaires politiques du Premier ministre, Theodor Stolojan, sans preuves, en insinuant que son dossier n'est pas encore rendu

Mais ces observations ne peuvent pas rendre compte des proportions prises, en 2006, par ce phénomène. Possible objet de recherche en soi, l'explosion du sujet du passé communiste à la veille de l'entrée de la Roumanie en l'Union Européenne<sup>50</sup> doit être comprise comme la rencontre de causes profondes avec un contexte spécifique, qui a eu le rôle de détonateur. Nous avons considéré donc comme utile de résumer ce contexte, d'autant plus que ces causes profondes ont été longuement exposées au fil de notre texte. Nous pensons surtout à la politique de l'oubli, caractéristique du début de la transition, mais d'autant plus frustrante plus tard, après la victoire de la CDR en 1996. Et si l'on ose parler de « frustration » c'est parce que, selon nous, c'est bien au phénomène du « retour du refoulé » concernant un passé collectivement douloureux qui ne veut pas se laisser oublier, décrit par Henry Roussio dans « Le syndrome de Vichy »<sup>51</sup>, que nous avons affaire dans le cas de la Roumanie de 2006.

Ce « post-scriptum » était nécessaire parce que ce n'est qu'en 2006 que nous avons pu voir comment, dans le cas roumain aussi, le silence dicté politiquement prend sa revanche. Ce qui, entre autres, confirme notre conclusion sur la défaite du type de discours sur le passé communiste promu par Ion Iliescu et son parti. Mais il faut ajouter que toute politique qui se veut une politique de l'oubli, n'est qu'une politique du silence. D'un silence d'autant plus provisoire qu'il est toujours susceptible, indépendamment de ses justifications, d'être dénoncé et brisé par des revendications identitaires et des usages politiques.

---

publique parce qu'il faisait partie d'une catégorie spéciale de collaborateurs de la Securitate. *Ziua*, 20 juillet 2006.

<sup>50</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

<sup>51</sup> ROUSSO, Henry. *Le syndrome ...cit.*, 1987.

### Les sources

Nos choix des sources primaires sont le résultat d'une multitude d'objectifs et de contraintes, et résultent essentiellement des formes d'expression utilisées par les partis politiques roumains pendant la période étudiée, qui peuvent être consultées. Ils dérivent également de notre intérêt à rendre compte de l'ensemble des usages politiques du passé, notamment pendant la période 1990-2000. En conséquence, notre principale source d'informations a été la presse, mais, vu le partisanat de la majorité des publications, un de nos impératifs a été celui de vérifier la description de tout événement important ou de toute attitude partisane significative en multipliant les titres étudiés et en utilisant les sténogrammes des débats parlementaires.

Si la mémoire est une « reconstitution continuellement actualisée du passé plus qu'une reconstitution fidèle de celui-ci »<sup>52</sup>, la presse est celle qui comprend à la fois ce que la mémoire collective tend à préserver et témoigne de ce qui est atteint par l'oubli. En plus, la liberté d'expression et la disparition de la censure sont les changements les plus visibles du début de la période postcommuniste. En ce sens, il faut noter que, surtout dans la période 1990-1993, on assiste à une croissance incessante du nombre des titres<sup>53</sup> ; en même temps, la frontière entre publications indépendantes et publications partisanses reste problématique, l'indépendance étant de façon courante mesurée par rapport à l'attitude envers le pouvoir en place, qui contrôle notamment les mass-médias électroniques.

Pour la première période de la transition nous avons étudié à la fois les principaux quotidiens qui se déclarent indépendants, *Adevărul* et *România liberă*, et ceux des partis politiques : le quotidien du FSN, *Azi*, celui du PNL, *Viitorul*, et celui du PNPCD, *Dreptatea*. Parmi les publications partisanses, celles qui ont le

---

<sup>52</sup> CANDEAU, Joël. *Mémoire et identité*, Paris : PUF, Paris, 1998, p. 1.

<sup>53</sup> De 36 quotidiens et 459 hebdomadaires en 1989 on passe à 65 quotidiens en 1990 et à 100 en 1993, et à environ mille hebdomadaires, selon COMAN, Mihai. *Mass-media in Romania post-comunista* [Les mass-médias dans la Roumanie postcommuniste], Iași : Polirom, 2003, p. 77.

plus important tirage en 1990 sont le quotidien du FSN et celui du PNPCD, qui atteignent des centaines de milliers d'exemplaires, ce qui suppose un public bien plus large que l'ensemble des membres de chaque parti. Ces tirages étaient comparables, mais inférieurs à ceux de *Adevărul* et de *România liberă*, qui arrivent à un million d'exemplaires en 1990, avec même des maximums de 1,5 millions d'exemplaires<sup>54</sup>. Après 1991, ces tirages chutent à 200 000 exemplaires en 1992 et se rapprochent de 100 000 exemplaires en 2000<sup>55</sup>, tout en préservant, selon les sondages, un public important<sup>56</sup>.

Comment s'explique l'importance de ces tirages, surtout au début de la période étudiée ? D'abord il faut préciser que, à la différence des officiels des partis qui, comme les partis eux-mêmes, apparaissent après 1989, les principaux quotidiens datent d'avant décembre 1989, même si, comme dans le cas de *Adevărul* (ancienne *Scînteia*, officiel du parti communiste), il y a un changement de nom ; force est de constater que les anciens titres ont préservé, grâce aux abonnements, leur public en dépit de la rupture de décembre 1989. Ce qui ne veut pas dire que les directions des rédactions de ces journaux ne subissent pas de changements dramatiques, notamment *România liberă*, où la direction est reprise par des anciens journalistes de ce quotidien, dirigés par Petre Mihai Băcanu<sup>57</sup>, qui ayant essayé, à la fin des années quatre-vingts, de publier un journal clandestin, furent arrêtés et libérés seulement après la chute du régime communiste. Et si cette publication est après 1990 le plus important quotidien indépendant du pays, cette indépendance était loin de supposer une forme de neutralité, *România liberă* n'étant indépendante que par rapport au pouvoir postcommuniste. En fait, *România liberă* devient le principal porte-parole des anticomunistes, et, après avoir été un des plus importants éléments de la mobilisation pendant les manifestations de la Place de l'Université, ce quotidien sera, tout au long de la période 1990-2000, un soutien fidèle de la Convention Démocratique. Par contre, *Adevărul*, sans changer fondamentalement son orientation marquée par son statut d'ancienne publication du

---

<sup>54</sup> COMAN, Mihai. *Mass-media in Romania ...cit.*, p. 82

<sup>55</sup> *Ibidem*.

<sup>56</sup> Par exemple entre 20% et 30% des répondants pour *România liberă* entre 1991 et 1996, voir *Ibidem*, p. 89.

<sup>57</sup> Un des dirigeants de l'Alliance Civique.

parti communiste, apparaîtra, après 1992, comme une publication plus neutre par rapport aux principales formations politiques, si on la compare avec *România liberă*. En tout cas, comme ces deux quotidiens ont pris des positions très différentes par rapport à la question de la décommunisation, nous avons considéré que leur étude peut offrir une image d'ensemble du débat politique sur le passé communiste.

Parmi les autres titres étudiés, il faut souligner le quotidien du gouvernement du PDSR de 1992 à 1996, *Vocea României*, d'ailleurs le fait même de produire une publication officielle du gouvernement renvoyait à la période d'avant 1989, quand il y avait confusion entre Parti et Etat, la publication du parti montrant la position officielle du gouvernement. D'ailleurs, *Vocea României* et *Dimineața* sont les seules publications officielles du PDSR et de ceux qui soutiennent Ion Iliescu ; détail significatif, aucune des deux n'assume ouvertement cette position, le premier titre (« la Voix de la Roumanie ») voulant même prolonger une relation ambiguë entre ce parti et l'Etat.

Il faut aussi noter que les télévisions, publiques ou privées (les dernières jouent pour la première fois un rôle important pendant la campagne électorale de 1996), en dépit du fait qu'elles n'ont jamais été politiquement neutres, restent, de loin, la principale source d'informations du public.

En ce qui concerne les autres titres consultés, commençons avec la revue 22, publication des intellectuelles composant le très hétérogène Groupe pour le Dialogue Social, qu'on a analysé en tant que tribune indépendante, même si rattachée à l'anticommunisme civique. *Cotidianul* est un quotidien proche du PNPCD, car fondé en 1991 par le candidat de ce parti aux élections présidentielles de 1990, Ion Rațiu ; son tirage ne dépasse pas les 10 000 exemplaires. Enfin, *România Mare* et *Vremea*, publications dirigés par les nationalistes Corneliu Vadim Tudor et Adrian Păunescu, ont été considérées comme représentant le point de vue de leurs partis, respectivement du PGR et du PST.

Si l'histoire qui utilise la mémoire accomplit un travail de désobjectivisation, le politique qui fait un usage de l'histoire, ou de la mémoire, resubjectivise et prolonge en un certain sens cette subjectivité. Etudier ce processus aide à comprendre le mécanisme de construction des identités des partis politiques

postcommunistes, à l'aide non seulement des programmes et des textes officiels de ces partis, mais aussi des principaux titres de la presse plus ou moins indépendante, ce qui nous permet d'objectiver en quelque sorte l'évolution à travers le temps et les différents accents mis par les usages politiques des références au passé communiste des partis étudiés.

Plus bas nous allons d'abord énumérer les documents publiés par les formations politiques étudiées, les collections des discours et autres messages des principaux dirigeants politiques, ensuite les collections des journaux étudiés, ainsi que les débats parlementaires publiés par *Monitorul Oficial al României*. Cette énumération est sélective car nous n'avons pas précisé tous les périodiques utilisés sporadiquement, mais seulement ceux qui ont supposé une étude exhaustive, dans l'intervalle chronologique concerné. Concernant les ressources électroniques, notamment pour la période 1990-2000 elles ne nous ont semblé utiles, à l'exception de l'archive de l'agence Mediafax ([www.mediafax.ro](http://www.mediafax.ro)) et du site du PSD ([www.psd.ro](http://www.psd.ro)).

### **Mémoires, collections de discours, documents des partis politique**

- BÎRLĂDEANU, Alexandru. *Despre Dej, Ceaușescu și Iliescu* [Sur Dej, Ceaușescu et Iliescu]. Conversations avec Lavinia BETEA. Bucarest : Evenimentul Românesc, 1998.
- BODA, Iosif. *Cinci ani la Cotroceni*. [Cinq années à Cotroceni]. Bucarest : Evenimentul românesc, 1999.
- BRUCAN, Silviu. *Generația irosită. Memorii* [La génération égarée. Mémoires]. Bucarest : Universul & Calistrat Hogaș, 1992.
- CIUMARA, Mircea. *Economie, politică și interesul național* [Economie, politique et l'intérêt national]. Bucarest : Expert, 1997.
- CODRESCU, Costache (ed.). *Armata română în revoluția din decembrie 1989* [L'Armée roumaine en la révolution de décembre 1989]. Bucarest: Editura Militară, 1998
- CONSTANTINESCU, Emil. *Timpul dărâămării, timpul zidirii* [Le temps de la démolition, le temps de la construction], tomes I-IV, Bucarest : Universalia, 2002.
- COPOSU, Corneliu. « Rolul creștin-democrației în realitatea politică românească » [Le rôle de la doctrine chrétienne-démocrate dans la réalité politique de la Roumanie]. Direction des départements d'études, doctrine et programmes du PNPCD et fondation Hans Seidel (éd.). *Din gândirea creștin-democrată românească* [De la pensée chrétienne-démocrate roumaine]. Bucarest : Metropol, 1995.
- COPOSU, Corneliu. *Confesiuni* [Confessions]. Dialogues avec Doina Alexandru. Bucarest : Anastasia, 1996.
- CORNEA, Doina. *La face cachée des choses 1990-1999*, dialogues avec Rodica PALADE. Paris : Editions du Félin, 2000
- DIACONESCU, Ion. *Temnița. Destinul generației noastre* [La prison. Le destin de notre génération]. Bucarest : Nemira, 1998.
- DIACONESCU, Ion. *După Revoluție* [Après la Révolution]. Bucarest : Nemira, 2003.
- ENACHE, Marian. *Puterea libertății* [Le pouvoir de la liberté]. Focșani : Vrantop, 1997.

- HUREZEANU, Emil. « *Cutia neagră* ». *Istoria prezentă a României în 1001 de minute la microfonul Europei Libere*. Bucurest : Albatros, 1997.
- ILIESCU, Ion. *Revoluție și reformă* [Révolution et réforme]. Bucurest : Enciclopedică, 1994.
- ILIESCU, Ion. *Revoluția trăită* [La Révolution vécue], Bucurest : Editura redacției publicațiilor pentru srăinatate, 1995.
- ILIESCU, Ion. *Momente de istorie* [Moments d'histoire]. décembre 1989-juin 1990, tome I. Bucurest : Enciclopedică, 1995.
- ILIESCU, Ion. *Momente de istorie* [Moments d'histoire, septembre 1991- octobre 1992], tome III, Bucurest : Enciclopedică, 1996.
- ILIESCU, Ion. *Încotro societatea românească ?* [Où va la société roumaine ?], Bucurest : Instiutul de Studii Social-Democrate-Mondo-Media, 1999
- ILIESCU, Ion. *Marele șoc din finalul unui secol scurt* [Le grand choc de la fin d'un siècle court]. Dialogue avec Vladimir TISMĂNEANU. Bucurest: Editura Enciclopedică, 2004.
- IONCICA, Dumitru (éd.). *Geneza Constitutiei României 1991. Lucrarile Adunarii Constituante* [La genèse de la Constitution Roumaine 1991. Les travaux de l'Assemblée Constituante]. Bucurest : Monitorul Oficial, 1998.
- LIICEANU Gabriel. *Apel către lichele* [L'appel aux fripouilles]. Bucurest : Humanitas, 1996
- MANOLESCU, Nicolae. *Dreptul la normalitate : discursul politic și realitatea* (Le droit à la normalité : le discours politique et la réalité). Bucurest : Litera, 1991.
- MARINO, Adrian. *Al treile discurs. Cultură, ideologie și politică în România*. Dialogue avec Sorin ANTOHI. Iași : Polirom, 2000.
- MAZILU, Dumitru. *Proclamația revoluției române. 10 ani de la speranțele din din 1989* [La proclamation de la révolution roumaine. Dix ans des espérances de 1989]. Bucurest : Lumina Lex, 1999.
- NĂSTASE, Adrian. *Ideea politică a schimbării* [L'idée politique du changement], Bucurest. Monitorul Oficial, 1996.
- NĂSTASE, Adrian. *Bătălia pentru viitor* [La bataille pour l'avenir]. Bucurest : New Open Media. 2000.
- NICOLAU, Irina (ed.) *Piața Universității* [La Place de l'Université]. Bucurest : Nemira, 1997.
- PLEȘU Andrei, ROMAN Petre. *Transformări, inerții, dezordini. 22 de luni după Decembrie 1989*. Dialog avec Elena Ștefai. Iași : Polirom, 2002.
- Radio România (ed.) *E un început în tot sfârșitul* [Il y a un début en toute fin]. Collection sélective de programmes radiodiffusés pendant la période 17 -23 décembre 1989. Bucurest : Editions Casa Radio, 1998
- RAȚIU, Ion. *Note zilnice. Decembrie 1989-decembrie 1990* (Notes journalières, décembre 1989-décembre 1990). Bucurest : Univer, 1999.
- RAȚIU, Ion. *Din zilele unei democrații originale* [Des journées d'une démocratie originelle], Notes journalières, janvier - décembre 1991. Bucurest : RH Printing House, 2000.
- RAȚIU, Ion. *Tirania majorității* [La tyrannie de la majorité], Notes journalières, janvier - décembre 1993. Bucurest : Regent House Printing and Publishing, 2003.
- ROMAN, Petre. *Le Devoir de liberté*. Paris : Payot, 1992.
- SEVERIN, Adrian. *Lacrimile dimineții* [Les larmes du matin]. Bucurest : Scripta, 1995
- SERVICE ROUMAIN d'INFORMATIONS (éd.). *Cartea alba a Securității. Istorii literare și artistice (1969-1989)* [Le livre blanc de la Securitate. Histoires littéraires et artistiques (1969-1989)], Bucurest : Presa Românească, 1996.
- ZAMFIRESCU, Dan. Preface in PLEȘIȚĂ, Nicolae. *Ochii și urechile poporului*. Bucurest : Ianus Inf SRL, 2001
- \*\*\* , PNPCD (ed.), *PNȚ. Scurt istoric* [PNP. Court historique]. Bucurest : Gândirea românească, 1994
- \*\*\* , La Direction des départements d'études, doctrine et programmes du PNPCD et fondation Hans Seidel (éd.), *Din gândirea creștin-democrată românească* [De la pensée chrétienne-démocrate roumaine]. Bucurest : Metropol, 1995.
- \*\*\* , *Acțiunea PNȚCD pentru retrocedarea terenurilor confiscate de regimul comunist* [L'action du PNPCD pour la rétrocession des propriétés confisqués par le régime communiste] publiée en 1999 par le PNPCD.



\*\*\* , *Programul și statutul Partidului Socialist al Muncii* [Le programme du Parti Socialiste du Travail], 1995.

\*\*\* , *Evenimente din Decembrie 1989 văzute de Serviciul Român de Informații* [Les événements de Décembre 1989 vues par le Service Roumain d'Informations], cahier spécial de la revue *Ordinea*, 1994.

### **Périodiques :**

**22 (1990-2005)**

***Adevărul* (1990-2004)**

***Azi* (1990-1992)**

***Cotidianul* (1991-1992)**

***Dimineața* (1990-2000)**

***Dreptatea* (90- 2000)**

***Evenimentul zilei* (2001-2005)**

***Liberalul* (1991-1992)**

***Monitorul Oficial al României. Les débats parlementaires* (1990-2000)**

***România liberă* (1990-2000)**

***România Mare* (1992, 1996, 1999-2000)**

***Viitorul* (1990-1992)**

***Vocea României* (1995-1996)**

***Vremea* (1994-1996)**

## Bibliographie

En ce qui concerne les principaux livres et articles cités ou consultés, ils vont être présentés thématiquement. Ces thèmes représentent les principales dimensions de notre approche du sujet de recherche, partant des études sur la nature du régime communiste, ainsi que de la question de la démocratisation, passant par l'étude des partis politiques, pour arriver au postcommunisme roumain et à la question de la place du discours sur le passé dans la construction des indentés politiques.

### La période communiste

- ARON, Raymond. *Démocratie et totalitarisme*. Paris : Gallimard, 1965.
- BALANDIER, George. *Le dédale. Pour en finir avec le XX siècle*. Paris : Fayard, 1994.
- BESANCON, Alain. *Présence soviétique et passé russe*. Paris : Hachette, 1986.
- BOIA, Lucian (éd). *Miturile comunismului românesc* [Les mythes du communisme roumain], Bucarest : Nemira, 1998
- BROWN, JF. *Eastern Europe and Communist Rule*. Durham- Londres: Duke University Press, 1988.
- CÂMPEANU, Pavel. *Ceașescu, anii numărării inverse* [Ceașescu : Les années du compte à rebours]. Iași : Polirom, 2002.
- COLAS, Dominique. *Le léninisme*, Paris : PUF, 1998 (1982).
- CRÎȘAN, Gheorghe. *Piramida puterii. Oameni politici și de stat din România 23 August 1944- 22 Decembrie 1989*. Bucarest : Pro Historia, 2001.
- CRÎȘAN, Gheorghe. *Piramida puterii. Vol. II. Oameni politici și de stat, generali și ierarhi din România (22 decembrie 1989- 10 martie 2004)*. Bucarest : Pro Historia, 2004.
- DELETANT, Denis. *Ceașescu și Securitatea. Constrângere și dizidență în România anilor 1965-1989*. Bucarest: Humanitas, 1998.
- ELSTER, John. *Round Table Talks. The Breakdown of Communism*. Chicago- Londres: University of Chicago Press, 1996.
- FEJTO, Francois. *Histoire des démocraties populaires*. Tome 1,2. Paris: Seuil, 1969.
- GABANYI, Anneli Ute. *Cultul lui Ceașescu* [Le culte de Ceașescu], Iași : Polirom, 2003.
- GAUCHET, Marcel. L'expérience totalitaire et la pensée de la politique. *Esprit*, n° 74, juillet-août 1976, p. 3-28
- GEORGESCU, Vlad. *România anilor '80* [La Roumanie des années '80]. Munich : Jon Dumitru Verlag, 1994.
- GILBERG, Trond. *Nationalism and Communism in Romania. The Rise and Fall of Ceașescu's Personal Dictatorship*. San Francisco & Oxford: Boulder, 1990.
- HERMET, Guy (éd). *Totalitarismes*. Paris: Economica, 1984.
- JOWITT, Ken. *New World Disorder. The Leninist Extinction*. Berkley-Los Angeles-Oxford: University of California Press, 1992.
- MALIA, Martin. *La tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie*. (tr) Paris : Seuil, 1995.
- MOLNAR, Miklos. *La démocratie se lève à l'Est. Société civile et communisme en Europe de l'Est : Pologne et Hongrie*. Paris : Puf, 1990.
- TĂNASE, Stelian. *Elite și societate. Guvernarea Gheorghiu Dej 1948-1965* [Elites et société. Le régime Gheorghiu Dej 1948-1965], Bucarest: Humanitas, 1998.
- TISMĂNEANU, Vladimir. *Fantoma lui Gheorghiu-Dej* (Le fantôme de Gherghiu-Dej), Bucarest : Univers, 1995.

- TISMĂNEANU, Vladimir. *Stalinism pentru eternitate. O istorie politică a comunismului românesc*. Iași: Polirom 2005.
- TUCKER, Robert. *La politique soviétique. Essai sur la pensée politique stalinienne et post-stalinienne* (tr.). Paris : Payot, 1967.
- TUCKER, Robert C. *Political Culture and Leadership in Soviet Russia. From Lenin to Gorbachev*. New York - Londres: W.W. Norton & Co., 1987.
- VERDERY, Katherine. *Compromis și rezistență* (Compromis et résistance) (tr. de l'anglais). Bucarest : Humanitas, 1994.

## Le processus de démocratisation

- BAIER, Josette. *Boxing and Politics in Slovakia. "Mecearism"- Routes, Theory, Practice. Democratization*. Vol. 8, n° 2, Ete 2001, p.97-116.
- BIRCH, Sarah. *Nomenklatura Democratization: Electoral Clientelism in Post-Soviet Ukraine. Democratization*. Vol. 4, n° 4, Hiver 1997, p 40-62.
- COLAS, Dominique. *Sociologie politique*. Paris : Puf, 1994.
- COLAS, Dominique (éd.). *L'Europe post- communiste*. Paris: PUF, 2002.
- COMISSO, Ellen. *Legacies of the Past or New Institutions. The Struggle over Restitution in Hungary. Comparative Political Studies*. Vol. 28, n° 2, Juillet 1995, p. 200-238.
- CRAUFORD Beverly, LIJPHART Arend. *Explaining Political and Economic Change in Post-Communist Eastern Europe: Old Legacies, New Institutions, Hegemonic Norms and International Pressures. Comparative Political Studies*. Vol 28, n° 2, Juillet 1995, p. 171-199.
- DAHRENDORF, Ralf. *After 1989. Morals, Revolution and Civil Society*. New York: St. Martin's Press, 1997.
- DELETANT Denis, WILLIAMS Chierem. *Security Intelligence Services in new democracies. The Czech Republic, Slovakia and Romania*. New York: Palgrave, 2001.
- DOBRY, Michel. *Les voies incertaines de la transitologie. Choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path-dependence. Revue Française de Science Politique*. Vol. 50, n° 4-5, Août-Oct. 2000, p. 585-614.
- GARTON ASH, Timoty. *Istoria prezentului. Eseuri, schițe și relatări din Europa anilor 9* (tr.). Iași et Bucarest : Polirom, 2002.
- GEDDENS, Barbara. *A Comparative Perspective on the Lenininst Legacy in Eastern Europe. Comparative Political Studies*. Vol 28, n° 2, Juillet 1995, p. 239-274.
- GUILHOT Nicolas, SCHMITTER Philippe C. *De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des democratization studies. Revue Française de Science Politique*. Vol. 50, n° 4-5, Août-Oct. 2000, p. 615-631.
- HANSON, Stephen E. *The Leninist Legacy and Institutional Change. Comparative Political Studies*. Vol. 28, n° 2, Juillet 1995, p. 306-346.
- HIBOU, Béatrice. *La privatisation des Etats*. Paris: Karthala, 1999.
- HIGLEY John, PAKULSKI Jan. *Jeux de pouvoir des élites et consolidation de la démocratie en Europe centrale et orientale. Revue Française de Science Politique*. Vol. 50, n° 4-5, Août-Oct. 2000, p.657-678.
- HOLMES, Stephen. *The End of Decommunisation. East European Constitutional Review*. Vol. 3, n° 3-4, p. 33-46.
- LEVESQUE, Jacques. *1989- la fin de l'empire*. Paris: Presses de Sciences Po, 1995.
- LINZ Juan J, STEPAN Alfred. *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*. Baltimore et Londres: John Hopkins University Press, 1996.
- MORLINO, Leonardo. *Architectures constitutionnels et politiques démocratiques en Europe de l'est. Revue Française de Science Politique*. Vol. 50, n° 4-5, Août-Oct. 2000, p.679-711.
- O'DONNELL Guillermo, SCHMITTER Phillipe, WHITEHEAD Laurence (éd.). *Transitions from Authoritarian Rule: Prospects for Democracy*. Baltimore: John Hopkins University Press, 1986.

- OFFE, Klaus. Vers le capitalisme par la construction démocratique? La théorie de la démocratie et la triple transition en Europe de l'est. *Revue française de sciences politiques*. Vol 42, n° 6, Déc. 1992, p. 923-942
- ORENSTEIN, Mitchell. A Genealogy of Communist Successor Parties in East-Central Europe and the Determinants of their Success. *East European politics and Societies*. Vol. 12, n° 3, Automne 1998, p.472-499.
- PODGORECKI Adam, OLGATI Vitorio (éd). *Totalitarian and Post-Totalitarian Law*. Darmouth: Aldershot.
- PRIDHAM, Geoffrey. *The dynamics of Democratization. A Comparative Approach*. Londres et New York : Continuum, 2000.
- PRIDHAM, Geoffrey. Uneasy Democratizations – Paria Regime, Political Conditionality and Reborn Transitions in Central and Eastern Europe. *Democratization*. Vol.8, n° 4, Hiver 2001, p. 65-94.
- RIMANELLI, Marco (éd). *Comparative Democratization and Peaceful Change in Single-Party Dominant Countries*. New York: St Martin's Press, 1999.
- ROS, Salvador Carduso. Politics and the Invention of memory. For a Sociology of Transition to Democracy in Spain. *Disremembering the Dictatorship: The Politics of Memory in the Spanish transition to democracy*. Juan Ramon RESINA (éd.). Amsterdam : Rodopi, 2000, p. 17-28.
- ROSE, Richard. *A Bottom Up Evaluation of Enlargement Countries. New Europe Barometer 1*, Glasgow : Center for the Study of Public Policy, 2002.
- STONER-WEISS, Katherine. The Limited Reach of Russia's Party System: Under-institutionalization in Dual Transitions. *Politics & Society*. Vol. 29, n° 3, Sept. 2001, p.385-414.
- TISMĂNEANU, Vladimir. *Reinventing Politics: Eastern Europe from Stalin to Havel*. New York: Free Press, 1993.
- TISMĂNEANU, Vladimir. *Fantasies of Salvation. Democracy, Nationalism, and Myths in the Post-Communist Europe*. Princeton : Princeton University Press, 1994.
- TISMĂNEANU, Vladimir. *Spectrele Europei Centrale*. Seminar. Iași: Polirom, 2001.
- THOM, Françoise. *Les fins du communisme*. Paris : Criterion, 1994.
- ZUBEK, Voitek. The Phoenix Out of the Ashes : the Rise to Power of Poland's Post- Communist Sdrp. *Communist and Post-Communist Studies*. 1995. Vol. 28, n° 3, p. 275-306.

## Partis politiques

- BERNSTEIN, Serge. « Introduction. Nature et fonction des cultures politiques ». *Les cultures politiques en France*. éd. par IDEM. Paris : Seuil, 1999, p. 7-31.
- CHARLOT, Jean. Partis politiques. Pour une nouvelle synthèse théorique. *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*, éd. par Yves MENY. 2-ème édition, Paris : FNSP, 1991, p. 285-295.
- DE WALLE, Jean-Michel (éd.). *Partis politiques et démocratie en Europe centrale et orientale*. Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, 2002.
- HERMET Guy, MARCOU Lilly. *Des partis comme des autres ? Les anciens communistes en Europe de l'est*. Bruxelles : Complexe, 1998.
- INNES, Abby. Party Competition in Post-Communist Europe. *Comparative Politics*. Vol. 35, n° 1, Oct. 2002, p. 85-104.
- IONESCU, Alexandra. La résurgence d'un parti politique en Roumanie. Le Parti National Paysan Chrétien-Démocrate. *Studia Politica. Romanian Political Science Review*. Vol. II, n° 1, 2002, p. 141-201.
- LUTHER Kurt Richard, MULLER ROMMEL Ferdinand (éd). *Political Parties in the New Europe. Political and Analytical Challenges*. Oxford: Oxford University Press, 2002.
- MAHR Alison, NAGLE John. Resurrection of the Successor Parties and Democratization in east Central Europe. *Communist and Post-Communist Studies*. Vol. 27, n° 4, 1995, p. 393-409.

- MICHELS, Robert. *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties* (tr). Paris : Flammarion, 1971.
- PODGORECKI, Ada. The Communist and Post-Communist Nomenklatura. *Polish Sociological Review*. n° 2, 1994, p. 111-124.
- POP-ELECHES, Grigore. Separated at Birth or Separated by Birth? The Communist Successor Parties in Romania and Hungary. *East European Politics and Societies*, Vol. 13, n° 1, 1999, p. 117-147.
- SEILER, Daniel-Louis. *Partis et familles politiques*, Paris : PUF, 1980.
- SEILER, Daniel-Louis. *Les Partis Politiques en Occident. Sociologie historique du phénomène partisan*. Paris : Elipses, 2003.
- SIRINELLI Jean-François, VIGNE Eric. Des cultures politiques. Introduction. *Histoire des droites en France. Tome 2. Cultures*. éd. par SIRINELLI, Jean-François, Paris : Gallimard, 1992, p. I-XI.
- TOUYKOVA, Marta. La genèse d'un parti successeur en Bulgarie. *Raisons politiques*, n° 3, août-octobre 2001, p. 127-138
- WHITE Stephen, BATT Judy, LEWIS Paul G. Developments in Central and East European Politics 3. New York: Palgrave, 2003.

### Mémoire et identité politique

- AGUILAR, Paloma. Collective Memory of the Spanish Civil War: the Case of the Political Amnesty in the Spanish Transition to Democracy. *Democratization*. Vol. 4, n° 4, Hiver 1997, p.88-109.
- AGUILAR Paloma, DE BRITO Alexandra Barahona, GONZALEZ-ENRIQUEZ Carmen. *The Politics of Memory. Transitional Justice in Democratizing Societies*. Oxford : Oxford University Press, 2002.
- AUGE, Marc. *Les formes de l'oubli*. Paris : Payot & Rivages, 1998.
- BACZCO, Bronislaw. *Les imaginaires sociaux. Mémoires et espoirs collectifs*. Paris : Payot, 1984.
- BAYART, Jean-François. L'illusion identitaire. Paris : Fayard, 1996.
- BOTTH, James W. Communities of Memory. On Identity, Memory and Depth. *American Political Science Review*. Vol. 93, n° 2, Juin 1999, p. 249-263.
- CANDEAU, Joël. *Mémoire et identité*. Paris : PUF, 1998.
- CHEVALLIER, Jacques. *Identité politique*. Paris : Puf, 1994.
- CONAN Eric, ROUSSO Henry. *Vichy : Un passé qui ne passe pas*. Paris : Fayard, 1994.
- CONNERTON, Paul. *How Societies remember*. Cambridge : Cambridge University Press, 1989.
- FUNKENSTEIN, Amos. Collective Memory and Historical Consciousness. *History and Memory*. Vol. 1, n° 1, 1989, p.5-25.
- FUREDI, Frank. *Mythical Past, Elusive Future. History and Society in an Anxious Age*. Londres: Pluto Press, 1992.
- GROSSER, Alfred. *Le crime et la mémoire*. Paris : Flammarion, 1989.
- GROSSER, Alfred. *Les identités difficiles*. Paris : Presses de Sciences Po, 1996.
- HALBWACHS, Maurice. *La mémoire collective*. Paris : Albin Michel, 1997. (1ère édition 1950).
- HERF, Geoffrey. *Divided Memory. The Nazi Past in the Two Germanys*. Cambridge, MA - Londres: Harvard University Press, 1997.
- HOBBSMAWM Eric RANGER T. (éd). *The Invention of Tradition, Cambridge*. Cambridge : Cambridge University Press, 1992.
- JUDT, Tony. The Past is Another Country: Myth and Memory in Post-War Europe. *Daedalus*. Automne 1992, vol. 121, n° 4, p. 83-118.
- KATTAGO, Siobhan. *Ambiguous Memory. The Nazi past and German national identity*. Londres: Praeger, 2001.
- KIRCHHEIMER, Otto. *Political Justice: the Use of Legal Procedure for Political Ends*. Princeton : Princeton University Press, 1961.
- KOCZANOWICZ, Leszec. Memory of Politics and Politics of Memory. Reflections on the Construction of the Past in Post-Totalitarian Poland. *Studies in East European Thought*. Vol 49, n° 4, Déc. 1997, p. 259-270.

- LAVABRE, Marie-Claire. *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*. Paris: Presse de la FNSP, 1996.
- LEFRANC, Sandrine. *Politiques du pardon*. Paris : PUF, 2002.
- LE GOFF, Jacques. *Histoire et mémoire*. Paris: Gallimard, 1990.
- LOWENTHAL, David. *Fabricating Heritage. Memory and History*. Vol. 10, n° 1, Printemps 1998, p. 5-24.
- MAYER, Françoise. *Les Tchèques et leur communisme. Mémoire et identités politiques*. Paris : Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2004.
- MIDDLETON David, EDWARDS Derek (éd). *Collective remembering*. Londres: SAGE, 1990.
- MOREAU DEFARGES, Philippe. *Repentance et réconciliation*. Paris: Presses de Sciences Po, 1999.
- MULLER, Jean Werner. *Memory and Power in Post-War Europe. Studies in the Presence of the Past*. Cambridge: Cambridge University Press, 2002.
- NAMER, Gérard. *Mémoire et société*. Paris : Meridien Klincksieck, 1987.
- NAMER, Gérard. *Halbwachs et la mémoire sociale*. Paris: L'Harmattan, 2000.
- NORA, Pierre. *Les lieux de mémoires*. 1. La République. Paris: Gallimard, 1984.
- NORA Pierre, LE GOFF Jacques (éd). *Faire l'histoire. Nouveaux objets*. Paris : Gallimard, 1974.
- POLLAK, Michael. *Une identité blessée*. Paris : Metailéé, 1993.
- RICOEUR, Paul. *Histoire et vérité*. Paris : Seuil, 1995.
- RICOEUR, Paul. *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris : Seuil, 2000.
- RICOEUR, Paul. Esquisse d'un parcours d'oubli. Devoir de mémoire, droit à l'oubli ? Thomas FERENCZI (éd.). Bruxelles : Complexe, 2002, p. 21-31.
- ROUSSO, Henry. *Le syndrome de Vichy 1944-1987....* Paris : Seuil, 1987.
- ROUSSO, Henry. *Histoire et mémoire des années noires*. Mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches, soutenu a l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Paris 2000.
- SMITH, Kathleen E. *Remembering Stalin's Victims. Popular memory and the End of the USSR*. Ithaca et Londres : Cornell University Press, 1996.
- SMITH, Kathleen E. *Mythmaking in the New Russia. Politics and Memory during the Yeltsin Era*. Ithaca et Londres : Cornell University Press, 2002.
- QUATTOCCHI- WAISON, Diana. *Un nationalisme de déracines. L'Argentine, malade de sa mémoire*. Toulouse : Editions CNRS, 1992.

### Le postcommunisme roumain

- ALEXANDRESCU, Sorin. *Paradoxul român* [Le paradoxe roumain]. Bucarest: Univers, 1998.
- BARBU, Daniel. *Şapte teme de politică românească* [Sept thèmes de politique roumaine] Bucarest : Antet, 1997.
- BARBU, Daniel. *Republica absentă* [La république absente]. Bucarest : Nemira.
- BECK, Sam. Toward a Civil Society : the Struggle over University Square in Bucharest, Romania, June 1990. *Socialism and Democracy*. n° 13, Mai 1991, p. 135-153.
- BERINDEI Mihnea, COLOMBES Adriana, et PLANCHE Anne. *Roumanie: le livre blanc. La réalité d'un mouvement néocommuniste*. Paris : La Découverte, 1990
- BOIA, Lucian. *Istorie şi mit în conştiinţa românească* [Histoire et mythe dans la conscience roumaine]. Bucarest : Humanitas, 1997.
- CAREY, Henry F. From Big Lie to Small Lies: State Mass Media Dominance in Post-Communist Romania. *East European Politics and Societies*, Vol. 10, n° 1, Hiver 1996. p. 16-45.
- CÂMPEANU, Pavel. *De patru ori în faţa urnelor* [Quatre fois devant les urnes]. Bucarest : ALL, 1993.
- CÂMPEANU, Pavel. *Ceauşescu, anii numărătorii inverse* [Ceauşescu, les années du compte à rebours]. Iaşi : Polirom, 2002.
- DURANDIN, Catherine.(éd) *L'engagement des intellectuels à l'Est- Mémoires et analyses de Roumanie et de Hongrie*. Paris : L'Harmattan, 1994.
- DURANDIN, Catherine. Roumanie, Bulgarie, un processus de démocratisation. *Matériaux pour l'histoire de notre temps*. n° 71, Juillet- Septembre 2003, p.82-90.

- GABANY, Annely Ute. *Revolutia neterminata* [Le révolution inachevée]. tr. , Bucarest : Fundatia Culturala Ramână, 1999.
- GALLAHER, Tom. *Democratie si nationalism* [Démocratie et nationalisme] (tr.) , Bucarest : All, 1999.
- GALLAHER, Tom. *Furtul unei națiuni. România de la comunism încoace*. Bucarest: Humanitas, 2004.
- GUSSI, Alexandru. Construction et usages politiques d'un lieu de mémoire. La Place de l'Université de Bucarest. *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, Vol. II, n° 4, décembre 2002, p. 1057-1091.
- IONESCU, Alexandra, « Partis, régime politique et bureaucratie d'Etat dans le postcommunisme roumain ». *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, vol. III, n° 4, décembre 2003, p. 921-940.
- LIGHT Duncan, PINNEMORE David (éd). *Post-Communist Romania. Coming to Terms with Transition*. Hampshire- New York: Palgrave, 2001.
- MUNGIU, Alina. *Românii dupa 89. Istoria unei neînțelegeri*. [Les Roumains après '89. L'histoire d'un malentendu]. Bucarest : Humanitas, 1995.
- MUNGIU-PIPPIDI, Alina. *Politica după comunism* [La politique après le communisme]. Bucarest : Humanitas, 2002.
- PAVEL Dan, HUIU Iulia. « Nu putem reuși decât împreună ». *O istorie analitică a Convenției Democratice, 1989-2000* [« Nous ne pouvons réussir qu'ensemble ». Une histoire analytique de la Convention Démocratique, 1989-2000]. Iași : Polirom, 2003.
- POPESCU, Cristian. Les héritiers de Ceaușescu. La démocratisation roumaine en perspective comparée. *A la recherche de la démocratie. Mélanges offerts à Guy Hermet*. éd. par Javier SANTISO. Paris : Karthala, p. 347-368.
- PORTOCALĂ, Radu. *Autopsie du coup d'Etat roumain*. Paris : Calman-Lévy, 1990.
- ROSE Richard, MUNRO Neil, MACKIE Tom. Elections in Central and Eastern Europe. *Studies in Public Policy*. n° 300, 1998.
- SOARE, Sorina. *Les partis politiques roumains après 1989*. Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, 2004.
- STAN, Lavinia. Acces to Securitate Files : The Trials and Tribulations of a Romanian Law. *East European Politics and Societies*, vol. 16, n° 1, 2002, p. 145-181.
- STĂNESCU, Mircea. Consiliul Național pentru Studiarea Arhivelor Securității și problema moștenirii comunismului [Le Conseil National pour l'Etude des Archives de la Securitate et le problème de l'héritage du communisme]. *Revista Română de Drepturile Omului*, n° 25, 2003, p. 37-62.
- STOICA, Stan. *Dicționarul partidelor politice din România 1989-2001*. Bucarest: Meronia, 2001.
- ȘORA, Mihai. *Mai avem un viitor? România la început de mileniu*. Dialog cu Sorin ANTOHI. Iași-Bucarest: Polirom, 2001.
- ȘTEFĂNESCU, Domnita. *Cinci ani din istoria Romaniei* [Cinq années de l'histoire de la Roumanie]. Bucarest: Mașina de scris, 1994.
- TĂNASE Stelian. *Revoluția ca eșec. Elite & Societate* [La Révolution comme échec. Elites & Société], Iași : Polirom, 1996.
- TISMĂNEANU, Vladimir. The Leninist Debris or Waiting for Peron. *East European Politics and Societies*, Vol. 10, n° 3, Automne 1996, p. 504-535.
- TISMĂNENU, Vladimir. *Încet, spre Europa* (Lentement, vers l'Europe). Dialogue avec Mircea MIHĂEȘ. Bucarest et Iași : Polirom, 2000.
- TISMĂNEANU Vladimir, KLIGMANN Gail. Romania's First Post-communist Decade: from Iliescu to Iliescu. *East European Constitutional Review*. Vol 10, n° 1, Hiver 2001, p. 78-85.
- ZUB, Alexandru. *Chemarea istoriei. Un an de răspântie în România post-comunistă*. Iași: Junimea, 1997.
- \*\*\*. *E un început în tot sfârșitul* (Il y a un début en toute fin). Collection sélective de programmes radiodiffusés pendant la période 17 –23 décembre 1989. Bucarest : Editions Casa Radio, 1998

## Varia

- ANSART, Pierre. *La gestion des passions politiques*, Lausanne : L'Age de l'Homme, 1983.
- AUSTIN, J.L. *Quand dire c'est faire*. Paris : Seuil, 1970.
- BADIE, Bertrand. *Culture et politique*. Paris : Economica, 1986.
- BARTHES, Roland. *Mythologies*. Paris : Seuil, 1957.
- BOUDON, Raymond. *L'art de se persuader. Les idées douteuses, fragiles ou fausses*. Paris : Fayard, 1990.
- BRAUD, Philippe. *L'émotion en politique. Problème d'analyse*. Paris : Presse de la FNSP, 1996.
- COLAS, Dominique. *Le glaive et le fléau. Généalogie du fanatisme et de la société civile*. Paris : Grasset- Fasquelle, 1992.
- COLAS, Dominique. *Sociologie politique*. Paris : PUF, 1994.
- EDELMAN, Murray. *Politics as Symbolic Action. Mass Arousal and Quiescence*. New York, San Francisco et Londres: Academic Press, 1971.
- EDELMAN, Murray. *Pièces et règles du jeu politique* (tr.). Paris: Seuil, 1991.
- FLOOD, Christopher G. *Political Myth. A Theoretical Introduction*. New York et Londres: Garland, 1996.
- GUILHAOUMON Jacques, MALADIDIER Denise, ROBIN Régine. *Discours et archive. Expérimentation et analyse du discours*. Liège : Mardaga, 1994.
- HABERMAS, Jürgen. *Ecrits politiques. Culture, droit, histoire* (tr.), Paris : Flammarion, 1999.
- KUMAR, Krishan. *1989-Revolutionary Ideas and Ideals*. Minneapolis – Londres : University of Minnesota Press.
- LAWSON, Kay. *The Comparative Study of Political Parties*. New York: St Martin's Press, 1976.
- MENY, Yves (éd). *Idéologies. Partis politiques et groupes sociaux*. Paris : Presse de la FNSP, 1989.
- DUHAMEL, Olivier, MENY, Yves. (éd.), *Dictionnaire constitutionnel*, Paris : PUF, 1992.
- PESCHIANCKI Denis, POLAK Michael, ROUSO Henry. (éd) *Histoire Politique et Sciences Sociales*. Paris : Complexe, 1991.
- SEILER, Daniel-Louis. *Comportement politique compare*. Paris : Economica, 1985.
- VERDERY, Katherine. *What Was Socialism and What Comes Next?* Princeton : Princeton University Press, 1996.





## **Annexe 1.**

### **Chronologie des principaux événements politiques**

**1989**

- 22 décembre Fuite de Nicolae Ceaușescu et prise du pouvoir par un groupe constitué autour de Ion Iliescu. Premier communiqué du CFSN.
- 25 décembre Procès et exécution de Nicolae et Elena Ceaușescu

**1990**

- 23 janvier Le CFSN décide la transformation du FSN en formation politique et la participation aux futures élections
- 28 janvier Première manifestation de protestation organisée par les trois « partis historiques »  
Commencent les contre-manifestations organisées par le FSN
- 29 janvier Première venue des mineurs à Bucarest.
- 9 février Constitution du CPUN, Ion Iliescu est élu président.
- 11 mars Est fait public le texte de la Proclamation de Timișoara
- 15-20 mars Violences interethniques à Târgu-Mureș
- 22 avril Début de la manifestation continue de la Place de l'Université
- 20 mai Elections parlementaires et présidentielles gagnés par le FSN et Ion Iliescu
- 13 juin Répression de la manifestation de la Place de l'Université suivie, tout au long de la journée, d'affrontements violents entre les manifestants et les forces de l'ordre
- 14-15 juin Nouvelle venue des mineurs à Bucarest, dévastation des sièges des principaux partis d'opposition. Répressions contre les critiques du FSN.
- 28 juin Est investi le nouveau gouvernement dirigé par Petre Roman
- 15 novembre Première manifestation organisée par l'Alliance Civique

**1991**

- 25 septembre Chute du gouvernement dirigé par Petre Roman à la suite d'une nouvelle venue des mineurs à Bucarest.
- 16 octobre Est investi le nouveau gouvernement dirigé par Theodor Stolojan
- 26 novembre Constitution de la Convention Démocratique
- 8 décembre Est adoptée, par référendum, la nouvelle Constitution

**1992**

- 9 et 23 février Ont lieu les élections locales.

**1992**

- 27-29 mars A la Convention nationale du FSN Petre Roman est réélu dirigeant de ce parti. Les proches de Ion Iliescu sont marginalisés
- 11 avril Le PNL se retire de la Convention Démocratique
- 26 avril Importantes manifestations à Bucarest à l'occasion de la visite de l'ancien roi Michel.
- 29 avril Apparition du FDSN
- 27 septembre Les élections parlementaires sont gagnées par le FDSN
- 11 octobre Ion Iliescu est réélu chef de l'Etat au deuxième tour
- 13 novembre Est investi le gouvernement dirigé par Nicolae Văcăroiu
- 26 novembre Emil Constantinescu devient président de la CDR

**1994**

- 20 décembre Le PNL revient dans la CDR

**1995**

- 20 janvier Est signé le protocole de collaboration entre le PDSR et le PGR, le PST et le PUNR
- juin Accord politique de Snagov, signé par les dirigeants de tous les partis parlementaires en vue de l'intégration européenne
- 12 novembre Décède le président du PNPCD, Corneliu Coposu
- 23 novembre La CDR lance son « Contrat avec la Roumanie »

**1996**

- 2 et 16 juin Les élections locales
- 3 novembre Les élections parlementaires et présidentielles
- 7 novembre Accord pour la formation d'une majorité parlementaire et pour le soutien du candidat de la CDR entre les partis de la Convention et le PD, le PSDR et l'UDMR
- 17 novembre Emil Constantinescu est élu chef de l'Etat au deuxième tour des élections présidentielles
- 11 décembre Victor Ciorbea (PNPCD) devient le Premier ministre soutenu par une coalition de laquelle font partie les formations politiques de la CDR, le PD, l'UDMR et le PSDR

**1998**

- 14 janvier Le PD décide de retirer son soutien au gouvernement de coalition
- 30 mars Victor Ciorbea démissionne du poste de Premier ministre

**1998**

- 6 avril L'Alliance Civique se suspend de la CDR
- 15 avril Radu Vasile (PNPCD) devient le nouveau Premier ministre

**1999**

- janvier Révoltes violentes des mineurs de la Vallée du Jiu
- 13-17 décembre Radu Vasile est démis par le chef de l'Etat. La décision est contestée, finalement le Premier ministre va accepter de donner sa démission
- 17 décembre Le nouveau Premier ministre est l'indépendant Mugur Isărescu, Gouverneur de la Banque Nationale

**2000**

- 4 et 18 juin Le PNL participe aux élections locales sur des listes séparées
- 17 juillet Emil Constantinescu annonce qu'il ne va plus se porter candidats aux élections présidentielles
- 24 juin Fin de l'alliance entre le PNPCD et le PNL
- 26 novembre Elections parlementaires et présidentielles. Percée du PGR et de son président, qui va participer au deuxième tour
- 29 novembre Le PNL et le PD annoncent leur soutien pour Ion Iliescu
- 10 décembre Ion Iliescu est élu, pour une troisième fois, chef de l'Etat
- 27 décembre Le PDSR signe des accords bilatéraux avec le PNL et l'UDMR. Le PNL, l'UDMR et le PD signent une « Déclaration commune » de soutien du gouvernement minoritaire du PDSR
- 28 décembre Le gouvernement dirigé par Adrian Năstase est investi par le Parlement

**2001**

- 18-19 mai Traian Băsescu est élu président du PD

**2002**

- 24 août Theodor Stolojan est élu président du PNL

**2003**

- Septembre Formation de l'Alliance « Justice et Vérité » PNL-PD
- Juin Elections locales
- 28 novembre Election Parlementaires
- 12 décembre Traian Băsescu est élu président de la Roumanie
- Décembre Formation d'une coalition, dirigée par l'Alliance PNL-PD, qui soutient le Premier ministre Călin Popescu-Tăriceanu (PNL)



## Annexe 2.

### *La Proclamation de Timișoara*<sup>58</sup>

C'est la population de Timișoara qui est à l'origine de la Révolution roumaine. Entre les 16 et 20 décembre 1989, elle a livré, seule, un combat irréversible contre le plus puissant et le plus odieux système répressif du monde. Ce fut une lutte sans merci, dont seuls nous - habitants de Timișoara - connaissons les vraies proportions. D'un côté, la population sans armes, de l'autre, la Securitate, la Milice, l'Armée et les troupes zélées d'activistes du Parti. Toutes les méthodes, tous les moyens de répression se sont révélés impuissants face au désir de liberté des *Timișoreni* et à leur détermination. Ni les arrestations, ni les violences, ni même les assassinats en masse n'ont pu les arrêter. Chaque balle tirée a conduit sur les barricades de la Révolution une nouvelle centaine de combattants. Et nous avons gagné. Le 20 décembre 1989, la population a pris définitivement possession de Timișoara, la transformant en une ville libre au sein de la grande prison qu'était alors devenue la Roumanie. Dès lors, toute activité de la ville a été conduite depuis la tribune de la place de l'Opéra par le Front Démocratique Roumain – expression, en ces heures-là, de la Révolution de Timișoara. Ce même jour, l'armée a fraternisé avec les manifestants et a décidé de défendre avec eux la victoire obtenue. Le 21 décembre, place de l'Opéra, plus de cent mille voix criaient : « Nous sommes prêts à mourir ! ».

Un certain nombre de faits, survenus en Roumanie, depuis le 28 janvier 1989 surtout, sont contraires aux idéaux de la Révolution de Timișoara. Ces idéaux eux-mêmes n'ont pas été présentés par les mass-médias nationaux à l'opinion publique roumaine, si ce n'est d'une manière partielle et confuse. Dans ces conditions, nous, participants directs de tous les événements des 16 au 22 décembre 1989, nous nous voyons dans l'obligation d'expliquer à toute la nation pourquoi les

---

<sup>58</sup> Ce texte reproduit, avec certaines corrections, la traduction parue dans *République*, n° 9, printemps-été 1990, p. 45-52.

*Timișoreni* ont déclenché la Révolution, pour quelle cause ils ont lutté, pour nombre d'entre eux au prix de leur vie, pourquoi nous sommes toujours décidés à lutter, quel que soit le prix et quel que soit l'adversaire, jusqu'à la victoire.

## 1.

La Révolution de Timișoara a été – dès les premières heures – un mouvement non seulement anti-Ceaușescu, mais aussi, et catégoriquement, anti-communiste. Pendant toute la Révolution, on a crié, des centaines de fois, « A bas le communisme ! ». En accord avec l'aspiration de centaines de millions de personnes de l'Est européen, nous avons demandé, nous aussi, l'abolition immédiate de ce système social totalitaire et en faillite. L'idéal de notre Révolution a été et reste le retour aux valeurs authentiques de la démocratie et de la civilisation européenne.

## 2.

Toutes les catégories sociales ont participé à la Révolution de Timișoara. Dans les rues de la ville, sont tombés, fauchés par les mêmes balles, côte à côte des ouvriers, des intellectuels, des fonctionnaires, des étudiants, des collégiens et même des villageois accourus au secours de la Révolution. Nous sommes catégoriquement opposés aux techniques de domination, typiquement communistes, qui consistent à dresser les classes et les catégories sociales les unes contre les autres. C'est sur la base de l'idéologie de la « lutte des classes » que les bolcheviques se sont hissés au pouvoir en 1917 ; c'est sur la même base que la nomenklatura communiste roumaine a monté, après 1944, les classes sociales les unes contre les autres, a divisé la société pour la soumettre plus facilement à la terreur. Nous attirons l'attention contre le danger d'une répétition de cette triste histoire et appelons les ouvriers, les intellectuels, les étudiants, les paysans et toutes les catégories sociales à un dialogue réel et constructif, pour refaire sans tarder l'unité du temps de la Révolution. Il faut partir de cette réalité : toutes les catégories sociales ont été opprimées sous le régime communiste et aucune ne veut aujourd'hui le mal des autres.

## 3.

Toutes les catégories d'âge ont pris part à la Révolution de Timișoara. Certes, la jeunesse a été prépondérante. Mais il est juste de reconnaître que des personnes de tous âges se sont battues, avec le même acharnement, pour la cause de la Révolution. La liste des victimes, bien qu'incomplète, en fait la preuve.

## 4.

Pour la victoire de la Révolution se sont sacrifiés non seulement des Roumains, mais aussi des Hongrois, des Allemands, des Serbes et des membres d'autres communautés ethniques qui, tous, depuis des siècles, cohabitent dans notre ville dans la paix et la bonne entente. Timișoara est une ville roumaine et européenne dans laquelle les nationalités ont refusé et refusent le nationalisme. Nous invitons tous les chauvins de Roumanie, qu'ils soient Roumains, Hongrois ou Allemands, à venir à Timișoara pour un cours de rééducation à l'esprit de tolérance et de respect réciproque, seuls principes appelés à régner dans la future Maison européenne.

## 5.

Dès le 16 décembre, dès les premières heures de la Révolution, l'un des slogans le plus souvent scandés a été : « Nous voulons des élections libres ! ». L'idée de pluralisme politique a été et reste l'une des plus chères aux gens de Timișoara. Nous sommes convaincus que sans partis politiques puissants, il ne peut exister de démocratie authentique, de type européen. A l'exception des partis extrémistes, de gauche ou de droite, tous les partis ont droit à l'existence dans la ville de Timișoara. Les sièges des partis politiques n'ont pas été attaqués ni dévastés ; aucun de leurs membres n'a été menacé, insulté ni calomnié. Les membres des partis politiques sont nos concitoyens, nos collègues de travail, nos amis, qui ont leurs opinions politiques. La démocratie européenne suppose la libre expression des opinions politiques, l'instauration d'un vrai dialogue entre les représentants et la



compétition loyale pour la conquête de l'adhésion publique et, implicitement, du pouvoir d'Etat.

Nous aurions accepté dans le système de la démocratie roumaine la présence du Parti communiste aussi si ce dernier n'avait pas été totalement et définitivement compromis par sa nomenklatura et n'avait dégénéré en un fascisme rouge. Dans les pays est-européens où les Partis communistes ont conservé un minimum de décence, la société les conteste en principe mais les tolère en fait. Chez nous, le Parti communiste en est arrivé jusqu'au génocide et, de ce fait, il s'est auto-exclu de la société. Nous ne le tolérerons ni en principe ni en fait, quelle que soit la dénomination sous laquelle il cherche à renaître.

## 6.

Après quatre décennies d'éducation et de propagande exclusivement communiste, il est normal qu'existent dans la conscience de tous les Roumains des préjugés appartenant à cette idéologie. Ce n'est pas de leur faute. En revanche, la manipulation de ces préjugés par des groupes intéressés à la renaissance du communisme et à sa réinstauration au pouvoir est un acte contre-révolutionnaire. Sur la liste des mots d'ordre, photocopiée et distribuée le 28 janvier 1989 par les manifestants de la place Manta à Bucarest<sup>59</sup>, figurent des slogans vieux de quarante-cinq ans. L'identification des « partis historiques » à des partis traîtres à la patrie est un slogan de ce type et constitue une calomnie. Bien au contraire, ce sont les communistes, activistes depuis quarante-cinq ans, et parmi lesquels certains détiennent – aujourd'hui aussi – des fonctions importantes dans la direction du pays, qui se rendent coupables de trahison envers la Roumanie et de son asservissement à l'URSS. Ce sont eux qui scandaient à l'époque « Staline et le peuple russe nous ont apporté la liberté », et non pas les membres des « partis historiques ». Ces derniers se sont opposés à la transformation de la Roumanie en un satellite de Moscou et certains ont payé de leur vie cette audace. Il est urgent de rédiger une histoire courte mais correcte de la période 1944-1950 et de la diffuser dans un tirage de masse.

---

<sup>59</sup> Manifestation organisée par le FSN en réaction à celle de l'opposition du même jour.

## 7.

Si Timișoara a déclenché la Révolution, c'est pour renverser le régime communiste dans son ensemble et toute sa nomenklatura, et en aucun cas pour fournir l'occasion d'une ascension politique à un groupe de dissidents anti-Ceaușescu de l'intérieur du PCR. La présence de ces deniers à la tête du pays rend vaine la mort des héros de Timișoara. Nous les aurions peut-être acceptés, il y a dix ans, si, au XII-ème Congrès du Parti ils avaient soutenu Constantin Pîrvulescu et avaient renversé le clan Ceaușescu. Mais ils ne l'ont pas fait, alors qu'il en avait l'occasion et qu'ils détenaient des fonctions importantes qui leur conféraient des prérogatives. Au contraire, certains ont même écouté l'ordre du dictateur de vilipender les dissidents. Leur lâcheté en 1979 nous a coûté dix années supplémentaires de dictature, les plus dures de toute cette période, plus un douloureux génocide.

## 8.

En conséquence de ce qui vient d'être dit, nous proposons que la loi électorale interdise pour les trois premières législatures, le droit de candidature – sur quelque liste que ce soit – à tout ancien activiste communiste et à tout ancien officier de la Securitate. Leur présence dans la vie politique du pays est la principale source des tensions et des suspicions qui troublent la société roumaine. Jusqu'à la stabilisation de la situation et la réconciliation nationale, leur absence de la vie politique est une absolue nécessité.

Nous demandons de même que figure dans la loi électorale un paragraphe spécial qui interdise à d'anciens activistes communistes de se porter candidats à la fonction de Président du pays. Le président de la Roumanie doit être un symbole de notre rupture avec le communisme. Avoir été membre du Parti n'est pas une faute. Nous savons tous dans quelle mesure la vie de chacun – depuis l'accomplissement professionnel jusqu'à l'obtention d'un logement – était conditionnée par la possession du carnet rouge et quelles conséquences graves entraînait le fait de le rendre. Mais les activistes ont été ceux qui ont abandonné leur

profession pour servir le Parti communiste et bénéficier des avantages matériels particuliers qu'on leur offrait en retour. Une personne qui a fait un tel choix ne présente pas les garanties morales que doit offrir un président. Nous proposons la réduction des prérogatives de cette fonction, sur le modèle des institutions de nombreux pays civilisés du monde. De la sorte, des personnalités marquantes de la vie culturelle et scientifique, mais sans expérience politique, pourraient aussi se porter candidates à la fonction présidentielle. Toujours dans ce contexte, nous proposons que la première législature ne soit que d'une durée de deux ans, temps nécessaire à l'affermissement des institutions démocratiques et à la clarification des positions idéologiques de chacun des nombreux partis qui sont apparus aujourd'hui. Alors seulement, nous pourrions procéder à des élections en connaissance de cause, en jouant cartes sur table.

## 9.

Timișoara n'a pas fait la Révolution pour une augmentation des salaires ou pour d'autres avantages matériels. Pour cela, il suffit d'une grève. Nous sommes mécontents du système de rémunération, il existe, à Timișoara aussi, des catégories d'ouvriers qui travaillent dans des conditions extrêmement dures et qui sont mal payés (par exemple, ceux qui travaillent dans des hauts-fourneaux ou dans l'industrie des détergents). Pourtant, aucun collectif n'a fait grève en vue d'une augmentation de salaires, ni n'a envoyé de délégation pour traiter avec le gouvernement des revendications matérielles spécifiques. La majorité des gens de Timișoara savent ce que tous les économistes s'efforcent actuellement de faire connaître au pays : une augmentation des salaires dès aujourd'hui déclencherait automatiquement l'inflation, comme cela s'est passé dans certains pays de l'Est européen. Et une fois l'inflation partie, il faut des années d'effort pour la stopper. Seule l'augmentation de la production, et donc de la qualité des biens présents sur le marché, permettra – en parallèle – l'accroissement général du niveau des salaires. De plus, pour un pauvre budget comme celui de la Roumanie, la priorité devrait aujourd'hui aller à des dépenses destinées à retrouver un niveau minimum de

civilisation. Des investissements urgents s'imposent par exemple dans le domaine de la santé.

## 10.

Bien que nous militions pour la « réeuropéanisation » de la Roumanie, nous ne désirons pas copier les systèmes capitalistes occidentaux qui ont, eux aussi, leurs échecs et leurs iniquités. Nous sommes cependant catégoriquement pour l'initiative privée. Le fondement économique du totalitarisme a été la domination totale de la propriété d'Etat. Nous n'aurons jamais de pluralisme politique sans pluralisme économique. Il se trouve des voix pour assimiler – à la manière communiste – l'initiative privée à « l'exploitation » et à la défense des riches, comme un danger catastrophique. On spéculé ainsi sur la jalousie des paresseux et la crainte de devoir travailler des anciens privilégiés des entreprises communistes.

Les *Timișoreni* n'ont pas peur de la privatisation. La preuve en est que plusieurs entreprises ont déjà annoncé leur intention de se transformer en sociétés anonymes par actions. Néanmoins, pour que ces actions soient acquises avec de l'argent propre, il conviendrait de créer dans cette ville des commissions chargées de dresser un inventaire des biens détenus par les anciens privilégiés du pouvoir, de la corruption et des pénuries. De même, il faut que les actions de chaque entreprise soient d'abord proposées à ceux qui y travaillent. Nous considérons comme constructive l'idée, plus radicale, de procéder aux privatisations par la distribution à tous les travailleurs de l'entreprise d'un nombre égal d'actions, l'Etat ne gardant pour sa part que le pourcentage de fonds qui lui assurerait le contrôle des activités. De cette manière, on offrirait à chaque travailleur des chances égales de prospérité. Si les paresseux perdent cette chance, ils ne pourront pas se plaindre de discrimination.

## 11.

Timișoara est décidée à prendre au sérieux et à utiliser le principe de la décentralisation économique et administrative. On a même proposé

l'expérimentation dans le département de Timiș d'un modèle d'économie de marché, en prenant appui sur la puissance de ses capacités et sur la compétence des spécialistes dont ce département dispose. Afin d'attirer plus facilement et plus rapidement le capital étranger, particulièrement sous forme de technologie et de matières premières spéciales, et par la création de sociétés mixtes, nous demandons la création à Timișoara d'une filiale de la Banque de Commerce Extérieur. Une partie des bénéfices de la partie roumaine de ces sociétés mixtes s'intégreraient aux salaires des travailleurs, selon un pourcentage qui devra être négocié au cas par cas, avec les dirigeants syndicaux. Le paiement en devises d'une partie du salaire constituera une bonne base de co-intéressement matériel des travailleurs. Ajoutons qu'ainsi les passeports ne seront plus des carnets tout juste bons à être conservés dans un tiroir. Autre conséquence positive : la chute du cours du change libre, ce qui entraînerait une augmentation immédiate du niveau de vie.

## 12.

Après la chute du dictateur, tous les exilés roumains ont été invités à revenir dans le pays pour aider à la reconstruction de la Roumanie. Certains sont rentrés, d'autres ont annoncé leur intention de le faire. Malheureusement, à l'instigation des forces obscures, il s'est trouvé des gens pour calomnier ces exilés de retour dans le pays, les qualifier de traîtres, leur demander avec malveillance ce qu'ils ont mangé au cours de ces dix dernières années. Mais y a-t-il un seul Roumain qui, au cours de ces 40 ans de désespoir, n'ait eu, ne fût-ce qu'une fois, l'idée d'échapper à cette misère en prenant la voie de l'exil ? Beaucoup de Roumains, qui se trouvent aujourd'hui loin du pays, sont partis après des persécutions politiques et parfois même après de dures années de prison. Il serait honteux de notre part de les diffamer aujourd'hui en empruntant les mots qu'utilisaient autrefois contre eux les activistes communistes. L'exil roumain, ce sont des centaines d'éminents professeurs qui enseignent dans les plus grandes universités du monde, des milliers de spécialistes reconnus, qu'emploient les plus puissantes firmes occidentales, des dizaines de milliers d'ouvriers qualifiés dans les technologies les plus avancées. Soyons fiers d'eux et transformons le mal en bien en faisant de la triste et

douloureuse diaspora une force novatrice pour la Roumanie. Timișoara attend avec amour tous les exilés roumains. Ils sont nos compatriotes et aujourd'hui plus que jamais nous avons besoin de leurs compétences, de l'eupéanisme de leur pensée et même de leur soutien matériel. Quant à la culture roumaine, elle ne sera complète qu'après avoir réintégrée la culture de l'exil.

Nous ne sommes pas d'accord avec le choix du 22 décembre comme jour de la fête nationale roumaine. De la sorte, on perpétuera le souvenir de la personne du dictateur, à chaque fois qu'on célébrera l'anniversaire de sa chute. Dans la plupart des pays qui ont lié leur fête nationale à la commémoration d'une révolution, le jour choisi est celui du déclenchement du mouvement révolutionnaire, de sorte que soit glorifié le courage du peuple qui s'est soulevé pour lutter. Un seul exemple : la fête nationale française est le 14 juillet, c'est-à-dire le jour où, en 1789, a commencé la Grande Révolution française, par la prise de la Bastille. En conséquence, nous demandons que soit choisie la date du 16 décembre comme jour de la fête nationale roumaine. Ainsi nos enfants, nos petits-enfants et nos arrière-petits-enfants célébreront le courage du peuple à affronter l'oppression et non la chute d'un tyran misérable.

### 13.

A l'exception du journal *România Libera*, la presse, la radio et la télévision de Bucarest ont quasiment oublié la Révolution de Timișoara. Les seuls événements présentés comme révolutionnaires sont ceux des 21-22 décembre. Nous nous inclinons avec pitié devant les héros de Bucarest, comme devant ceux de Lugoj, Sibiu, Brașov, Tîrgu-Mures, Cluj, Arad, Reșița et de toutes les autres villes qui ont eu besoin de martyrs pour conquérir leur liberté. Cependant la politique du pouvoir qui consiste à minimiser notre Révolution nous fait mal et nous révolte ; elle se manifeste notamment par l'effort en vue de diminuer le nombre des morts. Nous étions dans les rues au moment de la Révolution et nous savons que leur nombre est bien plus grand que celui qui a été annoncé officiellement. Nous assurons ceux qui aujourd'hui falsifient la vérité que nous ne cesserons pas notre lutte avant qu'ils ne soient conduits face à la justice, en qualité de complices du génocide.

Cette Proclamation est née de la nécessité de faire connaître à la nation roumaine les véritables idéaux de la Révolution de Timișoara. Ce fut une révolution faite par le peuple et seulement par lui, sans lien avec des activistes ni avec des agents de la Securitates. Ce fut une révolution authentique et non un coup d'Etat. Elle fut catégoriquement anti-communiste et pas seulement anti-Ceaușescu. A Timișoara, on n'est pas mort pour que des activistes communistes du deuxième ou troisième rang prennent la tête du pays, ni pour que l'un des participants au génocide soit nommé par eux ministre de l'Intérieur. On n'est pas mort pour que la division sociale et nationale, le culte de la personnalité, la censure des mass-média, la désinformation, les menaces téléphoniques et écrites et toutes les autres méthodes communistes d'oppression soient pratiquées au vu et au su de tout le monde, tandis que, de nouveau, on demande la passivité au nom de la stabilité sociale. Cette Proclamation s'adresse en premier lieu à ceux qui ont reçu la Révolution en cadeau et s'étonnent de ce que nous soyons mécontents alors que la dictature est tombée, qu'ont été abrogées une série de lois absurdes et qu'ont réapparues deux ou trois choses dans les magasins. Maintenant ils savent pourquoi nous sommes mécontents : ce n'était pas cela, l'idéal de la Révolution de Timișoara.

Nous, auteurs de cette Proclamation, participants aux événements des 16-22 décembre 1989, nous ne considérons pas que la Révolution est terminée. Nous la continuerons, pacifiquement mais fermement. Après que nous ayons affronté et vaincu, sans l'aide de personne, l'un des plus puissants systèmes répressifs du monde, personne ni rien ne pourra nous intimider.

11 mars 1990

## Index

### A

Alliance Civique (AC), 105, 118, 119, 149, 209, 332-337, 424-446, 451, 454, 477, 488, 501-502, 536-537, 580  
 Alliance Justice et Vérité PNL-PD, 536-541, 569-578  
 anciens détenus politiques, 121-122, 207, 267, 269, 285-286, 342-345, 434, 502, 562  
 anciens membres du PCR, 52, 56, 71, 99, 102, 109, 110, 205, 300, 302-303, 307-308, 485  
 anticommunisme civique, 369, 420-444, 468-473, 512-514, 522, 524, 527, 536, 550-551, 558, 559-564  
 anticommunisme et populisme, 406-413, anticommunisme politique, 417, 490-493, 471, 510-514, 526-531, 558-561  
 anticommunisme, 309-313, 345-348, 419-515, 520-522, 529-531, 536, 540, 550-551, 558-565, 569, 570, 577, 581  
 antipolitique, 317, 321-328, 388-389, 424-425, 430, 443  
 antisémitisme, 222, 547  
 Antonescu, Ion, 220-221, 247, 535  
 archives, 67, 96, 172, 210-211, 479, 482-487, 575, 577  
 Armée roumaine, 65, 81, 88, 138-139, 211-212, 239, 376, 401, 452-453, 464, 480  
 autoritarisme, 23, 247, 260, 322, 536

### B

Babiuc, Victor, 121, 137, 212, 451  
 Băcanu, Petre Mihai, 131, 427, 434, 580  
 Bîrlădeanu, Alexandru, 91, 150, 166  
 Băsescu, Traian, 372, 449, 480, 536-541, 569-578  
 Blandiana, Ana, 55, 327, 363, 422-424, 436, 440, 454, 479  
 Botez, Mihai, 255, 500  
 boyards, 102, 125, 128, 170, 195, 489  
 Brucan, Silviu, 51, 54, 56, 58, 67, 99, 144, 166, 295, 391  
 Bulgarie, 25, 70, 232  
 Buzatu, Gheorghe, 220

### C

Câmpeanu, Radu, 130, 276, 280, 331, 361, 488, 496  
 Caramitru, Ion, 204, 500  
 Carol II (roi, 1930-1940), 111, 284  
 Ceaușescu, Elena, 57, 254, 593  
 Ceaușescu, Nicolae, 57-72, 227, 237, 239-244  
*ceașism*, 67, 132-134, 221, 426  
 Chine (modèle de la), 224, 229,  
 Chițac, Mihai, 84, 184, 212-213, 451, 480, 535, 544  
 Ciorbea, Victor, 290, 309, 397, 403-404, 439, 442, 450-451, 483, 491, 500, 512  
 clivage sur le passé communiste 519-523, 529-541, 562-565  
 collaborateur de la Securitate, 244, 483, 530  
 communauté politique, 23, 35-36, 43, 71, 328, 525, 547, 567  
 communisme, 17-20, 28-29, 185-186, 191, 196-197, 257-258, 297, 472  
 Conseil du Front du Salut National (CFSN), 49-57, 59-70, 214, 271-272, 554-555  
 Conseil National d'Etude des Archives de la Securitate (CNEAS), 310, 361, 483, 486, 528, 530, 534, 541, 571-575  
 conservatisme postcommuniste, 142, 163, 192, 203-215, 259-260  
 Constantinescu, Emil (président, 1996-2000), 218, 362-367, 454-466, 479-481, 492, 504  
 Constitution de 1923, 254, 268, 310, 493  
 Constitution de 1965, 86  
 Constitution de 1991, 71, 86-87, 158, 169, 182, 254, 257, 454, 542, 544, 551, 562  
 continuité juridique, 10, 58, 253-255  
 Convention démocratique Roumaine (CDR), 353-418, 430-449, 502-510, 558-566, 578, 594, 595  
 Coposu, Corneliu, 138, 142, 203, 205, 244, 276, 281-296, 336-353, 394-400, 455, 493  
 Cornea, Doina, 55, 138, 272, 309, 341, 415, 422, 426, 429, 432, 442, 499, 501, 529, 570  
 Cozma, Miron, 247, 365, 448  
 culture politique, 28-32, 39, 66, 255  
 Cunesco, Sergu, 276



Cuza, Alexandru Ioan, 404

## D

Dăianu, Daniel, 479  
 Dan, Marțian, 120, 187  
 décommunisation, 157-158, 415-417, 459-482  
 Dejeu, Gavril, 308  
 démocratie originelle, 120, 216-236, 556, 583  
 démocratie sociale, 10, 163, 225, 233, 234  
 démocratisation, 36-38, 188, 217, 256-270, 293-294, 310, 347, 472, 511-547, 585-586, 590  
 déstalinisation, 20, 98, 104-105, 114, 227, 252, 472  
 Diaconescu, Ion, 289-292, 302, 392, 395, 397, 414, 445, 452, 481, 489  
 dictature du prolétariat, 79, 257  
 Dijmărescu, Eugen, 121  
 dissidence, 27, 92, 122, 187, 243, 252, 422, 472  
 Drăgan, Iosif Constantin, 220  
*Dreptatea*, 282, 285, 304-306, 374,  
 Dumitrașcu, Gheorghe, 139, 209, 221, 243-244, 247, 376  
 Dumitrescu, Constantin-Ticu, 127, 207, 361, 477-478, 485, 570-572

## E

économie roumaine, 56, 121, 582  
 élections de 1990 117, 238, 278, 442  
 élections de 1990, 90, 101, 116, 160, 238, 442  
 élections de 1992 155, 229, 236, 239, 280, 334, 374-375, 455, 497, 520  
 élections de 1996, 161, 280, 357, 405, 445-446, 448, 454, 462, 478, 490, 499, 523, 560  
 élections de 2000, 536, 567  
 élections de 2004, 530, 562  
 Eminescu, Mihai, 319  
 Enache, Marian, 140  
 Espagne, 34, 159  
 Etat de droit, 36, 202, 213, 251, 542-549, 566  
 Etat roumain, 60, 75-91  
 Etat, 248-256, 257, 385, 386-388, 473-480, 539-559  
 Europe, intégration européenne, 18, 25, 35, 223-225, 232, 236, 313, 401, 412, 428, 429, 439, 502, 507, 514, 530, 533, 549, 566, 578, 594  
 Everac, Paul, 242

extrême droite, 92, 105, 127, 278  
 extrémisme, 121, 207-208, 248, 276-278, 370, 390, 547

## F

Front Démocratique du Salut National (FDSN), 148-158, 166-169, 177, 178, 187, 193, 194, 203, 216, 217, 218, 225, 226, 229, 230, 231, 251, 366, 367, 375, 469, 489, 533, 594  
 Front du Salut National 65, 75-160,  
 Funar, Gheorghe, 237

## G

Garde de Fer, 127  
 Georgescu, Costin, 484  
 Georgescu, Florin, 200  
 Gherman, Ovidiu, 174, 201, 206  
 Gorbatchev, Mikhaïl, 311  
 Groupe pour le Dialogue Social (GDS), 318-319, 421, 424, 433, 581  
 Groza, Petru, 244, 490  
 Gușe, Ștefan, 56

## H

historisme, 133, 145, 160  
 Hongrie, 22, 137, 141, 142, 218, 220, 237, 402, 585, 589

## I

Iliescu, Ion (président, 1989-1996, 2000-2004) 49, 51, 58-62, 64, 80, 89-94, 117, 109-113, 143-148, 154-155, 182-191, 194, 205, 207, 213, 228-232, 246, 250, 282-283, 300, 329, 390, 525-526, 533, 552, 577  
 intellectuels, 105, 120, 122, 208, 317-327, 420-424, 428, 434, 467-468, 511-512, 537, 573  
 Ionescu-Quintus, Mircea, 345, 483, 530  
 Isărescu, Mugur, 259, 466, 504, 507-508

## J

juin 1990 (13-15), 124, 128, 157, 275, 320, 333-334, 338, 370, 436, 437, 519, 552  
 justice politique, 518, 545

## K

Kosovo (crise, 1999), 219

**L**

Lăzărescu, Dan-Amedeu, 310, 504  
*Liberalul*, 42, 279-280, 496, 584  
 Liiceanu, Gabriel, 130, 425  
 Lupu, Vasile, 491  
 lustration, 115-116, 300, 321, 328, 474-482,  
 524, 538, 541, 574  
 lutte des classes, 53, 170, 262, 598

**M**

Măgureanu, Virgil, 96, 152, 171-172,  
 405, 463, 504  
 Mănescu, Corneliu, 51, 56, 166  
 Maniu, Iuliu, 151, 282-284, 286-289, 290,  
 295, 382, 404  
 mass-média, 579, 597, 606  
 Mazilu, Dumitru, 54-55, 81, 130  
 Meleşcanu, Teodor, 192, 373  
 mémoire collective, 28, 30, 33, 40,  
 260, 333, 464, 579  
 mémoire officielle 419, 482, 512,  
 527, 545-547  
 mémoire partisane 30, 160, 215,  
 293, 294  
 Merce, Ilie, 237, 547  
 Mihalache, Ion, 195, 283, 286, 288, 290  
 Militaru, Nicolae, 54  
 Mohora, Tudor, 535  
 monarchie, monarchiste(s) 142,  
 341, 355, 362, 381, 385, 392-393, 397,  
 493-502  
 Munteanu, Marian, 330, 437, 504

**N**

nationalisés (les biens), 192-203, 487-493  
 Năstase, Adrian, 103, 113, 121, 168,  
 172, 176, 192, 198, 200, 205-206, 219-  
 226, 231, 240-242, 247, 259, 398, 530-  
 532, 536, 537, 566  
 national-communisme, 424  
 nationalisme, 28, 32, 49, 118, 128, 134-  
 143, 153, 219-234, 257, 261, 309-313,  
 420, 428, 470-471, 533  
 néocommunisme, 167, 238, 279, 313,  
 319, 349, 390, 470, 495  
 nomenklatura, 52, 55, 65, 87-92, 99, 187,  
 203, 249-253, 261, 303, 324, 349, 407,  
 456, 517, 598  
 nostalgie, nostalgique(s), 93-96, 236-  
 248, 449, 554

**O**

Oprea, Marius, 574, 578

Otan, 439

Ouvrier(s), 53, 61, 103, 112, 125, 126,  
 170, 171, 274, 412, 454, 463, 598, 602,  
 604

**P**

Pacea, Ion, 213-214, 246, 405, 452  
 Palais du Parlement (Maison du Peuple),  
 236-240  
 Parti Communiste Roumain (PCR), 20-  
 22, 50-57, 60-65, 87-92, 248-262, 300-  
 309, 336, 348, 364, 520-521  
 Parti de la Démocratie Sociale de Roumanie  
 (PDSR), 261-264, 373-375, 391-392,  
 429, 438, 448, 509, 551-553  
 Parti de la Grande Roumanie (PGR), 153,  
 156, 161, 167, 172, 173, 178, 182, 192,  
 204, 219, 220, 236-247, 441, 448, 469,  
 508, 520, 530, 536, 547, 577, 581, 594,  
 595  
 Parti Démocrate (PD), 96-98, 148-158, ,  
 212, 394, 442-443, 449, 483, 485, 536,  
 562  
 Parti National Libéral (PNL), 32, 45, 70,  
 82, 130, 192, 199, 208, 244, 275-283,  
 303-304, 336, 348-351, 373, 446-447,  
 483-484, 529-541, 562, 570-579  
 Parti National Paysan Chrétien-Démocrate  
 (PNPCD), 125, 138, 203, 248, 281-  
 313, 344-351, 355-369, 406-410, 498-513,  
 529, 530, 537, 579-583  
 Parti Social-Démocrate (PSD), 531-536,  
 547, 551-554, 575-577  
 Parti Social-Démocrate Roumain (PSDR),  
 275-289, 532, 546  
 Parti Socialiste du Travail (PST) 156, 161,  
 167, 172, 173, 176, 182, 192, 219, 221,  
 236-245, 242-244, 248, 348, 375, 438-  
 439, 520, 547  
 parti successeur, 27, 61, 70, 75, 161,  
 248, 263, 551, 552, 557, 588  
 partis historiques, 267-281, 287-294,  
 383-388, 390, 391, 394, 415, 421, 423,  
 425, 428, 430, 434, 436, 445, 469, 472,  
 477, 486, 487, 488, 503, 511, 512, 514,  
 520, 521, 522, 523, 543, 559, 563, 577,  
 593, 600  
 Paşcu, Ioan Mircea, 121, 295  
 passé pré-communiste, 32, 111, 124, 126,  
 128-129, 191, 197, 268, 294, 299, 310,  
 387, 488, 518  
 Păunescu, Adrian, 221, 237, 242, 243,  
 244, 248, 375, 376, 424, 535, 581

paysan(s) 112, 126, 194, 195, 196, 200, 287, 341, 349, 371, 408, 411, 454, 461, 488, 492  
 Place de l'Université de Bucarest, 316-335  
 Pologne, 22, 402, 585  
 Popescu Tăriceanu, Călin, 570-571, 574, 595  
 procès du communisme, 231, 245, 280, 300, 342, 359, 374, 377-378, 392, 481  
 Proclamation de Timișoara, 321-328, 346, 415, 424-426, 436, 481-482, 597-606  
 Proclamation du FSN, 148-149

## R

Radio Free Europe, 122, 284, 533  
 Rațiu, Ion, 129, 131, 138, 331, 493, 581  
 réalisations du régime communiste, 93-96, 236-245  
 réconciliation nationale, 203-214, 400-405, 448, 542-543  
 République de Moldavie, 312  
 République Tchèque, 402, 569  
 république, 86, 341, 494, 497  
 restitutions, 192-202, 487, 492  
 Révolution de décembre (événements de décembre 1989), 39-73, 167-171, 180-181, 294-297, 323-326, 425, 428, 431, 452, 462, 482, 534-555  
 revue 22, 42, 130, 245, 286, 409, 496, 581  
 le roi Michel (1927-1930, 1940-1947), 205, 298, 309, 493-502, 533  
 Roman, Ionel, 139  
 Roman, Petre 56, 58, 65, 118, 121, 148-166, 221-229, 274, 295, 301, 372, 394, 449-450, 477, 483  
*România Mare*, 100, 172, 581, 584

## S

Șandor, Dorel, 121, 221  
 Secăreș, Vasile, 120, 121, 122  
 Securitate, 28, 65, 81-83, 96, 100-103, 111, 116, 121, 126-129, 152, 171-

172, 204, 211, 255, 300-301, 405, 449, 465, 481-486, 537-541, 571-578  
 Severin, Adrian, 150, 153, 194, 429, 535  
 stalinisme, 20, 98, 104, 159, 311, 519  
 Stănculescu, Victor, 56, 82, 118, 184, 212-213, 451, 480, 535, 544  
 Stoica, Ion Aurel, 103, 134  
 Stoica, Valeriu, 345, 409, 502, 529  
 Stolojan, Theodor, 121, 360, 504, 537, 578, 593

## T

Târgu Mureș, 137, 147, 220, 311  
 Transylvanie, 137, -142, 197, 205, 217-219, 244, 283  
 Tudor, Corneliu-Vadim, 98, 204, 211, 221, 237, 242-245, 375-376, 382, 397, 412, 510, 529, 533, 535, 577

## U

Union Démocrate des Magyares de Roumanie (UDMR), 137, 140, 174, 218-220, 311, 361, 364, 450, 533  
 Union soviétique (URSS), 20, 224, 311-312, 366, 523-526  
 utopie, 234, 468, 560

## V

Văcăroiu, Nicolae, 81, 156, 241-242, 247, 375, 520  
 Vallée du Jiu, 125, 274, 317, 339, 448, 460  
 Vasile, Radu, 451, 483, 490, 500, 575, 595  
 venue(s) des mineurs, 141, 150, 152, 204, 331, 333, 593  
*Viitorul*, 279-280, 303-304, 579, 584  
*Vocea României*, 221, 242, 441, 581, 584  
*Vremea*, 243, 584

## X

xénophobie, 131, 156, 177, 319, 520